

ARCHIVES  
DIPLOMATIQUES

ARCHIVES  
DIPLOMATIQUES

1895



# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL  
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

**M. LOUIS RENAULT**

Professeur de Droit des gens  
à la Faculté de droit de Paris et à l'École libre des sciences politiques  
Membre de l'Institut de Droit international

Fondé en 1861

---

DEUXIÈME SÉRIE

---

TOME LIV  
AVRIL, MAI, JUIN

---

## ABONNEMENTS

|                             |            |
|-----------------------------|------------|
| France et Algérie.....      | 50 francs. |
| Union postale.....          | 55 —       |
| Autres pays.....            | 60 —       |
| Un exemplaire } simple..... | 5 —        |
| } double.....               | 9 —        |

---

PARIS

---

KRAUS REPRINT  
A Division of  
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED  
Nendeln/Liechtenstein  
1970

ARCHIVES  
DIPLOMATIQUES

DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

M. LOUIS DEWAILLY

Reprinted from a copy in the collections of the  
University of Illinois Library

DEUXIEME PARTIE

TOME IV

1891-1892

FRONZMAYER

Printed in Germany  
Lessingdruckerei Wiesbaden



# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

---

## PREMIÈRE PARTIE

---

### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

---

#### ÉGYPTE — GRECE

##### Convention Commerciale.

9/21 Mars 1895 (1).

Les soussignés :

Son Excellence Boutros Pacha Ghali, ministre des affaires étrangères du Gouvernement de Son Altesse le Khédive d'Égypte,

Et M. Jean Gryparis, agent diplomatique et consul général de Grèce en Égypte,

Dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, et, en ce qui concerne l'Égypte, dans les limites des pouvoirs conférés par les Firmans Impériaux, sont convenus de ce qui suit :

Article premier. — Il y aura liberté réciproque de commerce et de navigation entre la Grèce et l'Égypte.

Les ressortissants Hellènes en Égypte et les Égyptiens en Grèce pourront librement entrer avec leurs navires et cargaisons dans tous les endroits et ports dont l'entrée est ou sera permise aux ressortissants de la nation la plus favorisée, et ils jouiront réciproquement, en ce qui concerne le commerce et la navigation, des mêmes droits, privilèges, libertés, faveurs, immunités et franchises dont jouissent ou pourraient jouir les ressortissants de la nation la plus favorisée, sans qu'ils aient à payer de taxes ou droits plus élevés que ceux auxquels ces derniers sont assujettis.

Art. 2. — Les importations en Égypte d'un article quelconque, produit du sol ou de l'industrie de la Grèce, de quelque provenance que ce soit, et les importations en Grèce d'un article quelconque, produit du sol ou de l'industrie de l'Égypte, de quelque provenance que ce soit, ne seront pas frappées d'autres droits ou de droits plus élevés que ceux dont sont frappées les importations d'articles similaires, produits du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger.

Le Gouvernement Égyptien ne soumettra l'importation à aucune prohibition. Toutefois ledit Gouvernement se réserve le droit d'édicter des prohi-

(1) *Journal officiel égyptien* du 23 mars 1895.

bitions d'importation dans l'intérêt de la sécurité ou de la moralité publique, pourvu que ces prohibitions s'appliquent également à tout autre pays étranger.

Cette dernière restriction n'est pas applicable aux mesures et interdictions d'importation que le Gouvernement Egyptien pourrait édicter pour protéger la santé publique, la santé des bestiaux et des plantes utiles à l'agriculture.

Art. 3. — Les articles destinés à être exportés de l'Egypte en Grèce ou de Grèce en Egypte ne pourront être frappés en Egypte et, respectivement, en Grèce, de droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourraient être acquittés lors de l'exportation du même article à destination de tout autre pays étranger.

Le gouvernement Egyptien n'établira à l'égard de la Grèce aucune prohibition d'exportation qui ne soit appliquée dans les mêmes conditions à l'exportation du même article à destination de tout autre pays étranger.

Art. 4. — Les parties contractantes conviennent, que pour tout ce qui concerne le commerce, la navigation, le montant, la garantie et la perception des droits d'importation et d'exportation, ainsi que le transit, tous les privilèges, faveurs ou immunités quelconques que l'une des parties contractantes a déjà accordés ou pourrait ultérieurement accorder à tout autre pays, seront étendus, immédiatement et sans compensation ou autre condition quelconque, aux ressortissants, au commerce et à la navigation de l'autre partie contractante.

Art. 5. — Quel que soit le port de départ des navires et quel que soit le lieu d'origine ou de destination de leur cargaison, les navires hellènes en Egypte et les navires égyptiens en Grèce jouiront, sous tous les rapports, du même traitement que les navires nationaux et les navires de la nation la plus favorisée.

Cette stipulation s'applique aux règlements locaux, aux taxes et à tous les autres droits similaires perçus à titre rémunérateur dans les ports, bassins, docks, rades et havres des pays contractants, au pilotage et, en général, à tout ce qui concerne la navigation.

Tout bâtiment considéré comme hellène par la loi hellénique et tout bâtiment considéré comme égyptien par la loi égyptienne, sera reconnu comme tel par les parties contractantes.

Le cabotage ainsi que la navigation intérieure sont exclus des stipulations précédentes et restent soumis aux lois respectives des pays contractants. Mais dans le cas où l'une des parties contractantes concéderait le cabotage, soit en entier, soit en partie, entre des ports dénommés, à une ou plusieurs autres nations, il sera loisible à l'autre partie de réclamer pour ses ressortissants les droits et avantages accordés à cet égard aux ressortissants de la nation la plus favorisée, à condition d'accorder la réciprocité pour ce qu'elle réclame.

Les articles, quelle qu'en soit la provenance ou le lieu d'origine, importés ou exportés par les navires de l'une des parties contractantes, ne pourront être soumis, dans les territoires de l'autre partie, à des restrictions autres ou à des droits plus élevés que ceux auxquels seraient assujettis les mêmes articles, s'ils étaient importés ou exportés par les navires nationaux ou par les navires de la nation la plus favorisée.

Art. 6. — Le Gouvernement Egyptien s'engage à ne soumettre les produits du sol ou de l'industrie de la Grèce à aucun droit excédant dix



pour cent *ad valorem*, à l'exception des articles ci-après qui pourront être portés jusqu'à quinze pour cent *ad valorem*.

Soies grèges et moulignées et fils de soie.

Vins en fûts et en bouteilles.

Alcools, pétroles.

Animaux, céréales et farines.

Les règlements concernant les articles ci-dessus, ainsi que leur tarification, seront applicables aux sujets hellènes dans les mêmes conditions qu'aux nationaux égyptiens ou aux sujets étrangers les plus favorisés à cet égard.

Les droits *ad valorem* perçus en Egypte sur les produits du sol ou de l'industrie de la Grèce seront calculés sur la valeur que l'article importé a, dans le lieu de chargement ou d'achat, avec majoration des frais de transport et d'assurance jusqu'au port de déchargement en Egypte.

Il est obligatoire pour le négociant d'indiquer dans la déclaration prévue à l'article 17 la valeur des marchandises. Si la douane n'accepte pas comme base de la perception des droits la valeur déclarée par le négociant, elle peut réclamer la présentation de tous les documents qui doivent accompagner l'envoi d'une marchandise tels que : factures, police d'assurance, correspondance, etc.

Si le négociant ne produit pas ces documents, ou si ces pièces paraissent insuffisantes, la douane peut percevoir les droits en nature.

Dans le cas de perception en nature, si les marchandises sont toutes de la même espèce, la perception des droits s'opère proportionnellement aux quantités; dans le cas où les marchandises comprennent des objets d'espèces variées, la perception des droits en nature ne s'opère que sur les articles contestés, en se basant sur les prix indiqués par le négociant.

L'autorité douanière ne pourra demander que les droits soient payés en nature sur les articles dont la valeur ne sera pas contestée.

Dans le cas où la marchandise dont la valeur est contestée serait indivisible telle qu'une voiture, un piano, une pièce de machine, etc., la douane peut prendre pour son compte la marchandise.

Lorsque la douane fait usage de ce droit, elle est tenue de faire connaître cette intention dans les trois jours, et, dans ce cas, le paiement du prix de la marchandise déclaré par l'importateur, majoré de 10 0/0, ainsi que le remboursement des droits quelconques qui auraient été perçus sur ladite marchandise, seront effectués dans les quinze jours qui suivront la déclaration.

Art. 7. — Les droits *ad valorem* perçus en Egypte sur les importations de produits du sol ou de l'industrie de la Grèce seront calculés sur la valeur que l'article importé a dans le lieu de chargement ou d'achat, avec majoration des frais de transport et d'assurance jusqu'au port de déchargement en Egypte.

Afin de fixer pour une période déterminée la valeur dans les ports d'entrée des principaux articles taxés, l'administration des douanes égyptiennes invitera les principaux commerçants hellènes intéressés dans le commerce des dits articles à procéder en commun avec elle, et les commerçants intéressés des autres nationalités, à l'établissement d'un tarif pour une période n'excédant pas douze mois.

Le tarif ainsi établi sera communiqué par la douane égyptienne au

Consulat hellénique, à Alexandrie, et sera en même temps officiellement publié.

Il sera considéré comme officiellement reconnu en ce qui concerne les produits et ressortissants hellènes, en tant que ce Consulat n'y fait pas une formelle opposition pendant la quinzaine qui suivra la publication officielle et la communication conforme adressée au Consulat.

Art. 8. — Les droits d'exportation seront perçus en Egypte à un taux qui n'excèdera pas 1 0/0 *ad valorem*.

Il appartiendra à l'administration des douanes égyptiennes, d'accord avec les principaux commerçants intéressés, de faire établir la valeur des articles d'exportation pour une période déterminée.

Les tarifs ainsi établis pour les articles non tarifés mensuellement seront communiqués par la douane égyptienne au Consulat hellénique à Alexandrie, et ne seront applicables aux ressortissants hellènes que si ce Consulat n'y fait pas une formelle opposition dans la huitaine qui suivra cette communication.

Art. 9. — Aucun droit de transit ne sera prélevé sur les marchandises grecques passant par l'Egypte sans distinction, qu'elles soient transbordées d'un navire à l'autre ou placées dans des entrepôts réels ou transportées par voie de terre à travers le territoire égyptien, mais les charbons embarqués en Egypte continueront à être soumis à un droit équivalant au droit d'exportation, c'est-à-dire 1 0/0 *ad valorem*.

Art. 10. — En ce qui concerne les taxes intérieures prélevées pour le compte, soit de l'Etat, soit d'une commune ou d'une corporation quelconque, à titre de taxe sur les consommations ou de droits d'accise de quelque espèce que ce soit, chacune des parties contractantes s'engage à faire participer l'autre à tous les avantages, privilèges ou rabais de tarifs dont elle pourrait avoir permis la jouissance à tout autre Etat. De même, chacune des deux parties contractantes jouira immédiatement, et sans conditions, de tous privilèges ou immunités que l'autre pourra, par la suite, accorder à toute autre puissance.

Le Gouvernement Egyptien s'engage, en outre, à ne faire prélever aucune taxe de consommation ni droit d'accise sur les marchandises d'importation autres que les suivantes :

- Boissons,
- Liquides,
- Comestibles,
- Fourrages,
- Combustibles,
- Matériaux de construction,

lesquelles pourront être frappées de droits intérieurs dont le total ne pourra excéder 2 0/0 *ad valorem*.

Les règlements concernant les taxes spéciales et les droits accessoires en douane, tels que droits de factage, d'entrepôt, droit de dépôt, de quai, de grues, d'écluses, de tamkin, de plombage, de laisser-passer, de déclaration, de pesage, de mesurage et de tous les autres droits semblables perçus à titre rémunérateur, seront appliqués par les douanes de chacune des deux parties contractantes aux ressortissants et aux marchandises de l'autre pays de la même manière qu'aux ressortissants et marchandises de la nation la plus favorisée.

Art. 11. — Le tabac de toutes espèces, le tombac, le sel, le salpêtre, le



natron et le hachiche sont exclus des stipulations de la présente Convention.

Art. 12. — Le Gouvernement Egyptien se réserve le droit de prohiber l'importation d'armes de toute espèce, des munitions de guerre, de la poudre et d'autres matières explosibles.

Art. 13. — Les objets passibles d'un droit de douane, qui sont importés comme échantillons par des marchands, des industriels et des voyageurs de commerce, seront, de part et d'autre, admis en franchise de droits d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets soient réexportés sans avoir été vendus, et sous réserve de l'accomplissement des formalités de douane nécessaires pour la réexportation ou la mise en entrepôt.

Le délai accordé pour la circulation de ces échantillons sera fixé lors de leur importation et ne pourra être réclamé pour plus d'un an.

La réexportation des échantillons devra être garantie dans les deux pays immédiatement au premier lieu d'entrée, soit par dépôt du montant des droits de douane, soit par cautionnement. Les échantillons importés dans l'un des deux pays par des voyageurs de commerce pourront, après leur admission par l'autorité douanière du premier lieu d'entrée et durant le délai accordé pour leur circulation, être expédiés par mer à d'autres endroits du même pays sans être soumis à un renouvellement des formalités d'entrée, moyennant une déclaration de transport faite à l'autorité douanière compétente.

Art. 14. — Sont exempts de toute vérification dans les douanes égyptiennes, aussi bien que du paiement des droits à l'entrée et à la sortie, les objets d'usage et effets personnels appartenant aux titulaires ou gérants d'un Consulat général et d'un Consulat, lorsqu'ils sont de carrière (missi) et qu'ils n'exercent aucune autre profession, ne s'occupent ni de commerce ni d'industrie et ne possèdent ni n'exploitent de biens-fonds en Egypte.

Art. 15. — Dans les principaux ports, autant que l'intérêt du commerce l'exigera, le Gouvernement Egyptien établira des entrepôts où les articles importés pourront être déposés contre un droit de magasinage, et, à défaut d'établissements publics de ce genre, il permettra l'entreposage des marchandises dans les magasins privés sous la double fermeture de l'autorité douanière et du détenteur et contre paiement d'un droit de surveillance, conformément aux règlements douaniers. Le délai d'entreposage des marchandises n'excèdera pas douze mois, pendant lesquels les importateurs auront la faculté de les réexporter sans payer un droit d'importation ou d'exportation. Passé ce délai, les marchandises seront passibles de l'intégralité des droits d'importation.

Art. 16. — Les capitaines des bâtiments de commerce ayant à bord des marchandises à destination de l'Egypte sont tenus, immédiatement après leur arrivée au port de destination, ou au plus tard dans les trente-six heures, de déposer à la douane deux copies exactes de leur manifeste certifiées par eux conformes à l'original. De même ils doivent, avant leur départ d'un port égyptien, déposer à la douane une copie du manifeste relatant les marchandises chargées sur le navire.

Le manifeste original, soit à l'arrivée, soit au départ, sera présenté en même temps que les copies pour être comparé et restitué dans les vingt-quatre heures.

Les employés de la douane ne peuvent procéder en aucun cas à la visite et à la perquisition des bâtiments de commerce sans en avoir donné au



préalable connaissance aux Consulats helléniques pour donner aux autorités consulaires la faculté d'y assister. Cette notification devra être communiquée aux fonctionnaires consulaires à temps et en mentionnant l'heure où l'on procédera à ces formalités.

Les excédents ou déficits résultant du rapprochement des manifestes avec la cargaison donneront lieu à une application des amendes prévues par le règlement douanier égyptien.

Art. 17. — Toute opération de douane en Egypte, soit à l'arrivée, soit au départ, doit être précédée d'une déclaration spéciale signée par le détenteur de la marchandise ou par son représentant.

La déclaration doit contenir toutes les indications nécessaires pour l'application des droits; ainsi, outre la nature, l'espèce, la qualité, la provenance et la destination de la marchandise, elle doit énoncer le poids, le nombre, la mesure et la valeur.

Tout refus de faire la déclaration à l'arrivée ou au départ, tout retard apporté à ladite déclaration, toute différence en plus ou en moins entre les marchandises et la déclaration, donne lieu à l'application de la pénalité prévue par le règlement douanier égyptien.

La vérification douanière doit être faite dans les quarante-huit heures qui suivront la remise de la déclaration.

Art. 18. — Les marchandises introduites en contrebande, les navires, lorsqu'ils sont spécialement affrétés dans un but de contrebande, ainsi que tous autres moyens de transport et tous instruments de contrebande, seront passibles de confiscation au profit du Trésor, sans préjudice des droits de douane perçus ou dus dans le cas spécial et des amendes prévues par les règlements douaniers, pourvu que le délit soit dûment et légalement prouvé, et que la décision de la Commission douanière soit communiquée sans délai à l'autorité consulaire hellénique dont ressort le propriétaire des marchandises saisies.

La partie intéressée pourra, dans le délai de quinze jours à compter du jour de la remise de la copie à l'autorité consulaire, faire opposition. Cette opposition sera portée devant la Chambre de commerce du Tribunal mixte.

Tant qu'il n'aura pas été rendu de décision définitive, il ne pourra être disposé des marchandises saisies au profit du fisc égyptien ni des moyens de transport et instruments de contrebande.

La douane pourra néanmoins procéder à la vente des marchandises et articles sujets à déperissement. Le prix en provenant sera conservé en dépôt dans ses caisses jusqu'à ce qu'une décision définitive soit intervenue.

Si l'administration douanière égyptienne croyait ne pas devoir laisser passer des marchandises importées par des Grecs moyennant la voie régulière, qu'elle considérerait comme appartenant à la catégorie des articles prohibés, elle fera immédiatement connaître par écrit au Ministère égyptien des affaires étrangères et à l'autorité consulaire hellénique les motifs du refus de livrer la marchandise.

Le Ministère égyptien des affaires étrangères, après entente avec l'autorité hellénique, décidera s'il y a lieu de confirmer le refus de la douane, et, dans ce cas, le ressortissant grec sera tenu de réexporter la marchandise sans aucun délai, dans le cas contraire, l'administration douanière laissera passer librement la marchandise après en avoir perçu les droits réglementaires. Jusqu'à ce qu'une décision soit prise, la marchandise

arrêtée restera en dépôt à la douane, qui en sera responsable vis-à-vis de l'importateur.

Art. 19. — En cas de soupçons de contrebande, les agents des douanes égyptiennes pourront aborder et saisir tout navire d'un tonnage de moins de 200 tonneaux, dans un rayon de dix kilomètres de la côte en dehors des eaux d'un port égyptien ; de plus, tout navire grec de moins de deux cents tonneaux pourra être arrêté et saisi au-delà de cette distance si la poursuite a été commencée dans un rayon de dix kilomètres du littoral.

Procès-verbal du fait sera dressé avec le capitaine, et copie de ce procès-verbal sera, sans délai, communiquée au Consulat hellénique.

Excepté dans les cas prévus dans les alinéas précédents de cet article et dans l'alinéa 3 de l'article 16, aucun navire grec ne pourra être abordé par les agents des douanes égyptiennes.

Il est entendu que le Gouvernement Egyptien pourra, sans notification aux autorités consulaires helléniques, placer des gardes à bord de tout navire grec dans un port égyptien ou transitant par le Canal de Suez ; cette mesure ne devra néanmoins causer ni frais ni retard aux bâtiments auxquels elle est appliquée.

Si la douane égyptienne a des raisons sérieuses pour présumer l'existence d'articles introduits en contrebande dans des endroits quelconques des districts-frontières ou du Canal de Suez, elle pourra procéder, dans les magasins ou demeures, à toute perquisition immédiate qu'elle jugera nécessaire. Un double de l'ordre de perquisition sera envoyé à l'autorité consulaire, qui devra assister à la perquisition ou s'y fera représenter sans occasionner aucun retard.

La stipulation de l'alinéa précédent ne sera pas applicable dans le cas où la perquisition doit être faite dans un magasin indépendant du domicile, ou dans des locaux servant exclusivement d'entrepôt ou de dépôt de marchandises. Dans ce cas, il suffira qu'un avis préalable de la visite soit donné au propriétaire, ou à son représentant, ou, à défaut, à l'autorité consulaire.

Dans tous les cas où l'autorité consulaire n'assiste pas à la perquisition, un procès-verbal devra être dressé et copie communiquée sans délai au Consulat hellénique.

Dans le cas où la douane procèdera à des perquisitions sans l'assistance consulaire et qu'elle n'aura pas constaté un délit de contrebande, elle sera responsable, indépendamment des conditions prévues par l'article 213 du Code civil mixte, de tout dommage matériel qu'elle aura occasionné à la propriété.

En cas de contestation, l'appréciation du fait et l'évaluation du dommage appartiendront à la juridiction mixte.

Les perquisitions ne pourront être opérées qu'à partir du lever et jusqu'au coucher du soleil.

Art. 20. — Le Gouvernement hellénique accepte l'application à ses ressortissants et à son commerce, à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention, du règlement douanier ci-annexé. Il demeure entendu qu'il ne pourra, pendant toute la durée de la Convention, être apporté aucun changement aux articles 2, 8, 11, 12, 15, 18 et 33 à 41 du règlement douanier, si ce n'est avec le consentement du Consul général de Grèce.

Tous droits, privilèges et immunités que le Gouvernement Egyptien accorde aujourd'hui ou pourrait accorder à l'avenir, aux sujets, aux bâti-

ments, à la navigation et au commerce de toute autre puissance étrangère, seront également accordés aux sujets, aux bâtiments, à la navigation et au commerce grecs, qui en auront, de droit, l'exercice et la jouissance.

Art. 21. — Les stipulations de la présente Convention ne s'appliquent pas :

1° Aux arrangements spéciaux actuels ou qui pourraient intervenir ultérieurement, soit entre l'Égypte et les autres parties de l'Empire Ottoman placées sous l'administration directe de la Sublime-Porte, soit entre l'Égypte et la Perse.

2° Aux dispositions que pourrait prendre le Gouvernement Égyptien pour l'échange des marchandises indigènes ou étrangères avec le Soudan.

Art. 22. — Il est entendu que les marchandises venant de la Turquie, qui, y ayant acquitté les droits d'importation, sont accompagnées d'acquits de douanes turques (raftiehs), ne seront, en aucun cas, astreintes à un second paiement de droits d'entrée, sauf le paiement de la différence en plus, dans le cas où les droits d'entrée égyptiens seraient supérieurs aux droits acquittés en Turquie.

Art. 23. — Les modifications du présent tarif de droits égyptien prévues à l'article 6 n'entreront en vigueur que lorsque les dites modifications deviendront également applicables à tous les autres pays.

Dans l'intervalle, les marchandises grecques seront traitées à leur entrée en Égypte sur le pied de la nation la plus favorisée, et l'importation grecque ne sera, dans aucun cas, assujettie à des droits supérieurs à ceux fixés à l'art. 6.

Art. 24. — La présente Convention entrera en vigueur le 1/13 septembre 1895, ou plus tôt si l'agence de Grèce en fait la demande, et sera valable pour une période de dix ans à partir de cette date ; dans le cas où aucune des parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la date de l'expiration de la dite période de dix années, son intention de mettre fin à la présente Convention, celle-ci demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncée.

Il est entendu toutefois que la présente Convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu l'approbation de la Chambre hellénique.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente Convention le vingt-mars mil huit cent quatre-vingt-quinze (9 mars V. S.).

Fait en double, au Caire, le vingt-un mars mil huit cent quatre-vingt-quinze (9 mars V. S.).

(L. S.)      Signé : BOUTROS-GHALI.  
(L. S.)           J. GRYPARIS.

#### ANNEXE N° 1.

#### Procès-verbal.

Au moment de procéder à la signature de la Convention conclue en date de ce jour entre le Royaume de Grèce et l'Égypte, les soussignés sont convenus de ce qui suit :

I. — En ce qui concerne le commerce avec le Soudan, les ressortissants du Royaume de Grèce et les marchandises grecques jouiront de tous les avantages qui sont ou seront accordés aux ressortissants de la nation la plus favorisée ou aux indigènes ou étrangers les plus favorisés, ainsi qu'aux marchandises étrangères ou indigènes les plus favorisées.



II. — La perquisition à bord des bâtiments de commerce, telle qu'elle est prévue et réglementée par le paragraphe 3 de l'article 16 de la Convention, ne pourra être, en aucun cas, ni retardée ni entravée par l'abstention de l'autorité consulaire.

III. — En ce qui concerne la perquisition dans les magasins ou demeures sis dans les districts des frontières ou sur le Canal de Suez, telle qu'elle est prévue et réglementée par le paragraphe 5 de l'article 19 de la Convention, si quatre heures après la remise du double de l'ordre de perquisition, l'autorité consulaire ne s'est pas fait représenter, elle sera considérée comme voulant s'abstenir et les agents de la douane sont autorisés à procéder à la perquisition.

Dans les localités des districts frontières ou du Canal de Suez, situées à plus d'une heure de distance du siège d'une autorité consulaire, les agents de la douane ne pourront procéder à une perquisition qu'en présence de deux témoins de nationalité grecque, ou, à défaut, en présence de deux témoins étrangers.

Signé : BOUTROS GHALI.  
— J. GRYPARIS.

ANNEXE N° 2.

Caire, le 21 mars 1895.

Monsieur l'Agent et Consul général,

La Convention commerciale projetée entre la Grèce et l'Egypte dispose formellement dans son article 11 que le tabac sous toutes ses formes est exclu des stipulations de l'arrangement.

Au cours des négociations, vous avez bien voulu me faire connaître que la Grèce attachait la plus grande importance à ce que les tabacs provenant du territoire douanier hellénique fussent admis à l'importation en Egypte aux mêmes conditions et moyennant le paiement des mêmes droits qui sont ou seront appliqués aux tabacs dont l'introduction en Egypte est ou serait ultérieurement autorisée par suite d'arrangements spéciaux.

Je suis heureux de vous faire connaître que le Gouvernement de Son Altesse est tout disposé à accéder à cette demande. A partir du jour où le Gouvernement de Sa Majesté aura adhéré officiellement à l'application à ses nationaux et à son commerce du règlement douanier ci-annexé, les tabacs provenant du territoire douanier hellénique pourront librement entrer en Egypte, pourvu toutefois qu'ils soient accompagnés de certificats d'origine réguliers : ils ne seront sous aucun rapport traités à leur entrée en Egypte moins favorablement que ceux provenant de tout autre pays, y compris la Turquie.

Permettez-moi cependant, afin d'éviter tout malentendu, de vous rappeler, ce que j'ai déjà eu l'honneur de vous faire connaître de vive voix, que par cette concession le Gouvernement de Son Altesse n'entend ni aliéner ni amoindrir son droit absolu d'organiser son régime des tabacs ainsi qu'il le jugera convenable : sa liberté d'action reste entière. Il aura donc le droit à tout moment de modifier les droits d'entrée, de suspendre l'importation soit à titre temporaire, soit à titre définitif, sous la réserve que toutes dispositions prises à cet égard soient également applicables aux tabacs dont l'introduction en Egypte est ou serait ultérieurement autorisée par suite d'arrangements spéciaux.

Toutefois, le Gouvernement de Son Altesse s'engage à ne jamais constituer un monopole des tabacs pendant toute la durée de la Convention. De votre côté, vous m'avez fait connaître que le Gouvernement du Roi se réserve expressément la faculté de dénoncer à tout moment la Convention commerciale avec l'Egypte, au cas où l'interdiction de la culture du tabac dans le pays viendrait à être rapportée, de même qu'au cas où les droits actuels d'importation viendraient à être majorés. Acte vous est donné de cette réserve.

Il est également entendu que le système actuel de bonification de tare ne sera pas modifié pendant l'année 1895, et que tant qu'il existera une bonifica-

tion pour la tare, cette bonification devra, en fait, mettre les tabacs grecs sur un pied de parfaite égalité avec les tabacs de toute autre provenance, surtout par rapport au mode d'emballage.

Je serais très heureux de recevoir l'assurance que nous sommes absolument d'accord sur tous les points, et je saisis cette occasion de vous réitérer, Monsieur l'Agent et Consul général, l'expression de ma haute considération.

*Le Ministre des Affaires Etrangères,*

Signé : BOUTROS GHALI.

*A Monsieur Gryparis,  
Agent et Consul général de Grèce.*

ANNEXE N° 3.

Le Caire, 9/21 mars 1895.

Monsieur le Ministre,

Mon Gouvernement a pris connaissance de la Note de Votre Excellence en date d'aujourd'hui, et N° 158, se référant à l'admission en Egypte du tabac provenant du territoire douanier hellénique.

Je suis chargé de déclarer à Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté est absolument d'accord avec les stipulations de ladite Note.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Signé : GRYPARIS.

*S. E. Boutros Pacha Ghali,  
Ministre des Affaires Etrangères.*

ANNEXE N° 4.

Le Caire, le 21 mars 1895.

Monsieur l'Agent et Consul général,

Vous avez bien voulu appeler mon attention sur l'article 3 de la Convention commerciale à intervenir entre la Grèce et l'Egypte, article qui aurait pour effet d'interdire dans l'avenir le cabotage aux navires grecs.

Je m'empresse de vous confirmer, ce que j'ai déjà eu l'honneur de vous faire connaître de vive voix, que le Gouvernement égyptien n'entend apporter aucun changement à l'état de choses actuel : tous navires grecs, pourvu toutefois qu'ils jaugent plus de 400 tonneaux bruts, sont autorisés à se livrer au cabotage : ces dispositions ne resteront en vigueur, bien entendu, que pendant la durée de la Convention.

Je saisis cette occasion de vous réitérer, Monsieur l'Agent et Consul général, l'assurance de ma haute considération.

*Le Ministre des Affaires Etrangères,*

Signé : BOUTROS GHALI.

*Monsieur Gryparis,  
Agent et Consul général de Grèce.*

ANNEXE N° 5.

Le Caire, 9/21 mars 1895.

Monsieur le Ministre,

En réponse à la lettre que vous avez bien voulu m'adresser à la date de ce jour, sub N° 159, concernant l'article de la Convention commerciale relatif au cabotages, je m'empresse de vous faire connaître que le Gouvernement Royal prend acte de la déclaration du Gouvernement égyptien, d'après laquelle tous les navires grecs, pourvu qu'ils jaugent plus de 400 tonnes brutes, sont autorisés à se livrer au cabotage pendant la durée de la Convention.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de vous réitérer l'assurance de ma haute considération.

Signé : GRYPARIS.

*S. E. Boutros Pacha Ghali,  
Ministre des Affaires Etrangères.*

ANNEXE N° 6.

Le Caire, le 21 mars 1895.

Monsieur l'Agent et Consul général,

La Convention intervenue entre la Grèce et l'Egypte exclut l'introduction des armes de toute nature, de la poudre et des munitions. Mais je tiens à vous réitérer l'assurance que je vous ai déjà donnée de vive voix au cours des négociations que le Gouvernement khédivial, sur la recommandation de l'agence hellénique n'hésitera pas, à moins de raisons graves, à accorder à des particuliers ainsi qu'à des négociants honorables l'autorisation d'importer un certain nombre d'armes de chasse et de luxe.

Veuillez agréer, Monsieur l'Agent et Consul général, l'assurance de ma haute considération.

*Le Ministre des Affaires Etrangères,*

Signé : BOUTROS GHALI.

*Monsieur Gryparis,  
Agent et Consul général de Grèce.*

ANNEXE N° 7.

Le Caire, le 9/21 mars 1895.

Monsieur le Ministre,

En vous accusant réception de votre lettre, en date de ce jour, relative aux armes de chasse et de luxe, je tiens à vous remercier de l'assurance que vous voulez bien donner que le Gouvernement khédivial, à moins de raisons graves, accordera sur la recommandation de l'Agence diplomatique de Grèce, l'autorisation à des particuliers ainsi qu'à des négociants honorables, d'importer un certain nombre d'armes de chasse et de luxe.

Veuillez agréer, Monsieur le ministre, l'assurance de ma haute considération.

Signé : GRYPARIS.

*S. E. Boutros Pacha,  
Ministre des Affaires Etrangères.*

ANNEXE N° 8.

Caire, le 21 mars 1895.

Monsieur l'Agent et Consul général,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un exemplaire du nouveau tarif des droits de factage qui est mis en vigueur par les Douanes égyptiennes depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1893.

En vous faisant cette transmission, je vous donne en même temps l'assurance que pendant toute la durée de la Convention commerciale en date de ce jour, les droits portés au dit tarif ne pourront être majorés que d'accord avec l'Agent et Consul général de Grèce.

Veuillez agréer, Monsieur l'Agent et Consul général, l'assurance de ma haute considération.

*Le Ministre des Affaires étrangères,*

Signé : BOUTROS GHALI.

*A Monsieur Gryparis,  
Agent et Consul général de Grèce.*



## ANNEXE N° 9.

Le Caire, le 9/21 mars 1895.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de l'office en date de ce jour, par lequel Elle a bien voulu m'adresser un exemplaire du tarif des droits de factage qui est mis en vigueur par les Douanes égyptiennes depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1893.

En prenant acte de l'assurance donnée par Votre Excellence que pendant la durée de la Convention commerciale signée aujourd'hui, les droits portés au dit tarif ne pourront être majorés que d'accord avec l'Agent et Consul général de Grèce, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Signé : GRYPARIS.

A Son Excellence Boutros Pacha Ghali,  
Ministre des Affaires étrangères,  
Caire.

## ANNEXE N° 10.

Le Caire, le 9/21 mars 1895.

Monsieur le Ministre,

Au moment de procéder à la signature de la Convention commerciale en date de ce jour, j'ai l'honneur de faire, d'ordre de mon Gouvernement, la déclaration suivante :

Il est entendu que les stipulations de cette Convention ne porteront aucune atteinte aux droits, privilèges et immunités conférés aux sujets, aux bâtiments, à la navigation et au commerce de la Grèce par les capitulations, traités et arrangements existants.

Par conséquent, ces droits, privilèges et immunités resteront en vigueur, en tant qu'ils ne sont pas modifiés par les stipulations de la Convention.

En priant Votre Excellence de vouloir bien prendre acte de cette déclaration, je saisis cette occasion pour Lui renouveler les assurances de ma haute considération.

Signé : GRYPARIS.

A S. E. Boutros Pacha Ghali,  
Ministre des Affaires Etrangères.

## ANNEXE N° 11.

Caire, le 21 mars 1895.

Monsieur l'Agent et Consul général,

Par votre communication en date de ce jour, vous avez bien voulu me faire connaître que vous êtes chargé par votre Gouvernement de faire au Gouvernement de Son Altesse, au moment de procéder à la signature de la Convention commerciale, la déclaration suivante, avec prière de vouloir bien en prendre note.

Il est entendu que les stipulations de cette Convention ne porteront aucune atteinte aux droits, privilèges et immunités conférés aux sujets, aux bâtiments, à la navigation et au commerce de la Grèce par les capitulations, traités et arrangements existants.

Par conséquent, ces droits, privilèges et immunités resteront en vigueur en tant qu'ils ne sont pas modifiés par les dispositions de la Convention.

Je m'empresse de vous faire connaître que le Gouvernement de Son Altesse vous donne volontiers acte de cette déclaration, et je saisis, Monsieur l'Agent et Consul général, l'occasion de vous réitérer l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre des Affaires Etrangères,  
Signé : BOUTROS GHALI.

A Monsieur Gryparis,  
Agent et Consul général de Grèce.

ANNEXE N° 12.

**RÈGLEMENT DOUANIER**

**TITRE PREMIER. — Dispositions générales.**

*Ligne douanière.*

Article premier. — Le littoral de la mer et les frontières touchant aux territoires des Etats voisins forment la ligne douanière.

*Zone de surveillance.*

Art. 2. — Le dépôt et le transport des marchandises qui ont franchi la ligne douanière sont soumis à la surveillance des agents de la Douane jusqu'à la distance de 2 kilomètres de la frontière de terre ou du littoral de la mer, ainsi que des deux rives du Canal Maritime de Suez et des lacs que ce Canal traverse.

En dehors de ces limites, le transport des marchandises peut être effectué librement; néanmoins, les marchandises soustraites frauduleusement et tenues à vue par des agents de la force publique, peuvent être saisies même après qu'elles ont franchi la zone de surveillance.

Peuvent être également saisies sur toute l'étendue du territoire égyptien : les marchandises prohibées, celles dont la vente est monopolisée par l'Etat, ainsi que les tabacs ou tobacs circulant en contravention aux règlements.

Pour les navires, la zone de surveillance s'étend à une distance de 10 kilomètres du littoral. Les caravanes traversant le désert, et soupçonnées de faire un trafic illicite, sont soumises aux visites et vérifications de la Douane.

*Passage par la ligne douanière.*

Art. 3. — Les marchandises ne peuvent franchir la ligne douanière pendant la nuit, c'est-à-dire entre le coucher et le lever du soleil.

Sur toute l'étendue de la ligne douanière maritime, l'entrée dans les ports et l'accostage au littoral sont permis pendant la nuit, la où il existe des bureaux de Douane, mais aucune opération de débarquement, transbordement ou embarquement, ne peut être faite sans une autorisation spéciale, et par écrit, du Chef de la Douane.

*Embarquement, débarquement et transbordement des marchandises.*

Art. 4. — Aucune opération de chargement, débarquement et transbordement de marchandises, ne peut être effectuée sans l'autorisation préalable de la Douane, et hors de la présence de ses agents.

Toute opération d'embarquement, de débarquement ou de transbordement, doit être effectuée aux endroits spécialement affectés à cet usage par l'Administration des Douanes.

Il est défendu aux capitaines de recevoir à bord de leurs navires de nouvelles marchandises, avant d'avoir entièrement rempli les formalités de douane prévues à l'article 13 relatives aux marchandises apportées, à moins qu'ils n'en aient reçu, par écrit, l'autorisation du Chef de la Douane.

Ce dernier pourra aussi permettre, exceptionnellement, que le débarquement ou le transbordement des marchandises ait lieu sans l'assistance des agents douaniers.

Dans ce cas, il en fera mention par une annotation sur la copie du manifeste.

*Permis de départ, dit Tamkin.*

Art. 5. — Les capitaines doivent avant le départ présenter à la Douane le manifeste des marchandises chargées à leur bord. Ce n'est qu'après l'accomplissement de cette formalité que la Douane autorisera l'Administration du Port à accorder le Tamkin.

Il est défendu à tout commandant de navire de quitter le port ou la rade sans Tamkin.

La Douane a la faculté de faire accorder le Tamkin, même avant la présentation du manifeste, aux navires représentés par un agent dans le port de départ, pourvu que cet agent ait déposé à la Douane un engagement par écrit de satisfaire à cette formalité dans un délai de trois jours.

Les Compagnies de navigation à vapeur pourront, en vue de jouir de cette facilité, se constituer garantes, une fois pour toutes et par acte notarié, pour toutes contraventions qu'encourraient les capitaines conduisant leurs navires.

#### *Déclaration.*

Art. 6. — Toute opération douanière doit être précédée d'une déclaration signée par le propriétaire de la marchandise ou par son représentant.

La Douane considérera comme représentant légitime du propriétaire la personne munie de l'ordre de livraison de la Compagnie de transport. (Voir articles 19 et 20).

#### *Visite.*

Art. 7. — Aussitôt la déclaration présentée à la Douane, il est procédé à la vérification des marchandises. La Douane a le droit de visiter tous les colis, mais suivant les circonstances, le Directeur, s'il le juge à propos, pourra exempter de la visite les colis dont le contenu déclaré ne lui paraîtrait pas devoir être soumis à la vérification.

Il ne pourra cependant être visité moins d'un colis sur dix, sauf une autorisation contraire spéciale du Chef de la Douane.

Si, après une première vérification, et même après le paiement des droits, des contre-vérifications sont jugées nécessaires, la Douane est toujours en droit d'y faire procéder.

Les colis seront ouverts pour la visite par les préposés de la Douane, en présence des intéressés; l'opération se fera, soit dans les magasins de la Douane, soit dans ses bureaux.

En cas de soupçons de fraude, la Douane procédera d'office, si l'intéressé dûment avisé ne se présente pas, à l'ouverture des colis, en dressant procès-verbal.

Les marchandises qui ne sont pas placées dans les magasins, soit à cause de leurs dimensions, soit en raison de leur nature encombrante, pourront être visitées au dehors.

Les sacs, plis de lettres et imprimés apportés par les services postaux de terre et de mer sont exemptés de la visite, pourvu qu'ils soient portés sur une feuille de route régulière.

Par contre, tous les colis postaux sont soumis à la visite et à la vérification; à moins de soupçons de fraude, cette vérification sera seulement sommaire et pourra ne porter que sur un certain nombre de colis à déterminer par le Chef de la Douane.

#### *Droits à percevoir, privilège et garantie du Trésor.*

Art. 8. — Les droits d'importation et d'exportation sont perçus conformément aux traités et conventions en vigueur.

En outre, il sera perçu des droits de quais et de factage et s'il y a lieu, des droits d'entrepôt, de dépôt, d'écluse, de Tamkin, de plombage, de Raftieh et de Kechf, etc., en vertu des règlements actuellement en vigueur.

Le paiement des droits se fait au comptant, en monnaie d'or ou d'argent, d'après le tarif du Gouvernement, excepté le cas où il se fait en nature.

Aucune marchandise n'est délivrée avant que les droits dont elle est passible aient été dûment acquittés.

Les marchandises arrivées en Douane pour n'importe quelle destination servent de garantie à l'Administration, par privilège, pour le paiement des droits, frais et amendes de toute nature, dus par le destinataire, à raison de ces marchandises.



*Franchise.*

Art. 9. — Sont exemptés de la vérification et du paiement des droits d'entrée et sortie :

1° Les objets et effets personnels appartenant à Son Altesse le Khédive;

2° Les objets et effets personnels appartenant aux titulaires ou gérants d'un Consulat Général et d'un Consulat lorsqu'ils sont de carrière (*missi*) et qu'ils n'exercent aucune autre profession, ne s'occupent ni de commerce ni d'industrie et ne possèdent ni exploitent de biens-fonds en Egypte.

Sont exemptés des droits d'entrée et de sortie, mais assujettis à la visite et à la vérification, les effets et objets appartenant aux maisons religieuses des différents cultes, aux couvents et établissements de bienfaisance ou d'éducation.

Ces établissements devront, au commencement de chaque année, remettre à la Douane, par l'entremise de leur Autorité Consulaire ou autre, un état annonçant approximativement les objets qu'ils comptent importer dans le courant de l'année, et la valeur de ces objets.

La franchise sera suspendue jusqu'à l'année suivante lorsque la valeur totale énoncée sur cet état sera atteinte.

Cette franchise pourra être retirée si la Douane constate qu'il en est fait abus.

Sont également exemptés des droits d'entrée et de sortie, mais demeurent assujettis à la visite et à la vérification :

1° Les effets, meubles, livres et autres objets à l'usage privé, appartenant aux personnes qui viennent s'établir pour la première fois dans le pays. Ces articles devront cependant porter trace de l'usage, sous peine d'être soumis au paiement des droits réglementaires. En cas de contestation, il sera procédé par voie d'expertise;

2° Les effets personnels apportés par les voyageurs et destinés à leurs usages;

3° Les échantillons lorsqu'ils ne sont pas de nature à être vendus comme marchandises;

4° Les échantillons des produits du sol égyptien dont la valeur ne dépasse pas 100 piastres;

5° Le numéraire (or ou argent);

6° L'or et l'argent en barres;

7° Les marchandises appartenant aux Administrations du Gouvernement et aux particuliers, jouissant de la franchise, soit en vertu d'ordres ou d'arrangements spéciaux;

8° Les objets destinés à l'approvisionnement des navires de guerre des Puissances amies, ainsi que les provisions et les munitions destinées à l'usage des navires de commerce et de leurs équipages.

Toute demande d'introduction ou d'exportation en franchise des droits doit être adressée à la Douane et porter les indications suivantes : 1° la nature des objets; 2° leur valeur; 3° les marques et numéros; 4° le nom du navire qui a importé ou qui doit exporter.

L'obtention de la franchise est subordonnée à la condition que le connaissement porte le nom de celui qui a droit à la franchise; s'il était libellé au nom d'un tiers, ou simplement à ordre, la Douane ne pourrait accorder la franchise.

La demande en exemption doit être signée par le destinataire, ou par l'expéditeur s'il s'agit de droits d'exportation.

*Marchandises provenant de naufrages.*

Art. 10. — Les marchandises provenant d'un navire naufragé ne sont soumises à aucun droit de douane si elles ne sont pas destinées à un port égyptien; elles peuvent être réexportées en franchise aussitôt que les formalités concernant l'avarie sont terminées.

Ces marchandises sont assujetties aux droits réglementaires selon la valeur qu'elles ont dans l'état avarié, si elles sont employées à la consommation entièrement intérieure.

*Bulletin de sortie par les portes de la Douane, Kechf.*

Art. 11. — Après l'accomplissement des formalités de douane et l'acquiescement des droits, il est délivré au dédouaneur de la marchandise un permis de passage par les portes de la Douane.

Sur la demande de l'importateur, et sur la présentation du reçu du Caissier de la Douane, il est délivré à l'intéressé une note détaillée ou Kechf, des marchandises qui ont acquitté les droits.

La présentation du Kechf est indispensable pour réexporter, en franchise de droits, une marchandise d'origine étrangère et établir le droit au remboursement de la différence entre les droits d'importation et ceux d'exportation, si la réexportation se produit dans les six mois de la date du retrait de la marchandise, date qui sera constatée sur le Kechf.

La Douane ne délivre pas de Kechf pour les marchandises sujettes à déperissement ou détérioration. (Voir art. 20.)

Le Kechf n'est délivré qu'une seule fois, sauf le cas de perte dûment prouvée où il peut être renouvelé.

*Importation des produits originaires d'Egypte et exportation des produits originaires de l'étranger.*

Art. 12. — Si un produit du pays, après avoir été exporté à l'étranger, est rapporté en Egypte, il sera soumis au paiement du droit d'importation établi sur les produits étrangers.

De même, si une marchandise d'origine étrangère est exportée à nouveau, elle est soumise au paiement du droit de sortie établi sur les produits du pays, à moins qu'elle ne soit accompagnée d'un Kechf établissant clairement son identité et la date de l'acquiescement des droits d'importation; dans ce cas, elle jouit de la franchise à l'exportation.

Si cette exportation est faite avant qu'un délai de six mois ne soit écoulé, le remboursement de la différence entre le droit d'importation et le droit d'exportation peut être exigé. Mais dans l'un et l'autre cas la présentation du Kechf est indispensable, comme il est dit à l'art. 11.

*Retrait des marchandises de la Douane, dédouaneurs autorisés.*

Art. 13. — Les marchandises peuvent être retirées de la Douane, après l'accomplissement des formalités par les personnes munies de l'ordre de livraison émanant des capitaines, des consignataires, des navires, ou des Compagnies de navigation.

Cependant, les dédouaneurs de profession ne seront admis à retirer les marchandises arrivant pour le compte de tiers que s'ils remplissent les conditions suivantes :

1° Aucun dédouaneur ne peut exercer sa profession sans être agréé par l'Administration des Douanes;

2° Toute demande à cette fin doit être faite par écrit, et accompagnée d'un certificat d'honorabilité émanant de deux négociants notables d'une honorabilité reconnue;

3° Si ce certificat est jugé suffisant, le postulant est agréé et il lui est délivré un permis en conséquence;

4° Si la recommandation est considérée comme insuffisante, l'Administration peut exiger du candidat, soit le dépôt d'une somme de 2.000 P. T. à 10.000 P. T., soit une caution donnée par deux négociants agréés par l'Administration;

5° Le dépôt ou la caution garantissent à l'Administration le paiement des amendes encourues par le dédouaneur, en raison des contraventions qui viendraient à être constatées à sa charge;

6° Tout dédouaneur peut être suspendu par le Directeur général des Douanes pour un temps déterminé, suivant la gravité de la faute ou de l'irrégularité commise dans l'exercice de sa profession, et ce sans préjudice du paiement des amendes encourues. Pour la première fois, la suspension ne peut excéder six

mois. Elle peut être d'une année s'il y a récidive. Avis motivé de la mesure disciplinaire est donné par écrit à l'intéressé;

7° Les personnes au service permanent de tiers sont passibles des mêmes amendes et mesures disciplinaires que les dédouaneurs de profession. Toutefois, le chef de la maison intéressée devra recevoir un avis préalable et être mis en mesure de fournir, s'il y a lieu, des explications utiles.

## TITRE II. — Importation et transport des marchandises d'une Douane à une autre.

### *Présentation des marchandises aux Douanes de terre.*

Art. 14. — Les marchandises à introduire par voie de terre doivent être présentées au bureau de douane le plus voisin de la frontière.

Si le bureau est en dedans de la ligne, les marchandises doivent parcourir la route usitée sans aucune déviation.

Si le bureau le plus voisin n'a pas la possibilité de les recevoir, elles continuent leur route jusqu'au bureau le plus voisin pouvant les recevoir, mais les conducteurs doivent se munir, au premier bureau, d'un avis indiquant qu'ils s'y sont présentés et ont soumis leurs marchandises à une visite sommaire.

Si le bureau le plus voisin n'est pas éloigné de plus de dix kilomètres, les marchandises doivent être escortées par les agents douaniers.

### *Manifeste de cargaison.*

Art. 15. — Dans les trente-six heures de l'arrivée d'un navire dans une rade ou port égyptien, le capitaine ou l'agent des armateurs doit déposer à la Douane deux copies du manifeste de cargaison, certifiées, par lui, conformes à l'original. La Douane se réserve la faculté, dans tous les cas, de réclamer la présentation du manifeste original pour être collationné avec les copies.

La présentation du manifeste peut être exigée, quelle que soit la cause pour laquelle le navire accoste au port, et quelle que soit la durée de temps qu'il s'y arrête.

Si le navire provient d'un port égyptien, le manifeste de cargaison doit être accompagné du manifeste de départ de ce port, à moins que le navire n'ait été dispensé de se munir de ce document aux termes de l'article 5.

Si le chef de la Douane doute de la conformité des indications du manifeste avec la cargaison, le capitaine doit donner toutes explications et produire tous documents jugés nécessaires.

Le magasinier de la Douane, après débarquement des marchandises destinées au port d'arrivée, en donnera reçu sur la copie du manifeste. Cette copie sera ensuite remise à l'intéressé.

Si la totalité de la cargaison est destinée à un autre port, la Douane apposera seulement son visa sur la copie du manifeste.

Les navires dont la cargaison est destinée à un autre port ou qui arrivent sur lest ne peuvent séjourner dans le port d'arrivée, sans raison majeure, pendant plus de trois semaines. Pendant toute la durée de ce séjour ils sont soumis à la surveillance de la Douane.

Si ces navires doivent prolonger leur séjour dans le port, pour cause de réparations, d'avaries, vents contraires, manque de fret, etc., ils ne peuvent le faire sans autorisation spéciale de la Douane. Cette autorisation ne sera accordée que si les motifs invoqués paraissent légitimes.

A défaut de l'autorisation, le navire doit quitter le port sans délai, et avant le départ il est soumis à la visite des agents de la Douane.

Si un navire s'arrête dans un port pour un motif paraissant suspect à la Douane, celle-ci peut exiger la présentation immédiate du manifeste et faire, dans les conditions mentionnées à l'article 141, toutes perquisitions qu'elle jugera nécessaires.

### *Manifeste d'importation.*

Art. 16. — Le manifeste doit contenir les indications suivantes :



Le nom du navire;  
 Le port de départ et les escales faites pendant le voyage;  
 L'énonciation sommaire des différentes espèces de marchandises dont la cargaison se compose;  
 Le nombre et la nature des colis;  
 Leurs marques et numéros.

Le nombre total des colis doit être répété en toutes lettres, et le manifeste et les deux copies doivent être écrits sans corrections, ratures ni surcharges.

Dans le cas d'omission d'une des prescriptions ci-dessus, le manifeste est restitué et considéré comme non présenté. Pourtant, dans de pareils cas, le capitaine a la faculté de présenter un nouveau manifeste.

#### *Débarquement des marchandises.*

Art. 17. — Un préposé de la Douane pointe sur une des copies du manifeste, contradictoirement avec le capitaine du navire ou son représentant, les colis et marchandises débarqués.

Les marchandises sont transportées à la Douane pour les opérations de vérification et d'enregistrement.

La partie de la cargaison qui doit être transportée à une autre destination reste à bord, et la sortie en est légitimée lors du départ du navire, au moyen d'un laissez-passer délivré par la Douane, au capitaine.

La Douane a toujours la faculté, quand elle le juge utile, d'envoyer à bord des gardiens et de prendre telle mesure qu'elle croit opportune pour empêcher tout embarquement, débarquement ou transbordement non autorisé.

Si la quantité des marchandises ou le nombre des colis débarqués sont inférieurs aux indications données à cet égard par le manifeste, le capitaine ou son représentant doit fournir des justifications relativement aux différences constatées. Si les marchandises ou les colis manquants n'ont pas été embarqués, s'ils n'ont pas été embarqués ou s'ils ont été débarqués sur un point autre que celui de leur destination primitive, la justification doit en être fournie au moyen de documents certains établissant le fait.

Si les marchandises ou les colis manifestés ne se retrouvent pas et que la valeur en soit réclamée par le chargeur et le destinataire, le capitaine ou son représentant doit apporter les preuves du remboursement de cette valeur.

Si les justifications exigées par le présent article ne peuvent être données dans les vingt-quatre heures, le capitaine ou son représentant sera tenu de donner caution ou de faire le dépôt du montant de l'amende aux termes de l'article 37; dans ce cas, il peut lui être accordé, pour fournir ces justifications, un délai qui ne pourra excéder quatre mois.

#### *Déclaration.*

Art. 18. — La déclaration prescrite à l'art. 6 doit être présentée aux Douanes dans les huit jours qui suivent le débarquement de la cargaison, sans compter les dimanches et jours fériés de la Douane.

Ce délai expiré, la marchandise est soumise aux droits de magasinage « ardieh » aux termes du règlement spécial sur cette matière.

Il est obligatoire pour le négociant d'indiquer dans sa déclaration la valeur des marchandises. Si la Douane n'accepte pas comme base de la perception des droits la valeur déclarée par le négociant, elle peut réclamer la présentation de tous les documents qui doivent accompagner l'envoi d'une marchandise, tels que factures, police d'assurance, correspondances, etc., etc.

Si le négociant ne produit pas ces documents, ou si ces pièces paraissent insuffisantes, la Douane pourra fixer elle-même la valeur de la marchandise, et, si le négociant refuse d'acquitter les droits au comptant, à raison de l'estimation douanière, la perception des droits s'effectuera en nature.

Dans ce cas, si les marchandises sont toutes de la même espèce ou qualité, la perception des droits en nature s'opère proportionnellement aux quantités; dans le cas où les marchandises comprennent des objets d'espèces ou de qualités

variées, la perception des droits en nature ne s'opère que sur les articles contestés au choix de la Douane, qui devra se baser, dans l'un et l'autre cas, sur les prix indiqués par le négociant.

Toutefois, si l'écart entre les prix indiqués par le négociant et l'estimation faite par la Douane ne dépasse pas 10 %, le choix des objets à prélever en nature, appartiendra moitié au négociant et moitié à la Douane.

L'autorité douanière ne pourra pas demander que les droits soient payés en nature sur les articles dont la valeur ne sera pas contestée.

Dans le cas où la marchandise dont la valeur est contestée ne pourrait être fractionnée, telle que une voiture, un piano, une pièce de machine, etc., la Douane peut prendre pour son compte la marchandise, en faisant connaître son intention à cet effet, dans les trois jours qui suivront la remise de cette déclaration; dans ce cas, le paiement du prix de la marchandise déclarée par l'importateur, majoré de 10 % ainsi que le remboursement des droits quelconques qui auraient été perçus sur la dite marchandise, seront effectués dans les quinze jours qui suivront cette déclaration.

Sur la demande du propriétaire d'une marchandise, celui-ci sera autorisé à vérifier le contenu des colis arrivant pour son compte avant d'en dresser la déclaration écrite.

La déclaration une fois présentée ne peut être modifiée sans excuse valable et sans autorisation, par écrit, du Directeur de la Douane.

Le permis d'ouvrir le colis pour en vérifier le contenu est donné par le Directeur de la Douane, ou l'Inspecteur en chef, lequel délègue l'employé qui doit assister à la vérification.

#### *Forme de la déclaration.*

Art. 19. — Les déclarations doivent être faites par écrit sur des formules imprimées par la Douane.

Elles énoncent :

1° Les nom, prénoms, nationalité et domicile du déclarant.

2° A l'importation, les lieux de provenance et d'origine, et à l'exportation, les lieux de destination des marchandises, ainsi que le nom du navire qui les a transportées ou doit les transporter.

3° L'espèce, la qualité des marchandises, le nombre, la nature, les marques et numéros des colis et s'il y a lieu le poids de la marchandise.

4° La valeur de la marchandise calculée sur le prix que celle-ci a dans le lieu de chargement ou d'achat avec majoration des frais de transport et d'assurance jusqu'au port de déchargement.

Si la valeur n'est pas connue du déclarant, la Douane fera procéder à l'évaluation par ses estimateurs.

#### *Effets du défaut de présentation du manifeste ou de la déclaration.*

Art. 20. — Le refus ou le retard d'exhiber le manifeste ou les autres documents nécessaires donne le droit à la Douane de faire débarquer les marchandises aux frais et risques du capitaine ou des propriétaires et de garder les marchandises dans les magasins de la Douane.

Le refus ou le retard de présenter la déclaration et de venir retirer la marchandise dans un délai de six mois à partir de son débarquement en Douane, donne le droit à l'Administration de faire, dans les formes administratives, la vente aux enchères publiques en donnant un seul avis au destinataire, soit directement, s'il est connu d'elle, soit par une publication dans un journal de la localité ou de la localité la plus voisine s'il n'est pas connu.

Les marchandises sujettes à détérioration ou dépérissement, telles que les liquides, les fruits, etc., ne peuvent séjourner en Douane plus longtemps que leur état ne permet de les garder. Si, jusque-là elles ne sont pas retirées, la Douane constate par procès-verbal le défaut d'enlèvement en temps opportun et effectue la vente d'office sans avoir à appeler le propriétaire.

L'ouverture et la vente des colis abandonnés doivent se faire, en cas d'ab-

sence des intéressés, avec l'assistance des représentants de l'autorité Consulaire ou Indigène, selon la nationalité de l'intéressé.

Si, après convocation, les représentants de cette autorité ne se présentent pas, il en est dressé procès-verbal et la Douane procédera à la vente.

Le produit des ventes, après déduction des droits de Douane, des frais de magasinage, des amendes et de tous autres droits et frais, reste en dépôt dans les caisses de l'Administration à la disposition de qui il appartiendra.

Si ce dépôt n'est pas réclamé dans les trois ans, il est acquis à l'Administration des Douanes.

Tant que la vente n'est pas consommée, le propriétaire de la marchandise peut la retirer en acquittant les droits de Douane et tous les autres frais, y compris ceux de criée et de courtage, s'il y a lieu.

#### *Expédition des marchandises étrangères d'une Douane à une autre.*

Art. 21. — Les colis des marchandises étrangères qui, avant le paiement des droits, doivent être expédiés d'une Douane à une autre, ne peuvent être enlevés qu'après une déclaration.

La déclaration détaillée n'est nécessaire que si l'emballage des colis est défectueux; cette déclaration pourra ne porter que sur la valeur des marchandises si les colis se trouvent dans de bonnes conditions d'emballage.

Les colis doivent être accompagnés d'un Elm-Khaber; ils doivent être, en outre, placés sous la garantie du plomb de la Douane. Sont dispensés du plombage les colis n'ayant qu'une valeur inférieure à 30 P. T., ou les marchandises qui, par leur nature, ne sont pas susceptibles de recevoir le plomb.

En cas de transport par chemin de fer, l'expédition sera faite sous la surveillance de la Douane, qui retirera les connaissements et les fera parvenir aux autorités douanières du lieu de destination.

La Douane remettra l'Elm-Khaber au propriétaire des colis pour la vérification à l'arrivée.

Si l'expédition est faite par une autre voie de terre, le propriétaire devra consigner les droits d'importation ou donner caution du montant de ces droits.

Les marchandises d'origine étrangère, ayant déjà acquitté les droits, qui seraient exportées par mer à un autre port égyptien ne seront soumises à aucun droit nouveau.

S'il existe des droits de consommation sur les marchandises en question, la Douane de départ n'exigera que le dépôt de ces droits, le montant des droits déposé sera remboursé à l'ayant-droit contre la production d'un certificat de la Douane de destination constatant l'arrivée des marchandises.

#### *Décharge de l'Elm-Khaber.*

Art. 22. — A l'arrivée des marchandises à la Douane vers laquelle elles ont été dirigées, le destinataire doit, dans un délai de huit jours, sans compter les dimanches et jours fériés de la Douane, déclarer leur destination définitive si elle n'est déjà portée sur l'Elm-Khaber, ou faire le retrait de ces marchandises en payant les droits. Si ces marchandises restent à la Douane passé ce délai, elles sont passibles du droit d'Arieh.

A l'arrivée, il est procédé à la vérification de l'identité des marchandises; si elles se trouvent conformes aux énonciations de l'Elm-Khaber, un certificat de décharge est délivré au destinataire; si, au contraire, la constatation fait ressortir des différences, et si les colis portent des traces d'une manipulation pratiquée en route, le certificat est refusé ou bien il n'est donné que pour la partie des marchandises trouvée conforme aux indications de l'Elm-Khaber. Procès-verbal est dressé relatant l'état de la marchandise au moment de la vérification.

Un certificat de décharge peut être délivré pour les colis qui n'ont pas été soumis, au départ, à une vérification minutieuse, mais qui, s'étant trouvés en bon état d'emballage, auraient été simplement plombés, et cela sur la constatation à l'arrivée qu'ils sont intacts et ne portent trace d'aucune altération.



Le retour à la Douane de départ du certificat de décharge donne droit à la restitution du dépôt ou dégage la caution.

*Exportation des marchandises égyptiennes d'une Douane à une autre.*

Art. 23. — Les marchandises indigènes, c'est-à-dire les produits du sol ou de l'industrie de l'Égypte, qui seraient transportées par mer à un autre port égyptien devront acquitter en dépôt le droit d'exportation de 1 % *ad valorem* contre remise d'un Elm-Khaber.

L'Elm-Khaber est déchargé à l'arrivée, dans les conditions énoncées à l'article précédent, et le certificat de décharge donne droit à la restitution du dépôt ou dégage la caution.

**TITRE III. — Du transit.**

*Marchandises en transit.*

Art. 24. — Les marchandises destinées à traverser le territoire seront soumises, en ce qui concerne la déclaration écrite et la visite, aux règles établies pour l'entrée des marchandises étrangères sujettes aux droits de Douane, et en ce qui concerne l'expédition, aux règles établies pour le transport des marchandises d'une douane à une autre.

Après la vérification des marchandises en transit, un Elm-Khaber est délivré au propriétaire ou expéditeur contre dépôt ou garantie par cautionnement d'une somme égale au montant du droit d'entrée.

Sur l'Elm-Khaber, la Douane indique le délai dans lequel les marchandises doivent être présentées au bureau de sortie. Ce délai peut être fixé à dix jours au minimum et à six mois au maximum, selon la distance que doivent parcourir les marchandises.

Les colis en transit sont soumis au plombage.

*Décharge de l'Elm-Khaber de transit.*

Art. 25. — Quand l'identité des marchandises expédiées en transit a été constatée et leur sortie effectuée dans le délai indiqué par l'Elm-Khaber, celui-ci est vidimé par la Douane de sortie.

La présentation à la Douane de départ de l'Elm-Khaber vidimé donne droit au remboursement du dépôt ou à la décharge de la caution.

Si à l'expiration d'un délai de six mois l'Elm-Khaber régulièrement vidimé n'est pas présenté à la Douane de départ, les marchandises sont considérées comme ayant été livrées à la consommation, et le montant du dépôt est définitivement acquis à la Douane. S'il y a cautionnement, l'Administration exige du garant le paiement du droit garanti.

Dans le cas de perte dûment prouvée de l'Elm-Khaber de transit, après visa donné par le bureau de sortie, ce bureau est tenu de délivrer un certificat destiné à remplacer l'Elm-Khaber.

En cas de perte totale dûment constatée des marchandises, il y aura lieu à restitution de la somme déposée en garantie.

**TITRE IV. — De l'exportation.**

*Manifeste.*

Art. 26. — Le manifeste d'exportation doit être présenté à la Douane du port de départ d'après les règles établies par l'article 5.

*Déclaration.*

Art. 27. — Les marchandises destinées à l'exportation doivent être déclarées. La déclaration se fait suivant les règles établies aux articles 18 et 19.

La Douane, après avoir fait la vérification des marchandises, et avoir perçu les droits d'exportation, délivre, en même temps que la quittance de ces droits, un permis d'embarquement qui doit être représenté au préposé de garde à l'échelle d'exportation.

Les droits ne sont pas restitués, alors même que l'exportation n'est pas effectuée.

Les marchandises apportées en Douane pour être exportées ne sont passibles d'aucun droit d'ardieh pendant 48 heures; passé ce délai, elles sont soumises à ce droit, à moins d'impossibilité d'embarquement pour cause de mauvais temps, ou manque de moyens de transport, etc.

L'exemption des droits d'ardieh pour cause de force majeure, n'est toutefois accordée que pour les marchandises qui auraient préalablement acquitté les droits d'exportation.

## TITRE V. — De la circulation et du cabotage.

### *Expédition des marchandises nationales.*

Art. 28. — Les marchandises égyptiennes qui sont expédiées d'un endroit à un autre du territoire par voie de mer, conservent leur nationalité, pourvu qu'elles n'aient touché à aucun territoire étranger.

Si un navire portant de telles marchandises en cabotage touche, par suite de force majeure, un port étranger, la marchandise ne perd pas, par ce fait, sa nationalité.

### *Plomb à apposer aux colis.*

Art. 29. — Les colis transportés en cabotage doivent être plombés, si la Douane l'exige.

## TITRE VII. — Dispositions relatives à la surveillance.

### *Défense d'accostage.*

Art. 30. — Il est défendu aux navires de toute portée d'accoster, sauf les cas de force majeure, les points où il n'existe pas de bureaux des Douanes.

### *Surveillance sur le Canal maritime de Suez et aux bouches du Nil.*

Art. 31. — Sur le Canal maritime de Suez et sur les lacs qu'il traverse, ainsi qu'aux bouches du Nil, il est défendu d'aborder ou de se mettre en communication avec la terre, de manière à pouvoir charger ou débarquer des marchandises hors la présence des agents de la Douane, sauf les cas de force majeure.

Les agents doivent arrêter et visiter tout voilier dont l'attitude serait suspecte et le conduire au bureau de Douane le plus proche, en dressant procès-verbal.

### *Surveillance sur la mer.*

Art. 32. — Les agents douaniers peuvent, dans le rayon de dix kilomètres du littoral, se rendre à bord des bâtiments d'une portée inférieure à 200 tonneaux et se faire présenter à nouveau le manifeste et les autres documents relatifs à la cargaison.

Si un navire à destination d'un port égyptien est dépourvu de manifeste ou présente quelque indice de fraude, les employés doivent l'accompagner jusqu'à la Douane la plus proche en dressant procès-verbal.

Si un navire quelconque d'une portée inférieure à 200 tonneaux destiné à un port étranger, est trouvé dans le susdit rayon sans manifeste, ou avec un manifeste ne portant pas les indications d'usage, les agents douaniers peuvent l'escorter hors du rayon de surveillance, ou, en cas d'indice de fraude, le forcer à les accompagner jusqu'à la Douane la plus voisine, ou praticable, en dressant procès-verbal.

Les agents de la Douane, les officiers des bâtiments du service postal égyptien

lien et les officiers des navires de l'Etat, peuvent aborder tout bâtiment à voile ou à vapeur d'une portée inférieure à 200 tonnes, ayant jeté l'ancre ou louchant dans les dix kilomètres du littoral, sans justification de force majeure.

S'ils trouvent à bord des marchandises dont l'importation ou l'exportation sont prohibées, ils les confisqueront sommairement, en dressant un procès-verbal qui devra énoncer que le bâtiment a été trouvé dans les limites du rayon de surveillance, à l'ancre, sans qu'il y eût nécessité, ou faisant une navigation que ne justifiaient ni sa destination ni aucun cas de force majeure.

Si les agents de la Douane, les officiers des bâtiments du service postal égyptien ou les officiers des navires de l'Etat donnent la chasse à un bâtiment d'une portée inférieure à 200 tonnes, et que celui-ci refuse de laisser aborder, ils doivent hisser le pavillon et la flamme de leur embarcation ou navire, et avertir le bâtiment par une décharge à poudre. Si le navire ne s'arrête pas, une seconde décharge à boulet ou à balles doit être dirigée dans sa voilure. Après ce double avertissement, le poursuivant fera un usage sérieux des armes. La poursuite peut être continuée, et le navire poursuivi peut être saisi au delà des dix kilomètres.

Pour les navires d'une portée supérieure à 200 tonnes, la surveillance se borne à une observation de leurs mouvements le long du littoral : en cas de tentative de déchargement des marchandises à terre ou dans des embarcations, ou de transbordement, les susdits agents et officiers peuvent obliger le navire à les accompagner à la Douane la plus proche ou praticable, en dressant procès-verbal de la contravention.

Les susdits agents et officiers ne peuvent visiter aucun navire, bâtiment ou embarcation de guerre, appartenant à une Puissance étrangère; ils doivent se borner à en surveiller les mouvements, et en cas d'indice de contrebande, signaler à la Direction des Douanes les faits qu'ils auront observés.

Dans les cas prévus ci-dessus, les procès-verbaux des perquisitions devront être communiqués à l'Autorité Consulaire dont dépend le contrevenant, si celle-ci en fait la demande.

#### TITRE VII. — De la contrebande.

Art. 33. — A la suite de toute saisie en matière de contrebande, le Directeur et trois ou quatre employés principaux de l'Administration se constituent en Commission douanière, et, après avoir procédé à l'instruction de l'affaire, ils décident s'il y a lieu à confiscation et à l'application de l'amende.

La confiscation peut porter sur la marchandise, ainsi que sur tous moyens de transport et tous instruments de contrebande. Toutefois, les bâtiments ne pourront être confisqués comme moyens de transport que dans les cas où ils auraient été affrétés en réalité dans ce but.

L'amende est applicable, quelle que soit la nature de la marchandise saisie; elle est égale au double droit d'importation, et en cas de récidive elle peut être portée au quadruple, puis au sextuple.

La décision de la Commission douanière doit énoncer la date de la saisie, les circonstances dans lesquelles elle a été opérée, les noms et les qualités des saisissants, des témoins et du prévenu, l'espèce et la quotité de la marchandise et les motifs justifiant la décision prise.

Une copie de cette décision, signée par le Directeur de la Douane ou par délégation de ce fonctionnaire, est, dans le jour de sa rédaction ou dans le jour qui suit, envoyée directement par la Douane à l'Autorité Consulaire ou Indigène dont dépend le prévenu.

A défaut d'opposition faite par le prévenu et notifiée à la Douane dans le délai de quinze jours à compter du jour de la remise de la copie à l'Autorité, cette décision devient définitive, sans qu'aucun recours puisse être admis.

Si le prévenu croit devoir faire opposition, cette opposition sera portée devant le Tribunal de commerce du ressort. Lorsque le prévenu est sujet étranger, son opposition sera portée devant la Chambre de commerce du Tribunal mixte.



Les décisions de la Commission douanière font foi jusqu'à inscription de faux des énonciations qui y sont contenues.

Les procès-verbaux dressés par les agents de la Douane font foi jusqu'à preuve contraire.

Si la décision judiciaire rendue en dernier ressort sur l'opposition déclare mal fondée la décision de la Commission douanière, le propriétaire de la marchandise aura droit à une indemnité égale au dommage qu'il aura pu souffrir par suite de la saisie.

L'Administration des Douanes aura toujours le droit de transiger avec le prévenu en abaissant la pénalité à une amende qui est à apprécier suivant les circonstances, mais qui ne pourra, en aucun cas, être inférieure au double du droit d'importation.

Art. 34. — Les pénalités en matière de contrebande seront applicables, solidairement, aux auteurs et complices, quels qu'ils soient, ayant concouru à la fraude et aux propriétaires des marchandises.

Art. 35. — En dehors des cas ordinaires de tentative d'introduction frauduleuse, seront considérées comme de contrebande et traitées d'après les règles prescrites à l'article 33 et avec les conséquences ci-dessus :

1° Les marchandises étrangères débarquées irrégulièrement dans les ports ou sur les côtes, déviées de leur route ou déchargées avant d'arriver à la première Douane.

2° Les marchandises étrangères que l'on tente de décharger ou de transborder sans qu'elles soient manifestées, ou celles trouvées sur des barques d'une portée ne dépassant pas 15 tonneaux, dirigées vers un port égyptien et dépourvues de manifeste.

3° Les marchandises étrangères trouvées sur le Canal maritime de Suez et les lacs qu'il traverse ou aux bouches du Nil, dans des embarcations qui accostent, ou qui sont en communication avec la terre, sans l'autorisation écrite de l'Administration des Douanes ou dans des bâtiments qui longent le littoral, jettent l'ancre ou accostent là où il ne se trouve pas de bureau de Douane.

Ne seront pas toutefois considérées comme de contrebande les marchandises trouvées dans les conditions susdites, si le cas de force majeure est dûment établi.

4° Les marchandises étrangères trouvées sur les personnes, dans les bagages, embarcations ou voitures, ou cachées dans les colis, des meubles ou des marchandises d'autre espèce, de manière à faire présumer l'intention de les soustraire aux droits.

5° Les marchandises étrangères enlevées de la Douane sans laisser-passer.

6° Les marchandises étrangères déposées dans le désert hors de la ligne douanière et dans des conditions suspectes.

7° Les marchandises étrangères expédiées en cabotage, sans Raftieh, sur des bâtiments d'une portée inférieure à 5 tonneaux.

8° Toutes les marchandises sujettes au droit d'exportation dont on effectuerait ou tenterait d'effectuer la sortie, sans les présenter à la Douane.

En ce cas, l'amende à présenter en sus des confiscations sera égale à seize fois le droit d'exportation, et pourra être en cas de récidive portée au double, puis au sextuple de ce chiffre.

Seront également considérées comme de contrebande et traitées d'après les mêmes règles, toutes marchandises prohibées par le Gouvernement, ainsi que les tabacs et les tombacs circulant, en cabotage ou à l'intérieur, ou trouvés sur un point quelconque en contravention aux règlements.

## TITRE VIII. — Des contraventions.

Art. 36. — Les contraventions sont punies d'une amende exigible solidairement contre les auteurs, instigateurs et complices, contre les propriétaires des marchandises et contre les capitaines des navires, qui répondront aussi des infractions commises par l'équipage.

Le paiement des amendes prévues au présent titre est exigible dans les cinq jours qui suivront la signification, à moins qu'avant l'expiration de ce délai les intéressés ne se soient pourvus par voie judiciaire contre la décision de l'Administration des Douanes.

Les marchandises et navires serviront de garantie, suivant les cas, au recouvrement des droits et amendes, sans préjudice des dispositions de l'art. 8, alinéa 5, et de toute autre action.

L'amende ne sera pas prononcée si la Douane reconnaît qu'il y a eu cas de force majeure; la preuve doit, en ce cas, être dûment fournie avant le retrait des marchandises ou le départ des navires; la Douane peut même accorder un délai.

L'application de ces amendes est indépendante des droits dus selon les traités, lois et règlements.

Art. 37. — Si des différences en plus existent entre les marchandises et les indications du manifeste de cargaison, le capitaine paiera une amende qui ne pourra être inférieure au droit de Douane, ni supérieure au triple de ce droit, pour chaque colis non mentionné sur le manifeste. Si des colis en excédent ont les mêmes marques et numéros que d'autres colis indiqués sur le manifeste, ceux qui seront passibles du droit le plus élevé seront considérés comme non manifestés.

Pour chaque colis porté sur le manifeste et non représenté, d'après l'art. 17, il sera versé une amende qui, outre le droit de Douane à évaluer suivant les indications des documents représentés, ne pourra être inférieure à 100 P. T. ni supérieure à 600 P. T.

L'amende pour les marchandises chargées en vrac d'après le manifeste, peut être portée de 60 P. T. à 600 P. T.

Toutefois, les excédents ne dépassant pas dix pour cent, et les manquants ne dépassant pas cinq pour cent, ne donneront pas lieu à l'application des amendes.

Art. 38. — Pour les différences de quantité, de poids ou de qualité entre la déclaration écrite et la marchandise présentée à la visite, il sera perçu une amende qui ne pourra être inférieure au dixième du droit, ni supérieure au droit de Douane.

Il n'y aura lieu d'appliquer aucune amende si les différences de quantité, ou de poids, ne dépassent pas cinq pour cent.

Art. 39. — Sont soumis à une amende de P. T. 200 à P. T. 1,000 les capitaines des bâtiments :

1° Qui refusent d'exhiber ou qui ne possèdent pas le manifeste légal de la cargaison;

2° Qui refusent d'admettre les agents douaniers à bord;

3° Qui partent ou tentent de partir sans la permission de la Douane;

4° Qui contreviennent à toute autre prescription énoncée à l'article 15.

Le tout sans préjudice des cas de contrebande.

L'amende sera de P. T. 25 à 200 :

1° Au cas où les bâtiments ne seraient pas amarrés dans les endroits désignés;

2° Au cas où les déchargements, chargements et transbordements de marchandises auraient lieu sans la permission de la Douane, ou hors de la présence des agents douaniers.

3° Au cas de présentation tardive du manifeste, si le retard n'est pas justifié;

4° Au cas d'embarquement, sans permission, de marchandises, avant l'achèvement des opérations de débarquement.

Art. 40. — L'amende sera de P. T. 25 à P. T. 100 au cas de tentative d'importation ou d'exportation en dehors des règles prescrites, même pour les marchandises exemptes des droits d'entrée ou de sortie.

Art. 41. — En cas de soupçons de fraude, les employés peuvent, dans la zone de surveillance, faire des visites ou perquisitions dans l'intérieur des habitations

et des magasins, mais seulement dans le but de rechercher une marchandise prohibée ou soustraite au paiement du droit et de la saisir s'il y a lieu.

Il ne doit être cependant procédé à ces visites que sur l'ordre écrit du Directeur de la Douane et avec l'Assistance: 1° d'un employé supérieur du grade d'inspecteur au moins; 2° d'un délégué du Gouvernorat.

Le double de l'ordre de visite, qui indiquera le jour et l'heure de la perquisition, devra être, le cas échéant, envoyé en temps utile à l'Autorité Consulaire intéressée, qui devra assister à la perquisition ou s'y fera représenter sans occasionner aucun retard.

Si, quatre heures après la remise du double de l'ordre de perquisition, l'Autorité Consulaire ne s'est pas fait représenter, elle sera considérée comme voulant s'abstenir et les agents de la Douane seront autorisés à procéder à la perquisition.

Dans les localités situées à plus d'une heure de distance du siège d'une Autorité Consulaire, les agents de la Douane pourront procéder à une perquisition en présence de deux témoins de la nationalité du propriétaire ou locataire de la demeure ou du magasin à visiter ou, à défaut, en présence de deux autres témoins étrangers.

Ces stipulations ne seront pas applicables dans le cas où la perquisition doit être faite dans un magasin indépendant du domicile ou dans des locaux servant exclusivement d'entrepôt ou de dépôt de marchandises. Dans ce cas, il suffira qu'un avis préalable de la visite soit donné au propriétaire ou à son représentant, ou, à défaut à l'Autorité Consulaire.

Pour procéder à une visite ou perquisition à bord d'un navire étranger ancré dans un port égyptien, il faut un ordre écrit du Directeur de la Douane; le double de l'ordre qui indiquera le jour et l'heure de la perquisition devra être envoyé en temps utile à l'Autorité Consulaire intéressée, qui pourra se faire représenter, si elle le juge à propos.

Toutefois, la perquisition ne pourra être, en aucun cas, ni retardée ni entravée par l'abstention de l'Autorité Consulaire, pourvu que celle-ci ait été dûment avisée.

Dans tous les cas où l'Autorité Consulaire n'assiste pas à la perquisition, un procès-verbal devra être dressé et la copie lui sera communiquée sans délai.

Le procès-verbal dressé par les agents de la Douane devra énoncer les dires et observations de la personne chez laquelle la visite aura été pratiquée, ou en cas d'absence de celle-ci, les dires et observations de ses représentants ou domestiques.

La personne intéressée ou, à défaut, ses représentants ou domestiques, seront invités à signer le procès-verbal.

Les perquisitions ne pourront être opérées qu'à partir du lever jusqu'au coucher du soleil.

#### *Anciennes dispositions.*

Art. 42. — Toutes les dispositions contraires à celles contenues dans le présent Règlement sont abrogées.

---



## DEUXIÈME PARTIE

---

# CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

---

## GRANDE-BRETAGNE

---

### PÊCHERIES DE BEHRING

---

Mémoire présenté par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique  
au Tribunal d'arbitrage (suite) (1).

#### CHAPITRE III

TITRE C. — *La question de savoir si l'espace de mer aujourd'hui connu sous le nom de la Mer de Behring est compris dans l'expression « Océan Pacifique », telle qu'elle est employée dans le texte du traité conclu en 1825 entre la Grande-Bretagne et la Russie.*

Il faut se rappeler que l'Oukase de 1821 s'appliquait à l'Océan Pacifique, depuis le Déroit de Behring jusqu'au 51° de latitude, vers le sud, et qu'une protestation fut faite contre cette prétention dans toute son étendue, protestation basée sur le fait que la côte n'était presque pas occupée, et que la juridiction maritime, même sur les parties de la côte qui étaient occupées, ne pouvait s'étendre à une distance de plus de 3 milles.

La prétention à une juridiction maritime exceptionnelle a été définitivement réglée par les premiers articles des conventions de 1824 et 1825, de sorte que la réclamation de droits exclusifs a été entièrement abandonnée. C'est surtout cette réclamation que visaient les protestations de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis. C'est pourquoi cet abandonnement fut placé, de propos délibéré, à la tête des deux conventions qui en étaient le résultat.

L'article 1<sup>er</sup> de la convention entre la Russie et les Etats-Unis porte :

« Il est convenu que, dans aucune partie du Grand Océan, appelé communément Océan Pacifique ou Mer du Sud, les citoyens ou sujets respectifs des Hautes Parties Contractantes ne seront ni troublés, ni gênés, soit dans la navigation, soit dans l'exploitation de la pêche, soit dans la faculté d'aborder aux côtes, sur des points qui ne seraient pas déjà occupés, afin

(1) V. *Archives*, 1895, I, p. 269 et suiv.

d'y faire le commerce avec les indigènes, sauf toutefois les restrictions et conditions déterminées par les articles qui suivent. »

L'article 1<sup>er</sup> de la convention entre la Grande-Bretagne et la Russie porte :

« Il est convenu que, dans aucune partie du Grand Océan, appelé communément Océan Pacifique, les sujets respectifs des Hautes Puissances Contractantes ne seront ni troublés, ni gênés, soit dans la navigation, soit dans l'exploitation de la pêche, soit dans la faculté d'aborder aux côtes sur des points qui ne seraient pas déjà occupés, afin d'y faire le commerce avec les indigènes, sauf toutefois les restrictions et conditions déterminées par les articles qui suivent. »

Les Etats-Unis ont cependant prétendu que l'abandonnement des droits réclamés, qui résulte des articles ci-dessus cités, ne s'appliquait pas à la Mer de Behring d'aujourd'hui.

A ce sujet, M. Blaine, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, écrit :

« Les Etats-Unis font valoir que ni l'un ni l'autre des traités ne fait aucune mention, ni même aucune allusion à la Mer de Behring, et que les mots « l'Océan Pacifique » ne s'appliquent nullement à la Mer de Behring. Si la Grande-Bretagne est en état de prouver qu'à la date de la conclusion des traités avec la Russie (en 1824 et en 1825), la Mer de Behring était comprise dans l'Océan Pacifique, le gouvernement des Etats-Unis n'aurait pas de plaintes bien fondées à avancer. »

Mais, pour soutenir les prétentions ainsi avancées, les Etats-Unis se trouvent, de plus, dans la nécessité de déclarer que les mots « côte nord-ouest » et « côte nord-ouest de l'Amérique », mots qui se trouvent constamment répétés au cours de la correspondance relative à ces conventions, ne s'appliquent qu'à une partie de la côte du continent, au sud de la Mer de Behring. M. Blaine essaie, dans la lettre qui vient d'être citée, de donner une définition exacte de cette partie de la côte. Il explique son opinion à l'aide de cartes, et s'efforce de prouver que l'application du terme est bornée à la partie de la côte qui s'étend droit vers le sud, depuis le parallèle du 60°.

Le sens de l'expression « Océan Pacifique » et celui de l'expression « côte nord-ouest » sont donc étroitement liés dans le raisonnement des Etats-Unis. Il convient de les traiter ensemble.

*Sens des expressions « Océan Pacifique » et « Côte Nord-Ouest »,  
employées dans les traités et dans la correspondance.*

L'interprétation que M. Blaine s'efforce de donner à ces expressions ne saurait être conciliée avec le texte de la correspondance.

En premier lieu, il a déjà été prouvé que le but que s'était proposé la Russie n'était pas l'acquisition du droit de surveillance sur la mer située entre le Détroit de Behring et le 51° de latitude — ce qu'elle a nié expressément — mais l'exclusion de ses côtes asiatiques et américaines et des îles, des commerçants dont les entreprises étaient préjudiciables au succès de la Compagnie Russe-Américaine.

La Russie n'a avancé aucune prétention qui pût faire attacher la moindre importance à la distinction entre la Mer de Behring et l'Océan Pacifique.

Elle a, au contraire, prétendu, en vertu de l'Oukase de 1799, à la juri-

diction sur tous ses sujets dans toutes les contrées de chasse et dans tous les établissements sur la côte de l'Amérique, depuis le 55° de latitude nord jusqu'au Déroit de Behring, et depuis ce déroit au sud, jusqu'au Japon, de même que sur les Iles Aléoutes, les Kuriles et les autres îles situées dans l'océan du « Nord-Est. »

En 1821, la Russie s'efforçait de faire valoir son titre à la côte tout entière, depuis le Déroit de Behring jusqu'au 51° de latitude nord, sur la côte américaine, et jusqu'au 43° 50' sur la côte de l'Asie.

Dès l'ouverture des négociations, elle abandonna définitivement la réclamation d'un droit de juridiction exceptionnel sur les eaux non territoriales de l'océan, et la discussion s'est ensuite bornée à la question de la protection de ses droits dans les limites territoriales.

Le but que s'est proposé la Russie était la reconnaissance et la protection des établissements russes dans l'Amérique. C'est dans ce but que les conventions interdisent le « commerce illicite », défendent « d'aborder à aucun point (depuis le Déroit de Behring jusqu'à la limite méridionale) où il se trouve un établissement russe, sans la permission du gouverneur ou commandant », et interdisent tout établissement fondé par une des puissances sur le territoire réclamé par l'autre ou concédé à l'autre.

C'est encore dans le même but que la Russie a arrêté le règlement appelé « Règlement établi pour fixer les limites de la navigation et l'ordre auquel doivent être soumises les relations maritimes le long de la côte de la Sibirie Orientale, de la *côte nord-ouest de l'Amérique*, des Iles Aléoutes, des Iles Kuriles et des autres îles. » Il est évident que, dans cette phrase, l'expression « côte nord-ouest » comprend la côte américaine de la Mer de Behring.

Le Baron de Nicolay dit, dans sa note à Lord Londonderry, en date du 31 octobre (12 novembre) 1821 :

« Le nouveau règlement n'interdit point aux bâtiments étrangers la navigation dans les mers qui baignent les possessions russes sur les *côtes nord-ouest de l'Amérique* et nord-est de l'Asie. »

« D'un autre côté, en considérant les possessions russes qui s'étendent, tant sur la *côte nord-ouest de l'Amérique*, depuis le Déroit de Behring jusqu'au 51° de latitude septentrionale, que sur la côte opposée de l'Asie et les îles adjacentes, depuis le même déroit jusqu'au 43°, etc. »

« Car, s'il est démontré que le gouvernement impérial eût eu, à la rigueur, la faculté de fermer entièrement aux étrangers cette partie de l'*Océan Pacifique* que bordent nos possessions en Amérique et en Asie, à plus forte raison, le droit en vertu duquel il vient d'adopter une mesure beaucoup moins généralement restrictive, doit ne pas être révoqué en doute. »

« Les officiers commandant les bâtiments de guerre russes qui sont destinés à veiller, dans l'*Océan Pacifique*, au maintien des dispositions susmentionnées, ont reçu l'ordre de commencer à les mettre en vigueur envers ceux des navires étrangers, etc. »

Dans cette note, la « côte nord-Ouest de l'Amérique » est mentionnée trois fois et, dans chaque cas, cette expression comprend la côte de la Mer de Behring. L'expression « Océan Pacifique » s'y trouve deux fois et, dans les deux cas, elle comprend la Mer de Behring.



La dépêche adressée par Sir Charles de Bagot à Lord Londonderry, en date du 17 novembre 1821, a pour annexe une carte publiée officiellement par les autorités russes. Un exemplaire de cette carte fait partie des documents annexés au présent mémoire. La carte est ainsi décrite dans la note en question :

« J'ai l'honneur de transmettre à Votre Seigneurie ci-jointe une traduction de l'Oukase, ainsi qu'une carte des côtes nord-ouest de l'Amérique, des Iles Aléouttes et des Iles Kouriles, publiée au Département du Quartier-Maitre-Général, et sur laquelle j'ai marqué tous les établissements principaux russes. »

En étudiant cette carte, on verra que les mots « partie de la côte nord-ouest de l'Amérique » comprennent toute la côte, depuis un point situé au nord du Déroit du Behring jusqu'au 54° de latitude nord.

Plus tard, Lord Londonderry écrit au Comte de Lieven :

« Le soussigné a l'honneur d'accuser réception de la note que M. le Baron de Nicolay a bien voulu lui adresser en date du 12 novembre dernier, et à laquelle était annexée une copie d'un Oukase promulgué par Sa Majesté Impériale l'Empereur de Toutes les Russies, sous la date du 4 septembre 1821, destiné à mettre à exécution les différents objets exposés dans le texte de cet édit, et relatifs particulièrement aux droits territoriaux de la couronne russe sur la côte *nord-ouest de l'Amérique, baignée par l'Océan Pacifique*, et au commerce et à la navigation des sujets de Sa Majesté Impériale dans les mers voisines. »

M. Stratford Canning, qui était alors ministre britannique à Washington, fit observer, dans sa dépêche adressée, au mois de février 1822, à Lord Londonderry :

« M. Adams vient de me faire savoir ce matin que le ministre russe a, ces jours-ci, communiqué officiellement au gouvernement américain un Oukase lancé par l'empereur de Russie, et qui vient de paraître dans les journaux publics. Cet Oukase réserve à la souveraineté et à l'usage exclusif de Sa Majesté Impériale *la côte nord-ouest de l'Amérique* jusqu'au 51° de latitude, aussi bien qu'une partie considérable de la côte opposée de l'Asie, et les mers voisines, à une distance de 100 milles d'Italie de toute partie des côtes et des îles intermédiaires ainsi réservées. En me faisant part de ce qui précède, M. Adams m'a donné à entendre que le cabinet américain n'était point disposé à admettre la prétention avancée par la Russie. Ses objections semblent principalement toucher l'exclusion des navires étrangers à une distance si considérable de la côte. »

M. de Poletica écrit à M. Adams, sous la date du 28 février 1822 (1) :

« Les premières découvertes qu'ont faites les Russes sur le continent nord-ouest de l'Amérique datent du temps de l'empereur Pierre I. Elles étaient le résultat de la tentative faite vers la fin du règne de ce grand monarque, pour trouver un passage conduisant de la *Mer Glaciale à l'Océan Pacifique*.

« Lorsque l'empereur Paul, en 1799, accorda sa première charte à la Compagnie américaine d'aujourd'hui, il lui réserva la possession exclusive de la côte nord-ouest de l'Amérique, côte qui appartenait à la Russie, depuis le 55° du latitude nord, jusqu'au Déroit de Behring.

« De cet exposé fidèle des faits constatés, il me semble être facile

(1) Ces passages ont été traduits en français d'une traduction du français en anglais, le texte original n'ayant pas été publié.

de tirer la conclusion que les droits réclamés par la Russie sur cette partie de la côte nord-ouest, qui est spécifiée au règlement de la Compagnie Russe-Américaine, se basent, etc.

« Le gouvernement impérial, en fixant comme limites des possessions russes sur la côte nord-ouest de l'Amérique, d'un côté, le Détroit de Behring, et, de l'autre, le 51° de latitude nord, a, etc

« Je vous prierais en dernier lieu, Monsieur, de considérer que les possessions russes, dans l'Océan Pacifique, s'étendent sur la côte nord-ouest de l'Amérique, depuis le Détroit de Behring jusqu'au 51° de latitude septentrionale, et du côté opposé de l'Asie, et sur les îles adjacentes, depuis le même détroit jusqu'au 45°. »

Dans cette note, l'expression « côte nord-ouest » comprend toujours la côte de la Mer de Behring, et le dernier passage prouve clairement qu'à cette époque, les Russes regardaient l'Océan Pacifique comme s'étendant jusqu'au Détroit de Behring.

La Compagnie de la Baie de Hudson appela l'attention du gouvernement britannique sur l'Oukase en ces termes :

« Il a été porté à la connaissance du gouverneur et du Conseil administratif de la Baie de Hudson, que le gouvernement russe a réclamé la côte nord-ouest de l'Amérique, depuis le Détroit de Behring jusqu'au 51° de latitude nord, et que, par Oukase impérial, il a interdit aux navires étrangers de s'approcher de la côte à une distance de 100 milles, sous peine de confiscation. »

En 1823, M. Adams parla de la réclamation russe comme de la réclamation d'un droit de souveraineté exclusive sur la côte nord-ouest de l'Amérique, « depuis le point extrême au nord du continent. » Les articles publiés lors de cette discussion, dans la *Revue Nord Américaine* (vol. XV, article 18), et dans la *Quarterly Review* (1821-1822, vol. XXVI, p. 344), et que, comme nous l'avons déjà fait remarquer, M. Adams, en 1824-25, a cités avec approbation, emploient les mots « côte nord-ouest » dans le même sens.

En parlant de l'Oukase dans sa dépêche adressée à M. Middleton, sous la date du 22 juillet 1823, M. Adams explique que cet édit a pour objet d'assurer à la Compagnie américaine la « possession exclusive de la côte nord-ouest de l'Amérique qui appartient à la Russie, depuis le 55° degré de latitude nord jusqu'au Détroit de Behring. »

Il résulte encore du mémoire présenté au gouvernement russe, le 17 décembre 1823, par M. Middleton, au nom des Etats-Unis, que c'était la réclamation, par cet Oukase, des droits de juridiction territoriale et maritime dans toute leur étendue, et non pas seulement une partie de ces droits réclamés, qui a été discutée et qui a été réglée par les conventions de 1824 et de 1825. Voici ce que dit à ce sujet le mémoire en question :

« Tout en respectant l'objet nettement indiqué par l'Oukase, il importe d'examiner ces deux questions de fait : 1. De savoir si le territoire situé au sud et à l'est du Détroit de Behring, et s'étendant au 51° degré de latitude nord, se trouve véritablement inoccupé. 2. De savoir si une occupation réelle de ce vaste territoire a eu lieu récemment..... La conclusion qu'il faut tirer de ces circonstances ne semble point prouver que le territoire en question ait été incorporé dans l'empire russe sous des conditions légitimes.

« L'application des droits territoriaux à une distance de 100 milles des

côtes des deux continents opposés, et la défense de s'approcher à la même distance de ces mêmes côtes et de celles de toutes les îles intermédiaires, sont des innovations introduites dans le droit international et des mesures sans exemple. »

Dans un passage précédent du même mémoire, M. Middleton dit :

« L'Oukase va même jusqu'à « fermer un détroit » qui n'a jamais été fermé jusqu'ici, et qui est à présent l'objet principal de découvertes pleines d'intérêt et d'avantages pour la science.

« Le texte même de l'Oukase prouve que c'est la première fois que cette prétention ait été avancée. »

La même conclusion résulte de la dépêche adressée à Sir C. Bagot, par M. George Canning, en date du 24 juillet 1824 (et qui a déjà été citée relativement à un autre point) :

« Il n'échappera pas à Votre Excellence qu'il n'y a que deux questions qui, dans l'opinion de M. le Comte de Lieven, pourraient donner lieu à une discussion. La première, c'est l'adoption de la base des montagnes comme ligne de frontière, au lieu de la crête; la seconde, l'extension du droit « de navigation dans l'Océan Pacifique à la mer située au-delà du Déroit de Behring. »

« En ce qui concerne la seconde question, il est peut-être exact, comme le fait observer M. le Comte de Lieven, qu'elle est nouvelle. Mais, d'un autre côté, il est à remarquer que les circonstances dans lesquelles cette garantie additionnelle est exigée seront nouvelles aussi.

« Par suite de la démarcation territoriale arrêtée dans ce « projet », la souveraineté de la Russie sur les deux côtes du Déroit de Behring sera reconnue.

« Il n'est point irrationnel de supposer que la puissance qui a pensé faire une « mer fermée » de l'Océan Pacifique puisse être disposée à revêtir du même caractère le déroit situé entre deux côtes dont elle est devenue propriétaire reconnue; « mais la clôture du Déroit de Behring, ou la faculté de le fermer dans l'avenir, amènerait un état de choses que l'Angleterre ne pourrait tolérer. »

« Nous ne pourrions pas non plus nous laisser exclure, soit directement, soit indirectement, d'une mer où la science et le génie de nos marins ont été engagés et sont toujours engagés dans des entreprises auxquelles, non seulement la Grande-Bretagne, mais tout le monde civilisé est intéressé. »

« La protection que la convention garantit aux côtes américaines des deux puissances (1) pourra être spécialement étendue, si cela est jugé nécessaire, aux côtes du territoire russe de l'Asie. Mais la libre navigation « dans le Déroit de Behring et dans les mers situées au-delà de ce passage » doit nous rester assurée d'une manière ou d'une autre, sinon dans la forme que je viens d'exposer. »

Il y aurait eu peu d'avantage à assurer le droit de navigation dans le déroit de Behring, si le droit de naviguer dans la mer qui y conduit n'avait pas été de même assuré. Mais ce droit n'aurait pas été établi si l'application de l'Oukase à la Mer de Behring était restée en pleine vigueur.

Le grand nombre des allusions faites au Déroit de Behring et aux mers situées au-delà de ce passage prouvent que les hommes d'Etat anglais

(1) C'est-à-dire par l'extension de la juridiction territoriale à une distance de 2 lieues, proposée d'abord au cours des négociations entre la Grande-Bretagne et la Russie.



d'alors étaient convaincus qu'en faisant reconnaître la liberté de la navigation et de la pêche dans toute l'étendue de l'Océan Pacifique, ils assureraient cette liberté en même temps dans le Détroit de Behring.

Pour donner une preuve additionnelle de la nomenclature de ces eaux, qui a été généralement employée par les autorités navales anglaises, on pourrait rapporter les instructions émises en 1825, par les Lords de l'Amirauté, et qui sont citées dans l'ouvrage publié officiellement à Londres, en 1831, sous le titre de : *Narrative of a Voyage to the Pacific and Behring Strait, etc., under command of Captain F. W. Beechey, R. N., in the years 1825-26-27-28.* »

Ces instructions explicites et détaillées, émanant des Lords de l'Amirauté, font allusion seulement au Détroit de Behring et à l'Océan Pacifique, mais ne font aucune mention de la Mer de Kamtchatka ou de la Mer de Behring.

*Acception générale des expressions « Océan Pacifique »  
et « Côte Nord-Ouest. »*

Les œuvres de M. Robert Greenhow, traducteur et bibliothécaire au département du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis (auteur bien connu par ses contributions à la discussion de la question de l'Orégon), nous font connaître exactement et définitivement l'interprétation donnée officiellement par le gouvernement des Etats-Unis aux expressions « Océan Pacifique », « Mer de Behring », « Côte nord-ouest », et expliquent jusqu'à quel point les prétentions avancées par la Russie dans l'Oukase de 1821 ont été abandonnées par la convention de 1824.

Un mémoire fut rédigé par M. Greenhow, sur la demande officielle de M. Linn, président d'une commission parlementaire, « Select Committee », chargée d'étudier la question du territoire de l'Orégon, et par ordre de M. John Forsyth, secrétaire d'Etat. A ce mémoire, se trouve annexée une carte ayant pour titre : « La côte nord-ouest de l'Amérique du Nord et les territoires contigus. » Cette carte comprend toutes les régions depuis un point au sud d'Acapulco au Mexique, jusqu'à un point situé dans la Mer de Behring, au nord de l'embouchure du Kuskokwim, aussi bien que la plus grande partie de la chaîne aléoutienne.

Quant à la signification des expressions « Côte nord-ouest » et « Océan Pacifique », et à l'interprétation donnée à l'abandonnement des prétentions russes, en vertu de la convention de 1824, la première partie du mémoire contient le passage suivant, sous le titre de « Géographie de la section occidentale de l'Amérique du Nord » :

« La côte nord-ouest (1) est l'expression généralement employée dans les Etats-Unis, pour désigner cette vaste partie du continent américain qui s'étend au nord du 40° de latitude, depuis l'Océan Pacifique jusqu'à la crête de partage des « Montagnes Rocheuses », avec les îles contiguës situées dans cet océan. La partie méridionale de ce territoire, qui appartient presque en entier au bassin de la Rivière Columbia, s'appelle généralement « Orégon », parce qu'on avait supposé (à tort, sans doute), que c'était là le nom que les indigènes donnaient au fleuve principal. Plusieurs appellations — mentionnées ci-après — ont été appliquées aux parties plus au nord du continent, par les navigateurs et par les marchands de

(1) Les italiques employés dans cette citation et dans les citations suivantes se trouvent dans l'ouvrage de Greenhow même.

fournures des différentes nations. Le territoire qui est baigné par l'Océan Pacifique et qui s'étend vers le sud, depuis le 40° de latitude jusqu'à l'extrémité de la péninsule qui avance dans cette direction, jusqu'au tropique du Cancer, s'appelle la « Californie », nom dont la dérivation n'est pas certaine, et que les Espagnols avaient d'abord appliqué à toute la partie occidentale de l'Amérique du Nord, comme ils avaient employé le nom de « Florida » pour désigner les régions contiguës à l'Océan Atlantique. La côte nord-ouest et la côte occidentale de la Californie sont comprises toutes les deux dans la « côte occidentale de l'Amérique du Nord. » Il nous a été impossible de séparer l'histoire de ces deux parties. Il est de même nécessaire de les traiter ensemble dans cet aperçu géographique », (p. 1).

M. Greenhow ajoute cette note :

« Aux pages qui suivent, l'expression « côte » sera employée pour désigner soit la plage de la mer seulement, soit tout le territoire s'étendant depuis la plage jusqu'aux sources de la rivière. J'ai cependant pris soin d'empêcher tout malentendu dans les cas où le sens exact ne serait pas suffisamment indiqué par le texte. Pour éviter des répétitions, l'expression « la côte nord-ouest » sera employée pour désigner la *côte nord-ouest de l'Amérique du Nord* ; par *latitude*, on devra entendre la *latitude nord*, et par *longitude*, la *longitude ouest de Greenwich*, à l'exception des cas spécialement signalés. »

Le mémoire continue :

« Le point extrême au nord de la côte occidentale de l'Amérique est le *Cap du Prince de Galles*, situé sous le parallèle 65° 52' de latitude. C'est encore le point le plus à l'ouest de tout le continent. Ce cap est situé sur le rivage oriental du *Détroit de Behring*, détroit large de 51 milles, et qui réunit l'Océan Pacifique à la *Mer Arctique polaire* (ou *Glaciale* ou *Mer Glacée boréale*). Du côté ouest du même détroit, et en faisant face au Cap du Prince de Galles, se trouve le *Cap Est*, point extrême de l'Asie Orientale. Au-delà du Détroit de Behring, les plages des deux continents s'éloignent l'une de l'autre. La *côte septentrionale de l'Amérique* a été relevée depuis le Cap du Prince de Galles, au nord-est, jusqu'à la pointe Barrow, etc. » (p. 3-4).

Voici, d'après le « mémoire », la définition de la Mer de Behring par rapport à l'ensemble de l'Océan Pacifique :

« La partie de l'Océan Pacifique s'étendant au nord des Iles Aléoutes, qui baignent ces plages, est communément désignée comme la *Mer de Kamtchatka*, et, parfois, comme la *Mer de Behring*, en l'honneur du navigateur russe de ce nom qui l'a explorée le premier » (p. 4-5).

Dans sa « Géographie de l'Orégon et de la Californie », M. Greenhow écrit :

« Le Cap du Prince de Galles, pointe la plus à l'ouest de l'Amérique, est la pointe orientale du Détroit de Behring, passe de 50 milles de largeur seulement, qui sépare ce continent de l'Asie, et qui est le seul lien de communication directe entre l'Océan Pacifique et la Mer Glaciale.

« Cette partie de l'Océan Pacifique qu'on appelle la Mer de Kamtchatka, ou la Mer de Behring, qui s'étend au nord de la chaîne aléoutienne, comprend aussi plusieurs îles, etc. » (p. 4).

« L'Histoire » de Greenhow fut officiellement présentée au gouvernement de la Grande-Bretagne par celui des États-Unis au mois de juillet

1845, à la suite de la discussion qui s'était élevée au sujet de l'Orégon, et conformément à un Acte du Congrès (1).

Dans cette histoire, la Mer de Kamtchatka ou de Behring, est encore traitée comme une partie de l'Océan Pacifique.

La conviction qu'avaient les Etats-Unis que les prétentions avancées dans l'Oukase de 1821 avaient été complètement abandonnées par suite de la convention conclue en 1824 entre la Russie et les Etats-Unis, ressort du paragraphe suivant qui se trouve à la page 342 de l'ouvrage déjà cité :

« Cette convention ne paraît donner lieu à aucun doute quant à l'interprétation de ses stipulations. Elle est, au contraire, précise et favorable aux deux nations. D'abord, les droits qu'ont les deux nations de naviguer dans toutes les parties de l'Océan Pacifique, et de trafiquer avec les indigènes sur tous les points des côtes de cette mer qui ne seraient pas déjà occupés, sont expressément reconnus. »

Il résulte donc clairement de l'étude faite par Greenhow au nom du gouvernement des Etats-Unis :

Que la Mer de Behring faisait partie de l'Océan Pacifique ;

Qu'il était entendu que l'expression « côte nord-ouest » comprenait la Mer de Behring ;

Que la Russie avait abandonné les prétentions qu'elle avait avancées au droit de juridiction sur « toute partie de l'Océan Pacifique ».

Une preuve additionnelle de ce que l'expression « Océan Pacifique », employée dans le traité, comprenait la Mer de Behring, se trouve dans la réponse faite en 1842 par le gouvernement russe au gouverneur Etoline, lorsqu'il désirait exclure de la Mer de Behring les baleiniers américains, et dont nous citons le passage suivant :

« Il nous serait impossible de justifier en théorie la prétention de regarder comme mer fermée la partie septentrionale de l'Océan Pacifique

(1) Voici le texte de la correspondance échangée au sujet de la présentation de cet ouvrage par le gouvernement des Etats-Unis :

« M. Buchanan à M. Pakenham.

« Département du Secrétaire d'Etat.

« Washington, 12 juillet 1845.

« Monsieur le Ministre,

« Conformément à un Acte du Congrès approuvé le 20 février 1845, j'ai l'honneur de transmettre ci-joint un exemplaire de « L'Histoire de l'Orégon, de la Californie et des autres territoires situés sur la côte nord-ouest de l'Amérique », par Robert Greenhow, traducteur et bibliothécaire au Département du Secrétaire d'Etat. Cet exemplaire est destiné au gouvernement de la Grande-Bretagne.

« Je saisis, etc.

(Signé) : « JAMES BUCHANAN. »

« M. Pakenham au Comte d'Aberdeen.

« Washington, le 29 juillet 1845.

« Milord,

« J'ai l'honneur de transmettre ci-joint une copie des notes que j'ai reçues du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, accompagnées d'un exemplaire de l'ouvrage de M. Greenhow sur l'Orégon et la Californie. Cet exemplaire est destiné à être présenté au gouvernement de Sa Majesté, conformément à un Acte du Congrès.

« Bien que l'ouvrage de M. Greenhow soit déjà entre les mains de votre Seigneurie, j'ai cru devoir transmettre le volume ci-annexé, qui est identique à celui que M. Buchanan m'a envoyé, à cause du caractère officiel que revêt cette présentation.

« Je n'ai pas manqué d'accuser la réception de la note de M. Buchanan par une réponse convenable.

« J'ai, etc.

(Signé) : « R. PAKENHAM »



quand même nous voudrions avancer une telle prétention. Aux termes de l'article I<sup>er</sup> de la convention de 1824 entre la Russie et les Etats-Unis, qui est toujours en pleine vigueur, les citoyens américains ont le droit de pêcher dans toutes les parties de l'Océan Pacifique. » Toutefois, la période de dix ans, prévue à l'article IV de la même convention, étant écoulée, nous avons la faculté d'interdire aux navires américains de visiter les mers intérieures, golfes, havres et baies, afin d'y faire la pêche et le commerce avec les naturels du pays. C'est là la limite de nos droits. Nous n'avons pas la faculté d'empêcher les navires américains de pêcher la baleine sur la haute mer. »

La réponse du gouvernement russe aux représentations que lui avait adressées en 1846 le gouverneur général de la Sibirie Orientale, contient le passage suivant :

« Nous n'avons pas le droit de défendre aux navires étrangers de naviguer dans la partie du Grand Océan qui sépare la côte orientale de la Sibirie de la côte nord-ouest de l'Amérique », etc.

Les mêmes vues se trouvent exprimées dans les instructions définitives envoyées aux croiseurs russes en date du 9 décembre 1853.

En 1866, le corps législatif du territoire de Washington fait mention des « bancs fréquentés par les poissons, dont l'existence sur la côte de l'Océan Pacifique, depuis le Banc de Cortes jusqu'au Détroit de Behring, est constatée par les marins. »

Il est évident que l'honorable Charles Sumner employait l'expression « Océan Pacifique du Nord » dans le même sens que les autorités qui viennent d'être citées, lorsqu'en 1867 il proposait au Sénat l'adoption du traité de cession de l'Alaska. Dans le discours fait à cette occasion, M. Sumner parle des eaux en question dans ces termes :

« Les loutres marines semblent appartenir exclusivement à l'Océan Pacifique du Nord... La zone qu'elles habitent actuellement se trouve sur les côtes asiatiques et américaines, entre les parallèles du 60° et du 65° de latitude nord, de sorte que ces animaux ne se rencontrent que dans des limites assez étroites. »

M. Elliot, chargé par le gouvernement américain d'étudier la condition des îles des phoques de l'Alaska, dit, au cours de son rapport officiel sur ces îles, publié en 1881 :

« Ils (les phoques) ne se rencontrent généralement dans l'Océan Pacifique du Nord que dans quatre îles, situées dans la Mer de Behring, c'est-à-dire St-Paul et St-George, qui font partie du petit groupe de Pribyloff, et l'île de Behring et l'île de Cuivre, faisant partie des îles du Commandeur. »

Et plus tard, il dit :

« Dans l'Atlantique septentrionale, il n'existe point, et il n'a jamais existé de territoire où ils puissent s'établir ; et, en effet, l'Océan Pacifique du Nord ne leur offre que les îles situées dans la mer de Behring, que nous venons d'indiquer. »

Le même auteur appelle les *rookeries* (ou « perchoirs ») de la Mer de Behring, les « *rookeries* du Pacifique du Nord ».

Puis il dit :

« Au point de vue de la géographie et de l'histoire naturelle, l'île de Behring est une des îles les plus remarquables dans la partie septentrionale de l'Océan Pacifique. »

Ce n'est là qu'un petit nombre d'exemples ; nous en pourrions citer beaucoup de semblables, pour prouver l'emploi général de l'expression « Océan Pacifique » comme comprenant la Mer de Behring.

En 1882, M. Pélikan, consul de Sa Majesté Royale et Impériale à Yokohama, publia un avertissement daté du 15 novembre 1881, dont nous extrayons les passages suivants (1) :

« Sur la demande des autorités locales des îles de Behring et autres îles, le soussigné publie, pour l'information de tous, les règles suivantes arrêtées par le gouvernement impérial russe :

« 1. Il est défendu aux vaisseaux étrangers qui ne seraient pas munis d'une autorisation ou d'un permis du gouverneur général de la Sibérie orientale, de faire le commerce, de chasser, de pêcher, etc., sur la côte et les îles russes dans les Mers d'Okhotsk et de Behring et sur la côte nord-ouest de l'Asie, ainsi que dans les eaux territoriales. »

Dans la correspondance entre les Etats-Unis et la Russie au sujet de l'interprétation de ce règlement, M. de Giers parle de l'avertissement comme « relatif à l'exploitation de la pêche, de la chasse et du commerce dans les eaux russes du Pacifique », et comme relatif à la pêche et à la chasse dans « nos eaux du Pacifique ».

C'est encore dans la même correspondance que le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis et le Ministre des Etats-Unis à Saint-Petersbourg parlent des « pêcheries de la côte du Pacifique » et de « nos pêcheries dans l'Océan Pacifique ».

La lettre que M. de Giers a adressée à M. Hoffman, Ministre des Etats-Unis à Saint-Petersbourg, en date du 8 (20) mai 1882, est ainsi conçue :

« Me référant à l'échange de communications qui a eu lieu entre nous, au sujet d'un avertissement publié par notre consul à Yokohama, et relatif à l'exploitation de la pêche, de la chasse et du commerce *dans les eaux russes du Pacifique*, et en réponse à la note que vous avez bien voulu m'adresser en date du 15 (27) mars, je suis aujourd'hui à même de vous communiquer l'information qui suit :

« Un avertissement conçu dans les termes de celui qui se trouve annexé à votre note du 15 mars a, eu effet, été publié par notre consul à Yokohama, et notre consul général à San Francisco est également autorisé à le publier.

« Cette mesure ne s'applique qu'aux industries prohibées et aux opérations de contrebande ; les restrictions qu'elle impose s'étendent seulement aux eaux territoriales de la Russie. Elle était devenue nécessaire par suite des abus nombreux qui ont été signalés au cours de ces dernières années, et qui pesaient lourdement sur la population de nos plages et de nos îles, dont les seuls moyens de subsistance sont tirés de la pêche et de la chasse. Ces abus portaient aussi grand préjudice aux intérêts de la Compagnie à laquelle le gouvernement impérial avait accordé le monopole de la pêche et de la chasse (« exportation ») dans les îles appelées « Ile du Commandeur » et « Ile des Phoques ».

« Outre ce nouveau règlement, dont la partie essentielle est l'obligation imposée aux capitaines de vaisseaux désirant exploiter la pêche et la chasse dans les *eaux russes du Pacifique*, de se munir à Vladivostock d'un permis ou d'une autorisation signée par le gouverneur général de la Sibérie Orien-

(1) Ce document est traduit en français de la version anglaise publiée par le gouvernement des Etats-Unis.

tales, le droit des étrangers d'exploiter la pêche, la chasse et le commerce dans nos eaux territoriales est réglé par l'article 560 et les suivants du Code des Lois (vol. XII, 2<sup>e</sup> partie).

« En portant ce qui précède à votre connaissance, etc. . . »

Bancroft écrit, dans « l'Histoire de l'Alaska » (p. 19-20) : « L'Anadir, qui débouche dans l'Océan Pacifique. » Et puis : « Ainsi, les Russes atteignirent l'Océan Pacifique, d'abord sur les côtes de la Mer d'Okhotsk. » Puis encore : « En remontant la Léna, les Russes arrivèrent au lac Baïkal et trouvèrent ainsi une route alternative, conduisant à l'Océan Pacifique par le cours de l'Amour et à travers la Chine. »

De même, le représentant des Etats-Unis à Saint-Petersbourg écrit à M. Bayard, sous la date du 17 février 1887, que la notification ci-dessus citée, interdit la pêche, etc., sur « les côtes russes de l'Océan Pacifique ». Cette correspondance était relative à une saisie faite dans le Détroit de Behring.

*Emploi géographique des expressions « Océan Pacifique » et « Côtes nord-ouest ».*

Au cours de la discussion qui s'est élevée entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne au sujet du droit de juridiction, les Etats-Unis ont appelé l'attention sur les indications de certaines cartes et ont insisté sur ce que les eaux de la Mer de Behring auraient reçu un nom tout à fait distinct de celui de l'Océan Pacifique.

Se basant sur cette théorie, ils ont fait valoir que les mots « Océan Pacifique » étaient employés dans le texte des conventions de propos délibéré, pour réserver les eaux de la Mer de Behring à la juridiction exclusive de la Russie.

Mais l'étude d'une série quelconque de cartes arrangées dans l'ordre chronologique, et surtout de celles publiées dans la première partie de notre siècle, fera voir que la Mer de Behring se trouve souvent sans nom spécial, tandis que la Mer d'Okhotsk est, dans presque tous les cas, spécialement indiquée.

Sur les différentes cartes publiées par le département hydrographique des Etats-Unis, y compris les éditions les plus récentes et les plus complètes actuellement employées, la Mer de Behring est comprise dans les expressions « Océan Pacifique » et « Océan Pacifique du Nord ». Les titres de ces cartes mêmes en font foi. Nous citons les suivants :

N<sup>o</sup> 909. Publiée au mois de mars 1883, par les soins du département hydrographique à Washington, D. C. :

« Océan Pacifique. Mer de Behring, *Plover Bay*, d'après les plans dressés par Maximov, lieutenant de la marine impériale russe. 1876. »

(*Plover Bay* est située sur la côte asiatique, près de l'entrée du Détroit de Behring.)

N<sup>o</sup> 910. Publiée au mois d'octobre 1882, au département hydrographique à Washington, D. C. :

« Océan Pacifique du Nord. Baie d'Anadir. Mer de Behring. D'après les plans dressés par l'ingénieur Bulkley, de New-York, en 1865, etc. »

(La baie d'Anadir est située sur la côte asiatique de la Mer de Behring, entre les parallèles du 64<sup>e</sup> et du 65<sup>e</sup> de latitude.)

Le titre de l'ouvrage publié en 1869 par le même département hydrographique, et cité ci-après, donne des indications semblables :



« Indicateur de la Mer de Behring et de la côte de l'Alaska... tiré de l'Indicateur de l'Océan Pacifique. »

La carte de la Mer de Behring (n° 2460), publiée par les soins de l'amirauté britannique, dressée en 1884, révisée et complétée au mois de novembre 1889, porte le titre suivant :

« Océan Pacifique du Nord-Ouest. Depuis Kamtchatka jusqu'à l'île de Kadiak, comprenant la Mer et le Détroit de Behring. »

Il résulte, d'ailleurs, clairement des définitions de l'Océan Pacifique, de la Mer de Behring, etc., qui se trouvent dans les dictionnaires, encyclopédies et autres ouvrages géographiques des temps présents et passés, que la Mer de Behring était considérée comme une partie intégrale de l'Océan Pacifique lors de la conclusion des traités, et qu'elle l'est toujours.

Ces définitions formelles sont naturellement plus dignes de confiance que les conclusions tirées de la rédaction des cartes.

Il suffit d'en rapporter un petit nombre, bien que nous puissions y ajouter beaucoup d'autres exemples :

« Détroit de Behring, passage conduisant de l'Océan Pacifique du Nord à la Mer Glaciale. »

« Ile de Behring. Ile située dans l'Océan Pacifique. »

« Kamschatka. Limité par l'Océan Pacifique à l'est et au sud. »

« Mer Pacifique. La partie située entre le 5° de latitude nord du Détroit de Behring est exposée toujours à de violents orages. »

« Grand Océan, quelquefois Mer du sud ou Mer Pacifique. Le plus considérable des Océans. Il s'étend du nord au sud depuis le Cercle Polaire arctique, c'est-à-dire depuis le Détroit de Behring, qui le fait communiquer à l'Océan Glacial austral. »

« Mer Pacifique. La sérénité et la tranquillité de la partie qui s'étend depuis le 30° de latitude au sud jusqu'au 5° de latitude nord, lui ont valu le nom de Mer Pacifique ; la partie s'étendant au nord jusqu'au Détroit de Behring est exposée à de violents orages. »

« Le Détroit de Behring unit la Mer Glaciale au Pacifique. »

« L'Anadir débouche dans l'Océan Pacifique. »

« Les golfes principaux de la Russie asiatique sont : le golfe d'Anadir, près du Détroit de Behring ; la Mer de Penjina et le golfe d'Okhotsk, situé entre Kamtchatka et la Russie continentale — tous les trois dans l'Océan Pacifique. »

« L'Océan Pacifique boréal s'étend depuis le Détroit de Behring jusqu'au Tropique du Cancer. »

« Le Détroit de Behring. A commencer par ce détroit, le Grand Océan (ou Océan Pacifique) forme la limite orientale de l'Asie. »

« Behring (détroit célèbre). Il joint l'Océan Glacial arctique au Grand Océan. »

« L'Océan Pacifique. La limite en est assez bien déterminée par les continents voisins qui se rapprochent l'un de l'autre dans la direction du nord, et qui ne sont éloignés l'un de l'autre plus de 36 milles au Détroit de Behring, qui les sépare. On peut dire que l'Océan Pacifique se termine au nord par ce détroit. »

« Behring (Détroit de), à l'extrémité nord-est de l'Asie, sépare ce continent de l'Amérique, et l'Océan Glacial arctique de l'Océan Pacifique. »

« Behring (Mer de), partie de l'Océan Pacifique. »

« Behring (Déroit de). Canal de l'Océan... unissant les eaux de l'Océan Pacifique à celles de l'Océan Arctique. »

« Océan Pacifique. Entre le 70° de longitude ouest et le 110° de longitude est, soit un espace de plus de 180° ; il couvre la plus grande partie de la surface de la terre, depuis le Déroit de Behring jusqu'au cercle polaire, qui le sépare de l'Océan Antarctique. »

« La Mer de Behring est cette partie de l'Océan Pacifique du Nord qui est située entre les Iles Aléoutes, sous le parallèle du 55° de latitude nord, et le Déroit de Behring, sous le parallèle du 60° de latitude nord. C'est par ce déroit que l'Océan Pacifique communique avec la Mer Glaciale. »

« La Mer de Behring, parfois appelée Mer de Kamtchatka, est cette partie de l'Océan Pacifique du Nord qui est située entre les Iles Aléoutes et le Déroit de Behring. »

« Behring (Déroit de). Canal du Grand Océan unissant les eaux de l'Océan Pacifique à celles de l'Océan Glacial Arctique. »

« Océan Pacifique. Il est limité dans l'extrême sud par le cercle antarctique, d'où il s'étend vers le nord, par 132° de latitude, jusqu'au Déroit de Behring, qui le sépare de l'Océan Arctique. »

« Behring (Déroit de). Canal ou bras de mer unissant les eaux de l'Océan Glacial Arctique à celles de l'Océan Pacifique. »

« Behring (Déroit de). Passage qui unit l'Océan Glacial Arctique au Grand Océan. »

« Mer de Behring, ou Mer de Kamtchatka, est cette partie de l'Océan Pacifique du Nord qui se trouve entre les Iles Aléoutes, sous le parallèle du 55° de latitude nord, et le Déroit de Behring, sous le parallèle du 66° de latitude nord. C'est par ce déroit que la Mer de Behring communique avec l'Océan Arctique. »

« Déroit de Behring, unissant la Mer Glaciale nord-ouest à l'Océan Pacifique. »

« Déroit de Behring, unissant l'Océan Pacifique du Nord à l'Océan Arctique. »

« Mer de Behring, parfois appelée Mer de Kamtchatka, est cette partie de l'Océan Pacifique du Nord qui se trouve entre les Iles Aléoutes et le Déroit de Behring. »

Enfin, nous pouvons citer plusieurs passages tirés de différents auteurs anglais et américains d'une réputation distinguée, pour exposer la manière dont ces auteurs ont entrevu la question générale.

Le Docteur Woolsey, Président du *Yale College*, dit, au cours de son « Introduction à l'étude du Droit International » :

« Plus récemment, enfin, la Russie a avancé la prétention à la souveraineté exclusive sur l'Océan Pacifique au nord du 51° degré, en faisant valoir que l'océan était le passage conduisant aux côtes qui se trouvaient sous sa juridiction exclusive. Mais cette prétention, que notre gouvernement refusait d'admettre, a été abandonnée par suite de la convention temporaire de 1824. Le traité conclu en 1825 entre la Russie et la Grande-Bretagne contient des concessions analogues. »

Dans son « Digeste du Droit International des Etats-Unis », Wharton, parlant de l'Oukase de 1821, dit :

« (La Russie) ayant prétendu en 1822, et jusqu'en 1824, au droit de juridiction exclusive sur la côte nord-ouest et les eaux de l'Amérique depuis le Déroit de Behring jusqu'au 51° degré de latitude nord... »

M. Davis, Professeur de Droit adjoint de l'académie militaire des Etats-Unis, dit, dans son ouvrage « Aperçu du Droit International » :

« En 1822, la Russie réclama le droit de juridiction exclusive sur cette partie de l'Océan Pacifique qui se trouve au nord du 51° degré de latitude nord, en faisant valoir qu'elle possédait les plages de cette mer sur les deux continents, au-delà de cette limite, et que, par conséquent, elle avait la faculté de réserver le commerce aux habitants de la côte. »

Un auteur américain de nos jours, le Professeur Angell, dit, au cours d'une discussion à ce sujet :

« Le traité de 1824 nous assurait le droit de naviguer et de pêcher dans toutes les parties du Grand Océan, appelé communément Océan Pacifique ou Mer du Sud. Dans l'article IV, il était stipulé que, pendant un terme de dix années, nous pouvions fréquenter les mers intérieures, les golfes, havres et criques sur la côte, afin d'y faire la pêche et le commerce avec les naturels du pays. A l'expiration de la période de dix années, la Russie a refusé de prolonger cette dernière stipulation, qui, en effet, n'a jamais été formellement renouvelée. Mais, pendant près de cinquante ans, des navires américains ont pêché la baleine dans la Mer de Behring, sans être troublés par le gouvernement russe. Longtemps avant la cession de l'Alaska aux Etats-Unis, des centaines de baleiniers américains ont visité la Mer Glaciale et la Mer de Behring chaque année, et ont rapporté des produits abondants. Il paraît donc que la Russie regarde la Mer de Behring comme faisant partie de l'Océan Pacifique, et non comme une des mers intérieures, dont l'approche était interdite après l'expiration de la période de dix ans fixée par les dispositions de l'article IV du traité. »

Le passage suivant se trouve dans les « Commentaires sur le Droit International », par Sir R. Phillimore :

« Eu 1822, la Russie réclama le droit de souveraineté sur l'Océan Pacifique au nord du 51° degré de latitude nord; mais le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique s'opposa à cette réclamation, comme étant contraire aux principes du droit international. »

Dans les « Principes du Droit International », par M. W. E. Hall, ouvrage publié par la « Clarendon Press » d'Oxford, on trouve cette note :

« Note. — Plus tard, il surgit une nouvelle prétention relative à l'Océan Pacifique, mais elle fut bientôt abandonnée. Le gouvernement russe réclama le droit de souveraineté sur l'Océan Pacifique au nord du 51° degré de latitude, et promulgua en 1821 un oukase interdisant aux navires étrangers de s'approcher des côtes et des îles qui étaient limitées ou comprises par cette partie de l'océan, à une distance de 100 milles d'Italie. Cette prétention, à laquelle s'opposaient les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, fut entièrement abandonnée par suite des conventions conclues en 1824 et en 1825 entre ces puissances et la Russie. »

Les arguments avancés au cours de ce chapitre prouvent :

Que les dispositions du traité de 1825 entre la Grande-Bretagne et la Russie s'appliquaient, et étaient destinées à s'appliquer, à toutes les eaux non-territoriales de l'Océan Pacifique du Nord, s'étendant depuis le Détroit de Behring, au nord, jusqu'au 51° de latitude sur la côte de l'Amérique, et jusqu'au 45° 50' de latitude sur la côte de l'Asie, (soit tout l'espace de mer visé par l'Oukase);

Que, dans aucune phase de la discussion, les parties n'ont fait, ni désiré



faire, aucune distinction entre les mers situées au nord et celles situées au sud des Îles Aléoutiques ;

Que l'expression « Océan Pacifique », employée dans le traité de 1825, comprenait la Mer de Behring ;

Que l'expression « côte nord-ouest de l'Amérique », ou, dans la forme abrégée, « côte nord-ouest », comprenait la côte s'étendant jusqu'au Déroit de Behring.

## CHAPITRE IV

### TITRE D. — *L'usage des eaux en question, depuis 1821 jusqu'à 1867.*

Pour revenir à l'usage des eaux en question : Nous avons déjà prouvé qu'avant 1821, la Russie n'a fait aucune tentative pour réclamer ou exercer, dans la pratique, le droit de juridiction exclusive sur les navires étrangers, sauf le droit de juridiction territoriale ordinaire. Si nous exceptons les incidents qui se rattachent à la promulgation de l'Oukase de 1821, et qui ont formé le sujet du chapitre II, il en est de même pour la période de 1821 à 1867.

Nous reprenons l'historique sommaire dans l'ordre chronologique :

En 1821, Mouravief fut envoyé à Sitka, chargé de la surveillance, conformément à la nouvelle charte. Il prit le nom de « gouverneur », au lieu de celui de « directeur en chef », titre qui avait été employé jusqu'alors.

Nous connaissons les noms de sept navires marchands qui ont visité la côte nord-ouest cette année (1).

En 1822, le navire russe « Rurik » arriva à Sitka, venant de Krons-tadt, chargé de provisions. Vers la fin de l'année, le sloop russe « Apollon » arriva aussi, avec l'ordre de faire cesser tout commerce avec les étrangers. Cette prohibition, qui resta en vigueur pendant deux ans, porta des préjudices considérables aux revenus de la compagnie. C'est encore au cours de la même année qu'arrivèrent les sloops russes « Kreisser » et « Ladoga », pour veiller à l'exécution des dispositions de l'Oukase. Ils restèrent dans ces parages pendant deux ans.

Une expédition d'exploration fut envoyée de Sitka à la côte orientale de la Mer de Behring, et ne revint qu'après une absence de deux ans.

En 1823, Sitka et la côte étaient menacés par la famine. Le « Rurik » et un navire américain qu'on avait acheté, furent envoyés à la recherche de provisions dans la Californie et les Îles Sandwich.

Au sujet de cet incident, Bancroft écrit :

« Les colonies avaient été souvent sauvées, comme cela arriva encore cette fois, par le commerce avec les étrangers. C'était, en effet, souvent le seul moyen d'échapper à la famine. Même entre 1818 et 1822, années d'une certaine abondance de provisions, les colonies avaient acheté, des côtières américains et anglais, des marchandises, et surtout des provisions, pour une valeur de plus de 300.000 roubles papier. »

Au cours de la même année, il est constaté que le « Rob Roy » de Boston a visité la côte nord-ouest.

En 1824, Kotzebue visita Sitka, à bord du « Predpriatie ». Vers ce temps, les actionnaires de la compagnie russe protestèrent contre la prohi-

(1) Voir la note à la page 19 touchant les navires marchands, qui ont visité la côte nord-ouest. Aucun de ces navires n'était russe.

bition du commerce étranger. Par suite de cette protestation, Sitka fut, de nouveau, ouvert à ce commerce.

En 1822, le brick américain « Pearl » fut saisi au cours de son voyage de Boston à Sitka par le sloop russe « Apollon », en vertu de l'Oukase de 1821. Dans la dépêche du 26 juin 1823, par laquelle le Comte de Nesselrode informa le Comte de Lieven que l'exécution de l'Oukase de 1821 avait été suspendue, il ajouta, en même temps, que, les instructions à cet effet n'ayant été expédiées de Saint-Petersbourg qu'au mois d'août 1823, le commandant de « l'Apollon » n'avait pas pu les recevoir avant le mois de septembre 1824, et ne pouvait, par conséquent, en avoir connaissance « à l'époque de l'incident rapporté par les journaux américains. »

En 1824, la « Pearl » fut relâchée, et le gouvernement russe paya des dommages-intérêts pour la saisie et la détention de ce navire.

Au cours de la même année, il est constaté que quatre navires se sont trouvés sur la côte nord-ouest, dont plusieurs sont revenus dans les années suivantes.

En 1825, la « Eléna », arriva à Sitka, chargée de provisions. Kotzebue fit encore une visite à Sitka.

L'effet produit par les conventions de 1824 et 1825 donna lieu à des remontrances adressées par la Compagnie Russe-Américaine au gouvernement russe. Nous connaissons le nom d'un navire seulement qui ait fait le commerce sur la côte nord-ouest cette année.

En 1826, Chistiakof écrit aux directeurs de la compagnie pour demander les services d'un maître-baleinier expérimenté. Au mois de juillet de cette année, le navire de guerre anglais « Blossom », sous les ordres du capitaine Beechey, passe par la Mer de Behring dans la Mer Glaciale.

En 1827, Lütke, envoyé par le gouvernement russe, arrive à Sitka, d'où il explore les Îles Aléoutes et la Mer de Behring.

Nous connaissons les noms de deux navires seulement, faisant le commerce sur la côte nord-ouest cette année.

En 1828, deux navires, faisant partie de l'expédition de Lütke, dressaient des plans dans la Mer du Behring. Le navire marchand « Eliza » visita Sitka cette année.

En 1826, 1827 et 1828, la « Chinchella », brick américain, capitaine Thomas Meek, était engagée dans le commerce entre Sitka et la Chine.

En 1829, un navire russe fut envoyé de Sitka au Chili, pour affaires de commerce. Les Russes, en même temps, entreprirent plusieurs explorations dans l'intérieur du pays.

En 1830, Etoline était engagé dans l'exploration de la Mer de Behring. Wrangel succéda à Chistiakof en qualité de gouverneur. Nous connaissons les noms de quatre ou cinq navires étrangers qui faisaient le commerce sur la côte nord-ouest pendant cette année et l'année suivante.

En 1832, ou en 1833, Tébenkof établit une station près de l'embouchure du Yukon. Des expéditions furent envoyées pour explorer l'intérieur du pays.

En 1833, la Compagnie de la baie de Hudson envoya le navire anglais « Dryad » fonder un établissement à l'embouchure du Stikine, mais Wrangell, ayant été informé de cette entreprise, occupa l'endroit le premier, et renvoya la « Dryad ». Le gouvernement britannique réclama de

la Russie la somme de 20.000 livres de dommages-intérêts. Nous parlerons de cet incident plus tard.

Le capitaine d'un baleinier américain, ayant conclu un contrat pour cinq ans avec la compagnie russe, arriva à Sitka, où, cependant, il n'eut pas beaucoup de succès.

Nous ne connaissons le nom que d'un seul des navires étrangers qui étaient engagés dans le commerce sur la côte nord-ouest en 1834.

En 1836, la « Eliza » était de nouveau à Sitka, et il est constaté que trois navires marchands étrangers ont visité la côte de l'Alaska pendant cette année.

### *L'Affaire du « Lorient ».*

Dans la même année, le brick américain « Lorient » quitta les Iles Sandwich pour se rendre à la côte nord-ouest de l'Amérique, afin d'y obtenir des vivres, ainsi que des Indiens destinés à être employés à la chasse des loutres marines sur la côte. Lorsque le navire se trouva dans le port de Tuckessan, sous le parallèle du 54° 55' de latitude nord. et le 132° 30' de longitude ouest, un brick armé russe lui donna l'ordre de partir. Cette mesure fut prise en vertu de l'expiration de la période désignée dans l'article IV du traité, aux termes duquel la faculté d'aborder dans les établissements russes et d'y faire le commerce était accordée pour une période de dix ans seulement.

Les Etats-Unis protestèrent contre la manière d'agir des autorités russes à l'égard du « Lorient », en la qualifiant d'outrage. Le passage suivant est extrait des instructions envoyées à M. Dallas, Ministre des Etats-Unis à Saint-Petersbourg, par le Secrétaire d'Etat, en date du 4 mai 1837 :

« D'autre part, s'il se trouvait qu'il n'existe aucun établissement russe dans les endroits mentionnés, l'outrage fait au « Lorient » se présenterait sous un aspect encore plus grave. Ce serait une violation du droit qui appartient aux citoyens des Etats-Unis, qu'ils ont exercé de temps immémorial, et qui leur est assuré aussi bien par le droit des gens que par les dispositions de l'article I de la convention de 1824, de pêcher dans ces mers, et d'aborder à la côte, pour y faire le commerce légitime dans les endroits qui n'ont pas encore été occupés par d'autres nations. Dans le cas où il en serait ainsi, le président désire que vous fassiez des remontrances d'un ton sérieux, mais respectueux, contre cette prétention mal fondée de la Compagnie russe, et que vous réclamiez du gouvernement de Sa Majesté Impériale, en faveur des armateurs du brick « Lorient », l'indemnité qu'après examen de l'affaire, on trouverait leur être due par suite de leurs pertes et du préjudice qu'ils ont souffert. »

Plus tard, M. Dallas avertit son gouvernement qu'il avait été informé de l'existence d'établissements russes dans les endroits mentionnés. Néanmoins, les Etats-Unis prétendirent qu'à l'expiration de la période désignée à l'article IV, le droit des gens avait effectivement donné aux navires des Etats-Unis les privilèges qui avaient été conférés par cet article.

Le 16 août 1837, M. Dallas écrit au Secrétaire d'Etat :

« L'article I affirme que chacune des deux nations a des droits généraux et permanents de naviguer, de pêcher et de faire le commerce avec les indigènes, dans les endroits que ni l'un ni l'autre n'aurait encore occupés, soit au nord, soit au sud du parallèle de latitude convenu. »

Le 3 novembre 1837, M. Forsyth, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, écrit



à M. Dallas, à propos de l'article I de la convention du mois d'avril 1824, entre les Etats-Unis et la Russie :

« L'article I de cet instrument ne fait qu'affirmer un droit que les parties contractantes possédaient déjà, conformément à la loi internationale, et indépendamment de toute convention formelle, c'est-à-dire le droit de naviguer et de pêcher dans l'océan, là où il baigne une côte inoccupée, et d'aborder à cette côte pour faire le commerce avec les indigènes.

« En s'engageant à ne pas fonder de nouveaux établissements au nord du parallèle de 54° 40' de latitude nord, les Etats-Unis n'ont aucunement reconnu que la Russie possédât le droit de souveraineté sur le territoire se trouvant au-delà de cette ligne. »

Plus loin, il dit :

« On ne saurait conclure, de ce qui précède, que les Etats-Unis eussent jamais eu l'intention de renoncer au droit qui leur appartient, conformément à la loi internationale — et qui est reconnu à l'article I — de fréquenter toute la côte inoccupée de l'Amérique du Nord, pour y pêcher ou pour faire le commerce avec les indigènes. La convention ne fait qu'admettre indirectement le droit de la Russie à acquérir du territoire, en établissant des colonies au nord du parallèle de 54° 40' de latitude nord. En attendant que cette puissance ait pris effectivement possession du territoire, l'article I de la convention reconnaît que les Etats-Unis ont possédé le droit de pêcher et de faire le commerce avant la conclusion de la convention. »

Dans sa dépêche du 23 février 1838, le Comte de Nesselrode, Ministre des Affaires Etrangères russe, écrit à M. Dallas (1) :

« Il est vrai qu'en vertu de l'article I de la convention de 1824, auquel font appel les armateurs du « *Loriot* », les citoyens des Etats-Unis sont entièrement libres de naviguer dans l'Océan Pacifique, d'aborder à la côte nord-ouest de l'Amérique, sans être troublés ni gênés, sur tous les points qui ne seraient pas déjà occupés, et de faire le commerce avec les indigènes. »

Dans une dépêche adressée au Comte de Nesselrode, en date du 5 (17) mars 1838, M. Dallas comprenait l'article I de la convention comme étant applicable à toutes les parties de l'Océan Pacifique. Il écrit :

« .... Le droit que possèdent les citoyens des Etats-Unis de naviguer dans l'Océan Pacifique et de faire le commerce avec les aborigènes de la côte nord-ouest de l'Amérique, en dehors de la juridiction des autres nations, sont des droits qui ont fait partie de leur indépendance depuis le moment où ils l'ont déclarée.

« Ce sont des droits qui sont fondés sur la loi internationale, droits dont jouissent toutes les autres nations indépendantes, et que l'on ne pourrait restreindre ni abolir sans leur consentement. Le soussigné ignore que les Etats-Unis aient jamais spontanément cédé aucun de ces droits à une autre nation, par l'entremise de leur gouvernement, soit par un traité, soit sous une autre forme.

« Il y a d'abord un accord mutuel et permanent qui affirme le droit des citoyens des deux nations de naviguer et de pêcher dans toutes les parties de l'Océan Pacifique, librement et sans entraves, et de fréquenter les par-

(1) Ce passage a été traduit en français, d'une traduction anglaise publiée par les Etats-Unis.

ties de la côte qui ne seraient pas encore occupées, pour y faire le commerce avec les indigènes. Les deux nations possédaient déjà ces droits; ce n'étaient pas de nouveaux droits créés par la convention. Les droits spécifiés de naviguer, de pêcher et de côtoyer le rivage avaient une validité égale, émanaient de la même source et dérivait du même principe de la nationalité. Cependant, l'exercice de ces droits était sujet à certaines restrictions et conditions: c'est-à-dire les citoyens et les sujets des parties contractantes n'étaient pas libres, sans une permission spéciale, d'aborder aux points où il existait déjà des établissements; et il était convenu que l'une des parties s'abstiendrait de fonder des établissements au nord du parallèle du 54° 40' de latitude nord, et l'autre, d'en fonder au sud de ce parallèle. Toutefois, les deux parties avaient la faculté de fréquenter librement et sans une permission préalable, pendant une période de dix ans, les mers intérieures, golfes, havres et criques, et de pêcher et de faire le commerce avec les indigènes, indépendamment de l'existence de l'établissement, et sans aucune entrave. Il résulte de cet exposé sommaire de la question, qu'elle n'admet pas d'interprétation douteuse.

« Le soussigné est convaincu qu'on ne saurait, d'aucune manière, interpréter l'article IV comme impliquant la reconnaissance, de la part des Etats-Unis, du droit de la Russie à la possession de la côte au nord du parallèle du 54° 40' de latitude nord. »

En présentant au Congrès les documents relatifs à l'affaire du « Lorient », le Président des Etats-Unis fit les observations suivantes :

« Il ressort de la correspondance que je présente au Congrès, quelles sont les raisons sur lesquelles nous nous fondons pour soutenir qu'indépendamment des dispositions de la convention de 1824, les citoyens des Etats-Unis ont le droit de faire le commerce avec les indigènes, dans les endroits inoccupés dont il est question, avec cette réserve, toutefois, que ce droit sera terminé par la création d'un établissement russe à l'un ou l'autre de ces points. Cependant, le gouvernement russe ne nous reconnaît pas ce droit; il affirme qu'en vertu du traité de 1824, chacune des parties contractantes aurait consenti à renoncer au droit général d'aborder aux côtes inoccupées, de ce côté du parallèle de latitude désigné où se trouvait la sphère de l'autre, et qu'elles auraient accepté, à la place de ce droit, les privilèges mutuels mentionnés à l'article IV. Le montant des capitaux et le tonnage des navires appartenant à nos citoyens et engagés dans leur commerce avec la côte nord-ouest de l'Amérique, et qui ressortent des exposés officiels du commerce et de la navigation des Etats-Unis pour les dernières années, paraissent peut-être insignifiants; mais, à d'autres points de vue, le sujet mérite toute l'attention du Congrès. »

Revenons à l'ordre chronologique des événements.

En 1837, un navire marchand étranger est mentionné comme ayant visité la côte nord-ouest.

En 1838, Chernof et Malakhof entreprirent de nouvelles explorations dans le nord. Trois navires marchands étrangers sont mentionnés comme ayant visité la côte nord-ouest dans le cours de cette année, dont un aurait visité les eaux de l'Alaska.

En 1839, une commission se réunit à Londres pour aplanir la dispute qui s'était élevée entre les Compagnies de la Baie de Hudson et Russe-

Américaine, à propos des entraves que les autorités russes avaient mises aux mouvements du navire anglais « Dryad ». La première Compagnie consentit à ne pas demander une indemnité, à la condition que l'autre lui donnât à bail, à une rente fixe, tout le territoire qui lui appartenait sur le continent au nord du Cap Spencer (Cross Sound), situé à peu près sous le parallèle du 58° de latitude nord. Ce contrat était valable pour dix ans, mais il fut renouvelé et il resta en vigueur, en effet, pendant vingt-huit ans.

En 1840, la Compagnie de la Baie de Hudson fit arborer et saluer le pavillon anglais à l'embouchure du fleuve Sitkine, et prit possession de ces lieux. La Compagnie établit aussi un poste à l'Anse de Taku.

Les baleiniers commencèrent, à cette époque, à visiter la Mer de Behring; depuis 1840 jusqu'à 1842, une grande partie de la flotte chassa la baleine dans les environs de Kadiak. Etoline écrivait, en 1842, qu'il y avait déjà quelque temps qu'on lui annonçait constamment, de différents endroits de la colonie, l'apparition de baleiniers américains dans le voisinage des côtes.

Dans la même année, Etoline succéda à Kuprianof, dans la qualité de gouverneur, à Sitka.

En 1841, les privilèges de la Compagnie Russe-Américaine furent renouvelés pour une période de vingt ans. Etoline annonça l'apparition de cinquante baleiniers étrangers dans la Mer de Behring.

En 1842, selon Etoline, il se trouvait dans la Mer de Behring trente baleiniers étrangers. Il demanda au gouvernement russe qu'on envoyât des croiseurs, afin de réserver cette mer comme mer fermée.

Ses efforts n'eurent cependant aucun résultat. Il reçut du Ministre des Affaires Etrangères la réponse que le traité entre la Russie et les Etats-Unis donnait aux citoyens américains le droit de pêcher dans toute l'étendue de l'Océan Pacifique.

Dans la même année, commencèrent les explorations de Zagoskin dans l'intérieur; elles continuèrent jusqu'en 1844. Sir Georges Simpson, gouverneur de la Compagnie de la Baie de Hudson, arriva au poste de Stikine tout juste à temps pour empêcher un soulèvement des Indiens. Il visita aussi l'établissement russe à Sitka, et compléta un accord entre les deux Compagnies pour interdire le commerce des spiritueux, sur la côte.

Vers cette époque, la Compagnie Russe-Américaine commençait à s'inquiéter du danger qui paraissait menacer le trafic des pelleteries. La Compagnie et les gouverneurs firent tout leur possible pour décider le gouvernement russe à éloigner les baleiniers des côtes et à empêcher qu'on n'abordât à la côte et qu'on ne fit le commerce des fourrures, en fixant à une grande distance de la côte la limite qu'il leur serait défendu de franchir.

En 1843, les Russes firent des explorations sur le Fleuve Sustchina et sur le Fleuve de Cuivre.

Depuis 1843 jusqu'à 1850, les équipages des baleiniers abordaient dans les Iles Aléoutes et Curiles, et y commettaient des déprédations. Des capitaines américains trafiquaient ouvertement en fourrures avec les indigènes.

Tikhménéïeff écrit :

« De 1843 à 1850, il arrivait des colonies sans cesse des plaintes que l'audace des baleiniers ne connaissait plus de bornes. »

En 1846, le gouverneur-général de la Sibérie Orientale demanda qu'on



ne permit plus aux baleiniers de s'approcher des côtes russes à une distance de 40 milles d'Italie.

Voici, selon Tikhméniéff, le résultat de cette représentation :

Voici les propres termes de la réponse du ministère :

« Fixer une ligne dans la mer, que les navires étrangers ne devraient pas franchir pour pêcher les baleines sur nos côtes, serait agir contrairement à l'esprit de la convention de 1824, et violer les dispositions de notre convention de 1825 avec la Grande-Bretagne. En outre, l'application d'une pareille règle, sans accord préliminaire avec les autres puissances, pourrait donner lieu à des remontrances, puisqu'il n'existe pas encore une règle claire et uniforme, acceptée par toutes les nations, au sujet de la limite maritime de la juridiction territoriale. »

« En 1847, une nouvelle correspondance s'engagea à ce sujet, le gouverneur de la colonie, Tébenkoff, ayant appelé l'attention du gouvernement sur de nouveaux exemples de la licence des baleiniers. Quelque temps avant, le gouverneur-général de la Sibirie Orientale avait aussi exprimé l'opinion qu'afin d'imposer des limites aux opérations des baleiniers étrangers, il serait juste qu'on leur défendit de s'approcher à une distance de moins de 40 milles d'Italie de nos côtes, à l'exception des ports de Petropavlovsk et d'Okhotsk, où chaque navire devait payer un droit de 100 roubles pour le privilège de pêcher les baleines. Pour la surveillance des étrangers, on emploierait un vaisseau de guerre comme croiseur. En réponse, le ministère affirma expressément :

« Nous n'avons pas le droit d'exclure les navires étrangers de cette partie du Grand Océan qui sépare la côte est de la Sibirie de la côte nord-ouest de l'Amérique, ni de les obliger à payer un droit quelconque pour la permission de pêcher les baleines.

« Le ministère est d'avis que, si l'on voulait établir la limite ci-dessus mentionnée, on ferait renaître toutes les controverses qui jadis ont existé entre l'Angleterre et la France à ce sujet. La seule limite qui ne saurait donner lieu à aucune dispute est celle de la portée du canon, c'est-à-dire une ligne tracée à une distance d'environ 3 milles d'Italie de la côte. En conclusion, le ministère fit observer qu'aucune nation n'avait réussi à imposer des limites à la liberté de la pêche dans les mers ouvertes, et que de pareilles prétentions ne seraient jamais admises par les autres puissances. Le ministre exprima la conviction que l'armement de croiseurs coloniaux mettrait fin à tous les malentendus, et il ajouta que l'on n'avait pas encore eu le temps de voir les résultats de cette mesure. »

En 1847, un baleinier américain faisait le trafic des peaux de phoques à fourrure sur l'île de Behring.

En 1848, des baleiniers étrangers entrèrent dans la Mer Glaciale en passant pour la première fois par le détroit de Behring.

En 1849, la flotte des baleiniers dans la Mer glaciale et dans la partie nord du Pacifique du Nord était composée de 299 bâtiments. Il paraît que les deux tiers de ces bâtiments étaient américains; mais il y avait aussi des navires français et anglais; ces derniers venaient, pour la plupart de l'Australie. Une compagnie russe pour l'exploitation de la pêche des baleines dans le Pacifique du Nord fut formée à Abo, en Finlande et munie de privilèges spéciaux. Cette compagnie arma six navires en tout.

En 1850, les bâtiments anglais « Herald » « Plover » et « Investigator » qui tous allaient à la recherche de l'expédition de Sir John Franklin, se

réunirent dans le Détroit de Kotzebue, après avoir passé par le Détroit de Behring.

Dans la même année, une corvette armée russe reçut l'ordre de croiser dans le Pacifique. On estime que, dans cette année, 300, et, dans les années suivantes, jusqu'à 500 baleiniers étrangers ont visité la Mer Glaciale et les eaux voisines.

L'administration de Tébenkof prit fin dans cette année.

En 1851, des Indiens attaquèrent par surprise le fort de Nulato, situé sur le Yukon, à quelque distance de la côte, et massacrèrent la garnison, y compris le Lieutenant Barnard, officier du navire de guerre anglais « Entrepise », un des vaisseaux qui avaient été envoyés à la recherche de Sir John Franklin. « L'Entrepise » passa par le Détroit de Behring le 6 Mai 1851. Il paraît que, cette année, la flotte des baleiniers américains a été aussi nombreuse qu'en 1849.

Dans l'intervalle entre la fin de l'administration de Tébenkof et le commencement de celle de Voievodsky, Rosenberg et Rudakof ont fonctionné provisoirement comme gouverneurs.

En 1852, les Indiens détruisirent des bâtiments aux Sources Chaudes, près de Siika.

On a évalué à 14,000 000 de dollars la pêche faite cette année par la flotte des baleiniers dans le Pacifique du Nord. A partir de 1852, l'industrie de la pêche des baleines devenait de moins en moins importante.

En 1853, lorsque la guerre entre l'Angleterre et la Russie était imminente, les Compagnies de la Baie de Hudson et Russe-Américaine décidèrent leurs gouvernements respectifs à interdire tout acte d'hostilité sur la côte nord-ouest de l'Amérique.

Dans la même année, la Compagnie Russe-Américaine s'adressa de nouveau au gouvernement pour demander l'exclusion des baleiniers de la Mer d'Okhotsk, mais cette démarche n'eut aucun résultat. Toutefois, les croiseurs russes reçurent l'ordre d'interdire aux baleiniers l'approche des baies et golfes, et des côtes à une distance de 3 milles d'Italie.

Les détails suivants sont tirés de l'ouvrage de Tikhméneff.

Quelque temps avant, la compagnie avait écrit au Ministère des Affaires Étrangères dans ces termes (le 22 Mars 1853) :

« S'il est impossible d'interdire, pour quelque temps, aux étrangers de pêcher dans la Mer d'Okhotsk, comme étant une mer intérieure, au moins ne serait-il pas possible de défendre officiellement aux baleiniers d'aborder sur nos côtes et de pêcher dans les baies et autour des îles, en donnant à l'un des croiseurs de la flottille de Kamtchatka l'ordre de veiller à l'exécution de ce règlement ? »

Les instructions pour les croiseurs furent approuvées le 9 (21) Décembre 1853. Ces croiseurs étaient chargés de veiller à ce que les baleiniers n'entrassent pas dans les baies et les golfes, et ne s'approchassent pas à une distance de 3 milles d'Italie des côtes de l'Amérique russe (au nord du parallèle du 51° 41') de la Péninsule de Kamtchatka, de la Sibérie, de l'Archipel de Kadiak, des îles Aléoutes, des îles Pribyloff et du Commandeur, et des autres îles situées dans la Mer de Behring, des Kuriles, de Sakhalin, des îles Chantar, et des autres îles de la Mer d'Okhotsk, au nord du parallèle du 46° 30' de latitude nord. Les croiseurs étaient chargés de ne pas perdre de vue que :

« Non seulement notre gouvernement ne désire pas empêcher ni gêner

l'exploitation de la pêche des baleines par les étrangers dans la partie nord de l'Océan Pacifique, mais il leur permet de tuer les baleines dans la Mer d'Okhotsk, *qui par sa position géographique est une mer intérieure russe*, comme il est dit dans ces instructions. »

En 1854, 525 baleiniers étrangers se trouvaient dans la Mer de Behring et dans les eaux voisines. Dans la même année, Voievodsky fut nommé gouverneur des colonies de la compagnie.

En 1855, la Compagnie d'Abo pour l'Exploitation de la Pêche des Baleines entra en liquidation.

En 1856, on signala 366 baleiniers étrangers dans la Mer de Behring et dans son voisinage.

Bancroft affirme que :

« Au moins la moitié des 600 à 700 baleiniers américains armés en 1857, y compris presque tous les navires les plus grands, étaient occupés à la pêche dans le Pacifique du Nord... y compris, naturellement, la Mer de Behring. »

Le Capitaine Manuel Enos de la barque américaine « Java » déclara en 1867, qu'il y avait dix-sept ans qu'il pêchait la baleine dans les baies de la Mer d'Okhotsk, sans être molesté.

C'est en 1859 que la cession de l'Alaska aux Etats-Unis commença à être l'objet d'une discussion, qui n'avait, cependant rien d'officiel.

En 1860, la Compagnie Russe-Américaine demanda que ses privilèges fussent renouvelés pour une période de vingt ans, à partir du 1<sup>er</sup> Janvier 1862, et le gouvernement fit faire des rapports sur la situation de la compagnie.

A cette époque, il y avait dans les colonies américaines 784 Russes, y compris, paraît-il, les femmes indigènes mariées à des Russes, et 1,700 créoles; on estimait la population indigène à plus de 7,000 âmes.

En 1862, la pêche de la flotte baleinière du Pacifique du Nord était évaluée à 800,000 dollars.

En 1863, le brick américain « Timandra » était occupé à la pêche de la morue près de l'île de Sakhalin, Mer d'Okhotsk. Au cours des années suivantes, beaucoup de navires se rendirent dans cette mer pour pêcher la morue.

En 1864, la direction de la compagnie fut confiée provisoirement à Maksutof par le Gouvernement russe.

En 1865, les négociations entre la compagnie russe et le gouvernement continuèrent, mais on ne parvint pas à arrêter des conditions qui fussent acceptables à la compagnie.

Dans le printemps de cette année, la « flotte des pêcheurs de morue du Pacifique du Nord » fut organisée. Elle se composait de sept navires, qui tous, paraît-il, ont pêché dans la Mer d'Okhotsk.

En 1866, le gouvernement russe se proposait toujours de renouveler les privilèges de la compagnie à certaines conditions. Une compagnie californienne entama une négociation, dans le but d'obtenir le bail des terres situées le long de la côte de l'Alaska (*coast strip*) qui étaient alors occupées par la Compagnie de la Baie Hudson.

Dix-huit navires étaient occupés à la pêche de la morue dans la Mer d'Okhotsk. Cette année, pour la première fois, un navire, le « Portoise », exerçait cette industrie dans le groupe Chumagan (Alaska), où il trouvait



« de bons ports, du bois, de l'eau, et d'autres facilités pour exploiter cette industrie ». Plusieurs goëlettes provenant de la Colombie anglaise ont aussi pêché dans les eaux de l'Alaska.

En 1867, l'Alaska fut vendu par la Russie aux Etats-Unis pour 7,200,000 dollars.

Dix-neuf navires américains pêchaient la morue dans la Mer d'Okhotsk et dans les eaux de l'Alaska, dont trois étaient occupés dans le groupe Chumagan. On a pêché à peu près 1,000,000 de poissons.

En 1867, avant la cession de l'Alaska, un journal de Philadelphie, parlant de l'intérêt qu'avaient les Etats-Unis à la pêche de la baleine dans ces mers, dit :

« A l'heure qu'il est, c'est dans les mers contiguës à l'Amérique russe, au nord aussi bien qu'au sud du Déroit de Behring, que nous avons le plus d'intérêt dans la pêche de la baleine ».

On estimait la valeur de la pêche faite par la flotte baleinière du Pacifique du Nord à 3,200,000 dollars.

Le bail des terres situées le long de la côte de l'Alaska et louées à la Compagnie Russe-Américaine expira en 1868.

*Statistique des navires américains occupés à la pêche de la baleine. (Pêcheries du Pacifique du Nord, y compris les Mers d'Okhotsk et de Behring, et la Mer Glaciale).*

Le tableau suivant, qui indique le nombre des navires des Etats-Unis occupés à la pêche de la baleine dans le Pacifique du Nord pour chaque année de 1841 à 1867, fait voir le développement et la décadence de cette industrie pendant la période dont il est question dans ce chapitre. Ce tableau est tiré de l'ouvrage « l'Industrie de la Pêche dans les Etats-Unis », 1887.

(Les baleiniers des autres nationalités ne sont pas compris dans cette liste).

| Années. |    |    | Nombre des bâtiments |
|---------|----|----|----------------------|
| 1841    | .. | .. | 20                   |
| 1842    | .. | .. | 29                   |
| 1843    | .. | .. | 108                  |
| 1844    | .. | .. | 170                  |
| 1845    | .. | .. | 263                  |
| 1846    | .. | .. | 292                  |
| 1847    | .. | .. | 177                  |
| 1848    | .. | .. | 459                  |
| 1849    | .. | .. | 155                  |
| 1850    | .. | .. | 144                  |
| 1851    | .. | .. | 138                  |
| 1852    | .. | .. | 278                  |
| 1853    | .. | .. | 238                  |
| 1854    | .. | .. | 232                  |
| 1855    | .. | .. | 217                  |
| 1856    | .. | .. | 178                  |
| 1857    | .. | .. | 143                  |
| 1858    | .. | .. | 196                  |
| 1859    | .. | .. | 176                  |
| 1860    | .. | .. | 121                  |
| 1861    | .. | .. | 76                   |
| 1862    | .. | .. | 32                   |

|      |    |    |    |
|------|----|----|----|
| 1863 | .. | .. | 42 |
| 1864 | .. | .. | 68 |
| 1865 | .. | .. | 59 |
| 1866 | .. | .. | 95 |
| 1867 | .. | .. | 90 |

Depuis la période où les baleiniers commençaient à fréquenter la Mer de Behring et la Mer Glaciale, ils s'occupaient de temps en temps à chasser le morse. Vers 1860, cette chasse devint assez importante pour les baleiniers, comme une de leurs occupations secondaires. Dans les années suivantes, ils ont obtenu des milliers de barils d'huile de morse, et une grande quantité de peaux et d'ivoire.

Il ressort des faits constatés dans ce chapitre :

Que, de 1821 à 1867, les droits de naviguer et de pêcher dans les eaux de la Mer de Behring furent exercés librement par les navires des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, et d'autres nations étrangères, et que ces droits furent reconnus par la Russie;

Que les eaux de la Mer de Behring étaient considérées par la Russie comme sujettes aux dispositions des traités de 1824 et 1825.

(A suivre.)

## TROISIÈME PARTIE

---

# LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

---

### SUISSE

Compte de gestion du Conseil fédéral pour l'année 1894.

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (suite) (1).

#### V. AFFAIRES DIVERSES.

a. Le nouveau règlement concernant le transport des indigents suisses revenant de l'étranger, règlement dont nous annonçons la préparation dans notre dernier rapport de gestion, est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1894. Il a remplacé celui qui, depuis le 1<sup>er</sup> mars 1884, régissait la matière.

D'après ce règlement, les indigents rapatriés n'ont plus à payer eux-mêmes la demi-taxe restant due pour leur transport sur les chemins de fer ou bateaux à vapeur suisses (article 7) ; c'est la légation, le consulat ou la société de bienfaisance qui a remis la recommandation qui rembourse à l'entreprise le montant de la demi-taxe.

Ce système présente des avantages très réels sur celui précédemment en usage, attendu que les personnes rapatriées employaient souvent à tout autre chose la somme d'argent qui leur avait été remise pour leur rapatriement. Selon le désir des entreprises de transport intéressées, la comptabilité prévue par le nouveau règlement a été centralisée à la division politique du département des affaires étrangères à laquelle incombe la surveillance de la représentation et des sociétés de bienfaisance suisses à l'étranger.

b. Dans notre précédent rapport de gestion (F. féd. 1894, II. 308, lettre c), nous faisons remarquer qu'à l'occasion d'un recours adressé contre un jugement rendu par la *cour consulaire suisse à Yokohama*, la question s'était posée de savoir si c'était le conseil fédéral ou le tribunal fédéral qui était l'autorité compétente pour juger des recours de ce genre.

Il est vrai que la circulaire du 11 juillet 1882 prévoit le conseil fédéral comme instance de recours, mais on pouvait se demander si la cour consulaire ne devait pas plutôt être envisagé comme un tribunal cantonal de dernière instance des décisions duquel, dans les cas où la loi admet un recours, il ne peut être recouru qu'au *tribunal* fédéral.

Mais il est à remarquer qu'aucun texte de loi ne confère au tribunal fédéral la juridiction dans des cas semblables à celui qui nous occupe ici. Ce tribunal n'a donc pas l'obligation de se déclarer compétent, et il

(1) V. *Archives*, 1895, I, p. 311.



a toujours admis qu'il ne pouvait se considérer comme compétent que quand il en avait l'obligation. Quant à soumettre l'affaire au tribunal fédéral par délégation, aucune disposition légale n'autorisait le conseil fédéral à ce procédé.

Nous dûmes donc nous considérer nous-mêmes comme compétents en vertu de l'article 102, chiffre 8, de la constitution fédérale qui charge le conseil fédéral de la sauvegarde des intérêts de la Confédération à l'étranger, notamment de veiller à ses relations internationales : et la juridiction consulaire, établie par l'article 5 du traité d'amitié et de commerce conclu avec le Japon le 6 février 1864, fait partie de ces dernières.

Nous avons toutefois reconnu que cette compétence devait se limiter à examiner si aucun vice de forme ne pouvait infirmer le jugement de la cour consulaire dont le président est un agent de la Confédération. Cette question préalable de compétence ainsi tranchée, nous aurons à vous rendre compte, dans notre prochain rapport de gestion, de la décision prise en l'espèce.

Vu les difficultés qui ont surgi à ce sujet, on peut se demander s'il ne serait pas hautement désirable que, à l'occasion d'une révision de la loi sur l'organisation judiciaire fédérale du 22 mars 1893, l'on fit entrer dans les attributions du tribunal fédéral les recours contre les jugements prononcés par les cours consulaires suisses à l'étranger.

c. Par arrêt du 19 juin 1894, la cour d'appel de Paris a confirmé le jugement du tribunal civil de la Seine écartant l'exception d'incompétence soulevée par la ville de Genève, défenderesse, dans le procès que lui intentent les consorts Collin-Civry au sujet de la *succession du duc de Brunswick*.

En présence de ce jugement de la cour d'appel, la défenderesse a dû se demander s'il lui convenait de plaider le fond de l'affaire devant les tribunaux français tout en renouvelant et confirmant ses réserves quant à la compétence de ces tribunaux — ou bien si, tirant la conséquence logique de son exception d'incompétence, elle devait faire défaut, sauf à présenter de nouveau cette exception, le cas échéant, en cassation.

C'est à ce dernier parti que le conseil administratif de la ville de Genève s'est arrêté.

d. Cette année encore, le département des affaires étrangères a eu à s'occuper de demandes relatives aux *décorations étrangères*. Comme par le passé, nous avons répondu en renvoyant à l'article 12 de la Constitution fédérale et sans entrer en matière dans les cas particuliers.

e. Lors de la discussion de la nouvelle loi sur *l'impôt de la richesse mobilière*, la chambre des députés d'Italie, sur la proposition du député *Antonelli*, a adopté un amendement d'après lequel l'augmentation de l'impôt sur le revenu aurait été à la charge du créancier, même dans les cas où le titre stipule que tous impôts et toutes taxes présents et futurs resteront à la charge du débiteur.

Cet amendement visait principalement les porteurs de certaines obligations municipales italiennes dont un grand nombre sont placées en Suisse. A la demande de plusieurs maisons de banque de Genève,

Zurich, Bâle et Berne, notre département des affaires étrangères et la légation de la Confédération à Rome ont dû se préoccuper du préjudice que la clause Antonelli menaçait de porter à de considérables intérêts suisses, et ce au mépris du texte très précis des titres dont il s'agit.

Aussi est-ce avec satisfaction que nous avons pris acte des déclarations du gouvernement italien au Sénat, d'après lesquelles les porteurs de titres stipulant un intérêt fixe exempt de tous impôts et de toutes taxes présents et futurs continueront à percevoir ledit intérêt sans aucune charge.

f. Par un avis publié dans la feuille fédérale 1894, I. 86, notre département des affaires étrangères a attiré l'attention de nos compatriotes se rendant à *Barcelone* sur le fait que tout étranger résidant ou séjournant en cette ville doit, muni de ses papiers de légitimation, se présenter dans les vingt-quatre heures après son arrivée, au gouvernement civil de la ville.

En outre, les Suisses, se rendant en *Portugal*, ont été engagés à se munir d'un passeport ou de papiers de légitimation suffisants (F. féd. 1894, I. 639).

g. Nous avons eu, de nouveau, à nous occuper du monument qui a été offert à la Confédération par M. le baron *Gruyer* en commémoration de l'assistance donnée par quelques villes suisses à la population de Strasbourg pendant la guerre de 1870.

Nous avons pu informer le conseil d'état du canton de Bâle-ville que ce monument serait prêt à être inauguré le 1<sup>er</sup> septembre 1895.

h. Sous quelques réserves, nous avons autorisé définitivement le comité russe, constitué à cet effet, d'ériger, sur l'emplacement désigné près du pont du Diable, un monument funéraire à la mémoire des soldats russes morts au passage du *St-Gothard* en 1799 (voir notre dernier rapport de gestion, F. féd. 1894, II. 292). Les dimensions prévues dans le plan qui a été soumis à notre approbation n'ont pas paru correspondre à la condition que nous avons posée, dès le début, à savoir que le monument devait être exécuté dans des proportions modestes; aussi a-t-il fallu en réduire considérablement l'échelle.

Le monument, tel qu'il est en voie d'exécution, consistera en une croix taillée dans le rocher. Sous la croix se trouvera une inscription relative au souvenir qu'elle est destinée à rappeler. Le tout aura une hauteur d'environ vingt mètres.

La direction fédérale des travaux publics est chargée de veiller à ce que l'exécution se fasse selon le plan que nous avons approuvé, d'accord avec le gouvernement d'Uri.

i. L'ambassade de la République française nous a adressé une demande, due à l'initiative de la ville de Dieppe, tendant à ce que le cœur de l'amiral français *Duquesne*, se trouvant dans le temple de la ville d'Aubonne (Vaud), soit rendu à sa ville natale. Les autorités cantonales et communales compétentes ont favorablement accueilli cette demande, sous la réserve, toutefois, que la pierre sépulcrale de l'amiral serait conservée dans l'église d'Aubonne et surmontée d'une plaque

commémorative à ériger par la ville de Dieppe, en souvenir de la translation dont il s'agit. L'affaire semblait être terminée, lorsque des descendants de l'amiral vinrent s'opposer à ce qu'il soit donné suite au désir de la ville de Dieppe. Dans ces circonstances, les choses sont restées en suspens.

k. En souvenir de son séjour en Suisse, S. A. le *khédive Abbas II* nous a offert une collection d'*antiquités* provenant des tombeaux des prêtres d'Ammon, récemment découverts. Nous avons accepté ce don gracieux avec les plus vifs remerciements.

Notre département de l'intérieur a été chargé de la distribution, entre différents musées suisses, des objets que nous devons à la générosité du khédive.

l. De nombreux *congrès internationaux* se sont réunis, au courant de l'année 1894. Nous mentionnons spécialement les suivants :

1. Le *XI<sup>e</sup> congrès international de médecine*, à Rome, du 29 mars au 5 avril. Délégués : M. le Dr *Schmid*, directeur du bureau sanitaire fédéral, M. le colonel Dr *Albrecht* et M. le lieutenant-colonel Dr *Huffler*.

2. *Sixième congrès pour la navigation intérieure*, à La Haye, du 22 au 28 juillet. Délégué : M. de *Morlot*, inspecteur fédéral des travaux publics.

3. *Congrès pour l'étude des questions relatives au patronage des condamnés, des enfants moralement abandonnés, des vagabonds et des aliénés, ainsi que d'autres questions de droit pénal*, à Anvers, du 27 juillet au 2 août. Délégués : M. Auguste *Cornaz*, juge fédéral, M. Georges *Favez*, professeur de droit, et M. Paul *Ladame*, docteur en médecine.

4. Le *VIII<sup>e</sup> congrès international d'hygiène et de démographie*, à Budapest, du 1<sup>er</sup> au 9 septembre. Délégués : MM. le Dr *Guillaume*, directeur du bureau fédéral de statistique, le Dr *Schmid*, directeur du bureau fédéral sanitaire, le Dr *Mürset*, adjoint du médecin en chef de l'armée, le Dr *Schuler*, inspecteur fédéral des fabriques, le colonel *Potterat*, commissaire fédéral pour les épizooties, et le professeur E. *Hess*. MM. *Potterat* et *Mürset* ont été empêchés de se rendre à Budapest.

5. Sous la présidence de M. le professeur Edouard Naville, a siégé, à Genève, du 3 au 12 septembre, les *X<sup>e</sup> congrès des Orientalistes*. Bien que ce congrès fût dû à l'initiative privée, sur le désir du comité d'organisation et avec notre autorisation, les invitations ont été transmises par la division politique du département des affaires étrangères.

Le président de la Confédération, M. *Frey*, a accepté la présidence d'honneur.

6. Citons encore pour mémoire le *congrès des Américanistes*, à Stockholm, le *XI<sup>e</sup> congrès pour la protection des animaux*, à Berne, le *congrès ouvrier international*, à Zurich, le *congrès pour l'extension de l'enseignement universitaire*, à Londres, le *congrès sur les accidents du travail et les assurances sociales*, à Milan, le *congrès de l'association littéraire et artistique internationale*, à Anvers, le *congrès d'alimentation*, à Anvers, et la *conférence interparlementaire de la paix*, à Anvers.

m. Afin de continuer les travaux élaborés par sa devancière de l'année 1893 (voir notre rapport de gestion pour l'année 1893, F. féd. 1894,



II. 309), une deuxième *conférence de droit international privé* a siégé à La Haye, du 25 juin au 13 juillet. Nous y avons été représentés par les mêmes délégués que l'année précédente, à savoir M. le professeur F. Meili et M. le professeur E. Roguin. Ladite conférence s'est terminée par un « protocole final » signé à La Haye le 13 juillet.

n. Nous avons accordé une subvention de 1,000 francs, pour l'année 1894, au *bureau international de la paix*, à Berne, à raison du but humanitaire qu'il poursuit.

Sur la demande du bureau international de la paix, la division politique lui a procuré les documents officiels se rapportant aux arbitrages internationaux qui ont eu lieu depuis le commencement de ce siècle.

o. Dans le procès pendant entre l'Angleterre et les Etats-Unis d'Amérique, d'une part, et le Portugal, d'autre part, au sujet du *chemin de fer de Laurenço-Marquês (Delagou-Ray)* (F. féd. 1892, II. 421 ; 1893, II. 808 ; 1894, II. 310), les pièces écrites ont été échangées entre parties, le défendeur ayant produit sa duplique en date du 14 novembre 1894.

Les parties ont fait connaître, au département des affaires étrangères, pour être communiqués au tribunal arbitral, les noms des avocats appelés à plaider leur cause.

p. Le tribunal arbitral, constitué à Washington en exécution de la convention de Santiago, du 7 août 1892, entre les *Etats-Unis d'Amérique* et le *Chili*, pour juger certaines réclamations de citoyens de ces deux pays (F. féd. 1894, II. 311), a rendu une série de sentences, le 9 avril dernier, terme fixé par l'article 8 de ladite convention. Il a ainsi terminé une partie de ses travaux.

q. Dans l'*arbitrage entre la France et le Venezuela* au sujet des réclamations du ressortissant français *Fabiani* (voir notre rapport de gestion pour 1893, F. féd. 1894, II. 309), la défense a été présentée par le gouvernement vénézuélien avant l'expiration du terme fixé au 12 mars. Elle a été communiquée à la partie demanderesse, et un délai de trois mois, à partir du 14 mars, lui a été fixé pour produire sa réplique laquelle a été remise le 28 mai. Quant à la duplique, elle a également été présentée en temps utile, soit avant le 31 octobre.

Les pièces de la procédure ayant ainsi été échangées entre parties, il y a lieu de s'occuper actuellement de la préparation d'une ordonnance sur les preuves, comprenant les faits reconnus ainsi que les faits déniés et relevatoires avec indication des preuves invoquées à l'appui.

r. En ce qui concerne l'arbitrage entre la *France* et le *Chili* au sujet de la répartition, entre les créanciers du Pérou, des fonds déposés par le Chili à la banque d'Angleterre et provenant de l'*exploitation de certains gisements de guano*, nous avons décidé, en date du 24 mars, d'autoriser, en principe, le tribunal fédéral à accepter ce mandat. Nous avons porté cette décision à la connaissance de tous les états impliqués dans cette affaire, en leur transmettant un mémorandum contenant un exposé des considérations en vertu desquelles nous avons pris ladite

décision. Toutefois, nous avons cru devoir subordonner notre autorisation et l'acceptation même de l'arbitrage aux conditions suivantes.

Le tribunal arbitral sera composé de M. le D<sup>r</sup> Hafner, qui fonctionnera comme président, et de deux autres membres du tribunal fédéral. Il instituera la procédure à suivre ; il statuera sur sa propre compétence et sur toutes questions préjudicielles ; il aura la faculté de prononcer sur toutes interventions et de procéder aux appels en cause qu'il jugerait nécessaires. Il fixera, en un mot, toutes les conditions de l'arbitrage.

Ces conditions ayant été acceptées par les états intéressés (Chili, France, Pérou, Grande-Bretagne), le tribunal arbitral a pu se constituer en la personne de M. Hafner, assisté de MM. les juges fédéraux Broye et Morel. Les parties en cause en ont été avisées, et le procès pourra s'introduire prochainement.

## VI. NATURALISATIONS.

a. Notre division politique a eu à s'occuper au cours de l'année 1894 de 1,114 demandes en autorisation de naturalisation (1,149 en 1893), dont 330 provenaient d'exercices précédents.

Sur ces 1,114 demandes :

713 ont été agréées (775 en 1893),

14 n'ont pu être admises (29 en 1893),

26 ont été retirées par les postulants avant qu'une décision soit intervenue,

361 étaient encore en instance au 31 décembre.

---

1,114

Comme dans les années précédentes, l'Allemagne a fourni en 1894 plus de la moitié des candidats à la naturalisation suisse.

En 1894, sur 1,114 demandes, 600 nous ont été adressées par des Allemands, 259 candidats étaient Français, 140 Italiens, 53 Autrichiens, 21 Russes, 9 Belges, 8 citoyens des Etats-Unis d'Amérique, 4 Anglais, 3 Espagnols, 2 Néerlandais, 2 ressortissants de la principauté de Liechtenstein, 1 Portugais, 1 Danois, 1 Hongrois, 1 Norvégien, 1 Roumain. Dans 8 cas, il n'a pas été possible de constater la nationalité.

De ces requérants :

185 étaient mineurs,

255 célibataires (les mineurs non compris),

542 étaient mariés,

75 veufs ou veuves,

12 divorcés ;

dans 45 cas l'état-civil n'a pu être constaté.

---

1,114

Les 1,114 requêtes comprenaient 1,550 enfants, soit 895 garçons et 655 filles, ce qui porte le nombre total des candidats à 3,206, soit :

1,114 requérants,

542 femmes de requérants,

1,550 enfants.

---

3,206

Les 713 autorisations accordées en 1894 se répartissent entre : 396 Allemands, 181 Français, 92 Italiens, 25 Autrichiens, 11 Russes, 5 Belges, 5 citoyens des Etats-Unis d'Amérique, 4 Anglais, 1 Néerlandais, 1 Norvégien, 1 Roumain.

Ces autorisations s'étendaient à 1,199 enfants, 695 garçons et 504 filles, et à 406 femmes mariées.

Le nombre total des personnes auxquelles se rapportent les autorisations accordées en 1894 a donc été de 2,318, soit :

|       |                  |
|-------|------------------|
| 713   | requérants,      |
| 406   | femmes mariées,  |
| 1,199 | enfants,         |
| <hr/> |                  |
| 2,318 | (2,503 en 1893). |

Les certificats de domicile délivrés aux personnes qui ont obtenu l'autorisation en naturalisation se répartissent comme suit entre les cantons : Genève 190, Zurich 123, Bâle-ville 108, Vaud 49, Berne 38, Neuchâtel 34, St Gall 31, Tessin 28, Thurgovie 19, Schaffhouse 18, Argovie 13, Bâle-campagne 10, Grisons 10, Fribourg 10, Soleure 10, Valais 9, Lucerne 4, Appenzell Rh. ext. 4, Schwytz 2, Appenzell-Rh. int. 1, Obwalden 1, Glaris 1. Des certificats de domicile émanant des autorités d'Uri, de Zoug et de Nidwalden ne nous ont pas été présentés.

b. Parmi les 713 requêtes admises figurent 8 autorisations en *réintégration de nationalité* en faveur de veuves d'origine suisse devenues étrangères par leur mariage.

La révision de la loi fédérale du 10 juin 1879 sur les émoluments de chancellerie (Rec. off., nouv. série, IV. 286) dans le but d'exempter dans certains cas, en tout ou en partie, suivant les circonstances, du paiement de la taxe de 35 francs à payer pour chaque autorisation de naturalisation ou de réintégration n'a pu être encore préparée. Mais la division politique ne perd pas de vue cette question (voir notre dernier rapport de gestion F. féd. 1894, II. 313).

c. Grâce aux renseignements fournis par les cantons, nous sommes en mesure de pouvoir publier les données de statistique suivantes, relativement aux naturalisations par les cantons en 1894 :



## Naturalisations par les Cantons en 1894.

| CANTONS            | NOMBRE<br>des<br>NATURALISATIONS | DATE DE L'AUTORISATION<br>FÉDÉRALE |      |      | TAXES             |         |            |         | NATURALISATIONS<br>gratuites |         | NATURALISATIONS<br>refusées |
|--------------------|----------------------------------|------------------------------------|------|------|-------------------|---------|------------|---------|------------------------------|---------|-----------------------------|
|                    |                                  | 1892                               | 1893 | 1894 | CANTONALES        |         | COMMUNALES |         | Canton                       | Commune |                             |
|                    |                                  |                                    |      |      | Maximum           | Minimum | Maximum    | Minimum |                              |         |                             |
| Zurich             | 86                               | 6                                  | 46   | 34   | 500               | 200     | 1000       | 100     | —                            | 1       | ?                           |
| Berne              | 19                               | 1                                  | 42   | 6    | Taxe unique : 500 |         | 5400       | 360     | —                            | 1       | ?                           |
| Lucerne            | 4                                | 1                                  | 3    | 0    | 600               | 500     | 1800       | 200     | 0                            | 0       | ?                           |
| Uri                | 1                                | 0                                  | 1    | 0    | 500               | —       | 500        | —       | —                            | —       | ?                           |
| Schwyz             | 1                                | 0                                  | 0    | 1    | 400               | —       | 150        | —       | —                            | —       | ?                           |
| Obwalden           | 0                                | 0                                  | 0    | 0    | —                 | —       | —          | —       | —                            | —       | ?                           |
| Nidwalden          | 0                                | 0                                  | 0    | 0    | —                 | —       | —          | —       | —                            | —       | ?                           |
| Glaris             | 2                                | 0                                  | 1    | 1    | 300               | —       | 1560       | 1200    | —                            | —       | ?                           |
| Zoug               | 1                                | 0                                  | 1    | 0    | 800               | —       | ?          | —       | —                            | —       | ?                           |
| Fribourg           | 22                               | 2                                  | 13   | 7    | 300               | 50      | 1000       | 300     | —                            | 2       | ?                           |
| Soleure            | 10                               | 0                                  | 3    | 7    | 4760              | 800     | 1013       | 300     | —                            | 2       | ?                           |
| Bâle-ville         | 98                               | 3                                  | 47   | 48   | gratuite          |         | 800        | 200     | gratuite                     | 70      | ?                           |
| Bâle-campagne      | 9                                | 0                                  | 5    | 4    | 400               | 200     | 1500       | 450     | 0                            | 1       | 4                           |
| Schaffhouse        | 13                               | 0                                  | 2    | 11   | 300               | 75      | 800        | 300     | 0                            | 0       | ?                           |
| Appenzell-Rh. ext. | 2                                | 0                                  | 1    | 1    | 500               | 500     | 1000       | 800     | 0                            | 0       | ?                           |
| Appenzell-Rh. int. | 0                                | 0                                  | 0    | 0    | —                 | —       | —          | —       | —                            | —       | ?                           |
| St-Gall            | 42                               | 2                                  | 16   | 24   | 300               | 50      | 3500       | 600     | 0                            | 1       | ?                           |
| Grisons            | 2                                | 0                                  | 1    | 0    | 600               | —       | 1800       | 300     | —                            | —       | ?                           |
| Argovie            | 19                               | 0                                  | 7    | 12   | 4200              | 200     | 2600       | 500     | 1                            | 2       | ?                           |
| Thurgovie          | 18                               | 0                                  | 5    | 13   | 400               | 50      | 1000       | 50      | 0                            | 0       | 5                           |
| Tessin             | 19                               | 0                                  | 7    | 12   | 560               | 200     | 1000       | 200     | 0                            | 0       | 9                           |
| Vaud               | 40                               | 3                                  | 8    | 29   | 1000              | 200     | 2200       | 450     | 0                            | 0       | ?                           |
| Valais             | 5                                | 0                                  | 0    | 5    | 600               | 600     | 1300       | 400     | 0                            | 0       | ?                           |
| Neuchâtel          | 34                               | 0                                  | 17   | 16   | 200               | 25      | 1000       | 200     | 0                            | 0       | ?                           |
| Genève             | 151                              | 7                                  | 92   | 49   | 1000              | 50      | ?          | ?       | 3                            | 0       | ?                           |

Il est regrettable que presque tous les cantons ne nous fournissent pas les données nécessaires pour nous permettre de remplir la colonne « naturalisations refusées ». Il serait intéressant cependant de connaître la proportion entre les naturalisations accordées et refusées par les grands conseils des cantons.

d. Notre division politique s'est occupée, en matière de naturalisations, de 77 cas d'une portée générale. Nous nous bornons ici à relever les suivants.

1. Un ressortissant suisse qui a renoncé à son droit de cité ne réacquiert pas la nationalité suisse par le seul fait de sa renonciation à la nationalité qu'il avait acquise. Pour redevenir suisse, il doit, comme une personne d'origine étrangère, demander au conseil fédéral une autorisation de se faire recevoir citoyen suisse. Pour l'obtention de cette autorisation, il jouit toutefois de certains privilèges qui ne sont pas accordés à des candidats étrangers *de naissance*, mais seulement si la législation du canton auquel il appartenait, connaît des facilités de réacquisition de la nationalité. (Article 9, alinéa 3, de la loi fédérale du 3 juillet 1876.)

2. Un gouvernement cantonal nous a demandé de faire des démarches auprès d'un état étranger pour obtenir en faveur d'une personne originaire de cet état, mais qui avait obtenu un acte de manumission, des papiers de légitimation. Nous avons décidé de ne pas donner suite à cette demande, attendu qu'il s'agissait d'un étranger pour lequel nous n'avions pas à intervenir officiellement. Nous aurions pu le faire d'autant moins que la personne dont il s'agit, pour réacquérir son droit de cité originaire, aurait dû reprendre domicile dans l'état étranger. Nous ajoutons que la question de savoir si un permis de séjour pouvait, dans ces conditions, être accordé, dépendait des lois et règlements de police en vigueur dans le canton.

3. Un autre gouvernement cantonal a sollicité notre intervention dans le but d'obtenir un acte de manumission pour une personne d'origine allemande, naturalisée dans ce canton. Nous n'avons pas cru pouvoir prêter notre concours, parce qu'il s'agissait d'une affaire privée de l'intéressé, auquel il appartenait de faire lui-même les démarches nécessaires pour se mettre en règle vis-à-vis de l'Etat dont il avait été le ressortissant.

4. Les enfants mineurs aux parents desquels une autorisation en naturalisation a été accordée, n'ont pas besoin, pour demander leur naturalisation indépendamment de celle de leurs parents, d'une *nouvelle* autorisation tant qu'ils sont mineurs et tant que l'autorisation accordée à la famille est valable.

5. En principe et aussi longtemps qu'elle n'est pas divorcée, mais seulement séparée de son mari, une femme ne peut pas se faire naturaliser en Suisse sans le concours de ce dernier.

e. Par lettres des 10 et 14 août, le conseil d'état de Genève nous a soumis la correspondance qu'il a échangée avec le conseil d'état de Fribourg au sujet de la naturalisation par ce dernier canton d'un certain nombre d'étrangers domiciliés dans le canton de Genève.

Le conseil d'état de Genève estime que le procédé des autorités de

Fribourg n'a pas été très correct et, pour éviter le retour de faits semblables, il se demande s'il ne conviendrait pas « de modifier la loi fédérale du 3 juillet 1876, sur la naturalisation suisse, dans son article 2, « chiffre 1, en exigeant que les deux années de domicile, qui sont réclamées, se soient écoulées dans le même canton, c'est-à-dire dans celui « qui admet à la naturalisation ».

Les griefs du conseil d'état de Genève sont dignes d'intérêt et il y aura lieu d'examiner comment et jusqu'à quel point on pourrait remédier à la situation. Toutefois nous avons désiré savoir si le conseil d'état de Fribourg avait encore à fournir des observations ou renseignements en dehors de ceux qui figurent dans la correspondance échangée avec le canton de Genève. Dans la lettre adressée dans ce but au gouvernement de Fribourg et à laquelle celui-ci n'a pas répondu, nous disions entre autres :

« Bien qu'aux termes de la loi fédérale du 3 juillet 1876 et au regard « de la législation fribourgeoise, la validité des naturalisations dont il « s'agit ne puisse être et ne soit pas effectivement contestée, il nous a « paru, néanmoins, convenable d'étudier les causes du différend qui a « surgi entre les deux cantons ».

En effet, l'autorisation fédérale dont tout candidat à la naturalisation doit être porteur, est valable pour toute la Suisse, c'est-à-dire que l'intéressé a le libre choix du canton dans lequel il désire se faire naturaliser. L'autorisation fédérale est la base de toute naturalisation suisse ; mais les cantons, en vertu de leur souveraineté, fixent à leur gré les conditions de l'admission au droit de cité cantonal.

La loi fribourgeoise stipule que, dans la règle, le candidat doit être domicilié dans le canton, mais cette condition n'est point absolue — ce qui s'est passé le démontre — et la loi permet une exception à cette norme.

D'autres cantons ne prescrivent pas le domicile préalable, tels sont Berne, Lucerne, Uri, Schwyz, Obwalden, Nidwalden, Glaris, Zoug, Soleure, Bâle-ville, Schaffhouse, Appenzell-Rh. int., St-Gall et Argovie.

La loi fédérale s'est bornée à poser le principe de l'obligation du domicile de l'étranger en Suisse, et ce point de vue a été développé par les ordonnances d'exécution qui ont suivi et qui ont attaché une importance spéciale et bien justifiée à la réalité et à la non-interruption de la résidence exigée.

On peut donc se demander, si la notion introduite dans la loi fédérale de 1876 doit, pour être plus efficace, se préciser dans le sens de l'exigence du domicile, selon une mesure à déterminer, dans le canton auquel le candidat adresse sa demande. Il est évidemment aussi de l'intérêt confédéral, c'est à-dire du maintien des bonnes relations entre les cantons, d'empêcher que des faits du genre de ceux qui ont été signalés ne puissent se généraliser.

D'autre part, il faut, à notre avis, se garder de heurter ni la règle de la validité de l'autorisation pour toute la Suisse, ni le principe constitutionnel de l'égalité de traitement entre les ressortissants d'un canton et le Suisse établi, ni enfin la base nécessaire d'une large et judicieuse assimilation de l'étranger venant habiter notre sol.

Une combinaison qui tiendrait un juste compte des divers éléments de la question ne doit pas être regardée comme impossible à réaliser



et nous rassemblons actuellement les matériaux d'une enquête et d'une étude préliminaire au terme de laquelle nous serons en mesure de dire si, et sur quelles bases, une révision de la loi sur la naturalisation peut être utilement poursuivie.

#### VII. OPTIONS.

a. Il nous est parvenu, pendant l'année 1894, 109 déclarations d'option (122 en 1893) et 87 avis d'intention d'option pour la Suisse (108 en 1893). Nous n'avons pas reçu de déclaration d'option pour la nationalité française.

b. Parmi les cas d'option d'une portée générale dont la division politique a eu à s'occuper au courant de l'année 1894, nous relevons ici les suivants :

1. Une circulaire a été adressée, le 6 juillet 1894, à tous les gouvernements cantonaux concernant l'interprétation de l'article premier de la convention helvético-française, du 23 juillet 1879, réglant la nationalité et le service militaire des enfants de Français naturalisés Suisses, en les invitant à traiter *exclusivement comme Français* les enfants de Français naturalisés Suisses qui, à l'époque de la naturalisation, étaient mineurs, jusqu'au moment où ils auront accompli les formalités prévues par l'article 2 de la convention, c'est-à-dire où ils auront opté régulièrement, entre 21 et 22 ans, pour la nationalité suisse.

Nous avons, en conséquence, invité les cantons à ne plus délivrer d'actes d'origine aux dites personnes, à ne pas leur accorder le droit de vote et à ne pas les appeler au service militaire, avant que leur option ne soit un fait accompli. (Cfr. F. féd. 1894, III. 69.)

2. Un gouvernement cantonal a soumis à la division politique la question suivante : Dans quelle position se trouve le fils d'un Français naturalisé Suisse avant l'entrée en vigueur de la convention du 23 juillet 1879 et qui n'a pas fait sa déclaration d'option dans le délai prévu par les dispositions transitoires de ladite convention (article 5, alinéa 3). Il a été répondu que si le compatriote dont il s'agit, a négligé de faire sa déclaration en temps utile, il pouvait être réclaté par la France comme Français, mais qu'il n'en résultait pas, ce citoyen étant devenu majeur avant l'entrée en vigueur de la convention (11 juillet 1880), que l'on devait lui retirer son acte d'origine suisse et le considérer en Suisse comme étranger.

En effet, l'article 5, alinéa 3, cité ci-dessus, dit seulement que ceux qui ont opté en temps utile « cesseront d'être considérés en France comme Français », mais il n'oblige pas la Suisse à considérer et à traiter comme Français ceux qui n'ont pas tenu compte de la disposition transitoire de la convention.

3. Un gouvernement cantonal nous a demandé notre avis sur la question de savoir si l'incapacité temporaire, quant à l'exercice des droits civiques d'un condamné, s'étend aussi au droit d'option prévu par la convention helvético-française du 23 juillet 1879.

Sur la proposition de la division politique et du département de justice et police, nous avons répondu que la question devait être résolue

négativement, c'est-à-dire qu'un condamné, suspendu dans l'exercice de ses droits civiques, ne saurait être considéré, de ce chef, comme privé du droit d'option que lui confère ladite convention.

En effet, cette convention ne pose que deux conditions pour l'exercice du droit d'option, à savoir :

a. Que l'optant soit l'enfant de parents français naturalisés en Suisse à une époque où il était encore mineur d'après la loi française.

b. Qu'il soit majeur de 21 ans lors de sa déclaration.

Or, la majorité, c'est-à-dire la capacité *civile* d'une personne est indépendante de sa capacité *civique*. Le droit d'option ne peut donc être considéré comme un droit purement civique. Et même si la condamnation enlevait au condamné sa capacité civile, il y aurait lieu de lui désigner un tuteur ou un curateur chargé de veiller à ses intérêts, lequel, certainement, aurait qualité pour exercer, en son nom, la faculté que lui accorde la convention du 23 juillet 1879.

Nous arrivons donc à la conclusion que l'incapacité temporaire d'un condamné, quant à l'exercice de ses droits civiques, n'entraîne pas la perte du droit d'option.

c. Dans notre dernier rapport de gestion (F. féd. 1894, II. 315), nous avons attiré votre attention sur les *prescriptions de la loi française du 22 juillet 1893* stipulant que tout individu né en France d'un père étranger né hors de France et d'une mère, française ou étrangère, née en France, est Français, sauf la faculté pour lui de décliner cette qualité dans l'année qui suivra sa majorité, c'est-à-dire entre 21 et 22 ans. Nous ajoutons que les dispositions de cette loi avaient un effet retroactif en ce sens qu'elle s'applique également aux individus déjà majeurs lors de sa promulgation.

Un délai d'une année leur était fixé pour faire leur répudiation. Ce délai expirant le 23 juillet 1894, la division politique eut, jusqu'à cette date, à répondre presque journellement à des demandes de renseignements concernant les formalités à remplir par les personnes désireuses d'invoquer le bénéfice de ladite loi. Le département a eu à s'occuper de 133 différents cas de répudiation, dans un grand nombre desquels il a dû intervenir activement et de son mieux.

Par circulaire du 5 juillet, la division politique a rappelé aux intéressés qu'elle connaissait nommément, que les individus majeurs de 21 ans lors de la promulgation de la loi, avaient à faire leur déclaration de répudiation avant le 22 du même mois. En outre, et surtout pendant la première moitié de l'année, la division s'est attachée, par tous les moyens possibles, à donner aux dispositions de la loi française dont il s'agit, la plus grande publicité possible, afin de préserver les intéressés des suites fâcheuses que pourrait avoir pour eux l'inobservation de la loi.

Différents cas traités par la division politique ont établi les principes suivants que nous tenons à relever ici :

1. La loi du 22 juillet 1893 ne s'applique pas aux enfants nés sur un territoire qui, à l'époque de leur naissance, n'appartenait pas à la France (Savoie, Nice).

2. Cette loi ne s'applique pas non plus aux Suisses nés en Alsace-Lorraine à l'époque où ce territoire appartenait à la France, car ils sont réputés avoir perdu la qualité de Français faute d'option souscrite par

eux, ou, en leur nom, par leur père ou tuteur, pour la nationalité française dans les délais impartis par le traité de Francfort.

### VIII. RENONCIATION A LA NATIONALITÉ SUISSE.

Notre département a eu à s'occuper, en 1894, de 10 cas de renonciation au droit de cité suisse.

Dans la plupart des cas, il s'agissait de renseignements à donner aux représentants des pays voisins sur la situation des citoyens suisses désireux d'acquérir une nationalité étrangère (voir rapport de gestion 1892, F. féd. 1893, II. 817).

Les cas se répétant toujours que des citoyens suisses adressent leur déclaration de renonciation directement au conseil fédéral, nous tenons à faire remarquer une fois de plus que, conformément aux articles 6, 7 et 8 de la loi fédérale du 3 juillet 1876, cette déclaration doit être adressée au gouvernement *cantonal* compétent qui statue, sous réserve de recours au tribunal fédéral.

Un gouvernement cantonal a demandé à notre département des affaires étrangères si un de ses ressortissants, domicilié en Bavière, et auquel un tuteur avait été nommé par sa commune d'origine, possédait, à son domicile actuel, la capacité civile d'après la législation bavaoise en renonçant à son droit de cité suisse. Il a été répondu que, conformément à l'article 7 de la loi fédérale du 3 juillet 1876 et à l'article 180, chiffre 1<sup>er</sup>, de la loi fédérale du 22 mars 1893, sur l'organisation judiciaire, ce n'était pas le conseil fédéral, mais le *tribunal fédéral* qui, en l'espèce, était compétent.

### Deuxième division. — Commerce.

#### I. TRAITÉS DE COMMERCE ET RELATIONS DOUANIÈRES AVEC L'ÉTRANGER

1. Ainsi que nous l'avons dit dans notre dernier rapport de gestion, un traité de commerce et d'établissement avec la Norvège a été conclu à Berne, le 22 mars 1894. Ce traité a été ratifié à l'unanimité par les parlements des deux pays ; il est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> août, après l'échange des ratifications, qui a eu lieu à Berne, le 16 juillet précédent.

2. A la suite de l'enquête que nous avons faite sur la fabrication des vins de raisins de Corinthe, et dont nous avons donné les résultats dans notre précédent rapport de gestion, le projet d'un accord commercial, avec la Grèce, sur la base d'un traité à tarif, en lieu et place de la convention provisoire du 10 juin 1887, actuellement en vigueur, qui repose sur le traitement de la nation la plus favorisée, a fait l'objet, pendant la session de juin des chambres fédérales, d'une discussion au cours de laquelle les craintes qui s'étaient fait jour dans quelques cantons vinicoles au sujet de la concurrence du vin de raisins secs, ont été manifestées à nouveau. Ces craintes, comme on sait, ne sont cependant pas généralement partagées et à côté des intérêts agricoles, il importe de faire la part des intérêts de nos industries d'exportation. Toutefois, nous avons renoncé jusqu'ici à entrer en négociations avec la Grèce : il y a lieu d'ailleurs de remarquer que les conditions économiques de ce pays sont actuellement peu favorables au développement de notre exportation.



La principauté de Bulgarie, dans le dessein de provoquer un relèvement général des droits de douane, a dénoncé pour la fin de l'année 1894 la convention douanière spéciale qu'elle avait conclue en 1869 avec l'Angleterre. Cette convention prévoyait un droit unique de 8 1/2 0/0 *ad valorem*. La Suisse avait, en son temps, par l'entremise de l'agent diplomatique de France à Sofia, échangé des notes particulières avec le gouvernement bulgare, dans le but d'assurer aux deux pays le traitement de la nation la plus favorisée. Dès lors un nouvel échange de notes a eu lieu vers la fin de 1894 et au commencement de 1895 entre la Bulgarie, d'une part, et la Grande Bretagne et l'Autriche-Hongrie, d'autre part, qui a eu pour résultat de fixer, à partir du 1<sup>er</sup> janvier, ancien style (13 janvier, nouveau style) le droit d'entrée en Bulgarie au 10 1/2 0/0 de la valeur, et cela pour la durée de deux ans. En même temps, la condition a été renouvelée que les taxes communales et d'octroi ne pourraient dépasser, à certaines exceptions près, le 2 0/0 de la valeur. Le renouvellement du régime actuel garantissant le traitement de la nation la plus favorisée entre la Suisse et la France, d'une part, et la Bulgarie, d'autre part, a eu lieu par échange de notes, le 31 janvier 1895.

L'année 1894 a ramené au premier plan la question des traités avec le Japon. Le but auquel le gouvernement de ce pays n'a pu parvenir au cours des années 1884, 1886 et 1889 dans des conférences communes, avec les représentants des puissances européennes et des Etats-Unis d'Amérique, c'est-à-dire la reconnaissance de la juridiction japonaise à l'égard des étrangers et l'élévation des taxes douanières en échange de l'ouverture générale du pays au commerce étranger, a été atteint successivement au moyen de traités particuliers conclus d'abord avec la Grande-Bretagne (16 juillet 1894), puis avec les Etats-Unis d'Amérique (22 novembre 1894) et l'Italie (1<sup>er</sup> décembre 1894). A la fin de l'année, le Japon négociait encore avec l'Empire allemand, l'Autriche-Hongrie, la Russie et l'Espagne, au sujet de la conclusion de traités analogues et nous nous verrons probablement dans le cas d'entamer des pourparlers analogues. Jusque-là, notre traité de commerce avec le Japon du 6 février 1864 conclu pour une durée illimitée, de même que le tarif douanier conventionnel du 25 juin 1866 qui en est le corollaire, demeurent en vigueur. Aussi longtemps que ledit traité n'aura pas été abrogé par un autre, les conditions qui y sont stipulées ne pourront pas être remplacées par de moins favorables. La clause de la nation la plus favorisée qui y est inscrite nous garantit en même temps la participation aux avantages que de nouveaux traités conclus avec le Japon pourraient procurer à d'autres états.

Les traités conclus par le Japon avec les Etats-Unis d'Amérique et l'Italie ne contiennent pas de tarifs, mais bien celui passé avec la Grande-Bretagne.

En principe, ce dernier traité ne doit pas entrer en vigueur avant un délai d'au moins cinq ans. Cependant, en ce qui concerne les taxes du tarif, qui presque toutes ont été majorées à l'entrée au Japon, l'accord intervenu devait, en vertu d'un protocole joint au traité, être appliqué un mois déjà après l'échange des ratifications, c'est-à-dire dès le 25 septembre 1894. Cependant, comme, d'une part, la convention prévoit le

traitement de la nation la plus favorisée et comme, d'autre part, les anciens traités que le Japon a conclus avec les autres états et qui fixent les droits d'entrée au 5 0/0 de la valeur sont encore en vigueur, il résulte que les taxes majorées d'un commun accord avec la Grande-Bretagne ne pourront être appliquées avant l'expiration de tous les anciens traités, et cela, même à des marchandises de provenance britannique.

3. Au cours de l'année 1894, l'initiative privée a tenté divers efforts pour amener le retour de relations commerciales normales entre la Suisse et la France. Il s'est fondé en mai, à Paris, sous la présidence de M. le sénateur Poirrier, une « union pour la reprise des relations commerciales avec la Suisse » composée de nombreux négociants et industriels et qui est devenue une puissante association par l'adhésion successive dans tout le territoire français de chambres de commerce, de sociétés commerciales et industrielles, ainsi que de représentants de la presse et de hautes personnalités politiques. L'association prit occasion des fêtes qui eurent lieu en septembre à Mâcon pour organiser une grande démonstration ; des invitations furent aussi adressées dans ce but et par la voie privée à diverses notabilités suisses. On peut affirmer que les discours prononcés à Mâcon et l'esprit de bon voisinage qui, suivant tous les récits, a animé ces fêtes, ont contribué pour beaucoup à dissiper les préventions et à amener une détente entre les deux pays.

Notre statistique ne donne jusqu'ici (commencement de mars), en ce qui concerne notre trafic avec la France pendant l'année 1894, que les chiffres de notre exportation. Ils accusent 72,043,609 francs contre 73,067,000 francs en 1893. La diminution de notre exportation en France n'a donc pas fait de progrès considérables.

Le tableau suivant donne, d'après la statistique suisse, un aperçu de notre trafic avec la France depuis 1890.

Exportation en France (1).  
en millions de francs.

|                                                                                               |                  |           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|-----------|
| 1890. Tarif conventionnel . . . . .                                                           | 123              |           |
| 1891. — . . . . .                                                                             | 124              |           |
| 1892. Tarif minimum à partir du 1 <sup>er</sup> février. . .                                  | 101              |           |
| 1893. Tarif maximum à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 1893.                                 | 73               |           |
| 1894. — — — — —                                                                               | 72               |           |
| 1890. Tarif conventionnel. . . . .                                                            | 207              | (180) (2) |
| 1891. — . . . . .                                                                             | 204              | (176)     |
| 1892. Traitement de la nation la plus favorisée<br>depuis le 1 <sup>er</sup> février. . . . . | 171              |           |
| 1893. Tarif différentiel depuis le 1 <sup>er</sup> janvier. . .                               | 102 <sup>5</sup> |           |

(1) Sans les métaux précieux, bruts ou monnayés.

(2) L'importation totale qui, d'après la statistique pour 1890 et 1891 s'élevait à 207 et 204 millions de francs environ (les métaux précieux bruts et monnayés exceptés), se réduit après une exacte détermination du pays d'origine qui n'a pu être faite que depuis 1892, à environ 180 et 176 millions. Il a fallu entre autres déduire pour l'année 1891 : pour la soie grège 15/7 millions de francs environ, pour les déchets de soie 3 millions, pour les cafés 4/8 millions, pour le froment 1 million, etc.

D'après la statistique française, notre trafic avec la France aurait été le suivant :

|               | Importation<br>de France<br>Millions de francs. | Exportation<br>en France<br>Millions de francs. |
|---------------|-------------------------------------------------|-------------------------------------------------|
| 1890. . . . . | 243                                             | 104                                             |
| 1891. . . . . | 235                                             | 103                                             |
| 1892. . . . . | 228                                             | 92                                              |
| 1893. . . . . | 173                                             | 75                                              |
| 1894. . . . . | 173                                             | 75                                              |

Pour nous rendre compte dans son ensemble de l'effet produit par l'application du tarif différentiel aux articles français, nous avons additionné séparément les chiffres de l'importation pour chacune des positions de la statistique pour les années 1891-93 et nous avons obtenu le résultat suivant :

|                                            | Importation de France. |                   |                   |
|--------------------------------------------|------------------------|-------------------|-------------------|
|                                            | 1891                   | 1892              | 1893              |
|                                            | En millions de francs. |                   |                   |
| Articles soumis au tarif général d'usage.  | 54                     | 50, <sup>5</sup>  | 44, <sup>6</sup>  |
| Articles soumis au tarif différentiel. . . | 122                    | 120, <sup>8</sup> | 58                |
| Total. . .                                 | 176 (1)                | 171, <sup>3</sup> | 105, <sup>6</sup> |

Les principaux articles de l'importation et de l'exportation de France et en France ont suivi depuis 1890, d'après la statistique suisse, les fluctuations suivantes :

(1) Sans les métaux précieux, bruts ou monnayés.



Exportation en France <sup>(1)</sup>

|                                                              | 1890                          | 1891      | 1892    | 1893    | 1891                          | 1891     |           |                       |
|--------------------------------------------------------------|-------------------------------|-----------|---------|---------|-------------------------------|----------|-----------|-----------------------|
|                                                              | VALEURS EN MILLIERS DE FRANCS |           |         |         | VALEURS EN MILLIERS DE FRANCS |          |           |                       |
|                                                              |                               |           |         |         |                               | QUINTAUX | MÉTRIQUES | VALEUR                |
|                                                              |                               |           |         |         |                               |          |           | en millions de francs |
| Montres . . . . .                                            | 9.121                         | 6.492     | 4.067   | 2.610   | 2.521                         |          |           |                       |
| Machines et véhicules . . . . .                              | 2.881                         | 3.552     | 1.635   | 1.646   | 3.739                         |          |           |                       |
|                                                              |                               |           |         |         |                               |          |           |                       |
| Fils de coton, simple, écreus . . . . .                      | 16.514                        | 46.665    | 12.855  | 3.280   | 5.446                         |          |           | 4.660                 |
| Tissus de coton, écreus . . . . .                            | 3.431                         | 3.503     | 2.400   | 383     | 477                           |          |           | 259                   |
| » » de fils teints et toisés . . . . .                       | 1.541                         | 4.787     | 1.326   | 861     | 966                           |          |           | 478                   |
| » » imprimés . . . . .                                       | 4.672                         | 4.597     | 1.184   | 495     | 693                           |          |           | 433                   |
| Broderies de coton . . . . .                                 | 1.333                         | 1.031     | 392     | 300     | 250                           |          |           | 2.406                 |
| Organsin et trame ; bourre de soie moulignée . . . . .       | 2.382                         | 4.967     | 2.326   | 1.450   | 970                           |          |           | 2.921                 |
| Tissus de soie . . . . .                                     | 3.618                         | 4.124     | 2.506   | 853     | 1.001                         |          |           | 7.043                 |
| Rubans de soie et de mi-soie . . . . .                       | 942                           | 352       | 4.126   | 704     | 967                           |          |           | 4.036                 |
| Broderies, châles et écharpes de soie . . . . .              | 108                           | 176       | 150     | 418     | 149                           |          |           | 1.532                 |
| Confections et articles de mode . . . . .                    | 1.200                         | 4.310     | 838     | 654     | 624                           |          |           | 2.007                 |
| Fromages de pâte dure . . . . .                              | 65.460                        | 64.823    | 66.536  | 33.415  | 38.404                        |          |           | 40.213                |
| Beurre frais . . . . .                                       | 1.356 (1)                     | 2.728 (1) | 4.709   | 3.443   | 4.590                         |          |           | 537                   |
| Viande de boucherie, fraîche . . . . .                       | 48.085                        | 17.742    | 45.389  | 45.090  | 15.559                        |          |           | 4.403                 |
| Bois de construction et bois d'œuvre, brut et scié . . . . . | 521.310                       | 634.042   | 364.921 | 177.656 | 277.720                       |          |           | 4.028                 |
| Cellulose pour la fabrication du papier . . . . .            | 59.561                        | 73.140    | 78.932  | 69.069  | 68.380                        |          |           | 4.537                 |
| Couleur d'abriline . . . . .                                 | 1.575                         | 4.767     | 2.441   | 1.426   | 1.173                         |          |           | 4.019                 |
|                                                              |                               |           |         |         |                               | TÊTES    | Têtes     |                       |
| Vaches, génisses et jeune bétail . . . . .                   | 6.625                         | 5.485     | 3.845   | 4.629   | 4.024                         |          |           | 4.528                 |

(1) Y compris l'exportation dans les zones franches de la Haute-Savoie et de Gex.

(1) Y compris le beurre fondu et salé.

## Importation de France (\*)

|                                                 | 1890                         | 1891      | 1892       | 1893       | 1894          |                       |
|-------------------------------------------------|------------------------------|-----------|------------|------------|---------------|-----------------------|
|                                                 | QUANTITÉS                    |           |            |            | QUANTITÉS     | VALEUR (1)            |
|                                                 | hl.                          | hl.       | hl.        | hl.        | hl.           | EN MILLIERS DE FRANCS |
| Vins en fûts. . . . .                           | 274.132                      | 302.121   | 245.228    | 26.681     | 28.198 (5)    | 846                   |
| Pierres communes, etc. . . . .                  | q.                           | q.        | q.         | q.         | q.            | q.                    |
| Houille . . . . .                               | 4.708.780                    | 8.821.771 | 2.039.845  | 2.407.078  | 3.305.794     | 1.091                 |
| Coke . . . . .                                  | 1.477.884                    | 1.464.025 | 4.190.347  | 1.221.595  | 1.377.921     | 4.134                 |
| Beurre frais. . . . .                           | 413.179                      | 366.922   | 298.329    | 293.033    | 238.349       | 982                   |
| Viailles mortes. . . . .                        | 7.941 (2)                    | 7.744 (2) | 7.017      | 7.605      | 7.176         | 1.579                 |
| Farine, semoule de froment dur. . . . .         | 9.061                        | 8.896     | 10.123     | 44.023     | 14.328        | 3.059                 |
| Fromage. . . . .                                | 439.475                      | 478.930   | 82.857     | 79.719     | 176.226 (3)   | 4.476 (3)             |
| Sucre. . . . .                                  | 8.332                        | 9.419     | 10.339     | 2.439      | 2.598         | 375                   |
| Savons ordinaires. . . . .                      | 185.951                      | 188.182   | 174.902    | 9.723      | 829           | 35                    |
| Soie peignée. . . . .                           | 21.519                       | 26.694    | 24.520     | 17.423     | 17.333        | 919                   |
| — Organsin et trame. . . . .                    | 8.185                        | 6.644     | 6.841      | 7.674      | 6.642         | 8.635                 |
| Tissus de soie. . . . .                         | 994                          | 988       | 1.341      | 1.279      | 1.215         | 7.412                 |
| Rubans de soie. . . . .                         | 350                          | 575       | 463        | 201        | 217           | 1.714                 |
| Tissus de laine, blanchis, teints, etc. . . . . | 279                          | 279       | 172        | 64         | 81            | 424                   |
| Quincaillerie et mercerie communes. . . . .     | 3.062                        | 4.962     | 4.440      | 846        | 942           | 1.270                 |
|                                                 | 2.712                        | 2.807     | 2.310      | 982        | 1.003         | 652                   |
|                                                 | NOMBRE DE TÊTES              |           |            |            | PIECES        |                       |
| Boeufs et taureaux. . . . .                     | 10.647                       | 10.806    | 14.048     | 7.172      | 2.972 (6)     | 1.463                 |
| Vaches et génisses. . . . .                     | 7.436                        | 5.512     | 3.377      | 4.112      | 3.331 (6)     | 887                   |
| Jeunes bêtes et veaux gras. . . . .             | 13.678                       | 13.261    | 11.122     | 9.668      | 9.577 (6)     | 937                   |
| Porcs. . . . .                                  | 17.928                       | 19.289    | 38.796 (4) | 42.765 (4) | 5.783 (4) (6) | 625                   |
|                                                 | VALEUR EN MILLIERS DE FRANCS |           |            |            |               |                       |
| Moutres. . . . .                                | 3.726                        | 4.691     | 2.947      | 671        | —             | 805                   |
| Machines et véhicules. . . . .                  | 1.690                        | 3.038     | 2.968      | 1.356      | —             | 1.485                 |
| Céréales. . . . .                               | 2.644                        | 3.789     | 3.349      | 1.078      | —             | 632                   |

(\*) Y compris les importations des zones franches de la Haute-Savoie et de Gex.

(1) Les unités de valeur pour 1894 n'étaient pas encore connues au moment de l'impression de ce rapport ; nous nous sommes servis pour le calcul de la valeur totale des unités de valeur de 1893. (2) Y compris le beurre fondu et salé. (3) Farine, gruau, semoule. (4) Porcs pesant plus de 60 kilos. (5) Provenant des zones : 15.675 hl., dont 9837 hl. en franchise (convention de 1881) et 5820 hl. du tarif conventionnel (arrêté fédéral du 9 mai 1893). (6) Provenant des zones : 15.675 hl., dont 9837 hl. en franchise (convention de 1881) et 5820 hl. du tarif conventionnel (arrêté fédéral du 9 mai 1893).

Dans le cours de l'année 1894, la question de la zone franche de la Haute-Savoie et du pays de Gex a de nouveau beaucoup occupé le conseil fédéral et les chambres. Cette question a été dès lors résolue par un arrêté que nous avons pris en date du 23 février de cette année.

Les facilités accordées à ces contrées par notre arrêté du 9 mai 1893 ont été étendues sous divers rapports et un nouveau mode de contrôle a été institué. En somme, le nouvel arrêté établit pour les produits des deux zones, à peu de chose près, le traitement douanier dont ils bénéficiaient avant la rupture économique avec la France.

Les produits de l'agriculture et du sol, de même qu'un certain nombre d'articles industriels ne sont plus soumis à aucun droit différentiel, mais on leur applique les taux du tarif conventionnel soit du tarif d'usage. L'entrée en franchise a été accordée à divers produits du pays de Gex sans limitation de quantités ; toutefois l'admission en franchise des vins blancs de cette contrée a été limitée à 2,000 hect. comme avant la rupture. La preuve de l'origine des produits doit se faire, pour le vin, le bétail et les fromages à pâte dure, au moyen d'extraits-permis délivrés par l'autorité française compétente sur la base du système des « déclarations fondamentales », et, pour les autres produits, par des certificats d'origine.

Les points sur lesquels le nouvel arrêté diffère de celui du 9 mai 1893 sont notés avec plus de détails dans le message que nous vous avons présenté en cours de la session du mois de mars de cette année. Ce même message donne l'historique de l'arrêté.

4. Aucun traité revêtant pour la Suisse une importance particulière n'a été conclu ou mis en vigueur par d'autres états. On s'attendait à la ratification par les Cortès, ratification déjà souvent différée, du traité avec le tarif conclu entre l'Espagne et l'Allemagne, le 8 août 1893, et dont les dispositions intéressaient aussi en partie l'exportation suisse. Cette espérance cependant ne s'est pas réalisée. En conséquence, l'Allemagne refusa de consentir à la prolongation de l'arrangement provisoire sur la base du traitement de la nation la plus favorisée, qui venait d'être renouvelé, le 17 mars 1894, pour la dixième fois depuis l'expiration de l'ancien traité de commerce (1<sup>er</sup> février 1892). A partir du 16 mai, l'Allemagne appliquait donc aux marchandises espagnoles son tarif général, et le 21 mai, le gouvernement espagnol décidait de frapper les marchandises allemandes des taxes de son tarif maximum. A cette mesure, l'Allemagne répondit, le 25 mai, par une ordonnance élevant de 50/0 les droits de son tarif général intéressant les produits les plus importants de l'Espagne.

Le *modus vivendi*, conclu en son temps, pour l'année 1894 entre l'Espagne et la France et qui stipulait le traitement réciproque de la nation la plus favorisée, a été prolongé pour un temps indéterminé peu de jours avant l'expiration de l'année. Un délai de dénonciation de trois mois y a été inséré.

Notre trafic avec l'Espagne s'est développé au cours des dernières années dans les proportions qui suivent :



## Commerce avec l'Espagne de 1890 à 1893

|                                                                 | VALEUR EN MILLIERS DE FRANCS |         |         |             | QUANTITÉS | QUANTITÉS | VALEUR<br>EN<br>Milliers de francs |
|-----------------------------------------------------------------|------------------------------|---------|---------|-------------|-----------|-----------|------------------------------------|
|                                                                 | 1890                         | 1891    | 1892    | 1893        |           |           |                                    |
| Importation totale d'Espagne . . . . .                          | 2,168                        | 2,411   | 7,437   | 8,935       |           |           |                                    |
| Exportation totale en Espagne . . . . .                         | 10,087                       | 11,605  | 11,347  | 9,165       |           |           |                                    |
| <i>Articles principaux de l'importation :</i>                   |                              |         |         |             |           |           |                                    |
| Vin en fûts . . . . .                                           | 100,370                      | 421,092 | 166,473 | 252,096 (1) | 7,563     |           |                                    |
| Fruits du Midi et raisins . . . . .                             | 7,584                        | 5,090   | 42,002  | 11,920      | 647       |           |                                    |
| Liège travaillé . . . . .                                       | 329                          | 459     | 376     | 474         | 190       |           |                                    |
| <i>Articles principaux de l'exportation :</i>                   |                              |         |         |             |           |           |                                    |
| Broderies de coton . . . . .                                    | 954                          | 4,431   | 846     | 623         | 4,888     |           |                                    |
| Montres de poche (et parties détachées) . . . . .               | 74,395                       | 79,315  | 84,825  | 80,575      | 4,501     |           |                                    |
| Soieries . . . . .                                              | 136                          | 417     | 224     | 186         | 4,450     |           |                                    |
| Fils et tissus de coton . . . . .                               | 1,839                        | 4,978   | 2,216   | 2,024       | 977       |           |                                    |
| Machines . . . . .                                              | 7,043                        | 9,284   | 8,805   | 6,256       | 660       |           |                                    |
| Soie à coudre, organzin, trame, etc. . . . .                    | 9                            | 12      | 108     | 107         | 510       |           |                                    |
| Tissus élastiques . . . . .                                     | 317                          | 336     | 389     | 379         | 436       |           |                                    |
| Fromage . . . . .                                               | 1,876                        | 2,396   | 2,253   | 1,674       | 290       |           |                                    |
| Couleurs d'aniline et extraits de matières colorantes . . . . . | 448                          | 693     | 776     | 889         | 272       |           |                                    |
| Vaches . . . . .                                                | 426                          | 422     | 116     | 499         | 209       |           |                                    |
| Lait condensé, farine lactée . . . . .                          | 1,025                        | 1,154   | 4,097   | 4,085       | 203       |           |                                    |
| Ustensiles de ménage émaillés . . . . .                         | 780                          | 888     | 1,425   | 1,558       | 189       |           |                                    |

L'importation de vins espagnols en Suisse a plus que quadruplé depuis 1890 et atteignait en 1894, avec 412.347 hect., presque la quantité que l'Italie, jusqu'ici notre plus important fournisseur, nous avait livrée en 1893 (470,427 hect.). L'importation de ce dernier pays n'a plus été, en 1894, que de 275,446 hect., de sorte que, dans ce domaine, l'Espagne prend de beaucoup le premier rang dans l'approvisionnement de la Suisse. Ce rang que la France occupait encore en 1886 avec 207.754 hect., passait en 1887 à l'Italie (222.736 hect.). Les spécialistes attribuent la progression remarquable de notre importation de vins d'Espagne au concours de plusieurs facteurs, parmi lesquels, notamment, nos rapports douaniers avec la France, puis les difficultés opposées à l'exportation de vins espagnols dans ce dernier pays par l'élévation des tarifs, puis encore les abondantes récoltes de l'Espagne et, jusqu'à un certain point, les conditions favorables offertes à l'exportation par le cours du change dans ce pays. En raison de ces circonstances, les vins italiens n'ont plus pu concourir pour le prix avec les vins espagnols; ils ont trouvé leur débouché principal en Autriche où ils ont remplacé les produits de la Hongrie, les récoltes de ce pays ayant diminué par suite de l'invasion du phylloxera, et où, en vertu d'un traité, ils jouissent d'un tarif réduit de 8 fl. à 3 fl. 20 kr. pour le trafic de frontière.

Notre exportation à destination de l'Espagne a malheureusement toujours une tendance à diminuer, qui provient de l'élévation des droits à l'entrée dans ce pays, des conditions défavorables du change et de la diminution générale de la puissance d'achat dans le public, par suite de la difficulté qu'éprouvent les produits espagnols à trouver des débouchés à l'étranger.

5. Nous avons mentionné dans notre dernier rapport de gestion les réductions autonomes du tarif décidées en février 1894 par la chambre des représentants des Etats-Unis d'Amérique. Elles ont subi dans les délibérations du Sénat et jusqu'à l'acceptation définitive de la nouvelle loi tarifaire (13 août 1894) des atténuations de toute nature. Les réductions qui offrent pour nous un intérêt essentiel sont les suivantes :

Réduction moyenne du 25 0/0 des droits spécifiques et *ad valorem* perçus jusqu'ici sur les tissus de coton; puis fixation d'un droit de 30 0 0 *ad valorem* sur les broderies de coton, les mouchoirs de soie, les foulards, les effets d'habillement, la bonneterie, les broderies et les dentelles (précédemment 60 0/0), de 45 0/0 sur les tissus et rubans de soie (50 0 0), de 25 0/0 sur les couleurs d'aniline (35 0/0), de 4 cents la livre sur les fromages et les beurres (6 cents), de 2 cents sur le lait condensé (3 cents), de 5 cents sur le sucre de lait (8 cents), de 2 cents sur les chocolats valant 35 cents au moins la livre (précédemment 35 0 0 de la valeur), de 1 doll. 80 par gallon sur l'absinthe, l'eau-de-cerise et le magenbitter (21. st. 50), de 35 0/0 sur la bijouterie (50 0/0), de 25 0/0 sur les pièces à musique (45 0/0), de 35 0/0 sur les machines (45 0/0) et de 25 0/0 sur la sculpture sur bois (35 0/0).

Le tableau suivant indique l'importance de notre exportation aux Etats-Unis depuis 1863 :

|                                         | MINIMUM MAXIMUM    |             |      |      |      |
|-----------------------------------------|--------------------|-------------|------|------|------|
|                                         | depuis 1863        |             | 1892 | 1893 | 1894 |
|                                         | Millions de francs |             |      |      |      |
| Exportation totale . . . . .            | 37.3               | 101.3       | 70.4 | 78.7 | 69.2 |
|                                         | 1865               | 1882        |      |      |      |
| Soie et articles en soie . . . . .      | (1867) 18.8        | (1882) 45.1 | 24.7 | 26.2 | 22.7 |
| Colton et tissus de colton . . . . .    | (1877) 0.5         | (1894) 3.3  | 4.8  | 5.0  | 5.3  |
| Broderies . . . . .                     | (1864) 0.4         | (1890) 37.6 | 27.2 | 27.1 | 23.0 |
| Tresses de paille et de crin . . . . .  | (1887) 0.1         | (1870) 3.9  | 2.8  | 2.7  | 2.7  |
| Montres et parties de montres . . . . . | (1877) 3.6         | (1872) 18.3 | 9.2  | 7.7  | 5.1  |
| Boîtes à musique . . . . .              | (1864) 0.07        | (1890) 1.6  | 1.1  | 0.9  | 0.7  |
| Fromage . . . . .                       | (1864) 0.2         | (1890) 4.6  | 3.6  | 3.6  | 3.6  |
| Cuir . . . . .                          | (1864) 0.02        | (1883) 2.6  | 0.5  | 0.3  | 0.2  |
| Couleurs d'aniline . . . . .            | (1864) 0.2         | (1892) 5.7  | 1.2  | 1.1  | 1.7  |
| Divers . . . . .                        |                    |             | 4.5  | 4.1  | 3.9  |

6. Les tableaux qui suivent donnent un aperçu de nos traités de commerce et de nos relations commerciales avec les différents états :

#### Traités de commerce suisses en vigueur au 1<sup>er</sup> mars 1895.

Allemagne. — Date de la conclusion : 10 décembre 1891. — Date de l'entrée en vigueur : 1<sup>er</sup> février 1892. — Durée : 31 décembre 1903. — Publication : R. o., n. s. XII. 482.

Autriche-Hongrie. — Date de la conclusion : 10 décembre 1891. — Date de l'entrée en vigueur : 1<sup>er</sup> février 1892. — Durée : 31 décembre 1903. — Publication : R. o., n. s. XII. 564.

Belgique. — Date de la conclusion : 3 juillet 1889. — Date de l'entrée en vigueur : 29 décembre 1889. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. XI. 317.

Bulgarie (1). — Date de la conclusion : 3 juillet 1889. — Date de l'entrée en vigueur : 29 décembre 1889. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. XI. 317.

Congo (état du). — Date de la conclusion : 16 novembre 1889. — Date de l'entrée en vigueur : 14 avril 1890. — Durée : 10 ans. — Publication : R. o., n. s. XI. 394.

Danemark. — Date de la conclusion : 10 février 1875. — Date de l'entrée en vigueur : 10 juillet 1875. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s., I. 612.

Equateur. — Date de la conclusion : 22 juin 1883. — Date de l'entrée en vigueur : 21 octobre 1889. — Durée : 10 ans. — Publication : R. o., n. s. XI. 195.

Espagne. — Date de la conclusion : 13 juillet 1892. — Date de l'entrée en vigueur : 1<sup>er</sup> janvier 1894. — Durée : 31 décembre 1897. — Publication : R. o., n. s. XIV. 1.

Etats-Unis d'Amérique. — Date de la conclusion : 25 novembre 1830. — Date de l'entrée en vigueur : 8 novembre 1855. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., a. s. V. 189.

(1) Il résulte d'un échange de notes intervenu entre le représentant de la France à Sofia et le gouvernement bulgare, le 31 janvier 1895, que le traitement sur le pied de la nation la plus favorisée (taxation à 10 1/2 0/0 de la valeur), est assuré à la France et à la Suisse.

France, rapports de voisinage et surveillance des frontières limitrophes. — Date de la conclusion : 23 février 1882. — Date de l'entrée en vigueur : 16 mai 1882. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. VI. 413.

Genève et zone franche. — Date de la conclusion : 14 juin 1881. — Date de l'entrée en vigueur : 1<sup>er</sup> janvier 1883. — Durée : 30 ans. — Publication : R. o., n. s. VI. 433.

Grande-Bretagne. — Date de la conclusion : 6 septembre 1855. — Date de l'entrée en vigueur : 6 mars 1856. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., a. s. V. 255.

Grèce. — Date de la conclusion : 10 juin 1887. — Date de l'entrée en vigueur : 10 juin 1887. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. XI. 327.

Iles Hawaï (Sandwich). — Date de la conclusion : 20 juillet 1864. — Date de l'entrée en vigueur : 26 fév. 1869. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., a. s. IX, 464.

Italie. — Date de la conclusion : 19 avril 1892. — Date de l'entrée en vigueur : 19 juin 1892. — Durée : 1<sup>er</sup> janvier 1898 (1). — Publication : R. o., n. s. XII. 787.

Japon. — Date de la conclusion : 6 février 1864. — Date de l'entrée en vigueur : 6 février 1864. — Durée : depuis longtemps soumis à une révision. — Publication : R. o., a. s. VIII, 618.

Convention additionnelle. — Date de la conclusion : 26 avril 1867. — Date de l'entrée en vigueur : 26 avril 1867. — Durée : depuis longtemps soumis à une révision. — Publication : R. o., a. s. IX. 53.

Liechtenstein (traité avec l'Autriche-Hongrie). — Date de la conclusion : 10 décembre 1891. — Date de l'entrée en vigueur : 1<sup>er</sup> février 1892. — Durée : 31 décembre 1903. — Publication : R. o., n. s. XII. 535.

Norvège. — Date de la conclusion : 22 mars 1894. — Date de l'entrée en vigueur : 1<sup>er</sup> août 1894. — Durée : 31 décembre 1903. — Publication : R. o., n. s. XIV. 290.

Pays-Bas. — Date de la conclusion : 19 août 1875. — Date de l'entrée en vigueur : 1<sup>er</sup> octobre 1878. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. III. 495.

Perse. — Date de la conclusion : 23 juillet 1873. — Date de l'entrée en vigueur : 27 octobre 1874. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. I. 164.

Roumanie. — Date de la conclusion : 3 mars 1893. — Date de l'entrée en vigueur : 13 mai 1893. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. XIII. 428.

Russie. — Date de la conclusion : 26 décembre 1872. — Date de l'entrée en vigueur : 30 octobre 1873. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., a. s. XI. 379.

Salvador. — Date de la conclusion : 30 octobre 1883. — Date de l'entrée en vigueur : 7 février 1885. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. VII. 676.

Serbie. — Date de la conclusion : 10 juin 1880. — Date de l'entrée en vigueur : 10 juin 1880. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. V. 138.

Transvaal (république sud-africaine). — Date de la conclusion : 6 novembre 1885. — Date de l'entrée en vigueur : 18 novembre 1887. — Durée : 10 ans. — Publication : R. o., n. s. X. 248.

Turquie. — Le traité du 29 avril 1861, avec tarif conventionnel, a expiré le 13 mars 1890. Il a été provisoirement remplacé par une déclaration de la Porte, en date du 22 mars 1890, d'après laquelle le commerce suisse en Turquie jouit du traitement de la nation la plus favorisée, moyennant réciprocité en Suisse pour le commerce ottoman.

(1) Si le traité n'est pas dénoncé pour cette époque, il demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1903.





Ainsi que nous l'avons fait remarquer dans le dernier rapport de gestion, il faut attribuer la notable diminution constatée depuis 1891 dans les importations de certains pays en Suisse, de l'Allemagne en particulier, principalement au fait que, grâce à l'ordonnance du 12 janvier 1892 concernant la statistique du commerce, on connaît mieux les pays de provenance.

Le tableau suivant donne une idée de l'importance du commerce extérieur des principaux états, comparé à celui de la Suisse. Les chiffres représentent approximativement la valeur du commerce spécial, à l'exclusion des métaux précieux : pour quelques états (ainsi la Russie, l'Autriche-Hongrie), on a tenu compte également, dans la mesure du possible, du cours du change.

|                                 | IMPORTATION — 1893 — EXPORTATION |                        |              |                        | RANG ou PAYS |
|---------------------------------|----------------------------------|------------------------|--------------|------------------------|--------------|
|                                 | TOTAL                            | Par tête de population | TOTAL        | Par tête de population |              |
|                                 | Mill. de Fr.                     | Fr.                    | Mill. de Fr. | Fr.                    |              |
| Grande-Bretagne . . . . .       | 10.320                           | 266                    | 5.463        | 141                    | 4            |
| Etats-Unis d'Amérique . . . . . | 4.349                            | 68                     | 4.363        | 65                     | 11           |
| Allemagne . . . . .             | 4.952                            | 100                    | 3.865        | 78                     | 9            |
| France . . . . .                | 3.834                            | 101                    | 3.236        | 85                     | 8            |
| Pays-Bas . . . . .              | 2.914                            | 616                    | 2.336        | 494                    | 1            |
| Autriche-Hongrie . . . . .      | 1.351                            | 33                     | 1.613        | 39                     | 13           |
| Belgique . . . . .              | 1.375                            | 252                    | 1.336        | 217                    | 3            |
| Indes britanniques . . . . .    | 1.083                            | 4                      | 1.764        | 6                      | 17           |
| Russie . . . . .                | 1.205                            | 10                     | 1.596        | 13                     | 15           |
| Italie . . . . .                | 1.191                            | 39                     | 964          | 31                     | 14           |
| Suisse . . . . .                | 808                              | 270                    | 641          | 214                    | 2            |
| Espagne (1892) . . . . .        | 765                              | 43                     | 700          | 40                     | 12           |
| Suède (1892) . . . . .          | 504                              | 104                    | 461          | 96                     | 7            |
| Japon . . . . .                 | 441                              | 11                     | 444          | 11                     | 16           |
| Roumanie . . . . .              | 430                              | 85                     | 371          | 74                     | 10           |
| Danemark . . . . .              | 388                              | 169                    | 267          | 116                    | 5            |
| Norvège . . . . .               | 286                              | 144                    | 191          | 96                     | 6            |

## II. CONTESTATIONS SURVENUES DANS LES RELATIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES.

1. Un message vous a été adressé au cours de la session de juin de l'assemblée fédérale au sujet du différend mentionné déjà par notre dernier rapport de gestion touchant le mode de paiement des droits de douane en Italie (F. féd. 1894, III. 5). La conclusion de ce message était formulée comme suit :

« En se représentant la multiplicité des intérêts en cause et la gravité de toute décision de nature à troubler les rapports réguliers des deux nations, le conseil fédéral est avant tout désireux d'éviter toute

« précipitation. Le présent rapport et la communication des documents  
 « ci-annexés permettent déjà aux chambres ainsi qu'au peuple suisse  
 « de se former un jugement exact de la question. Quant à des mesures  
 « ultérieures, le conseil fédéral se réserve de vous présenter des propo-  
 « sitions en temps opportun ».

A l'occasion de la discussion de ce rapport dans la session de décembre, nous vous avons fait savoir que les circonstances s'étant modifiées dans l'intervalle, grâce à la baisse du change (15 0 0 en janvier 1894 et 6 0/0 au mois de décembre de la même année), nous envisagions cette affaire comme provisoirement écartée.

Les deux conseils ont pris note de cette déclaration.

2. L'administration des douanes françaises admettait jusqu'ici le principe de la non-restitution des droits d'entrée perçus sur les colis postaux provenant de l'étranger et qui sont retournés aux expéditeurs à la suite du refus des destinataires ou pour toute autre cause de force majeure. Comme, en Suisse, le remboursement du droit de douane pour ces colis est prévu par l'article 152 de l'ordonnance d'exécution de la loi fédérale sur les douanes, nous avons demandé au gouvernement français que la réciprocité nous fût accordée sur ce point. Nous avons obtenu dès lors une déclaration en ce sens. Par circulaire du 6 décembre 1894, les bureaux de douane français ont reçu en effet pour instruction de restituer ces droits d'entrée, à la condition que les colis soient représentés intacts, au bureau même d'importation, accompagnés d'une attestation d'un commissaire de surveillance administrative, ou du chef de gare de destination, établissant qu'ils n'ont pas cessé d'être sous la garde des agents des chemins de fer ou des postes.

Il est à remarquer que la convention internationale concernant l'échange des colis postaux, du 3 novembre 1890, ne prévoit pas, pour les Etats contractants, l'obligation de rembourser les droits d'entrée perçus sur les colis qui sont réexpédiés sans avoir pu être distribués. En pratique, la plupart de ces états opèrent cependant cette restitution, à l'exception de la Belgique et de la Roumanie. Nous avons entrepris également des démarches auprès du gouvernement belge pour obtenir la franchise douanière en faveur des envois en retour.

Les contestations d'autre nature survenues l'année dernière, ou bien ne sont pas encore liquidées, ou bien ne présentent pas d'intérêt spécial, de sorte que nous renonçons à les mentionner ici.

### III. EXPOSITIONS INTERNATIONALES.

*Principes internationaux à appliquer en matière d'expositions universelles.*

A la suite des délibérations de la commission d'experts dont les résultats sont consignés dans notre dernier rapport de gestion, nous avons invité les gouvernements des états qui participent ordinairement aux expositions internationales, à nous faire savoir s'ils seraient disposés à se faire représenter à une conférence qui aurait pour but de discuter la question de la fixation de principes uniformes pour les expositions universelles. Nous avons dès l'abord déclaré qu'il ne s'agissait, dans notre intention, ni de la conclusion d'une convention proprement dite, ni de la création d'un bureau international, mais seulement de l'établissement de règles générales sur le jury et d'autres questions d'intérêt majeur

pour les expositions, règles que les divers états auraient ainsi l'obligation morale d'appliquer sur leur territoire. Nous n'avons, jusqu'ici, reçu des réponses que d'une partie des gouvernements auxquels nous nous sommes adressés.

### Troisième division. — Emigration.

#### A. Section administrative.

##### I. GÉNÉRALITÉS.

1. Nous présentons ci-après un tableau indiquant le nombre des ressortissants suisses et des étrangers domiciliés dans notre pays qu'ont expédiés, aux contrées d'outre-mer, en 1894, les agences suisses d'émigration. Cet exposé statistique donne en outre, à sa rubrique 3, le montant des sommes remises en dépôt aux agents pour être, en observant les prescriptions de l'article 14 de la loi sur l'émigration, versées à ces émigrants au lieu de leur destination.

| Cantons.                           | Nombre<br>des<br>émigrants. | Montant des sommes versées<br>aux agents contre lettres<br>de change. |
|------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------------------------------------------------|
| Zurich. . . . .                    | 443                         | 45,635. »                                                             |
| Berne. . . . .                     | 918                         | 115,139. »                                                            |
| Lucerne. . . . .                   | 61                          | 6,249.40                                                              |
| Uri. . . . .                       | 24                          | 2,790. »                                                              |
| Schwyz. . . . .                    | 79                          | 5,126.25                                                              |
| Unterwalden-le-haut. . . . .       | 45                          | 12,868.50                                                             |
| Unterwalden-le-bas. . . . .        | 13                          | 715. »                                                                |
| Glaris. . . . .                    | 91                          | 22,763.20                                                             |
| Zoug. . . . .                      | 37                          | 9,910. »                                                              |
| Fribourg. . . . .                  | 46                          | 1,817.85                                                              |
| Soleure. . . . .                   | 68                          | 14,007.55                                                             |
| Bâle-ville. . . . .                | 282                         | 36,056.25                                                             |
| Bâle-campagne. . . . .             | 87                          | 8,439.80                                                              |
| Schaffhouse. . . . .               | 96                          | 25,364.25                                                             |
| Appenzell-Rh. extérieures. . . . . | 74                          | 6,239.30                                                              |
| Appenzell-Rh. intérieures. . . . . | 3                           | » »                                                                   |
| St-Gall. . . . .                   | 283                         | 34,886.60                                                             |
| Grisons. . . . .                   | 127                         | 31,316.70                                                             |
| Argovie. . . . .                   | 147                         | 22,395.55                                                             |
| Thurgovie. . . . .                 | 94                          | 12,231.70                                                             |
| Tessin. . . . .                    | 339                         | 7,110. »                                                              |
| Vaud. . . . .                      | 122                         | 7,454. »                                                              |
| Valais. . . . .                    | 187                         | 570. »                                                                |
| Neuchâtel. . . . .                 | 121                         | 1,552.25                                                              |
| Genève. . . . .                    | 92                          | 4,923.85                                                              |
| <b>Totaux. . . . .</b>             | <b>3,849</b>                | <b>431,962. »</b>                                                     |

Depuis qu'il existe une statistique de l'émigration suisse embrassant les résultats de tous les cantons, c'est-à-dire depuis 1879, le mouvement de notre émigration n'a jamais été aussi faible qu'en 1894. Durant cette période, le nombre des émigrants a été inférieur de 2,328, soit de 37/72 p. 0/0 à celui de 1893 qui, lui-même, accusait une diminution de 1,653 comparativement à l'année 1892. Le chiffre atteint par l'émigration suisse pendant le dernier exercice est de 3,286 en-dessous de la moyenne des dix dernières années ; il est inférieur de 9,653 à celle de 1883, qui fut la plus élevée depuis 1879.



Une augmentation d'émigrants n'a été constatée que pour les cantons de Zoug et de Fribourg. Berne accuse une diminution de 40/04 p. 0/0 tandis que celle de l'émigration générale n'est que de 37/72 p. 0/0. Pour Lucerne, la diminution est de 44/04, Uri 47/83, Schwyz 57/07, Unterwalden-le-haut 40/79, Soleure 51/43, Bâle-campagne 47/60, Appenzell-Rh. int. 40, Grisons 54/81, Argovie 52/59, Thurgovie 39/36, Tessin 39/58 et Neuchâtel 45/50 p. 0/0.

Cette diminution si considérable provient principalement de la crise qui sévit aux Etats-Unis d'Amérique depuis l'automne de 1893 : en effet, l'émigration a commencé à décroître en novembre de cette année-là. Cela confirme le fait que la situation économique des contrées vers lesquelles se porte l'émigration n'exerce pas, sur le cours de cette dernière, une influence moindre que l'état des pays d'où l'on émigre. Ce qui provoque le plus l'émigration, ce sont les nouvelles transmises, dans leur patrie, par d'anciens émigrants et les envois d'argent assez fréquents que font ceux-ci à des parents demeurés en Suisse, pour leur procurer les moyens de venir les rejoindre. Ces nouvelles ont dû être, par la force des choses, moins favorables et les expéditions d'argent moins nombreuses aussi pendant l'année dernière que de coutume. Nous entrerons à cet égard dans plus de détails au chapitre IV, en parlant de la destination des émigrants.

Le nombre des personnes expédiées de l'étranger aux pays d'outre-mer par les agences suisses d'émigration a aussi considérablement diminué pendant le dernier exercice ; il est de 3,080, tandis qu'il était environ de 9,000 en 1893.

Parmi les émigrants de l'année 1894, dont le chiffre représente 1/3 p. 0/0 de la population totale d'après le recensement du 1<sup>er</sup> décembre 1888 (contre 2/1 p. 0/0 en 1893) ; 2,378 sont originaires des cantons qu'ils quittaient ; 485 sont citoyens suisses d'autres cantons, et 986 des étrangers domiciliés en Suisse.

Leur embarquement a eu lieu aux ports suivants : Hambourg 4, Brème 13, Rotterdam 12, Anvers 422, Southampton 868, Liverpool 38, Boulogne-sur-Mer 25, le Havre 2,173, St-Nazaire 6, La Rochelle 5, Bordeaux 49, Marseille 125, Gênes 107, Naples 2.

Pendant l'année qui fait l'objet de ce rapport, nous avons eu, moins que d'habitude, lieu d'admettre qu'un certain nombre de personnes se sont rendues aux pays d'outre-mer sans passer de contrat avec des agences suisses d'émigration. Nous avons en outre pu nous convaincre que, durant cette même période, beaucoup d'anciens émigrants sont rentrés en Suisse, les uns pour y rester définitivement, d'autres pour regagner de nouveau leur précédent domicile. Quelques-uns de ces derniers figurent au nombre des émigrants proprement dits et sont, par conséquent, partiellement comptés dans la statistique de l'émigration concernant deux années. Pour diverses raisons, il n'est guère possible de les classer à part.

2. De la somme totale de 431,962 francs, pour laquelle les émigrants ont acheté des lettres de change aux agences suisses, 427,112 francs étaient payables sur le territoire des Etats-Unis ; le reste l'était à Rio-de-Janeiro, Buenos-Aires, Dehli et Marseille. Nous ajouterons que tous les émigrants n'expédient pas leur numéraire au lieu de destination en se procurant, auprès des agents, des chèques sur les places d'outre-

mer. Cela n'a spécialement pas lieu lorsqu'il s'agit de personnes partant pour l'Amérique centrale ou méridionale, l'Australie ou le sud de l'Afrique. A l'occasion de plaintes concernant du bagage égaré ou détérioré, nous avons pu remarquer que les colis des émigrants représentent souvent une très haute valeur, fait qui, rapproché du résultat de l'enquête sur les lettres de change emportées par les émigrants, démontre que, dans leur grande majorité, ces derniers n'appartiennent pas à la classe la plus pauvre de notre population.

3. Un membre du conseil national avait proposé de donner le texte suivant à l'article 34 de la constitution fédérale (opérations des agences d'émigration soumises à la surveillance et à la législation fédérales).

« Les prescriptions concernant l'émigration dans des pays d'outre-mer et la colonisation sont soumises à la surveillance et à la législation fédérales ».

Vous avez repoussé cette motion, en partant surtout du point de vue que la loi du 22 mars 1888, basée sur cette disposition constitutionnelle, et tout spécialement l'article 10 de cette loi donnent déjà à la Confédération les compétences nécessaires pour intervenir dans le domaine de l'émigration et de la colonisation.

4. Dans notre rapport de gestion pour l'année 1888 (F. féd. 1889, II. 344, chiffre 2), nous avons signalé les difficultés qu'on rencontre à exécuter strictement les prescriptions de l'article 15, chiffres 5 et 6, de la loi sur l'émigration, qui traite de l'assurance, en cas d'accident, du chef de famille pour la durée du voyage jusqu'au lieu de destination désigné dans le contrat, ainsi que de l'assurance du bagage des émigrants contre toute perte ou avarie. Les agences d'émigration n'avaient pas, sans motif, prétendu qu'elles ne sauraient guère se charger d'une assurance aussi étendue que le prévoit l'article 15 de la loi, par le fait qu'aucune compagnie d'assurance ne consentirait à les couvrir du risque résultant, pour elles, de cette obligation légale. Après de longs et laborieux pourparlers, il a toutefois été possible de régler cette difficulté d'une façon qui satisfait entièrement aux prescriptions de la loi et permet en outre aux agences de prendre des arrangements avec des compagnies d'assurances. Ces dernières se chargent, par ce fait, des obligations incombant aux agents en vertu de l'article 15, chiffres 5 et 6, de la loi sur l'émigration, circonstance qui est au plus haut degré de nature à rendre favorable, pour l'émigrant, le règlement des questions d'indemnité. Cet objet n'a été, toutefois, liquidé définitivement qu'en 1895.

5. Au cours du dernier exercice, nous avons réussi, grâce à l'aide des légations et des consulats suisses aux contrées d'outre-mer, à procurer à un grand nombre de nos concitoyens des nouvelles de parents ou d'amis émigrés depuis longtemps et sur le sort desquels on était inquiet (1).

#### DESTINATION DES ÉMIGRANTS.

##### A. Amérique du Nord.

I. *Etats-Unis d'Amérique.* — Des 3,849 personnes qui ont émigré de Suisse en 1894, 3,285 ou 85,3 p. 0/0 se sont rendues aux Etats-Unis, contre 7,340 ou 91/2 p. 0/0 l'année précédente. La diminution de l'émigra-

1) Nous omettons la partie du rapport consacré aux agents, sous-agents, cautionnements, aux plaintes diverses.

gration aux Etats-Unis ayant commencé dans les trois derniers mois de 1893, nous avons, dans notre rapport précédent, déjà indiqué les causes auxquelles il faut attribuer un recul aussi considérable. On sait aujourd'hui, plus généralement qu'alors, que, tôt après la clôture de l'exposition de Chicago, il éclata aux Etats-Unis une crise financière, dont se ressentirent bientôt l'industrie, le commerce et l'agriculture. Cette crise, qui se manifesta par une diminution non seulement de l'immigration, mais aussi de l'importation et de l'exportation, s'est continuée dans le cours de cet exercice, sans pourtant augmenter d'intensité. En ce qui concerne l'immigration proprement dite, mentionnons le fait qu'en 1894 218,983 passagers d'entrepont débarquèrent dans les ports de l'Union, contre 488,776 en 1893, d'où il suit que, pour quelques autres états, la diminution de l'émigration vers l'Union est encore plus considérable que pour la Suisse. C'est ainsi que d'Allemagne émigrèrent aux Etats-Unis 40,476 personnes, contre 88,603 en 1893. Nous avons déjà noté le fait plus haut, qu'en 1894 un nombre assez considérable d'émigrants étaient revenus dans leurs foyers. D'une correspondance échangée entre les consulats du Havre et de New-York, il résulte qu'assez souvent des gens, pour payer leur retour en Europe, s'engagent sur des navires destinés au transport du bétail et que, ces derniers temps, le nombre de ceux qui voulaient revenir de cette façon dans leur patrie était si considérable que, pour être acceptés, certains passagers offraient non seulement leurs services, mais encore quelques dollars. Par suite, il ne faut accueillir qu'avec circonspection les nouvelles qui, de temps en temps, annoncent une amélioration de la situation; elles semblent provenir, en partie du moins, de ceux qui ont tout intérêt à une forte émigration.

En 1894, les corps législatifs des Etats-Unis ont eu à examiner plusieurs projets de lois, dont l'adoption eût été propre à limiter, à un haut degré, l'immigration. Jusqu'ici, ils n'ont point été adoptés. Pendant cet exercice, aucun émigrant suisse n'a été refoulé en vertu des lois américaines sur l'immigration; en général, on n'a plus, depuis longtemps, expédié de personnes dont l'immigration n'eût pas été vue de bon œil, fait qui, les années précédentes, avait, maintes fois, donné lieu à un échange d'explications entre les autorités suisses et américaines. Si la rigueur des lois sur l'immigration, édictées par les Etats-Unis ces dernières années, n'a pas eu d'influence sur l'émigration suisse, dans ce sens que les personnes à qui ces lois interdisent l'entrée aux Etats-Unis n'auraient, même sans elles, émigré qu'en nombre insignifiant, on peut dire néanmoins qu'en général ces lois ont contribué à détourner de leur projet bien des personnes désireuses d'émigrer. C'est ce qui ressort d'un certain nombre de questions qui reviennent, chaque année, touchant la teneur et la portée de ces lois sur lesquelles règnent toutes sortes d'opinions erronées: l'opinion, par exemple, qui semble assez répandue, qu'à son arrivée au port de débarquement, un émigrant doit être en possession d'une somme d'argent déterminée. Ce n'est pas exact: on exige seulement que sa situation soit telle qu'on n'ait pas lieu de craindre qu'il tombe à la charge de l'assistance publique. D'ailleurs, notre loi défend aussi l'expédition de personnes qui, après avoir payé leurs frais de voyage, arriveraient dénuées de ressources au lieu de destination.

2. 21 personnes émigrèrent pour le Canada, contre 49 l'année précé-



dente. Les nouvelles favorables que nous avions reçues au sujet des jeunes gens qui, à l'instigation de personnes bienfaisantes, avaient émigré de Suisse au Canada et trouvé un asile au home de Stratford (Ontario), nous ont été confirmées dans le cours de cet exercice.

3. 2 personnes ont émigré au Mexique.

### *B. Amérique centrale et Amérique du sud.*

1. En 1894, 7 personnes émigrèrent pour l'Amérique centrale, savoir : 2 pour le Guatemala, 1 pour Haïti et 4 pour la Martinique (port de débarquement : Fort de France).

2. L'émigration dans l'Amérique du sud a un peu augmenté en 1894, mais non dans la proportion que pouvait le faire attendre ou craindre le recul de l'émigration aux Etats-Unis. Dans nos rapports précédents, nous nous sommes longuement étendus sur l'émigration dans l'Amérique du sud, sur les tentatives faites de temps en temps, par certains états, pour diriger sur leur territoire le courant de l'émigration européenne; nous pouvons donc, cette fois-ci — les circonstances étant restées les mêmes — nous borner à mentionner les chiffres suivants.

Ont émigré :

|                                    |               |
|------------------------------------|---------------|
| 1. pour le Brésil . . . . .        | 48 personnes. |
| 2. » le Venezuela . . . . .        | 1 »           |
| 3. » la Colombie. . . . .          | 20 »          |
| 4. » la République argentine . . . | 401 »         |
| 5. » le Pérou. . . . .             | 5 »           |
| 6. » le Chili . . . . .            | 13 »          |
| 7. » l'Uruguay . . . . .           | 8 »           |
| Total . . . . .                    | 496 personnes |

contre 417 l'année précédente.

C'est presque uniquement pour la République argentine que l'on constate une augmentation. La majorité des émigrants qui se dirigèrent en Colombie se composait de jeunes filles du centre de la Suisse se rendant au couvent de Fuqueres, où, d'après les nouvelles qu'on en a, elles se trouvent parfaitement bien.

### *C. Autres destinations.*

En outre, 17 personnes ont émigré en Australie, 3 en Asie et 20 en Afrique.

### **Quatrième division. — Bureau de la propriété intellectuelle.**

1. *Protection des inventions.* — Comme d'usage, nous donnons ici les renseignements statistiques propres à éclairer sur l'activité de ce service.

#### **Renseignements généraux.**

|                                          | 1894  | 1893  |
|------------------------------------------|-------|-------|
| Demandes déposées . . . . .              | 1.951 | 1.847 |
| Dont :                                   |       |       |
| Pour brevets provisoires . . . . .       | 1.342 | 1.226 |
| — définitifs . . . . .                   | 575   | 551   |
| — additionnels . . . . .                 | 32    | 70    |
| Pour protection aux expositions. . . . . | 1     | 1     |
| Demandes retirées . . . . .              | 66    | 66    |



|                                                                                            |        |       |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|--------|-------|
| Demandes rejetées . . . . .                                                                | 72     | 56    |
| Recours ensuite du rejet de demandes. . . . .                                              | 3      | 3     |
| Notifications relatives à des demandes à l'examen. . . . .                                 | 2.594  | 2.440 |
| Dont :                                                                                     |        |       |
| I. Notifications . . . . .                                                                 | 1.724  | 1.620 |
| II. — . . . . .                                                                            | 691    | 655   |
| III. — . . . . .                                                                           | 163    | 152   |
| Autres notifications . . . . .                                                             | 46     | 43    |
| Avis secrets. . . . .                                                                      | 81     | 50    |
| Brevets principaux délivrés . . . . .                                                      | 1.675  | 1.648 |
| Brevets additionnels délivrés . . . . .                                                    | 15     | 33    |
| Certificats de protection aux expositions . . . . .                                        | 2      | 2     |
| Rappels de transformation. . . . .                                                         | 344    | 149   |
| Preuves du modèle présentées au bureau . . . . .                                           | 1.038  | 1.090 |
| Dont :                                                                                     |        |       |
| Pour la confrontation au bureau. . . . .                                                   | 800    | 868   |
| — en dehors du bureau . . . . .                                                            | 33     | 69    |
| Modèles à dépôt permanent . . . . .                                                        | 125    | 137   |
| Photographies à dépôt permanent . . . . .                                                  | 100    | 64    |
| Preuves du modèle refusées par le bureau . . . . .                                         | 122    | 161   |
| Preuves du modèle présentées au département. . . . .                                       | 4      | 22    |
| Rappels des annuités . . . . .                                                             | 1.947  | 1.719 |
| Sursis de paiement pour les trois premières annuités . . . . .                             | 12     | 9     |
| Annuités payées . . . . .                                                                  | 4.665  | 4.219 |
| Dont :                                                                                     |        |       |
| Premières annuités . . . . .                                                               | 1.789  | 1.677 |
| Deuxièmes — . . . . .                                                                      | 1.438  | 1.463 |
| Troisièmes — . . . . .                                                                     | 748    | 582   |
| Quatrièmes — . . . . .                                                                     | 395    | 366   |
| Cinquièmes — . . . . .                                                                     | 273    | 356   |
| Sixièmes — . . . . .                                                                       | 271    | 75    |
| Septièmes — . . . . .                                                                      | 51     | »     |
| Cessions, etc., enregistrées . . . . .                                                     | 133    | 403   |
| Licences enregistrées . . . . .                                                            | 15     | 49    |
| Licences radiées . . . . .                                                                 | »      | 3     |
| Nantissements enregistrés. . . . .                                                         | 4      | 4     |
| Nantissements radiés . . . . .                                                             | 4      | »     |
| Radiations . . . . .                                                                       | 1.294  | 1.157 |
| Dont :                                                                                     |        |       |
| Brevets principaux . . . . .                                                               | 1.283  | 1.135 |
| — additionnels . . . . .                                                                   | 11     | 22    |
| Annotation partielle . . . . .                                                             | 1      | »     |
| Total des correspondances reçues qui se rapportent à la protection des inventions. . . . . | 10.222 | 9.144 |

Des 5 recours mentionnés plus haut, 3 ont été rejetés et 2 restaient en suspens à la fin de l'année.

Le bureau fait tout ses efforts, à l'occasion de l'examen des demandes de brevets, pour arriver, en précisant la portée de chaque invention tout en sauvegardant l'unité d'objet de celle-ci, à obtenir, pour chaque brevet, un document de nature à établir clairement les droits de son propriétaire.

Il est rare qu'il soit suffisamment tenu compte de cette tendance dans les demandes de brevets de provenance étrangère. Le travail du bureau est, de ce fait, rendu plus difficile.

De divers côtés, on signale une augmentation du nombre des person-

nes qui utilisent les collections publiques d'exposés d'inventions, mises gratuitement à la disposition du public par un grand nombre de communes. Le bureau fait ce qui dépend de lui pour attirer l'attention des intéressés sur l'utilité qu'il y a pour eux à visiter ces collections.

La convention helvète-allemande du 15 avril 1892, concernant la protection réciproque de la propriété industrielle, est entrée en vigueur le 16 août 1894.

Le tableau qui suit permet de jeter un coup d'œil d'ensemble sur la participation des divers pays à l'obtention des brevets d'invention suisses.

**Répartition par pays des brevets principaux délivrés pendant les années 1893 et 1894.**

|                              | 1891              | 1893              |
|------------------------------|-------------------|-------------------|
| Brevets principaux . . . . . | 1.675             | 1.648             |
|                              | 1894              | 1895              |
| Suisse . . . . .             | 574 = 34,27 0/0   | 541 = 32,83 0/0   |
| Etranger . . . . .           | 1.101 = 65,73 0/0 | 1.107 = 67,17 0/0 |

**Répartition pour l'étranger :**

*Europe.*

|                            | 1894 | 1893 |
|----------------------------|------|------|
| Allemagne . . . . .        | 590  | 546  |
| France . . . . .           | 199  | 200  |
| Grande-Bretagne . . . . .  | 86   | 91   |
| Autriche-Hongrie . . . . . | 71   | 103  |
| Italie . . . . .           | 26   | 25   |
| Belgique . . . . .         | 21   | 33   |
| Suède et Norvège . . . . . | 19   | 11   |
| Russie . . . . .           | 9    | 10   |
| Danemark . . . . .         | 7    | 6    |
| Espagne . . . . .          | 5    | 6    |
| Pays-Bas . . . . .         | 4    | 4    |
| Turquie . . . . .          | 2    | 2    |
| Roumanie . . . . .         | 1    | 1    |
| Luxembourg . . . . .       | 1    | 1    |

*Autres continents.*

|                                |       |       |
|--------------------------------|-------|-------|
| Etats-Unis A. du N . . . . .   | 53    | 61    |
| Canada . . . . .               | 3     | 2     |
| Etats-Unis du Brésil . . . . . | 2     | »     |
| Argentine . . . . .            | 1     | »     |
| Mexique . . . . .              | »     | 1     |
| Australie . . . . .            | 1     | 4     |
| Total. . . . .                 | 1.101 | 1.107 |

2. *Dessins et modèles industriels.* — La revision du règlement d'exécution dont il était question dans notre dernier rapport a eu lieu. Le nouveau règlement porte la date du 31 août 1894. Sur la demande de l'industrie de la broderie, les taxes de dépôt et de prolongation ont subi une réduction très forte. Elles ont été portées de 10 fr. à 3 fr. par paquet de 1 à 50 objets, pour la première période, de 3 fr. à 50 cent., par objet, pour la deuxième période, de 6 fr. à 3 fr., par objet, pour la troisième période. La taxe de 7 fr., par objet, pour la quatrième période, n'a pas

subi de changement. Il a été fait immédiatement un large usage des taxes réduites et le nombre des dépôts, qui était de 307, avec 8.670 objets, en 1893, est monté à 682, avec 25,765 objets, en 1894. L'augmentation dans le nombre des dépôts provient essentiellement de la participation de l'industrie et de la broderie. On a rappelé 116 échéances de protection. Il a été retiré 4 demandes de dépôt. Trois demandes ont été rejetées. De deux recours, 1 un a été admis, l'autre rejeté.

### Statistique des dessins et modèles

#### A. Tableau pour les 4 périodes de la protection.

| PÉRIODES                                    | DÉPÔTS |      | OBJETS |      |
|---------------------------------------------|--------|------|--------|------|
|                                             | 1894   | 1893 | 1894   | 1893 |
| 1 <sup>re</sup> période (2 ans) . . . . .   | 682    | 307  | 25.765 | 8670 |
| (dont cachetés) . . . . .                   | 549    | 203  | 24.287 | 7293 |
| II <sup>me</sup> période (3 ans) . . . . .  | 77     | 48   | 462    | 221  |
| III <sup>me</sup> période (5 ans) . . . . . | 10     | 2    | 109    | 4    |
| IV <sup>me</sup> période (5 ans) . . . . .  | —      | 2    | —      | 4    |
| Cessions. . . . .                           | 4      | 13   | 29     | 245  |
| Radiations. . . . .                         | 107    | 80   | 1.728  | 1606 |

#### B. Répartition par pays pour la 1<sup>re</sup> période.

| PAYS                     | DÉPÔTS |      | OBJETS |      |
|--------------------------|--------|------|--------|------|
|                          | 1894   | 1893 | 1894   | 1893 |
| Suisse. . . . .          | 664    | 290  | 25.614 | 8477 |
| Allemagne. . . . .       | 12     | 13   | 135    | 139  |
| France . . . . .         | 2      | 2    | 42     | 51   |
| Autriche . . . . .       | 2      | —    | 2      | —    |
| Grande-Bretagne. . . . . | 1      | 2    | 1      | 3    |
| Espagne. . . . .         | 1      | —    | 1      | —    |
| Total. . . . .           | 682    | 307  | 25.765 | 8670 |

3. *Marques de fabrique et de commerce.* — Ainsi qu'on le voit au tableau statistique d'autre part, il avait été enregistré 6,177 marques à la fin de l'année 1893. Les enregistrements de 1894 s'étant élevés à 524, le nombre des marques inscrites en Suisse montait à 7,241 au 31 décembre 1894. Il y a toutefois lieu d'ajouter à ces chiffres les marques étrangères enregistrées au bureau international de la propriété intellectuelle, en vertu de l'arrangement de Madrid, pour obtenir le total des marques

pour lesquelles la protection a été réclamée en Suisse. Le total des marques internationales était de 307 à la fin de décembre 1894. Voici le détail des inscriptions : année 1893 : 76 marques (dont 8 provenant de Belgique, 26 de France, 10 des Pays-Bas, 31 de Suisse et 1 de Tunisie) ; année 1894 : 231 marques (dont 7 provenant de Belgique, 7 d'Espagne, 96 de France, 76 des Pays-Bas et 43 de Suisse). Il n'a pas encore été enregistré de marques provenant d'Italie ou du Portugal, bien que ces deux pays aient ratifié l'arrangement concernant l'enregistrement international des marques.

Il a été présenté 562 marques à l'enregistrement durant le cours de l'année. Pour 224 de ces marques, il a fallu réclamer une régularisation des pièces de la demande d'enregistrement. Le bureau a dû refuser l'enregistrement de 14 marques. Il en a été retiré volontairement 17. Ensuite des analogies constatées, le bureau a dressé des avis confidentiels touchant 74 marques. Enfin, il a été enregistré 17 modifications, 39 transferts et 12 radiations de marques. Une modification a, en outre, eu lieu en vertu de la loi fédérale du 29 juin 1894, dont il est parlé plus loin.

Un recours a été déposé, mais n'était pas encore liquidé à la fin de l'année.

Vous avez voté en date du 29 juin 1894, une loi concernant les dispositions transitoires à celle du 26 septembre 1890, relative à la protection des marques de fabrique et de commerce, des indications de provenance et des mentions de récompenses industrielles. Nous avons pourvu à l'exécution de cette loi par un règlement du 27 novembre 1894, à teneur duquel les propriétaires de marques intéressés recevront un avis du bureau fédéral avant le 1<sup>er</sup> juillet 1895.

4. *Protection de la propriété littéraire et artistique.* — Du 1<sup>er</sup> janvier 1884 au 31 décembre 1894, il a été effectué 419 inscriptions obligatoires et 391 inscriptions facultatives, dont 114 inscriptions obligatoires et 76 inscriptions facultatives, soit en total 190 inscriptions en 1894. Les inscriptions de cette dernière année ont augmenté ainsi sensiblement.

---





## QUATRIÈME PARTIE

---

### CHRONIQUE

---

#### ALLEMAGNE

Voici l'allocution que Guillaume II a adressée, au commencement de mars, aux recrues de la marine à Wilhelmshaven, après la prestation de serment :

Vous êtes venus ici pour prêter le serment de fidélité. C'était là un vieil usage de nos ancêtres qui considéraient comme un saint devoir d'observer la foi jurée. De même que moi, en tant qu'empereur et souverain, je consacre toute mon activité, toutes mes pensées à la patrie, de même vous avez le devoir de me consacrer toute votre vie, car vous avez prêté serment en tant que chrétiens, et les deux serviteurs de Dieu vous ont parlé comme à des chrétiens.

Vous voyez, au milieu du drapeau de guerre, l'image de l'aigle. C'est l'animal le plus noble de la terre. Il s'élève courageusement dans les airs, comme s'il voulait atteindre le soleil, il ne connaît pas la crainte du danger : Ce sont là les dispositions d'esprit que vous devez imiter.

Vous approchez maintenant d'une période où les exigences du service vous paraîtront peut-être lourdes à supporter ; le moment arrivera où vous croirez ne pas pouvoir suffire à votre tâche. Souvenez-vous alors que vous êtes chrétiens ; pensez à vos parents, pensez à vos mères qui vous ont appris l'raison dominicale.

Vous serez appelés à représenter la patrie à l'étranger ; montrez-vous en dignes et tenez une bonne conduite. Notre marine est peu nombreuse, mais ce qui la rend plus puissante que les forces navales d'autres Etats, c'est la discipline, l'obéissance absolue envers les supérieurs. C'est par ces moyens que notre marine arrivera à la prospérité, qu'elle arrivera à être grande dans les travaux de la paix, pour le bien de la patrie, de même qu'à la guerre, afin de pouvoir, s'il plaît à Dieu, anéantir l'ennemi.

— Dans la séance du 1<sup>er</sup> mars, le Reichstag s'est occupé des quatre nouveaux croiseurs que demande le Gouvernement : le chancelier a déclaré que l'extension du commerce nécessitait un renforcement de protection.

Il s'agit, a-t-il dit, d'entretenir une flotte capable de faire respecter au loin les intérêts allemands, de remplacer les navires hors d'usage et non pas de remanier le gros des forces maritimes de l'Allemagne.

Le secrétaire d'Etat pour la marine, M. Hollmann, explique que la flotte de guerre n'est pas à la hauteur de ses exigences, que l'Allemagne ne peut marcher de pair avec aucun Etat Européen et qu'il lui faut se contenter de marcher aux côtés de la République Argentine.

Il est urgent de remédier à cet état de choses.

Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, baron Marschall, a démontré que, si les nouveaux croiseurs ne sont pas votés, le service extérieur ne peut pas être à la hauteur de sa mission.

Ces croiseurs, a-t-il ajouté, sont absolument nécessaires pour la protection du commerce allemand d'outre-mer et pour la protection de l'Allemagne à l'extérieur.

Sur ces déclarations, les crédits nécessaires à la construction de quatre nouveaux croiseurs ont été adoptés.

### Le 80<sup>e</sup> anniversaire de M. de Bismarck.

Il a été célébré dans toute l'Allemagne.

Beaucoup de visiteurs se sont rendus à Friedrichsruh. Le 1<sup>er</sup> avril a été spécialement consacré aux professeurs et aux étudiants. Dans le discours que le prince a adressé au recteur de l'Université de Berlin, parlant au nom des professeurs des Universités, on peut relever ce passage :

Il ne faut pas prendre au tragique les nombreuses attaques des partis ; c'est dans la nature des choses humaines que l'on soit combattu. Je conclus du fait d'être combattu que mes idées ne sont pas mortes ; si diverses fractions, telles que les socialistes, le centre et les Polonais, me gardent rancune de ce que je les ai traités d'ennemis de l'Empire, je ne peux que maintenir mon dire. Théoriquement, ils seraient tous amis de l'Empire si l'Empire était ce qu'ils désiraient qu'il fût.

Après la réception des professeurs, M. de Bismarck s'est présenté sur le balcon aux 30,000 étudiants qui attendaient devant le château et qui l'ont accueilli en brandissant leurs rapières et en poussant de formidables vivats.

M. de Bismarck leur a adressé les paroles suivantes :

Vos professeurs, les directeurs de l'enseignement supérieur, viennent de m'offrir leurs remerciements pour ce que j'ai fait dans le passé ; vos félicitations me sont une garantie pour ce que dira l'avenir. Les sentiments que vous manifestez aujourd'hui, vous les porterez jusque dans le milieu du siècle prochain, alors que j'appartiendrai déjà à la postérité.

C'est une consolation de se dire que les Allemands n'ont pas une nature à oublier, dans leur vieillesse, ce qui les a enthousiasmés dans la jeunesse. Dans quarante ans, vous n'aurez plus les mêmes manières de voir qu'aujourd'hui, mais la semence jetée, sous le règne de Guillaume 1<sup>er</sup>, portera tout de même ses fruits. Et même si l'on émigre, rien ne se perd. Les Allemands en Amérique, au Cap, en Australie conservent leur enthousiasme pour la patrie.

Nous avons dû conquérir notre indépendance nationale par de lourdes guerres. Le prologue a été la guerre danoise ; avec l'Autriche même, nous avons dû combattre. Après Sadowa, tout le monde prévoyait la guerre avec la France ; il devenait cependant nécessaire de ne pas entrer en lutte trop tôt et avant que les fruits des guerres précédentes, c'est-à-dire l'organisation de l'Allemagne du Nord, fussent acquis. Après la campagne de France, le bruit courut que nous aurions une nouvelle guerre dans les cinq premières années. Ma tâche était de l'empêcher. Il n'y avait plus aucune raison pour renouveler la lutte. Ce dont nous avions besoin, nous l'avions. Désirer de nouvelles annexions, c'était digne d'une perversité bonapartiste, mais ne pouvait convenir à l'équité germanique. Après l'achèvement de notre édifice, j'ai toujours été l'homme de la paix.

Samoa et les Carolines ne valaient pas une guerre, quoique j'attribue une grande valeur au développement colonial. L'Allemand trouve sa satisfaction dans sa propre valeur. Il n'a pas besoin de prestige.

En politique, il est plus facile de dire ce qu'il faut éviter que ce qu'il faut faire. Il est facile, comme dans les grandes manœuvres, de défendre l'entrée d'un champ déterminé, mais il est difficile d'empêcher ce qui doit arriver. La politique est la traversée d'une mer inconnue. Les tempêtes y surviennent inattendues et dépendent d'autres qui les ont précédées. L'homme n'y est pas complètement maître de lui-même. Si les amis changent de manière de voir, le plan tout entier échoue. Les entreprises positives sont, en politique, difficiles et rares. On doit marcher en avant sans marchander ; l'homme ne peut modifier le cours du temps et il doit s'estimer bien heureux s'il arrive à bon port.

et non comme nous voudrions que cela fût. Que ce soit notre préoccupation de tenir ferme ce que nous avons et de ne rien perdre. L'Allemagne fut puissante sous les Carolingiens, les saxons et les Hohenstaufen ; après qu'elle fut tombée de ce rang, il lui fallut de cinq à six cents ans avant de se retrouver debout.

Le développement politique suit le même processus que le développement géologique ; les couches de schiste s'y superposent successivement et lentement. Je prie la jeune génération allemande de ne point s'abandonner par trop à son besoin de critiquer. Si, avant la fin de la guerre avec la France, nous avions été cités devant une cour d'arbitrage européenne, nous ne serions pas aussi bien sortis de cette entreprise. Je parle simplement pour réclamer l'indulgence de ceux qui auraient attendu davantage. Que l'on tienne donc bon, tout d'abord, ce que l'on a.

Les princes, sans en excepter les princes prussiens, ont fait les plus grands sacrifices pour la fondation de l'empire ; mon vieux maître a longtemps hésité à les leur demander ; soyons-leur en reconnaissants, d'autant plus qu'après un développement historique de milliers d'années, ces sacrifices devaient leur peser lourdement. Nous avons lieu aussi d'être reconnaissants à la science, qui a entretenu sur l'autel le feu de l'amour de la patrie.

Vous direz que je suis un vieux conservateur : c'est qu'avant de tenter de nouvelles choses nous devons consolider les anciennes. Les dissensions actuelles sont les conséquences des anciennes luttes des corporations urbaines, des paysans, des guerres de religion. La vie est une lutte dans la création entière ; sans lutte, nous imiterions l'immobilité pétrifiée de la Chine. Sans lutte, pas de vie. Mais, le point de ralliement, c'est l'empire, et l'empereur comme son représentant. Puissent, en 1930, le plus grand nombre possible d'entre vous vivre encore ! Vivent l'empereur et l'empire !

## BELGIQUE

### Annexion du Codgo (*Exposé des motifs (suite) (1)*).

CHAPITRE II. — APERCU STATISTIQUE DE L'ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO (suite).

6. *Commerce*. -- Actuellement le commerce d'exportation de l'Etat Indépendant porte sur huit articles principaux : les arachides, le caoutchouc, le copal, l'huile de palme, l'ivoire, les noix palmistes, le sésame, l'orseille.

L'administration de l'Etat du Congo ne possède pas encore tous les éléments nécessaires pour dresser les statistiques relatives au mouvement commercial de l'année 1894. Pour le mouvement des exportations toutefois, les chiffres sont connus dès à présent et ils accusent sur ceux de l'exercice antérieur un progrès marqué. Ces chiffres s'élèvent en effet à 8,761,622 francs au commerce spécial et à 11,031,704 francs au commerce général. Les mêmes chiffres ne dépassaient pas en 1893 les totaux de 6,206,134 francs et de 7,513,391 francs.

Afin de donner une idée de l'importance relative des principaux produits congolais, au point de vue de la quantité exportée, nous faisons suivre un tableau indiquant la part pour laquelle chacun d'eux figure dans les totaux renseignés ci-dessus.

(1) V. *Archives*, 1895, I, p. 173 et 328.



Tableau comparatif des exportations.

| PRODUITS<br>EXPORTÉS   | COMMERCE SPÉCIAL.   |              |                     |              | COMMERCE GÉNÉRAL.   |              |                     |               |
|------------------------|---------------------|--------------|---------------------|--------------|---------------------|--------------|---------------------|---------------|
|                        | ANNÉE 1893          |              | ANNÉE 1894          |              | ANNÉE 1893          |              | ANNÉE 1894          |               |
|                        | Quantités<br>nettes | Valeurs      | Quantités<br>nettes | Valeurs      | Quantités<br>nettes | Valeurs      | Quantités<br>nettes | Valeurs       |
|                        | Kil.                | Fr. c.       | Kil.                | Fr. c.       | Kil.                | Fr. c.       | Kil.                | Fr. c.        |
| Arachides.....         | 307                 | 82 28        | 10.151              | 2.740 77     | 307                 | 82 28        | 528.065             | 142.825 95    |
| Café.....              | "                   | "            | "                   | "            | 84.006              | 120.531 77   | 161.116             | 290.008 80    |
| Caoutchouc.....        | 241.153             | 964.612      | 338.104             | 1.472.944    | 465.329             | 1.819.316    | 633.514             | 2.726.703 "   |
| Copra rouge.....       | 107                 | 255 60       | 1.075               | 2.569 25     | 107                 | 255 66       | 1.315               | 3.142 85      |
| — blanc.....           | "                   | "            | 2.319               | 3.942 30     | 7.196               | 1.853 69     | 20.510              | 50.218 "      |
| Huile de palme.....    | 1.287.452           | 611.114 60   | 1.710.306           | 880.350 12   | 1.521.333           | 727.106 81   | 2.007.200           | 1.043.775 20  |
| Ivoire.....            | 185.933             | 3.718.690    | 252.063             | 5.011.660    | 190.363             | 3.807.240 "  | 200.513             | 5.210.260 "   |
| Noix palmistes.....    | 4.655.422           | 806.248 20   | 5.331.880           | 1.332.970 "  | 4.424.281           | 977.766 10   | 5.934.637           | 1.483.659 25  |
| Sésame.....            | 11.074              | 2.067 83     | 9.326               | 2.171 39     | 63.480              | 10.988 25    | 199.165             | 52.778 72     |
| Orseille.....          | 1.938               | 1.147 20     | 108                 | 190 81       | 4.624               | 2.678 21     | 18.751              | 8.302 95      |
| Recou.....             | 107                 | 96 63        | 150                 | 171 "        | 197                 | 96 05        | 450                 | 174 "         |
| Filices végétales..... | "                   | "            | "                   | "            | 14.228              | 2.175 67     | 36.259              | 6.309 07      |
| Maïs.....              | 1.948               | 389 60       | 1.924               | 384 20       | 1.918               | 380 60       | 1.921               | 384 20        |
| Poux brutes.....       | "                   | "            | 4.228               | 3.014 91     | "                   | "            | 5.275               | 510 12        |
| Plumons.....           | 850                 | 680 85       | 985                 | 192 37       | 1.412               | 1.131 61     | 385                 | 192 37        |
| Haricots.....          | 379                 | 121 28       | "                   | "            | 379                 | 121 28       | "                   | "             |
| Riz.....               | 4.518               | 2.259 "      | "                   | "            | 4.518               | 2.259 "      | "                   | "             |
| Bois.....              | 75m3                | 4.500 "      | 110m3               | 8.400 "      | 75m3                | 4.500 "      | 140m3               | 8.400 "       |
| Total.....             | "                   | 6.206.134 68 | "                   | 8.761.622 15 | "                   | 7.514.791 39 | "                   | 11.031.704 48 |

La Belgique a reçu un peu plus de la moitié du total des marchandises exportées du Congo en 1893. Aucun produit du Congo n'était importé en Belgique en 1883, lors de la fondation de l'Etat.

Anvers est devenue un marché fort important pour le caoutchouc et l'ivoire du Congo, et les ventes publiques de ces produits attirent régulièrement de tous les points de l'Europe de nombreux commerçants dans notre métropole commerciale.

Quant aux marchandises importées au Congo, elles représentaient en l'année 1893 une valeur de fr. 9,175 103-34 dont fr. 4,422.661-73, provenant de la Belgique. Il convient à ce sujet de faire observer que ces chiffres, basés sur les déclarations des importateurs en vue du paiement des droits *ad valorem*, représentent naturellement un minimum et pourraient en général être majorés du quart.

Les matériaux de construction, les machines, les batiaux, le matériel de chemin de fer, les tissus, les armes et munitions, les denrées alimentaires,

conserves et provisions de bouche, les habillements, les huiles, la quincaillerie, la coutellerie, sont les principaux articles que fournit exclusivement notre pays.

Il y a peu d'années, presque tous les tissus demandés en Afrique s'achetaient à l'étranger. Grâce aux encouragements prodigués par l'Etat Indépendant, nos industriels ont réussi à se rendre maîtres du marche congolais. L'industrie belge, en ce qui concerne les tissus, fournit aujourd'hui 93 p. % de la totalité des marchandises importées au Congo par l'Etat. Ce dernier seul commande annuellement pour une valeur de 2 millions de francs d'étoffes.

Pour ce qui regarde les autres articles demandés au Congo, la part de la Belgique dans les importations générales augmente d'année en année. Petit à petit, nos manufactures complètent leur outillage afin de pouvoir procurer au commerce africain les objets que pendant longtemps celui-ci a dû acheter en Angleterre, en Allemagne et ailleurs.

L'un de nos produits miniers pourra trouver très probablement aussi un débouché sérieux au Congo. On sait que jusqu'ici, la colonie du Cap exceptée, l'Afrique occidentale n'a révélé aucun gisement de charbon et, hormis Funchal dans l'île de Madère et Las Palmas dans la Grande Canarie, il n'existe pas de grand dépôt de ce combustible sur la côte. Or, des localités principales du littoral où les navires font escale avant d'arriver au Congo, Free-town, Cap Palmas, Acra, Lagos, Libreville, Landana, Cabinda, il n'en est aucune où l'accostage direct soit possible, soit à raison du fond, soit à cause de la barre. Dans ces conditions, Banana, facilement accessible, à l'embouchure du Congo, semble tout indiquée pour devenir un dépôt important de charbon où viendront s'approvisionner les steamers naviguant entre l'Europe et les pays au sud de l'Equateur.

Le commerce avec les indigènes congolais se fait généralement par simple troc.

L'Etat Indépendant, afin de donner de la stabilité aux valeurs et de faciliter les échanges, a établi un système monétaire dont l'étalon d'or est la base. Il a frappé des monnaies d'argent qui sont identiques, sauf l'empreinte, à celles de l'Union latine, et des pièces de 1, 2, 5 et 10 centimes faites de métal pur, pesant respectivement 2, 4, 10 et 20 grammes.

7. *Voies de communication.* — Au point de vue des voies de transport et des moyens de communication, le Haut-Congo est remarquablement favorisé. Parcourant cette région, sous la forme d'une gigantesque demi-circonférence qui coupe deux fois l'Equateur, le Congo reçoit un nombre incalculable d'affluents, dont les uns, descendant du Nord, touchent au seuil du Soudan Egyptien ou prennent leur origine dans la région des grands lacs, sur le versant occidental du bassin du Nil; et dont les autres, venant du Sud, étendent leurs ramifications jusque près des sources mêmes du Zambèze. On a calculé qu'il n'y a pas un seul endroit du bassin qui se trouve à plus de 160 kilomètres d'une escale quelconque accessible par eau. Cet immense réseau fluvial qui présente aujourd'hui 13,000 kilomètres de voies navigables, n'a son pareil que dans les contrées intertropicales du Nouveau-Monde, arrosées par l'Amazone.

Il sera vraisemblablement beaucoup plus étendu encore plus tard, car maintes sections de rivière, actuellement fermées à la navigation des steamers par des rapides ou des chutes peu importantes, pourront être remontrées en faisant sauter les pierres ou les rocs qui en obstruent le lit.

Le Congo, à lui seul, présente, entre les deux grandes séries de cataractes, une voie navigable de 1,700 kilomètres.

Mais ces avantages seront en grande partie stériles aussi longtemps que le Haut-Congo, inaccessible par voie d'eau à cause des chutes et rapides

dont le fleuve est parsemé depuis le Stanley-Pool, n'aura pas été mis en communication facile et rapide avec la côte.

Le chemin de fer destiné à atteindre ce but est en voie de construction ; déjà le tronçon de la ligne le plus difficile à construire, celui qui seul pouvait faire craindre pour la réussite de l'entreprise, est en exploitation.

Lorsque ce railway sera achevé, résultat que l'on espère atteindre d'ici à cinq ans, les produits du Haut-Congo pourront être transportés des quais du Stanley-Pool directement à bord des navires de mer accostés à Matadi.

Ce transbordement direct est un avantage considérable, que ne pourra jamais offrir aucune ligne concurrente de celle de Matadi au Stanley-Pool, car il n'existe pas sur la côte de l'Atlantique de ports autres que ceux du Bas-Congo (Banana, Boma, Matadi), pouvant recevoir des bâtiments de mer.

Partout ailleurs le littoral est précédé d'une barre qui le rend inaccessible aux grands navires.

Les indications qui précèdent suffisent au but de cet exposé. Son cadre, nécessairement restreint, ne comporte pas de plus amples développements ; mais les matériaux abondent et toute personne qui voudra creuser le problème économique et colonial du Congo, dispose, dès à présent, des éléments d'information les plus variés. On n'en est plus réduit, au surplus, à des témoignages écrits ou verbaux. Il y a quelques mois à peine, l'exposition universelle d'Anvers affectait une partie importante de ses locaux à l'exhibition des produits que le Congo peut fournir à la Belgique, comme de ceux dont la Belgique peut trouver le placement au Congo. Chacun se souvient de cette remarquable synthèse où se sont révélées, dans des directions multiples, des perspectives nouvelles pour l'industrie nationale, en même temps que la puissance productive du Congo s'est manifestée dans l'ordre des cultures coloniales. A ce double point de vue, la section congolaise a été l'un des phénomènes les plus caractéristiques de l'Exposition d'Anvers. Aucune enquête n'aurait pu être plus instructive que cet enseignement de choses qui a fait pénétrer jusqu'au sein du peuple des notions exactes et positives sur l'Afrique équatoriale, ses ressources et ses habitants. Le catalogue dressé à cette occasion, avec l'introduction qui l'accompagne et qui repose sur des données authentiques, reste un document d'un haut intérêt (1).

L'administration par la Belgique de ces vastes territoires donnera à leur exploitation commerciale comme à leur outillage industriel son orientation propre. Il est vrai que le Congo est une colonie ouverte à tous et que toutes les nations ont acquis, en vertu de l'Acte général de Berlin, le droit de concourir avec les nationaux sur les marchés de l'Afrique centrale. Cette compétition doit être loyalement acceptée ; elle sera du reste un bienfait plutôt qu'une entrave, si elle contribue à aiguillonner l'activité de nos producteurs et de nos commerçants. Mais quelque grande que soit l'égalité de droit, ceux-ci n'en auront pas moins une situation privilégiée, résultant du fait même de l'exercice de la souveraineté par les agents de leur pays. Si, d'après la maxime anglaise, le trafic suit le pavillon (*trade follows flag*), à plus forte raison se dirige-t-il naturellement vers les contrées lointaines où flottent les couleurs nationales. Les Belges établis en Afrique se fourniront toujours de préférence chez leurs concitoyens, et ceux-ci trouveront des facilités particulières pour le placement de leurs produits. La vie politique et administrative crée forcément tout un système de rapports qui doivent bénéficier à l'industrie et au commerce de la métropole. La situation acquise par les Anglais sur les marchés de l'Inde et de l'Australie, par les Hollandais à Java, en dehors de tout régime différentiel, est la démonstration pratique de

[1] *Le Congo à l'Exposition universelle d'Anvers*, Bruxelles, de Rycker, 1894, 89 p.

ce fait. Il ne saurait en arriver autrement pour la Belgique le jour où le Gouvernement de la colonie congolaise reposerait entre ses mains.

### CHAPITRE III. — QUESTION FINANCIÈRE ET BUDGET COLONIAL.

La valeur d'une colonie ne peut se mesurer uniquement par les sommes qu'elle verse annuellement au Trésor public de la mère-patrie. La colonie vaut pour la nation qui la possède tout ce que peuvent rapporter à ses citoyens les entreprises agricoles, commerciales ou industrielles qu'ils vont y exploiter, tout ce que peuvent donner de bénéfices aux industries de la mère-patrie les débouchés créés dans le domaine colonial. Une colonie peut être pour la métropole un grand élément de prospérité et ne rien rapporter à son budget.

Aucune colonie nouvelle ne se fonde d'ailleurs sans que des sacrifices doivent être faits au début pour la mettre en état d'être exploitée. Tout ce que l'on peut demander, c'est que les entreprises qui bénéficieront un jour de ces sacrifices du début, faits par la mère-patrie, fournissent plus tard de quoi subvenir aux dépenses de l'Administration coloniale et au lent remboursement du capital du premier établissement.

Ce sont là des vérités, des faits démontrés par toute l'histoire coloniale, qu'il importe de ne point perdre de vue au moment où la Belgique, dépourvue de colonies jusqu'à présent, va se prononcer sur la question de la reprise du Congo. Pour la nation belge, la valeur de la colonie dont nous proposons d'accepter la cession, est représentée non par un chiffre budgétaire, mais par toutes les perspectives qu'elle ouvre à l'activité nationale.

Il n'en est pas moins essentiel d'examiner la question au point de vue plus spécial des finances publiques : il faut faire pour le Congo ce que nous pourrions appeler un bilan, s'il s'agissait de reprendre une entreprise commerciale ou industrielle que la Belgique aurait à exploiter.

L'article 2 du traité du 9 janvier porte que la cession comprend tout l'avoir immobilier et mobilier de l'Etat Indépendant. Il énumère les principaux objets qui composent cet avoir. L'annexe A du traité détaille les charges et les obligations qui, à l'exclusion de toutes autres, grèvent le domaine mobilier.

Quant à l'avoir, un tableau qui a été dressé par le Gouvernement de l'Etat Indépendant et que nous reproduisons à titre de renseignement (annexe 32), indique les principales valeurs mobilières comprises dans la cession. D'après ce tableau, les marchandises en cours de transport en destination des divers postes d'Afrique, l'ivoire et le caoutchouc non encore réalisés les objets d'armement et la flottille de l'Etat Indépendant valent ensemble plus de 9 millions de francs ; il convient d'y ajouter la valeur des actions et parts de fondateur, énumérées dans le même tableau, que l'Etat possède dans diverses entreprises ayant au Congo leur siège d'opérations.

Mais, il faut bien le dire, cette énumération, qui serait celle d'un bilan commercial, ne représente pas ce qu'elle devrait représenter dans l'espèce : la cession comprend en réalité le résultat de tous les travaux, de tous les efforts et de toutes les dépenses qui ont été consacrés jusqu'à ce jour à l'exploration et à la mise en valeur des territoires congolais, non seulement par l'Etat Indépendant, mais, antérieurement à la création de celui-ci, par l'Association internationale africaine, par le Comité d'études du Haut-Congo et, enfin, par l'Association internationale du Congo. Nous n'avons pas à détailler et nous ne saurions pas davantage chiffrer globalement les sacrifices qui ont été faits dans ce but depuis le jour où, il y aura bientôt vingt ans, la première de ces associations se constitua à Bruxelles sur l'initiative de notre Souverain. L'œuvre civilisatrice ainsi accomplie ne peut trouver place dans un bilan.

Une partie, mais une partie seulement des dépenses faites pour créer et administrer jusqu'à présent l'Etat du Congo, se trouve représentée par des engagements dont la Belgique reprendra la charge aux termes de l'article 3



du traité de cession. Elles sont énumérées dans l'annexe B de ce traité. Quelques explications seront utiles pour apprécier la portée de chacune d'elles.

1° *Emprunt à lots*. — Il s'agit de l'emprunt dont l'émission en Belgique a été autorisée par la loi du 29 avril 1887. Ensuite de cette autorisation, l'Etat Indépendant a créé une dette publique de 150 millions de francs dans les conditions déterminées par le décret du Roi Souverain du 7 février 1888 que nous reproduisons en annexe (n° 33). Le service de la dette est fait, conformément à ce décret, non par l'Etat lui-même, mais au moyen d'un fonds d'amortissement qui est la propriété des possesseurs de titres et qui est géré pour leur compte par un comité permanent composé de délégués de l'Etat et de délégués des établissements financiers qui ont pris part à l'émission.

Les 1,500,000 titres prévus par le décret du 7 février 1888 n'ont pas été émis intégralement : des émissions n'ont été autorisées que jusqu'à concurrence de 700,000 titres par des décrets en date du 14 février 1888 et du 6 février 1889 ; le total des titres réellement placés, déduction devant être faite de ceux qui étaient sortis aux tirages avant la livraison, est de 696,850.

Une partie de ces titres, cédée par l'Etat Indépendant en vertu de conventions antérieures, n'a été effectivement livrée aux acquéreurs qu'au commencement de l'année courante. De ce chef, si le Congo est repris par la Belgique, celle-ci aura encore à recevoir une somme de fr. 1,415,780-51, comme le constate la lettre du Secrétaire d'Etat qui forme, avec une note jointe, l'annexe 34 de l'exposé des motifs. En effet, d'après l'arrangement provisoire du 9 janvier dont il sera question plus loin, toutes les recettes faites depuis le commencement de cette année seront au compte de la Belgique.

La totalité des 1,500,000 titres que comprenait le plan de l'emprunt n'ayant pas été émise, il en résulte qu'aux tirages au sort successifs le hasard favorise tantôt les lots qui sont aux mains du public, tantôt ceux qui n'ont pas été placés. Comme la non-émission totale de l'emprunt ne peut porter préjudice à la solidité du fonds d'amortissement, il a été entendu entre le Gouvernement de l'Etat Indépendant et le Comité permanent chargé de la gestion de ce fonds, que lorsque la première éventualité se présentait, — celle où le sort favorisait trop les titres émis, — l'Etat comblerait l'insuffisance créée de ce chef au fonds d'amortissement en faisant à celui-ci une avance qui lui sera remboursée, avec les intérêts, lorsque, l'éventualité contraire se produisant, le hasard des tirages amènera une situation inverse.

La lettre du Secrétaire d'Etat qui vient d'être mentionnée et son annexe donnent des détails sur ces opérations.

Comme on le verra par cette lettre, le résultat des tirages effectués pendant la période annuelle qui a pris fin le 15 avril 1894 a exigé une avance de fr. 285,145-84, qui reste due à l'établissement financier dépositaire du fonds d'amortissement. Il y a lieu d'en prélever le montant sur les fr. 1,415,780-51 que la Belgique aura éventuellement à recevoir du chef des titres livrés en 1893 (1) ; il conviendrait également de rembourser, par prélèvement sur cette somme à recevoir, une avance de fr. 204,103-69 qui a été faite au fonds d'amortissement par la Caisse d'épargne du Congo dont il sera parlé tout à l'heure sous le n° 5. Mais si les Chambres approuvent le traité du 9 janvier, le Gouvernement est d'avis, après prélèvement des fr. 204,103-69 de la Caisse d'épargne, de mettre à la disposition du comité permanent du fonds d'amortissement le surplus des fr. 1,415,780-51 provenant de l'emprunt, et ce afin de constituer, avec les intérêts, un fonds spécial que le dit comité pourra affecter désormais au service des avances dont il s'agit.

De cette manière toute complication ultérieure sera évitée de ce chef, le

(1) Une lettre postérieure du secrétaire d'Etat (21 février), reproduite à la suite de l'annexe 34, constate le versement de l'avance de fr. 285,145-84, représentant, avec les intérêts, fr. 294,227-05.

Gouvernement n'ayant l'intention de faire aucune émission des titres non placés.

2° *Arrangements faits avec les anciens membres du Comité d'études du Haut-Congo.* — En vertu d'un décret du Roi Souverain du 3 juillet 1887, des obligations au porteur produisant intérêt à 2 1/2 p. 0/0 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1900 ont été créées au profit des anciens membres et souscripteurs du Comité d'études du Haut-Congo, en représentation des dépenses qui avaient été faites par eux et dont les résultats ont été cédés à l'Etat Indépendant. Le capital nominal de cette dette, s'élevant au total de 11 087,000 francs, comprend les sommes que le Roi lui-même avait versées au Comité d'études. Mais une lettre du Secrétaire d'Etat constate — en prévision de l'approbation du traité du 9 janvier — que la Belgique peut considérer les titres attribués du Roi comme annulés, S. M. ne voulant pas en réclamer le remboursement à l'Etat belge, et que les obligations restantes ne représentent qu'une somme de 422,200 francs.

On trouvera à l'annexe n° 35 le texte du décret du 3 juillet 1887 et la lettre du Secrétaire d'Etat.

3° *Avances de l'Etat Belge.* — Il va de soi que le Congo étant repris par la Belgique, la confusion du créancier et du débiteur supprime la créance née au profit de l'Etat belge de l'exécution de la convention du 3 juillet 1890. L'éventualité avait du reste été prévue lors de la conclusion de cette convention.

4° *Avances faites par M. de Broune de Tiège.* — Les indications données au n° 6 de l'annexe A et au n° 4 de l'annexe B du traité expliquent suffisamment en quoi consistent ces avances, qui s'élevaient au 31 décembre 1894 à fr. 5,133,413-25. En cas de reprise du Congo par la Belgique, il sera évidemment de l'intérêt de celle-ci de rembourser cette créance à bref délai. L'article 2 du projet de loi qui vous est soumis a pour objet d'en fournir les moyens. Le crédit demandé à cet effet par le Gouvernement est de 3,250,000 francs, le remboursement devant comprendre, outre le capital, les intérêts à partir du 1<sup>er</sup> janvier.

5° *Caisse d'épargne du Congo.* — Il s'agit plutôt ici d'une question de comptabilité que d'une dette proprement dite. D'après les règlements de l'Etat Indépendant, le traitement de ses agents d'Afrique est tenu partiellement en réserve jusqu'à leur retour en Europe. La Caisse d'épargne de l'Etat du Congo, dans laquelle ces parts de traitement sont versées, était, d'après l'annexe B du traité, redevable au 31 décembre d'une somme de francs 774,719-93, mais cette somme était couverte en partie (fr. 204,103-69) par des avances remboursables faites au fonds d'amortissement de l'emprunt à lots, dont il a été question plus haut sous le n° 1°, en partie (fr. 132,156-20) par un cautionnement versé à la Trésorerie de la colonie de Lagos, et pour le surplus (fr. 438,460-06) par une encaisse en numéraire qui doit être tenue à la disposition du Gouvernement belge.

Nous devons ajouter, pour que cet exposé soit complet, que le Gouvernement belge assumera l'obligation de payer les sommes restant dues pour des services et des fournitures d'administration courante, dont la liquidation, d'après le mode de comptabilité en usage pour le Congo, incombera au budget de 1895 et en partie aux budgets suivants. Ces sommes sont détaillées dans la lettre ci-jointe (annexe 36).

Nous devons ajouter enfin que le Gouvernement belge déférant au désir du Roi-Souverain, s'est engagé à payer jusqu'en 1900 un traitement d'attente de 18,000 francs au Secrétaire d'Etat, dont les fonctions viendront à cesser par l'annexion du Congo à la Belgique; qu'il a promis en outre, de prendre à son service, avec un traitement équivalent à leur traitement actuel, les fonctionnaires et employés de l'administration centrale du Congo, et qu'il aura à reprendre pour son compte la convention que l'Etat Indépendant a faite avec M. Stanley. Ces derniers engagements se trouvent spécifiés dans l'annexe 37 du présent exposé des motifs.

Telles sont les seules obligations financières que la reprise du Congo doit mettre à charge de la Belgique. Aux termes de la déclaration finale de l'annexe B du traité, tout autre engagement qui pourrait subsister serait pour compte personnel de Sa Majesté.

Si l'on prend dans leur ensemble toutes les obligations qu'il s'agit pour la Belgique d'assumer, et dont celle qui est reprise ci-dessus au n° 4 est seule importante et doit seule être liquidée il est impossible de ne pas reconnaître que le traité du 9 janvier, si les Chambres l'approuvent, nous fera acquérir un domaine colonial de premier ordre à des conditions qui sont sans exemple dans l'histoire.

Nous avons à nous demander à présent si l'administration de cette colonie est de nature à imposer au budget de la Belgique des charges devant lesquelles nous devrions reculer.

Evidemment le Congo n'est pas sorti de la période du début ; évidemment la colonie ne pourra pas, dans un avenir immédiat, se suffire à elle-même. La question est de savoir si les sacrifices annuels que son administration imposera à la métropole sont hors de proportion avec les avantages que la nation belge pourra en retirer.

Les dépenses de l'Etat du Congo (en n'y comprenant pas les non-valeurs et remboursement), qui avaient été, d'après les comptes communiqués à la Législature, de fr. 4,713,983-80 en 1891 (1), se sont élevées en 1892 à fr. 3,380 533-54 (2) et en 1893 à fr. 6,436,974-28 (3). Le chiffre de 1894 ne peut encore être déterminé ; on estime qu'il sera d'environ 7,750,000 francs.

Il n'a pu être fait face à ces dépenses qu'en recourant à des recettes extraordinaires, trouvées dans l'arrangement fait avec M. de Browne de Tiège dont il a été question plus haut.

Si, par la progression accusée de 1891 à 1894, il fallait juger de l'avenir, il y aurait certes lieu de se demander où cette progression s'arrêtera, et si la Belgique, en reprenant le Congo, n'engage pas ses finances dans une voie aventureuse.

Mais il importe de préciser les causes des dépenses extraordinairement élevées des trois dernières années ; ces dépenses sont dues exclusivement aux mesures que le Gouvernement de l'Etat Indépendant a cru devoir prendre pour assurer sa propre sécurité, pour occuper d'une manière plus effective toute l'étendue de ses territoires, pour combattre l'influence des Arabes et pour sauvegarder, en les elargissant sur certains points par l'adjonction de territoires non occupés, ses frontières insuffisamment délimitées. Des travaux de défense ont été exécutés pour garantir contre toute éventualité la position de Boma ; des expéditions, dont nous avons fait connaître l'objet, ont été dirigées vers les confins les plus reculés de l'Etat. Il en est résulté un surcroît de dépenses portant principalement sur les articles budgétaires relatifs à la force publique, mais qui ont contribué à grossir aussi d'autres articles du budget.

Cette période de grandes dépenses militaires est close aujourd'hui. Les frontières sont définitivement arrêtées et ne peuvent plus prêter à contestation ; le territoire est régulièrement occupé, et le conflit avec les Arabes a heureusement abouti à rompre leur puissance. On peut donc affirmer que les dépenses exceptionnelles de 1892 à 1894 ne se reproduiront plus ; nous entrons dans une période normale.

L'annexe 39 donne le budget de l'Etat Indépendant pour 1893, tel qu'il a été arrêté par un décret du Roi-Souverain du 20 décembre 1894.

Le total des dépenses qui y figurent est de 7,370,939 francs, inférieur de 380,000 francs environ au chiffre présumé des dépenses de 1894. Ce budget

(1) *Documents parlementaires*, n° 181, session de 1892-1893 (annexe I).

(2) *Documents parlementaires*, n° 178, session de 1893-1894 (annexe I). Les dépenses imputées sur le budget ordinaire de 1892 ont été de fr. 4,475,775-44 ; il faut y ajouter une somme de fr. 904 758-10, dépensée sur budget extraordinaire.

(3) Le compte des recettes et des dépenses budgétaires de 1893 est ci-annexé (annexe 38).



de 1895 porte encore une grande partie des charges dont les expéditions récentes, terminées à présent, ont nécessité la création : la force armée y figure pour plus de 3 1/2 millions. Ce chiffre s'explique par ce que la circonstance que les hommes enrôlés ne peuvent être renvoyés qu'à mesure de l'expiration de leur terme de service, et que, de plus, leur rapatriement est à la charge de l'Etat. On ne peut donc pas conclure du budget de 1895 à ce que seront les budgets des années suivantes.

Le Gouvernement a la conviction que des réductions importantes peuvent être opérées dans les dépenses budgétaires par la substitution graduelle d'une armée nationale aux troupes enrôlées à l'étranger. La force publique active du Congo se compose surtout aujourd'hui d'hommes engagés dans les colonies de la côte ; non seulement leur recrutement et leur rapatriement donnent lieu à des frais considérables, mais leur solde est élevée et leur voyage d'aller et retour absorbe, sans avantage pour l'Etat, une partie notable de leur terme de service de trois ans. Dans ces derniers temps, les enrôlements ont commencé à être poussés avec vigueur au Congo même, et ils sont nécessairement beaucoup moins onéreux pour le Trésor. La solde est moindre ; il n'y a pas de dépenses de rapatriement, presque pas de temps perdu à l'arrivée et au départ des hommes. Ils contractent des engagements à long terme (7 ans).

Des camps ont été établis en divers points pour la formation de ces soldats et l'expérience a prouvé qu'après avoir passé par une période suffisante d'instruction militaire, ils ne se montrent inférieurs sous aucun rapport à leurs camarades de la côte. C'est ainsi que la campagne victorieuse contre les Arabes a été menée au moyen de troupes composées en grande partie d'indigènes originaires du Haut-Ouellé, du Manyéma et des territoires voisins.

Ces régions sont d'ailleurs les sources principales d'où la colonie tirera les éléments nécessaires à la constitution de son armée nationale ; elles sont aujourd'hui soumises sans conteste à l'autorité de l'Etat ; elles sont administrées par l'entremise de chefs indigènes qui, liés au Pouvoir par des intérêts politiques et matériels, allègent sa tâche gouvernementale et facilitent notamment ses recrutements ; elles sont fertiles et riches en approvisionnements ; enfin, les populations y ont le goût de la vie militaire et elles sont arrivées déjà à un degré de civilisation relativement plus élevé qu'ailleurs. Aussi est-ce de ce côté que le Gouvernement compte diriger ses meilleurs efforts pour réaliser le programme qui vient d'être indiqué. Il entend y poursuivre l'exécution des mesures déjà entreprises et, notamment, veiller avec soin au maintien des camps de Kassongo et de Dungu, créés au prix de grands sacrifices. Indépendamment du but qui vient d'être défini, ces établissements, solides boulevards de la civilisation, permettront d'assurer la sécurité intérieure et d'opposer éventuellement une barrière aux incursions des bandes esclavagistes.

Le Gouvernement estime que la réalisation complète de ce programme permettra d'économiser annuellement au moins un million de francs sur les crédits afférents à la force publique.

Des économies pourront, nous en avons le ferme espoir, être réalisées sur d'autres chapitres du budget ; elles ne devront pas être bien considérables pour que nous puissions évaluer les dépenses normales, — quand les charges léguées par les événements des dernières années seront éteintes, — à un chiffre ne dépassant pas ou ne dépassant guère six millions.

Parmi les ressources dont la Belgique disposera pour équilibrer le budget de sa future colonie, nous pouvons, grâce à la munificence royale, inscrire à cet effet, jusqu'en 1900, la continuation d'un subside d'environ un million prélevé sur les ressources privées du Roi.

Les Chambres savent, notamment par les déclarations que le Gouvernement a faites à la section centrale chargée de l'examen de la convention de 1890, « qu'il était dans les intentions du Roi-Souverain de continuer jusqu'en



« 1900 à consacrer à son œuvre africaine une notable partie de ses ressources personnelles. »

La reprise, en s'effectuant avant l'époque prévue, n'affaiblira pas l'intérêt que Sa Majesté porte à l'œuvre créée par Elle, et n'aura pas davantage pour conséquence de réduire les sacrifices qu'Elle avait résolu de s'imposer pour en assurer le succès.

Nous sommes autorisés à en faire ici la déclaration.

Le total des recettes présumées indiquées au budget de 1895 correspond très sensiblement à la somme de six millions que nous considérons comme le chiffre normal des dépenses. Il est en effet de 6,004 764 francs, représentés par le versement d'un million promis par Sa Majesté, par l'avance de deux millions à faire par la Belgique conformément à la convention de 1890, et pour le surplus, soit 3,004,764 francs, par des impôts et d'autres ressources que l'Etat Indépendant tire de son propre fonds et que nous appellerons les ressources coloniales.

Jusqu'à quel point ces dernières sources de revenu sont-elles susceptibles de modifications dans l'état actuel des choses ? En est-il qui, assises sur d'autres bases ou perçues d'après d'autres tarifs, pourraient donner un produit plus élevé ? En est-il qu'il faudrait réduire, soit dans l'intérêt même du revenu que l'on peut en attendre, soit dans l'intérêt du développement futur de la colonie ? Ce sont là des questions auxquelles il serait prématuré de répondre et qui réclameront toute l'attention du Gouvernement.

En toute hypothèse, nous avons la certitude que le chemin de fer, à mesure de la mise en exploitation de ses sections successives, et longtemps avant son complet achèvement, favorisera les entreprises commerciales et agricoles ; or, tout progrès réalisé par elles se traduira tout naturellement en une augmentation des recettes données par les impôts. Nous n'avons dès lors pas à craindre, pour l'ensemble des années qui nous séparent encore de la mise en exploitation de la ligne ferrée jusqu'au Stanley-Pool, de mécompte sérieux sur les ressources budgétaires dont il est ici question ; la Belgique, pour équilibrer son budget colonial, ne sera pas entraînée à des sacrifices beaucoup plus considérables que ceux auxquels elle s'est engagée en 1890 en promettant, à titre d'avances à l'Etat Indépendant, une intervention annuelle de deux millions.

Ce que nous venons de dire se rapporte uniquement à la période transitoire des premières années. Lorsque le chemin de fer, entièrement construit et exploité, rendra faciles et relativement peu coûteux les transports entre la côte et les régions fertiles de l'intérieur, des entreprises agricoles vraiment importantes pourront, sur tous les points, mettre ces régions en valeur ; le commerce, au lieu de se borner, comme maintenant, aux seuls produits qui peuvent supporter les frais énormes d'un portage à dos d'hommes, trouvera un champ d'activité immense ouvert devant lui, et le moment alors ne sera certes pas éloigné où la colonie pourra subvenir elle-même à son budget.

Tout ce que nous savons du Congo donne, en effet, la conviction qu'aucune colonie au monde ne se trouve à cet égard devant un avenir plus rassurant : partout ailleurs la création de voies de communication exige, dans les pays nouvellement occupés, des capitaux énormes et une longue période de sacrifices, tandis qu'au Congo, une fois la région des cataractes franchie grâce au chemin de fer, on rencontre tout un réseau de voies de communication créé par la nature, un bassin fluvial permettant à la navigation de pénétrer jusqu'aux régions les plus reculées du territoire.

Que nous envisagions l'avenir immédiat ou que nous nous préoccupions d'un avenir plus éloigné, tout nous donne donc la conviction que sur le terrain financier, l'annexion du Congo sera pour la Belgique une entreprise à la fois saine et féconde ; d'aucun côté nous ne voyons s'ouvrir la perspective, pour le Trésor belge, de dépenses que ne justifieraient pas, de la

manière la plus complète, les avantages que la nation belge peut retirer du vaste domaine colonial fondé par son Souverain.

Il ne nous reste plus, pour compléter cet exposé au point de vue financier, qu'à expliquer les dispositions en quelque sorte transitoires qui font l'objet de l'article 4 du traité soumis à la législation.

Aux termes de cet article, la date à laquelle la Belgique assumera l'exercice de son droit de souveraineté sur le Congo doit être fixée par arrêté royal : il est indispensable, en effet, de prévoir un certain délai pour les mesures d'exécution : il convient, d'un autre côté, que le changement de Souveraineté, avant de devenir effectif, puisse être notifié au chef du Gouvernement local à Boma et publié par ses soins.

Mais il y aurait eu des inconvénients à différer, jusqu'à la date qui sera fixée, toute intervention du Gouvernement belge dans la gestion financière de l'Etat indépendant. La situation, telle qu'elle était au cours des négociations ou lors de la signature du traité, telle qu'elle sera au moment où les Chambres se prononceront, aurait pu, en se modifiant, entraîner un changement des conditions prévues dans le traité de cession.

Pour éviter, d'un autre côté, les complications qu'amènerait un régime nouveau créé au cours d'un exercice, il a été convenu que, en cas de reprise du Congo, les recettes encaissées et les dépenses effectuées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1895 seraient pour compte de la Belgique ; une clause dans ce sens figure à l'article 4 du traité. Et afin que la Belgique puisse exercer son contrôle sur une gestion qui sera éventuellement pour son compte, il a été entendu, dès le mois de décembre dernier, qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier aucun paiement ne sera fait ni aucun engagement contracté par le Gouvernement de l'Etat indépendant sans l'assentiment du Gouvernement belge. Cette entente a été confirmée par un arrangement provisoire qui fait suite au traité de cession.

Les stipulations qui y sont contenues, rapprochées de la déclaration qui termine l'annexe B du traité, donneront à la législation toutes les garanties désirables jusqu'au moment où la Belgique aura elle-même la gestion des recettes et des dépenses coloniales.

Au point de vue budgétaire, la situation, pour l'année 1895, demeure à régler : nous avons exposé les prévisions de recette et de dépense ; elles se traduisent par un découvert de 1,366 175 francs, en comprenant dans les recettes le subside du Roi et l'avance de deux millions promise par la Belgique dans la convention du 3 juillet 1890. Le Gouvernement demandera le crédit nécessaire pour le couvrir, en même temps qu'il proposera la loi appelée à régir provisoirement la colonie, aux termes de l'article premier de la Constitution, et à édicter les règles à suivre en ce qui concerne le budget des recettes et des dépenses coloniales, ainsi que les rapports de ce budget spécial avec le budget général de la Belgique.

### Conclusion.

Les considérations développées dans les chapitres qui précèdent justifient la résolution prise par le Gouvernement ; elles expliquent en même temps les clauses du traité dans lesquelles il l'a réalisée. Le traité de cession ne stipule que pour les points essentiels : une série de documents connexes, relevés et expliqués au cours de l'Exposé des motifs, pourvoient au règlement des mesures d'exécution.

Arrivés au terme de cet exposé, il nous reste à rencontrer quelques préoccupations d'ordre général, qui demandent à être éclaircies, parce qu'elles procèdent d'un légitime souci à l'égard des plus grands intérêts nationaux et que l'obscurité qui pourrait subsister de ce côté serait de nature à faire naître des craintes, des répugnances, tout au moins des hésitations et des doutes, au moment où la Belgique aborde une phase nouvelle de son histoire. Ces préoccupations se rapportent à l'influence que l'adoption d'une

politique coloniale est destinée à exercer d'une part sur la situation que la Belgique occupe dans le système européen, d'autre part sur le développement normal de ses ressources et leur application partielle à la mise en valeur de vastes possessions d'outre mer.

Quand, en 1830, la Belgique a pris rang parmi les nations indépendantes, deux facteurs ont concouru à cet événement historique : la volonté nationale qui s'est affirmée dans la Constitution belge ; les cinq Puissances dont l'intervention est représentée par les traités du 13 novembre 1831 et du 19 avril 1839. La Constitution contient tous les pouvoirs inhérents à la souveraineté et jamais, pendant les deux tiers de ce siècle qu'elle est en vigueur, elle n'a subi sous ce rapport la moindre restriction. Ainsi qu'il a été établi dans les délibérations de la revision constitutionnelle, l'acquisition de colonies n'était incompatible ni avec son texte ni avec son esprit, et si l'on a cru devoir statuer à cet égard par une disposition formelle, c'est exclusivement au point de vue de la condition civile et politique des territoires et des populations qui viendraient à être annexées au royaume. Ni en 1831, ni en 1839, aucun Gouvernement étranger n'a jamais manifesté la moindre prétention de nous imposer une limitation à cet égard.

Il n'en pouvait être autrement. Lorsque le Congrès a proclamé l'indépendance souveraine de la Belgique, cette souveraineté a dû être reconnue par les Puissances. Elle l'a été dans les limites précises et sous la seule réserve de la neutralité perpétuelle du territoire renfermé entre ces limites. Mais les deux termes sont corrélatifs et se conditionnent mutuellement. « La Belgique porte l'article VII du traité du 19 avril 1839, dans les limites indiquées aux articles I, II et IV, formera un Etat indépendant et perpétuellement neutre. »

Toute reconnaissance d'indépendance implique nécessairement une détermination de limites. Pourquoi le territoire circonscrit par ces limites a-t-il été déclaré neutre ? Parce que la Belgique, placée entre le bassin de la Seine et celui du Rhin, détenant le cours moyen de l'Escaut et de la Meuse occupant en face de l'Angleterre une position importante sur la mer du Nord, possède malgré l'exiguité de son territoire une valeur stratégique de premier ordre, et que dans un conflit entre les grandes Puissances, en contact direct ou indirect avec ses frontières, sa possession constitue un avantage prépondérant au profit de la Puissance qui y aurait devancé ses rivaux.

Telle est la raison vraie et positive de la neutralité belge : c'est une mesure d'ordre et de paix, destinée à maintenir la stabilité du système politique de l'Europe occidentale. De là, le double aspect sous lequel elle se présente : elle est active, c'est-à-dire la Belgique est chargée de garder par elle-même la position qu'elle occupe et les Puissances contractent l'engagement de la seconder dans cette tâche ; elle est passive, c'est-à-dire que les Puissances s'engagent à ne porter aucune atteinte à cette neutralité en même temps que la Belgique s'oblige à rester en dehors de leurs conflits.

Voilà le sens exact de la neutralité belge ; sa portée est définie par son but même : elle va jusque-là et ne va pas au-delà. Dès qu'il est satisfait à l'intérêt européen de son institution, les obligations contractées de part et d'autre sont remplies. Les Puissances n'ont garanti que le territoire belge et la Belgique, en vertu des traités de 1831 et de 1839, n'est neutre que dans les limites de ce même territoire. Jamais un doute n'a surgi et n'a pu surgir à ce sujet. Quand à diverses reprises la Belgique a fait des tentatives coloniales, il n'est entré dans la pensée d'aucun gouvernement de lui opposer un veto. Ainsi qu'il a été exposé ci-dessus, la Conférence de Berlin, loin de s'inspirer d'une semblable pensée, a plutôt obéi à la tendance inverse, en applaudissant à l'entreprise du Roi des Belges en Afrique et l'accompagnant de tous ses vœux.

La neutralité belge a donc sa fonction et ses conditions spéciales : elle est réglée, sans confusion possible, par le droit public belge comme par le droit international. Hors des limites prévues à l'article VII du traité du 19 avril 1839, elle est sans application. La souveraineté nationale, après l'annexion



du Congo, serait donc en Afrique pleine et entière, si elle n'était limitée de ce côté par les engagements assumés par la Belgique et l'Etat du Congo lui-même en vertu de l'acte général de Berlin et de la déclaration de neutralité du 1<sup>er</sup> août 1885.

Le chapitre I a déterminé en détail la situation qui se présente sous ce rapport au Congo; il suffit de caractériser ici en deux lignes la condition de la colonie belge : les territoires congolais placés sous la dépendance de la Belgique sont neutralisés dans toute leur étendue. En conséquence, le Gouvernement belge ne peut ni envahir le territoire des Puissances coloniales limitrophes, ni prendre parti dans les conflits qui viendraient à éclater entre elles. Ces Puissances de leur côté sont tenues de respecter la neutralité congolaise. Si un conflit surgit néanmoins, l'intervention des Puissances tierces est de droit et leur médiation préalable est de rigueur. Quand on considère qu'une violation éventuelle des droits ou des territoires de la Belgique, respectueuse, en Afrique comme en Europe, de sa neutralité, amènerait dans tous les cas la participation au différend des autres Etats, intéressés et autorisés à la fois à intervenir, la conclusion s'impose que la neutralité belge sera pratiquement aussi efficace en Afrique, en vertu de l'acte général de Berlin, qu'elle l'a été jusqu'ici en Europe en vertu des actes de la Conférence de Londres. Loin qu'il y ait incompatibilité entre les deux régimes, ils s'adaptent dans des conditions propres à rassurer les plus anxieux. Supposer le contraire serait taxer la diplomatie européenne d'imprevoyance et d'inconséquence. Elle a voulu invariablement que les régions de l'Afrique centrale échappassent aux compétitions des grandes Puissances. Le passage de ces régions sous la souveraineté de la Belgique, substituant un régime permanent à un régime viager, une neutralité nécessaire à une neutralité volontaire, leur assure doublement l'accomplissement de ce dessein. Par contre-coup, la neutralité belge elle-même, sauvegardant en Afrique un grand intérêt général, acquiert de ce chef une importance nouvelle et une sanction de plus.

Reste la politique coloniale. Il en est de celle-ci comme de toutes les combinaisons auxquelles a fait recourir aux différentes époques le développement normal des Etats. La politique coloniale a eu ses jours de gloire et de revers; elle aura dans l'avenir, comme elle a eu dans le passé, ses avantages et ses mécomptes : elle n'est ni la source, ainsi que le prétendent ses détracteurs, ni la panacée, comme l'affirment ses enthousiastes, de tous les maux économiques ou politiques. La vérité est que la colonisation participe de l'aléa inherent à toutes les entreprises humaines; elle exige des avances et des sacrifices, elle consomme des hommes et des capitaux, mais aussi elle prépare et féconde l'avenir, elle élargit le champ de l'activité nationale, elle dilate la patrie, elle crée au loin des foyers nouveaux à ses enfants, elle donne à leurs efforts des directions imprévues, elle suscite et alimente de puissantes initiatives, elle fait vivre une nation de la vie plus large de l'humanité, l'associe sur de vastes espaces aux luttes communes de la civilisation, elle lui ménage dans ses conquêtes une part plus opulente mais aussi mieux méritée. La richesse d'un pays se développe en même temps que s'accroît la virilité de son peuple.

De semblables perspectives suffiraient pour justifier le Gouvernement de s'engager dans la voie qu'elles ouvrent : mais il y a plus. Pour les anciennes nations de l'Europe, avec leurs épargnes accumulées et sans emploi rémunérateur, avec leur population ascendante sans travail ni issue, la politique coloniale est devenue une nécessité. On l'admet généralement pour les grands Etats : on le conteste pour les nations secondaires. De quel droit ? La Belgique est-elle moins encombrée que l'Angleterre ou l'Allemagne, la France ou les Pays-Bas ? Est-elle proportionnellement moins riche en produits ou en hommes ? Ses frontières sont-elles plus étendues ou susceptibles d'extension ? Est-elle à même de fournir indéfiniment du travail à ses ouvriers, des carrières à sa jeunesse, alors que l'accroissement régulier de



sa population équivaut à la fondation chaque année d'une ville de 30,000 âmes sur un territoire où déjà les cités débordent et se touchent, où les usines envahissent les champs, où des provinces entières prennent l'aspect d'une vaste manufacture? Sans doute, une colonie sise entre les tropiques sera toujours plus un territoire d'exploitation que de peuplement; mais, outre que de vastes régions au Congo n'excluent nullement l'habitation dans l'avenir par la race blanche, la mise en valeur du sol, l'exploitation de ses ressources diverses, son outillage économique réclameront des milliers de bras dans la colonie, en occuperont des centaines de mille dans la mère-patrie.

Il serait inutile d'insister sur ces considérations. Il y a dix-huit mois à peine que la Chambre et le Sénat, au cours de la discussion relative à la revision de l'article premier de la Constitution, les ont entendu développer sous leurs aspects variés et aux points de vue les plus opposés. Les discours prononcés à cette époque par un grand nombre d'orateurs dans les séances des 11, 12 et 13 juillet à la Chambre des représentants, du 2 août au Sénat, n'ont laissé dans l'ombre aucun côté de la question. La reprise de l'Etat du Congo par la Belgique a été à cette occasion discutée et jusqu'à un certain point acceptée d'avance par l'assemblée constituante. La lumière est faite; elle frappe tous les esprits, et ceux-là mêmes dont les appréhensions l'emporteraient sur les espérances, ou qui voudraient se renfermer dans une opposition irréductible, n'en seraient pas moins contraints à céder tôt ou tard devant la loi inéluctable de la nécessité.

Seulement il pourrait être trop tard. La distribution du globe s'achève en ce moment et les dernières contrées disponibles s'en répartissent sous nos yeux. Le bassin du Congo, détenu actuellement par l'Etat Indépendant, demeure pour la Belgique une vaste réserve: cette ressource perdue, l'avenir serait irrévocablement clos. Il vaut la peine, sous ce rapport, de peser les conséquences d'une décision négative. Pendant que nous délibérons, toutes les nations grandes ou petites, qui par l'Océan ont un débouché sur le monde, qui se sentent la vertu et la volonté de participer à sa direction, se répandent sur tous les continents et s'occupent sans relâche à conserver, à consolider, à étendre leurs possessions. Elles ont connu les sacrifices, les labeurs, les revers parfois qu'entraînent les entreprises coloniales: aucune n'y a renoncé néanmoins. N'est-ce pas la preuve que la raison, l'utilité, de puissants intérêts nationaux les dirigent dans cette carrière? Que serait l'Angleterre sans ses dépendances disséminées sous tous les climats de la terre? La France, qui a tant souffert des guerres coloniales du siècle dernier, songe-t-elle à se féliciter de ses pertes ou à les réparer? L'Allemagne et l'Italie profitent des dernières heures pour se procurer un domaine colonial. Le Portugal, qui doit à son expansion au delà des mers les plus belles pages de son histoire, s'attache à maintenir invinciblement sa situation en Afrique, malgré la pénurie de ses finances, et les Pays-Bas viennent encore de donner l'exemple des plus énergiques efforts pour étendre et renforcer leur domination dans l'Archipel de la Sonde. Tous ces peuples ont une expérience séculaire de la politique coloniale: dira-t-on qu'ils pourchassent des chimères?

Quelques charges et quelques devoirs que puisse imposer la mise en valeur d'une colonie, ils n'ont entraîné nulle part et n'entraîneront pas davantage dans l'avenir la ruine de la métropole. Au contraire; les ressources qu'elle y engage sont un placement à long terme peut-être, mais d'un rendement certain et largement fructueux. Dans ses principes d'économie politique, Stuart Mill énonce cette maxime que « dans l'état actuel du monde, la fondation des colonies est la meilleure affaire dans laquelle on puisse engager les capitaux d'un vieil et riche pays ».

Un économiste qui jouit d'un juste renom en Europe et qui a fait l'application de cette doctrine dans un livre devenu le Code de la colonisation chez les peuples modernes, M. Paul Leroy-Beaulieu, examinant la situation de l'Etat du Congo et reconnaissant l'impossibilité de prolonger longtemps cette

expérience, écrivait les lignes suivantes, plusieurs fois citées, mais qu'il est opportun ici de rappeler :

« Ce qui serait souhaitable et naturel, c'est que le peuple belge se décidât à prendre la succession de son Roi; c'est qu'il transformât l'Etat du Congo en une colonie, placée sous la direction et sous la sauvegarde de la Belgique et ouverte au libre commerce de toutes les nations. La Belgique possède toutes les qualités et toutes les conditions pour réussir dans une œuvre de ce genre : elle est riche, entreprenante, très commerçante; dans sa nombreuse population, elle compte beaucoup d'hommes qui ont le goût des aventures; les Belges se distinguent, d'ailleurs, par leur esprit pratique et positif; en Europe, ils n'ont rien à craindre et à ambitionner. Ils pourraient diriger la colonisation du Congo, non pas sans aucun frais, mais à peu de frais, et ils en seraient amplement récompensés, au bout d'un certain nombre d'années...

« L'Etat anonyme va devenir, dans toute la force du mot, un Etat belge... Quoique à cette union du Roi Léopold et de la Belgique pour légitimer l'Etat du Congo, la France perde ses droits éventuels de préemption, nous applaudissons à une solution si heureuse. Déjà un chemin de fer est en construction, qui va mettre le Congo navigable en relations avec la côte. La Belgique transformera ces immenses territoires en une belle colonie d'exploitation. Ce sera encore un nouvel élément de variété, précieux ferment de vie, dans la colonisation africaine (1) ».

Te les sont les espérances et les prévisions d'un des plus éminents économistes de notre époque, particulièrement compétent dans la question coloniale et de plus étranger à notre pays. Cet exposé ne saurait conclure sur un pronostic plus heureux. La Législature appréciera la portée de ce témoignage; elle pèsera en même temps dans sa sagesse le vaste faisceau de documents, d'informations et de preuves, qui est soumis à son examen. La question à résoudre est d'une importance vitale pour les destinées futures du pays. Le Gouvernement a la confiance que la solution qui s'impose à ses yeux, rencontrera avec la même force et la même conviction l'adhésion du Parlement.

*Le Ministre des Affaires étrangères,*

C<sup>te</sup> DE MERODE WESTERLOO.

*Le Ministre de l'Intérieur et de  
l'Instruction publique,*

J. DE BURLET.

*Le Ministre des Finances,*

P. DE SMEET DE NAYER.

*Le Ministre de la Justice,*

V. BEGEREM.

*Le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie,  
du Travail et des Travaux publics,*

LÉON DE BRUYN.

*Le Ministre de la Guerre.*

BRASSINE.

*Le Ministre des Chemins de fer, Postes  
et Télégraphes,*

J. VANDENPEERBOOM.

(1) *De la colonisation chez les modernes*. Paris, 1891, 4<sup>e</sup> édition, pp. 322 et 323.

## ANNEXE I A L'EXPOSÉ DES MOTIFS.

**Testament du Roi.**

Nous, Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo :

Voulant assurer à Notre patrie bien aimée les fruits de l'œuvre que, depuis de longues années, nous poursuivons dans le continent africain, avec le concours généreux et dévoué de beaucoup de Belges :

Convaincu de contribuer ainsi à assurer à la Belgique, si elle le veut, les débouchés indispensables à son commerce et à son industrie et d'ouvrir à l'activité de ses enfants des voies nouvelles ;

Déclarons, par les présentes, léguer et transmettre, après notre mort, à la Belgique, tous nos droits souverains sur l'Etat Indépendant du Congo, tels qu'ils ont été reconnus par les déclarations, conventions et traités intervenus depuis 1884, entre les Puissances étrangères, d'une part, l'Association internationale du Congo et l'Etat Indépendant du Congo, d'autre part, ainsi que tous biens, droits et avantages attachés à cette souveraineté.

En attendant que la Législature belge se soit prononcée sur l'acceptation de mes dispositions prédites, la souveraineté sera exercée collectivement par le Conseil des trois administrateurs de l'Etat Indépendant du Congo et par le Gouverneur général.

Fait à Bruxelles, le 2 août 1889.

*Signé* : LÉOPOLD.

## ANNEXE II.

**Lettre du Roi à M. Beernaert du 5 août 1889.**

Cher Ministre,

Je n'ai jamais cessé d'appeler l'attention de mes compatriotes sur la nécessité de porter leurs vues vers les contrées d'outre-mer.

L'histoire enseigne que les pays à territoire restreint ont un intérêt moral et matériel à rayonner au-delà de leurs étroites frontières. La Grèce fonda sur les rivages de la Méditerranée d'opulentes cités, foyers des arts et de la civilisation. Venise, plus tard, établit sa grandeur sur le développement de ses relations maritimes et commerciales, non moins que sur ses succès politiques. Les Pays-Bas possèdent aux Indes trente millions de sujets qui échangent contre les denrées tropicales les produits de la mère-patrie.

C'est en servant la cause de l'humanité et du progrès que des peuples de second rang apparaissent comme des membres utiles de la grande famille des nations. Plus que nulle autre, une nation manufacturière et commercante comme la nôtre doit s'efforcer d'assurer des débouchés à tous ses travailleurs, à ceux de la pensée, du capital et des mains.

Ces préoccupations patriotiques ont dominé ma vie. Ce sont elles qui ont déterminé la création de l'œuvre africaine.

Mes peines n'ont pas été stériles : un jeune et vaste Etat, dirigé de Bruxelles, a pris pacifiquement place au soleil, grâce à l'appui bienveillant des Puissances qui ont applaudi à ses débuts. Des Belges l'administrent, tandis que d'autres compatriotes, chaque jour plus nombreux, y font déjà fructifier leurs capitaux.

L'immense réseau fluvial du Congo supérieur ouvre à nos efforts des voies de communication rapides et économiques, qui permettent de pénétrer directement jusqu'au centre du continent africain. La construction du chemin de fer de la région des cataractes, désormais assurée, grâce au vote récent de la Législature, accroitra notablement ces facilités d'accès. Dans ces conditions, un grand avenir est réservé au Congo, dont l'immense valeur va prochainement éclater à tous les yeux.



Au lendemain de cet acte considérable, j'ai cru de mon devoir de mettre la Belgique à même, lorsque la mort viendra me frapper, de profiter de mon œuvre ainsi que du travail de ceux qui m'ont aidé à la fonder et à la diriger et que je remercie ici une fois de plus. J'ai donc fait, comme Souverain de l'Etat Indépendant du Congo, le testament que je vous adresse; je vous demanderai de le communiquer aux Chambres législatives au moment qui vous paraîtra le plus opportun.

Les débuts des entreprises comme celles qui m'ont tant préoccupé sont difficiles et onéreux. J'ai tenu à en supporter les charges. Un Roi, pour rendre service à son pays, ne doit pas craindre de concevoir et de poursuivre la réalisation d'une œuvre même téméraire en apparence. La richesse d'un Souverain consiste dans la prospérité publique : elle seule peut constituer à ses yeux un trésor enviable qu'il doit tendre constamment à accroître.

Jusqu'au jour de ma mort, je continuerai, dans la même pensée d'intérêt national qui m'a guidé jusqu'ici, à diriger et à soutenir notre œuvre africaine : mais si, sans attendre ce terme, il convenait au pays de contracter des liens plus étroits avec mes possessions du Congo, je n'hésiterais pas à les mettre à sa disposition. Je serais heureux, de mon vivant, de l'en voir en pleine jouissance. Laissez-moi, en attendant, vous dire combien je suis reconnaissant envers les Chambres comme envers le Gouvernement, pour l'aide qu'ils m'ont prêtée à diverses reprises dans cette création. Je ne crois pas me tromper en affirmant que la Belgique en retirera de sérieux avantages et verra s'ouvrir devant elle, sur un continent nouveau, d'heureuses et larges perspectives.

Croyez-moi, cher Ministre,

Votre très dévoué et très affectionné,  
*Signé :* LÉOPOLD.

#### ANNEXE III.

### Convention entre la Belgique et l'Etat Indépendant du Congo du 3 juillet 1890.

Entre l'Etat belge, représenté par M. A. Beernaert, Ministre des Finances, agissant sous réserve de l'approbation de la Législature et l'Etat Indépendant du Congo, représenté par M. E. Van Eetvelde, Administrateur général du Département des Affaires étrangères, à ce autorisé par le Roi-Souverain, est intervenue la convention suivante :

I. L'Etat belge s'engage à avancer, à titre de prêt, à l'Etat Indépendant du Congo, une somme de 25 millions de francs, et ce savoir : cinq millions de francs aussitôt après l'approbation de la Législature, et deux millions de francs par an, pendant dix ans, à partir de ce premier versement.

Pendant ces dix années, les sommes ainsi prêtées ne seront point productives d'intérêts.

II. Six mois après l'expiration du prédit terme de dix ans, l'Etat belge pourra, s'il le juge bon, s'annexer l'Etat Indépendant du Congo avec tous les biens, droits et avantages attachés à la souveraineté de cet Etat, tels qu'ils ont été reconnus et fixés, notamment par l'Acte général de Berlin du 26 février 1885, et par l'acte général de Bruxelles et la déclaration du 2 juillet 1890 ; mais aussi à charge de reprendre les obligations du dit Etat envers les tiers, le Roi-Souverain refusant expressément toute indemnité du chef des sacrifices personnels qu'il s'est imposés.

Une loi réglera le régime spécial sous lequel les territoires du Congo seront alors placés.

III. Dès à présent, l'Etat belge recevra de l'Etat Indépendant du Congo, tels renseignements qu'il jugera désirables sur la situation économique, commerciale et financière de celui-ci. Il pourra notamment demander communication des budgets de recettes et de dépenses, et des relevés de la douane quant aux entrées et aux sorties.



Ces renseignements ne doivent avoir d'autre but que d'éclairer le Gouvernement belge et celui-ci ne s'immiscera en aucune manière dans l'administration de l'Etat Indépendant du Congo, qui continuera à n'être rattaché à la Belgique que par l'union personnelle des deux couronnes.

Toutefois, l'Etat du Congo s'engage à ne contracter désormais aucun nouvel emprunt sans l'assentiment du Gouvernement belge.

IV. Si, au terme prédit la Belgique décidait de ne pas accepter l'annexion de l'Etat du Congo, la somme de 25 millions de francs prêtée, inscrite au grand livre de sa dette, ne deviendrait exigible qu'après un nouveau terme de dix ans, mais elle serait, entre temps, productive d'un intérêt annuel de 3 1/2 p. 0/0, payable par semestre, et même avant ce terme, l'Etat Indépendant du Congo devrait affecter, à des remboursements partiels, toutes les sommes à provenir de cessions de terres ou de mines domaniales.

Fait en double à Bruxelles, le 3 juillet 1890.

A. BEERNAERT.

E. VAN EETVELDE.

## FRANCE

La discussion du budget des affaires étrangères a eu lieu au Sénat, dans la séance du 3 avril :

M. de Lamarzelle a demandé au ministre quelques explications sur certains faits déjà anciens, qui se sont produits en Afrique, et auxquels des faits récents ont donné une grande actualité.

Il rappelle d'abord ce qui s'est passé dans l'Ouganda contre les établissements religieux. Les coupables étaient des agents de « l'East african company ». M. Develle, alors qu'il était ministre des affaires étrangères, assura que l'Angleterre avait reconnu le principe d'une indemnité.

L'orateur rappelle, en outre, l'affaire du lieutenant Mizon. Les agents de la Royal Niger company s'emparèrent de son bâtiment, les Anglais détruisirent ses factoreries et lui enlevèrent une somme de 350.000 fr.

Comme pour les faits de l'Ouganda, il y a quatre ans de cela. Avons-nous, demande M. de Lamarzelle, obtenu satisfaction? Nous ne le savons pas. Il ne s'agit pas de question d'argent uniquement, il s'agit d'une question de dignité nationale.

Cela dit, l'orateur passe à la question générale du conflit africain qui a été récemment portée devant le Parlement anglais.

Il a été déclaré par des orateurs officiels que les droits, sur la totalité de la vallée du Nil, appartenaient à l'Angleterre et à l'Egypte réunies. Eh bien, qu'il s'agisse du cours du Nil, du bassin ou de la vallée du Nil, il y a là une doctrine qu'on ne peut laisser passer sans protester.

Le lendemain du bombardement d'Alexandrie, l'Angleterre avait déclaré que l'occupation de l'Egypte ne serait que temporaire.

L'Egypte, en effet, n'est pas à l'Angleterre.

La souveraineté de tous les territoires de l'Egypte est à la Porte, et en confiant ces territoires au khédive, le sultan ne lui donne pas le droit d'en disposer.

L'Angleterre met donc la main sur une partie intégrante du territoire ottoman, elle n'en a pas le droit, pas plus qu'aucune nation européenne; l'Angleterre elle-même l'a reconnu par sa signature.

L'orateur espère que le ministre rassurera l'opinion et affirmera les droits de la France. Existe-il un droit des gens en Europe et la parole donnée existe-t-elle encore entre Etats? (Très bien! très bien! à droite.)

Voici, d'après la sténographie officielle, la réponse de M. Hanotaux :

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères. — Je demande au Sénat la permission de répondre brièvement aux observations de l'honorable M. de Lamarzelle.

L'affaire Mizon et l'affaire de l'Ouganda, au sujet desquelles mes prédécesseurs et moi nous avons adressé des réclamations très pressantes au Gouvernement anglais, seraient aisément résolues si elles ne se trouvaient jointes à un ensemble de questions d'une portée plus générale, depuis longtemps débattues entre les deux Gouvernements.

C'est précisément cet ensemble de questions qui a donné lieu, ces jours derniers, au sein de la Chambre des Communes, à un débat très vif, auquel M. de Lamarzelle a fait également allusion.

Je tiens à déclarer tout d'abord au Sénat que le caractère donné à ce débat par certains des orateurs qui y ont pris part, aussi bien que le débat lui-même, m'ont causé une réelle surprise. Si quelque incident nouveau, décisif ou seulement important, d'ordre politique ou diplomatique, s'était produit, j'eusse compris l'émotion soudaine qui a paru se manifester à la Chambre des Communes. Mais je puis affirmer que nous ne sommes en présence d'aucun événement de cette nature.

Des négociations, engagées depuis plusieurs années, au sujet des affaires africaines, se poursuivent entre l'Angleterre et la France. L'automne dernier, j'ai consacré moi-même la plus grande partie de mon temps à suivre ces négociations avec lord Dufferin et avec M. Phipps.

Tout récemment, les deux Gouvernements ont conclu une importante convention relative aux frontières de Sierra-Leone. Et, il y a quelques semaines, le gouvernement de la Reine accréditait un commissaire nouveau, M. Howard, pour continuer, en remplacement de M. Phipps et conformément aux engagements pris en 1890, les pourparlers relatifs à la délimitation de la boucle du Niger.

Je suis donc en droit de dire, messieurs, que la diplomatie poursuit son œuvre. Et je puis m'étonner que, dans les déclarations portées vendredi à la Chambre des Communes, on ait paru ne tenir aucun compte de ce fait important. Je me demande pourquoi on fait à la France une sorte de grief public de ses intentions, alors qu'on ne peut en ignorer le caractère. (Très bien !)

Au cours du débat dont il s'agit, trois questions ont été abordées : celle du haut Mékong, celle du Niger, celle du haut Nil.

Sur le haut Mékong, je n'ai qu'un mot à dire :

Une commission d'études anglo-française opère dans ces régions, conformément à l'arrangement du 25 novembre 1893. Les commissaires travaillent dans le plus parfait accord et les deux Gouvernements se sont communiqué tout récemment les nouvelles qui leur sont parvenues dans ce sens, de part et d'autre. Je ne vois donc pas qu'aucune difficulté se soit produite sur ce point.

Sur le Niger, messieurs, il existe actuellement un état de trouble qui paraît donner de réels sujets d'inquiétude à ceux qui ont la charge de défendre les intérêts de la Compagnie à charte installée dans ces contrées.

Quelle que soit l'importance de cette Compagnie, elle n'est, en somme, qu'une Compagnie privée. Or, elle exerce, en fait, une autorité qui a donné lieu, depuis longtemps déjà, aux critiques les plus sévères, non seulement en France, mais en Allemagne et même en Angleterre.

La Compagnie du Niger prétend, dans les territoires qu'elle occupe plus ou moins effectivement, accaparer tout le commerce et interdire tout transit, contrairement aux art. 26, 27 et 30 de l'Acte international de Berlin.

Cette attitude a donné lieu de notre part, à de nombreuses réclamations, et la plus grave de toutes est celle que nous avons dû formuler au sujet de la confiscation du bateau *Sergent-Malamine*.

En somme, la question qui se pose est celle de la portée réelle des droits de

la Compagnie du Niger. Ce point, comme les autres, est à débattre entre nous et le Gouvernement britannique. Mais celui-ci ne peut s'étonner qu'appuyés sur l'acte de 1883, nous contestions formellement la thèse soutenue par la Compagnie du Niger. (Très bien !)

J'arrive maintenant, messieurs, à la question du haut Nil.

J'expliquerai, en quelques mots, la situation au Sénat : car je crois utile de compléter les explications qu'a déjà données, à ce sujet, M. de Lamarzelle.

Entre le pays des Laos et le point de Ouady-Halfa, sur le cours du Nil, s'étend une vaste région mesurant 20° de latitude, — soit 2,000 kilomètres, — c'est-à-dire plus que la largeur de l'Europe occidentale, de Gibraltar à Dunkerque.

Dans cette région, il n'y a peut-être pas, à l'heure présente, un seul Européen : En tout cas, il n'existe aucun pouvoir relevant à un titre quelconque d'une autorité européenne. C'est le pays du Mahdi !

Or, messieurs, ce sont les destinées de ce pays qui remplissent d'une inquiétude, qu'on peut qualifier au moins de prématurée, l'esprit d'un certain nombre d'africanistes.

Les Egyptiens, qui ont occupé, pendant assez longtemps, ce vaste domaine, se sont repliés vers le Nord. Emin Pacha a dû lui-même abandonner la place. Les droits du sultan et du khédive, seuls, plaquent encore sur ces régions du Soudan et de l'Afrique équatoriale. (Très bien !)

Cependant, en 1890, l'Angleterre, se partageant avec l'Allemagne les Etats du sultan de Zanzibar, procédait, dans l'arrangement qui consacrait ce partage, à une de ces annexions sur le papier qu'une diplomatie persévérante cultive ensuite, comme des germes de réclamations et de titres pour l'avenir. (Nouvelles marques d'assentiment.)

L'Allemagne, n'ayant, d'ailleurs, aucun droit ni aucune revendication à exercer, dans ces régions, donnait son assentiment à une prétention qui ne la gênait guère.

D'après cette nouvelle convention, la sphère d'influence anglaise s'étendrait sur la rive droite du Nil « jusqu'aux confins de l'Egypte ». Sur la rive gauche, aucune limite n'est indiquée vers le Nord. A la rigueur, la nouvelle sphère d'influence pouvait embrasser tout le bassin, ou du moins toute la vallée du haut Nil : Car on se sert alternativement de l'un ou de l'autre terme ! En tout cas, on était bien loin des Etats du sultan de Zanzibar !

Or, en ce qui concernait ces Etats les droits de la France étaient lésés directement. Elle protesta, et, après une discussion entre les deux Gouvernements, un accord, sur ce point spécial, intervint à la date du 5 août 1890.

Mais la France n'avait pas à discuter les articles de la convention anglo-allemande qui se rapportaient à d'autres parties de l'Afrique. Par le fait qu'elle donnait uniquement son adhésion à certains articles, elle réservait son assentiment en ce qui concernait les autres. (Marques d'assentiment.)

C'est, d'ailleurs, ce qui est apparu nettement par la suite.

Le 12 mai 1894, le Gouvernement anglais procédait, avec l'Etat du Congo, à une nouvelle convention, de laquelle il résultait que l'Angleterre cédait à bail, soit perpétuel, soit temporaire, une partie des vastes territoires mentionnés ci-dessus. Si cette convention eût été suivie d'effet, elle eût pu, selon la remarque de sir Edward Grey, créer à la rigueur une sorte d'argument nouveau en faveur des prétentions de l'Angleterre.

Mais, ici encore, la France est intervenue ; et je n'ai pas à rappeler dans quelles conditions l'arrangement du 14 août a succédé à celui du 12 mai 1894. Le Congo belge renonçait au bail qui lui était attribué et la France faisait reconnaître ses droits sur le bassin du haut Oubanghi. (Très bien ! très bien !)

C'est alors que l'Angleterre crut devoir poser de nouveau la question de sa sphère d'influence dans le haut Nil, telle qu'elle était inscrite dans la convention de 1890.

Pour la première fois, on demandait nettement à la France son assentiment.



La France ne se refusa pas à la négociation, et, sur la demande du cabinet de Londres, elle se prêta à l'étude en commun du règlement de l'ensemble des questions pendantes en Afrique.

Ces pourparlers, il est vrai, n'ont pas encore abouti ; mais il est aisé de se rendre compte des difficultés que présentent de telles discussions, si l'on envisage à la fois l'ampleur du programme, la rareté des renseignements exacts et la précision exigée par les formules définitives.

Quoi qu'il en soit, la position prise par la France est la suivante :

Les régions dont il s'agit sont sous la haute souveraineté du sultan. Elles ont un maître légitime, c'est le khédive. (Vive approbation.)

Ceci posé, nous disons au Gouvernement anglais :

« Vous déclarez qu'en vertu de la convention de 1890, l'Angleterre a placé une partie de ces territoires dans sa sphère d'influence. Eh bien ! faites nous savoir du moins à quels territoires s'appliquent vos revendications ; dites-nous jusqu'où s'étend cette sphère d'influence qui, d'après vous, s'ouvrirait sur la rive gauche du Nil et se prolongerait on ne sait où, vers le nord.

« En un mot, vous nous présentez une réclamation vague, incertaine, formulée dans des termes qui prêtent à des interprétations diverses ; vous réunissez dans une seule phrase la sphère d'influence de l'Egypte et la sphère d'influence de l'Angleterre. Dites-nous alors où s'arrête l'Egypte, où commence cette sphère que vous réclamez.

« Vous désirez qu'à l'heure présente — et prématurément, à mon avis — nous réglions l'avenir de ces régions. Vous voulez obtenir notre adhésion sans même nous expliquer à quoi nous devons adhérer. Dans de telles conditions, ne vous étonnez pas que nous refusions notre acquiescement et que nous réservions notre entière liberté. » (Très bien ! très bien !)

Or, messieurs, le Gouvernement français n'a pu obtenir jusqu'ici aucune réponse précise à des questions si nettes et si légitimes.

Quand, au cours des négociations récentes, j'ai pressé le Gouvernement britannique de me répondre, les pourparlers se sont interrompus et je puis affirmer ici que ce n'est pas du fait du Gouvernement français.

Je dois ajouter, d'ailleurs, que, d'un commun accord, les deux Gouvernements ont porté immédiatement leur attention sur d'autres points de l'Afrique et que nous avons eu la satisfaction de voir sortir de nos négociations cet arrangement de Sierra-Leone, auquel je faisais allusion tout à l'heure, arrangement signé il y a deux mois à peine, et qui prouve, du moins, que si complexes que soient ces questions, elles peuvent se régler quand on met un bon vouloir mutuel à les résoudre.

Mais, messieurs, si l'on veut obtenir un résultat semblable pour les points qui restent encore en suspens, il importe de conserver aux difficultés leur véritable caractère. Ne vaudrait-il pas mieux s'abstenir d'affirmations publiques qui, je le veux bien, ne sont que l'exposé de la thèse de l'une des deux parties, mais qui pourraient rendre un accord impossible en fermant d'avance toute issue à la discussion. (Très bien !)

Sir Edward Grey lui-même, dans l'exposé qu'il a fait devant le Parlement anglais, a dit qu'il s'agissait « non pas d'événements accomplis, mais seulement de la prévision de ceux qui pourraient arriver ».

Quand je pense à l'immensité des territoires qui sont en jeu, à l'obscurité des renseignements que nous avons sur ce qui s'y passe. — je me demande si vraiment ce n'est pas prévoir de bien loin que de vouloir tout régler d'avance par des lignes tirées sur des cartes, par une de ces « délimitations sur le papier » dont parle lord Salisbury, et qui, d'ailleurs, dans sa pensée, étaient destinées « à prévenir les conflits et non à les faire naître ».

Quant à moi, messieurs, au moment où je défends des droits précis, fondés sur des titres incontestables, je me reprocherais, comme un procédé peu amical, d'enfermer d'avance la discussion dans un cercle étroit d'où elle ne pourrait sortir. Entre deux puissances qui se respectent et dont les relations sont toujours courtoises, entre la France et l'Angleterre, il ne peut être question ni



d'agression, ni d'injonction, alors qu'il s'agit de problèmes complexes et où tant de solutions différentes peuvent être utilement envisagées. (Très bien ! très bien !)

Personne, notamment, ne peut songer à donner à ces premières délimitations, vaguement esquissées sur des cartes incertaines, le caractère pressant et imprescriptible que des sanctions traditionnelles ont assuré aux frontières des Etats européens. Personne, non plus, ne peut prétendre entraver l'initiative des hommes courageux qui vont à la découverte de ces pays nouveaux. (Marques d'assentiment.)

Mais, quand l'heure sera venue de fixer les destinées définitives de ces contrées lointaines, je suis de ceux qui pensent qu'en assurant le respect des droits du sultan et du khédive, en réservant à chacun ce qui lui appartiendra selon ses œuvres, deux grandes nations sauront trouver les formules propres à concilier leurs intérêts et à satisfaire leurs communes aspirations vers la civilisation et le progrès. (Très bien ! très bien ! — Vifs applaudissements. — M. le ministre des affaires étrangères, en retournant à son banc, reçoit les félicitations d'un grand nombre de sénateurs.)

### **La question du rattachement du service des protectorats au Ministère des Colonies.**

Elle est ainsi traitée par M. Doumer, député, au nom de la Commission du budget :

Messieurs, la Commission du budget, sur la proposition de notre honorable collègue M. Etienne, a émis l'avis que le service des protectorats, dépendant du département des affaires étrangères, fût rattaché au ministère des colonies.

Les seuls protectorats qui relèvent actuellement de ce service sont ceux de la Tunisie et de Madagascar. Le protectorat de l'Annam et du Tonkin, un moment confié au ministère des affaires étrangères, a dû lui être enlevé presque aussitôt pour retourner aux colonies où était sa vraie place.

Aucune raison de principe, aucun motif d'ordre général ne saurait être invoqué pour maintenir, à un ministère dont l'unique fonction doit être de veiller à nos relations avec les puissances étrangères, l'administration de deux des pays soumis à la souveraineté de la France. La Tunisie et l'île de Madagascar sont des possessions françaises au même titre que toutes les autres. Le protectorat n'est qu'une des formes sous lesquelles s'exerce la puissance souveraine de la métropole sur la colonie qui lui appartient.

Ces formes sont, d'ailleurs, très variables, et il est indispensable qu'il en soit ainsi. Ce serait folie de vouloir gouverner des colonies différentes, situées dans toutes les parties du monde, sous toutes les latitudes, des populations denses ou clairsemées, civilisées ou sauvages, de nature et de mœurs dissemblables, par des méthodes et des institutions identiques. L'administration coloniale française n'a jamais eu cette prétention ; et il y a beaucoup moins d'analogie entre le Gouvernement du Congo, par exemple, qu'entre le protectorat du Cambodge et de l'Annam, qui relève des colonies, et le protectorat de la Tunisie, qui relève des affaires étrangères.

Le maintien d'un service des protectorats à ce dernier département n'est donc plus défendu que par des raisons de circonstance et d'opportunité. Pour la Tunisie, on fait valoir que notre possession soulève encore, en Europe, des jalousies et des hostilités dont il y a lieu de tenir compte dans l'administration même du pays, et dont les fonctionnaires des affaires étrangères apprécient mieux que d'autres l'importance. Pour Madagascar, le seul argument qui ait été donné contre son rattachement aux colonies, lorsque la question fut discutée au mois de juillet à la Commission du budget, consistait à dire que la politique plus active que ferait le nouveau ministère accroîtrait les difficultés et nous obligerait à une expédition. Le ministère des affaires étrangères pouvait seul, disait-on, faire cette politique prudente qui trainait les choses en longueur et faisait durer indéfiniment le *statu quo*. L'événement a prouvé qu'une telle

façon d'agir n'avait pas, au point de vue colonial du moins, toutes les vertus qu'on lui attribuait, et que, pour ne jamais résoudre les difficultés, elle ne les faisait point disparaître. C'est elle qui nous a conduits, sinon par le chemin le plus court, du moins par le chemin le plus sûr, à l'expédition militaire aujourd'hui déçue. Il n'est pas certain qu'en Tunisie elle n'amène des résultats qui, pour être d'un autre ordre, n'en seront pas moins fâcheux.

En tout cas, il n'est aucune bonne raison pour séparer deux de nos possessions coloniales du vaste empire que possède la France, et de les confier à un ministère qui ne peut ni gouverner ni administrer, parce qu'il ne l'a jamais fait, parce qu'il n'est pas institué pour le faire. Seuls, l'orgueil des administrations, qui les pousse à ne rien abandonner de ce qui a été mis une fois dans leurs mains, les rivalités de bureaux, ont pu faire durer un état de choses que la logique et le bon sens condamnaient avant que les faits aient prononcé à leur tour.

La nécessité de rendre à notre administration coloniale son unité est, du reste, depuis longtemps reconnue. La Commission qui a examiné le budget de l'exercice 1894 faisait valoir, par l'organe de son rapporteur, M. Antonin Dubost, qu'il n'était pas possible d'avoir deux administrations distinctes pour les pays de protectorat et que la réunion des services s'imposait. Fallait-il les grouper au département des affaires étrangères? Fallait-il, au contraire, ramener la Tunisie et Madagascar à l'administration des colonies, alors insuffisamment organisée et qui n'était qu'un sous-secrétariat d'Etat dépendant du ministère du commerce? La Commission du budget ne se prononçait pas.

M. Antonin Dubost, après avoir résumé les opinions en présence et fait connaître que la Commission n'avait pas cru devoir indiquer la solution qui lui paraissait la meilleure, ajoutait :

« Mais elle avait le devoir de poser cette question devant les Chambres et de faire connaître qu'à son avis il est urgent de la trancher d'une manière définitive, car, tant qu'une solution ne sera pas intervenue, de graves intérêts resteront en souffrance. »

C'est cette question qui n'est pas tranchée encore.

Seulement, aujourd'hui, elle ne se présente plus dans les mêmes conditions qu'en 1893. On pouvait alors de remettre les pays placés sous le régime du protectorat au département des affaires étrangères, parce qu'il n'y avait pas d'administration des colonies organisée et indépendante, cela ne peut plus être proposé à l'heure actuelle, quand le Parlement a décidé de donner à cette administration la force, la cohésion, l'unité qui lui manquaient, en la constituant en un ministère distinct, en lui fournissant les crédits annuels dont elle avait besoin. Il a implicitement résolu par là la question du rattachement des protectorats.

D'ailleurs, chaque fois qu'il a été question, autrefois, de la constitution du ministère des colonies, c'était en vue d'y concentrer tous les services coloniaux. M. Delcassé, aujourd'hui ministre, qui fut rapporteur, à la fin de 1892, de la proposition de M. Reinach et d'un grand nombre de nos collègues tendant à la création du ministère des colonies, disait à ce sujet dans son rapport :

« On comprend bien que, dans notre pensée, la mesure que s'est proposée la Chambre ne saurait consister en un simple changement de nom : d'abord le futur ministère embrassera toutes les possessions extérieures de la France, sous quelque dénomination qu'on les ait rangées. La distinction qu'on a établie entre les colonies et les protectorats, pour laisser les protectorats ou plutôt certains protectorats au ministère des affaires étrangères, ne nous paraît pas fondée. »

Plus loin, le rapporteur disait encore :

« Laissons au ministère des affaires étrangères le soin des négociations que peuvent nécessiter nos intérêts, soit continentaux, soit d'outre-mer. Quant à l'organisation intérieure, à l'outillage, à la mise en valeur de nos possessions lointaines, c'est l'administration des colonies seule qui a qualité pour y pourvoir. Elle seule pourra entreprendre certains ouvrages qu'on trouve étrange de

voir exécutés par le ministère des affaires étrangères. Enfin d'elle seule on aura le droit d'exiger l'unité de vues, la méthode, l'esprit de suite et les efforts soutenus que réclame notre empire colonial pour produire les résultats en vue desquels nous l'avons fondé.

« Qui pourrait protester contre cette solution ? Le ministre des affaires étrangères ? Mais son intérêt, au contraire, n'est-il pas de se décharger d'une tâche pour laquelle il est manifeste qu'il n'est point fait ? N'a-t-il pas d'ailleurs d'autres soins dont le bien du pays veut qu'il ne se laisse point distraire ? Le Parlement ? Mais son contrôle n'en sera que plus assuré, les responsabilités ayant cessé d'être partagées. Et nous n'insistons pas sur l'avantage, pourtant très appréciable, d'avoir enfin un budget des colonies où, pour la première fois, seraient inscrites toutes les dépenses faites dans toutes les colonies. En voyant ce que coûte telle possession dont nous avons mille fois raison de nous féliciter, on se sentira plus d'indulgence pour telle autre que l'on est porté à juger avec une rigueur peut-être excessive. »

Le ministère des colonies est maintenant constitué et organisé. Il n'y a plus de motifs pour maintenir aux affaires étrangères un service dont aucune raison sérieuse ne justifie l'existence.

Le Gouvernement connaît, sur ce point, l'avis formel de la Commission du budget. S'il juge que la Chambre doit prononcer, il a le moyen de l'appeler à le faire au cours de la discussion du budget de 1895, qui va s'ouvrir.

Mais il peut, dès maintenant, étudier et préparer les conditions du transfert du service des protectorats. Cela devra l'amener, entre autres choses, à supprimer une sous-direction devenue inutile à la direction politique du ministère des affaires étrangères, et à remanier cette direction dont l'organisation ne répond plus aux nécessités politiques, au nombre et à l'importance des affaires à traiter avec les diverses nations.

La concentration des services au ministère des colonies devra aussi avoir pour conséquence de faire apparaître au budget de ce département l'ensemble des dépenses faites pour la Tunisie et pour Madagascar, à présent disséminées dans le budget de plusieurs ministères, et dont il sera question, d'ailleurs, dans la suite de ce rapport.

### Madagascar.

Le *Tagblatt* de Berlin reçoit de M. Eugène Wolf, son correspondant à Majunga, la proclamation du général Melzinger, commandant actuel des troupes françaises à Madagascar. La proclamation est en langue Malgache. En voici la traduction littérale :

Paroles du général commandant les soldats du premier corps de troupes qui vient pour combattre.

Il vous dit :

« Enfants de Madagascar, les Français sont venus à Madagascar aussi nombreux que des fourmis et ils sont venus pour monter jusqu'à Tananarive.

« Ils ne sont pas venus pour vous prendre vos propriétés, ni la terre de vos ancêtres, mais pour forcer le Gouvernement hova à exécuter avec équité et loyauté une précédente convention.

« Quand la guerre sera terminée et que le pays sera pacifié, les affaires augmenteront et doubleront. Si les habitants reviennent dans leurs foyers, il ne leur sera infligé aucun châtiment, mais ils seront considérés comme fidèles et dignes de confiance. Il ne sera plus imposé aucune corvée, soit à ceux qui travaillent pour le Gouvernement hova, soit aux soldats qui n'étaient pas payés par leurs gouverneurs, car ce sont eux qui vivent de votre propriété. Tel est l'usage de votre Gouvernement.

« Mais, dorénavant, personne, pas un seul, ne pourra plus vous dire : « Ceci est pour moi », et personne n'aura plus à répondre : « Je suis ton esclave. »

« L'ordre ne sera pas rétabli dans le pays tant qu'il y aura des gens qui font



le mal et qui appartiennent à quelque bande de brigands. Avec eux votre moisson sera toujours perdue.

« Il y a eu des négociants français assassinés; leurs propriétés ont été pillées et détruites. Nous ne pouvons pas tolérer cet état de choses, car de cette manière les sujets malgaches ne peuvent prospérer. Il faut transformer ce qui est mauvais en bon.

« Il est aussi nécessaire, si cela est possible, de pouvoir faire justice de qui que ce puisse être, grand ou petit, quel qu'il soit et où qu'il soit.

« Et quand ce changement merveilleux aura eu lieu, quand chacun possédera sa propriété, aussi bien le grand que le petit, chacun sera content, personne ne sera plus dépouillé et les bandes de voleurs se disperseront.

« Alors les affaires augmenteront et seront bonnes, ce qui vous rendra tous heureux. Et ce que je viens justement de vous dire est la raison de la résolution de la France.

« Pendant longtemps elle l'a tenue en suspens et elle a cherché à s'entendre par l'amitié et les bonnes paroles avec le Gouvernement hova.

« Mais Rainilaiarivony n'a pas voulu entendre les bonnes paroles que la France lui a données, tandis qu'il a écouté quelques mauvais conseillers qui pensaient mal et ont de mauvais desseins.

« Les mauvais conseillers et amis peuvent être comparés au feu.

« Mais à cause d'eux, on ne peut pas plus longtemps en France fermer les yeux. Avec ses canons et ses fusils, la France prendra ce que l'amitié n'a pu obtenir.

« Et ce qui vient d'être dit est la cause de la guerre et de la misère.

« Pour ceux qui seront avec la France, elle aura bon cœur et elle leur montrera de l'amitié, mais s'il y a de mauvais hommes qui cherchent à empêcher la France de faire ce qu'elle a résolu, malheur à eux!

• Majunga, 4 mars 1895.

« METZINGER,

« Général, chef des soldats au commencement de la guerre.

« Pour traduction conforme :

« L'élève drogman,

« A.-M. GRÉDÈS »

## GRANDE-BRETAGNE

### La question monétaire.

Dans la séance de la Chambre des communes du 26 février, on a discuté la motion de M. Everett, demandant la réunion d'une Conférence internationale qui étudierait les mesures à prendre pour faire disparaître l'écart grandissant qui se produit dans la valeur relative de l'or et de l'argent.

M. Chaplin a annoncé que M. Balfour, retenu au lit par l'influenza, l'avait chargé de dire que l'ordre du jour Everett avait son entière approbation et qu'il l'aurait défendu s'il avait pu assister à la séance.

M. Chaplin se déclare convaincu que la victoire restera bientôt aux partisans du bimétallisme.

Sir William Harcourt, chancelier de l'Echiquier, prenant la parole, a déclaré que la différence de valeur entre l'or et l'argent s'accroissant sans cesse, ce qui est cause de nombreux inconvénients, l'Angleterre peut discuter la question avec les autres nations.

Mais l'orateur a rappelé que la Conférence de Bruxelles en 1892 avait fini par se prononcer en faveur du monométallisme. Il a dit qu'il ne croyait pas, comme M. Chaplin, que la récente déclaration du prince de Hohenlohe indique que l'Allemagne soit sur le point de changer d'opinion en matière monétaire. Cependant si l'Allemagne veut provoquer un examen des moyens propres à adoucir les maux qui résultent de la dépréciation de l'argent, le Gouvernement



anglais est prêt à prendre part, dans un esprit amical, à cette discussion au point de vue international, mais sans cesser d'adhérer à son système monétaire actuel.

Il n'est pas de pays plus intéressé que l'Angleterre à maintenir son système monétaire sur une base solide. La continuité du système monétaire est aussi nécessaire que la continuité en matière de politique étrangère. C'est pourquoi le précédent Gouvernement a énergiquement combattu, en 1890, un ordre du jour en faveur du bimétallisme.

Au cours d'une Conférence, on constatera combien les intérêts en jeu sont différents. Les pays producteurs d'argent voudraient voir augmenter le monnayage de ce métal. Les pays qui ont l'or pour unique étalon monétaire seront heureux de se défaire de leur argent et de le transmettre à leurs créanciers extérieurs. Qui donc dans ces conditions pourrait garantir le maintien d'une entente momentanée internationale?

La circulation monétaire de l'Angleterre ne doit pas être ainsi à la merci d'une puissance étrangère ou d'un Comité de nations étrangères. Que la France, l'Allemagne et les Etats-Unis s'entendent entre eux pour maintenir avec une certaine fixité la valeur de l'argent, nous pourrions ne pas nous associer à leur entente, mais nous n'y ferons pas d'objection.

Sans doute la dépréciation de l'argent nuit à l'Inde, mais le Gouvernement a pris la seule mesure possible en donnant au Gouvernement des Indes toute liberté pour limiter ou arrêter la frappe des monnaies.

Sir William Harcourt ajoute : L'ordre du jour Everett est conçu en termes qui peuvent fournir une base d'entente commune, parce que cet ordre du jour invite seulement le Gouvernement à se mettre en rapport avec les autres pays pour étudier les remèdes à apporter à des maux dont l'existence ne peut pas être niée. En conséquence, le Gouvernement ne combattra pas l'ordre du jour.

CHAMBRE DES COMMUNES (*Séance du 5 mars*). — La discussion d'un crédit de 175,000 fr. pour dépenses judiciaires a donné lieu à une interpellation sur Cornelius Herz. Voici, d'après l'Agence Havas, le résumé de cette partie du débat :

Sir Edward Reed rappelle l'arrestation de Cornelius Herz, sur la demande du Gouvernement français, à la suite des scandales de l'affaire de Panama. Pendant que l'on relâchait les autres personnes arrêtées en même temps, Herz retenu au lit par une maladie sérieuse, resta pendant deux années l'objet de la surveillance d'un agent de police, bien que le Gouvernement français eût admis qu'il n'avait commis aucun délit pour lequel on pût lui faire un procès en France et que le but de l'extradition était seulement d'assurer l'exécution d'une action judiciaire pour un délit commis dans un autre pays.

Sir E. Reed déclare que du moment que le Gouvernement français avait admis un tel point de vue, Herz est illégalement maintenu en état d'arrestation. Mais le Gouvernement français a refusé pour des raisons politiques de consentir à sa mise en liberté, et d'autre part, comme Herz était arrêté en vertu de la loi d'extradition invoquée par le Gouvernement français, nous ne pouvions le relâcher nous mêmes; mais, ajoute M. Reed, je ne croyais pas qu'étant données ces circonstances, l'Angleterre dût maintenir un homme en état d'arrestation pendant toute sa vie, tout simplement parce que le Gouvernement français ne voulait pas consentir à sa mise en liberté.

L'orateur ajoute que si Herz avait pu comparaitre et prouver son innocence devant le Tribunal de Bow street, il aurait dû être nécessairement relâché.

Sir Franck Locwood, solicitor general, répond que le Gouvernement français avait demandé l'arrestation et l'extradition de Herz et que cette demande n'eut pas de résultat par suite de l'état de santé de Herz. Depuis lors, Herz est resté virtuellement prisonnier. Les autres personnes arrêtées en même temps ont été relâchées, mais après avoir purgé leurs condamnations. Il n'est donc pas correct de dire que le Gouvernement français a admis que Herz n'avait commis aucun délit pour lequel on pût lui faire un procès en France.

L'orateur ajoute qu'il serait heureux de satisfaire son interpellateur en faisant des représentations au Gouvernement français, mais il ne peut pas admettre que la conduite du Gouvernement anglais soit sujette à un blâme.

L'ex-solicitor general conservateur, sir E. Clarke, approuve la conduite du ministre des affaires étrangères : il croit cependant que le Foreign office pourrait faire des représentations au Gouvernement français.

### Occupation de Chypre.

Dans la séance de la Chambre des communes du 19 mars, la demande d'un crédit supplémentaire de 10.000 livres sterling pour Chypre a provoqué un long débat sur l'occupation de cette île.

M. Pierpoint, conservateur, répond à l'opinion émise récemment par sir William Harcourt, d'après laquelle Chypre n'est pas une possession avantageuse pour l'Angleterre.

Le chancelier de l'Echiquier prétendait que Chypre aurait déjà coûté un demi-million de livres à l'Angleterre ; mais il a oublié d'ajouter que l'Angleterre avait retiré de l'île, sous forme de tribut, 1 million et demi de livres sterling, qui ont servi à faire face aux engagements de l'Angleterre et de la France, relativement à l'emprunt turc garanti.

Sir William Harcourt interrompant, dit que, si le tribut n'est pas payé aux porteurs d'obligations, il sera payé à la Turquie, de telle sorte que le peuple de Chypre n'en profitera pas.

M. Pierpoint répond en demandant pourquoi on ne ferait pas avec la Turquie un engagement pour racheter le tribut moyennant une somme qui serait empruntée avec la garantie de l'Angleterre à des conditions plus supportables pour l'île de Chypre.

M. Labouchère propose de réduire de 100 livres sterling le crédit supplémentaire. Pour lui, la possession de Chypre est aussi avantageuse pour l'Angleterre que celle de l'Ouganda, c'est-à-dire qu'elle ne vaut rien pour elle. Le procédé que l'Angleterre a employé pour s'établir dans l'île de Chypre est infâme, dit le député radical. Cette île ne fait point partie de l'empire anglais ; elle appartient à la Turquie et l'Angleterre n'en a que le bail, qu'elle peut résilier à n'importe quel moment. Il ne saurait être question pour l'Angleterre de garantir un emprunt pour l'île de Chypre.

M. Lowther dit que l'île de Chypre, loin d'être une charge onéreuse pour les contribuables anglais, a fait des progrès considérables, par suite du bail consenti à l'Angleterre. Il s'y fait un profit de 11,000 livres par an.

M. Bridgeman fait ressortir que l'arrangement conclu par l'Angleterre au sujet de l'île de Chypre a fait faire à l'Angleterre un bénéfice de 200,000 livres sterling.

M. Balfour déclare que le Gouvernement conservateur, en prenant à bail l'île de Chypre, a fait plus que tous les autres Gouvernements pour améliorer l'administration de l'Asie Mineure. L'occupation de l'île de Chypre a été un avantage à la fois pour la population cyprite et pour les contribuables anglais. On ne peut pas dire que l'occupation de Chypre n'est pas politique, avant de savoir quelle tournure peut prendre la question d'Orient. Un Gouvernement qui ne prévoirait pas l'avenir et qui renoncerait à un arrangement dont profitent la population de Chypre et les contribuables anglais commettrait une folie.

Sir William Harcourt regrette que la discussion du crédit serve de thème à une discussion de la question d'Orient.

L'orateur rappelle qu'il a eu grand soin de ne pas soulever la question des engagements pris par l'Angleterre relativement à l'île de Chypre, mais il estime que la combinaison qui oblige l'Angleterre à déduire, chaque année, 90,000 livres sterling des recettes de Chypre pour les remettre à la Turquie est des plus malheureuses. Cette combinaison est, dans une large mesure la cause de la situation peu satisfaisante où se trouve placée l'île aujourd'hui. On ne peut cependant pas imposer aux contribuables britanniques le fardeau d'un emprunt

pour rembourser le tribut turc. L'Angleterre ne peut pas non plus se soustraire à ses engagements envers l'île de Chypre. Il faut les tenir le mieux possible.

« Il ne s'agit pas de savoir, dit sir William Harcourt, si l'occupation de Chypre a été un acte de bonne ou mauvaise politique. » L'orateur n'a jamais proposé de rétrocéder l'île de Chypre à la Turquie : rétrocéder des populations quelconques au Gouvernement turc serait, dit-il, une chose regrettable.

M. Labouchère retire sa proposition de réduction de 100 livres sterling pour provoquer le scrutin sur le crédit tout entier.

Le crédit supplémentaire pour l'occupation est adopté par 246 voix contre 29.

Dans la séance de la Chambre des Communes, du 1<sup>er</sup> avril, M. Labouchère a posé au Gouvernement les questions suivantes :

1<sup>o</sup> Le Gouvernement communiquera-t-il à la Chambre tout ou partie des documents par lesquels il notifie au Gouvernement français que la vallée du Nil, entre les lacs et la frontière sud de l'Égypte, est comprise dans la sphère d'influence britannique ?

2<sup>o</sup> Cette notification a-t-elle déjà été faite au Gouvernement français, et la réponse de ce dernier sera-t-elle communiquée aux Communes ?

3<sup>o</sup> Quelle est la frontière occidentale de la sphère d'influence britannique ?

4<sup>o</sup> Le Gouvernement *de facto* qui existe au Soudan, c'est-à-dire le Gouvernement du mahdi est-il reconnu par le Gouvernement anglais comme un Gouvernement, ou bien ceux qui composent ce Gouvernement sont-ils regardés comme rebelles contre le khédive ?

5<sup>o</sup> Enfin, le Gouvernement anglais sait-il qu'une grande partie de la vallée du Nil, située entre les lacs et la frontière sud de l'Égypte, est placée sous la domination du sultan, et le sultan admet-il que l'Angleterre a un droit quelconque, territorial ou autre, sur cette partie du Nil ?

Sir Edward Grey, sous-secrétaire aux affaires étrangères, a répondu par des déclarations que l'agence Havas résume en ces termes :

Les points auxquels il est fait allusion dans les deux premières questions de M. Labouchère, et notre position à l'égard de ces questions ont été le sujet de négociations avec le Gouvernement français, l'année passée. La discussion n'a pas atteint sa conclusion définitive ; mais les négociations n'ont pas été rompues et aucun document sur ces questions ne peut être, actuellement, communiqué au Parlement.

La limite occidentale de la sphère d'influence britannique est définie dans l'art. 1<sup>er</sup> de la convention avec l'Allemagne, du 4<sup>er</sup> juillet 1890.

Le Gouvernement anglais ne peut pas reconnaître le Gouvernement du mahdi ou de son successeur, comme ayant annulé, d'une façon quelconque, les droits de l'Égypte sur ces territoires.

Quant à sa cinquième question, M. Labouchère n'a qu'à se reporter à la correspondance de 1894, sur l'Afrique, dans laquelle il est dit que le Gouvernement britannique n'ignore pas les titres de la Turquie et de l'Égypte, dans le bassin du Nil supérieur.

## NICARAGUA

### Décret de réincorporation des Indiens Mosquitos à la République de Nicaragua.

La Convention des Mosquitos,

Considérant :

Que le changement, survenu le 12 février 1894, est dû aux efforts des autorités de Nicaragua, lesquelles ont voulu nous délivrer de l'esclavage où nous nous trouvions ;

Que nous sommes convenus de nous soumettre entièrement aux lois et auto-



rités de Nicaragua et de prendre une place dans son administration politique et administrative ;

Que l'absence d'un Gouvernement respectable et légitime est toujours une cause de malheurs pour un peuple, ce qui a été notre cas pendant si longtemps ;

Qu'un des motifs de l'état arriéré dans lequel nous vivons a été, entre autres, la malversation des finances de la Mosquitie, dépensées dans un but étranger au bon ordre administratif ;

Que, quoique la Constitution du Nicaragua pourvoie à tous les besoins et aspirations d'un peuple libre, nous désirons cependant conserver les privilèges spéciaux s'accordant avec nos coutumes et le caractère de notre race ;

En vue des considérations précédentes et faisant usage d'un droit naturel et de notre volonté libre et spontanée, nous déclarons et

#### Décrétons :

Article premier. — Les populations des Mosquitos seront régies par la Constitution de Nicaragua et ses lois, et resteront sous la protection du drapeau de la République ;

Art. 2. — Toutes les recettes que produira le littoral des Mosquitos seront destinées à leur propre profit, nous réservant ainsi l'autonomie économique ; mais ces recettes seront perçues et administrées par les employés fiscaux du Gouvernement suprême ;

Art. 3. — Les indigènes seront exempts, en temps de paix et de guerre, de tout service militaire ;

Art. 4. — Aucune taxe ne sera imposée sur les personnes des Mosquitos ;

Art. 5. — Le droit de suffrage est extensif aux hommes et aux femmes de dix-huit ans ;

Art. 6. — Les villages indigènes relèveront immédiatement du chef inspecteur et des alcades et agents de police de leurs localités respectives ;

Art. 7. — Les Indiens Mosquitos, seuls, éliront ces fonctionnaires ;

Art. 8. — Les alcades et agents de police resteront à leur poste tant qu'ils mériteront la confiance des habitants, mais ils pourront être révoqués par ordre de l'intendant ou par la motion populaire ;

Art. 9. — Lors de la prise de possession par les alcades et agents de police, le chef inspecteur leur défèrera le serment sous la formule suivante :

« Jurez-vous, par Dieu et par la Bible, de chercher le bonheur du peuple qui vous a élu et d'obéir et faire obéir aux lois de Nicaragua ? »

L'interpellé répondra : « Oui, je le jure. »

Art 10. — Les populations élaboreront leurs règlements locaux en assemblées présidées par le chef et devront soumettre ces règlements à l'approbation de l'autorité supérieure du Gouvernement national de la côte.

Art. 11. — Comme vote de gratitude, à l'égard du magistrat Président de la République, le général J. Santos Zelaya, aux efforts de qui nous devons la jouissance de libertés, le territoire qui auparavant s'appelait « Reserva Mosquita » s'appellera désormais « Département Zelaya ».

Donné au Palais des Sessions de la Convention des Mosquitos, le 20 novembre 1894.

Ici les signatures :

Des Délégués des 23 villages Mosquitos, au nombre de 82 ;

Puis les contreseings du général Rigoberto Cabezas, intendant général de la côte atlantique de la République de Nicaragua (à qui revient le grand honneur de cet acte de réincorporation) ;

Les signatures des divers fonctionnaires officiels du Nicaragua.

Toutes ces signatures légalisées en dernier ressort par l'agent consulaire des Etats-Unis à Bluefields.



Ce décret a été suivi d'une amnistie générale en faveur des personnes qui avaient pris part à l'émeute des 5 et 6 juillet 1894.

(Traduction communiquée par M. D. Pector, consul général du Nicaragua, à Paris.)

### ROUMANIE

M. d'Aubigny, ministre de France à Bucharest, a signé, le 12 mars, avec le ministre des affaires étrangères de Roumanie, un arrangement pour la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises.

Le ministre des finances a fait établir une statistique de la population urbaine et rurale de tous les districts ; cette statistique sera utile aux commissions chargées du nouveau recensement des contributions directes pour une nouvelle période de cinq ans.

Voici un résumé de ce travail :

Il y a dans le pays 2,739,043 hommes et 2,667,206 femmes ; au total 5,406,249 habitants.

Par religions, ces chiffres se répartissent ainsi : *Orthodoxes*, 2,513,500 hommes et 2,435,918 femmes ; *catholiques*, 75,558 hommes et 78,535 femmes ; *israélites*, 118,685 hommes et 121,540 femmes ; *mahométans*, 22,941 hommes et 20,167 femmes ; autres religions, 8,359 hommes et 8,044 femmes.

(*Indépendance roumaine*, du 25 mars/6 avril).

### SUISSE

Il résulte d'une communication adressée, le 29 octobre 1894, par le Conseil fédéral suisse, aux Etats faisant partie de l'Union pour la protection de la propriété industrielle, que le Gouvernement italien a ratifié les protocoles II et III adoptés par la Conférence de Madrid, savoir :

L'Arrangement concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, du 14 avril 1891.

#### Circulaire de la Chancellerie fédérale suisse concernant la nationalité des ressortissants suisses nés en Suède.

A teneur de l'art. 2 de la loi suédoise du 1<sup>er</sup> octobre 1894, concernant l'acquisition et la perte de la nationalité, l'étranger né sur le territoire suédois et domicilié en Suède, jusqu'à l'âge de 22 ans révolus, devient, par ce fait, citoyen suédois, à moins que, dans le cours de la dernière année, c'est-à-dire entre 21 et 22 ans, l'intéressé n'ait déclaré par écrit, auprès de l'administration gouvernementale (prélectorale) de son ressort, répudier la nationalité suédoise. A l'appui de sa déclaration, il devra établir, par des preuves authentiques, sa qualité de citoyen d'un autre pays.

Tout enfant né en Suède, d'un père qui y est né lui-même, ne peut faire usage de cette faculté ; il est considéré comme irrévocablement Suédois, au point de vue de la législation suédoise.

Pour les formalités de répudiation, on doit s'adresser au Consulat de Suisse, à Stockholm.

Berne, le 22 mars 1895.

### BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

#### Revue des Deux-Mondes.

1<sup>er</sup> avril. — *De Léoben à Campo-Formio : Le proconsulat de Bonaparte*, par Albert Sorel. — *Terre d'Espagne : Un domaine seigneurial, Avila*.

Madrid, l'Escorial, Tolède, par René Bazin. — *Les Finances de l'Empire d'Allemagne*, par Raphaël-Georges Lévy. — *La France jaune*, par le vicomte de Vogüé (à propos de publications relatives au Tonkin). — *La candidature du prince Léopold de Hohenzollern au trône d'Espagne, en 1870*, par G. Valbert (recit fait d'après les intéressants mémoires du roi de Roumanie).

13. — *La tactique moderne de l'infanterie*, à propos des derniers règlements. — *Condition de la femme aux Etats-Unis : Deux grands mouvements féministes, les femmes dans les hôpitaux*, par Th. Bentzon. — *L'Ecole normale et son centenaire*, par Georges Perrot. — *La situation en Grèce, les partis, la monarchie et le pays*, par Ed. Hervé. (La conclusion est que la politique telle qu'on la pratique en Grèce depuis de longues années, cette politique qui subordonne et sacrifie tout à l'intérêt électoral, est le seul obstacle au développement économique d'une nation énergique et vivace qui ne demande qu'à travailler, à produire et à prospérer.) — *Les suites financières d'une révolution, le ministère Laffitte*, par A. Calmon (fragment d'une histoire des finances de la Monarchie de juillet).

### Le Correspondant.

10 avril. — *La Reine Victoria* (étude de l'ensemble de sa vie). — *Souvenirs et correspondances*, par M<sup>me</sup> Octave Feuillet. — *Le Centenaire de l'Ecole normale*, par un normalien. — *Les mardis et les mercredis de la marquise de Lambert*, par Emm. de Broglie. — *Les Anglais dans la Méditerranée, Chypre ou la Crète*, par C. Chrysaphidès à propos de la nouvelle que l'Angleterre songerait à se débarrasser de Chypre dont l'acquisition a été regrettée dernièrement au Parlement britannique et qu'elle aurait des visées sur la Crète). — *Le général Bonaparte en Belgique*, par de Lanza de Laborie. (Il s'agit d'une tournée d'apparat faite par le premier consul pendant l'été de 1803.)

25. — *Le Second Empire*, par Etienne Lamy. (La conclusion de l'étude est que le pouvoir absolu ne peut aboutir qu'à des désastres.) — *Impressions et souvenirs sur M. Cousin*, par H. de Lacombe (à propos de l'ouvrage de M. Barthélemy Saint-Hilaire). — *Les mardis et les mercredis de la marquise de Lambert*, par Emmanuel de Broglie. — *La province sous l'ancien régime*, par Maxime de la Rochetie (à propos d'un ouvrage publié, sous ce titre, par M. Albert Babeau).

### La Revue de Paris.

1<sup>er</sup> avril. — *Le droit d'accroissement*, par Jules Simon. — *Un homme d'Etat italien : Felice Cavallotti*, par G. Giacometti. — *Napoléon à Valladolid*, par le général baron Thiébault (extrait de ses mémoires; épisode curieux d'une parade à Valladolid où le général Legendre eut à subir une violente apostrophe de l'Empereur, à propos de la capitulation de Baylen). — *Un homme d'Etat français : M. Waldeck-Rousseau*, par L. Leyret. — *Le monde et ses détracteurs*, par Ch. Bigot. — *Madame Craven et sa correspondance*, par Yette Blaze de Bary.

15. — *Lettres de jeunesse du Pape Léon XIII.* — *Les Japonais au combat du Yalou* (récit détaillé dû à un officier de marine français qui a gardé l'anonyme). — *Ernest Bersot, souvenirs d'un normalien*, par Georges Lyon. — *Quinze jours aux Etats-Unis*, par le marquis de Castellane.

### Bibliothèque universelle et Revue Suisse.

Avril. — *L'assurance et les caisses libres*, par Numa Droz. — *Le mouvement littéraire en Espagne*, par E. Rios. — *La dictature en Italie*, par Vilfredo Pareto. — *Souvenirs d'un portraitiste*, par Georges Healy. (Cette dernière partie est consacrée au peintre Couture.)

### Revue générale de droit international public.

1893, II. — *L'Union internationale des chemins de fer*, par Numa Droz, directeur de l'office central des transports internationaux. (Exposé des principes généraux de l'Union : les questions techniques sont laissées de côté. Pour ces questions, l'auteur renvoie au remarquable travail publié par M. Ch. Lyon-Caen, dans le *Journal de droit international privé*. — *Les difficultés internationales venant de la constitution de certains pays*, par Fr. Despagne (importantes considérations à propos du régime constitutionnel, de l'union personnelle ou réelle, de la confédération et de l'Etat fédéral, des Colonies autonomes). — *Les zones franches de la Haute-Savoie et du pays de Gex*, par M. Paisant. (Exposé clair et complet d'une question compliquée qui présente un intérêt commercial et économique en même temps que juridique. On peut s'étonner seulement que l'auteur, si bien informé, n'ait pas fait usage de la correspondance diplomatique de Pictet de Rochemont, qui donne de précieux renseignements sur les circonstances dans lesquelles la zone douanière de Gex a été établie.) — Chronique : *Conférence de Berne* pour la formation d'une Union pour la publication des traités ; *Egypte, projet de conversion de la dette unifiée*, sa légalité ; *Délimitation de Sierra-Leone et des rivières du Sud*, arrangement anglo-français du 21 janvier 1893 ; *Question du change dans les transports internationaux*, arrêt de Chambéry accompagné d'observations ; *Transports à Madagascar entrepris par une maison anglaise pour le compte du Gouvernement français*, question discutée à la Chambre des Communes (important exposé) ; *Affaires arméniennes*.

### Revue de droit international et de législation comparée.

1893, II. — *La nouvelle organisation judiciaire du Japon et ses traités avec l'Angleterre et les Etats-Unis, tendant à la suppression de la juridiction consulaire*, par Ern. Lehr. — *Le Canal de Panama et le droit international*, par A. de Bustamante. (Commencement d'une étude approfondie : Historique des idées et de la politique des Etats-Unis d'Amérique concernant le canal, attitude des Puissances européennes ; conduite et aspirations de la Colombie.) — *Les restrictions à la liberté des contrats en législation comparée*, par Em. Stoeckart. (La question a pris de nos jours une très grande importance par suite de l'intervention de l'Etat, de plus en plus accentuée, dans les rapports entre particuliers, spécialement entre patrons et ouvriers) — *De la compétence des tribunaux concernant les questions d'Etat, de capacité personnelle et de rapports de famille s'élevant entre étrangers*, par P. Esperson (exposé de la jurisprudence de divers pays).

### Revue politique et parlementaire.

Avril. — *Lettre sur la décentralisation*, par M. de Marcère, ancien ministre. — *Les controverses sur la décentralisation administrative*, étude historique par M. Léon Aucoc, membre de l'Institut. — *La Mairie centrale de Paris*, par un ancien préfet. — *La décentralisation par les établissements publics*, par M. Hauriou. — *La réforme du notariat*, par M. Douarche, conseiller à la Cour de Paris. — *L'assurance ouvrière et la caisse nationale des retraites pour la vieillesse*, par Raoul Jay. — *La loi sur l'assistance médicale gratuite devant les Conseils généraux*, par G. Rondel. — *A propos de la conversion de l'Unifiée égyptienne*, par A. Souchon, agrégé à la Faculté de droit de Lyon (très intéressante question discutée avec une rare compétence). — *Une étude sur M. Gladstone*, par G. Bourcart (analyse d'articles publiés dans une revue anglaise). — La vie politique et parlementaire à l'étranger : *Espagne* (détails intéressants sur les divers hommes politiques avec un sommaire des travaux législatifs), *Hongrie*, *Russie* (bilan de la législation pour 1894). — Etat des travaux législatifs en France. — Chronologie politique étrangère et française.



### Revue d'histoire diplomatique.

1893, II. — *La question de Madagascar*, par H. Pouget de Saint-André (exposé d'ensemble). — *Missions diplomatiques de Claude du Bourg*. (C'était un frère d'Anne du Bourg, champion et martyr de la Cour des réformés en France, mais il avait un caractère bien différent). — *Un collaborateur de Richelieu et de Mazarin : Bernard du Plessis-Besançon* (suite), par le comte de Beaucaire. — *Les derniers jours d'une mission diplomatique en Suède* (août 1790-avril 1792), par R. Bittard des Portes (détails intéressants sur la situation difficile faite au chargé d'affaires de France). — Chronique (analyse de documents ou d'articles intéressants sur des questions diplomatiques).

### Revue des Revues.

1<sup>er</sup> février. — *La disparition de la noblesse en Allemagne*, par le Dr Paul Ernst. — *Les curiosités aztèques*, par J. Valentini. — *L'anarchie est-elle inévitable?* par le prince Krapotkine. — *Lucrèce et le pessimisme moderne*, par P. Laumonier.

15. — *La pieuse Angleterre*, par G. Barlow (appréciation courageuse de la morale actuelle de l'Angleterre). — *L'évolution de l'orthographe*. — *La religion et la morale contre la science* (analyse de deux articles du comte Tolstoï et du professeur Berthelot). — *La dernière élection municipale de Pompéi*, par le marquis de Nadaillac.

1<sup>er</sup> mars. — *La pieuse Angleterre* (fin). — *Le règne de l'argent*, par A. Leroy-Beaulieu. — *L'Allemagne socialiste*, par Liebknecht (article d'une Revue américaine). — *Tortures et supplices* (avec des dessins reproduisant des instruments de la célèbre collection de Nuremberg). — *La vie privée d'il y a dix huit cents ans* (d'après un article de M. R. Dureste, dans le *Journal des Savants*).

15. — *La France et l'Allemagne au Vatican*, par Jules Bonnefon (à propos de la question du plain-chant). — *Français et Allemands* (résultats d'une enquête sur les relations intellectuelles qui doivent exister entre les deux peuples).

### Revue algérienne et tunisienne.

Mars. — *Le Homestead et la question de la propriété foncière en Algérie*, par Paul Sumien. (Indication des diverses propositions soumises à la Chambre des Députés; l'auteur pense que l'institution du Homestead rendrait des services en Algérie.)

### Journal du droit international privé.

1893, III-IV. — *Système général de solution des conflits de lois* (suite). A. Pillet. — *La Justice française à Madagascar envers les français, les indigènes et les étrangers* (Le Garrec). — *Validité du mariage religieux, non précédé du mariage civil, contracté en France par deux étrangers* (A. Laurent). — *L'espionnage dans la législation pénale italienne* (A. Camons). — *L'extradition de Balfour demandée par l'Angleterre à la République Argentine* (H. Prudhomme). — *Questions et solutions pratiques*. — *Nationalité, étranger, arrêté d'expulsion, domicile, réclamation de la qualité de français*. — *Jurisprudence*. — *France : Appel*. — *Brevet d'invention*. — *Compétence*. — *Concurrence déloyale*. — *Courses espagnoles*. — *Courtiers maritimes*. — *Filiation*. — *Jugement étranger*. — *Mariage*. — *Nationalité*. — *Succession*. — *Allemagne*. — *Marine marchande*. — *Nom*. — *Succession*. — *Testament conjonctif*. — *Angleterre : Income-Tax*. — *Mariage*. — *Testament*. — *Belgique*. — *Caution judicatum solvi*. — *Commission rogatoire*. — *Compétence*. — *Faillite*. — *Italie : Espionnage en temps de paix* (affaire du capitaine Romani). — *Turquie : Marques de fabrique*. — *Documents*. — *Faits et informations*.



### Bulletin des transports internationaux par Chemins de fer.

Janvier. — Liste des lignes auxquelles s'applique la convention internationale. — Dispositions édictées dans les différents Etats pour empêcher la propagation des germes infectueux lors du transport des animaux.

Février. — Statistique des chemins de fer russes, en 1893.

Mars. — Statistique des chemins de fer autrichiens, en 1893. — L'unité technique en matière de chemins de fer (avec divers protocoles).

Avril. — Statistique des chemins de fer allemands (1880-1894). — Conventions spéciales de l'Allemagne avec l'Autriche-Hongrie et le Luxembourg, pour faciliter le transport de certaines marchandises.

### Bulletin de statistique et de législation comparée.

Mars. — *France* : Produits des contributions indirectes perçus et constatés pendant les années 1894 et 1893 ; les octrois en 1893 (relevé par département, le produit brut a été de près de 317 millions, Paris entrant dans ce chiffre pour plus de 150 millions) ; l'encaisse, la circulation et les opérations de la Banque de France, en 1894. — *Angleterre* : Le Royaume-Uni et ses colonies, en 1892-93 (statistique collective). — *Belgique* : L'interdiction des monnaies de billon étrangères (détails sur le retrait opéré l'année dernière et sur les mesures prises pour empêcher un nouvel envahissement de ces monnaies). — *Allemagne* : Le projet de réforme financière ; le projet de budget de la Prusse, pour 1895-96 ; l'impôt sur le revenu en Prusse ; le commerce extérieur de l'Allemagne, en 1894. — *Grèce* : Le commerce extérieur, depuis 1843 (il y a 20 millions de différence entre les exportations de 1844 et celles de 1893). — *Russie* : Oukase, du 7 février 1893, pour les conditions de remboursement du capital et du paiement des coupons des titres au porteur perdus, détruits ou volés. — *Etats-Unis* : Le commerce extérieur et la circulation monétaire. — *Inde anglaise* : Les nouveaux droits de douane sur les cotons manufacturés.

---

*Le Gérant : Gaston DUJARRIC.*

---

Arcis-sur-Aube. — Imp. LÉON FREMONT.

# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

---

## PREMIÈRE PARTIE

---

### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

---

#### CHINE — ETATS-UNIS

##### **Convention relative à l'immigration chinoise aux Etats-Unis.**

17 mars 1894 (1).

Considérant que, le 17 novembre 1880 (6<sup>e</sup> année, 10<sup>e</sup> mois, 15<sup>e</sup> jour du Kwanghsü), un traité a été conclu entre les Etats-Unis et la Chine, pour régler, limiter ou suspendre l'immigration des travailleurs chinois aux Etats-Unis et leur résidence sur leur territoire ;

Considérant que le gouvernement chinois en raison de l'antagonisme et des désordres sérieux et très regrettables auxquels la présence des ouvriers chinois a donné naissance dans certaines parties des Etats-Unis, désire prohiber l'émigration de ces travailleurs aux Etats-Unis ;

Considérant que les deux gouvernements, voulant coopérer à la prohibition de cette émigration, et renforcer sur d'autres points les liens d'amitié existant entre les deux pays, ont décidé d'adopter des mesures réciproques propres à assurer une meilleure protection aux sujets et citoyens de chacun d'eux dans la juridiction de l'autre ;

Le président des Etats-Unis a nommé Walter Q. Gresham, secrétaire d'Etat des Etats-Unis, son plénipotentiaire, et S. M. l'Empereur de Chine a nommé Yang-Yu, officier du second rang, sous-directeur de la Cour du culte sacrificiel (Court of Sacrificial Worship), envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire aux Etats-Unis d'Amérique, son plénipotentiaire, et lesdits plénipotentiaires ayant exhibé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des articles suivants :

Article premier. — Les Hautes Parties Contractantes conviennent pour

(1) Sur les précédents de cette convention, V. *Revue générale de droit international public*, 1894, p. 555 et suiv.

une période de dix ans, à dater de l'échange des ratifications de la présente convention, que l'entrée des travailleurs chinois est absolument interdite aux Etats-Unis, sauf sous les conditions ci-après spécifiées.

Art. 2. — L'article précédent ne s'appliquera pas au retour dans les Etats-Unis de tout Chinois enregistré qui a une femme légitime, un parent ou un enfant dans les Etats-Unis ou qui y possède une propriété de mille dollars ou des créances du même montant et « pending settlement ». Néanmoins, chaque Chinois dans cette situation doit avant de quitter les Etats-Unis déposer, comme condition de son retour, auprès du collecteur des douanes du district qu'il abandonne, une description complète et par écrit de sa famille, de sa propriété ou de ses créances, comme il est dit ci-dessus, et doit recevoir du dit collecteur un certificat de retour conformément au présent traité, suivant ce que les lois des Etats-Unis peuvent maintenant ou par la suite prescrire, sans s'écarter des dispositions de ce traité; si la description écrite sus-mentionnée est reconnue fausse, le droit de retour qui lui est subordonné ou le droit de résidence continue après retour sera dans chaque cas perdu. Le droit de retour aux Etats-Unis doit être exercé dans le délai d'un an à compter du départ des Etats-Unis; mais il peut être étendu à une période additionnelle qui ne pourra pas excéder une autre année dans les cas où, pour raison de maladie ou pour toute autre incapacité échappant à son pouvoir, le travailleur chinois est empêché de revenir plus tôt, lesquels faits doivent être entièrement rapportés au consul américain du port de départ et certifiés par lui, pour la satisfaction du collecteur du port auquel ledit sujet chinois doit aborder dans les Etats-Unis. Aucun travailleur chinois ne doit aborder dans les Etats-Unis, par terre ou par eau, sans produire à l'officier des douanes compétent le certificat de retour ici exigé.

Art. 3. — Les stipulations de la convention n'affecteront pas le droit dont jouissent actuellement les sujets chinois qui sont officiers, professeurs, étudiants, marchands ou voyageurs pour leur curiosité ou leur plaisir, mais non travailleurs, de venir aux Etats-Unis et d'y résider. Ces sujets chinois, pour être admis aux Etats-Unis, devront produire un certificat de leur gouvernement ou du gouvernement dans lequel ils ont résidé en dernier lieu, visé par le représentant diplomatique ou consulaire des Etats-Unis dans la contrée ou le port d'où ils partent. — Il est aussi convenu que les travailleurs chinois continueront à jouir du privilège de transit à travers le territoire des Etats-Unis, dans le cours de leur voyage dans d'autres contrées à l'aller et au retour, à charge par eux de respecter les dispositions qui pourront être prises par le gouvernement des Etats-Unis en vue de prévenir les abus de ce privilège de transit.

Art. 4. — Par application de l'art. 3 du traité d'immigration entre les Etats-Unis et la Chine, signé à Pékin le 17 novembre 1880, il est entendu et convenu que les Chinois de la classe des travailleurs ou de toute autre, résidant d'une façon permanente ou temporaire aux Etats-Unis, auront, pour la protection de leurs personnes et de leurs propriétés, tous les droits qui sont accordés par les lois des Etats-Unis aux citoyens de la nation la plus favorisée, à l'exception du droit de devenir citoyens par naturalisation. Et le gouvernement des Etats-Unis atteste à nouveau son obligation, établie dans ledit art. 3, de consacrer tout son pouvoir à assurer protection aux personnes de tous les Chinois et à leurs propriétés dans les Etats-Unis.

Art. 5. — Le gouvernement des Etats-Unis ayant par un *act* du

Congrès approuvé le 5 mai 1892 et amendé par un *act* approuvé le 3 novembre 1893, exigé que tous les travailleurs chinois se trouvant dans les limites des Etats-Unis avant le premier *act* nommé, soient enregistrés conformément à cet *act* dans le but de leur assurer une meilleure protection, le Gouvernement Chinois n'élève pas d'objection contre l'exécution de ces lois, et réciproquement le Gouvernement des Etats-Unis reconnaît au Gouvernement de la Chine le droit de faire et d'exécuter de semblables lois ou règlements pour l'enregistrement de tous les travailleurs, instruits ou non instruits (mais non les marchands tels qu'ils sont définis par lesdits actes du Congrès), citoyens des Etats-Unis en Chine, résidant dans les ports à traités ou ailleurs. — Et le gouvernement des Etats-Unis, promet, dans le délai de douze mois depuis l'échéance des ratifications de la présente convention et ensuite chaque année, de fournir au gouvernement de la Chine, des listes ou rapports contenant le nombre exact, l'âge, l'occupation, le nombre et le lieu de résidence de tous les citoyens des Etats-Unis, y compris les missionnaires résidant en Chine, soit dans les ports à traités, soit ailleurs, en exceptant cependant les agents diplomatiques et autres officiers des Etats-Unis résidant ou voyageant en Chine pour leurs affaires officielles, ainsi que leurs serviteurs personnels ou de maison.

Art. 6. — La présente convention restera en vigueur pour une période de dix années à compter de l'échange des ratifications, et si, six mois avant l'expiration de ladite période de dix années, aucun des deux gouvernements n'a formellement donné à l'autre avis de sa dénonciation, elle restera en vigueur pour une autre période de dix ans.

Fait en double à Washington, le 17 mars 1894.

## BELGIQUE — PARAGUAY

### Convention de commerce et de navigation.

15 février 1894 (1)

Sa Majesté le Roi des Belges et son Excellence le Président de la République du Paraguay, animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux pays et de placer dans des conditions également satisfaisantes les relations commerciales et maritimes entre les deux Etats, ont résolu de conclure à cet effet une convention de commerce et de navigation et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges, M. Ernest van Bruyssel, Consul général, Ministre résident de Belgique près la République du Paraguay et près les Républiques Argentine et de l'Uruguay ;

Son Excellence le Président de la République du Paraguay, M. le docteur Venancio V. Lopez, Son Ministre des Affaires Etrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Les Hautes Parties contractantes conviennent de se concéder réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui est relatif à leur navigation et à leur commerce d'importation, d'exportation et de transit, et, en général, pour tout ce qui concerne les tarifs,

(1) L'échange des ratifications a eu lieu à l'Assomption, le 8 décembre 1894.



taxes complémentaires et droits accessoires de douane et les opérations commerciales, de même que d'assurer aux citoyens et nationaux de l'un des pays dans l'autre, tous les droits civils, bénéfices, privilèges et exemptions pour l'exercice du commerce et des industries et pour le paiement des impôts, taxes et patentes, qui sont actuellement et qui seront, dans l'avenir, concédés aux sujets et citoyens de la nation la plus favorisée.

Art. 2. — La présente Convention n'aura d'effet qu'après qu'elle aura été ratifiée par les deux Hautes Parties contractantes, et les ratifications seront échangées à l'Assomption le plus promptement possible.

La présente Convention restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à l'Assomption, en double expédition, le quinzième jour de Février de l'an mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

(L. S.) ERNEST VAN BRUYSSSEL.

(L. S.) VENANCIO V. LOPEZ.

#### BELGIQUE — PARAGUAY

##### Déclaration concernant la communication réciproque des renseignements fournis par les recensements périodiques de la population.

20 février 1894.

Le Gouvernement de S. M. le Roi des Belges et le Gouvernement de la République du Paraguay sont convenus de ce qui suit relativement aux données recueillies lors des recensements périodiques de la population, au sujet des ressortissants d'un des pays résidant sur le territoire de l'autre.

Art. 1. — Les deux gouvernements contractants s'engagent à se remettre réciproquement et sans frais, après chaque recensement général de la population de leur territoire, des listes ou des bulletins individuels se rapportant aux citoyens de l'autre Etat compris dans lesdits recensements et portant, autant que possible, les noms, prénoms, profession, état civil, âge, lieu de naissance, demeure et nationalité déclarés par ces derniers.

Art. 2. — Ces listes ou ces bulletins individuels seront remis par le Gouvernement belge au Consulat général de la République en Belgique et par le Gouvernement Paraguayen, à la légation de Belgique à Buenos-Ayres.

Art. 3. — Il est expressément entendu que la délivrance ou l'acceptation des documents dont il s'agit ne préjugera pas les questions d'identité ou de nationalité.

Art. 4. — La présente déclaration sera exécutoire le dixième jour après la publication dans les deux pays.

Chacune des parties contractantes se réserve le droit de la dénoncer moyennant avis préalable donné un an à l'avance.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, l'ont signée à l'Assomption, en double original, le vingtième jour du mois de février de l'an 1894.

*Le Ministre résident de Belgique,*

ERNEST VAN BRUYSSSEL,

*Le Ministre des affaires étrangères du Paraguay,*

VENANCIO V. LOPEZ.

## DEUXIÈME PARTIE

---

### CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

---

#### GRANDE-BRETAGNE

---

#### PÊCHERIES DE BEHRING

---

**Mémoire présenté par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique  
au Tribunal d'arbitrage (suite) (1).**

#### CHAPITRE V

*La Cession de 1867, et l'étendue des droits cédés aux Etats-Unis.*

Voici le texte de la quatrième question, soumise à la décision du tribunal en vertu de l'article VI :

« Tous les droits qu'avait la Russie à la juridiction et aux pêcheries des phoques dans cette partie de la Mer de Behring qui s'étend à l'est de la limite maritime arrêtée par le traité du 30 Mars 1867, entre les Etats-Unis et la Russie, n'ont-ils pas été transférés, intacts, aux Etats-Unis par ce même traité ? »

Nous allons examiner cette question sous les titres suivants :

e. Quels sont les droits qui ont été transférés aux Etats-Unis par suite du traité du 30 Mars 1867 ?

f. La conduite tenue par les Etats-Unis et par la Russie entre 1867 et 1886.

g. Les différentes prétentions avancées par les Etats-Unis depuis 1886.

**TITRE E. — *Quels sont les droits qui ont été transférés aux Etats-Unis par suite du traité du 30 Mars 1867 ?***

Voici le texte du traité de cession de l'Alaska.

« Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies et les Etats-Unis d'Amérique, désirant raffermir, s'il est possible, la bonne intelligence qui existe entre eux, ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

« Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, le Conseiller Privé

(1) V. *Archives*, 1893, I, p. 269 et suiv. ; II, p. 31.

Edouard de Stœckl, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire aux Etats-Unis; et

« Le Président des Etats-Unis, le Sieur William H. Seward, Secrétaire d'Etat;

« Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivants :

« Article premier. — Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies s'engage, par cette convention, à céder aux Etats-Unis, immédiatement après l'échange des ratifications, tout le territoire avec droit de souveraineté actuellement possédé par Sa Majesté sur le continent d'Amérique, ainsi que les îles contigües, le dit territoire étant compris dans les limites géographiques ci-dessous indiquées, savoir : la limite orientale est la ligne de démarcation entre les possessions russes et britanniques dans l'Amérique du Nord, ainsi qu'elle est établie par la convention conclue entre la Russie et la Grande-Bretagne, le 16/28 Février 1825, et définie dans les termes suivants des articles III et IV de la dite convention :

« A partir du point le plus méridional de l'île dite Prince of Wales, lequel point se trouve sous le parallèle de 54° 40' de latitude nord, et entre le 131° et le 133° degré de longitude ouest (méridien de Greenwich), la dite ligne remontera au nord le long de la passe dite Portland Channel, jusqu'au point de la terre ferme, où elle atteint le 56° degré de latitude nord; de ce dernier point, la ligne de démarcation suivra la crête des montagnes situées parallèlement à la côte jusqu'au point d'intersection du 141° degré de longitude ouest (même méridien); et finalement, du dit point d'intersection, la même ligne méridienne du 141° degré formera, dans son prolongement jusqu'à la Mer Glaciale, la limite entre les possessions russes et britanniques sur le continent de l'Amérique nord-ouest.

« Il est entendu, par rapport à la ligne de démarcation déterminée dans l'article précédent :

« 1° Que l'île dite Prince of Wales appartiendra tout entière à la Russie : (mais dès ce jour, en vertu de cette cession, aux Etats-Unis).

« 2° Que partout où la crête des montagnes qui s'étendent dans une direction parallèle à la côte, depuis le 56° degré de latitude nord au point d'intersection du 141° degré de longitude ouest, se trouverait à la distance de plus de 10 lieues marines de l'océan, la limite entre les possessions britanniques et la lisière de côte mentionnée ci-dessus comme devant appartenir à la Russie (c'est-à-dire la limite des possessions cédées par cette convention), sera formée par une ligne parallèle aux sinuosités de la côte et qui ne pourra jamais en être éloignée que de 10 lieues marines.

« La limite occidentale des territoires cédés passe par un point au Détroit de Behring sous le parallèle du soixante-cinquième degré trente minutes de latitude nord, à son intersection par le méridien qui sépare à distance égale les Iles Krusenstern ou Igu look et l'île Ratmanoff ou Noonarbook, et se rend en ligne directe, sans limitation, vers le nord, jusqu'à ce qu'elle se perde dans la Mer Glaciale. Commencant au même point de départ, cette limite occidentale suit de là un cours presque sud-ouest, à travers le Détroit de Behring et la Mer de Behring, de manière à passer à distance égale entre le point nord-ouest de l'île Saint-Laurent et

le point sud-est du cap Choukotski jusqu'au méridien cent soixante-douzième de longitude ouest ; de ce point à partir de l'intersection de ce méridien, cette limite suit une direction sud-ouest de manière à passer à distance égale entre l'île d'Attou et l'île Copper du groupe d'îlots Kormandorski dans l'Océan Pacifique Septentrional, jusqu'au méridien de cent quatre-vingt-treize degrés de longitude ouest, de manière à enclaver dans le territoire cédé, toutes les Îles Aléoutes situées à l'est de ce méridien. »

« Article 2. — Dans le territoire cédé par l'article précédent à la souveraineté des Etats-Unis, sont compris le droit de propriété sur tous les terrains et places publics, terres inoccupées, toutes les constructions publiques, fortifications, casernes, et autres édifices qui ne sont pas propriété privée individuelle. Il est toutefois, entendu et convenu que les églises, construites par le gouvernement russe sur le territoire cédé, resteront la propriété des membres de l'Eglise Grecque Orientale résidant dans ce territoire et appartenant à ce culte. Tous les archives, papiers, et documents du gouvernement, ayant trait au susdit territoire, et qui y sont maintenant déposés, seront placés entre les mains de l'agent des Etats-Unis ; mais les Etats-Unis fourniront toujours, quand il y aura lieu, des copies légalisées de ces documents au gouvernement russe, aux officiers ou sujets russés qui pourront en faire la demande.

« Article 3. — Il est réservé aux habitants du territoire cédé le choix de garder leur nationalité et de rentrer en Russie dans l'espace de trois ans ; mais s'ils préfèrent rester dans le territoire cédé, ils seront admis, à l'exception toutefois des tribus sauvages, à jouir de tous les droits, avantages et immunités des citoyens des Etats-Unis, et ils seront maintenus et protégés dans le plein exercice de leur liberté, droit de propriété et religion. Les tribus sauvages seront assujetties aux lois et règlements que les Etats-Unis pourront adopter, de temps en temps, à l'égard des tribus aborigènes de ce pays.

« Article 4. — Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies nommera, aussitôt que possible, un agent ou des agents chargés de remettre, formellement, à l'agent ou aux agents nommés par les Etats-Unis, le territoire, la souveraineté, les propriétés, dépendances, et appartenances ainsi cédées et de dresser tout autre acte qui sera nécessaire à l'accomplissement de cette transaction. Mais la cession, avec le droit de possession immédiate, doit toutefois être considérée complète et absolue à l'échange des ratifications, sans attendre la remise formelle.

« Article 5. — Immédiatement après l'échange des ratifications de cette convention, les fortifications et les postes militaires qui se trouveront sur le territoire cédé seront remis à l'agent des Etats-Unis, et les troupes russes qui sont stationnées dans ledit territoire seront retirées dans un terme praticable et qui puisse convenir aux deux parties.

« Article 6. — En considération de la susdite cession, les Etats-Unis s'engagent à payer à la trésorerie à Washington, dans le terme de dix mois après l'échange des ratifications de cette convention, sept millions deux cent mille dollars en or, au représentant diplomatique ou tout autre agent



de Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies dûment autorisé à recevoir cette somme. La cession du territoire avec droit de souveraineté faite par cette convention, est déclarée libre et dégagée de toutes réservations, privilèges, franchises, ou possessions par des compagnies russes ou tout autre, légalement constituées ou autrement, ou par des associations, sauf simplement les propriétaires possédant des biens privés individuels, et la cession ainsi faite transfère tous les droits, franchises et privilèges appartenant actuellement à la Russie dans ledit territoire et ses dépendances.

« Article 7. — Lorsque cette convention aura été dûment ratifiée par Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies d'une part, et par le Président des Etats-Unis, avec l'avis et le consentement du Sénat, de l'autre, les ratifications en seront échangées à Washington dans le terme de trois mois, à compter du jour de la signature, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé cette convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

« Fait à Washington, le 18 (30) jour de Mars, de l'an de Notre Seigneur mil huit cent soixante-sept.

(L.S.) « EDOUARD DE STÖCKL.

(L.S.) « WILLIAM H. SEWARD ».

Il convient de remarquer, d'abord, que les mots « *water boundary* » (limite maritime) qui sont employés dans le texte de la question citée au commencement de ce chapitre, tout en rendant approximativement le sens du texte du traité, ne correspondent cependant pas exactement aux mots « limite occidentale des territoires cédés », rendus de la manière suivante dans la traduction anglaise officielle publiée par le gouvernement des Etats-Unis : « *the western limit within which the territories and dominion conveyed are contained* ».

On remarquera qu'aucun article de ce traité ne parle d'un droit de souveraineté exceptionnel ou spécial, ni sur les eaux de la Mer de Behring, ni sur celles d'une autre partie de l'Océan Pacifique du Nord. Même dans la phrase qu'on vient de citer, le mot « *dominion* » employé dans la version anglaise ne se trouve pas dans le texte français original. Ce texte ne contient pas non plus l'indication d'aucun droit maritime exceptionnel qui aurait pu être cédé. Au contraire, le traité a grand soin de ne parler que du *territoire* avec le droit de souveraineté actuellement possédé par la Russie à la date de la cession.

Dans l'article premier, la ligne de démarcation est tracée à travers une partie de la Mer de Behring, afin d'indiquer les limites dans lesquelles est compris le territoire cédé « sur le continent d'Amérique ainsi que des îles contiguës ».

Dans l'article 6, il est encore une fois expressément stipulé que la Russie cède « les droits, franchises, et privilèges appartenant actuellement à la Russie dans le dit territoire et ses dépendances ».

La dernière clause de l'article premier prouve clairement que la Russie n'a pas pu avoir l'idée de céder une partie de la haute mer, — puisque la limite occidentale y est tracée, non pas de manière à comprendre une partie de la haute mer, mais, comme le traité l'exprime avec justesse — « *de manière à enclaver, dans le dit territoire cédé, toutes les îles aléoutes situées à l'est de ce méridien* ».

S'il avait été question de céder les eaux de la Mer de Behring à l'est de cette limite occidentale, au lieu de se servir de la phrase « ainsi que les îles contigües », on aurait choisi des mots aptes à définir l'étendue de la mer ouverte qu'on voulait céder, et il n'aurait pas été nécessaire de faire une mention particulière des îles.

Il y avait de bonnes raisons pour le choix d'une ligne de démarcation du caractère indiqué.

La géographie n'était pas arrivée à définir avec exactitude la position des îles de la chaîne aléoute, ni celle des îles de la Mer de Behring ; donc, on ne pouvait pas se servir de ces îles pour la délimitation précise du territoire cédé.

En effet, même la signification des mots « archipel aléoute » n'était pas bien déterminée, et on faisait souvent entrer dans ce groupe des îles se trouvant du côté asiatique de la Mer de Behring et loin de l'île d'Attou, qui était l'île située le plus à l'ouest du groupe aléoute qu'on voulait céder.

Pour citer un exemple, Greenhow dit :

« *L'Archipel aléoute* est considéré par les Russes comme étant composé de trois groupes d'îles. Celles qui se trouvent le plus près de l'Alaska sont les *Îles du Renard*, dont les plus grandes sont *Unimak*, *Unalashka*, et *Umnak* ; ensuite viennent les *Îles Andreanowsky*, auxquelles appartiennent *Atscha*, *Tonaga*, *Kanaga*, et un grand nombre d'îles plus petites, parfois appelées *Îles des Rats* ; le groupe le plus à l'ouest est celui qui, le premier, reçut le nom d'*Îles aléoutes* ou *Aléoutsky*, et qui se compose d'*Attou*, *Médoi* (c'est-à-dire *Île de Cuivre*), et l'*Île de Behring* ».

Dans « l'Histoire d'Oregon et de Californie », etc., par le même auteur, les Îles du Commandeur (Îles de Cuivre et de Behring) sont encore classées parmi les Îles Aléoutes, qui, dit-il, font partie de deux districts administratifs russes. Les Îles du Commandeur appartiendraient au district occidental (p. 38). Greenhow affirme aussi que la désignation « Îles Aléoutes » était appliquée d'abord aux Îles de Cuivre et de Behring.

Sur beaucoup de cartes de date récente, les mots « Îles Aléoutes » sont placées de manière à embrasser les Îles du Commandeur, tandis que, sur d'autres, ils ne sont appliqués qu'à une partie de la chaîne qui est aujourd'hui connue sous cette désignation. On trouve la même diversité dans l'emploi de cette désignation dans les ouvrages géographiques de diverses dates, qui souvent font entrer les Îles du Commandeur dans le groupe aléoute.

Vu l'incertitude qui existe à l'égard de l'emploi de la désignation « Îles Aléoutes » (quoiqu'à l'heure qu'il est, on soit généralement d'accord pour considérer l'extrémité ouest de l'île d'Attou comme la limite de cette chaîne), il est évident que des doutes et des questions graves auraient pu surgir ultérieurement si, en définissant la limite générale entre les possessions de la Russie et celles des États-Unis, on avait déclaré tout simplement que toutes les Îles Aléoutes appartiendraient aux États-Unis. De plus, cette formule n'aurait pas compris les diverses îles éparses situées au nord de la chaîne principale des Aléoutes. D'autre part, vu le grand nombre des îles situées dans la Mer de Behring et dans le voisinage de cette mer auxquelles les différentes cartes donnaient, et donnent encore, plusieurs noms alternatifs, il aurait été fort embarrassant et peu satisfaisant si on avait voulu les énumérer toutes.

Il était donc très naturel qu'on fit dans ce traité une division générale au moyen d'une ligne imaginaire qui, selon les meilleures cartes, éviterait de toucher aucune île connue.

On comprendra d'autant plus facilement qu'il était nécessaire de choisir une pareille ligne pour la limite occidentale, si on considère que, même à l'heure qu'il est, les levées topographiques d'un grand nombre des îles de la Mer de Behring et des mers adjacentes laissent beaucoup à désirer, et que la situation de ces îles est souvent plus ou moins incertaine.

Les paragraphes qui suivent sont extraits du *Pilote de la côte d'Alaska* :

« La liste suivante des positions géographiques d'endroits qui se trouvent, pour la plupart, sur la côte de l'Alaska, est basée principalement sur des données russes. En la compilant, nous avons tâché de faire entrer toutes les déterminations de position qui nous ont paru avoir été faites au moyen d'observations sur place, même dans les cas où les endroits sont tout près les uns des autres. Dans l'archipel d'Alexandre, nous avons adopté la plupart des latitudes fixées par Vancouver, quoique dans ces eaux ces données n'aient pas une grande valeur pratique.

« Nous croyons que les latitudes données ne s'écartent, en général, pas plus de 2 milles de la position actuelle des endroits, et, dans beaucoup de cas où les latitudes ont été déterminées par plusieurs observateurs indépendants, les écarts sont peut-être de moins d'un mille. A ce qu'il semble, les longitudes des ports que les navires de la Compagnie russe-américaine visitent avec régularité, sont déterminées assez exactement, excepté toutefois, vers l'extrémité occidentale de la chaîne aléoute, où la comparaison entre les résultats obtenus par les Russes et par l'expédition d'exploration envoyée dans le Pacifique du Nord par les Etats-Unis en 1855, met en relief des différences assez importantes, qui atteignent même parfois à un demi-degré. Pour montrer ces différences, nous avons quelquefois indiqué les positions selon les différentes autorités. Pour les latitudes et les longitudes de Victoria, Fort Simpson, Sitka, Chilkah, Kadiak et Unalaska, la comparaison des données anglaises et russes avec celles de la levée topographique des côtes faite par les Etats-Unis, montre des variations plus considérables que celles auxquelles on eût dû s'attendre.

« L'incertitude dans laquelle on se trouve au sujet de la position géographique de beaucoup d'îles, caps, détroits et récifs ; les grandes diversités entre les données que les explorations faites de différents côtés en ces derniers temps ont fournies sur les contours et l'étendue de plusieurs des îles Aléoutes occidentales ; le manque de données certaines sur les marées, les courants et les vents ; l'absence presque totale de descriptions détaillées des promontoires, récifs, baies, détroits, etc., et les récits minutieux des pêcheurs aléoutes concernant des îles qu'ils auraient visitées et qui ne se trouvent pas sur les cartes — tout prouve combien il est à désirer que l'on procède à une reconnaissance géographique minutieuse de la côte, comme on l'a fait pour la côte des Etats-Unis entre le Mexique et la Colombie anglaise. »

Même la dernière carte américaine des îles connues aujourd'hui sous le nom des îles Aléoutes, publiée en 1891, dans les Etats-Unis (n° 68), est basée, pour la plupart, sur les données qui ont été fournies par « l'Expédition pour les levées topographiques dans le Pacifique du Nord », qui partit en 1855 dans la goélette *Fenimore Cooper*, sous les ordres de Ro-



gers. Sur la première feuille de cette carte (Partie occidentale des Iles Aléoutiques), on trouve des observations comme les suivantes :

« Sur les cartes russes les plus modernes, l'Ile Bouldyr se trouve à une distance de 10 milles en ligne droite au sud de la position que nous lui assignons ici d'après une détermination par la méthode Sumner.

« Les îles basses entre Goroloi et Toulakh, excepté l'extrémité occidentale d'Unalga, sont dessinées d'après des sources russes, qui toutefois diffèrent beaucoup entre elles. »

De même, sur la carte de cette région publiée par l'amirauté anglaise en 1890 (n° 1501), on trouve cette remarque :

« Pour la plupart, d'après de vieilles et incomplètes levées anglaises, russes et américaines. »

Sur la carte de la Mer de Behring, publiée par le gouvernement des Etats-Unis, en 1891, on voit, au nord de l'Ile Saint-Mathieu et presque au centre de la mer, un petit îlot qui ne se trouve pas sur la carte spéciale de l'Ile de Saint-Mathieu, publiée en 1875, et qu'on a cherché en vain en 1891.

Si l'on considère que la partie septentrionale de la limite tracée à travers la Mer de Behring entre les possessions de la Russie et celles des Etats-Unis, qui est la partie définie en premier lieu par le traité, on aura encore un autre motif pour conclure que cette ligne était entendue et regardée simplement comme un moyen d'indiquer, dans une mer peu connue, lesquelles des îles nombreuses appartenaient à chaque puissance. Depuis le point de départ dans le Déroit de Behring, qui est défini avec précision, la « limite occidentale » des territoires cédés aux Etats-Unis « remonte en ligne directe, sans limitation, vers le nord, jusqu'à ce qu'elle se perde dans la « Mer Glaciale », ou, selon la version officielle américaine, « *proceeds due north without limitation into the same Frozen Ocean* ».

Cette partie septentrionale de la « limite géographique » traverse un océan qui ne s'était jamais trouvé entouré de territoire russe, et que la Russie n'avait jamais eu la prétention de se réserver d'aucune manière. Au contraire, le droit d'accès à cet océan avait été expressément garanti lors de la conclusion de la convention de 1825 entre l'Angleterre et la Russie ; et depuis 1848 ou 1849, cet océan avait été fréquenté par les pêcheurs de la baleine et les chasseurs du morse, tandis qu'on n'y a jamais rencontré un seul phoque à fourrure. Il est donc bien clair que la limite géographique ainsi continuée vers le nord ne pouvait avoir d'autre objet que de décider la question de savoir à qui appartiendraient les îles qui pourraient être découvertes ultérieurement dans cet océan peu connu. Quand le traité vint ensuite à définir « cette limite occidentale » (*the same western limit*) depuis le point de départ dans le Déroit de Behring, vers le sud et l'ouest à travers la Mer de Behring, il est évident que cette ligne continuait à avoir le même caractère et la même valeur.

#### *Débats du Congrès sur la cession de l'Alaska (1867, 1868).*

Ni les débats du Congrès, qui aboutirent à la cession de l'Alaska et à sa ratification par les Etats-Unis, ni le traité en vertu duquel la cession s'effectua, ni enfin les lois qu'on a faites depuis dans les Etats-Unis, n'indiquent le transfert ou l'acquisition d'aucun droit exclusif ou exceptionnel sur la Mer de Behring. Au contraire, tout prouve que personne ne s'était inspiré d'une pareille idée à cette époque.



En réponse à la demande faite par les représentants, en date du 19 décembre 1867, pour la publication de toute la correspondance et de tous les renseignements dans la possession du pouvoir exécutif à l'égard du pays qui devait être cédé par le traité, le mémorial de l'Assemblée législative du territoire de Washington (à la suite duquel on avait entamé les négociations) et le discours fait par M. Sumner dans le Sénat ainsi que d'autres documents, furent présentés à la Chambre.

Il ressort de ce mémorial que les citoyens des Etats-Unis engagés dans l'exploitation de la pêche depuis les bords de Cortez jusqu'au Détroit de Behring, ne s'étaient jamais inquiétés de la possibilité d'être gênés par la Russie dans la poursuite de leur industrie, mais qu'ils désiraient obtenir des facilités sur la côte, surtout pour sécher le poisson et pour radoubier leurs vaisseaux.

Voici le texte du mémorial :

« *A Son Excellence André Johnson, Président des Etats-Unis.*

« L'Assemblée législative du territoire de Washington, qui présente ce mémorial à Votre Excellence, a l'honneur de constater que des morues, des flétans et des saumons, de qualité excellente, ont été trouvés en abondance le long des côtes des possessions russes. L'Assemblée prie Votre Excellence d'obtenir du gouvernement russe les droits et les privilèges nécessaires pour que nos bâtiments pêcheurs puissent visiter les ports et les havres russes afin de se procurer du bois, de l'eau et des provisions, et, en cas de nécessité, de faire soigner les malades et les blessés par des médecins, et d'obtenir que nos pêcheurs puissent jouir du privilège de sécher le poisson et de radoubier leurs bâtiments sur les côtes russes. L'Assemblée législative vous prie, en outre, de faire les démarches nécessaires pour que le département de la Trésorerie envoie au receveur des droits de douane de ce district de Puget Sound des permis de pêche, journaux et livres de rapport de mer, afin que nos braves pêcheurs puissent obtenir des primes semblables à celles que reçoivent les pêcheurs des Etats de la côte atlantique. Enfin, l'Assemblée prie Votre Excellence d'employer les navires disponibles de l'escadre du Pacifique à l'exploration et au sondage des bancs dont l'existence, sur la côte du Pacifique, depuis les bords de Cortez jusqu'au Détroit de Behring, est constatée par les marins.

« Adopté par la Chambre des représentants, le 10 janvier 1866.

« Veuillez, etc.

« (Signé) : EDWARD ELDRIDGE,

« *Président de la Chambre des Représentants.*

« Adopté par le Conseil, le 13 janvier 1866.

« (Signé) : HARVEY K. HINES,

« *Président du Conseil.* »

A l'occasion du débat qui eut lieu dans le Congrès sur la question de l'acquisition de l'Alaska, on discuta en détail la valeur de l'achat qu'on avait en vue de faire, et la nature des intérêts de la propriété qu'on allait acquérir.

Le débat dura très longtemps, et beaucoup de membres éminents prononcèrent de longs discours. Pas un d'entre eux n'eut l'idée de faire allusion à l'existence d'un droit exclusif de juridiction sur les eaux ou les pêcheries à une distance de plus de 3 milles de la terre.

Tout au contraire, M. Sumner, qui avait été chargé de défendre le projet dans le Sénat, fit d'abord remarquer que les « rochers et les recoins » du territoire qu'on allait acquérir étaient fréquentés par des phoques, ce qui accroissait sa valeur, puis, parlant des pêcheries et des animaux qu'on trouvait dans la mer, il reconnut que tout le monde avait le droit de les tuer, en ajoutant, toutefois, que la possession de la côte offrirait aux pêcheurs des Etats-Unis des facilités pour armer leurs vaisseaux et pour sécher leur poisson.

A propos de la pêche de la baleine, il fit observer :

« Le narval, aux longs crocs d'ivoire, dont jadis on a fait le fameux trône des anciens rois danois, appartient à la Mer Glaciale ; cependant, lui aussi, s'égare quelquefois dans le détroit qui s'ouvre au sud. Comme il n'y a plus de mer fermée, il est permis aux navires de toutes les nations de chasser tous ces animaux, excepté toutefois sur la côte même et dans les eaux territoriales. Pourtant, la possession de cette côte comme base du commerce doit assurer aux habitants des avantages spéciaux dans l'exploitation de cette industrie. »

M. Washburn, de Wisconsin, dit :

« Mais, Monsieur le Président, dès le jour où Vitus Behring découvrit cette côte, on n'a jamais songé à défendre aux citoyens d'aucun pays de pêcher dans ces parages et d'y sécher le poisson, en tant qu'il soit possible de le sécher dans un pays où il n'y a que de quarante-cinq à soixante belles journées dans toute l'année. L'Angleterre, dont les rapports avec la Russie sont beaucoup moins intimes que les nôtres, a un traité avec cette nation, qui permet aux sujets anglais de pêcher et de sécher le poisson sur cette côte. Il existe, en outre, un traité qui donne aux Anglais, à perpétuité, le droit de naviguer librement dans les rivières de l'Amérique russe, et qui fait de Sitka un port libre au commerce de la Grande-Bretagne. »

En 1868, M. Ferris dit :

« Il est certain qu'il existe dans ces mers septentrionales de vastes bancs fréquentés par les poissons ; mais quel titre exclusif y avons-nous acquis ? On nous dit que ces bancs sont situés en pleine mer, et qu'aucun d'eux ne se trouve à une distance de moins de 3 lieues marines des îles ou de la côte du continent. »

M. Peters fait observer dans son discours :

« Je suis de l'avis que tous les renseignements recueillis à ce sujet prouvent que l'Alaska n'a aucune valeur. Je ne nie pas, bien entendu, que ses pêcheries de morue, s'il s'en trouvait, auraient une certaine importance ; mais il paraît être fort douteux qu'il y ait assez de soleil dans cette région pour sécher le poisson ; et, même s'il y en avait assez, mon ami le sénateur de Wisconsin (M. Washburn) a démontré d'une manière assez concluante que ce droit nous est déjà assuré par les traités en vigueur. »

En parlant de la valeur des pêcheries, M. Williams dit :

« Quant aux poissons, pour répondre à l'*argumentum piscatorium*,... ou bien est-ce la chasse aux grands animaux habitant l'Océan, depuis la baleine, le phoque et le morse, jusqu'au flétan et à la morue, qu'on se propose d'ouvrir aux pêcheurs aventureux de la côte atlantique, qui déjà fréquentent ce domaine, libre à tout le monde ? Mon vénérable collègue (M. Stevens), qui parle en vrai amateur de pêche, regarde nos pêcheurs comme le fondement de notre grande république comme celles de Venise

et de Gènes. Si belle que soit sa partie supérieure, elle ressemble à la sirène des fables — *desinit in piscem mulier formosa superne* — et elle se termine comme la question de l'Alaska — dans un poisson. Les ressources de l'Atlantique, dit-il, sont maintenant épuisées. Les îles Falkland ne sont plus qu'une escale pour nos marins, et la liberté de l'Amérique est menacée de destruction, à moins que l'on n'ouvre de nouvelles mers à l'énergie de ses fondateurs. Pensez donc, s'écrie-t-il — je ne cite pas ses propres paroles — quelle honte pour nous que, dans toute la vaste étendue de ces mers, il n'y ait pas le plus petit coin de terre où nous puissions raccommo-der un mât ou une voile, ou faire sécher un filet ou un poisson. Il oublie cependant que nous sommes libres de parcourir ces mers dans tous les sens, sans en demander la permission à personne — qu'on aurait pu obtenir le privilège de débarquer partout, si on l'avait désiré, tout aussi facilement que les Anglais ont obtenu celui de chasser dans le territoire — et surtout que, selon le rapport officiel du capitaine Howard, aucun banc fréquenté par les poissons n'a été découvert dans les latitudes russes. \*

Il est donc prouvé :

Que les droits de la Russie « à la juridiction et aux pêcheries des phoques dans la Mer de Behring », mentionnés dans la question 4 de l'art. VI du traité de 1892, n'étaient autres que ceux qu'elle possédait conformément au droit international, en vertu de son droit de souveraineté sur les côtes et les îles de la Mer de Behring;

Que, dans le traité de cession, il n'est question, ni directement, ni indirectement, du transfert d'aucun droit de souveraineté sur les eaux de la Mer de Behring, autre que le droit de souveraineté sur les eaux territoriales, droit qui s'attache au territoire cédé et qui est transféré avec ce territoire conformément au droit international et à l'usage des nations;

Qu'en effet, aucun droit de souveraineté sur les eaux de la Mer de Behring, excepté sur les eaux territoriales, n'a été transféré aux Etats-Unis en vertu du traité de 1867.

## CHAPITRE VI.

### TITRE F. — *Conduite tenue par les Etats-Unis et par la Russie de 1867 à 1886.*

En 1867, quand les Russes eurent renoncé au droit de souveraineté sur les îles Pribyloff (ou « îles des Phoques ») à la suite de la cession de tout l'Alaska, des chasseurs de phoques commencèrent aussitôt à fréquenter les endroits dans ces îles où les phoques mettent bas. Ceux qui arrivaient des états de la Nouvelle Angleterre rencontraient des concurrents qui venaient des îles Sandwich. Ils commencèrent à abattre les phoques dans les lieux qu'ils fréquentent, en adoptant les procédés généralement suivis par les chasseurs de phoques dans les endroits où il n'y avait pas de contrôle.

On dit qu'en 1868, au moins 240.000 phoques furent tués, et, dans l'année suivante, 87.000. Le gouvernement des Etats-Unis, s'étant aperçu qu'on abattait les phoques en masse, décida d'exercer le droit de souveraineté territoriale qui lui appartenait incontestablement, en donnant à bail les lieux fréquentés par les phoques, et en appliquant, de nouveau, au



moyen d'une loi, l'ancien règlement russe qui avait imposé des limites à la destruction des phoques à fourrures.

Le 27 Juillet 1868, le Congrès des Etats-Unis adopta donc le projet d'une loi intitulée « Loi destinée à étendre l'application des lois des Etats-Unis concernant les douanes et la navigation au territoire cédé aux Etats-Unis par la Russie, à établir un district fiscal dans le même territoire, et à d'autres fins ». La section 6 de cette loi dit :

« Il est défendu de tuer loutres, martres, martres-zibelines, phoques à fourrure et toutes autres espèces d'animaux à fourrure, dans les limites du dit territoire ou dans les eaux y comprises ».

Le 3 Mars 1869, le Sénat et la Chambre des Représentants adoptèrent une proposition qui réservait expressément au gouvernement les Iles de Saint-Paul et de Saint-Georges, et qui défendait d'aborder dans ces îles ou d'y séjourner sans la permission du Secrétaire de la Trésorerie.

Le rapport que fit M. Boutwell, dans sa qualité de Secrétaire de la Trésorerie, précéda la loi du 1<sup>er</sup> Juillet 1870. Dans ce document, il ne se trouve aucune allusion à un droit de juridiction à une distance de plus de 3 milles de la côte. M. Boutwell n'ignorait ni les incursions auxquelles les îles étaient exposées, ni l'existence de goélettes armées pour la chasse des phoques, mais il n'insista que sur les mesures nécessaires pour la protection des phoques sur les îles. Il recommandait au gouvernement de prendre lui-même la direction des affaires des îles, et d'en « exclure tout le monde, excepté ses propres employés et agents..., et de confisquer les navires qui y aborderaient, sauf dans le cas où ils auraient été forcés de chercher un abri ou d'atterrir pour radoub nécessaire ».

Le 1<sup>er</sup> Juillet 1870, on promulgua une loi intitulée « Loi destinée à prévenir l'extinction des animaux à fourrure dans l'Alaska », dont nous citons les passages suivants :

« Le Sénat et la Chambre des Représentants des Etats-Unis, réunis en Congrès, arrêtent qu'il est défendu de tuer des phoques à fourrure sur les îles de Saint-Paul et de Saint-Georges, ou dans les eaux contiguës, excepté pendant les mois de juin, juillet, septembre et octobre de chaque année ; et qu'il est défendu en tout temps de tuer ces phoques avec des armes à feu, ou par tout autre moyen, tendant à chasser les phoques des dites îles...

« Section 2. Il est arrêté qu'il est défendu de tuer les femelles de phoques et les phoques âgés de moins d'un an, en toute saison de l'année, sauf les exceptions ci-dessus mentionnées ; et qu'il est défendu de tuer les phoques dans les eaux contiguës aux dites îles, ou sur les plages, falaises, ou rochers où ils s'établissent en sortant de la mer.

« Section 4. Il est en outre arrêté qu'aussitôt après l'adoption de cette loi, le Secrétaire de la Trésorerie donnera à bail, pour la somme annuelle stipulée dans la section 6 de cette loi, pour une période de vingt ans, à partir du 1<sup>er</sup> Mai 1870, le droit d'exploiter l'industrie de la chasse des phoques à fourrure sur les îles de Saint-Paul et de Saint-Georges, et d'envoyer un navire ou plusieurs navires aux dites îles pour enlever les fourrures des phoques.

« Section 5. Il est arrêté que... toute personne qui tue un phoque à fourrure sur une des dites îles, ou dans les eaux contiguës... sans y avoir



été autorisée par les preneurs du bail... est jugée coupable d'un délit (misdemeanor) ».

En 1870, un bail intervint entre le gouvernement des Etats-Unis et la Compagnie de commerce de l'Alaska, selon les prescriptions de la loi. Le bail ne comprenait que les îles de Saint-Georges et de Saint-Paul.

Les instructions suivantes, émises par le département de la trésorerie, prouvent que ses agents ne devaient intervenir que dans les cas où les chasseurs de phoques s'aviseraient d'aborder dans les îles :

Département de la Trésorerie, le 10 Septembre 1870.

« L'Ordonnance Exécutive qui suit, concernant l'importation des armes dans les Îles de Saint-Paul et de Saint-Georges dans le district d'Alaska, est publiée pour l'information des employés de douane :

Palais du Pouvoir Exécutif, Washington, D. C., le 9 Septembre 1870.

« Les dispositions de l'Ordonnance Exécutive du 4 Février 1870, qui défendent l'importation des armes à feu et des munitions dans les Îles de Saint-Paul et de Saint-Georges (Alaska) et leur emploi dans ces îles, sont modifiées par la présente ordonnance, de manière que la Compagnie de Commerce de l'Alaska soit libre d'introduire dans ces îles une quantité limitée d'armes à feu et de munitions, sous le contrôle toutefois des autorités fiscales des îles, et conformément au règlement que le secrétaire de la trésorerie aura publié.

« U. S. GRANT, *Président*.

« Les instructions émises par ce département dans sa circulaire du 8 Février 1870, sont donc modifiées de manière à les mettre d'accord avec l'ordonnance qui précède.

« Les autorités fiscales veilleront, toutefois, à ce que l'on n'abuse pas du privilège accordé à ladite compagnie et à ce que les règles suivantes soient observées. Les employés de la compagnie ne feront jamais usage d'aucune espèce d'armes à feu pour tuer les phoques ou autres animaux à fourrure, dans ou près des dites îles, ou près des lieux fréquentés par les phoques ou les loutres marines. L'usage des armes à feu de toute espèce est absolument interdit pendant les mois de juin, juillet, août, septembre et octobre de chaque année, ainsi qu'au printemps après l'arrivée des phoques, et en automne avant leur départ, excepté toutefois pour la protection et pour la défense des préposés contre les aventuriers ou les ennemis publics qui pourraient essayer de débarquer dans les îles, au mépris des lois. Sous tous les autres rapports, les instructions du 8 Février 1870 resteront en vigueur.

WM. A. RICHARDSON,  
*Secrétaire par intérim.*

Département de la Trésorerie, Washington, D. C., le 19 Septembre 1879.

Monsieur,

Je vous envoie, ci-joint, la copie d'une lettre, en date du 17 courant, dans laquelle N. L. Jeffries, fondé de pouvoirs de la Compagnie de Commerce de l'Alaska, appelle l'attention du département sur le fait qu'il vient de paraître dans la gazette *Alta California*, publiée dans notre ville, l'annonce du départ prochain de la goélette *Mary Zéphyr* pour les Îles de Saint-Paul et de Saint-Georges.

La 4<sup>e</sup> section de la loi du 1<sup>er</sup> Juillet 1870, intitulée : « Loi pour prévenir l'extinction des animaux à fourrure dans l'Alaska », dispose qu'aussitôt après l'adoption de ladite loi, le secrétaire de la trésorerie donnera à bail à des personnes dignes de confiance, etc., etc., le droit d'exploiter la chasse des phoques à fourrure sur les Iles de Saint-Paul et de Saint-Georges, et d'envoyer un navire ou plusieurs navires dans les dites Iles pour enlever les fourrures des dits phoques, etc.

Ce bail a été accordé à la compagnie susmentionnée pour une période de vingt ans. Une copie du document se trouve ci-jointe ; vous satisferez à la demande du général Jeffries par la publication d'un avertissement officiel, portant que le bail a été accordé à la compagnie, et qu'il est défendu à tout navire, à l'exception de ceux du gouvernement et de ladite compagnie, de faire escale ou d'aborder dans les dites Iles. Vous ferez insérer cet avertissement dans un ou plusieurs journaux de San-Francisco, aux frais de la dite compagnie.

Agréez, etc.

Signé : WM. A. RICHARDSON,  
*Secrétaire par intérim.*

M. Phelps, Receveur des Droits de Douane, San-Francisco (Californie).

Douane de San-Francisco (Californie), Bureau du Receveur, le 30 Septembre 1870.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 19 courant, au sujet de l'annonce du départ prochain de la goëlette *Mary Zéphyr* pour les Iles de Saint-Paul et de Saint-Georges (Alaska). Aussitôt après l'apparition de l'annonce dans l'*Alla*, les personnes intéressées ont été averties par écrit qu'on ne permettrait à aucun navire d'aborder dans les dites Iles. Conformément aux instructions de l'honorable Secrétaire, j'ai fait publier un avertissement, dont la copie se trouve ci-jointe.

Veuillez, etc.

Signé : T. G. PHELPS,  
*Receveur*

A l'Honorable G. S. Boutwell, Secrétaire de la Trésorerie.

#### *Avertissement.*

Conformément à l'ordre de l'honorable Secrétaire de la Trésorerie, le public est prévenu qu'à la suite des dispositions d'une loi intitulée : « Loi pour prévenir l'extinction des animaux à fourrure dans l'Alaska », adoptée le 1<sup>er</sup> Juillet 1870, le bail des Iles de Saint-Paul et de Saint-Georges, dans le Territoire d'Alaska, a été accordé par le secrétaire de la Trésorerie à la Compagnie de Commerce de l'Alaska, pour une période de vingt ans à partir du 1<sup>er</sup> Mai 1870, et que, conformément aux conditions du bail et aux dispositions de la loi susmentionnée, la dite compagnie a le droit exclusif d'exploiter la chasse des phoques à fourrure dans les dites Iles et dans les Iles adjacentes. Il est défendu à tout navire, à l'exception de ceux qui appartiennent à la Compagnie de Commerce de l'Alaska, ou aux Etats-Unis, de faire escale ou d'aborder dans les dites Iles ou dans les Iles adja-

centes, et personne n'y sera admis, excepté les agents accrédités des Etats-Unis et ceux de ladite compagnie.

Signé : T. G. PHELPS,

*Receveur des Droits de Douane.*

Douane de San-Francisco (Californie), Bureau du Receveur, le 28 Septembre 1870.

Lors de l'adoption de la loi susmentionnée, M. Boutwell était, comme nous l'avons dit, Secrétaire de la Trésorerie des Etats-Unis.

Il ressort des lettres suivantes, qui ont été échangées entre M. Phelps et M. Boutwell, quelles étaient, en 1872, les vues du département de la trésorerie sur la question de l'étendue de la juridiction des Etats-Unis sur les eaux de l'Alaska :

*M. Phelps à M. Boutwell.*

Douane de San-Francisco, Bureau du Receveur, le 25 Mars 1872.

Monsieur,

Je crois devoir appeler l'attention du département sur certains bruits, qui paraissent bien fondés, et qui sont reproduits dans l'extrait ci-joint du *Daily Chronicle* d'aujourd'hui.

Outre les projets dont ce journal fait mention, ce bureau en connaît encore un autre, en train d'être élaboré dans les îles Sandwich, et dont le but serait le même. On sait qu'il arrive infailliblement chaque année, au mois de mai et dans les premiers jours de juin, que les phoques à fourrure, en se rendant du sud aux îles de Saint-Paul et de Saint-Georges, passent en grand nombre par le Détroit d'Ounimak, ainsi que par le passage étroit qui se trouve près de ce détroit et qui sépare plusieurs petites îles du groupe aléoute.

Il est certain que le but de toutes ces expéditions est d'arrêter les phoques à fourrure dans ces étroits passages, au moment indiqué, et de les tuer ensuite en masse dans l'eau, de la même manière dont on fait la chasse aux loutres marines, en employant de petits bateaux montés par des Indiens adroits ou des chasseurs aléoutes.

« Or, quant aux conséquences de cette manière de procéder, ce ne sont pas les pertes résultant de la destruction des phoques dans ces endroits (quoiqu'en tuant une femelle on tue en effet deux phoques), qui sont à craindre autant que le danger de ce que les phoques ne puissent être détournés du chemin qu'ils ont l'habitude de prendre en se rendant aux îles de Saint-Paul et de Saint-Georges, seuls endroits qu'ils fréquentent dans les Etats-Unis.

« Ceux qui ont étudié la nature et les habitudes de ces animaux, sont d'avis qu'une fois détournés par un obstacle sérieux quelconque de la ligne sur laquelle ils sont accoutumés de se diriger vers le nord pour venir à ces îles, il y a grand danger que les phoques ne se rendent ailleurs, et que, dans ce cas là, ils ne choisissent naturellement les îles du Commandeur, qui font face au groupe Pribyloff, près de la côte de Kamtcharka. Ces îles appartiennent à la Russie, et elles sont actuellement fréquentées par les phoques à fourrure.

« Il n'est pas douteux que l'exécution de l'entreprise en question aurait pour suite de détourner les phoques de leur chemin ordinaire. Sans parler des intérêts des particuliers, il est évident que le gouvernement est direc-

tement intéressé à cette industrie, puisqu'il en tire tous les ans un revenu considérable. Vu le danger qui le menace, j'ai l'honneur de soumettre à la considération de l'honorable secrétaire de la trésorerie la question de savoir si la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1870, relative à ces pêcheries, ne l'autorise pas à intervenir, en employant les côtes de la douane pour empêcher que les étrangers et autres ne causent un préjudice irréparable à cette importante industrie. Dans le cas où l'honorable secrétaire jugerait à propos d'envoyer un côtre dans ces eaux, je me permets de suggérer qu'un vapeur serait le plus utile, et qu'il devrait se rendre dans le voisinage du Détroit d'Ounimak et des îles de Saint-Paul et de Saint-Georges avant le 15 mai prochain.

« Veuillez, etc.

Signé : T. G. PHELPS,

« Receveur ».

« *Extrait du Daily Chronicle de San Francisco du 21 mars 1872.*

« Il est rapporté, dans les cercles commerciaux bien informés, qu'on fait des préparatifs en Australie pour une expédition, destinée à faire la chasse aux phoques à fourrure dans la Mer de Behring. Les prix élevés auxquels se vendent actuellement les fourrures des phoques à fourrure à Londres et sur les marchés européens ont beaucoup fait pour encourager de pareilles entreprises. Nous avons parlé, il y a quelques jours, d'une compagnie qui aurait été formée dans la colonie de Victoria pour la chasse aux phoques à fourrure dans le Pacifique du Nord ; et voici que le représentant de plusieurs capitalistes des états de l'est est occupé, depuis huit jours, à prendre des renseignements pour voir s'il serait possible d'organiser une expédition dans le même but ».

« *M. Boutwell à M. Phelps.*

« Département de la Trésorerie, Washington, D. C., 19 avril 1872.

« Monsieur,

« J'ai reçu votre lettre du 25 Mars, dans laquelle vous appelez l'attention de ce département sur le bruit qui court à San-Francisco, que des expéditions seraient prêtes à quitter l'Australie et les îles Sandwich pour tuer des phoques à fourrure lorsque ces animaux seront en train de remonter l'étroit passage d'Ounimak, au cours de leur passage annuel vers les îles de Saint-Paul et de Saint-Georges. Afin d'éviter que ces expéditions ne puissent nuire aux intérêts des Etats-Unis, vous me proposez l'envoi d'un côtre de douane dans le voisinage du passage d'Ounimak avant le 15 Mai prochain.

« Cette question a été examinée à fond avec le Capitaine Bryant, lorsqu'il était ici. Cet officier est d'avis qu'il serait impossible de tirer profit d'une pareille expédition, puisque les phoques, qui ne s'avancent qu'un à un, ou deux à deux, et non pas en troupes, sont dispersés sur une grande étendue d'eau en se rendant aux îles. Le capitaine ne semble pas croire qu'il y ait lieu de craindre que les phoques se laissent détourner des lieux qu'ils fréquentent ordinairement, même si les projets en question se réalisaient.

« En outre, les États-Unis n'ont pas le droit, à ce qu'il me paraît, d'éloigner les personnes engagées dans une telle entreprise, à moins qu'elles



ne se trouvent à une distance de moins d'une lieue marine du rivage (1).

« D'après mon avis, il n'y a pas lieu, à présent, de procéder de la manière que vous suggérez ; en tout cas, je vous prie de communiquer à ce département tous les faits et renseignements nouveaux que vous pourrez recueillir.

« Agréé, etc.

Signé : GEORGES BOUTWELL,

« Secrétaire ».

En 1875, M. McIntyre, agent adjoint de la Trésorerie dans les Iles Pribyloff, écrit qu'il avait armé les indigènes, afin de leur permettre de résister de force à ceux qui tenteraient de « tuer les phoques dans les rookeries (repaires) ou à la distance de la côte d'une portée de fusil. »

Dans la même année, la question du droit de la Russie de donner des permis de pêche, etc., dans les mers contiguës à ses côtes, ayant été soulevée, M. Fish, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique, fournit la preuve concluante de l'interprétation donnée à la convention de 1824 par les Etats-Unis, dans la lettre dont voici un extrait :

« On a pu espérer que la prétention qu'avaient autrefois les nations puissantes de considérer les mers et les baies contiguës à leurs côtes, et, le plus souvent d'une grande étendue, comme fermées au commerce et à la pêche des étrangers non munis d'autorisation spéciale, était devenue partout surannée, et qu'aucune nation ne demanderait, aujourd'hui, à être exemptée de la règle de droit public, acceptée partout, qui fixe la limite de la juridiction maritime des états à la distance d'une lieue marine de leurs côtes. Nous regretterions particulièrement que la Russie insistât sur une prétention semblable. »

Pendant toute la période dont il est question dans ce chapitre, les nations chassaient, pêchaient et naviguaient sans cesse dans les eaux du Pacifique du Nord, y compris la Mer de Behring.

Des goélettes de la Colombie anglaise pêchaient la morue dès 1866, et on rapporte qu'en 1870 et 1872, jusqu'à 20,000 phoques par an auraient été tués au sud des îles Saint-Georges et de Saint-Paul.

Les baleiniers continuaient, comme auparavant, à fréquenter les eaux à l'est et à l'ouest de la ligne désignée dans le traité de 1867. Le tableau suivant, donnant le nombre des navires qui composaient la flotte baleinière du Pacifique du Nord après la date de la cession de l'Alaska, fait voir l'étendue de leurs opérations (2).

| Années. | Nombre des navires américains. | Remarques.                     |
|---------|--------------------------------|--------------------------------|
| 1867    | 90                             | De plus, 11 navires étrangers. |
| 1868    | 61                             | — 7 —                          |
| 1869    | 43                             | — 6 —                          |
| 1870    | 46                             | — 9 —                          |

(1) En 1888 (c'est-à-dire après la saisie des navires anglais en 1886 et 1887), M. Boutwell, sur demande, donna l'explication suivante dans une lettre en date du 18 janvier : « Ni le souvenir que je retiens des faits tels qu'ils se sont présentés à mon esprit en 1872, ni la nouvelle étude que je viens de faire de la correspondance, ne me permettent de reconnaître la prétention avancée par la Grande-Bretagne que, par ma lettre, j'aurais admis l'existence d'un droit qui s'opposât aux droits réclamés par les Etats-Unis dans les eaux connues sous le nom de la Mer de Behring. Ma lettre avait trait seulement aux eaux de l'Océan Pacifique au sud des îles Aléoutes ».

(2) Dans ce tableau tous les navires qui naviguaient sous un autre pavillon que celui des Etats-Unis sont désignés comme « étrangers ».

|      |    |                                                                                      |
|------|----|--------------------------------------------------------------------------------------|
| 1871 | 35 | Tous ces bâtiments, excepté 7, se sont perdus en mer, ainsi que 4 navires étrangers. |
| 1872 | 27 | De plus, 4 navires étrangers.                                                        |
| 1873 | 30 | — 4 —                                                                                |
| 1874 | 23 | — 4 —                                                                                |
| 1875 | 16 | — 4 —                                                                                |
| 1876 | 18 | Tous ces navires, excepté 8, se sont perdus en mer, ainsi que 2 navires étrangers.   |
| 1877 | 19 | 3 se sont perdus en mer, ainsi qu'un navire étranger.                                |
| 1878 | 17 | 1 navire s'est perdu.                                                                |
| 1879 | 21 | 3 navires se sont perdus.                                                            |
| 1880 | 19 |                                                                                      |

Il est constaté que, durant cette période, les baleiniers ont continué sans intermission à chasser les morses, et qu'il y eut des années où ils obtinrent de grandes quantités d'ivoire et d'huile de morse :

« Le nombre des morses tués par les baleiniers de 1870 à 1880 inclusivement, est estimé à 100,000 dont on aurait obtenu 1,996,000 gallons d'huile et 398,868 livres d'ivoire, d'une valeur totale de 1,260,000 dollars. »

En 1872, il fut annoncé qu'on préparait dans plusieurs ports des expéditions pour chasser le phoque dans la Mer de Behring, comme il appert de la lettre de M. Phelps du 25 Mars 1872, déjà citée, et, en 1875, on a observé une goélette dont l'équipage était occupé à tuer des phoques à coups de fusil entre les îles fréquentées par ces animaux.

Ivan Petroff, commissaire spécial envoyé dans les îles des phoques par le gouvernement des Etats-Unis en 1880, dit dans son rapport :

« Comme ces phoques circulent sur la côte jusqu'au Détroit de Fuca et à l'embouchure du fleuve Colombia, des chasseurs réussissent à en prendre un nombre considérable, en les tuant à coups de fusil ou de harpon quand ils les trouvent endormis sur la mer. On arme aussi à San-Francisco de petits bâtiments, qui font la croisière régulièrement dans ces eaux dans le seul but de tuer les phoques endormis. »

Et il ajoute :

« Chez nous, l'industrie des fourrures est ouverte à tous ceux qui veulent l'exercer d'une manière légitime, à l'exception de celle qui se pratique exclusivement dans les îles des phoques, et qui est réservée par la loi. »

Le côtre américain « Corwin » annonça aussi l'apparition de navires chasseurs de phoques, et le nombre des phoques tués par leurs équipages, mais pas un de leur nombre ne fut troublé, tant qu'ils se tinrent en dehors du rayon de 3 milles.

En 1881, un agent du gouvernement des Etats-Unis affirma que, pendant vingt ans passés, près de 100 navires avaient navigué autour des îles Pribyloff.

Avant 1886, les agents envoyés dans les îles des phoques par le gouvernement des Etats-Unis se plaignaient constamment, dans leurs rapports, de l'insuffisance des mesures prises pour la protection des îles, et ils parlaient souvent de déprédations commises dans les « rookeries » par les équipages des navires chasseurs de phoques dans la Mer de Behring.

Au commencement de 1881, M. d'Ancona, Receveur des Droits de Douane à San-Francisco, demanda au département de la trésorerie à

Washington des renseignements au sujet de l'interprétation donnée par ce département à la loi sur la chasse des animaux à fourrure dans le territoire d'Alaska, et particulièrement aux expressions « les eaux du territoire » et « les eaux adjacentes aux dites îles », qui sont employées dans la loi. Il désirait savoir jusqu'à quelle distance de la côte la juridiction des Etats-Unis s'étendait.

Le 12 Mars 1881, M. French, Secrétaire par intérim du département de la trésorerie, lui écrivit en réponse :

« Monsieur,

« J'ai reçu votre lettre du 19 Février, dans laquelle vous demandez à ce département quelques explications sur l'interprétation à donner à la loi sur la chasse des animaux à fourrure dans le Territoire d'Alaska. Cette loi défend de tuer les animaux à fourrures, dans les limites du Territoire d'Alaska et dans les eaux du territoire, excepté dans les cas prévus, et défend de tuer les phoques à fourrure sur les îles de Saint-Paul et de Saint-Georges, et dans les eaux adjacentes à ces îles, excepté pendant certains mois.

« Vous me demandez des renseignements sur l'interprétation à donner aux expressions « les eaux du territoire » et « les eaux adjacentes à ces îles », qui sont employées dans cette loi, et vous demandez jusqu'à quelle distance de la côte la juridiction des Etats-Unis s'étend.

« Je présume que c'est particulièrement aux eaux de l'Alaska occidental que vous faites allusion, et je réponds que le traité avec la Russie du 30 Mars 1870 [*sic*], en vertu duquel le Territoire d'Alaska fut cédé aux Etats-Unis, définit les limites du territoire cédé. Ce traité se trouve aux pages 671 à 673 du volume des traités de la série des Statuts Revisés. Vous verrez que la région cédée est limitée par une ligne qui, partant de la Mer Glaciale, traverse le Détroit de Behring et se continue jusqu'à un point au nord des îles de Saint-Laurent. De là, la ligne suit un cours sud-ouest, en passant à distance égale entre l'île d'Attou et l'île de Cuivre, du groupe ou couplet des îles Komandorski, dans l'Océan Pacifique du Nord, jusqu'au méridien du 193° degré de longitude ouest. Toutes les eaux en deçà de cette limite, jusqu'à l'extrémité occidentale de l'archipel et de la chaîne des îles Aléoutes, sont considérées comme faisant partie des eaux du Territoire d'Alaska.

« Il résulte de ce qui précède, que toutes les peines dont la loi menace ceux qui tuent les bêtes à fourrure sont applicables à tout cas de violation de la loi, en dedans des limites précitées.

*Signé*. H. F. FRENCH.

« Secrétaire par intérim ».

Les documents officiels ne font mention d'aucune mesure prise à cette époque pour donner suite à l'opinion exprimée dans cette lettre. Avant 1886, aucune saisie n'a eu lieu, et aucun navire anglais occupé à chasser les phoques au delà de la limite territoriale ordinaire n'a reçu l'ordre de quitter la mer, quoiqu'il soit certain qu'en 1884, au moins un, et, en 1885, jusqu'à treize navires anglais aient été occupés à cette chasse. Deux de ces navires auraient été héles par un côtre de douane américain, sans être aucunement troublés.

Le 22 mai 1804, le lieutenant J.-E. Lutz reçut du capitaine du côtre américain « Corwin » l'ordre de surveiller et de saisir tout navire et d'ar-

réter toute personne qu'il trouverait occupée à chasser les phoques en violation de loi.

Conformément à ces instructions, le lieutenant Lutz saisit « l'Adèle » de Hambourg (Gustave Isaacson, capitaine, avec trois officiers et un équipage de dix-huit Japonais), qui était mouillé près de la côte. Le lieutenant eut soin de s'assurer que l'équipage était occupé à chasser les phoques sur la plage. Il attendit le retour de la chaloupe de « l'Adèle », qui venait chargée de phoques morts ; et, *ayant obtenu*, comme il dit dans son rapport, *toutes les preuves nécessaires*, il informa le capitaine de la saisie du navire.

Il est constaté que, de 1867 à 1885 inclusivement, les navires n'ont jamais cessé de fréquenter la Mer de Behring et d'y chasser, sans être troublés, tant qu'ils restaient en dehors de la juridiction territoriale ordinaire.

On verra plus tard quelles furent les circonstances qui, en 1886, détériorèrent le gouvernement à changer de politique.

Il convient ici d'appeler l'attention sur quelques questions soulevées par des incidents qui eurent lieu dans les eaux asiatiques du Pacifique, contiguës au territoire russe.

*Questions engagées entre les États-Unis et la Russie dans les Mers d'Okhotsk et de Behring.*

Des difficultés ont surgi plus d'une fois au sujet des droits des baleiniers dans la Mer d'Okhotsk.

La principale objection qu'on leur faisait était qu'ils entravaient l'industrie des fourrures. Il est constaté que leur mode de pêcher les baleines dans cette mer était souvent de mouiller dans un port et d'envoyer les chaloupes à la mer à la poursuite des baleines. Les instructions données aux croiseurs russes depuis 1853 défendaient seulement à ces navires de « s'approcher de nos côtes à une distance de 3 milles d'Italie. » L'oukase de 1821 était applicable à la Mer d'Okhotsk, où se trouve un repaire de phoques (Robben Island). Des baleiniers provenant des États-Unis et d'autres pays commençaient à fréquenter cette mer vers 1843.

Il ressort des dépositions suivantes, faites devant la Commission d'Expédients de la Chambre des représentants à Washington (3 mai 1876), au sujet de la chasse des phoques et de la pêche des baleines, que des pêcheurs de baleine s'occupaient aussi à tuer des phoques :

« Q. Qui sont Williams, Haven et Compagnie ? — R. Williams, Haven et Compagnie sont MM. Henri, P. Haven, de Connecticut, qui est mort dimanche dernier, et Richard Chapel. Ce sont des armateurs de baleiniers. Ils faisaient chasser des phoques et des baleines, et exploitaient cette industrie dans le Pacifique depuis bien des années.

« Q. Avaient-ils un intérêt dans les peaux ? — R. Oui. En 1866, un de leurs bâtiments faisait la chasse aux phoques, je crois, dans la Mer d'Okhotsk. Pendant que le navire se trouvait à Honolulu, en 1866, le capitaine fit la connaissance d'un capitaine russe qui s'était vu forcé de s'y réfugier avec le reste ou une partie des fourrures de phoques d'Alaska obtenues par l'ancienne Compagnie russe ; et c'est alors que le capitaine eut connaissance de cette industrie. Il laissa son navire à Honolulu, et alla informer ses armateurs à Connecticut. Alors M. Chapel, l'un des associés, se rendit à Honolulu, arma ce navire et un second, et les envoya aux îles de l'Alaska dès le mois d'avril 1868. »



En 1882, M. Hoffman, Ministre des Etats-Unis à Saint-Petersbourg, écrit au sujet de cette mer :

« Il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte pour voir que les îles Kuriles sont semées en travers de l'entrée de la Mer d'Okhostk, depuis le Japon, dans le sud, jusqu'à l'extrémité méridionale du Kamtchatka, dans le nord.

« Lorsque la Russie possédait toutes ces îles, les représentants du gouvernement russe en Sibérie prétendaient que la Mer d'Okhostk était une mer fermée, puisque la juridiction russe s'étendait d'île à île, en embrassant une étendue de 2 lieues marines entre île et île, depuis le Japon jusqu'à Kamtchatka.

« Il y a environ cinq ans, cependant, les Russes cédèrent au Japon le groupe méridional de ces îles, et reçurent en échange la moitié de l'île de Saghalin, qui appartenait à cette puissance.

« Aussitôt après, il devint impossible pour le gouvernement de la Sibérie de faire valoir sa prétention. Celui qui m'a donné ces renseignements ne savait pas si cette prétention avait jamais été sérieusement avancée à Saint-Petersbourg. »

Dans une autre lettre il dit :

« Je ne crois pas que la Russie prétende que la Mer d'Okhostk soit une mer fermée, soumise à sa juridiction exclusive. Si toutefois elle l'affirme, cette prétention, si jamais elle était soutenable, ne l'est plus, depuis qu'une partie du groupe des îles Kuriles a été cédée au Japon. »

Les paragraphes suivants se trouvent en tête des « Documents relatifs aux Pêcheries de la Mer de Behring », publiés en 1887 par le bureau de l'imprimerie du gouvernement à Washington :

« Cette Mer (d'Okhostk) fait partie des eaux auxquelles s'appliquait l'oukase de 1821, et à propos desquelles M. de Poletica disait, dans la correspondance échangée avec M. Adams à la suite de cet oukase, et avant la conclusion du traité de 1824, que Sa Majesté Impériale l'Empereur de toutes les Russies aurait pu les déclarer mer fermée s'il l'avait voulu. Comme on vient de le voir, toute opposition au droit des citoyens des Etats-Unis et des sujets britanniques de naviguer et de pêcher dans ces eaux fut abandonnée par la Russie, une fois pour toutes, par les traités conclus avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne en 1824 et 1825.

« La correspondance suivante, échangée entre la Russie et les Etats-Unis en 1867 et 1868, contient un désaveu formel, de la part de la Russie, de toute prétention d'entraver les opérations de pêche des citoyens des Etats-Unis dans la Mer d'Okhostk. »

La correspondance dont il s'agit relève que le capitaine d'un baleinier américain, « l'Europa », s'est plaint auprès du département d'Etat, à Washington, que le capitaine d'un navire à vapeur russe lui avait déclaré qu'il était autorisé à chasser les baleiniers américains du voisinage de la colonie d'Okhostk, dans la Mer d'Okhostk, et qu'il avait fait tirer sur la chaloupe de la barque « Endeavour », de New-Bedford.

Il ressort aussi de la même correspondance que, le 27 juillet 1867, la barque américaine « Java » pêchait la baleine dans la baie de Chantar, et se dirigeait vers le cap de Silas-Ri hard, lorsqu'un capitaine russe lui donna l'ordre de quitter la baie. M. Seward demanda alors au gouverne-

ment russe quelles instructions avaient été émises au sujet des pêcheries dans cette mer.

En réponse à cette question, M. de Westmann, Ministre des Affaires étrangères à Saint-Petersbourg, fournit les explications suivantes, dont il résulte que le droit de juridiction réclamé par la Russie dans cette partie des eaux auxquelles s'appliquait l'oukase de 1821 se bornait au rayon de 3 milles dans les golfes et baies russes (1) :

« Voici les circonstances : La goélette « Aléoute », en commission et sous le commandement du lieutenant Etoline, avait reçu l'ordre de se rendre de Nicolaïevsk à Oudrk. La glace flottante qu'il rencontrait en quantité l'ayant forcé à entrer dans le golfe de Tougoursh, il y trouva, le 14 juillet, à 20 milles environ au sud du détroit de Chantarsk, près de la côte est, le baleinier américain « Java », dont l'équipage était occupé à extraire l'huile d'une baleine qu'ils avaient tuée. Vu que les lois en vigueur défendent aux baleiniers étrangers de pêcher dans les golfes et baies russes à une distance de moins de 3 milles de la côte, puisqu'en dedans de cette limite le droit de pêcher est exclusivement réservé aux sujets russes, le lieutenant Etoline invita le capitaine du « Java » à quitter le golfe de Tougoursh, ce que celui ne tarda pas à faire. Le même jour, « l'Aléoute » entra dans la baie de Mawgon, où arriva le lendemain la goélette baleinière américaine « Caroline Foot », dont le capitaine, accompagné du capitaine du « Java », fit une visite au lieutenant Etoline, et déclara que celui-ci n'avait pas le droit de leur défendre de pêcher la baleine partout où ils voulaient. Le lieutenant Etoline répondit qu'il existait des règles fixes à ce sujet, et que, s'ils insistaient absolument à les violer, il se verrait forcé de les en empêcher. Le capitaine de la goélette « Caroline Foot », ayant prétendu qu'il était entré dans la baie de Tougoursh par suite de « déviations de sa route », le lieutenant Etoline offrit de suite de l'aider de tout son pouvoir, et, sur sa demande, il lui livra 7 pouds de biscuit des provisions de « l'Aléoute », après quoi les deux navires reprirent la mer. Le 19 juillet, c'est-à-dire quatre jours plus tard, la goélette « Aléoute » rencontra une baleine, sur laquelle le commandant fit tirer un coup d'essai. Au même instant on vit, à une distance d'environ 16 milles, une voile, nom inconnu, et, plus près, trois chaloupes, dont la plus proche se trouvait à 3 milles au moins en avant, dans la direction du feu du canon. Le soir, tous ces navires avaient disparu. Cet incident est inscrit dans les livres de « l'Aléoute » dans les termes suivants : « Le 19 juillet, à neuf heures du soir, mouillés dans la baie de Mawgon, nous avons tiré un coup d'essai sur une baleine à flot. » Par ces faits, le général Clay se convaincra que l'incident dont il s'agit a été beaucoup exagéré et même dénaturé, afin qu'on puisse le représenter de la part des baleiniers américains comme un grief contre le commandant de « l'Aléoute. »

Ces explications furent acceptées, et M. Seward fit remarquer que « le capitaine du « Java » avait tort de nier indirectement que les autorités russes eussent le droit de défendre aux navires étrangers de pêcher la baleine dans le rayon de 3 milles marins de leurs propres côtes. »

(1) Ce document a été traduit en français d'une traduction du français en anglais, le texte original n'ayant pas été publié.

En 1881, un avertissement fut publié par le consul russe à Yokohama, par ordre de son gouvernement. En voici une traduction (1) :

« AVERTISSEMENT. — Sur la demande des autorités locales des îles de Behring et autres îles, le soussigné publie, pour l'information de tous, les règles suivantes, arrêtées par le gouvernement impérial russe :

« 1. Il est défendu aux navires étrangers qui ne seraient pas munis d'une autorisation ou d'un permis spécial du gouverneur général de la Sibirie orientale de faire le commerce, de chasser, de pêcher, etc., sur la côte et les îles russes dans les mers d'Okhotsk et de Behring, et sur la côte nord-est de l'Asie, ainsi que dans leurs eaux territoriales.

« 2. Les demandes de permis ou d'autorisations pour les navires étrangers doivent être adressées exclusivement aux autorités de Vladivostok.

« 3. Quoique Pétropaulovsk soit le seul port d'entrée de Kamtchatka, on n'y délivrera pas de permis ni d'autorisations.

« 4. On ne donnera pas de permis ni d'autorisations pour chasser, pêcher ou faire le commerce dans ou sur les îles du Commandeur et les *Robben Islands*.

« 5. Les navires étrangers qu'on trouverait engagés dans le commerce, la pêche, la chasse, etc., dans les eaux russes, et qui ne seraient pas munis d'une autorisation ou d'un permis du gouverneur général, ainsi que ceux qui, étant munis d'une autorisation ou d'un permis, violeraient les règles spéciales en vigueur pour la chasse, seront confisqués, ainsi que leurs cargaisons, au profit du gouvernement. Cette règle sera appliquée immédiatement, c'est-à-dire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1882.

« 6. L'application de ce règlement sera confiée aux bâtiments de guerre russes, ainsi qu'aux navires marchands russes, auxquels on aura assigné, à cette fin, des détachements militaires, et dont les commandants seront munis des instructions nécessaires.

« Signé : A. PELIKAN.

« Consul impérial russe.

« Yokohama, le 15 novembre 1881. »

En 1882, la maison Lynde et Hough, de San Francisco, armait pour la pêche sur la côte du Pacifique. Elle s'en était occupée depuis des années. Tous les ans, elle envoyait dans la Mer d'Okhotsk des navires qui pêchaient à une distance de 10 à 20 milles de la côte. Aussitôt que cette maison eut connaissance de l'avertissement ci-dessus mentionné, elle écrivit au Secrétaire d'Etat des Etats-Unis pour y appeler son attention.

Le 7 mars 1882, le Secrétaire d'Etat (M. Frelinguysen) envoya la lettre de MM. Lynde et Hough, ainsi que le règlement « concernant les pêcheries de la côte du Pacifique », comme il les désignait, à M. Hoffman, Ministre des Etats-Unis à Saint-Petersbourg. M. Hoffman accusa réception de cette dépêche au sujet de « nos pêcheries de l'Océan Pacifique », comme lui aussi les désignait.

M. Hoffman s'étant enquis de M. de Giers, Ministre des Affaires étrangères, celui-ci expliqua dans sa réponse en date du 8 (20) mai 1882, que ce règlement n'était applicable qu'aux « eaux territoriales de la Russie », et dans une autre lettre, en date du 1<sup>er</sup> (13) juin, il cita l'article 560 du code russe, dont voici le texte :

(1) Voir la note précédente.



« Article 560. — Les eaux maritimes, même là où elles baignent les côtes où il y a une population permanente, ne peuvent être la propriété de particuliers : elles sont ouvertes à l'usage de tous. »

Il ressort d'une lettre que M. Hoffman adressa à M. Frelinghuysen le 14 mars 1882, quel était, dans l'opinion de celui-là, le sens que M. de Giers attachait aux mots « eaux territoriales ». M. Hoffman écrit :

« Les meilleures pêcheries à la baleine se trouvent dans les baies et criques de la Mer d'Okhotsk. Le gouvernement russe en défend l'entrée aux baleiniers étrangers, pour la raison que ces baies n'atteignent pas la largeur de 2 lieues marines de promontoire à promontoire. »

En effet, la lettre de M. de Giers en date du 8 (20) mai 1882, déjà citée, prouve que la règle était la même pour la pêche et pour la chasse, et que ce n'était guère que dans le rayon d'une lieue marine des côtes et des îles dites « du Commandeur » et « des Phoques » qu'il était défendu de pêcher et de chasser.

L'île qu'il appelle « l'île des Phoques » est *Robben Island*, et, puisque M. de Giers a fait mention de cette île et des îles du Commandeur, il est évident qu'il avait en vue la chasse des phoques quand il parlait de « chasse ».

Le 21 juillet 1884, la goélette américaine « Eliza » fut saisie par le croiseur russe « Razboïnik » dans le fleuve Anadir qui débouche dans la baie d'Anadir, dans la partie nord de la Mer de Behring. On représenta aux Etats-Unis que « l'Eliza » avait été occupée à commercer et à chasser le morse. Le vice-consul général des Etats-Unis au Japon qualifia la saisie d'*acte de piraterie*.

Dans une lettre en date du 19 (31) janvier 1887, écrite du Département des Affaires étrangères, le général Vlangaly expliqua que « l'Eliza » avait été saisie, « non pour avoir été occupée à chasser le phoque », mais pour avoir agi en contravention à la défense de commercer, chasser et pêcher sur les côtes du Pacifique, sans autorisation spéciale.

Il affirma qu'il était constaté que l'équipage ne s'était pas borné à chasser le morse, mais qu'il avait trafiqué avec les indigènes des côtes de Kamtchatka.

Cette explication fut acceptée comme satisfaisante ; toutefois, M. Lothrop, Ministre des Etats-Unis à Saint-Petersbourg, fit l'observation suivante, dans une lettre qu'il adressa à M. Bayard, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, en date du 17 février 1887, au sujet de la saisie de ce navire et de celle de la « Henrietta » :

« J'ajouterai que l'article 21 du Code des Prises russe de 1869, qui est en vigueur aujourd'hui, fixe la limite des eaux territoriales à une distance de 3 milles de la côte. »

Le 29 août 1886, la « Henrietta », goélette américaine, avait été saisie par la corvette russe « Kreysser » près du cap Est dans le détroit de Behring.

Le gouvernement des Etats-Unis ne tarda pas à demander des explications au gouvernement russe, qui alléguait, en réponse, que le navire avait été saisi pour avoir fait le commerce illicite sur les côtes russes.

Néanmoins, le 16 mars 1887, M. Bayard écrit à M. Lothrop, en date du 16 mars 1887 :



« Il ressort de votre rapport que la saisie de la « Henrietta » a eu lieu dans les eaux territoriales russes ; s'il en est ainsi, les autorités russes étaient dans leur droit ; et si la condamnation a été prononcée à la suite d'un procès régulièrement intenté et mené devant un tribunal compétent, et si elle s'appuyait sur des témoignages suffisants, ce département ne saurait se plaindre. Mais si l'une ou l'autre de ces conditions n'a pas été remplie, la condamnation ne peut pas être justifiée au point de vue international.

« La première des deux conditions, c'est-à-dire que le procès ait été régulièrement intenté et mené, n'a pas été remplie, s'il est démontré que le tribunal qui l'a jugé était composé de personnes intéressées à la saisie. Selon les principes universels du droit international, l'exécution d'une condamnation prononcée par un pareil tribunal devrait être considérée comme un déni de justice et une perversion de la loi, qui donnerait à ce gouvernement le droit de demander une réparation.

« Il y aurait, de même, lieu de demander une réparation, s'il était prouvé que la saisie a été faite dans le rayon de trois milles, mais que le délit imputé a été commis en dehors de cette zone et sur la haute mer.

« Vous demanderez donc des renseignements, non seulement sur la constitution du tribunal qui a prononcé la condamnation, mais aussi sur les preuves qui auraient été fournies à ce tribunal, y compris celles de la localité exacte où la saisie a été faite ».

Dans les instructions adressées de temps en temps aux commandants du service des douanes et des navires de guerre des Etats-Unis qui faisaient la croisière dans la mer de Behring et qui sauvegardaient les intérêts de la Compagnie de commerce de l'Alaska dans les îles affermées à la Compagnie, il n'y a rien qui indique que le gouvernement américain ait eu l'intention de réclamer un droit qu'il avait contesté avec tant de véhémence lorsque la Russie le revendiquait.

Au contraire, pendant que des bâtimens de la Colombie anglaise et d'autres pays commerçaient et pechaient partout dans la mer de Behring, et que les équipages d'autres navires — qui, pour la plupart, venaient des Etats-Unis — pillaient les « rookeries », le gouvernement des Etats-Unis se bornait, comme nous l'avons déjà dit, jusqu'à l'an 1886, à donner aux commandants des côtes des instructions pour la protection des îles fréquentées par les phoques.

La présentation du rapport sur la croisière du vapeur de la douane « Corwin », en 1885, fut suivie de la saisie de navires anglais pêcheurs de phoques sur la haute mer.

Dans ce rapport, le capitaine dit, entre autres, que, lorsque le navire était en route pour Saint-Paul, une vigie était toujours en garde pour guetter les navires pêcheurs de phoques.

Le capitaine écrit :

« Pendant que nous nous trouvions dans le voisinage des îles fréquentées par les phoques, une vigie était constamment en garde au haut du mât pour guetter les navires qui pourraient être occupés à croiser, pêcher les phoques, ou faire un commerce illicite près de ces îles. Mais nous n'en avons rencontré aucun ».

Le capitaine appelle l'attention sur le nombre considérable des navires qui ont tué, ou qui ont essayé de tuer des phoques sur les rives des îles,

et explique la grande difficulté qu'on avait à en empêcher l'approche. Il dit en conclusion :

« Dans ces circonstances, je me permets de suggérer :

« 1<sup>o</sup> Que le département fasse insérer dans les journaux de l'ouest, particulièrement dans ceux de San-Francisco, de Californie et de Victoria (Colombie Anglaise), les sections de la loi qui concernent la chasse des animaux à fourrure dans les eaux de l'Alaska, et qu'on définisse en termes précis ce que signifient les mots « eaux de l'Alaska » ;

« 2<sup>o</sup> Qu'un côtre de la douane soit envoyé faire la croisière dans le voisinage des îles Pribyloff et du groupe aléoute pendant la saison de la chasse aux phoques ».

Le 6 mars 1886, M. Daniel Manning, secrétaire de la Trésorerie, écrit au Receveur des droits de douane à San-Francisco :

« Département de la Trésorerie, le 6 mars 1886.

« Monsieur,

« Je vous remets, ci-joint, pour que vous en preniez connaissance, la copie d'une lettre qui a été adressée à M. d'Ancona par ce département en date du 12 mars 1881, au sujet du droit de juridiction des Etats-Unis sur les eaux du territoire de l'Alaska, et de la défense de tuer les phoques à fourrure et les autres animaux à fourrure dans ces eaux, en vertu des dispositions du chapitre III, titre 23 des statuts révisés. L'attention de votre prédécesseur a été appelée sur ce sujet le 4 août 1881. La nouvelle de l'intention qu'auraient certaines personnes dans votre ville d'armer des expéditions, ayant pour but de chasser les phoques à fourrure dans ces eaux, m'a déterminé à vous adresser cette lettre. Je vous prie d'avertir le public du contenu de cette correspondance, afin que les personnes susmentionnées soient informées de l'interprétation que ce département donne aux dispositions de la loi précitée.

« Agréez, etc.

« Signé : D. MANNING,

« Secrétaire. »

Il paraît que, par suite de cette instruction, le public fut averti, conformément aux termes de la lettre adressée à M. d'Ancona par M. French.

Les faits exposés dans ce chapitre prouvent :

Que, de 1867 à 1886, l'action des Etats-Unis et de la Russie, signataires du traité de cession de 1867, ne comporte qu'une interprétation, c'est que les droits que ces puissances possédaient respectivement dans les eaux de la mer de Behring n'étaient que ceux qui dérivent naturellement de la possession des côtes de cette mer et des îles qu'elle comprend ;

Que, pendant cette période, quoique la mer de Behring fût fréquentée par des navires pêcheurs de phoques, les autorités des Etats-Unis se sont bornés à exercer le droit de juridiction sur la terre et les eaux comprises dans les limites territoriales ordinaires.

## CHAPITRE VII

### TITRE G. — *Diverses prétentions des Etats-Unis depuis 1886.*

Comme conséquence du développement considérable de la pêche pélagique des phoques dans le Pacifique du Nord, une concurrence assez for-

midable se fit à la Compagnie de commerce de l'Alaska. Cette Compagnie, qui payait au gouvernement russe une redevance considérable sur chaque peau, se trouvait en face de la concurrence des pêcheurs de pleine mer, qui ne payaient ni redevance ni rente. La Compagnie s'efforçait donc par tous les moyens de se débarrasser de cette concurrence, en employant surtout la grande influence qu'elle possédait à Washington. Avant le développement de l'industrie de la pêche pélagique des phoques, les circonstances avaient permis à la Compagnie d'exercer un contrôle presque exclusif sur les marchés de fourrures de phoques, et de jouir d'un monopole presque complet de la pêche du phoque dans le Pacifique du Nord.

En 1886, le gouvernement des Etats-Unis donna pour la première fois aux commandants des côtes de la douane des instructions pour interdire à tout navire de pêcher les phoques dans la partie de la mer de Behring qui se trouve à l'est de la limite géographique arrêtée par le traité de cession.

C'était la première fois que le gouvernement des Etats-Unis s'avisait de porter atteinte au droit qu'avaient les navires des autres nations de naviguer et de pêcher dans toutes les parties de la mer de Behring, à l'exception des eaux territoriales.

Conformément aux ordres susmentionnés, on saisit, dans le cours de cette année, trois navires anglais qui faisaient la pêche en dehors des eaux territoriales ordinaires. Ces navires furent, plus tard, condamnés pour la raison que les eaux dans lesquelles ils pêchaient feraient partie des eaux de l'Alaska et seraient sujettes à la juridiction des Etats-Unis.

Conformément aux instructions qui lui furent envoyées, Sir L. Sackville West, ministre britannique à Washington, ne perdit pas un instant pour protester formellement, au nom du gouvernement de Sa Majesté Britannique, contre les saisies des navires anglais.

Après que la Grande-Bretagne eut protesté, l'Attorney-General Garland émit l'ordre suivant :

« Washington, D. C., le 26 janvier 1887.

« *Au juge Lafayette Dawson et à M. Ball. District Attorney des Etats-Unis, Sitka, Alaska.*

« J'ai reçu du Président l'ordre de vous inviter à vous désister de toute démarche ultérieure dans l'affaire de la saisie des navires britanniques « *Carolena* », « *Onward* » et « *Thornton* », et à relâcher les vaisseaux saisis et les personnes qui se trouvent en état d'arrestation par suite de la saisie.

« *Signé : A. H. GARLAND,*

« *Attorney-Général.* »

Cependant, le 3 février 1887, M. Bayard, secrétaire d'Etat, écrivait à Sir L. Sackville West, qu'en émettant cet ordre, « on n'a pas voulu préjuger les questions qui pourraient être soulevées par ces saisies ».

De nouvelles saisies eurent lieu aux mois de juillet et d'août 1887, et la Grande-Bretagne protesta de nouveau.

En 1888, aucune saisie n'eut lieu, quoiqu'un grand nombre de phoques aient été tués cette année dans la mer de Behring par des pêcheurs anglais.



En 1889, cinq navires anglais furent saisis dans la mer de Behring, et trois autres reçurent l'ordre de quitter la mer.

Aucune saisie n'eut lieu en 1890, quoique la mer fût visitée par un grand nombre de navires pêcheurs de phoques, qui y poursuivirent leur industrie.

En 1891, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne se sont mis d'accord pour établir un *modus vivendi*, destiné à régler les pêcheries, en attendant que le résultat de l'examen de toutes les circonstances par des experts fût connu. Il fut interdit aux navires, pour une période limitée, de pêcher les phoques dans la mer de Behring, sous peine de saisie et d'amende. D'autre part, on réduisit considérablement le nombre des phoques qu'il était permis de tuer sur les îles. Depuis l'établissement du *modus vivendi*, les seuls navires qui ont été saisis sont des vaisseaux qui l'ont violé (1).

Carolena. — Date de la saisie : 1<sup>er</sup> août 1886. — Distance approximative de la terre au moment où la saisie eut lieu : 75 milles. — Navire des Etats-Unis qui a fait la saisie : Corwin.

Thornton. — Date de la saisie : 1<sup>er</sup> août 1886. — Distance approximative de la terre au moment où la saisie eut lieu : 70 milles. — Navire des Etats-Unis qui a fait la saisie : Corwin.

Onward. — Date de la saisie : 2 août 1886. — Distance approximative de la terre au moment où la saisie eut lieu : 115 milles. — Navire des Etats-Unis qui a fait la saisie : Corwin.

Favourite. — Date de la saisie : 2 août 1886. — Distance approximative de la terre au moment où la saisie eut lieu : A reçu l'ordre de quitter la mer. Se trouvait à peu près à la même distance de la côte que le « Onward ».

Anna Beck. — Date de la saisie : 2 juillet 1887. — Distance approximative de la terre au moment où la saisie eut lieu : 66 milles. — Navire des Etats-Unis qui a fait la saisie : Rush.

W. T. Sayward. — Date de la saisie : 9 juillet 1887. — Distance approximative de la terre au moment où la saisie eut lieu : 59 milles. — Navire des Etats-Unis qui a fait la saisie : Rush.

Dolphin. — Date de la saisie : 12 juillet 1887. — Distance approximative de la terre au moment où la saisie eut lieu : 40 milles. — Navire des Etats-Unis qui a fait la saisie : Rush.

Grace. — Date de la saisie : 17 juillet 1887. — Distance approximative de la terre au moment où la saisie eut lieu : 96 milles. — Navire des Etats-Unis qui a fait la saisie : Rush.

Alfred Adams. — Date de la saisie : 10 août 1887. — Distance approximative de la terre au moment où la saisie eut lieu : 62 milles. — Navire des Etats-Unis qui a fait la saisie : Rush.

Ada. — Date de la saisie : 23 août 1887. — Distance approximative de la terre au moment où la saisie eut lieu : 15 milles. — Navire des Etats-Unis qui a fait la saisie : Bear.

Triumph. — Date de la saisie : 4 août 1887. — Distance approximative de la

(1) Le tableau suivant donne les noms des navires anglais pêcheurs de phoques qui ont été saisis, ou invités à quitter la mer, par les croiseurs de la douane des Etats-Unis, de 1886 à 1890, ainsi que la distance approximative à laquelle ils se trouvaient de la terre lorsqu'ils furent saisis. Les distances données pour la « Carolena », le « Thornton » et le « Onward », se basent sur les données fournies par le capitaine Abbey, de la marine des Etats-Unis (voir 50<sup>e</sup> Cong., 2<sup>e</sup> Sess., Sénat Doc. Ex. n° 106, pp. 20, 40, 30). Les distances données pour la « Anna Beck », le « W. P. Sayward », le « Dolphin » et la « Grace », sont basées sur les renseignements fournis par le capitaine Shepard, U. S. R. M. (Livre bleu, « United States, n° 2 (1890), pp. 80-82). Voir l'Appendice, vol. III.



terre au moment où la saisie eut lieu : Le « Rush » lui a interdit d'entrer dans la mer de Behring.

Juanita. — Date de la saisie : 31 juillet 1889. — Distance approximative de la terre au moment où la saisie eut lieu : 66 milles. — Navire des Etats-Unis qui a fait la saisie : Rush.

Pathfinder. — Date de la saisie : 29 juillet 1889. — Distance approximative de la terre au moment où la saisie eut lieu : 50 milles. — Navire des Etats-Unis qui a fait la saisie : Rush.

Triumph. — Date de la saisie : 11 juillet 1889. — Distance approximative de la terre au moment où la saisie eut lieu : A reçu l'ordre de quitter la mer de Behring. Position inconnue. — Navire des Etats-Unis qui a fait la saisie : Rush.

Black Diamond. — Date de la saisie : 11 juillet 1889. — Distance approximative de la terre au moment où la saisie eut lieu : 35 milles. — Navire des Etats-Unis qui a fait la saisie : Rush.

Lily. — Date de la saisie : 6 août 1889. — Distance approximative de la terre au moment où la saisie eut lieu : 66 milles. — Navire des Etats-Unis qui a fait la saisie : Rush.

Ariel. — Date de la saisie : 30 juillet 1889. — Distance approximative de la terre au moment où la saisie eut lieu : A reçu l'ordre de quitter la mer de Behring. — Navire des Etats-Unis qui a fait la saisie : Rush.

Kate. — Date de la saisie : 13 août 1889. — Distance approximative de la terre au moment où la saisie eut lieu : Dito. — Navire des Etats-Unis qui a fait la saisie : Rush.

Minnie. — Date de la saisie : 15 juillet 1889. — Distance approximative de la terre au moment où la saisie eut lieu : 63 milles. — Navire des Etats-Unis qui a fait la saisie : Rush.

Pathfinder. — Date de la saisie : 27 mars 1890. — Distance approximative de la terre au moment où la saisie eut lieu : A été saisi dans la baie de Neah (1). — Navire des Etats-Unis qui a fait la saisie : Corwin.

La question de la légalité des saisies faites en 1886, 1887 et 1889, a donné lieu à beaucoup de discussions et de débats aux Etats-Unis. Pour prouver l'incertitude dans laquelle le gouvernement des Etats-Unis s'est trouvé sur le bien fondé de sa prétention, il suffit de rapporter que des navires pêcheurs de phoques de provenance américaine (des Etats-Unis) sont entrés dans la mer de Behring trois ou quatre ans avant l'arrivée des pêcheurs de phoques anglais, et que leur nombre s'est augmenté rapidement, mais qu'ils n'ont été troublés ou saisis qu'en très peu de cas.

En 1889, dans le cours de la cinquantième session de la chambre des représentants, la commission sur les affaires navales et les pêcheries fut chargée « d'étudier avec soin la nature et l'étendue des droits et des intérêts qu'ont les Etats-Unis sur les pêcheries de phoques à fourrure et autres de la mer de Behring dans l'Alaska ; de faire un rapport sur la question de savoir si ces droits ont été violés, par qui, et jusqu'à quel point ; et de se prononcer sur la question des lois qui pourraient être nécessaires pour mieux protéger et assurer ces droits ».

Dans le rapport qu'elle présenta à la Chambre, la Commission se prononça en faveur du droit de juridiction réclamé par les Etats-Unis sur toutes les eaux et sur toute la terre comprises dans les limites géographiques tracées par le traité de cession entre la Russie et les Etats-Unis,

(1) La baie de Neah est située dans l'Etat de Washington ; le « Pathfinder » y fut saisi pour contravention de la loi dans la mer de Behring dans l'année précédente. Il fut relâché deux jours plus tard.

et cita divers actes du Congrès qui auraient confirmé le droit de juridiction national sur toute l'étendue des eaux « ouvertes » de la Mer de Behring comprises dans les limites sus-mentionnées.

Le rapport déclare que :

« Le territoire de l'Alaska se compose de terres et d'eaux ; outre ses lacs, rivières, havres et criques, il y a une vaste étendue de territoire maritime qui se trouve en dehors du rayon de 3 milles, mais qui est comprise dans les limites du territoire cédé aux Etats-Unis par la Russie. »

La dernière partie du rapport contient les paragraphes suivants :

« Qu'en faisant l'achat de l'Alaska, on visait principalement à obtenir les produits précieux de la Mer de Behring ;

« Qu'à la date de la cession de l'Alaska aux Etats-Unis, le droit de souveraineté de la Russie sur la Mer de Behring était parfait et incontesté ;

« Qu'en vertu du traité de cession, les Etats-Unis ont acquis le droit complet de souveraineté sur toute la Mer de Behring comprise dans les limites arrêtées par le traité ;

« La Commission présente, ci-annexé, un projet de loi qui introduit les amendements nécessaires à la loi en vigueur à ce sujet, et en recommande l'adoption. »

Selon le rapport, ces amendements expliquent :

« La signification et l'intention vraies de la section 1956 des Statuts révisés, qui défend de tuer les phoques à fourrures, etc., dans les eaux de l'Alaska, et qui impose au Président le devoir de publier tous les ans une proclamation, et de faire croiser dans ces eaux un ou plusieurs navires de l'Etat, afin d'empêcher qu'on n'y tue illégalement des phoques à fourrure.

« L'amendement augmentera d'au moins 150,000 dollars par an les revenus que l'Etat obtient de cette source. »

Le projet présenté par la Commission contenait la section suivante :

« Section 2. — Que la section 1956 des Statuts révisés des Etats-Unis était destinée à s'étendre et à s'appliquer — et qu'elle est déclarée par cette présente section s'étendre et s'appliquer — à toutes les eaux de la Mer de Behring, dans l'Alaska, comprises dans les limites mentionnées et définies dans le traité avec la Russie du 30 mars 1867, en vertu duquel le territoire de l'Alaska a été cédé aux Etats-Unis.

« Le Président sera tenu de publier tous les ans, au moment jugé convenable, et de faire paraître pendant un mois dans un journal au moins de chaque port d'entrée des Etats-Unis, sur la côte du Pacifique, une proclamation défendant d'entrer dans ledit territoire ou dans lesdites eaux pour violer les dispositions de la section ci-devant mentionnée. Il donnera aux commandants d'un ou de plusieurs navires des Etats-Unis l'ordre de croiser sans relâche dans lesdites eaux et de saisir tous les navires qui y violeraient ou qui y auraient violé les lois des Etats-Unis. »

Ce projet de loi ne fut pas adopté par la Chambre des représentants, mais la section précitée fut introduite, sous forme d'amendement, dans

un projet de loi pour la « protection des pêcheries du saumon de l'Alaska », présenté au Sénat. Le Sénat ayant, cependant, rejeté l'amendement de la Chambre, le projet fut renvoyé à une des deux Chambres. Voici le texte de la section comme il a été depuis arrêté et adopté dans l'acte du 2 mars 1889 :

« Section 3. — Que la section 1956 des Statuts révisés des Etats-Unis est déclarée par cette présente section s'étendre et s'appliquer à toute la souveraineté des Etats-Unis sur la Mer de Behring, et que le Président sera tenu de publier tous les ans, au moment jugé convenable, et de faire paraître, pendant un mois, dans un journal au moins de chaque port d'entrée aux Etats-Unis (qui possède un journal), une proclamation défendant d'entrer dans lesdites eaux pour violer les dispositions de la section ci-devant mentionnée, et il donnera aux commandants d'un ou de plusieurs des navires des Etats-Unis l'ordre de croiser sans relâche dans lesdites eaux, et d'arrêter toutes les personnes, et de saisir tous les navires qui y violeraient ou qui y violeraient les lois des Etats-Unis. »

Conformément aux dispositions de cette loi, le Président Harrison publia, le 21 mars 1889, une proclamation dans laquelle il défendait « d'entrer dans la partie de la Mer de Behring qui se trouve sous la souveraineté des Etats-Unis pour violer les dispositions de ladite section 1956 des Statuts révisés ».

#### *Projet d'un accord international.*

Le 19 août 1887, après la saisie du « W.-P. Sayward » et pendant la détention de ce navire, le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis envoya des instructions identiques aux Ministres des Etats-Unis en France, en Allemagne, en Angleterre (1), au Japon, en Russie, en Suède et en Norvège, dans les termes suivants :

« Des événements récents ont convaincu ce département qu'il est nécessaire de prendre des mesures pour mieux protéger les pêcheries de phoques à fourrures de la Mer de Behring. Sans vouloir soulever la question des mesures exceptionnelles que le caractère spécial de la propriété dont il s'agit pourrait justifier, et sans insister sur la juridiction maritime exceptionnelle que ce gouvernement pourrait à juste titre revendiquer à cette fin, il nous paraît convenable de chercher à atteindre le but désiré au moyen de la coopération internationale, ce dont le Président me commande de vous informer.

« Il est constaté que, par suite de l'abattage en masse et sans contrôle des phoques dans beaucoup de régions, ces animaux ont été chassés d'endroit en endroit, et que leur nombre s'est réduit considérablement depuis qu'on les a forcés de quitter les lieux qu'ils fréquentaient auparavant.

« Dans ces circonstances, et vu que toutes les nations sont intéressées à empêcher qu'on ne continue à détruire, sans faire aucune distinction, des animaux qui fournissent au commerce des produits si importants et d'une si grande utilité, et qui sont menacés d'une extinction totale, vous appel-

(1) Ce ne fut, cependant, que le 11 novembre 1887 que l'invitation que, selon les instructions, les représentants des Etats-Unis devaient présenter aux puissances intéressées, fut communiquée à la Grande-Bretagne. (Voir 50<sup>e</sup> Cong., 2<sup>e</sup> sess., Sénat, « Executive Documents », n<sup>o</sup> 106, p. 87, et Livre Bleu, « United States, n<sup>o</sup> 2, 1890, ». Sir J. Pauncefote au baron Plessen, le 11 octobre 1887.



lerez l'attention du gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité sur cette matière, et vous l'inviterez à conclure avec le gouvernement des Etats-Unis un arrangement qui empêche les citoyens des deux pays de tuer les phoques dans la Mer de Behring aux saisons et dans les endroits où ces opérations se pratiquent actuellement, et de continuer à employer des méthodes qui menacent ces animaux d'une extinction prochaine, au grand préjudice de l'humanité.

« Des instructions identiques ont été adressées aux Ministres des Etats-Unis en Allemagne, en Suède et Norvège, au Japon et dans la Grande-Bretagne. »

Le 1<sup>er</sup> mai 1888, le Secrétaire d'Etat écrit à M. White, secrétaire de la légation des Etats-Unis à Londres, au sujet de cette proposition :

« L'idée exprimée par lord Salisbury qu'il pourrait être nécessaire d'inviter d'autres gouvernements que ceux des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la Russie, à concourir aux arrangements projetés a été anticipée par les démarches faites par ce département, et qui vous sont connues. Lorsque nous invitâmes le gouvernement britannique à conclure une convention pour la protection des phoques dans la Mer de Behring, nous adressâmes, en même temps, des invitations à plusieurs autres puissances, qui, toutes, ont envoyé des réponses favorables au projet.

« Il sera donc nécessaire, pour réaliser ce projet, d'introduire dans la convention entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Russie, une clause qui permette aux autres puissances d'y adhérer ultérieurement. »

Le 7 février 1888, le Secrétaire d'Etat, dans une dépêche qu'il adressait au Ministre des Etats-Unis à Londres, après avoir parlé de l'abattage des phoques dans la Mer de Behring, dit :

« Le seul moyen d'empêcher le résultat déplorable qu'on prédit serait que des mesures fussent prises de concert par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et les autres puissances intéressées, pour défendre à leurs citoyens ou sujets respectifs de tuer les phoques à fourrure avec des armes à feu ou autres armes destructives, au nord du 50<sup>e</sup> degré de latitude nord, et entre le 160<sup>e</sup> de longitude ouest et le 170<sup>e</sup> de longitude est de Greenwich, durant la période du 15 avril au 1<sup>er</sup> novembre. »

#### *Prétentions des Etats-Unis.*

Dans l'affaire du « Thornton », l'honorable Lafayette Dawson, juge de la cour du district d'Alaska, en résumant les faits pour le jury, après avoir cité l'article 1<sup>er</sup> du traité de cession du 30 mars 1867, dit :

« Toutes les eaux se trouvant dans les limites définies par ce traité, jusqu'à l'extrémité occidentale de l'archipel et de la chaîne des îles Aléoutiques, doivent être considérées comme comprises dans les eaux de l'Alaska ; donc, ceux qui, dans ces limites, violent la loi défendant de tuer les animaux à fourrure, sont passibles de toutes les peines prescrites par cette loi.

« Donc, si le jury est d'avis que, d'après les dépositions faites, les accusés, soit seuls, soit conjointement avec d'autres, ont tué, sur les côtes de l'Alaska ou dans la Mer de Behring, à l'est du 193<sup>e</sup> degré de longitude ouest, au moment ou à peu près au moment indiqué dans l'acte d'accusation, des loutres, martres, martres-zibelines, phoques à fourrure ou autres



espèces d'animaux à fourrure, le jury devra déclarer que les accusés sont coupables et imposer à chacun d'eux, soit une amende qui ne devra pas être de moins de 200 dollars ni de plus de 1.000 dollars, soit la réclusion pour une période qui ne devra pas dépasser six mois, soit la réclusion avec une amende dont le montant n'excèdera pas les limites indiquées. »

L'avocat qui représentait le gouvernement des Etats-Unis présenta au tribunal un « brief » (mémoire justificatif) pour justifier la saisie, en 1887, de « l'Anna Beck » et d'autres navires. Voici des extraits de ce document :

« Dans cette affaire, le rapport a été fait en vertu de la section 1956 du chapitre 3 des Statuts révisés des Etats-Unis qui contient la disposition suivante :

« Il est défendu de tuer loutres, martres, martres-zibelines, phoques à fourrure et toute espèce d'animaux à fourrure dans les limites du territoire de l'Alaska et dans les eaux du territoire.

« D'après les informations prises, le délit aurait été commis à une distance de 130 milles au nord de l'île d'Ounalaska, c'est-à-dire au large, dans cette partie de la Mer de Behring que la Russie a cédée aux Etats-Unis en vertu du traité de 1867. »

Les accusés répondent :

« 1<sup>o</sup> Qu'ils ne sont pas justiciables du tribunal, l'acte qui leur est imputé à délit ayant été commis à une distance de plus d'une lieue marine des côtes de l'Alaska ;

« 2<sup>o</sup> Que la loi en vertu de laquelle les accusés ont été arrêtés est inconstitutionnelle, en tant qu'elle limite la navigation libre des personnes qui pêchent ou chassent les phoques dans la Mer de Behring au delà du rayon d'une lieue marine de la côte. »

« La réplique des accusés soulève les questions suivantes :

« 1<sup>o</sup> La question de la juridiction des Etats-Unis sur la Mer de Behring ;

« 2<sup>o</sup> La question de la faculté qu'aurait le Congrès de faire des lois applicables à ces eaux.

#### *L'argument.*

« La solution de la seconde des deux questions dépendra beaucoup de la manière dont on aura décidé la première ; — car, si le droit de juridiction et de souveraineté des Etats-Unis sur ces eaux n'est pas reconnu, les actes restrictifs du Congrès n'auront aucune validité, et si notre droit de juridiction est reconnu, on ne mettra pas sérieusement en question le droit qu'aurait le Congrès de régler la pêche et la chasse des phoques dans nos eaux territoriales. La question importante, et à laquelle toutes les autres nations du monde civilisé sont intéressées, aussi bien que le sont les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, est celle du droit de souveraineté sur la Mer de Behring. »

L'avocat, après avoir accepté sans réserves la règle de la limite de 3 milles, dit :

« Ainsi, tout en ayant accepté, depuis la fondation des Etats-Unis, le principe de la zone d'une lieue marine, approuvé par les meilleures autorités, nous avons constamment soutenu, en nous appuyant sur les mêmes autorités, le principe de notre droit de souveraineté sur les eaux inté-

rieures, que nous avons acquises en vertu du traité de 1867. C'est sur cette règle du droit des gens que nous fondons notre prétention au droit de juridiction et de souveraineté sur les eaux de la Mer de Behring. Il est vrai, sans doute, qu'une nation ne saurait acquérir, en vertu de traités, un droit de souveraineté qui répugne au droit des gens; mais il est tout aussi vrai que tous les droits de souveraineté que la Russie, la puissance cédante, possédait, conformément au droit des gens, à la période de la conclusion du traité de cession de 1867, ont été transférés aux Etats-Unis et leur appartiennent à l'heure qu'il est. Ayant examiné la question au point de vue légal, nous allons maintenant considérer si la Mer de Behring est une mer intérieure ou une partie du grand Océan, et quel droit de juridiction la Russie y possédait.

« La Mer de Behring est une mer intérieure. Du côté de l'Asie Orientale, cet espace de mer, connu jadis sous le nom de Mer de Kamtchatka, a pour limites la péninsule de Kamtchatka et la Sibérie Orientale jusqu'au détroit de Behring. Du côté américain, les eaux de la Mer de Behring baignent la côte de l'Alaska continental, depuis le détroit de Behring jusqu'à l'extrémité sud de la péninsule d'Alaska. Depuis ce point, la chaîne des îles Aléoutes s'étend en longue courbe ininterrompue presque à la côte de Kamtchatka, de façon à fermer la mer. »

Il dit en terminant :

« Nous en avons dit assez pour démontrer quelles sont les bases sur lesquelles, conformément au droit des gens, le droit de juridiction de la Russie sur la Mer de Behring repose. Ces bases sont la possession originaire de la côte asiatique, suivie de la découverte et de la possession de la chaîne aléoute et des côtes de l'Alaska septentrional, non seulement jusqu'au détroit de Behring, mais jusqu'à la pointe Barrow et à la Mer Glaciale, — avantages qui ont permis à la Russie d'embrasser les îles et les eaux de la Mer de Behring dans une étreinte de géant, et de les assujettir à sa domination; — et, enfin, la revendication et l'exercice du droit de souveraineté sur la terre et sur la mer.

« Voilà comment nous interprétons la loi; voilà les données. Les Etats-Unis s'appuient sur cette interprétation et sur ces données, et attendent la décision des tribunaux et le verdict du monde civilisé. »

Le 10 septembre 1887, le marquis de Salisbury adressa à Sir Lionel West, Ministre britannique à Washington, une dépêche dans laquelle il examinait ce qui s'était passé dans la cour du district d'Alaska, à l'égard de « la Carolena », de « l'Onward » et du « Thornton ». Ayant déclaré que, dans l'opinion du gouvernement de Sa Majesté Britannique, il n'y avait rien dans le procès-verbal qui justifiait la condamnation de ces navires, il dit :

« L'exposé des faits démontre que les navires ont été saisis pour avoir tué des phoques à fourrure dans les limites du Territoire d'Alaska, et dans les eaux du territoire, en violation de la section 1956 des Statuts Révisés des Etats-Unis. Le capitaine Abbey, de la marine des Etats-Unis, affirmait en effet qu'ils furent saisis dans les eaux de l'Alaska et dans le Territoire d'Alaska; il ressort cependant des dépositions de ce même officier que les saisies eurent lieu à une distance de 75, 115, et 70 milles respectivement au sud-est de l'île de Saint-Georges.

« Donc, personne ne nie que les navires aient été saisis à une distance de la côte qui dépassait de beaucoup la limite de la juridiction maritime prescrite par le droit des gens, et il n'est guère nécessaire d'ajouter qu'aucune nation n'a le droit de reculer cette limite au moyen d'une loi municipale.

« A ce qu'il paraît, la prétention des Etats-Unis s'appuierait sur le droit exceptionnel que la Russie leur aurait transféré lors de la cession du Territoire d'Alaska. La prétention jadis avancée par la Russie, au droit de juridiction exclusive sur toute l'étendue de la Mer de Behring, n'a pourtant jamais été admise, ni par l'Angleterre ni par les Etats-Unis ».

C'est entre ces limites que s'est tenue pendant quelques années la discussion entre le gouvernement de Sa Majesté Britannique et celui des Etats-Unis. Cependant, le 22 Janvier 1890, M. Blaine adressa à Sir Julian Pauncefote, ministre britannique à Washington, une note, dans laquelle le gouvernement des Etats-Unis énonça une proposition nouvelle, ou, du moins modifiée, en déclarant qu'il était *contra bonos mores* de tuer les phoques en mer.

M. Blaine qui avait donné à Sir Julian Pauncefote la promesse de lui communiquer, par écrit, les raisons précises par lesquelles le gouvernement des Etats-Unis justifiait les saisies, écrit :

« D'après l'avis du président, les navires canadiens arrêtés et saisis dans la Mer de Behring suivaient un métier qui est en lui-même *contra bonos mores*, et qu'on ne peut exercer sans faire un tort grave et permanent aux droits du gouvernement et du peuple des Etats-Unis.

« Pour établir cette proposition, il n'est pas nécessaire de discuter la question de l'étendue et du caractère de la souveraineté que ce gouvernement possède sur les eaux de la Mer de Behring, ni d'expliquer, ni encore moins de définir, les droits et les privilèges qui ont été cédés, par Sa Majesté Impériale l'Empereur de Russie, par le traité en vertu duquel le territoire d'Alaska fut transféré aux Etats-Unis. Laissons de côté l'argument sérieux qui se fonde sur l'acquisition de ce territoire, avec tous les droits sur terre et sur mer qui y sont indissolublement attachés, et exposons le raisonnement par lequel ce gouvernement justifie les démarches dont se plaint le gouvernement de Sa Majesté Britannique ».

M. Blaine soutient que l'exploitation de la chasse des phoques en pleine mer amènerait inévitablement l'extinction de l'espèce; puis il continue :

« Notre gouvernement est d'avis que la loi de la mer n'est pas la licence, et cette loi, ainsi que la liberté qu'elle donne et qu'elle assure, ne saurait être pervertie pour justifier des actions qui sont immorales en elles-mêmes et qui ne manqueraient certainement pas d'être contraires aux intérêts et au bien-être de l'humanité. De l'attitude adoptée dans cette controverse par le gouvernement de Sa Majesté Britannique, il n'y a qu'un pas à faire pour arriver à la justification de la piraterie ».

Le 17 Décembre 1890, M. Blaine écrit de nouveau à Sir J. Pauncefote :

« Il arrive souvent à ceux qui sont engagés dans une controverse légale ou diplomatique, compliquée en apparence, de découvrir, après de longs débats, que tout dépend de la décision d'une seule question. Telle est, d'après l'avis du président, la situation dans laquelle se trouvent les Etats-Unis et la Grande-Bretagne dans la controverse engagée entre eux,

concernant la vraie interprétation à donner aux traités russe-américain de 1824 et anglo-russe de 1825. La Grande-Bretagne prétend qu'en employant les mots « Océan Pacifique » dans ces traités, on entendait comprendre, et on a compris, les eaux aujourd'hui connues sous le nom de la Mer de Behring. D'autre part, les Etats-Unis affirment que ni l'un ni l'autre traité ne mentionne la Mer de Behring, ni même n'y fait allusion, et que cette mer n'est nullement comprise sous les mots « Océan Pacifique ». Si la Grande-Bretagne réussit à prouver qu'à l'époque des traités avec la Russie de 1824 et 1825, la mer de Behring était comprise dans l'Océan Pacifique, les Etats-Unis n'auraient pas de plaintes fondées à avancer. Si, d'autre part, le gouvernement américain démontre, d'une manière incontestable, qu'à la date des traités, la Mer de Behring était considérée par les trois puissances signataires comme une mer à part, et qu'elle n'était pas comprise sous la dénomination « Océan Pacifique », la justesse de leur raisonnement aura été prouvée d'une manière concluante ».

Dans la même note, M. Blaine désavoue la prétention de considérer la Mer de Behring comme mer fermée, mais il soutient que l'Oukase qui réclamait le droit de juridiction exclusive à une distance de 100 milles de la côte n'avait jamais été révoqué par la Russie. Il avait déjà affirmé, dans la même note que « la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont reconnu et respecté l'autorité de la Russie sur la Mer de Behring et y ont obéi » pendant une période de plus de quarante ans après la conclusion des traités avec cette puissance. En conclusion, il réclame pour les Etats-Unis le droit de se réserver, dans un but spécial, « une partie assez restreinte de la mer ».

Dans cette note, le Secrétaire d'Etat dit :

« Comme je l'ai déjà fait remarquer, le ministre anglais ne s'opposait à l'Oukase d'Alexandre qu'en tant que cet acte se rapportait à la côte de l'Océan Pacifique depuis le 51° jusqu'au 60° de latitude nord. L'Oukase demeura en pleine vigueur sur les rives de la Mer de Behring. Il n'y a aucune preuve que l'empereur de Russie l'ait retiré en tant qu'il concernait ces parages. Cette mer a 1.300 milles de longueur, de l'est à l'ouest, et 1.000 milles de largeur, du nord au sud. L'Oukase laissa ouverte à tout le monde toute l'étendue de cette vaste mer, excepté une zone de 100 milles de largeur le long des rivages. Mais, si on avait appliqué rigoureusement la prohibition d'entrer dans cette zone de 100 milles, il aurait évidemment été impossible pour les étrangers de s'approcher du Détroit de Behring, qui nulle part n'atteint une largeur de 50 milles... »

« Les Etats-Unis désirent seulement exercer sur une étendue restreinte des eaux de la Mer de Behring, pendant une partie de chaque année, une surveillance qui suffirait pour protéger l'exploitation de la chasse des phoques à fourrure, déjà endommagée, peut-être irréparablement, par les ravages des vaisseaux canadiens.

« Il n'est pas vrai, quoiqu'on ne cesse de le répéter, que les Etats-Unis demandent que la Mer de Behring soit déclarée une mer fermée. Ce gouvernement n'a jamais avancé cette prétention, ni n'a jamais désiré la faire valoir. Il la désavoue formellement.

« Toutefois, le gouvernement des Etats-Unis, s'appuyant sur les autorités les plus considérées en droit international, a des raisons bien fondées pour se réserver une petite zone de la Mer de Behring pour la



protection des phoques à fourrure. Surveiller dans ce but spécial un espace de mer relativement restreint n'est décidément pas déclarer la mer, soit en entier, soit en partie, mer fermée ».

Dans sa note du 14 Avril 1891, M. Blaine répète ce désaveu de prétention de considérer la Mer de Behring comme mer fermée.

Le 21 Février 1891, Lord Salisbury écrit à Sir Julian Pauncefote, en réponse à la note de M. Blaine du 17 Décembre 1890 :

« A la suite des discussions qui ont eu lieu entre les deux gouvernements, le différend se trouve renfermé dans des limites beaucoup plus étroites. Il est évident, dès à présent, que les conseillers du président ne prétendent nullement que la Mer de Behring soit une mer fermée, et même qu'ils désavouent formellement cette prétention. Ils ne prétendent pas non plus, pour justifier la saisie de navires anglais en pleine mer, que la possession des îles fréquentées par les phoques donne au gouvernement des Etats-Unis le droit de prendre, dans l'intérêt de ces îles, des mesures que le droit des gens leur interdirait autrement. Si important qu'il soit, à leurs yeux, d'empêcher l'extinction de l'espèce des phoques à fourrure — et ils ont bien raison d'apporter leurs meilleurs soins à cet objet — ils ne s'imaginent point que la nécessité de prendre des mesures dans ce but puisse donner à un état maritime des droits sur le grand océan qu'ils ne pourraient autrement réclamer.

• La prétention qu'ont les Etats-Unis de défendre aux autres nations de tuer les phoques dans la Mer de Behring s'appuie, dès à présent, exclusivement sur les droits qu'ils auraient acquis par voie d'achat, et qui auraient été réclamés par un Oukase publié par l'empereur Alexandre I<sup>er</sup> en 1821, interdisant aux navires étrangers de s'approcher à une distance de 100 milles d'Italie des côtes et des îles appartenant à la Russie dans la Mer de Behring ».

Le 14 Avril, M. Blaine écrit en réponse :

« D'après l'avis du président, Lord Salisbury se méprend totalement et d'une manière étrange quand il dit : « Ils (les conseillers du président) ne prétendent pas non plus, pour justifier la saisie de navires anglais, en pleine mer, que la possession des îles fréquentées par les phoques donne au gouvernement des Etats-Unis le droit de prendre, dans l'intérêt de ces îles, des mesures que le droit des gens leur interdirait autrement ». Le gouvernement des Etats-Unis a toujours soutenu le contraire. Il affirme que la possession des îles où les phoques mettent bas et où ils nourrissent leurs petits ; que l'habitude qu'ont ces bêtes de s'y rendre régulièrement, et le fait qu'ils y retournent toujours après s'en être éloignés pour chercher de la nourriture ; enfin, que tous les liens nombreux qui attachent les phoques à ces îles donnent aux Etats-Unis un droit de propriété sur ces animaux. Ce gouvernement soutient, en outre, que ce droit de propriété a été revendiqué et exercé par la Russie pendant toute la période de sa souveraineté sur la terre et sur les eaux de l'Alaska, et que l'Angleterre a reconnu ce droit de propriété en tant que son assentiment peut être dérivé de ce qu'elle s'est abstenue de le troubler pendant toute la période de la domination russe dans l'Alaska, et durant les premiers dix-neuf ans de la souveraineté des Etats-Unis.

« Il reste à voir si on permettra que ce qui est établi par les prescriptions de la loi et de l'équité soit ébranlé par les incursions illégales des navires canadiens en 1886 et dans les années suivantes. »

Il ne paraît pas que le gouvernement des Etats-Unis ait formulé autrement, ou d'une manière plus précise, que dans les documents ci-dessus cités, les droits exceptionnels qu'il réclame apparemment en vertu d'un droit spécial de propriété sur les phoques à fourrure.

En 1891, lorsque la Cour Suprême des Etats-Unis jugea l'affaire du « W. P. Sayward », un des juges demanda à M. Miller, « Attorney-General » :

« Voulez-vous dire que le département politique a défini, en termes précis, la signification des mots « les eaux de l'Alaska », ou bien seulement que les Etats-Unis ont un droit de juridiction sur certaines eaux pour certaines fins ? »

M. Miller répondit :

« Voici, à mon avis, ce qu'ils ont décidé : qu'ils ont un droit de juridiction c'est-à-dire un droit de juridiction territoriale sur ces eaux, à une distance de 100 milles de la côte ».

M. Fuller, Premier Juge des Etats-Unis, en prononçant, le 29 Février 1892, la décision de la Cour Suprême des Etats-Unis dans l'affaire du « W. P. Sayward », dit à propos des saisies :

« Si les dépositions prouvent que le délit fut commis, et que la saisie eut lieu dans l'endroit indiqué, elles prouvent aussi que des officiers du gouvernement des Etats-Unis, agissant conformément aux instructions qu'ils avaient reçues, ont saisi ce navire lorsqu'il était occupé à pêcher les phoques, et l'ont conduit dans le port le plus proche, que les avocats du gouvernement ont dressé procès-verbal et puis ont procédé contre le navire devant la cour du district pour contravention aux lois des Etats-Unis, contravention pour laquelle il a été condamné.

« Comment se fait-il que les officiers aient reçu de telles instructions ? Il faut admettre qu'elles ont été données implicitement, quand ce gouvernement réclama le droit de juridiction territoriale sur la Mer de Behring à une distance de plus de 59 milles des côtes de l'Alaska (1) ; que, dans l'application des lois pour la protection des pêcheries de phoques, ce droit de juridiction a été exercé par la saisie de plusieurs navires anglais pendant les saisons de 1886, 1887 et 1889 ; que le gouvernement ne cesse pas d'insister qu'il possède ce droit de juridiction, en fondant sa prétention non seulement sur le caractère spécial des pêcheries de phoques et sur le droit de propriété qu'il a sur les phoques, mais aussi sur le fait que la Russie a exercé ce droit de juridiction pendant plus de quatre-vingt-dix ans — droit transféré plus tard aux Etats-Unis ; et, enfin, que des négociations sont engagées à ce sujet ».

Il est prouvé par les faits exposés dans ce chapitre :

Que la raison pour laquelle les navires saisis en 1886 et 1887 ont été

(1) La Cour Suprême ne s'est, cependant, pas prononcée sur la question de la validité légale de la juridiction réclamée.

condamnés, était que la Mer de Behring était une mer fermée, une mer intérieure, et que comme telle, elle avait été cédée en partie par la Russie aux Etats-Unis.

Que ce raisonnement fut ensuite entièrement abandonné; mais que les Etats-Unis ont plus tard avancé la prétention qu'ils avaient un droit de juridiction exclusive sur un rayon de 100 milles des côtes de leur territoire.

Qu'enfin les Etats-Unis ont réclaté, en outre, un droit de propriété et de protection sur les phoques à fourrure dans les eaux non-territoriales.

## CHAPITRE VIII

QUESTION V DE L'ARTICLE VI. — *Les Etats-Unis ont-ils aucun droit, et, dans le cas affirmatif, quel droit, soit de protection, soit de propriété, aux phoques à fourrure qui fréquentent les îles de la Mer de Behring appartenant aux Etats-Unis, dans le cas où ces phoques seraient rencontrés en dehors du rayon ordinaire de 3 milles marins?*

La prétention à laquelle se réfère cette question, surgit pour la première fois dans cette discussion; elle est absolument sans précédent. Elle se trouve, de plus, en contradiction avec la position prise plus d'une fois par les Etats-Unis eux-mêmes dans des circonstances analogues.

Dans le cas actuel, la prétention n'a trait qu'aux phoques, mais le principe duquel elle dérive pourrait être appliqué, par le même raisonnement, à d'autres animaux *feræ naturæ*, comme, par exemple, aux baleines, aux morses, aux saumons, et aux animaux marins de diverses espèces.

Si l'on excepte les limites ordinaires de la juridiction territoriale sur les eaux contiguës aux côtes, et les conditions exceptionnelles qui sont basées sur une convention, il n'y a absolument aucun précédent pour la réclamation d'un droit de propriété sur les animaux qui nagent librement dans la mer et dont les mouvements ne sont pas, ni ne sauraient être, sous le contrôle de l'homme.

Personne ne voudra nier que les phoques à fourrure sont des animaux *feræ naturæ*; et ces animaux ont toujours été considérés par les juristes comme *res nullius* jusqu'au moment où l'homme s'en empare. Personne ne peut avoir un droit de propriété sur ces animaux sans qu'il s'en soit préalablement emparé.

Pourquoi ce droit de propriété n'existerait-il pas ailleurs que dans la Mer de Behring? Des citoyens des Etats-Unis ont chassé les phoques depuis bien des années en dehors de la Mer de Behring, comme l'ont fait et comme le font les Canadiens, sans que personne les ait jamais entravés, et avec la pleine connaissance du gouvernement des Etats-Unis.

On ne saurait prétendre, que d'un côté de l'archipel Aléoute, le phoque appartiendrait aux Etats-Unis, tandis que de l'autre côté, il appartiendrait à quiconque pourrait le prendre, sauf en alléguant que la Mer de Behring est comprise dans le territoire des Etats-Unis, c'est-à-dire qu'elle est une mer fermée.

Si l'on admet qu'un droit spécial de propriété sur les phoques existe avant la capture de ces animaux, les tribunaux des Etats-Unis n'auraient, néanmoins, pas compétence pour juger les cas où des phoques auraient été tués sur la haute mer par l'équipage d'un navire qui ne serait pas de provenance américaine; donc, la prétention au droit de protéger les phoques



au delà des limites de la juridiction territoriale ne saurait être séparée de la revendication de la mer fermée.

Quel que soit le raisonnement qu'on puisse employer pour déterminer les autres nations à adhérer à un règlement qui limiterait et entraverait leurs droits de pêcher et de tuer les phoques et les autres animaux *feræ naturæ* sur la haute mer, les principes de la loi et l'usage international ne permettent à aucune nation, faute d'un accord, à ce sujet, entre toutes les puissances intéressées, de troubler les navires occupés à exploiter cette industrie, quand ils se trouvent en dehors de la juridiction territoriale ordinaire.

Toutes les nations se sont constamment opposées au principe soulevé par la question qui se trouve en tête de ce chapitre. Le gouvernement des Etats-Unis lui-même a plus d'une fois énoncé clairement le principe que la pêche du phoque à fourrure fait partie des pêcheries de l'Océan, et qu'elle est ouverte à tout le monde au delà de la limite de 3 milles.

En 1832 la goélette américaine « Harriet », capitaine Davison, fut saisie dans les îles Falkland par le gouvernement de la république de Buenos-Ayres, qui avait réclaté le droit de saisir et de détenir des navires des Etats-Unis occupés à pêcher le phoque dans les îles Falkland (Malouines), et près des îles et des côtes dans le voisinage du Cap Horn.

Le 20 Juin 1832, le Chargé d'Affaires des Etats-Unis écrit au ministre de Buenos-Ayres :

« ... Le soussigné a reçu l'ordre et l'autorisation de déclarer, que le gouvernement des Etats-Unis ne reconnaît à votre république aucun droit d'entraver, molester, détenir ou saisir les navires appartenant à des citoyens des Etats-Unis d'Amérique, ou des citoyens de ces états, occupés à pêcher des phoques, des baleines, ou d'autres espèces de poissons ou d'animaux marins, dans les eaux ou sur les côtes ou terre des îles Falkland, de Tierra del Fuego, du Cap Horn, ou d'une des îles adjacentes de l'Océan Atlantique ».

Le 10 Juillet 1832, le Chargé d'Affaires des Etats-Unis écrit au même ministre :

« Or, si on admet, comme hypothèse, que la République Argentine ait succédé à tous les droits de l'Espagne sur ces régions, et qu'à la date de la succession, l'Espagne possédait des droits de souveraineté, il vaut certainement la peine d'examiner la question si, en succédant aux droits de souveraineté, la République Argentine a nécessairement acquis le droit d'exclure les navires et les citoyens américains des pêcheries de ces parages.

« Le droit de pêcher dans l'Océan est un droit naturel, dont toutes les nations peuvent jouir en commun. La puissance qui y porte atteinte fait tort aux autres nations. Quand la pêche se fait à une distance de moins d'une lieue marine de la côte, c'est-à-dire, en dedans de la ligne désignée comme limite de la juridiction territoriale, il paraît raisonnable qu'elle soit réglée; s'il y a lieu de craindre qu'on ne cherche à contrevenir aux lois fiscales sous prétexte de pêche, ou à faire un tort quelconque au souverain de la côte, celui-ci a le droit d'interdire la pêche dans ses eaux; toutefois, comme une pareille interdiction déroge à un droit naturel, il est nécessaire que le tort qu'on appréhende soit un tort vrai, et non pas imaginaire. Or, il n'y a pas lieu d'appréhender un tort pareil sur une côte déserte et inhabitée; donc, tous ont le droit d'y pêcher, comme dans les mers adjacentes. Tout le raisonnement sur cette matière est applicable aux grandes baies de



l'océan, dont les approches ne peuvent être défendues; et c'est la doctrine de Vattel (Chapitre 23, section 291) qui applique cette règle au Détroit de Magellan.

« ... Le traité de 1790 entre la Grande-Bretagne et l'Espagne, déjà cité, mérite d'être considéré à ce sujet. En s'engageant à ne pas établir de colonies, ces deux nations désiraient évidemment que la pêche dans les eaux et sur les côtes de ces îles restât libre et ouverte à tous de manière que personne ne pût jamais demander de dommages-intérêts pour l'usage des côtes. Il n'est, cependant, pas probable que ce cas se présente, puisqu'on tue toujours les baleines en mer, et généralement en dehors de la limite d'une lieue marine, et les phoques sur des rochers et des plages sablonneuses incapables de culture. Il est évident que l'article du traité de 1790 a pour base le droit de faire usage des rivages inhabités pour l'exploitation de la pêche, et que cet article est destiné à confirmer ce droit ».

M. Robert Greenhow, dont nous avons déjà cité les ouvrages, fait allusion, dans une série d'articles sur les Iles Falkland, qui ont paru dans la revue « *Hunt's Merchants Magazine* », au mois de Février 1842, à la prétention élevée par la république de Buenos-Ayres, à l'égard de son droit de juridiction et de l'application de ses lois et règlements, particulièrement de ceux qui concernent la pêche du phoque sur ses côtes ».

M. Greenhow dit :

« Faisons encore une admission. Supposons que la République Argentine ait, en vérité et incontestablement, hérité de la souveraineté espagnole sur les territoires contigus à la partie méridionale de la république, et sur les îles adjacentes; ce gouvernement n'aurait toujours pas le droit d'appliquer son (règlement pour la chasse des phoques), aux parties inhabitées des côtes de ces territoires. Il est vrai que l'Espagne avait fait valoir ce droit, de même que beaucoup d'autres droits, également sans fondement, qu'elle avait continué à exercer tant que les autres nations ne jugeaient pas prudent de les lui disputer. Cependant, à peine la puissance de l'Espagne eût-elle commencé à décroître, que les autres nations réclameraient leurs droits imprescriptibles; elles insisteraient pour naviguer dans toutes les parties de la mer ouverte et dans les détroits et baies inoccupés, sans autres restrictions que celles que les États consentaient à admettre par des traités entre eux; et elles fréquentaient les côtes américaines du Pacifique du Nord pour y faire le commerce et établir des colonies, et les côtes de l'extrême sud du continent pour pêcher les phoques, sans se soucier des prétentions de l'Espagne à la souveraineté exclusive sur ces parages. « Des centaines de navires, presque tous américains, qui, à partir de 1789, fréquentaient chaque année les côtes et les mers susmentionnées, pas un n'a été saisi ou détenu par les autorités espagnoles »; et, quand les révolutions éclatèrent dans l'Amérique du Sud, il y avait déjà longtemps que les décrets prohibitifs de la Cour de Madrid et des gouverneurs espagnols, à l'égard de ces régions, étaient tombés en désuétude, et que les avertissements de leurs fonctionnaires se traitaient de plaisanteries.

« A l'heure qu'il est, le droit commun à toutes les nations de naviguer et de pêcher dans la mer ouverte et dans les détroits incapables d'être défendus, et de faire usage temporairement de leurs côtes inhabitées, est reconnu par les principales puissances maritimes. Les dispositions des traités à cet égard n'ont pour but que de prévenir les conflits sur les

questions de savoir « quelles côtes devaient être considérées comme inhabitées — quels détroits étaient incapables de défense — à quelle distance des côtes habitées on devait fixer la limite de la mer ouverte, etc. »

« Cependant, les gouvernements des républiques de l'amérique espagnole ont souvent montré une grande répugnance à se conformer à ces règles du droit public, quoiqu'elles se fondassent, évidemment, sur la justice et la raison, et qu'elles fussent particulièrement avantageuses à la catégorie des états faibles, à laquelle appartiennent toutes ces républiques. »

Il dit, à propos de l'affaire de la « Harriet » :

« ... Le président déclara, en même temps, que le nom de la république de Buenos-Ayres avait été employé pour revêtir d'une apparence d'autorité des actes préjudiciables au commerce des Etats-Unis, et à la propriété et à la liberté de leurs concitoyens, que, pour ce motif, il avait ordonné qu'un navire armé fût attaché à l'escadre américaine dans les mers du sud, pour protéger le commerce de l'Union, par tous les moyens légaux, partout où il serait nécessaire, et enfin, qu'il enverrait immédiatement à Buenos-Ayres un ministre pour examiner l'affaire, ainsi que les prétentions du gouvernement argentin aux Iles Falkland.

« ... Mais, avant que M. Baylies n'arrivât à Buenos-Ayres, la question était devenue plus compliquée.

« Le « Lexington » arriva au Détroit de Berkeley le 28 Décembre, et resta à l'entrée, par un gros temps, jusqu'au 31, lorsqu'il remonta le détroit et mouilla en face du port de Soledad. On débarqua immédiatement des matelots armés et des soldats de marine, qui arrêterent Brisbane, Metcalf, et quelques autres personnes, et les mirent à bord du navire; en même temps, on eucloua les canons montés devant le port, et on détruisit une partie des armes et des munitions de guerre. Les peaux de phoque et autres objets qu'on avait saisis sur la « Harriet » et sur le « Supérieur », furent enlevés des magasins, et placés sur la goélette « Dash », qui les transporta dans les Etats-Unis. Le capitaine Duncan avertit ensuite les habitants que la pêche des phoques sur ces côtes était désormais ouverte à tous les Américains, et que toute saisie d'un navire appartenant aux Etats-Unis serait considérée comme un acte de piraterie; il afficha une déclaration à cet effet à la porte de la maison du gouvernement, et s'en alla, le 22 Janvier 1832, en emportant, sur le « Lexington », Brisbane et six autres personnes comme prisonniers, et plusieurs nègres et colons comme passagers. »

Dans sa défense des Etats-Unis devant la Commission de Halifax sur les pêcheries, en 1877, M. Dana dit :

« Le droit de pêcher dans la mer n'est pas de nature « réelle », comme on dit en droit coutumier, ni un droit immeuble, comme on s'exprime en droit civil, mais un droit personnel. C'est une liberté. C'est une franchise ou faculté. C'est une propriété qui appartient à la terre et qui s'y rattache. C'est incorporel et primitif. Le droit de pêcher, de laisser tomber la ligne ou le filet dans la mer, pour en retirer des moyens de subsistance, est un droit aussi ancien que le genre humain lui-même; les limites qu'on lui a imposées ont été tracées seulement de nos jours; et quand on s'avise d'exclure le pêcheur, on devra toujours donner une bonne raison. Ce sont

les pêcheurs de la haute mer dont je parle, ceux qui poursuivent sur les mers les poissons qui nagent librement sous la surface des eaux. Je ne parle pas des crustacés, ni des créatures qui s'attachent au sol sous la mer ou près de la mer; je ne parle pas non plus des pêcheries qu'on ne peut exploiter que de la côte, ou en touchant et en troublant le fond de la mer. Je parle des pêcheurs de la haute mer, qui naviguent dans la haute mer. A l'égard de ces pêcheurs, c'est une question d'exclusion, et non pas d'admission. Ces poissons ne sont pas de la propriété. Ils n'appartiennent à personne. Nous ne savons pas d'où ils viennent, ni où ils vont.

« Ils ne sont la propriété de personne; ils appartiennent, en vertu d'un droit naturel, à ceux qui les prennent; et il est permis à tout le monde d'essayer de les prendre. »

Dans la sixième édition de son « Traité sur le Droit International », le Dr. Woolsey dit :

« La controverse qui vient de s'engager entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, au sujet du droit réclamé pour les sujets Britanniques de pêcher les phoques dans les eaux du Pacifique du Nord, paraît indiquer qu'on s'efforce de ressusciter ces vieilles prétentions à des droits de juridiction sur de vastes étendues de la mer. Personne ne voudra contester la justice et la nécessité de limiter d'une manière raisonnable et au moyen d'un accord international, l'époque de la chasse des phoques à fourrure; mais, défendre aux étrangers de pratiquer cette chasse en pleine mer ou dans la Mer de Kamtchatka, qui n'est pas même entourée du territoire américain, puisque ses côtes nord et nord-ouest appartiennent à la Russie, est procéder aussi arbitrairement que si l'Angleterre s'avisait de fermer les bancs de Terre-Neuve aux pêcheurs étrangers ».

Dans l'absence de toute indication des raisons sur lesquelles s'appuient les Etats-Unis en avançant leur prétention sans précédent au droit de protection ou de propriété sur des animaux *feræ naturæ* dans la haute mer, nous nous voyons forcés de remettre, pour le moment, l'examen de cette prétention, tout en constatant que d'après les principes du droit international, il ne peut y avoir aucun droit de propriété sur des animaux *feræ naturæ*, quand ils se trouvent dans la haute mer.

## CHAPITRE IX

### Conclusions générales.

Reste à exposer les principes de droit applicables à cette question, à citer quelques autorités, à présenter les conclusions de fait établies par ce qui précède et, enfin, à formuler les propositions finales et de droit et de fait, sur lesquelles la Grande-Bretagne doit insister.

La mer aujourd'hui connue sous le nom de la Mer de Behring est une mer ouverte, qui fait partie de la grande voie maritime de toutes les nations, et particulièrement de la voie de communication de la Grande-Bretagne avec ses possessions dans la partie septentrionale de l'Amérique du Nord. Faute de traités ou d'accord international, toutes les nations du monde ont le droit de naviguer et de pêcher dans ces mers, et les droits des autres nations ne sauraient être abolis ni limités par les déclarations



qu'un ou plusieurs États pourraient faire, ni par les prétentions qu'ils pourraient mettre en avant. D'ailleurs, le simple fait de non-usage ou de l'absence de mise à exécution ne saurait d'aucune manière limiter ni enlever le libre exercice de ces droits, qui, en effet, sont l'héritage commun du monde entier, et qui ne peuvent être monopolisés par une ou plusieurs nations.

Le « Chancellor » Kent définit bien, dans les paroles suivantes, les droits et les intérêts qu'ont les nations sur la haute mer :

« La haute mer ne saurait être sujette à des droits particuliers de propriété. Le droit de naviguer et de pêcher librement dans l'océan appartient à tous les hommes, et les publicistes nient, d'une manière générale et explicite, que personne ait le droit de s'approprier aucune partie du grand océan. »

Voici ce que dit Wheaton à propos de la controverse qui s'était élevée entre Grotius et Selden, au sujet du droit qu'aurait une nation de s'approprier des parties de la mer qui se trouvent au-delà d'une certaine distance de ses côtes :

« Il n'y a que deux raisons décisives dans la question. La première, qui est toute physique, suffirait à elle seule; si donc on y ajoute la seconde, qui est d'une nature morale, toute la question sera décidée.

« 1. Une chose qui par sa nature même appartient à tout le genre humain, ne peut devenir la propriété exclusive ni d'un individu, ni d'une société, à moins de passer en sa possession. Pour que la mer pût devenir la propriété d'une nation, il faudrait que cette nation pût en prendre possession et la conserver. Cela n'est pas possible pour la mer.

« 2. En second lieu, la mer est un élément qui appartient également à tous les hommes, de même que l'air. Aucune nation n'a donc le droit de se l'approprier, quand même cela lui serait physiquement possible.

« Il est donc démontré que la mer est libre, et que, par suite, l'usage de la mer reste ouvert et commun à tous ».

M. Dana, l'annotateur de l'ouvrage de Wheaton, ajoute :

« Les prétentions qui pourraient être élevées par une nation, ou par plusieurs nations, au droit de juridiction exclusive sur une mer ouverte étaient entièrement basées, d'après Wheaton, sur une espèce de prescription. Cependant, si longue que puisse être la période pendant laquelle une nation ait exercé ce droit, une pareille appropriation est, dans la nature des choses, inadmissible; et quand même ce droit aurait été exercé depuis des siècles, et quelle que puisse être la manière dont il a été exercé, il doit tout de même être considéré comme un mauvais usage, dont la légalité ne saurait être établie par aucun raisonnement, »

Sir R. Phillimore dit :

« Les droits de naviguer, de pêcher, etc., sur la haute mer étant *jura meræ facultatis*, c'est-à-dire, des droits dont la validité ne dépend pas d'un exercice continu, mais qui peuvent être exercés ou non, selon la volonté de ceux à qui ils appartiennent, ne sauraient être perdus par suite de non-usage ni en vertu du principe de prescription; quand même une seule nation aurait exercé ce droit de temps immémorial, elle n'aurait pas la



faculté d'en défendre l'exercice aux autres. Du fait que les autres n'ont jamais exercé leurs droits, on ne saurait déduire la conclusion qu'ils ne désireront jamais les exercer ».

En 1862, le gouvernement des Etats-Unis employa les arguments suivants, auxquels il adhère, sans doute, à l'heure qu'il est.

Dans cette année, l'Espagne avait avancé des prétentions à un droit de juridiction plus étendu sur les eaux qui entourent l'île de Cuba.

M. Seward, Secrétaire d'Etat, écrivit :

« On ne saurait admettre que la limite de la juridiction maritime d'un Etat puisse être établie et fixée arbitrairement par le souverain au moyen d'une mesure législative, quelque formelle qu'elle soit. A ce qu'il paraît, M. Tessara lui-même ne soutiendrait pas une pareille thèse... Le souverain n'a pas la faculté de reculer la limite et de la fixer à une distance de 6 milles par un simple décret. S'il avait cette faculté, rien ne l'empêcherait de fixer la limite à une distance de 10 20, ou 50 milles, pour des motifs d'intérêt ou d'ambition, ou simplement par caprice, sans le consentement des autres puissances, qui partagent avec lui le droit de vaguer librement dans toutes les parties de l'océan. On ne pourrait jamais maintenir une telle prétention avec succès ni avec justice. »

La Grande-Bretagne soutient que les faits qui viennent d'être exposés prouvent :

(A.) Qu'avant 1821, les navires de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis, et des autres nations avaient toujours navigué librement dans les eaux non-territoriales de la Mer de Behring et dans les autres parties du Pacifique du Nord, et y avaient exercé librement leurs droits naturels et communs, sans rencontrer d'entraves ni de remontrances de la part de la Russie;

(B.) Que, lorsque, dans l'Oukase de 1821, la Russie avança la prétention d'exercer une surveillance sur une partie considérable des eaux non-territoriales du Pacifique du Nord y compris une grande partie des eaux non-territoriales de la Mer de Behring, sous le prétexte qu'il s'agissait d'une mer fermée, l'usage des nations et leurs droits reconnus s'opposaient déjà à la réclamation des droits exclusifs et exceptionnels sur la haute mer avancée directement ou indirectement par cet Oukase;

Que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis protestèrent immédiatement et avec énergie contre la tentative faite par la Russie, et que leurs protestations déterminèrent cette puissance à abandonner ses prétentions; que ces prétentions n'ont jamais été reconnues ou admises d'aucune manière par la Grande-Bretagne;

Qu'en vue de l'usage continu des nations et du développement des principes du droit international depuis 1821, les arguments émis alors par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont aujourd'hui un poids encore plus grand, si cela est possible, qu'à cette époque-là;

(C.) Que l'espace de mer aujourd'hui connu sous le nom de la « Mer de Behring » est compris sous la désignation « Océan Pacifique », dans le sens dans lequel elle est employée dans le traité de 1825 entre la Grande-Bretagne et la Russie, et que ce traité était destiné à affirmer les droits de navigation et de pêche que la Grande-Bretagne possédait dans toutes les eaux dans lesquelles la Russie s'était efforcée de restreindre et de limiter

ces droits, c'est-à-dire, sur la côte de l'Amérique, depuis le Détroit de Behring jusqu'au 51° de latitude nord, et, sur la côte de l'Asie, depuis le même détroit jusqu'au 45° 50' de latitude nord ;

(D.) Que pendant une période de plus de quarante ans, c'est-à-dire, de 1821 à 1867, le nombre des sujets et des navires de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis, et d'autres nations qui naviguaient, faisaient le commerce, et pêchaient dans les eaux de la Mer de Behring, a continué à augmenter, et que, pendant toute cette période, la Russie n'a fait aucune tentative pour faire valoir ses prétentions au droit de souveraineté et de juridiction sur les eaux non-territoriales de cette mer ; mais que, tout au contraire, il était pleinement reconnu que toutes les nations avaient la faculté d'y naviguer, pêcher, et exercer des droits communs,

(E.) Que, lors de l'acquisition de l'Alaska par les Etats-Unis, en vertu du traité du 30 Mars 1867, la Russie ne possédait pas d'autres droits dans la Mer de Behring que ceux qui s'attachaient à la possession des territoires baignés par cette mer ; qu'elle ne pouvait transférer aux Etats-Unis des droits exclusifs de souveraineté ou de surveillance sur la navigation et sur la pêche dans les eaux non-territoriales ; et que les Etats-Unis, lorsqu'ils acquirent tous les droits de la Russie, n'ont gagné aucun droit additionnel ;

Qu'en outre, lors de l'acquisition de l'Alaska, le gouvernement des Etats-Unis savait très bien que les eaux non-territoriales de la mer de Behring étaient ouvertes aux navires de toutes les nations qui voulaient y exercer leurs droits communs de navigation et de pêche ;

Que la règle générale de l'étendue du droit de juridiction maritime était applicable aux droits qu'avait possédés la Russie, et qui furent transférés aux Etats-Unis en vertu du traité de 1867.

Si, en considérant cette question, on admet que, jusqu'en 1867, la Russie ait possédé un titre complet à la côte de la Mer de Behring, et aux îles situées dans cette mer, l'examen des principes du droit international et des usages des nations prouvera que sa juridiction (à part la question des baies et des eaux intérieures) était limitée à un rayon d'une lieue marine, soit de 3 milles de ses côtes.

Dans sa « Diplomatie de la Mer », pp. 145, 153 (édition de 1864), Ortolan dit :

« On doit ranger sur la même ligne que les rades et les ports, les golfes et les baies et tous les enfoncements connus sous d'autres dénominations, lorsque ces enfoncements, formés par les terres d'un même Etat, ne dépassent pas en largeur la double portée du canon, ou lorsque l'entrée peut en être gouvernée par l'artillerie, ou qu'elle est défendue naturellement par des îles, par des bancs, ou par des roches. Dans tous ces cas, en effet, il est vrai de dire que ces golfes ou ces baies sont en la puissance de l'Etat maître du territoire qui les enferme. Cet Etat en a la possession : tous les raisonnements que nous avons faits à l'égard des rades et des ports peuvent se répéter ici.

« Les bords et rivages de la mer qui baigne les côtes d'un Etat, sont les limites maritimes *naturelles* de cet Etat. Mais, pour la protection, pour

la défense plus efficace de ces limites naturelles, la coutume générale des nations, d'accord avec beaucoup de traités publics, permet de tracer sur mer, à une distance convenable des côtes, et suivant leurs contours, une ligne imaginaire qui doit être considérée comme la frontière maritime artificielle. Tout bâtiment qui se trouve entre la terre et cette ligne est dit être *dans les eaux* de l'Etat dont elle limite le droit de souveraineté et de juridiction ».

En vertu des dispositions de la convention du 8 février 1853, l'affaire du « Washington » (navire qui avait été saisi dans la Baie de Fundy, et confisqué par la Cour de Vice-Amirauté de Yarmouth, Nouvelle Ecosse), fut renvoyée à la commission mixte pour l'examen des réclamations siégeant à Londres. Par suite du manque d'accord entre les commissaires, l'affaire fut remise à la décision de l'arbitre, M. Joshua Bates, qui décida en faveur des Etats-Unis. Dans son discours, il dit :

« Au point de vue des stipulations des traités, la résolution de cette question dépend du sens dans lequel le mot « baies » est employé dans le traité de 1783. Ce traité ne donnait pas aux Américains le droit de sécher et préparer le poisson sur les rives et dans les *baies* de Terre-Neuve; mais il leur donnait ce droit sur les rives et côtes et dans les baies, havres et criques de la Nouvelle Ecosse; et, comme ils étaient obligés de débarquer pour préparer le poisson sur les rives et dans les baies et criques, il est évident que l'accès aux rives des baies, etc., leur était permis. Le traité de 1813 leur donna le même droit de sécher le poisson sur les rives et dans les baies, etc., de Terre-Neuve; mais les Américains renoncèrent à ce droit, ainsi qu'au droit de pêcher à une distance de moins de 3 milles des côtes, baies, etc., de la Nouvelle Ecosse. Si on admet qu'en rédigeant le texte du traité on a voulu donner au mot « baie » ou « baies » le même sens dans tous les cas, il est évident, comme aucune mention n'est faite de promontoires, que le « Washington » n'a violé aucune disposition du traité, en pêchant à une distance de 10 milles de la côte.

« Le gouvernement britannique a insisté qu'en parlant de « côtes », « baies », etc., on devait se figurer une ligne imaginaire tracée le long de la côte, de promontoire à promontoire, et que la juridiction de Sa Majesté s'étendait jusqu'à une distance de 3 milles marins au delà de cette ligne. On aurait ainsi interdit aux Américains et autres l'accès de toutes les baies de la côte et du grand espace de mer qui porte le nom de la baie de Fundy, laquelle serait devenue une baie anglaise. Cette théorie des promontoires est nouvelle, et on en a limité l'application d'une manière raisonnable par la convention du 2 août 1839, entre la France et la Grande-Bretagne, dans laquelle « il est entendu que le rayon de 3 milles fixant la limite générale du droit exclusif de pêche sur les côtes des deux pays sera mesuré, pour les baies dont l'ouverture n'excéderait pas 10 milles, à partir d'une ligne droite allant d'un cap à l'autre ».

« La Baie de Fundy est large de 65 à 75 milles, et longue de 130 à 140 milles; il y a plusieurs baies sur ses côtes; ainsi le mot « baie » appliqué à ce grand espace de mer a la même signification qu'il a dans le cas de la Baie de Biscaye (Golfe de Gascogne) ou dans celui de la Baie du Bengale, sur lesquelles aucune nation ne saurait s'arroger des droits de souveraineté. Un des promontoires de la Baie de Fundy est situé dans les Etats-Unis, et les navires qui se rendent à Passamoquoddy sont obligés de



traverser une grande partie de la baie. Les îles de Grand Menan (île anglaise) et Petit Menan (américaine) se trouvent presque sur une ligne droite allant d'un cap à l'autre. Selon toutes les géographies, ces îles sont situées dans l'Océan Atlantique. A mon avis, ces faits prouvent incontestablement que la Baie de Fundy n'est pas une baie anglaise, et qu'elle n'est pas non plus une baie dans le sens dans lequel ce mot est employé dans les traités de 1783 et 1818. »

Cette décision fut citée par le représentant des Etats-Unis devant la Commission de Halifax sur les Pêcheries, de 1877; il y ajouta cette note :

« Cette convention entre la France et la Grande-Bretagne, en étendant l'application de la théorie des promontoires aux baies de 10 milles de largeur, alla plus loin que la règle générale du droit des gens, selon laquelle aucun état ne peut prétendre à un droit de juridiction sur les baies, dont la largeur, mesurée par une ligne allant d'un promontoire à l'autre, excéderait 6 milles. »

En 1872, le principe du rayon d'une lieue marine fut appliqué de la manière suivante par M. Boutwell, secrétaire de la Trésorerie des Etats-Unis, dans les instructions déjà citées, adressées, le 19 avril 1872, au Receveur des Droits de Douane de San Francisco :

« En outre, à ce qu'il me paraît, les États-Unis n'ont pas le droit d'éloigner les personnes engagées dans une telle entreprise (la pêche des phoques à fourrure), à moins qu'elles ne se trouvent à une distance de moins d'une lieue marine du rivage. »

Le même principe fut appliqué aux eaux en question, par M. Fish, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, qui écrivait à la légation des Etats-Unis en Russie sous la date du 1<sup>er</sup> décembre 1875 :

« On a pu espérer que la prétention, qu'avaient autrefois les nations, puissantes, de considérer les mers et les baies, contiguës à leurs côtes, et le plus souvent d'une grande étendue, comme fermées au commerce et à la pêche des étrangers non munis d'autorisation spéciale, était devenue partout surannée, et qu'aucune nation ne demanderait aujourd'hui à être exemptée de la règle de droit public, acceptée partout, qui fixe la limite de la juridiction maritime des Etats à la distance d'une lieue marine de leurs côtes. Nous regretterions particulièrement que la Russie insistât sur une prétention semblable. »

La même opinion est exprimée dans le mémoire présenté par le gouvernement des Etats-Unis à la Commission de Halifax sur les Pêcheries de 1877.

Dans ce mémoire, l'agent envoyé à Halifax par les Etats-Unis, ayant cité les opinions de diverses autorités sur ce point, dit :

« Le droit de juridiction d'un Etat ou d'un pays sur les eaux contiguës à ses côtes, se borne à un rayon de 3 milles à partir de la laisse de basse mer, et la même règle est applicable aux baies et golfes dont l'écartement des promontoires excède 6 milles. Il ne peut exister des droits de propriété et de souveraineté sur la mer que dans les parties qui sont susceptibles d'une possession permanente, c'est-à-dire des parties qu'on peut dominer de la terre, domination qui ne peut être exercée qu'au moyen de l'artillerie.



A la distance d'un mille au delà de la portée du canon, il n'y a pas plus de possession qu'au milieu de l'océan. Cette règle est acceptée par presque tous les publicistes. »

Sur la question de la définition des mers intérieures et des autres mers sur lesquelles le droit de souveraineté peut s'étendre, le mémoire cite les autorités suivantes :

« Aujourd'hui, dit Vattel dans le « Droit des Gens, » livre I, ch. XXIII, §§ 289, 291, tout l'espace de mer, qui est à la portée du canon, le long des côtes, est regardé comme faisant partie du territoire; et pour cette raison, un vaisseau pris sous le canon d'une forteresse neutre n'est pas de bonne prise.

« Tout ce que nous avons dit des parties de la mer voisines des côtes se dit plus particulièrement, et à plus forte raison, des rades, des baies et des détroits, comme plus capables encore d'être occupés, et plus importants à la sûreté du pays. Mais je parle des baies et détroits de peu d'étendue, et non de ces grands espaces de mer, auxquels on donne quelquefois ces noms, tels que la Baie de Hudson, le Détroit de Magellan, sur lesquels l'empire ne saurait s'étendre, et moins encore la propriété. Une baie dont on peut défendre l'entrée peut être occupée et soumise aux lois du souverain; il importe qu'elle le soit, puisque le pays pourrait être beaucoup plus aisément insulté en cet endroit que sur des côtes ouvertes aux vents et à l'impétuosité des flots. »

Le Professeur Bluntschli, dans son « Droit International » (Livre 4, §§ 302, 309), définit la règle de la manière suivante :

« Lorsque c'est une mer libre qui forme la frontière de l'Etat, on fait rentrer dans le territoire la partie de la mer sur laquelle l'Etat peut, de la côte, faire respecter son pouvoir, c'est-à-dire une bande de mer s'étendant jusqu'à une portée de canon du rivage. Les traités ou constitutions peuvent fixer d'autres limites plus précises.

« *Note.* — La portée pratique de cette souveraineté sur la mer voisine des côtes s'est notablement accrue depuis l'invention des canons à longue portée. C'est la conséquence des perfectionnements apportés aux moyens de défense dont l'Etat dispose; la souveraineté des Etats sur la mer s'étendait, à l'origine, à la distance d'un jet de pierre de la côte; elle s'étendit plus tard jusqu'à portée de flèche; les armes à feu furent inventées, et par des progrès rapides on en est arrivé aux canons à longue portée de l'époque actuelle. Mais on a conservé le principe : *Terræ dominium finitur, ubi finitur armorum vis.*

« Sont, dans de certaines limites, soumis à la souveraineté de l'Etat riverain :

- « a. La bande de mer située à portée de canon de la côte.
- « b. Les ports de mer.
- « c. Les golfes.
- « d. Les rades.

« *Note.* — Certaines parties de la mer sont unies si étroitement à la terre ferme qu'on doit, dans une certaine mesure, du moins, les faire rentrer dans le territoire de l'Etat riverain; on les considère comme les accessoires de la terre ferme. La sûreté de l'Etat et l'ordre public y sont tellement

intéressés qu'on ne peut plus se contenter, dans certains golfes, de la zone de mer située sous le feu des canons du rivage. On ne pourra faire d'exceptions à la règle générale de la liberté des mers que pour des motifs sérieux et lorsque l'étendue du golfe est peu considérable ; ainsi la baie d'Hudson et le golfe du Mexique font évidemment partie de la mer libre. Personne ne conteste la souveraineté de l'Angleterre sur le bras de mer qui s'étend entre l'île de Whight et la côte anglaise, ce qu'on ne saurait admettre pour la mer située entre l'Angleterre et l'Irlande ; l'amirauté anglaise a cependant soutenu quelquefois la théorie des mers resserrées (*narrow seas*), et a essayé, sans pouvoir y réussir, de confisquer à son profit sous le nom de « *King's Chambers* » des étendues de mer considérables. »

« Dans le « *Droit des Gens moderne de l'Europe* » de Klüber (Paris, édition de 1831, tome I, p. 216), on trouve le passage suivant :

« Au territoire maritime d'un Etat appartiennent les districts maritimes, ou parages susceptibles d'une possession exclusive, sur lesquels l'Etat a acquis (par occupation ou convention) et continué la souveraineté. Sont de ce nombre : 1° les parties de l'océan qui avoisinent le territoire continental de l'Etat, du moins, d'après l'opinion presque généralement adoptée, autant qu'elles se trouvent sous la portée du canon qui serait placé sur le rivage ; 2° les parties de l'océan qui s'étendent dans le territoire continental de l'Etat, si elles peuvent être gouvernées par le canon des deux bords, ou que l'entrée seulement en peut être défendue aux vaisseaux (golfes, baies et rades) ; 3° les détroits qui séparent deux continents, et qui également sont sous la portée du canon placé sur le rivage, ou dont l'entrée et la sortie peuvent être défendues (détroit, canal, bosphore, sonde). Sont encore du même nombre : 4° les golfes, détroits et mers avoisinant le territoire continental d'un Etat, lesquels, quoiqu'ils ne soient pas entièrement sous la portée du canon, sont néanmoins reconnus par d'autres puissances comme mer fermée ; c'est-à-dire, comme soumis à une domination, et, par conséquent, inaccessibles aux vaisseaux étrangers qui n'ont point obtenu la permission d'y naviguer. »

L'avocat des Etats-Unis insista sur l'application du même principe dans le mémoire qu'il présenta à la Cour de Sitka dans l'affaire des saisies de 1887.

Voici un extrait de ce mémoire :

« La règle du droit des gens, qui, en établissant ce qu'on appelle le rayon d'une lieue marine, limite l'étendue de la juridiction territoriale sur les mers adjacentes, par une ligne tracée à la distance d'une lieue marine, soit 3 milles, et suivant toutes les sinuosités des côtes, n'est plus, aujourd'hui, sujette à aucune discussion. Elle doit être acceptée comme faisant partie du droit établi des nations. Les autorités les plus éminentes, écrivains, légistes et jurisconsultes, la défendent. Elle a été approuvée par les Etats-Unis dès le premier jour de leur existence comme nation indépendante. Elle fut confirmée par M. Jefferson, secrétaire d'Etat, dès 1793, et confirmée de nouveau par ses successeurs — M. Pickering en 1796, M. Madison en 1807, M. Webster en 1842, M. Buchanan en 1849, M. Seward en 1862, en 1863 et en 1864, M. Fish en 1875 (1), M. Ewarts

1. On fait probablement allusion à la lettre de M. Fish, déjà citée à la page 117, ou bien à sa lettre à Sir E. Thornton, en date du 22 janvier 1875, dont voici le texte :

en 1879 et en 1881 et M. Bayard en 1886. (Wheaton (Wharton), « Droit des Gens », vol. I, sec. 32, p. 100 et 109.)

» Cette règle s'appuie donc sur une série ininterrompue de précédents qui emplit le premier siècle de notre existence nationale ; les Etats-Unis n'abandonneraient pas cette règle, s'ils le pouvaient ; ils ne pourraient pas le faire, s'ils le voulaient. »

La prétention de la Russie au droit de juridiction exceptionnelle sur une partie du Pacifique était expressément basée sur le principe de la mer fermée, qu'elle prétendait y être applicable parce qu'elle était maîtresse du territoire situé des deux côtés de cet espace de mer. Même si on admet que cette prétention ait été bien fondée, il est certain qu'elle a été détruite par le traité de 1867, puisque la mer n'était plus entourée du territoire d'une même nation.

Ortolan écrit à ce sujet :

« Quant aux mers particulières et intérieures, un droit exclusif de domaine et de souveraineté de la part d'une nation sur une telle mer n'est incontestable qu'autant que cette mer est totalement enclavée dans le territoire, de telle sorte qu'elle en fait partie intégrante, et qu'elle ne peut absolument servir de lien de communication et de commerce qu'entre les seuls citoyens de cette nation. Alors, en effet, aucune des causes qui font obstacle soit à la propriété, soit à l'empire des mers, ne trouve ici son application. Mais, du moment que plusieurs Etats différents possèdent des côtes autour de cette mer, aucun d'eux ne peut s'en dire propriétaire ni souverain à l'exclusion des autres. »

Sir Travers Twiss écrit dans le même sens :

« Lorsqu'une mer est *totalement enclavée* dans le territoire d'une nation, et ne se rattache à l'océan que par un canal dont cette nation pourrait prendre possession, il est évident que cette mer est tout aussi capable d'être occupée et de devenir sujette aux droits de propriété que la terre, et qu'elle devrait partager le sort du pays qui l'entoure. »

Halleck dit :

« Dans la dépêche adressée à M. Watson par le Ministère des Affaires Etrangères sous la date du 25 septembre dernier, et dont une copie a été fournie à ce département dans la note de M. Watson du 17 octobre, on le prie de s'enquérir de ce gouvernement quelle est à son avis, la limite de la juridiction maritime qui peut être exercée par une puissance, et demander si ce gouvernement a jamais reconnu le bien fondé de la prétention de l'Espagne à une limite de 6 milles, ou bien, s'il a, en aucune occasion, protesté contre une telle prétention. »

« J'ai l'honneur de vous informer, en réponse, que ce gouvernement a toujours et sous tous les ministères qui ont examiné cette question, protesté contre ces prétentions de l'Espagne, pour les motifs exposés dans la dépêche du Comte de Derby, et dans des termes semblables à ceux qui y sont employés. »

« Nous avons toujours reconnu et soutenu que, selon les règles de la loi publique, aucune nation ne peut prétendre à un droit de juridiction sur la mer au delà d'une étendue d'une lieue marine de la côte. »

« On nous objecte quelquefois que ces vues ne s'accordent guère avec le fait que la loi des Etats-Unis permet aux côtes de la douane d'aborder partout les vaisseaux qu'ils rencontrent à une distance de moins de 4 lieues de nos côtes, ni avec le fait qu'en vertu du traité du 2 février 1848, entre les Etats-Unis et le Mexique, connu sous le nom de Traité Guadeloupe-Hidalgo, la ligne de démarcation entre les territoires respectifs des deux Etats part d'un point fixé dans le Golfe du Mexique à une distance de 3 lieues de la terre. »

M. Fish explique ensuite que ce sont là des exceptions à la règle générale... (Wharton, « Droit International », vol. I, p. 103).



« 21. On admet généralement que le territoire d'un Etat comprenne les mers, lacs et rivières entièrement renfermés dans ses limites. Ainsi, tant que la Turquie possédait toutes les côtes de la Mer Noire, cette mer pouvait, à juste titre, être considérée comme une mer fermée, et il n'y avait pas lieu de disputer à la Porte Ottomane le droit d'interdire aux autres nations la navigation du canal qui réunit cette mer à la Méditerranée, les deux rivages de ce canal faisant aussi partie du territoire turc. Mais, aussitôt que la Turquie eut perdu une partie de ses possessions sur cette mer, et que la Russie eût créé des établissements commerciaux sur les rivages de l'Euxin, cette dernière, ainsi que les autres puissances maritimes acquirent le droit de participer au commerce de la Mer Noire, et, par conséquent à la navigation des Dardanelles et du Bosphore. Ce droit a été expressément reconnu par le traité d'Andrinople en 1829.

« 22. Les grands lacs intérieurs, et leurs débouchés navigables, sont considérés comme étant soumis à la même règle que les mers intérieures : quand ils sont enclavés dans le domaine d'un même état, ils font partie du territoire de cet Etat ; mais quand leurs rivages appartiennent à plusieurs nations, le principe de la mer fermée ne peut être appliqué à la navigation ni à l'usage de ces eaux. »

Des vœux semblables à celles des autorités qui viennent d'être citées ont été exprimées officiellement par un représentant accrédité des Etats-Unis ; il n'est donc pas nécessaire d'insister sur cette thèse.

Dans la lettre, déjà citée, que M. Hoffman envoya à la Légation des Etats-Unis à Saint-Petersbourg, à M. Frelinghuysen, Secrétaire d'Etat, sous la date du 14 mars 1882, il écrit :

« Lorsque la Russie possédait toutes ces îles, les représentants du gouvernement russe en Sibirie prétendaient que la Mer d'Okhotsk était une mer fermée, puisque la juridiction russe s'étendait d'île à île, en embrassant une étendue de deux lieues marines entre île et île, depuis le Japon jusqu'à Kamtchatka.

« Il y a environ cinq ans, cependant, les Russes cédèrent au Japon le groupe méridional de ces îles, et reçurent en échange la moitié de l'île de Saghalin, qui appartenait à cette puissance.

« Aussitôt après, il devint impossible pour le gouvernement de la Sibirie de faire valoir sa prétention. Celui qui m'a donné ces renseignements ne savait pas si cette prétention avait jamais été sérieusement avancée à Saint-Petersbourg. »

Il écrit encore, sous la date du 27 mars 1882 :

« Je ne crois pas que la Russie prétende que la Mer d'Okhotsk soit une mer fermée, soumise à sa juridiction exclusive. Si, toutefois, elle l'affirme, cette prétention, si jamais elle était bien fondée, ne l'est plus, depuis qu'une partie du groupe des îles Kuriles a été cédée au Japon. »

Le Professeur James Angell, célèbre légiste, qui était un des plénipotentiaires des Etats-Unis dans les négociations qui aboutirent au traité de Washington de 1888 (concernant les pêcheries), écrit, dans un article qui parut dans le « Forum » au mois de novembre 1889, sous le titre : « Les Droits de l'Amérique sur la Mer de Behring » :



« Est-il possible de prétendre que la Mer de Behring soit une mer fermée, et, par conséquent, soumise à notre autorité? Il est, peut-être, impossible de formuler une définition d'une mer fermée qui serait acceptable aux publicistes de toutes les nations. Selon Vattel, une mer fermée est une mer « totalement enclavée dans le territoire d'une nation et n'ayant d'autre voie de communication avec l'océan qu'un canal dont cette nation pourrait prendre possession ». Hautefeuille accepte cette définition en substance, mais il ajoute que le canal doit être assez étroit pour qu'il soit possible de le défendre des rivages. Perels, écrivain allemand moderne des plus célèbres, adhère à l'essentiel de la définition de Hautefeuille. Cependant, il serait difficile d'insister sur un canal ou une ouverture aussi étroite que l'exige l'éminent écrivain français. Il suffirait probablement à la plupart des autorités que l'entrée de la mer fût assez étroite pour que son occupation par des forces navales fût facile ou praticable. Quant à nous, nous nous garderions bien d'offrir une définition qui ferait du Golfe de Saint-Laurent une mer close.

« La Mer de Behring n'est pas totalement enclavée dans notre territoire. Depuis l'île située le plus à l'ouest que nous possédions, jusqu'au point le plus proche de la côte asiatique, il y a plus de 300 milles. Depuis notre île le plus à l'ouest (Attou) jusqu'à l'île russe la plus proche (île de Cuivre), il y a 183 milles. De l'est à l'ouest, la mer a environ 1,100 milles de longueur, et du nord au sud, au moins 800 milles de largeur. L'étendue que la mer couvre doit être égale au moins aux deux tiers de celle de la Méditerranée, et elle doit être plus de deux fois plus grande que la Mer du Nord. Le Déroit de Gibraltar a moins de 9 milles de largeur. La principale entrée du Golfe de Saint-Laurent, dont toutes les côtes appartiennent à l'Angleterre, n'a qu'environ 50 milles de largeur. La Mer de Behring s'ouvre, au nord, par le détroit, large de 36 milles, qui est une voie de communication avec la Mer Glaciale. On ne voit pas bien clairement à quel titre nous puissions prétendre à exercer la souveraineté sur cette vaste mer, avec ses larges embouchures, sous le prétexte qu'elle serait une mer fermée, ni quels précédents modernes nous puissions citer pour soutenir cette prétention. »

Dana, l'annotateur des « *Eléments* » de Wheaton, dit :

« A présent, il n'importe que de savoir si une telle mer ou un tel détroit se trouve, au point de vue de la géographie politique et physique, dans la juridiction d'une seule et même nation. La prétention de plusieurs nations, contiguës à une grande mer ouverte, de se réunir pour la fermer contre les autres Etats, comme étant une mer fermée, ne saurait être admise. Une prétention semblable avancée à l'égard de la Mer Baltique était le côté faible de la position prise par la neutralité armée en 1780 et en 1800, et de la déclaration de guerre de la Russie à l'Angleterre en 1807. »

La Grande-Bretagne doit insister, en outre, sur les points suivants :

F. Que, depuis la date de l'achat de l'Alaska par les Etats-Unis, en 1867, jusqu'à l'an 1886, cette République n'a fait aucune tentative pour limiter ou entraver l'exercice du droit qu'ont la Grande-Bretagne et toutes les autres nations de naviguer et de pêcher dans les eaux non-territoriales de la Mer de Behring ;

G. Que, lorsque les navires saisis en 1886 et en 1887 furent condamnés, la raison sur laquelle les Etats-Unis se sont appuyés était basée sur l'application à la Mer de Behring du principe de la mer fermée et sur la prétention que c'était une partie de cette mer fermée que la Russie avait cédée aux Etats-Unis ;

Que la prétention des Etats-Unis a été, plus tard, fondée sur la réclamation du droit de juridiction exclusive sur une étendue de 100 milles seulement des côtes de leur territoire ;

Qu'en dernier lieu, les Etats-Unis ont élevé une prétention à un droit spécial de protection ou de propriété sur les phoques à fourrure.

Quant à la cinquième question soulevée à l'Article VI, la Grande-Bretagne fait valoir que, pour ce qui concerne la prétention avancée par les Etats-Unis au droit de protection ou de propriété sur les phoques à fourrure en dehors de la limite ordinaire de 3 milles, il ne peut exister, selon les principes du droit international, aucun droit de propriété sur des animaux *feræ naturæ*, à moins que ces animaux ne se trouvent entre les mains de celui qui réclame ce droit, et qu'aucune nation ne peut prétendre à un droit de propriété sur ces animaux en dehors des eaux territoriales. Les nations ont seulement le droit d'empêcher que les navires et les sujets des autres Etats n'entrent dans leurs eaux territoriales pour tuer ces animaux.

Les principes qu'on vient d'exposer ont été généralement appliqués aux questions analogues à celle dont il s'agit.

Ainsi, pour ce qui concerne le droit de visiter les navires neutres sur la haute mer, la Grande-Bretagne, pendant la guerre avec la France en 1804, réclamait le droit de visiter les navires neutres sur la haute mer, et de saisir ses propres sujets, quand ceux-ci servaient sous un pavillon neutre.

Ce droit lui fut non seulement contesté par les Etats-Unis, mais cette puissance insista même que la souveraineté d'une nation ne s'étendait *en aucun cas* au delà de son propre territoire et de ses navires se trouvant sur la haute mer.

Le même principe a été appliqué par toutes les nations à la traite des nègres.

Quoique la chasse des phoques, de quelque manière qu'on la pratique, ne puisse être comparée avec la cruelle et immorale traite des nègres, on n'a jamais permis à des considérations d'humanité de l'emporter sur les principes du droit des gens, même dans le cas des navires employés dans ce trafic.

Les publicistes américains et anglais sont entièrement d'accord sur ce point.

En 1816, un navire Français, « Le Louis », qui se rendait de la Martinique à la côte de l'Afrique, d'où il devait retourner à cette île, fut saisi à une distance de 10 à 12 lieues au sud du Cap Mesurada, par le côtre « Queen Charlotte », et conduit à Sierra Leone. Il fut poursuivi devant la Cour de Vice-Amirauté de cette colonie.

L'acte d'accusation portait que le navire avait été armé pour faire la traite des nègres, quoique cette traite ait été abolie par les lois de la France et par le traité entre ce pays et la Grande-Bretagne.

L'avocat du roi admit qu'il était *en général* vrai que le droit de visite et

de recherche n'existait pas en temps de paix, mais il refusa d'admettre que cette règle fût d'une application *universelle*. Il employa le raisonnement suivant : il peut y avoir, et il doit y avoir quelquefois, en temps de paix, des occasions où il est permis d'exercer ce droit. La règle du droit des gens n'est pas applicable à tous les cas ; il a y des exceptions, et le cas dont il s'agit est de ce nombre ; on a affaire à une violation non seulement de la loi municipale, mais aussi de la loi générale des nations. Quelle que soit la manière dont on ait pu envisager la traite des nègres dans les temps passés, ce commerce ne doit plus être protégé par le droit international. Depuis que le congrès de Vienne a déclaré que la traite des nègres répugne aux principes de l'humanité et de la morale, ce trafic doit être considéré comme un crime, et il est du droit et du devoir de toutes les nations d'empêcher les crimes. En définitive, puisque le navire « Le Louis » a été occupé à faire un commerce qui est interdit en vertu des lois de son propre pays, et qui viole les principes universels de l'humanité et de la justice, il ne devra pas être rendu à son propriétaire.

Cependant, Sir William Scott, plus tard Lord Stowell, décida, dans la Haute Cour de l'Amirauté britannique, que la traite des nègres n'était pas un crime, selon la loi universelle des nations. Il fit les observations suivantes :

« En rendant un jugement public, il n'est permis ni aux juges de ce tribunal, ni à ceux d'un autre quelconque, de se laisser déterminer par leurs opinions particulières, indépendamment de la loi. Ils doivent se conformer aux prescriptions de celle-ci ; et puisque le tribunal est institué pour appliquer la loi, il ne saurait imputer à crime un acte qu'elle ne condamne pas. Le tribunal doit envisager la morale du point de vue de la loi ; et, dans l'espèce, il faut chercher ce point de vue dans les règles du droit des gens, arrêtées et interprétées par l'usage établi et reconnu depuis des siècles, dans les traités, et dans la teneur générale des lois et des ordonnances et des actes formels des Etats civilisés. »

« ... On attache une grande importance à une déclaration solennelle qui a été faite par un congrès composé de personnes d'une grande distinction ; et, outre la valeur qu'il faut reconnaître aux décisions de ces hommes, leur opinion, que la traite est contraire à la religion et à la morale, est appuyée par des arguments encore plus concluants que le poids de leur autorité. Si grand que soit le respect qu'on doit à l'opinion de ces hommes, on ne saurait, d'après mon avis, admettre qu'elle prévale sur les règles établies par le droit des gens. »

« On s'appuie aussi sur le raisonnement que toute nation a le droit d'appliquer ses propres lois de navigation ; ce droit ne saurait être disputé, en tant qu'il n'empiète pas sur les droits des autres Etats. Mais ce droit ne donne pas aux nations la faculté de visiter les navires des autres pays sur la haute mer. »

« On s'est inquiété, et non sans cause, de la grande difficulté que l'on rencontrerait pour supprimer la traite, si le droit de visite n'était pas concédé aux nations en temps de paix. Il en est ainsi, et tout en reconnaissant qu'il est nécessaire de supprimer ce trafic, et en désirant vivement sa suppression, on ne saurait nier que des difficultés énormes s'y opposent, difficultés qui ont empêché le succès des efforts vigoureux qu'on fait depuis des années. Il a toujours dû être évident pour tout le monde que, faute d'un accord unanime et sincère entre tous les Etats maritimes, sur le prin-



cipe même, ainsi que sur les moyens qui seraient nécessaires pour l'appliquer, on n'obtiendrait aucun résultat satisfaisant, c'est-à-dire du point de vue des intérêts des victimes de la traite. Si, toutefois, on considère les prétentions rivales de tous ces Etats, leur routine commerciale établie depuis des années, leurs besoins réels ou prétendus, leurs différentes manières d'envisager la traite, et enfin leur vraie manière d'agir quand on avait affaire à ce trafic, on comprendra facilement quelles étaient les difficultés que devaient affronter ceux qui cherchaient à établir un pareil accord. Cependant, malgré ces difficultés, les procédés illégaux ne sont pas moins des procédés illégaux. Celui qui appliquerait un grand principe en violant tous les autres grands principes qui en pourraient arrêter la marche, qui frayerait un chemin pour la libération de l'Afrique en foulant aux pieds l'indépendance d'Etats européens, qui, en un mot, chercherait à obtenir un grand bien par des moyens illicites, violerait les principes de la morale privée aussi bien que ceux de la justice publique. Qu'on tâche d'obtenir l'assentiment des autres nations par des demandes, par des remontrances, par l'exemple, enfin par tous les moyens pacifiques dont l'homme peut se servir pour gagner son pareil; mais il n'est pas permis à une nation de s'arroger des droits qui ne lui appartiennent pas, sous le prétexte qu'elle va les employer dans un but louable, ni d'entreprendre une croisade morale, pour convertir les autres Etats en commettant des actes violents et illégaux. Il se peut bien que les autres nations approuvent l'objet que se propose un Etat sans que, pour cela, elles soient prêtes à accepter toutes les mesures inconsidérées que cet Etat, ou ses sujets, pourraient prendre, pour atteindre leur but.

Conformément à cette interprétation de la loi, la Haute Cour infirma le jugement de la Cour de Vice-Amirauté de Sierra-Leone, qui avait condamné le navire français pour avoir fait la traite des nègres, et pour s'être opposé de force à la visite des croiseurs du roi d'Angleterre.

Dans l'affaire de l'« Antelope », la Cour Suprême des Etats-Unis rendit un jugement analogue à celui qui vient d'être mentionné. M. Marshall, Premier Juge, déclara valable la décision de la Cour, qui portait que la traite des nègres, quoiqu'elle violât la loi naturelle, n'était pas contraire à la loi des nations. Voici ce qu'il dit :

« Il n'y a aucun principe de loi qui soit plus généralement reconnu que celui de l'égalité des nations. La Russie et Genève ont des droits égaux. Il résulte de cette égalité qu'aucun Etat n'a le droit d'imposer une règle à un autre Etat. Chaque nation fait ses propres lois, mais elle ne saurait les appliquer qu'à elle-même. Donc un droit qui appartient à tous, avec le consentement de tous, ne saurait être perdu qu'avec le consentement de celui qui le possède; et ce trafic, auquel tous ont pris part, doit rester légal pour ceux qu'on n'a pas réussi à persuader de l'abandonner. Puisqu'aucune nation ne peut imposer des règles aux autres nations, aucune ne peut faire une loi des nations; et ce trafic reste légal pour les sujets des Etats qui ne l'ont pas interdit.

« Si la traite n'est pas contraire au droit des gens, on ne saurait la considérer comme piraterie. Ce n'est qu'en vertu d'une loi que la traite peut devenir de la piraterie; or, une pareille loi ne saurait être applicable



aux personnes et aux choses sur lesquelles ne s'étend pas la juridiction de l'Etat qui fait la loi.

« Si la traite ne répugne pas au droit des gens, et si ceux qui la font ne sont pas coupables de piraterie, il est évident que personne n'a le droit de traduire devant un tribunal, en temps de paix, un navire qui fait ce commerce, quand même ce bâtiment appartiendrait à une nation qui l'a interdit. Dans aucun pays, les tribunaux n'appliquent les lois pénales d'un autre pays, et, vu les précédents établis en Amérique, à l'égard du droit de visite et de recherche, il est certain que, dans le cas où ce droit aurait été exercé par un croiseur américain par rapport à un navire étranger qui n'aurait pas violé nos lois municipales, nos tribunaux décideraient contre les captureurs.

« Il résulte de ce qui précède que si un navire étranger faisant la traite des nègres, et saisi par un croiseur américain sur la haute mer en temps de paix, était traduit devant un tribunal, il serait relâché. »

Cette question est examinée en détail par M. Dana dans sa note N° 108 insérée dans le « Droit International » de Wheaton (page 528) où il dit, à propos du premier juge Marshall, en parlant de la cause de Church contre Hubbard, 2 Cranch, 187 :

« Il est vrai que le premier juge Marshall a admis que toute nation a le droit, dans les cas où il y aurait lieu de craindre une violation de ses lois, de saisir les navires suspects, pourvu que ceux-ci ne se trouvent pas à une grande distance de ses côtes. Il ajouta que la limite dans laquelle ce droit peut être exercé n'est pas déterminée avec précision, et qu'il convient aux nations de traiter cette question dans un esprit bienveillant, et de se faire mutuellement des concessions. Il décida que, dans l'affaire devant la Cour, la saisie ne devait pas être considérée comme illégale, quoiqu'elle eût eu lieu à une distance de 4 lieues de la côte. Cette décision est basée sur une concession qu'on ne pourrait plus admettre aujourd'hui. ... On peut dire qu'il est maintenant élevé en principe qu'aucune nation n'a le droit de faire des saisies, pour quelque raison que ce soit, en vertu de ses lois municipales, en dehors de ses eaux territoriales. Il est, en outre, convenu que, faute d'un traité, cette limite est fixée à la distance d'une lieue marine de la côte, ou bien à la portée du canon. On ne saurait soutenir, aujourd'hui, que la visite et la recherche en vertu de lois municipales puissent avoir lieu en dehors des eaux territoriales pour un objet spécial, ni que la distance de la côte à laquelle on doit fixer la limite de ces eaux, doive dépendre des objets qu'on ait en vue. Cependant, comme cette limite, si elle n'est pas fixée, dépend de la portée du canon qui varie beaucoup, et comme la limite, si elle est fixée, est fixée d'une manière arbitraire, les tribunaux autrefois n'appliquaient pas trop sévèrement la règle de la limite dans les cas où on n'avait pas affaire à une puissance étrangère. Aujourd'hui il est permis de croire que les tribunaux, aussi bien que les autorités politiques, ne reconnaîtront plus qu'une seule et même limite de la juridiction territoriale et maritime, en dedans de laquelle on aurait le droit de saisir les navires étrangers en temps de paix. »

C'est un axiome de la loi maritime internationale qu'il n'est permis aux nations de saisir des navires étrangers en dehors de leur juridiction territoriale qu'en cas de piraterie ou en vertu d'un accord international. Ce

principe a été accepté par tous les juristes. Le président Tyler l'affirme très nettement dans le message extraordinaire qu'il adressa au congrès sous la date du 27 Février 1843. Il y reconnaît le droit qu'ont toutes les nations d'arrêter et de visiter tout navire soupçonné de piraterie ; et il ajoute :

« C'est là la seule exception à la règle générale, selon laquelle un Etat n'a pas, en temps de paix, le droit d'arrêter, sous aucun prétexte, sur la haute mer et en dehors de sa juridiction territoriale, des navires qui appartiennent à une autre nation. »

Article VII. — Le gouvernement de la Grande-Bretagne soutient que les faits qui ont été exposés et le raisonnement qui a été employé dans l'examen qui vient d'être fait des questions soumises à la décision du tribunal par l'article VI du traité, démontrent qu'il faudra le concours de la Grande-Bretagne pour l'établissement d'un règlement quelconque ayant pour but la restriction ou la surveillance des droits des sujets britanniques à la poursuite et à la pêche des phoques dans les eaux non-territoriales de la Mer de Behring. La considération d'un règlement éventuel, et des preuves qui doivent être soumises au tribunal à cette fin, est nécessairement différée pour le moment.

## CHAPITRE X

### *Récapitulation de l'Argument.*

Le gouvernement de la Grande-Bretagne soutient que les propositions suivantes de droit et de fait ont été établies par ce qui précède :

1. La mer aujourd'hui connue sous le nom de la Mer de Behring est une mer ouverte, et libre aux navires de toutes les nations. Le droit qu'ont toutes les nations de naviguer et de pêcher dans les eaux non-territoriales de la Mer de Behring est un droit naturel.

2. Aucune prétention qui pourrait être avancée par la Russie, par les Etats-Unis, ou par une autre nation, à des droits de juridiction, ne saurait limiter ni restreindre le droit qu'ont toutes les nations à l'usage libre de la mer ouverte pour y naviguer et pêcher.

3. A aucune période avant le traité du 30 Mars 1867, la Russie n'a possédé un droit de juridiction exclusive sur les eaux non-territoriales de la mer aujourd'hui connue sous le nom de la Mer de Behring.

4. A aucune période avant la date de ladite cession, la Russie n'a réclamé, ni exercé de droits de juridiction exclusive sur les pêcheries des phoques dans les eaux non territoriales de la mer aujourd'hui connue sous le nom de la mer de Behring.

5. Lorsqu'en 1821 la Russie tenta d'empêcher les sujets des autres nations de naviguer et de pêcher librement dans les eaux non-territoriales de la Mer de Behring, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique protestèrent immédiatement, et avec succès, contre cette tentative.

6. Les prétentions de la Russie de limiter et d'entraver le droit des autres nations à la navigation et à la pêche dans les eaux non-territoriales de la Mer de Behring, n'ont jamais été reconnues ni acceptées par la Grande-Bretagne.

7. La Russie a cédé aux protestations et aux objections faites par la Grande-Bretagne à la prétention de limiter le droit de naviguer et pêcher librement, et elle n'a jamais renouvelé la tentative de faire valoir ou d'exercer le droit qu'elle s'était arrogé, d'exclure ou de limiter les droits qui

appartiennent aux autres nations de naviguer et de pêcher dans les eaux non-territoriales de la mer aujourd'hui connue sous le nom de la Mer de Behring.

8. Les prétentions que la Russie a élevées en 1821, et le vain effort qu'elle a fait pour limiter les droits de navigation et de pêche, n'ont eu aucun effet pratique, et n'ont porté aucun préjudice aux droits des autres nations.

9. L'espace de mer aujourd'hui connu sous le nom de la Mer de Behring était compris dans l'expression « Océan Pacifique », employée dans le traité de 1825 entre la Grande-Bretagne et la Russie.

10. De 1824 à 1886, les navires de la Grande-Bretagne ont exercé, sans interruption, le droit de naviguer et de pêcher dans les eaux non-territoriales de la Mer de Behring, sans qu'on les eût molestés ni entravés d'aucune manière.

11. Le droit qui appartient à toutes les nations de naviguer et de pêcher dans les eaux non-territoriales de la Mer de Behring a été reconnu et admis en beaucoup d'occasions par les Etats-Unis aussi bien que par la Russie.

12. Quels que fussent les droits territoriaux acquis par les Etats-Unis en vertu du traité du 30 mars 1867, la Russie ne pouvait pas transférer, et les Etats-Unis ne pouvaient pas acquérir, une juridiction ou des droits de propriété sur les pêcheries des phoques dans aucune partie de la mer aujourd'hui connue sous le nom de la Mer de Behring, excepté dans les eaux territoriales de cette mer.

13. L'étendue du droit de juridiction cédé aux Etats-Unis par la Russie en vertu du traité de cession du 30 mars 1867, n'est autre que celle du droit de juridiction territoriale ordinaire.

14. Depuis la date de l'achat de l'Alaska par les Etats-Unis, en 1867, jusqu'en 1886, le gouvernement des Etats-Unis n'a fait aucune tentative pour faire valoir ni pour exercer le droit de limiter et d'entraver les droits de navigation et de pêche que possèdent la Grande-Bretagne et les autres puissances dans les eaux non-territoriales de la Mer de Behring.

15. Le seul droit que les Etats-Unis peuvent exercer pour protéger les phoques est celui qui dérive de la juridiction territoriale, droit qui leur donne la faculté d'interdire aux sujets des autres nations d'entrer dans le territoire ou dans les eaux territoriales des Etats-Unis, afin de les empêcher de tuer des phoques ou d'autres animaux ou poissons dans ce territoire ou dans les eaux territoriales.

16. Ni les Etats-Unis ni aucun citoyen des Etats-Unis ne peuvent avoir un droit de propriété sur des phoques à fourrure, à moins que ces animaux n'aient effectivement passé dans leur possession par voie de capture. Le droit de propriété ainsi acquis n'a de validité qu'aussi longtemps qu'on retient ces animaux sous son contrôle.

17. Les phoques à fourrure sont des animaux *feræ naturæ*, et les Etats-Unis n'ont aucun droit de protection ni de propriété sur des phoques à fourrure qui seraient trouvés en dehors du rayon ordinaire de 3 milles, soit que ces phoques fréquentent les îles appartenant aux Etats-Unis de la Mer de Behring, ou non.

18. Le droit qui appartient aux sujets de tous les Etats de naviguer et de pêcher dans les eaux non-territoriales de la mer aujourd'hui connue sous le nom de la Mer de Behring existe intact et sans restrictions ; il ne

saurait être limité ni entravé sans le consentement préalable des nations intéressées.

19. Aucun règlement pour la protection et la conservation des phoques à fourrure dans les eaux non-territoriales de la Mer de Behring, qui pourrait toucher aux intérêts des sujets Britanniques, ne peut être établi sans le consentement préalable de la Grande-Bretagne.

### CONCLUSION

Le gouvernement de la Grande-Bretagne soutient que les questions soulevées dans cet arbitrage ont une importance beaucoup plus grande que la simple conservation d'une industrie particulière ; il s'agit du droit que possèdent toutes les nations du monde de naviguer et de pêcher sur la haute mer, et d'exercer sans entraves les droits communs du genre humain ; il s'agit de déterminer si une nation peut, par une proclamation, limiter et entraver des droits qui sont l'héritage commun de tous les hommes. C'est pour la défense de ces droits, et dans l'intérêt de toutes les nations civilisées que les arguments qu'on vient d'exposer sont respectueusement soumis à la considération du tribunal.

---





## TROISIÈME PARTIE

---

# LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

---

### ÉGYPTE

**Décret instituant un tribunal spécial pour connaître des crimes et délits commis par des indigènes contre des soldats ou officiers de l'armée d'occupation.**

25 février 1893 (1).

Nous, Khédive d'Égypte,

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et l'avis conforme de Notre Conseil des ministres,

#### DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué un tribunal spécial pour connaître, dans les cas spéciaux indiqués à l'art. 6 ci-dessous, des crimes et délits commis par des indigènes contre des soldats ou officiers de l'armée d'occupation ou contre des marins attachés aux navires de guerre britanniques, stationnés dans un port égyptien.

Ce tribunal siègera dans la localité où le fait aura été commis.

ART. 2. — Le tribunal sera composé comme suit :

Le Ministre de la Justice, *président* ;

Le conseiller judiciaire ;

Un conseiller anglais de la Cour d'appel indigène choisi par le Ministre de la Justice ;

Le « Officiating Judge Advocate » de l'armée d'occupation au Caire ou à Alexandrie ;

Le président du tribunal du Caire ou celui du tribunal d'Alexandrie au choix du Ministre de la Justice.

ART. 3. — Les arrestations seront ordonnées et l'instruction sera faite par le commandant de la police soit du Caire, soit d'Alexandrie ou leurs délégués.

ART. 4. — Aussitôt l'instruction terminée, l'affaire sera portée à l'audience publique du tribunal.

La procédure sera orale. Un avocat choisi par la police soutiendra l'accusation.

Les inculpés pourront se faire assister d'un défenseur.

On entendra d'abord les témoins de l'accusation ; ensuite ceux de la défense.

(1). Promulgué dans le *Journal Officiel Égyptien* du 25 février 1893.

Le tribunal suivra les règles de procédure du Code d'instruction criminelle des tribunaux indigènes en tant qu'elles seront compatibles avec la célérité nécessaire.

Les sentences seront rendues séance tenante : elles ne seront susceptibles d'aucun recours et seront immédiatement exécutoires.

ART. 5. — Le tribunal spécial prononcera et appliquera, sans être lié par les dispositions du Code pénal, les peines qu'il jugera nécessaires, y compris la peine de mort, pour la répression des crimes et délits dont les prévenus auront été reconnus coupables.

ART. 6. — Tous crimes et délits commis par des indigènes contre des soldats ou officiers de l'armée britannique, continueront, en principe, à être jugés par les tribunaux indigènes. Ils ne seront déferés au tribunal spécial que dans les cas spéciaux où, à la requête du général commandant l'armée d'occupation, et, d'accord avec lui, l'agent et consul général de la Grande-Bretagne en fera la demande au Ministre des Affaires étrangères.

ART. 7. — Nos Ministres de l'intérieur, des Affaires étrangères et de la Justice sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait au palais d'Abdine, le 23 février 1895 (4<sup>re</sup> Ramadan 1312).

ABBAS HILMI.

Par le Khédive :

*Le Président du Conseil des Ministres,*

*Ministre de l'Intérieur,*

N. NUBAR.

*Le Ministre des Affaires étrangères,*

BOUTROS GHALI.

*Ministre de la Justice,*

IBRAHIM FOUAD.

---

## SUISSE

### Compte de gestion du Conseil fédéral pour l'année 1894.

---

## DÉPARTEMENT DE JUSTICE ET POLICE (1)

### A. Administration de la justice.

#### I. LÉGISLATION

1. Notre projet de loi du 18 décembre 1893 sur les délits contre la sûreté publique dans le territoire de la Confédération (F. féd. 1893, V. 769) a été adopté, avec quelques modifications, par les chambres fédérales, le 12 avril 1894, sous le titre de « Loi fédérale complétant le Code pénal fédéral du 4 février 1853 ».

Cette loi a été publiée, le 25 avril 1894, dans la Feuille fédérale (II. 319). Aucune demande de referendum n'ayant été formulée, nous avons décidé d'insérer la loi dans le recueil officiel des lois fédérales, en date du 24 juillet, en fixant au 25 juillet 1894 le jour de son entrée en vigueur. (Rec. off., XIV. 286.)

(1) Pour le Département des affaires étrangères, v. *Archives*, 1893, I, p. 311 et II, p. 57.

2. Le 30 mars, M. le conseiller national H. Haberlin proposait d'inviter le conseil fédéral à présenter une loi sur le commerce des bestiaux. Le conseil national, dans sa séance du 13 avril, ayant reconnu à l'unanimité l'importance de la motion de M. Haberlin, nous avons élaboré un projet de loi et l'avons soumis à l'assemblée fédérale, par message du 29 mars (F. féd., II. 765). Le conseil national, qui avait la priorité, renvoya la discussion à la session de décembre, afin de donner aux cantons, dans l'entretemps, l'occasion de se prononcer. La majorité des cantons ayant donné un préavis favorable au projet du conseil fédéral, le conseil national entama les débats, le 6 décembre, pour décider, le 19 décembre, de renvoyer la suite de la discussion à la session de printemps 1895.

3. Les travaux préparatoires pour le Code pénal suisse ont fait, cette année encore, de sensibles progrès.

Suivant le désir exprimé par la commission d'experts nommée par notre département pour le droit pénal, nous avons adressé, au commencement de l'année 1894, une circulaire aux autorités de police cantonales pour nous renseigner sur le régime des prisons dans toute la Suisse. Nous désirions savoir quelle était l'organisation des prisons, en distinguant entre les prisons destinées :

- a. Exclusivement à l'exécution des peines ;
- b. A l'exécution des peines et à la détention préventive ;
- c. A la détention préventive exclusivement ;
- d. A l'internement des vagabonds, mendiants et autres individus vivant dans l'inconduite (maisons de travail).

Par une seconde circulaire, nous adressions aux polices cantonales un questionnaire qui devait être soumis aux fonctionnaires compétents. Ceux-ci étaient priés de répondre à une série de questions spéciales sur l'organisation des établissements pénitenciers placés sous leur surveillance.

Toutes les directions de police ont répondu, de la façon la plus obligeante, aux deux circulaires du département, et lui ont retourné les formulaires avec les annotations demandées.

La commission d'experts jugeait indispensable de charger des spécialistes de rédiger un rapport sur le nombre et l'organisation des prisons. C'était l'unique moyen, disait la commission, de pouvoir juger en connaissance de cause du système pénitentiaire adopté dans l'avant-projet de M. le professeur Stooss, docteur en droit, eu égard au régime actuel des prisons suisses.

MM. Clemens Hartmann, directeur du pénitencier de St-Gall, et Théodore Gohl, adjoint à la direction des travaux publics de la Confédération, ont été désignés par le département pour rédiger le rapport désiré par la commission d'experts. Ces deux messieurs étaient particulièrement indiqués pour cette mission. Le département les a munis de lettres de recommandation et de plein-pouvoir, et a fait part de leur prochaine visite à toutes les directions de police cantonales, en priant ces dernières de vouloir bien faciliter à MM. Hartmann et Gohl l'accomplissement de leur tâche. Nous sommes très heureux de constater que nos deux mandataires ont rencontré partout un accueil empressé. Ils ont présenté à la commission d'experts, dans sa séance du 5 septembre,



un premier rapport provisoire sur le résultat de leur inspection. Ils termineront leur travail dans le courant de 1895.

La commission d'experts, pour le Code pénal suisse, a repris la suite de ses délibérations le 27 août.

Le rédacteur de l'avant projet a présenté, dans les mois de juillet et d'août, tous les articles remaniés en suite des délibérations de la commission d'experts en septembre et octobre 1893. Il a présenté en même temps la seconde partie ou partie spéciale du livre premier, traitant des différents délits et de leur répression, ainsi que les articles du second livre concernant les contraventions avec les motifs à l'appui. Nous témoignons ici toute notre reconnaissance à M. le professeur Stooss pour le travail difficile qu'il a su mener à terme en un si bref délai avec tant de talent et d'énergie.

M. le professeur Alfred Gautier, docteur en droit, a bien voulu se charger, sur la demande du département, de la traduction française du travail de M. Stooss. Nous exprimons ici à l'éminent criminaliste genevois, pour sa précieuse collaboration, tous les remerciements de l'autorité fédérale.

Les membres de l'assemblée fédérale sont en possession de l'avant-projet imprimé avec les motifs à l'appui.

La commission d'experts, dans ses réunions du 27 août au 8 septembre, a traité des délits contre la vie et l'intégrité corporelle, et contre la propriété. Le protocole des délibérations a été imprimé et mis à la disposition des membres de l'assemblée fédérale.

Au commencement de janvier 1895, la commission s'est réunie de nouveau pour une session d'une quinzaine de jours. Elle terminera ses travaux dans le courant de cette année.

4. En septembre. M. le professeur Eugène Hubert, docteur en droit, soumettait à notre département la seconde partie détachée d'un code civil suisse, traitant du droit de succession. M. Huber, d'accord avec le département, a fait appel à M. Oscar Honegger, docteur en droit, vice-président du tribunal suprême de Zurich, et à M. le professeur Virgile Rossel, docteur en droit, pour avoir leur avis sur ce projet, que le rédacteur présentait à titre provisoire, et pour étudier ensemble les modifications qui seraient jugées nécessaires. Profitant des conseils de ces messieurs, M. le professeur Huber a terminé son travail et l'a remis au département le 31 décembre. La traduction française de ce projet est l'œuvre de M. V. Rossel. M. Huber va, en attendant, élaborer des commentaires pour cette seconde partie, comme il a fait déjà pour la première partie sur « les effets du mariage ». Avant d'être publiée, cette seconde partie sera, elle aussi, soumise à titre confidentiel, avec les commentaires, à un certain nombre d'experts choisis dans toutes les parties de la Suisse.

Par circulaire du 17 novembre 1893, notre département avait consulté, comme on sait, tous les gouvernements cantonaux sur le mode à suivre pour l'élaboration d'un avant-projet de code civil fédéral. Huit cantons ont répondu, et les avis qu'ils nous ont donnés ont été hautement appréciés par M. le professeur Huber. Le tribunal fédéral s'est prononcé, sur le même sujet, de la façon la plus intéressante. Le rédacteur de l'avant-projet fait grand cas de ces consultations, pour les raisons suivantes :

1. Elles nous fournissent des renseignements sur les relations déri-

vant de droits réels, partages de fonds, droits d'usufruit, servitudes, restrictions de la propriété, usages de droit successoral dans les partages, arrangements concernant le droit des époux quant aux biens. etc., etc., comme cela est le cas notamment pour les réponses qui nous sont parvenues du Tessin et de St-Gall.

2. Elles nous rendent compte des expériences faites dans l'application d'institutions juridiques spéciales à certains cantons, institutions auxquelles les cantons sont favorables, et qu'ils désirent maintenir. Cela est le cas, par exemple, d'Appenzell (Rhodes extérieures) relativement à l'inventaire obligatoire après la mort.

3. Elles nous indiquent, par contre, les dispositions de droit cantonal que les cantons désirent voir remplacer par des dispositions de droit fédéral, comme, par exemple, le privilège du fils en Thurgovie, le droit de réversion à Schaffhouse.

Sur le désir exprimé par M. Huber, notre département n'a pas manqué d'insister auprès des cantons qui n'avaient pas encore répondu à notre circulaire, pour les inviter à nous donner aussi leur avis. Deux cantons ont donné suite à cette nouvelle invitation ; d'autres cantons nous ont fait espérer une prochaine réponse. Il serait très regrettable que, pour des raisons de pure forme, quelque canton s'abstint de se prononcer.

L'unification du droit est une question dont la solution apparaît chaque jour plus urgente. C'est l'opinion générale. Cette question, cependant, si importante pour le bien du pays et pour les intérêts de toutes les classes de la population, doit être étudiée sans précipitation, attentivement et sous toutes ses faces. C'est dans cette conviction que nous procédons, persuadés que, de cette façon seulement, il sera possible de juger clairement et d'une manière pratique du but que doit se proposer le législateur dans cette transformation du droit actuel en un droit nouveau et des avantages qui en pourront résulter. Nous allons de l'avant avec la confiance que nos efforts ne seront pas faussement interprétés.

A cette occasion, nous constatons avec plaisir que l'ouvrage de M. Huber sur le système et l'histoire du droit civil suisse, ouvrage subventionné par la Confédération et achevé au printemps 1893, mérite la réputation qu'il s'est acquise. Il sera d'une grande utilité non seulement pour les travaux préparatoires du code civil fédéral, mais aussi pour toutes les recherches et tous les travaux sur le droit civil suisse. Cette œuvre a été jugée très favorablement par la critique scientifique. Nous n'avons pas manqué, de notre côté, d'adresser à l'auteur une lettre particulière pour lui exprimer nos félicitations.

## II. POURSUITE POUR DETTES ET FAILLITE

Le 29 juin 1894, dans la discussion du rapport de gestion, l'assemblée fédérale a adopté le postulat suivant :

« Le conseil fédéral est invité à examiner la question de savoir si l'on ne devrait pas transférer au tribunal fédéral, en lieu et place du conseil fédéral, la haute surveillance sur la poursuite pour dettes et la faillite ».

Le postulat émanait de la commission du conseil national qui avait à examiner le rapport de gestion du conseil fédéral. Dans le débat qu'il souleva au sein du conseil national, M. le chef du département déclara que le conseil fédéral ne s'opposait pas à la prise en considération du

postulat, cela d'autant moins que, convaincu lui-même que l'organisation actuelle ne pouvait pas durer, il avait déjà chargé son département de justice et police d'examiner la question.

La mise à exécution du postulat nécessite la révision de la loi sur la poursuite pour dettes et de la loi sur l'organisation judiciaire fédérale. Il fut procédé immédiatement à l'élaboration d'un projet de loi à ces fins, projet qui sera soumis aux chambres dans le courant de 1895.

Pendant l'exercice 1894, le nombre des recours s'est élevé à 230. Le tableau comparatif ci-dessous indique les solutions qu'ils ont reçues :

| Années. | Nombre<br>des recours. | Retirés. | Ecartés. | Déclarés<br>fondés. | Pendants. |
|---------|------------------------|----------|----------|---------------------|-----------|
| 1892    | 188                    | 29       | 110      | 49                  | —         |
| 1893    | 225                    | 16       | 147      | 62                  | —         |
| 1894    | 230                    | 19       | 143      | 50                  | 18        |

Questions de nature juridique posées par des autorités et des particuliers : 1892, 610 ; 1893, 501 ; 1894, 399.

Le conseil de la poursuite a tenu pendant l'exercice 21 séances d'une demi-journée (1892, 35 ; 1893, 21).

Afin de simplifier la statistique de la poursuite, la statistique détaillée a été supprimée dans le courant de 1894. (Circulaire n° 19.)

La division de la poursuite pour dettes et des faillites a encore publié (circulaire n° 18) une demande de l'association des libraires tendant à inviter les offices de faillites à envoyer un extrait de toute publication de faillite d'une maison de librairie, en même temps qu'à la Feuille officielle suisse du commerce, au « Deutsches Buchhandlerhaus » à Leipzig. Il a invité les autorités cantonales de surveillance à faire donner suite à cette requête par les offices de faillites.

Un projet de règlement pour « les saisies opérées au préjudice des locataires et fermiers et l'exercice du droit de rétention » a été soumis au tribunal fédéral ; nous n'y avons donné aucune suite pour le moment, la réponse du tribunal fédéral ayant démontré que la matière ne pouvait être réglée d'une manière complète que par la voie législative.

Les dispositions les plus importantes de ce projet ont été depuis consacrées par la jurisprudence du conseil fédéral. (Voir Archives pour la poursuite pour dettes III, n° 25, 45, 60 ; IV, 2.)

Les gouvernements des cantons du Tessin et des Grisons ont demandé qu'il fût procédé à une révision du tarif des émoluments. Leur requête a été transmise aux autres cantons qui n'ont pas encore donné tous leur opinion. La question ne pourra donc être liquidée qu'en 1895.

Le bureau fédéral de la poursuite a contrôlé, en 1892, 2141 ; en 1893, 2357 ; en 1894, 2170 publications officielles pour la Feuille officielle suisse du commerce.

Le dépôt central a expédié en 1892 : 4,501,154 ; en 1893 : 3,156,110 ; en 1894 : 2,284,140 formulaires et feuilles de registres.

Pas plus que les années précédentes, il n'a pu être procédé à des inspections des offices de poursuite et de faillite.

### III. DROIT PRIVÉ INTERNATIONAL

En 1874, le gouvernement néerlandais avait tenté de provoquer la réunion d'un congrès entre les représentants des états européens. Ce



congrès devait étudier les moyens propres à éviter les conflits de droit international privé, principalement dans le domaine du droit des personnes, du droit de famille et du droit de succession. Cette tentative du gouvernement néerlandais, reprise en 1881 par le gouvernement italien, n'a pas eu de résultats.

Les états de l'Amérique du Sud ont été plus heureux. Au congrès de Montevideo, en 1889, les représentants de ces gouvernements ont arrêté le texte d'une série de projets de conventions destinées à former une législation internationale privée entre les principaux états de l'Amérique du Sud.

En 1893, les Pays-Bas renouvelaient leur tentative et cette fois-ci avec plein succès. Un congrès s'est réuni à La Haye du 12 au 17 septembre ; 14 états y étaient représentés, soit : l'Allemagne, l'Autriche et la Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie et la Suisse. Notre pays avait envoyé, comme délégués, M. le professeur Frédéric Meili, docteur en droit, à Zurich et M. le professeur Ernest Roguin, docteur en droit, à Lausanne. Nous constatons avec plaisir la part très active que nos délégués ont prise aux délibérations. Ces délibérations ont été réunies en un protocole final signé le 27 septembre 1893 et ont abouti à quatre projets de conventions internationales ou de lois d'état sur des matières de droit international privé, à savoir :

1. Conditions pour contracter le mariage ;
2. Transmission de pièces judiciaires ou extra-judiciaires ;
3. Commissions rogatoires ;
4. Droit de succession.

Nous avons examiné ces projets. Les trois premiers peuvent, à notre avis, former l'objet de conventions internationales auxquelles la Confédération pourrait adhérer. Nous ne pouvons en dire de même du quatrième projet sur le droit de succession.

Les conférences ont été reprises à La Haye en 1894. Nous avons, à cette occasion, renouvelé le mandat que MM. Meili et Roguin avaient rempli, l'année précédente, d'une façon si honorable pour la Suisse, et les avons autorisés à déclarer que nous étions disposés à accepter les trois premiers projets mentionnés ci-dessus, comme pouvant servir de base à des conventions internationales.

Ce second congrès a duré du 25 juin au 13 juillet 1894. La Suède et la Norvège s'étaient jointes aux quatorze états représentés en 1893. Le programme comportait les matières suivantes :

1. Effets du mariage par rapport aux personnes et aux biens des époux ; dissolution et nullité du mariage, séparation de corps ;
2. Tutelle, curatelle (interdiction) ;
3. Assimilation des étrangers aux nationaux dans les procès civils, *cautio judicatum solvi* (prestation de sûreté pour l'accomplissement du jugement) ; bénéfice du pauvre (*Pro-Deo*) ;
4. Faillite ;
5. Successions, testaments.

Le 13 juillet, le congrès établissait en un protocole final le texte de cinq règlements pour les soumettre à l'examen des gouvernements



représentés au congrès. Ces règlements contiennent des dispositions concernant : I. Le mariage ; II. La tutelle ; III. Les dispositions de procédure civile ; IV. La faillite ; V. Le droit de succession ; les testaments et les donations pour cause de mort.

Nos délégués estiment que ces propositions, surtout celles qui concernent la procédure civile, sont parfaitement acceptables. Nous allons examiner ces projets et serons à même de faire connaître nos décisions dans le prochain rapport de gestion.

#### IV. GARANTIE ACCORDÉE A DES CONSTITUTIONS CANTONALES

La garantie fédérale a été accordée :

1. A une loi constitutionnelle du canton de Genève du 17 juin 1893, par arrêté fédéral du 7 avril 1894 (Rec. off., XIV. 196).

Aux termes de cette loi, les députés du canton de Genève au conseil des états sont élus pour trois ans par l'ensemble des électeurs. Jusqu'à présent, les députés aux états étaient élus pour un an par le grand conseil (F. féd. 1894, I. 193) ;

2. A la révision partielle de la constitution du canton de Fribourg du 7 mai 1857, révision votée par le grand conseil, le 20 novembre 1893, acceptée par le peuple le 20 janvier 1894. La garantie fédérale date du 7 avril 1894 (Rec. off., XIV. 194.)

Cette révision a abrogé la disposition constitutionnelle, suivant laquelle le syndic de la commune n'était pas seulement président du conseil communal mais aussi agent du gouvernement, et comme tel devait être nommé par le gouvernement. Elle établit en outre que dans toute question de révision constitutionnelle, c'est la majorité des citoyens prenant part à l'élection qui décide, et non la majorité des citoyens actifs, comme cela était le cas jusqu'ici (F. féd. 1894, I. 821) ;

3. A la constitution du canton de Zoug du 31 janvier 1894 par arrêté fédéral du 26 juin 1894. (Rec. off., XIV. 244.)

Cette révision totale des dispositions constitutionnelles en vigueur depuis 1873, 1876 et 1881 se caractérise par l'élargissement des droits populaires et par des concessions aux besoins actuels surtout dans le domaine économique. Le système proportionnel en matière électorale est adopté. Il est obligatoire pour l'élection des autorités cantonales et facultatif pour l'élection des autorités communales. (F. féd. 1894, II. 126) ;

4. A la révision du 6 mai 1894 des articles 75 et 78 de la constitution glaronnaise de 1887, concernant l'emploi des fonds d'école, et les dépenses extraordinaires des communautés scolaires. (Arrêté fédéral du 26 juin 1894. — F. féd. 1894, II. 1021, et Rec. off., XIV. 242) ;

5. A la loi constitutionnelle du canton du Tessin, du 18 janvier 1894. A teneur de cette loi, la ville de Lugano est désignée comme siège permanent du tribunal d'appel, tandis que, d'après la loi constitutionnelle du 10 février 1878, ce tribunal siégeait tour à tour à Locarno, et à Lugano. La garantie fédérale a été accordée par arrêté du 18 décembre 1894. (F. féd. 1894, III. 792. Rec. off., XIV. 647) ;

6. A la loi constitutionnelle du canton de Zurich, du 12 août 1894. Cette loi statue que la représentation au grand conseil doit être fixée d'après le nombre des citoyens suisses habitant le pays et non plus

simplement d'après le nombre des habitants. La garantie fédérale a été accordée le 18 décembre 1894 (F. féd., III. 455; Rec. off., XIV. 649).

## V. ETAT CIVIL ET MARIAGE

1. Le 1<sup>er</sup> octobre 1894, nous avons sanctionné, conformément à l'article 60 de la loi fédérale sur l'état civil et le mariage, un décret du grand conseil du canton du Tessin du 25 avril 1894, modifiant l'article 1<sup>er</sup> de la loi cantonale du 4 décembre 1875, pour la mise à exécution de la loi fédérale susvisée. En lieu et place des municipalités *in corpore*, ce sont maintenant les syndics ou leurs remplaçants qui, de concert avec les secrétaires municipaux, remplissent les fonctions attribuées par la loi aux officiers de l'état civil. Le 26 octobre, nous avons également sanctionné le règlement tessinois pour l'exécution de ce décret, du 19 octobre 1894.

2. Nous pensons devoir mentionner les circulaires suivantes, adressées aux gouvernements cantonaux dans le courant de l'année 1894.

a. Le chef du laboratoire de chimie à l'université de Berne s'est gracieusement déclaré prêt à faire une analyse du papier employé dans les cantons pour les registres de l'état civil. Cette analyse devait porter sur la solidité, l'élasticité, la composition et les impuretés du papier. En présence de l'article 2, alinéa 2, de la loi fédérale sur l'état civil et le mariage, aux termes duquel les registres de l'état civil sont fournis par les cantons, le département fédéral de justice et police a dû se borner à signaler aux autorités cantonales, par circulaire du 12 février 1894, l'occasion qui leur était offerte et à faire ressortir en même temps, d'une façon toute spéciale, les avantages incontestables d'une analyse de ce genre et l'importance des registres de l'état civil. Nous croyons savoir que le tiers environ des cantons a fait analyser le papier employé. Il serait fort à désirer que tous les autres cantons en fissent autant et apportent, le cas échéant, un remède souverain aux inconvénients de l'état de choses actuel.

b. Par note du 17 février 1894, la légation britannique à Berne nous a informés que, conformément à un ordre de son gouvernement, tous les extraits d'actes de naissance et de décès des sujets anglais en Suisse, au lieu d'être communiqués à la légation par la chancellerie fédérale, comme cela s'était fait jusqu'ici, devaient être désormais adressés, pour être enregistrés, aux consuls britanniques dans l'arrondissement desquels s'était produit le fait que l'acte de l'état civil était destiné à constater.

En même temps, la légation nous a fait savoir que, aux termes d'une loi anglaise récente, tous les mariages contractés à l'étranger conformément à la *lex loci* entre ressortissants du Royaume-Uni ou entre personnes dont l'une est sujette de la reine sont bien valables en Grande-Bretagne, mais ne sont enregistrés que s'ils ont été célébrés en présence d'un consul britannique.

Ces informations ont été portées à la connaissance des gouvernements cantonaux par une circulaire du département fédéral de justice et police du 26 février 1894 (F. féd., I. 534).

Par une note postérieure, la légation britannique nous a d'ailleurs fait connaître qu'elle délivre aux sujets du Royaume-Uni en Suisse le

certificat suivant, lorsqu'ils veulent contracter mariage : « Le soussigné....., de sa Majesté britannique à Berne, certifie par la présente qu'il n'est aucunement nécessaire que la publication du mariage d'un sujet anglais célébré hors du territoire anglais, en observant toutes les formes prescrites par les lois du pays où le mariage a lieu, soit faite dans le lieu d'origine et qu'un tel mariage est valable en Angleterre sans autre formalité, pourvu qu'il ne soit pas contraire aux lois anglaises touchant les lieux de consanguinité ou affinité, comme le serait par exemple le mariage avec la sœur d'une épouse défunte. Donné à Berne, ca..... 18..... »

Nous avons deux observations à faire relativement à ce qui précède.

En ce qui concerne premièrement la transmission des actes de naissance et de décès des sujets britanniques aux consulats anglais dans l'arrondissement desquels s'est produit le fait que l'acte de l'état civil est destiné à constater, les officiers de l'état civil suisse ne sont pas tenus, aussi longtemps qu'une convention sur la communication réciproque des actes de l'état civil n'existe pas entre la Suisse et la Grande-Bretagne et que les autorités suisses de surveillance n'en disposent pas autrement, de transmettre officiellement à une autorité quelconque du Royaume-Uni les actes de l'état civil relatifs aux sujets de la reine. Les officiers de l'état civil ou les autorités de surveillance desquelles ils relèvent sont libres au contraire d'agir sous ce rapport comme bon leur semble. Conclusion : le seul changement apporté par notre circulaire à l'état de choses ancien consiste dans le fait que, maintenant, la chancellerie fédérale refuse de transmettre les actes de l'état civil à la légation britannique.

Secondement, en ce qui concerne la présence du consul au mariage des sujets britanniques en Suisse, elle est nécessaire si les époux veulent que leur mariage soit enregistré au consulat et par conséquent aussi dans le Royaume-Uni. Par contre, elle n'est pas nécessaire pour la validité du mariage qui est reconnue dans la Grande-Bretagne sans la formalité de l'enregistrement, pourvu qu'il ait été célébré d'après la *lex loci* et ne soit pas contraire aux lois anglaises. On peut d'ailleurs envoyer des certificats relatifs aux mariages de ce genre directement au bureau général de l'enregistrement à Londres, qui ne refuse pas la transcription. Mais il en résulte parfois des méprises, paraît-il. En attendant, la présence du consul ne met pas non plus d'emblée un mariage à l'abri de toute contestation.

c. En nous référant à nos circulaires des 12 juin 1884 et 21 décembre 1889, ainsi qu'aux explications contenues dans le rapport de gestion de 1890 (F. féd. 1884, III. 292 ; 1889, IV. 1066 et 1891, II. 407), nous avons, conformément au désir exprimé par le ministère des affaires étrangères du grand-duché de Bade, adressé aux gouvernements cantonaux, sous date du 8 décembre 1894, une circulaire sur le mariage des ressortissants badois en Suisse (F. féd. 1894, IV. 397). Cette circulaire vise essentiellement le certificat de non-opposition délivré par les autorités badoises et la correspondance avec ces autorités.

3. Le cas suivant, pour n'en citer qu'un, montre à quelles curieuses missives nous avons parfois à répondre.



Un droguiste domicilié dans le canton d'Appenzell-Rh. ext. nous a demandé, à l'occasion de ses publications de mariage, s'il n'avait pas droit au titre de pharmacien. Il fondait cette prétention sur le fait qu'il avait subi à Neuchâtel l'examen de commis-pharmacien et avait servi ensuite comme tel dans plusieurs pharmacies pendant un certain nombre d'années. Il n'était plus, disait-il, un simple droguiste, mais bien un pharmacien.

Dans notre réponse, nous avons fait observer à l'intéressé que, pour avoir droit au titre de « pharmacien », il fallait avoir subi avec succès non seulement l'examen de commis-pharmacien, dans le sens des articles 64 à 67 du règlement sur les examens fédéraux de médecine, du 19 mars 1888, mais aussi l'examen professionnel de pharmacie (article 68 à 70 dudit règlement). Il n'avait donc éventuellement droit qu'au titre de « commis-pharmacien ».

4. Le bureau cantonal d'état civil à Genève nous a demandé si les pièces d'état civil françaises devaient aussi être transcrites en Suisse lorsqu'elles revêtaient la forme de simples bulletins.

Nous avons répondu négativement à cette demande. A l'effet de pouvoir être transcrites en Suisse dans les registres de l'état civil, les pièces françaises doivent revêtir la forme non pas de simples bulletins, mais bien d'actes proprement dits, réguliers et complets.

En outre, nous avons invité notre légation à Paris à ne légaliser, dans cet ordre d'idées, que les actes réunissant les conditions voulues.

5. Une autorité cantonale d'inspection a cru devoir nous signaler le fait que deux, trois et quatre prénoms étaient généralement indiqués lors de la déclaration des naissances. Il en résulterait des complications, attendu qu'on ne saurait jamais au juste lequel de ces prénoms est employé dans la vie civile et que, souvent, les intéressés le changeraient à volonté. Cette autorité nous demandait en conséquence d'inviter par circulaire les offices paroissiaux à faire en sorte que, dans aucun cas, les nouveaux-nés ne reçussent plus d'un ou deux prénoms lors de leur baptême.

Nous avons répondu ce qui suit : la loi fédérale sur l'état civil et le mariage ne renferme pas de prescription sur le nombre des prénoms. Toutefois, l'officier de l'état civil doit engager les déclarants à ne pas faire inscrire un trop grand nombre de prénoms et provoquer au besoin une décision de l'autorité cantonale de surveillance. Par contre, si, lors de l'inscription de naissance, un enfant a reçu deux prénoms ou même davantage, il a droit à chacun de ces prénoms. On ne saurait donc voir précisément un abus dans l'emploi alternatif de plusieurs prénoms. Et si des complications devaient en résulter, ce serait toujours l'extrait du registre des naissances certifié conforme par l'officier de l'état civil qui seul ferait indubitablement règle. Ordinairement, le dernier prénom inscrit est celui qui sert à dénommer l'intéressé.

En tout cas, il ne saurait être question, ajoutons-nous, d'inviter les offices paroissiaux à n'admettre, lors du baptême, qu'un nombre de prénoms aussi restreint que possible. En effet, depuis l'entrée en vigueur de la loi fédérale sur l'état civil et le mariage, on ne connaît en Suisse que les prénoms inscrits au registre de l'état civil. Le baptême et



l'attribution de noms lors du baptême n'ont aucune valeur juridique. Par conséquent, les pasteurs et les curés refuseraient avec raison de se conformer à l'invitation qui leur serait faite, et cela d'autant plus que, en baptisant un enfant, l'ecclésiastique a pour mission de le recevoir dans la religion chrétienne et nullement de lui donner un nom (voir le rapport de gestion de 1891, chapitre état civil et mariage, chiffre 8, F. féd. 1892, volume II, page 306).

6. L'article 15 de la loi fédérale sur l'état civil et le mariage dit que les personnes tenues immédiatement après le père légitime de déclarer à l'officier de l'état civil la naissance d'un enfant sont la sage-femme ou le médecin.

Dans le canton de Lucerne, le règlement sur les sages-femmes, du 5 avril 1879, va encore plus loin. A son article 10, il exige que, dans tous les cas sans exception, les sages-femmes portent les naissances à la connaissance de l'officier de l'état civil intéressé.

Sur la proposition du département fédéral de justice et police, nous avons pris, à la date du 5 février 1894, la décision suivante : Le conseil fédéral, vu la demande du conseil de santé du canton de Lucerne du 25 octobre 1893 ; vu l'article 34, dernier alinéa, de la loi fédérale sur les taxes postales (Rec. off., nouv. série, VII. 524), accorde temporairement au canton de Lucerne et à tous les cantons qui se trouveraient dans le même cas la franchise de port pour les déclarations de naissance que les médecins et les sages-femmes font aux officiers de l'état civil sous forme de lettre. Nous nous sommes réservé de retirer cette autorisation si, par tel ou tel motif, nous devons juger opportun de le faire.

7. Un citoyen de Coire, attaché de la légation de Suisse à Rome, fiancé avec une bourgeoise de Berne, désirait célébrer son mariage à Berne. Tenant compte des conditions exceptionnelles dans lesquelles il se trouvait relativement à son domicile, nous avons donné à l'autorité cantonale de surveillance, pour être transmises à l'officier de l'état civil de Berne, les instructions suivantes.

En sa qualité d'attaché de la légation de Suisse à Rome, le pétitionnaire est, dans cette ville, au bénéfice de l'exterritorialité par rapport à l'état civil. Or, comme il ne saurait être question de déléguer au ministre de Suisse à Rome la compétence de célébrer le mariage, à cause des conséquences qui pourraient en résulter, il faut, à teneur de l'article 37 de la loi fédérale sur l'état civil et le mariage, considérer le futur époux comme domicilié à Coire, son lieu d'origine. Ceci dit, nous voyons que le soin de publier les promesses de mariage est confié par les articles 34 à 37 de la loi déjà citée à l'officier de l'état civil de Coire. Au reste, pour se conformer tant aux directions contenues dans le guide des officiers de l'état civil, n° 141, qu'à l'article 29 de la loi et pour parer à toute éventualité, cet officier devra envoyer un certificat de publication à la légation de Suisse à Rome. De son côté, la légation devra faire afficher cette pièce dans ses locaux, à l'endroit le plus visible, et, à l'expiration du délai d'opposition, la renvoyer à Coire, munie de l'attestation qu'aucune opposition n'a été soulevée. Il va sans dire que les promesses de mariage peuvent aussi être publiées par l'officier de l'état civil de Berne, lieu d'origine et de domicile de la fiancée. Mais les pièces y rela-

tives devront être transmises ensuite à l'officier de l'état civil de Coire. Une fois la publication faite, ce dernier, conformément à l'article 37, alinéa 3, de la loi fédérale sur l'état civil, autorisera son collègue de Berne à procéder à la célébration du mariage.

8. Deux fiancés d'origine badoise, dont l'un, la fiancée, était la complice de son fiancé divorcé en Allemagne pour cause d'adultère, voulaient se marier dans le canton d'Argovie. La dispense de l'obstacle que le mariage rencontre dans les cas de ce genre à teneur de la loi allemande n'a pas été accordée par l'autorité badoise compétente. En présence de ce refus, l'autorité cantonale de surveillance nous a demandé si la loi fédérale sur l'état civil permettait quand même d'accorder l'autorisation de mariage. Nous avons répondu ce qui suit.

Les prescriptions des lois étrangères qui, par rapport à la législation suisse, élargissent la compétence de célébrer les mariages doivent être prises en considération par les officiers de l'état civil, à moins que leur application en Suisse ne se heurte à une loi d'interdiction.

Les prescriptions des lois étrangères qui, par rapport à la législation suisse, restreignent la compétence de célébrer les mariages doivent être prises en considération par les officiers de l'état civil lorsqu'elles parviennent à leur connaissance par la publication, par une déclaration éventuelle des autorités étrangères, faite en délivrant l'autorisation de mariage, par les négociations relatives à une dispense, ou d'une autre manière. Tel est ici le cas.

Si des fiancés étrangers, qui veulent se marier en Suisse, estiment qu'un officier de l'état civil ou telle autre autorité suisse refuse à tort de célébrer leur mariage, il leur est loisible, à teneur des articles 54 de la constitution fédérale et 175 de la loi fédérale sur l'organisation judiciaire fédérale, d'interjeter recours auprès du tribunal fédéral.

9. Le 26 juin 1894, M. le Dr Ritter, vice-consul de Suisse à Yokohama, a célébré le mariage d'un Suisse et d'une Suissesse au lieu de leur domicile à Osaka.

En transmettant l'acte de mariage, M. Ritter exposait ce qui suit : Le conseil fédéral lui avait bien donné pour instruction de ne célébrer les mariages qu'à la chancellerie du consulat suisse à Yokohama ; mais, à l'occasion de son retour de Corée, il avait cru devoir faire droit à la requête des fiancés, qui le priaient de leur épargner les frais de route considérables d'Osaka à Yokohama. Il avait donc procédé à la célébration du mariage, une fois les publications faites en bonne et due forme, à la chancellerie du consulat de Belgique à Osaka.

Nous n'avons rien eu à objecter contre le mode de procéder suivi par M. le Dr Ritter, et cela d'autant moins que l'ancien représentant de la Suisse à Osaka, dont le poste a été supprimé le 4 juillet 1890 (F. féd. 1890, III. 983), était autorisé, lui aussi, à exercer les fonctions d'officier de l'état civil.

10. La légation britannique à Berne nous a demandé si un mariage célébré à la légation entre un sujet britannique et un sujet allemand était valable aux termes de la loi suisse.

Nous avons répondu négativement à cette demande, en rappelant que

le point de vue juridique auquel la question est subordonnée a déjà été communiqué à la légation par note du conseil fédéral du 8 juillet 1887 (F. fed. 1888, II. 518 ; 1891, II. 413, n° 26 et 1893, II. 27, n° 7).

11. Dans plusieurs cas parvenus à notre connaissance en 1894, on a de nouveau éludé les prescriptions de la loi fédérale sur le mariage en faisant célébrer le mariage à l'étranger.

Pour caractériser ces cas, nous en citerons deux absolument identiques, dans chacun desquels un beau-père a épousé sa belle-fille malgré la défense contenue à l'article 2\*, chiffre 2, lettre b, de notre loi susvisée. A cet effet, les intéressés se sont rendus à New-York et sont revenus au pays immédiatement après la célébration du mariage.

Comme dans tous les cas analogues, il s'agissait de savoir dans ces deux cas si, vu l'article 54 de la loi précitée, la relation de parenté qui existe entre un beau-père et sa belle-fille constituait aussi un motif de nullité d'après les lois du pays où le mariage avait été conclu. A la date du 8 août 1894, l'attorney général de l'état de New York (charge qui correspond en Suisse à celle du chef du département de justice d'un canton) nous a fait savoir, par l'entremise de notre légation à Washington, que les mariages de ce genre conclus dans l'état de New-York y sont valables, attendu que, selon les lois de cet état, la relation qui existe entre beau-père et belle-fille ne constitue pas un motif de nullité du mariage.

En présence de cette déclaration, la transcription des mariages dont il s'agit dans le registre suisse des mariages ne pouvait être refusée au point de vue des autorités administratives. Les intéressés, s'il y en a, qui n'admettraient pas cette déclaration de l'attorney général de l'état de New-York, ont la faculté de soumettre le cas au jugement définitif du juge compétent.

12. Le 15 décembre 1893, le curé de Lorrh a célébré, sur délégation de son collègue de Brissago, le mariage d'un citoyen de cette dernière localité. En septembre 1894, la chancellerie d'état du canton du Tessin a transmis l'acte de ce mariage à la chancellerie fédérale, en la priant d'y faire apposer les légalisations nécessaires des autorités compétentes pour être reconnu valable en Suisse et pouvoir y être transcrit.

De même qu'en Suisse, la constatation de l'état civil rentre en Allemagne dans les attributions des autorités civiles et il est aussi interdit en Allemagne, sous commination de peines sévères (amende jusqu'à 300 marks ou emprisonnement jusqu'à 3 mois), de procéder aux cérémonies religieuses du mariage avant qu'il ait été prouvé que le mariage a été conclu devant l'officier de l'état civil. Autrement le mariage est nul. En conséquence, nous avons déclaré que le mariage dont il s'agissait ne saurait être transcrit dans le registre des mariages de Brissago sans la production d'un acte de mariage civil.

Comme l'office cantonal d'état civil nous l'a d'ailleurs fait savoir, la légalisation requise devait constituer la garantie que le mariage avait été célébré en Allemagne conformément aux lois de ce pays.

13. Un compte-rendu du journal le *Figaro* du 19 janvier 1894 disait que le curé de Gliss-Brigue avait célébré le 11 août 1892, en présence et à l'égard du sieur F... et de la demoiselle F..., tous deux sujets fran-



çais, une cérémonie religieuse dont le caractère n'était pas nettement défini, mais qui, en tout cas, méconnaissait les prescriptions des articles 1<sup>er</sup> et 40 de la loi fédérale sur l'état civil et le mariage.

Nous avons invité le conseil d'état du canton du Valais à établir les faits et à fournir en même temps au curé impliqué dans cette affaire l'occasion de se disculper, s'il y avait lieu. Au vu des renseignements obtenus, nous avons constaté que le curé de Gliss-Brigue n'avait pas commis d'infraction à l'article 40 de la loi fédérale précitée, mais qu'il avait célébré, d'une façon un peu singulière, les promesses d'une union future, soit les fiançailles des personnes dont il s'agit, avec simple bénédiction, et que la cérémonie s'était passée dans la sacristie.

En nous faisant rapport, le conseil d'état du canton du Valais soulevait la question de savoir si, indépendamment du mariage religieux, la loi fédérale sur l'état civil et le mariage prohibait aussi les fiançailles religieuses avant la célébration du mariage civil. Suivant lui, telle n'avait pas été l'intention du législateur.

Nous avons fait observer que, à teneur des articles 1 et 5 de la loi déjà citée, les promesses de mariage ont lieu devant l'officier de l'état civil. Si les deux époux ne comparaissent pas en personne, l'officier de l'état civil, ainsi que le prescrit l'article 30 de la loi fédérale sur l'état civil et le mariage, se fait présenter une promesse de mariage signée par eux et légalisée par l'autorité compétente (syndic, notaire, etc.). Le règlement pour la tenue des registres de l'état civil, du 20 septembre 1881, prévoit un formulaire officiel de promesse de mariage. Par conséquent, les fiançailles religieuses ne sont tout au plus valables en regard de la loi fédérale mentionnée que si l'attestation y relative est légalisée par l'autorité (laïque) compétente (article 30 de la loi). Celles qui ont eu lieu dans le cas particulier ne reposent sur aucune base légale.

En même temps, nous avons exprimé au curé de Gliss-Brigue nos regrets de ce qu'il ait agi de la sorte, notamment de ce qu'il ait consenti à bénir « l'espoir d'un mariage » entre les personnes en cause.

14 Nous avons mentionné dans notre rapport de gestion de 1891, sous chiffre 23 du chapitre état civil et mariage (F. féd. 1892, II. 316), deux mariages célébrés à l'église d'Einsiedeln par délégation des curés du lieu de domicile des fiancés en Autriche. Contrairement à l'article 40 de la loi fédérale sur l'état civil, la cérémonie religieuse n'avait pas été précédée du mariage civil. Dans un cas, le fiancé était Bernois et, dans l'autre, ressortissant du canton de Glaris. D'accord avec nous, les cantons intéressés ont refusé de reconnaître ces mariages aussi longtemps qu'ils n'auraient pas été célébrés d'une manière légale en Suisse ou au lieu du domicile des fiancés. Or, tandis que, dans un cas, le mariage exigé a été célébré immédiatement et sans autre, par le *parrochas loci*, il fut refusé dans l'autre, sous le prétexte que « le mariage religieux célébré par délégation à l'église d'Einsiedeln était parfait selon le rite catholique ». Plusieurs enfants naquirent de cette union irrégulière, mais ne furent pas reconnus, cela va sans dire, par le pays d'origine du père. C'est seulement alors (27 juin 1894) que le second curé autrichien impliqué dans cette affaire consentit à suivre l'exemple de son confrère et que les enfants purent être légitimés. Il a donc été satisfait après coup, dans ces deux cas, aux exigences de la loi suisse.



15. En 1892, nous avons mentionné le cas suivant. Deux époux demandaient qu'un enfant naturel de l'épouse fût inscrit comme légitimé par leur mariage. Agissant sur l'ordre des autorités cantonales de surveillance, l'officier de l'état civil du lieu de leur domicile refusait de faire droit à cette demande, en alléguant que le mari n'était pas le père de l'enfant. Ensuite de recours, nous avons donné raison aux époux. Ceci se passait le 23 août 1892. Mais, comme nous le faisons observer dans le rapport de gestion, le cas avait donné lieu à une plainte. Les époux étaient accusés d'« atteinte portée aux droits de famille » (F. féd. 1893, II. 28, chiffre 8).

Nous sommes aujourd'hui en mesure d'indiquer la solution de cette affaire qui a fait beaucoup de bruit.

Comme la légitimation était contraire aux faits (éventualité prévue expressément par notre décision susvisée), des poursuites furent intentées aux deux époux. On était alors en octobre 1892. Au cours de l'enquête, ces derniers reconnurent sans détour la fausseté matérielle de la légitimation. Ils ne s'étaient d'ailleurs connus. le fait était prouvé, qu'en 1887, c'est-à-dire cinq ans après la naissance de l'enfant. Cependant, bien qu'ils n'eussent retiré leur aveu ni dans l'enquête, ni à l'audience, les accusés furent acquittés par le jury, soit par la chambre criminelle du canton intéressé le 30 mai 1893, sans doute essentiellement parce que les dispositions du code pénal applicables dans l'espèce furent jugées par trop sévères pour le cas particulier.

Sur l'ordre que nous lui avons donné, l'inspecteur cantonal d'état civil a requis du tribunal de district, en vertu de l'article 9, alinéa 2, de la loi fédérale concernant l'état civil et le mariage, la rectification de l'inscription de légitimation reconnue fausse. Cette rectification a eu lieu par jugement du 19 février 1894.

16. Un ressortissant de Gansingen (Argovie) s'est marié avec une Badoise devant l'officier de l'état civil du pays d'origine de sa fiancée. A cette occasion, il a légitimé faussement un fils naturel de sa femme, né cinq ans auparavant. Le conseil communal de Gansingen fit opposition et obtint du tribunal du district de Laufenbourg, par jugement du 24 décembre 1891, l'annulation de la légitimation qui avait eu lieu devant l'officier de l'état civil badois et de l'inscription de l'enfant au registre des bourgeois de Gansingen.

Mais les autorités badoises ne voulurent pas reconnaître ce jugement. Appuyés par les autorités cantonales, les époux réclamèrent notre intervention. Nous avons dû refuser d'intervenir, parce que cela n'eût servi à rien. Les opérations de la procédure tendant à faire annuler la fausse légitimation auraient dû être faites, du commencement à la fin, dans le pays où l'inscription avait eu lieu, et cela d'autant plus qu'il n'existe pas, entre la Suisse et l'Allemagne, de convention sur l'exécution réciproque des jugements en matière civile et que, vu l'article 661, n° 5 du code de procédure civile allemand, le juge allemand doit refuser le jugement d'exequatur si la réciprocité n'est point assurée (voir F. féd. 1889, II. 619, chiffre 11 et de Salis, droit fédéral suisse, I. n° 222).

Comme une action en rectification se heurtait en Allemagne à diverses difficultés, le conseil communal de Gansingen renonça à intenter un

procès et l'enfant fut inscrit à titre d'enfant légitimé et de bourgeois de Gansingen.

17. Le 25 septembre 1893, dame Jenny-Constance B..., divorcée R..., originaire de Villiers, département de Loir-et-Cher, domiciliée à Coppet, nous a adressé un recours contre l'arrêté du 5 du même mois, par lequel le conseil d'état du canton de Vaud avait refusé d'ordonner, par voie administrative, la rectification de l'état civil de son fils Louis-Edouard, né à Coppet le 31 mars 1892 et inscrit dans le registre des naissances de ce lieu non comme il aurait dû l'être, c'est-à dire comme illégitime, mais comme enfant des époux R.-B.

Après avoir provoqué les observations du conseil d'état du canton de Vaud, notre département de justice et police nous a proposé, sous date du 17 octobre 1893, d'écarter ce recours.

Comme on se trouvait en présence de circonstances particulières, comme une personne autre que R..., le mari divorcé, se déclarait être le père de l'enfant, nous avons renvoyé le dossier au département le 10 novembre 1893, en l'invitant à intervenir, par voie de correspondance, auprès des autorités vaudoises, à l'effet d'amener, si possible, le conseil d'état à revenir sur l'arrêté qu'il avait rendu le 5 septembre 1893.

Mais le conseil d'état ne crut pas devoir modifier son opinion. Les circonstances particulières de l'espèce ne lui paraissaient pas suffisantes pour rompre avec la jurisprudence de l'autorité administrative de surveillance en matière d'état civil. Il faisait d'ailleurs observer ce qui suit :

Le jugement prononçant le divorce entre les époux R.-B. n'a été transcrit dans les registres de l'état civil que postérieurement à la naissance de l'enfant. Aux termes du code Napoléon, cette transcription n'a pu avoir lieu qu'après que le jugement fut devenu définitif et elle a dû avoir lieu dans les deux mois dès ce moment-là. Or, l'enfant, Louis-Edouard, est né le 31 mars 1892; la transcription du jugement n'a eu lieu qu'en novembre de la même année et le jugement n'est devenu définitif que depuis la naissance de l'enfant. Dans ces conditions, et le code Napoléon ne réservant la rétroaction des effets du jugement au jour de la demande qu'en ce qui concerne les époux entre eux, il est évident qu'à l'égard des tiers (et l'enfant dont il s'agit est un tiers) les effets du jugement ne peuvent remonter qu'au jour où celui-ci est devenu définitif. Or, à ce moment-là, l'enfant était né et seule une action en désaveu pourrait aboutir à la constatation de son illégitimité et partant à la légitimation *per subsequens matrimonium* que le père ou le supposé tel se propose.

Sur ces entrefaites, soit le 23 novembre 1894, nous avons écarté le recours, conformément à la proposition susvisée de notre département de justice et police, du 17 octobre 1893.

#### *Considérents :*

a. L'article 12 de la loi fédérale sur l'état civil et le mariage soumet la gestion des officiers de l'état civil et les inscriptions dans leurs registres au contrôle des autorités administratives. D'après les articles 2, 12 et 60 de cette loi, les articles 102, chiffre 2, et 113, alinéa 2, de la cons-

titution fédérale et l'article 189, alinéa 1, chiffre 5, de la loi sur l'organisation judiciaire fédérale, la haute surveillance de l'état civil est dévolue au conseil fédéral. Dans l'espèce, où il s'agit d'une contestation sur une inscription dans les registres de l'état civil, c'est donc le conseil fédéral qui est compétent pour décider en dernière instance.

b. La recourante demande la rectification, par voie administrative, de l'inscription de la naissance de son fils Louis-Edouard dans les registres de l'état civil de Coppet. Elle base sa réclamation sur l'hypothèse que cette inscription repose sur une erreur manifeste. — qui n'est contestée par personne et qui est incontestable, — de l'officier d'état civil, dans le sens de l'article 9, alinéa 3, de la loi fédérale sur l'état civil et le mariage. Toutefois, cette opinion est contraire au fait qu'il s'agit ici de l'état civil de l'enfant d'une ressortissante française et qu'en conséquence l'officier de l'état civil devait traiter ce cas d'après la loi française, c'est-à-dire d'après la législation du pays d'origine de la mère et de l'enfant. C'est aussi ce qui est arrivé. Si, du reste, on admettait que l'enfant Louis-Edouard est bien réellement né trois cents jours après le jour où le jugement prononçant le divorce entre les époux R.-B. est devenu exécutoire, il faudrait néanmoins, comme le dit fort bien le conseil d'état du canton de Vaud, inscrire cet enfant, en conformité de l'article 315 du code civil français, comme fils légitime de ces époux.

D'après le même article, qui dit que, dans les cas de ce genre, la légitimité de l'enfant pourra être contestée, il est toujours loisible à la mère de cet enfant ou, éventuellement, à d'autres intéressés de porter la cause devant le juge compétent, de lui démontrer l'illégitimité de l'enfant, de provoquer un jugement et, se basant sur ce dernier, de demander la rectification de l'inscription dans le registre des naissances de l'état civil de Coppet. Dans les circonstances actuelles, il ne peut pas être question d'une erreur manifeste, pouvant être rectifiée dans l'inscription de naissance par voie administrative.

c. Par les mêmes motifs, il faut considérer comme absolument dépourvu de fondement le reproche consistant à dire que l'officier de l'état civil de Coppet aurait négligé de vérifier l'exactitude, — formalité prescrite par l'article 17 de la loi fédérale sur l'état civil et le mariage, — des déclarations que la sage-femme lui a faites au nom de la mère, lorsqu'elle est venue lui annoncer la naissance de l'enfant.

18. Par office du 27 novembre 1893, le bureau de l'état civil de Zurich, division des décès, s'est adressé au département fédéral de justice et police dans les circonstances suivantes. Il le priait de vouloir bien, en abrogation d'un arrêté contraire du gouvernement zurichois en date du 19 octobre 1893, astreindre l'administrateur de l'hôpital cantonal de Zurich à joindre chaque fois à ses déclarations de décès un acte d'état civil (extrait de naissance).

Après mûr examen, tant du litige que des observations présentées par le gouvernement zurichois, nous avons fait à cette demande la réponse suivante :

D'après l'article 20 de la loi fédérale sur l'état civil et le mariage, les décès qui ont lieu dans les établissements publics (maisons d'accouchements, hôpitaux, prisons) sont déclarés par lettre officielle des directeurs de ces établissements. Ces déclarations faites par écrit doivent



contenir toutes les indications qui doivent être inscrites au registre des décès en conformité de l'article 22 de la loi précitée. Sous ce rapport, les directeurs des établissements dont il s'agit sont complètement assimilés aux personnes que l'article 20, alinéa 2, déclare tenues de faire ces déclarations. L'officier de l'état civil doit retourner les déclarations incomplètes pour qu'elles soient rectifiées. Si les indications de la déclaration ne lui paraissent pas dignes de foi, il prend, conformément à l'article 17 de la loi, les renseignements nécessaires et ne procède à l'inscription que lorsqu'il s'est assuré de l'exactitude de ces indications. On ne saurait attendre de lui, non pas même en invoquant la loi, qu'il fasse davantage, c'est-à-dire que, comme le dit à tort le n° 76 du guide des officiers de l'état civil, il complète, de son chef, les déclarations incomplètes. Il doit au contraire, s'il y a lieu, porter plainte conformément à l'article 59, chiffre 1, de la loi fédérale sur l'état civil et le mariage. Les officiers de l'état civil sont donc suffisamment protégés en ce qui concerne les devoirs qui leur incombent relativement à la réception des déclarations de décès du genre de celles dont il s'agit.

Il nous a paru superflu de prendre une décision spéciale dans le cas particulier, et cela d'autant plus que l'administration de l'hôpital de Zurich s'est déclarée prête à faire dorénavant aussi le nécessaire pour chaque décès, conformément à la loi et aux règlements en vigueur. En tout cas, la loi fédérale sur l'état civil et le mariage ne contient aucune disposition en vertu de laquelle on pourrait astreindre les administrations des établissements susvisés à se procurer, dès l'arrivée du malade, du prisonnier, toutes les indications nécessaires pour déclarer le décès éventuel.

19. Notre rapport de gestion pour l'année 1892, chiffre 21, du chapitre « état civil et mariage » (F. féd. 1893, II. 39), vous a renseignés sur la suite donnée à l'affaire Corragioni d'Orelli. A cette occasion, nous exprimions le vœu que les autorités, fédérale et cantonale, n'auraient pas, de longtemps, à revenir sur cette affaire. Cependant, l'arrêté du conseil fédéral, du 19 mai 1890 (F. féd. 1891, II. 413), a eu son épilogue.

Par mémoire du 22 février 1893, Emmanuel Corragioni d'Orelli, père, s'est adressé, en son nom et au nom de ses fils Emmanuel et Charles, au tribunal du district de Lucerne, concluant à ce que, vu l'article 9, alinéa 3, éventuellement 2, de la loi fédérale sur l'état civil et le mariage, il lui plaise « substituer le nom d'Orelli Corragioni à celui de Corragioni d'Orelli dans les inscriptions faites sur les registres de l'état civil relativement au pétitionnaire et à ses deux fils ». La partie demanderesse s'opposa à cette substitution de nom. Après de longues négociations intermédiaires, le tribunal requis déclara constant, sous date du 4 mai 1894, « que le nom de famille régulier d'Emmanuel Corragioni d'Orelli et de ses fils Emmanuel et Charles était « Corragioni », avec ou sans adjonction du nom « d'Orelli ».

Suivant attestation du greffe du tribunal supérieur de Lucerne en date du 9 juillet 1894, aucun moyen de droit n'a été soulevé contre ledit jugement dans le délai légal, en sorte que cette ennuyeuse affaire peut être considérée maintenant comme définitivement réglée.

20. Un Genevois avait reconnu en 1892 comme sienne la fille natu-



relle qu'une Française avait mise au monde en France en 1872. L'autorité cantonale de surveillance demandait si l'autorité fédérale admettait que la reconnaissance d'un enfant naturel par un Suisse conférât *ipso facto* à cet enfant la nationalité suisse. Notre département de justice et police répondit à cette demande que la question de savoir si un Suisse peut reconnaître un enfant naturel et quelles sont les conséquences de cet acte était régie exclusivement par la loi du canton où le père avait droit de cité et que l'autorité fédérale, comme telle, n'avait rien à admettre, ni rien à interdire ou à empêcher. Au reste, les nos 64 à 67 des instructions contenues dans le « guide pour les officiers de l'état civil de la Suisse » donnaient à ce sujet tous les renseignements désirables. L'autorité genevoise ne se contenta pas de cette réponse et soumit le cas au département fédéral des affaires étrangères, division politique, en disant qu'une reconnaissance faite dans ces conditions lui paraissait être une naturalisation détournée, que les enfants naturels auraient ainsi un moyen facile d'éviter les formalités légales de la naturalisation.

Toutefois, dans sa réponse, le département des affaires étrangères fit observer qu'il partageait en plein la manière de voir de notre département de justice et police.

21. Par lettre du 10 juillet 1894, le gouvernement du canton de Soleure nous a exposé qu'une veuve Léonie-Mélanie Sch., née D..., originaire de Witterswil, vivait à Bruxelles avec sa fille, Léonie-Marie, et ses deux fils, Hermann-Léon-Joseph et Denis-Lucien-Louis.

Le gouvernement ajoutait que ces personnes et le mari de la veuve Sch., décédé à Bruxelles le 15 janvier 1880, où il était inscrit au registre des décès, sous le nom de Hermann Sch., né à Lenzbourg le 9 janvier 1842, n'avaient été reconnus et inscrits comme bourgeois de Witterswil qu'ensuite d'erreur ou de fraude. Il se voyait par conséquent obligé, disait-il, d'annuler les inscriptions faites dans les registres de l'état civil de Witterswil au nom de ces personnes et de laisser aux enfants Sch. le soin de faire constater leur nationalité par la voie des tribunaux.

Après avoir examiné cette affaire à fond, nous avons estimé que l'annulation pure et simple des inscriptions dont il s'agissait était inadmissible et nous en avons avisé le gouvernement soleurois.

Nos motifs à l'appui de cette manière de voir étaient notamment les suivants :

Tout d'abord, l'article 9, alinéa 2, de la loi fédérale sur l'état civil et le mariage se serait opposé à une radiation par voie administrative. Il y avait d'ailleurs un certain nombre de faits qu'on ne pouvait ignorer. Hermann Sch., décédé à Bruxelles le 15 janvier 1880, avait obtenu du syndic de Witterswil le 17 octobre 1870 un acte d'origine qui était légalisé en bonne et due forme par le préfet du district de Dorneck-Thierstein et par la chancellerie d'état du canton de Soleure. Grâce à cet acte d'origine, le titulaire avait pu résider à Bruxelles et s'y marier avec Léonie-Mélanie D... le 22 juillet 1876. Enfin, le gouvernement de Soleure nous avait envoyé le 7 janvier 1881, pour être transmis à la veuve et aux enfants Sch., un acte d'origine délivré par la commune de Witterswil et divers actes d'état civil portant également que les inté-

ressés étaient originaires de cette commune. Grâce à ces papiers de légitimation, leurs possesseurs avaient pu séjourner à l'étranger, soit à Bruxelles, jusqu'à maintenant. Dernier fait : A l'instance de la chancellerie d'état du canton de Soleure, un premier enfant naturel de Léonie-Marie Sch., né à Bruxelles le 18 août 1889, avait été inscrit à Witterswil et par cela même reconnu en qualité de ressortissant de cette commune. En ce qui concernait la question de savoir si des erreurs ou des omissions avaient été commises à l'époque où la commune de Witterswil avait délivré un acte d'origine à Hermann Sch. (17 octobre 1870), nous n'étions pas en mesure de la résoudre. Par contre, nous avons protesté contre la prétention de vouloir imputer ces erreurs ou omissions éventuelles à la veuve Sch. et à ses enfants, attendu que c'eût été leur attribuer le rôle de plaignants, tandis qu'ils justifiaient de leur droit de cité à Witterswil en produisant des papiers de légitimation valables. Si la commune de Witterswil et le canton de Soleure entendent contester la nationalité de ces personnes, c'est à eux qu'il appartient de saisir le tribunal compétent et de lui fournir les preuves nécessaires.

22. A la fin de ce chapitre, qu'il nous soit permis de faire une observation en ce qui concerne l'heimatlosat.

Dans son rapport, la commission du conseil national chargée d'examiner la gestion en 1893 a exprimé le désir que les cas encore pendants reçussent une solution aussi prompte que possible, afin que les questions d'heimatlosat disparaissent enfin, une bonne fois, des recès et des ordres du jour.

Pour autant que les circonstances ont permis de le faire, il a été tenu compte du premier de ces vœux. De nombreux cas ont été liquidés, tandis que les autres ont été acheminés à une solution dans la mesure du possible. Par contre, en ce qui concerne le second de ces désirs, sa réalisation est impossible aussi longtemps que de nouveaux cas d'heimatlosat surgissent. En 1894, il y en a eu 6, dont 5, il est vrai, sont déjà liquidés.

### *B. Administration de la police.*

#### **I. TRAITÉS ET CONVENTIONS.**

1. Les négociations que nous avons entamées avec la Roumanie en 1880, dans le but de conclure une convention d'extradition (voir les rapports de gestion de 1880 et 1887, F. féd. 1881, II. 546, n° 5, et 1888, II. 303, n° 6), n'ont pas abouti. Ce résultat négatif est dû aux fréquents changements ministériels survenus en Roumanie et finalement au décès de l'envoyé de ce pays à Vienne, qui était chargé du soin de cette affaire.

Ces dernières années, nous avons été en relations avec la Roumanie au sujet de plusieurs affaires d'extradition. A cette occasion, le gouvernement roumain s'est déclaré prêt, vis-à-vis de notre consulat général à Bucarest, à renouer des négociations avec la Suisse pour conclure une convention d'extradition et a manifesté le désir de connaître nos propositions à cet égard.

Sur ces entrefaites, nous avons élaboré un projet de convention et l'avons soumis au ministère roumain des affaires étrangères, par l'en-

tremise de notre consulat général. Nous attendons les observations que ce projet pourrait suggérer au gouvernement roumain.

2. Il y a quelque temps, le gouvernement néerlandais nous a soumis un projet de nouveau traité d'extradition. Après avoir examiné ce projet, en le rapprochant de notre loi sur l'extradition, du 22 janvier 1892, loi dont les dispositions font maintenant règle pour la conclusion des traités d'extradition de la Suisse avec l'étranger, nous avons fait parvenir au gouvernement néerlandais, par l'entremise de sa légation à Berne, les propositions que nous avions à faire en modification du projet dont il s'agit. Une réponse du gouvernement néerlandais ne nous est pas encore parvenue.

3. En ce qui concerne le nouveau traité d'extradition projeté avec l'Autriche-Hongrie (voir le dernier rapport de gestion, F. féd. 1894, II. 234, n° 1), nous attendons également une réponse à la contre-proposition que nous avons faite au gouvernement de ce pays. En l'absence de cette réponse, nous sommes malheureusement dans l'impossibilité matérielle de vous soumettre le nouveau traité en vue de sa ratification.

4. En juillet 1893, la chambre et le sénat français ont voté une loi sur l'assistance médicale gratuite. Aux termes de cette loi, qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1895, tout Français malade, privé de ressources, reçoit gratuitement de la commune, du département ou de l'état, l'assistance médicale à domicile ou dans un établissement hospitalier. Quant aux étrangers, ils seront assimilés aux Français toutes les fois que leur pays d'origine aura passé avec la France un traité d'assistance réciproque.

Nous avons chargé notre légation à Paris de négocier avec le gouvernement français une convention de ce genre. Ce traité devrait stipuler que les indigents suisses malades seront, en France, admis au bénéfice de la loi du 15 juillet 1893 dans les mêmes conditions que les nationaux et que, réciproquement, les indigents français malades seront, en Suisse, au bénéfice de la loi fédérale du 22 juin 1875, sur les frais d'entretien et de sépulture des ressortissants pauvres d'autres cantons (Rec. off., nouv. série, I. 678), dans les mêmes conditions que ces derniers.

Jusqu'à présent, un projet de traité définitif ne nous est pas parvenu.

5. Le traité de commerce et d'établissement conclu avec la Norvège le 22 mars 1894 a été approuvé par les chambres fédérales en avril et juin de la même année. Les instruments de ratification ont été échangés à Berne le 16 juillet 1894. Le traité est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1894 (Rec. off., nouv. série, XIV. 290).

## II. EXTRADITIONS ET POURSUITES PÉNALES.

6. En 1894, nous avons eu à nous occuper de 336 affaires d'extradition (283 en 1893, et 319 en 1892). L'extradition a été accordée par la Suisse à l'étranger dans 98 cas (99 en 1893 et 107 en 1892), et par l'étranger à la Suisse dans 238 (189 en 1893 et 212 en 1892).

Nous avons reçu, en outre, 11 demandes en autorisation de transit,

qui, toutes, ont été accordées en conformité de l'article 32 de la loi fédérale sur l'extradition, du 22 janvier 1892.

Les demandes d'extradition de l'étranger se répartissent, par états, de la manière suivante :

|                            |     |
|----------------------------|-----|
| Allemagne. . . . .         | 147 |
| France . . . . .           | 45  |
| Italie . . . . .           | 39  |
| Autriche-Hongrie . . . . . | 6   |
| Luxembourg . . . . .       | 1   |

Dans 119 cas, l'extradition a été accordée ; dans 23 autres, les individus poursuivis n'ont pas été découverts ; dans 5 cas, l'extradition a été refusée ; 8 demandes ont été retirées ; 3 cas étaient pendants à la fin de l'année.

Le gouvernement roumain nous a demandé l'extradition du nommé D. G..., sujet roumain, condamné par le tribunal de Botosani. G... résidait en Suisse.

Nous ne sommes pas entrés en matière sur cette demande (article 16 de la loi fédérale sur l'extradition, du 22 janvier 1892). Il résultait, en effet, des actes, que G... s'était rendu coupable d'infraction à la loi sur les péages de Roumanie. Or, à teneur de notre loi sur l'extradition, article 11, l'extradition n'est jamais accordée pour infraction aux lois fiscales.

Des demandes ci-dessus, 8 ont été renvoyées au tribunal fédéral en vertu de l'article 23 de la loi fédérale sur l'extradition, du 22 janvier 1892. Le ministère public de la Confédération est intervenu aux débats (même article, 4<sup>e</sup> alinéa). Dans 6 cas, le tribunal fédéral a accordé l'extradition, tandis qu'il l'a refusée dans 2. Il a refusé l'extradition dans le cas de Giov. Pellegrini, parce que le délit pour lequel cet individu était poursuivi par les autorités italiennes n'était pas prévu, comme le prétendait le gouvernement italien, par l'article 1<sup>er</sup>, n° 11 (banqueroute frauduleuse), du traité d'extradition conclu entre la Suisse et l'Italie, mais constituait, au contraire, un délit *sui generis*, ne rentrant pas dans les prévisions du traité d'extradition. Et dans le cas Hryniewsky, le tribunal fédéral a refusé l'extradition aux autorités badoises, parce que, aux termes du code pénal de Lucerne, qui devait être pris en considération, les faits reprochés à l'accusé ne revêtaient pas le caractère d'une escroquerie punissable (article 1<sup>er</sup>, n° 13, du traité d'extradition avec l'Allemagne).

A l'égard de 4 individus, qui étaient poursuivis pour crimes de droit commun en même temps que pour désertion, nous n'avons accordé l'extradition que sous la réserve prévue par l'article 11, 2<sup>e</sup> alinéa, de la loi sur l'extradition.

Quant aux demandes formulées par la Suisse, nous en avons transmis :

- 49 à la France,
- 37 à l'Allemagne,
- 4 à l'Italie,
- 4 à l'Autriche-Hongrie,
- 1 au Luxembourg.



En outre, nous avons fait rechercher un individu simultanément en France et en Italie ; un autre, simultanément en France, en Italie et en Belgique ; et, enfin, un troisième, simultanément dans tous les pays limitrophes, en Belgique, dans le grand-duché de Luxembourg et en Angleterre.

Des demandes adressées par la Suisse à l'étranger, 64 ont été accordées. Dans 11 cas, les recherches sont demeurées infructueuses ; 17 demandes ont été retirées ; 6 cas sont reportés à 1895.

Comme nous vous l'avons déjà fait savoir par une lettre spéciale, que nous avons eu l'honneur de vous adresser en conformité de l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 5, de la loi fédérale sur l'extradition, du 22 janvier 1892, l'extradition n'a été accordée à l'Allemagne, dans 2 cas, que sous réserve de réciprocité. Il s'agissait d'individus poursuivis du chef d'inceste et de proxénétisme professionnel, 2 délits qui, en effet, ne rentrent pas dans les prévisions du traité d'extradition conclu entre la Suisse et l'Allemagne. D'un autre côté, l'Italie nous a livré, sous promesse de réciprocité, un individu qui était accusé d'attentats à la pudeur commis avec violence sur des mineurs.

La déclaration de réciprocité de 1892, échangée avec l'Allemagne relativement à l'extradition pour blessures ayant occasionné une incapacité de travail de plus de 20 jours, a été interprétée dans ce sens qu'elle vise seulement le cas où il s'agit de lésions corporelles volontaires. Elle n'est pas applicable, par contre, aux blessures involontaires.

Indépendamment des extraditions accordées par le conseil fédéral et le tribunal fédéral, nous avons reçu avis, conformément à l'article 29 de la loi sur l'extradition, de 45 extraditions (84 en 1893) opérées *brevi manu* par les cantons. Ces extraditions se sont déroulées régulièrement dans le courant de l'année. Les cantons nous en ont toujours informés avant de les mettre à exécution, en nous soumettant le dossier.

7. En vertu de l'article 31 de la loi fédérale sur l'extradition, du 22 janvier 1892, nous avons remboursé en 1894, aux cantons de Berne, Schwyz, Bâle-ville, St-Gall, Grisons, Argovie, Thurgovie, Tessin, Vaud et Neuchâtel, pour frais d'extraditions accordées aux états étrangers, en tout, 2,026 fr. 85 (en 1893, seulement 1,414 fr. 50).

Une autorité cantonale nous a réclamé le remboursement des frais à elle occasionnés par une extradition opérée *brevi manu*. Nous avons dû refuser de faire droit à cette demande, attendu que la décision relative à l'exécution avait été prise par le gouvernement cantonal, soit par la direction de police cantonale, tandis que, à teneur de l'article 31 de la loi fédérale sur l'extradition, du 22 janvier 1892, les frais n'incombent à la Confédération que si l'extradition au pays étranger a été ordonnée par une autorité fédérale.

8. Le gouvernement français a décidé que les individus dont l'extradition est accordée à la France par les états étrangers seraient directement transférés en voitures cellulaires aux localités où ils doivent comparaître en justice. Or, afin d'assurer la bonne marche de ce service, il nous a demandé, par l'entremise de son ambassade à Berne, de lui faire connaître, quelques jours à l'avance, le point frontière où les extradés seraient livrés aux autorités françaises, ainsi que la date de chaque

remise. Nous avons décidé de faire droit à cette demande. En avisant les cantons que l'extradition d'un individu réclamé par la France est accordée, nous leur indiquons le point de la frontière helvético-française et le jour (postérieur de 4 à 6 jours à celui de l'autorisation) où l'extradé doit être remis aux autorités françaises. Ce mode de procéder a d'ailleurs fait l'objet d'une circulaire adressée par le département aux gouvernements cantonaux le 4 octobre 1894.

9. Le gouvernement italien nous a accordé l'extradition du nommé Auguste Daubié, ressortissant français, qui était poursuivi en Valais du chef d'enlèvement et d'attentat aux mœurs. Il y mettait toutefois la condition qu'après avoir subi sa peine en Valais, Daubié serait livré sans autre par la Suisse à la France, où il était aussi poursuivi. Nous n'avons pu souscrire à cette réserve, attendu que les formalités d'extradition avec la France sont régies, en ce qui concerne la Suisse, par le traité d'extradition franco-suisse de 1869. Si la France désirait obtenir l'extradition de Daubié, elle devait nous la demander, en remplissant d'ailleurs les conditions requises par le traité. Le gouvernement italien nous a finalement livré Daubié sans formuler aucune réserve.

10. Le nommé C. B..., originaire du canton de Thurgovie, résidait en France. Il était poursuivi pour incendie à Zurich. La France accorda son extradition. On s'aperçut alors que B... était signalé par son canton d'origine, comme se trouvant sous le coup d'une condamnation à 2 ans de détention dans une maison de correction pour vagabondage. Il s'agissait de savoir si Zurich pouvait le mettre sans autre formalité à la disposition des autorités thurgoviennes, ou s'il fallait obtenir préalablement l'assentiment du pays qui avait accordé son extradition. Notre département de justice et police estima que B... ne pouvait pas être conduit purement et simplement dans son canton d'origine, pour y subir la peine dont il s'agit. Aux termes de l'article 8 du traité d'extradition franco-suisse du 9 juillet 1869, il ne pouvait être poursuivi et puni que pour le délit ayant motivé son extradition. B... ne devait être livré aux autorités thurgoviennes que s'il y consentait expressément. On ne pouvait pas requérir après coup l'autorisation du gouvernement français. Au reste, le vagabondage n'était pas un délit pour lequel on accordait l'extradition.

11. Par l'entremise de notre légation à Paris, l'ambassade de Turquie en cette ville a requis, par ordre de son gouvernement, l'arrestation et l'extradition du nommé Emroullah Effendi, ex-directeur des écoles à Smyrne, qui était recherché du chef de soustraction de deniers publics et qui résidait à Genève.

Dans son interrogatoire, Emroullah prétendit n'avoir commis aucun délit. Son extradition n'était demandée par le gouvernement ottoman, disait-il, que pour des motifs politiques, pour l'empêcher de fonder un journal libéral turc, opposé au parti gouvernemental. Il refusait d'accéder à son extradition à la Turquie.

Comme la demande d'extradition avait été présentée régulièrement et qu'elle se fondait sur des pièces que l'on devait considérer comme suffisantes d'après l'article 15 de la loi fédérale sur l'extradition, du 22 jan-

vier 1892; comme les délits dont il s'agit étaient prévus par la loi fédérale sur l'extradition; comme ce n'était pas aux autorités suisses, mais bien aux magistrats turcs compétents, qu'il appartenait d'examiner la question de savoir si, comme il le prétendait, Emroullah Effendi était innocent; comme l'exception soulevée en outre par le prévenu, à savoir que son extradition n'était requise que par des motifs politiques, ne paraissait pas démontrée; comme, enfin, le gouvernement ottoman nous avait donné l'assurance qu'Emroullah ne serait poursuivi que pour les délits mentionnés dans les pièces fournies à l'appui de la demande d'extradition, nous avons accordé l'extradition d'Emroullah Effendi à la Turquie, pour les soustractions de deniers publics qui lui étaient imputées, mais sous la réserve expresse qu'il ne serait ni poursuivi, ni puni pour des faits autres que ceux qui faisaient l'objet de la demande d'extradition. Emroullah fut remis aux autorités françaises en vue de son transfert en Turquie.

12. Un Suisse avait été condamné par contumace dans le canton de Lucerne, le 30 novembre 1893, pour coups et blessures. On apprit qu'il résidait en Allemagne. Le gouvernement lucernois proposa de requérir son extradition.

Nous n'avons pu faire droit à cette demande. Il y avait en effet prescription à teneur des lois allemandes, depuis peu de temps, il est vrai; mais la prescription était acquise. Dans ces conditions, les autorités allemandes n'auraient jamais accordé l'extradition. Elles n'auraient pas considéré le jugement rendu par défaut comme un jugement définitif et fait application des délais de prescription impartis par l'article 70 du code pénal allemand, mais bien de ceux que prévoit l'article 67 dudit code, aux termes desquels la prescription de l'action est de dix ans pour les coups et blessures (article 223 du code pénal).

Dans le cas particulier, une interruption de la prescription n'avait pas eu lieu (voir F. féd. 1894, II. 239, n° 10).

13. Le nommé Bernhardt Gutknecht, ressortissant allemand, était mandataire d'une maison de vins de St-Louis (Alsace). En cette qualité, il avait disposé de diverses créances de son inandant et s'était approprié illégalement les fonds encaissés. Aux yeux du code pénal allemand, ce fait constitue le délit d'« Unterschlagung » et simultanément le délit d'« Untreue » (articles 246 et 266 n° 2). Gutknecht put être arrêté à Bâle. Le gouvernement allemand réclama son extradition. Dans les circonstances qui, à teneur du code pénal allemand, constituent le délit d'« Untreue », non prévu par l'article 1<sup>er</sup> du traité d'extradition helvético-allemand, il voyait un acte délictueux assimilable, d'une manière générale, par la loi suisse à l'« Unterschlagung », et nous priait d'interpréter ce mot d'« Unterschlagung », qui figure à l'article 1<sup>er</sup>, n° 2, du traité international déjà cité, en ce sens qu'il impliquerait aussi le fait réprimé par la loi allemande comme « Untreue ».

Il ne nous a pas été possible d'attribuer à ce numéro du traité d'extradition une portée aussi générale, attendu que les lois pénales de notre pays s'y opposent en raison de leur diversité. Par contre, nous n'avons pas hésité à accorder l'extradition de Gutknecht, sans d'ailleurs y rattacher aucune réserve particulière. En effet, le délit d'« Unterschla-



gung », tel qu'il était reproché à l'individu poursuivi, constituait, aux termes du code pénal du canton de Bâle-ville (article 140), une « Unterschlagung », c'est-à-dire un délit justifiant l'extradition à teneur du traité d'extradition conclu entre la Suisse et l'Allemagne. Nous avons seulement fait observer que notre décision n'avait pas une portée générale ; qu'elle s'appliquait purement et simplement au cas particulier. En d'autres termes, nous nous sommes réservé de subordonner à l'avenir notre appréciation des cas analogues aux conditions spéciales de chacun d'eux.

14. La légation d'Italie à Berne a requis l'arrestation et l'extradition du nommé Tullio Farina, originaire de Lugo (Italie), domicilié à Vevey. A l'appui de cette demande, elle produisait un jugement du tribunal de Venise, duquel il résultait ce qui suit : En décembre 1891, le nommé François Dordona, à Morges, avait fait une commande de gibier à Chiaggia, en Italie, et remis à l'expéditeur une lettre de change en paiement de la facture. Mais l'effet fut protesté. Le fournisseur du gibier prit des informations sur F. Dordona auprès du consulat italien à Genève, qui lui répondit que cet individu se nommait en réalité Tullio Farina et résidait à Vevey. Sur ces entrefaites, ce dernier fut condamné par défaut par le tribunal de Venise à 3 ans de réclusion pour escroquerie et faux en matière de lettre de change.

Sitôt arrêté, Tullio Farina fit opposition à son extradition à l'Italie et contesta toute identité avec le personnage qui avait commis les délits qualifiés par le jugement italien, déclarant en outre se nommer Farina Tullo et non Tullio, n'avoir jamais habité Morges. En présence de ces dénégations, nous avons cru devoir prendre de plus amples informations et faire conduire à Morges l'individu arrêté, pour le confronter avec les personnes qui avaient connu le soi-disant F. Dordona. Or, toutes les personnes entendues ont constaté qu'il n'y avait pas analogie entre Tullo Farina et l'individu qui avait résidé à Morges en décembre 1891, sous le nom de François Dordona.

Dans ces conditions, nous avons fait remettre le détenu en liberté et avons communiqué à la légation d'Italie, pour être transmises à son gouvernement, les informations obtenues, à l'effet de savoir si, vu ces informations, elle persistait à réclamer l'extradition.

Loin de retirer sa demande, la légation nous fit parvenir la lettre de change souscrite par F. Dordona à Morges et une lettre de cet individu, pour servir de base à une expertise calligraphique. L'expert chargé par nous de cette expertise a acquis la ferme conviction que la traite et la missive dont il s'agit n'étaient pas écrites de la main de Tullo Farina à Vevey. En présence de ces conclusions et des informations antérieures, recueillies à Morges, nous avons refusé d'accorder l'extradition demandée.

15. En 1894, nous avons reçu 14 demandes de faire poursuivre des Suisses qui avaient commis des délits sur territoire étranger et s'étaient réfugiés en Suisse, savoir 6 de l'Allemagne, 5 de la France et une de la Belgique, de la principauté de Liechtenstein et de l'Autriche-Hongrie. 8 de ces demandes ont abouti à la condamnation des individus poursuivis, tandis que, dans un cas, l'accusé n'a pas été découvert et qu'une



demande n'a pas été prise en considération. 4 cas sont reportés à 1895.

De notre côté, nous avons demandé à la France dans 9, à l'Italie dans 8, à l'Allemagne dans 4 et à la Hollande dans un cas de faire exercer des poursuites judiciaires contre des ressortissants de ces états qui avaient commis des délits en Suisse et s'étaient réfugiés impunis dans leur pays d'origine. Dans 6 cas, les prévenus ont été condamnés, dans 5 acquittés et dans un non découverts. Les autres cas n'étaient pas encore liquidés à la fin de l'année.

16. Un Appenzellois domicilié en Suisse, le nommé J. A..., s'était rendu coupable de banqueroute frauduleuse en Autriche. Le gouvernement autrichien demandait qu'il fût poursuivi en Suisse, mais ne pouvait donner l'assurance qu'A... ne serait pas éventuellement poursuivi une seconde fois en Autriche. Vu l'article 27 du code pénal autrichien, il dut au contraire se borner à déclarer que, si A... venait à être condamné en Autriche pour la même délit, il lui serait tenu compte de la peine qu'il aurait subie en Suisse. Dans ces conditions, le gouvernement d'Appenzell-Rh. ext. a trouvé la demande formulée par l'Autriche exceptionnellement rigoureuse pour son ressortissant et n'a pu se résoudre à le déferer aux tribunaux.

### III. COMMISSIONS ROGATOIRES

17. Notre département de justice et police a été appelé en 1894 à coopérer dans 151 cas (135 en 1893 et 137 en 1892) à la transmission de commissions rogatoires adressées par des autorités étrangères aux tribunaux suisses et vice versa. Ces mandats judiciaires se rapportent à des affaires civiles dans 67 cas et pénales dans les 84 autres.

La Suisse en a adressé 14 à la France, 1 à la Belgique, 12 à la Grande-Bretagne, 8 aux Etats-Unis d'Amérique, 4 à l'Espagne, 2 à la Hollande, 2 à la Turquie, 1 à la Bulgarie, 1 à l'Italie, 1 à la principauté de Monaco, 1 à la Norvège et 1 à la Russie.

Quant aux commissions rogatoires provenant de l'étranger nous en avons reçu 39 de la France, 10 de l'Espagne, 5 de la Belgique, 5 de l'Italie, 3 de l'Allemagne, 3 de la Roumanie, 2 de l'Egypte, 2 de la Colombie, 2 de l'Autriche-Hongrie, 1 de la Belgique, 1 de l'Italie et 1 de la Russie.

A la fin de l'année, ces commissions rogatoires étaient toutes exécutées, sauf 5 adressées de Suisse aux autorités étrangères et 1 provenant de l'étranger.

### IV. RAPATRIEMENTS

18. Le nombre des demandes de rapatriement d'enfants abandonnés et d'individus tombés à la charge de la bienfaisance publique s'est élevé en 1894 à 133 (132 en 1893 et 120 en 1892), concernant 147 personnes.

La Suisse en a reçu 86 de l'étranger, savoir 46 de la France, 3 de l'Autriche, 3 de l'Italie, 1 de l'Allemagne et 1 de l'Espagne, concernant 57 personnes, dont 28 enfants abandonnés, 24 adultes et 5 mineurs. De ces 57 personnes, 4 n'ont pas été reconnues, 52 reconnues par la Suisse ont été rapatriées; une demande est reportée à 1895.

De son côté, la Suisse a transmis à l'étranger, par la voie diplomatique, 87 demandes de rapatriement, savoir à la France 41, à l'Italie 22, à

l'Allemagne 4, à l'Autriche-Hongrie 3, à la Belgique 2 et au Danemark 1, concernant 140 personnes, dont 74 orphelins et enfants abandonnés, 35 aliénés et 31 individus tombés à la charge de la bienfaisance publique. De ces personnes, 86 ont été reconnues par les états étrangers et rapatriées, tandis que, pour 3, le rapatriement n'a pas été admis ; à l'égard de 37 individus, on n'était pas encore fixé au 31 décembre. 14 demandes, concernant 14 personnes, ont été retirées par les gouvernements cantonaux avant la fin des négociations.

En outre, dans 14 cas, nous avons été requis par l'Allemagne d'accorder le transit, sur territoire suisse, de ressortissants italiens atteints d'aliénation mentale ou tombés à la charge de la bienfaisance publique en Allemagne et qui devaient être rapatriés aux frais de l'état requérant. Nous avons fait droit à ces demandes sans aucune exception.

19. Un hôpital public a été fondé à Sarajevo pour la Bosnie et l'Herzégovine. Les personnes dont l'état réclame un traitement à l'hôpital y sont reçues sans distinction de nationalité, de condition et de confession. Avis en a été donné aux cantons par une publication faite dans la feuille fédérale (1894, II. 777).

20. De juillet 1893 à fin juin 1894, les cantons du Tessin, d'Uri, de Schwytz, de Zoug, de Zurich et de Schaffhouse ont effectué le transit de 260 Allemands expulsés d'Italie à destination de leur pays. Les frais, s'élevant à la somme de 7,062 fr. 50, ont été remboursés par le gouvernement italien, conformément à la convention du 16 février 1881, sur le service de police dans les stations internationales du chemin de fer du Gothard et à la déclaration du 11 novembre 1884 12 janvier 1885, sur le même objet.

Les Allemands expulsés d'Italie étaient souvent si mal vêtus que leur état blessait les convenances et que leur rapatriement, surtout en hiver, n'était pas exempt de danger pour leur santé. Le ministère italien de l'intérieur, à qui nous avons signalé cet état de choses inadmissible, donna aux préfectures du royaume l'ordre de chauffer et de vêtir à l'avenir ces individus de manière à ce qu'ils pussent supporter convenablement, en toute saison, un aussi long voyage. De notre côté, nous avons donné l'ordre à la police tessinoise de ne plus accepter dorénavant les individus qui seraient vêtus aussi misérablement.

21. La légation d'Italie nous a fait remarquer qu'avec le mode de procéder des autorités suisses, consistant à conduire les Italiens expulsés de Suisse à n'importe quel point de la frontière italienne, il était presque impossible aux autorités de police italiennes de surveiller ces individus à leur entrée en Italie. Son gouvernement verrait avec satisfaction, disait-elle, la Suisse n'opérer ces expulsions qu'à des points déterminés.

Après avoir pris l'avis des directions de police des cantons du Valais, du Tessin et des Grisons, notre département de justice et police répondit à la légation d'Italie que nous étions disposés à opérer par Chiasso toutes les expulsions d'Italiens ordonnées par la Confédération, à l'exception de celles qui seraient prononcées contre des individus résidant en Valais ou dans les Grisons, ceux-ci devant être acheminés, les premiers par le Simplon, en été, et les seconds par Campocolonio, Casta-

segna ou le Splügen. Conformément à la convention du 16 février 1881, conclue entre la Suisse et l'Italie pour le service de police dans les stations internationales du chemin de fer du Gothard, la station de Luino devait aussi être considérée comme point de la frontière par où peuvent s'opérer les expulsions.

Le ministère de l'intérieur du Royaume d'Italie accueillit favorablement ces propositions et donna aux préfetures de Côme, de Novare et de Sondrio des ordres en conséquence, à teneur desquels les Suisses expulsés d'Italie doivent être acheminés sur les mêmes points de la frontière que les Italiens expulsés de Suisse.

Les gouvernements cantonaux ont reçu avis de ces négociations avec l'Italie. Tous, sans exception, ils ont pris les mesures nécessaires pour qu'à l'avenir les expulsions de ressortissants italiens décidés par les autorités cantonales aient lieu de la manière indiquée ci-dessus.

22. L'ambassade de Turquie à Paris nous a demandé, par ordre de son gouvernement, d'engager une femme de nationalité ottomane, qui s'était enfuie à Genève en compagnie de son enfant, à réintégrer le domicile conjugal. Nous n'avons pu faire droit à cette demande. A nos yeux, les autorités fédérales n'étaient pas compétentes pour intervenir dans cette affaire, en donnant une direction ou en prenant telle ou telle mesure. Le mari de la fugitive ne pouvait trouver appui, le cas échéant, qu'auprès des autorités cantonales. Il devait envoyer, ajoutons-nous, une procuration à un homme de loi genevois, pour obtenir, en premier lieu, une décision provisoire de l'autorité judiciaire en plaçant l'enfant, s'il y avait lieu, entre mains tierces, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le fond, et, en second lieu, des tribunaux genevois soit l'exequatur de la décision de l'autorité turque, soit un nouveau jugement.

## V. DROIT DE CITÉ

23. Outre les nombreux rapatriements, où l'origine des intéressés doit être préalablement établie, notre département de justice et police a dû faire, dans 15 cas, des recherches sur le droit de cité de 35 personnes dont l'origine suisse ou étrangère était devenue douteuse et devait être par conséquent dûment établie.

Dans 3 cas, nous avons été requis par l'étranger et avons reconnu les 4 intéressés.

Restent 12 cas, impliquant 31 personnes. Ici nous sommes intervenus auprès de l'étranger pour obtenir la reconnaissance des intéressés. Nos démarches ont abouti dans 9 cas (21 personnes). 3 cas sont reportés à 1895.

24. Le nommé Ernesto Chiesa, originaire de Sagno, canton du Tessin, y domicilié, est né à Milan en 1873. Ayant reçu du syndic de Milan l'ordre de se présenter au conseil de revision en vue de son incorporation éventuelle dans l'armée italienne, il nous a priés d'intervenir auprès de l'Italie pour obtenir le retrait de cet ordre et sa radiation des rôles civils et militaires.

Informations prises, on constata que, par suite de l'annexion de la Lombardie au royaume d'Italie, le père de Chiesa était devenu Italien, tout en conservant son droit de cité dans le canton du Tessin. En 1874,



il avait bien renoncé formellement à la nationalité italienne, mais il n'avait pas quitté l'Italie, comme l'exigeait l'article 11 du code civil italien, puisqu'au contraire il avait continué de résider avec sa famille à Milan. Ce fait rendait nulle sa déclaration de renonciation (article 15 du même code). Dans ces conditions, Ernesto Chiesa doit être considéré, lui aussi, comme Italien, tout en ayant conservé la nationalité Suisse, et il doit satisfaire aux lois italiennes, s'il réside dans le royaume. Eût-il même perdu, en vertu de l'article 11 du code civil italien, la nationalité italienne, qu'il serait tenu par l'article 12 dudit code à faire son service militaire en Italie.

Par ces motifs, il ne nous a pas été possible d'intervenir auprès du gouvernement italien dans le sens de la demande susvisée.

25. Dans la règle, les ressortissants allemands qui ont perdu leur nationalité par un séjour de 10 ans à l'étranger ne peuvent être réadmis au droit de cité dans leur pays d'origine que s'ils y prennent domicile. Sur notre demande, l'Allemagne a renoncé à l'accomplissement de cette formalité vis-à-vis du nommé Philippe Vidal, d'origine alsacienne, qui résidait avec sa famille dans le canton de Soleure depuis un grand nombre d'années, sans posséder un titre de légitimation régulier, et l'a réintégré sans autre dans son ancienne nationalité, en lui délivrant un acte d'origine pour lui et sa famille. Motifs : Si elle devait être arrachée par un renvoi éventuel à son genre de vie actuel, la famille Vidal subirait un préjudice grave, tandis que, jusqu'ici, elle a toujours gagné honorablement sa vie et n'a jamais fourni aucun motif de plainte en Suisse. Cette décision du gouvernement allemand a été prise en vertu de l'article 21, alinéa 4, de la loi sur l'acquisition et la perte de la nationalité allemande, du 1<sup>er</sup> juin 1870, ainsi conçu : « Les Allemands qui ont perdu leur droit de cité par un séjour de 10 ans à l'étranger, et qui n'ont pas acquis le droit de cité dans un autre état, peuvent être réadmis au droit de cité dans leur pays d'origine, lors même qu'ils ne s'y établissent pas ».

26. Un Wurtembergeois domicilié en Suisse avait renoncé formellement à sa nationalité allemande et avait été libéré, en vertu de la loi du 1<sup>er</sup> juin 1870, mentionnée dans le cas précédent, des liens de nationalité qui le rattachaient à son pays d'origine. Il désirait être réadmis au droit de cité allemand. Ici, par contre, il ne nous a pas été possible d'intervenir en faveur de l'intéressé. Pour recouvrer son ancienne nationalité, ce dernier, en effet, devait s'établir de nouveau en Allemagne et se présenter devant l'autorité compétente, pour y faire certaines déclarations, tout en justifiant de son domicile et de ses moyens d'existence.

27. Le nommé Antoine Kleiber, citoyen suisse, établi dans la République argentine, entendait renoncer à son droit de cité cantonal et communal et produisait à cet effet au gouvernement de son canton un document établissant qu'il s'était fait naturaliser dans le pays de son domicile. Le gouvernement intéressé nous a demandé si, par sa naturalisation, Kleiber avait acquis la nationalité argentine tant pour lui que pour sa femme et ses enfants. Nous avons répondu ce qui suit : la loi sur la nationalité argentine est muette en ce qui concerne la femme de l'étranger qui se fait naturaliser. Quant aux enfants nés avant la natura-



lisation, elle leur réserve le droit d'opter pour la nationalité argentine une fois qu'ils ont atteint leur majorité (22 ans). Mais si les enfants sont nés dans la République argentine, ils sont Argentins par leur naissance.

## VI. POLICE. AFFAIRES DIVERSES.

28. L'article 10 de la convention d'établissement helvético-russe du 26 décembre 1872 est ainsi conçu : « Les fonctionnaires consulaires russes en Suisse et les fonctionnaires consulaires suisses en Russie, jouiront, à charge de réciprocité, de tous les privilèges, pouvoirs, exemptions et immunités dont jouissent ou viendraient à jouir les fonctionnaires consulaires de même grade de la nation la plus favorisée ».

En présence de cette disposition, nous avons eu devoir, à l'instigation d'un consulat de Suisse en Russie, demander aux cantons si, et à quelles conditions, d'après les lois cantonales de procédure, les consuls étrangers en Suisse sont autorisés à représenter leurs nationaux devant les tribunaux des cantons dans les causes civiles et pénales, et si ces consuls peuvent, au nom des ressortissants du pays dont ils sont les représentants, adresser à ces mêmes tribunaux des requêtes auxquelles il puisse être donné suite.

Or, voici ce qui résulte des réponses obtenues : dans les cantons d'Uri, Schwyz, Obwalden et Nidwalden, Glaris, Zoug, les deux Bâle, Schaffhouse, Appenzell intérieur et extérieur, St Gall, Grisons et Valais, les consuls étrangers peuvent représenter leurs nationaux devant les tribunaux et par conséquent adresser des pétitions à ces derniers, tandis que cela leur est interdit dans les cantons de Zurich, Berne, Lucerne, Fribourg, Soleure, Argovie, Thurgovie, Tessin, Vaud, Neuchâtel et Genève, où le droit en question n'est accordé qu'aux citoyens actifs ou aux avocats patentés.

Dans ces conditions, nos consuls en Russie ne peuvent invoquer que l'article 10, alinéa 1, de la convention d'établissement conclue avec ce pays que lorsqu'il s'agit de citoyens suisses rentrant dans la catégorie des cantons visés en premier lieu, les lois des autres cantons ne permettant pas de faire la promesse de réciprocité prévue par cette disposition de la convention.

Une seconde question a d'ailleurs été soulevée relativement à l'article 10, 1<sup>er</sup> alinéa, de la convention d'établissement helvético-russe de 1872, celle de savoir si les consuls de Russie en Suisse peuvent intervenir dans les successions de leurs ressortissants décédés en Suisse, c'est-à-dire en exiger la remise en vue de leur administration et de leur liquidation. Notre département de justice et police l'a résolue négativement, en se référant à l'article 1 de cette même convention, article dont les dispositions font règle pour la liquidation des successions des ressortissants des deux pays. On ne pourrait recourir à un autre mode de procéder que si cette disposition de la convention venait à être rapportée ou modifiée.

29. En présence des difficultés auxquelles se heurte l'entrée des Israélites en Russie (F. féd. 1886, I, 257), nous avons recommandé aux cantons, par circulaire du 24 avril 1884 (F. féd. 1884, II, 336), de mentionner dans les passeports des citoyens suisses qui se rendent en Russie la confession à laquelle appartient le détenteur du passeport.

En outre, nous avons invité les consulats de Suisse en Russie à indiquer sur les passeports qu'ils sont appelés à délivrer la confession au titulaire, afin de faciliter la rentrée de l'intéressé en Russie.

La légation de Russie en Suisse vise les passeports des Israélites suisses lorsqu'ils se rendent en Russie pour affaires commerciales et que le passeport mentionne le fait expressément (F. féd. 1895, I. 197).

30. Il est arrivé souvent en 1894 que des sujets russes ont produit, en vue de leur séjour ou de leur établissement en Suisse, des passeports qui leur avaient été délivrés par le consulat général de France à Genève.

Nous avons signalé le fait à l'ambassade de la République française à Berne, en lui demandant s'il était de la compétence de ce consulat de dresser des actes de cette nature au profit des ressortissants d'une nation étrangère. Nous ajoutons qu'on ne pouvait, sur une pièce de ce genre, autoriser un sujet russe à séjourner ou à s'établir en Suisse, et cela d'autant moins que, pour les Russes domiciliés hors de leur pays, seuls, comme on sait, les passeports dressés par les autorités russes compétentes constituaient des papiers de légitimation suffisants.

L'ambassade nous répondit qu'effectivement les représentants de la France à l'étranger ont, parmi leurs attributions, celle de délivrer des passeports à des sujets d'un autre état et que, par conséquent, le consulat général de France à Genève ne paraissait pas avoir excédé les limites de sa compétence. Toutefois, il a semblé à l'ambassade qu'il pouvait y avoir des inconvénients à ce que la mention indiquant que « le passeport est valable pour séjourner en France et en Suisse » fût adjointe à ce document dont elle risquerait de fausser le sens et la portée, et elle a adressé les instructions nécessaires pour que pareille indication ne fût plus, à l'avenir, consignée sur les passeports accordés à des non-Français.

31. En vertu d'un procès-verbal dressé par le garde-forestier en résidence à Courcelles, territoire de Belfort, l'ambassade de la République française nous a priés de vouloir bien donner des ordres nécessaires pour que des poursuites soient exercées, par application des articles 8 et suivants de la convention franco-suisse du 23 février 1882, sur les rapports de voisinage et sur la surveillance des forêts limitrophes (Rec. off., nouv. série, VI, 413), contre le nommé François Rérat, demeurant à Boncourt, pour délit forestier commis sur le territoire de la commune française de Florimont. L'inculpé fut condamné par le juge de police du district de Porrentruy à 48 francs d'amende, à 52 francs d'indemnité envers la commune de Florimont et aux frais du procès.

32. La direction de police du canton du Tessin nous a demandé si les employés italiens du chemin de fer, de douane ou de poste à la station internationale de Chiasso pouvaient être astreints à déposer des papiers.

Cette question avait déjà été tranchée par le conseil fédéral en 1884. A cette époque, le gouvernement italien s'était plaint de ce qu'à Chiasso les employés dont il s'agit fussent soumis au paiement d'une taxe de séjour et dussent en outre acquitter des contributions locales. Le conseil

fédéral avait répondu ce qui suit : En principe, les fonctionnaires, employés et ouvriers italiens qui, pour remplir leurs fonctions, sont obligés de prendre domicile à Chiasso, n'ont pas besoin de se munir d'un permis de séjour. Cependant, ils peuvent être tenus, pour constater soit leur qualité d'employé à la station internationale, soit leur nationalité, de se faire inscrire, eux et les membres de leur famille, auprès de l'autorité locale et, à cet effet, de déposer des documents justifiant de leur emploi et de leur identité (F. féd. 1888, II, 308, n° 20).

Nous avons répondu dans le même sens à la demande de la direction de police du canton du Tessin. Cette interprétation des conventions italo-suisse de 1873 et 1881, relatives aux stations internationales de Chiasso et de Luino, n'a jamais été contestée par l'Italie et peut être considérée comme admise par les deux pays.

33. Une Vaudoise, qui avait toujours habité l'Italie, dut être interdite quelques années avant sa mort, pour cause de faiblesse d'esprit. Les autorités de son pays lui désignèrent un tuteur dans le canton de Vaud, où se trouvait d'ailleurs sa fortune.

A ce propos, on s'est demandé si l'Italie avait le droit de percevoir un impôt sur la succession de la défunte.

Les informations prises à Rome ont donné le résultat suivant : Le fisc italien ne perçoit en général un droit de succession que sur la fortune qui se trouve en Italie, sans s'inquiéter de savoir si le défunt y était domicilié ou non. Par conséquent, si, dans le cas particulier, la défunte n'avait ni immeuble, ni fortune immobilière en Italie, ni créances payables dans ce pays, le fisc italien n'avait aucun droit à percevoir sur la succession dont il s'agit.

34. Une direction de police cantonale nous a demandé comment il fallait procéder à l'égard des ressortissants italiens expulsés qui n'ont pas fait leur service militaire dans leur pays.

Notre département de justice et police a répondu à cette demande que les principes exposés par le conseil fédéral dans sa circulaire du 23 juillet 1878 (F. féd. 1878, III, 426), adressée aux gouvernements cantonaux, faisaient règle à ce sujet. En effet, les réfractaires et déserteurs étrangers qui veulent se soustraire à leurs obligations militaires, ne doivent pas s'attendre à voir leur projet d'éluder les lois de leur patrie trouver un accueil favorable en Suisse. Comme on ne peut pas non plus reconnaître à ces individus le caractère de réfugiés politiques, le mieux est de les reconduire, dans la règle, à la frontière de leur pays. En tout cas, il serait inadmissible de les renvoyer à d'autres cantons. Les expulsés ne doivent pas non plus être livrés aux autorités de leur pays, ce qui équivaldrait à une extradition opérée contrairement à la loi. Il faut qu'après avoir quitté la Suisse, ils puissent agir comme bon leur semble.

A la vérité, le renvoi d'un déserteur peut avoir pour lui des conséquences fâcheuses, mais cela ne doit pas empêcher les autorités fédérales et cantonales de faire usage de leur droit. C'est l'intéressé qui, par sa propre faute, s'est mis dans le cas de devoir être renvoyé. C'est donc à lui aussi d'en subir les conséquences.



35. Jean Joss, originaire d'Oberbourg, canton de Berne, âgé de 15 ans, a été condamné par les tribunaux genevois pour vol commis à Genève. Le conseil d'état du canton de Genève s'adressa au gouvernement bernois, le priant de vouloir bien faire admettre ce jeune homme dans une maison de correction de son canton, pour y subir sa peine, le canton de Genève ne possédant pas d'établissement de ce genre. Mais le gouvernement bernois refusa de faire droit à cette demande, se voyant obligé, disait-il, de laisser aux autorités genevoises le soin de pourvoir elles-mêmes à l'exécution du jugement qu'elles avaient rendu contre l'intéressé.

En présence de ce refus, le conseil d'état de Genève crut devoir nous soumettre le cas, en nous priant de résoudre la question du placement du jeune Joss. Nous avons dû répondre que nous n'étions pas en mesure de prendre une décision efficace dans cette affaire, vu qu'il s'agissait de l'exécution d'un jugement cantonal. D'après la Constitution fédérale, il nous manquait, en effet, les compétences nécessaires pour cela. Par contre, nous avons recommandé au conseil d'état d'accepter l'offre de la direction des secours publics du canton de Berne, qui était prête à placer le jeune Joss dans une des maisons de correction de ce canton, au cas où il lui serait amené. Il ne s'agissait pas d'une expulsion, mais bien d'un simple rapatriement, ayant pour but de placer le jeune homme sous la surveillance des autorités de son canton.

Le conseil d'état de Genève fit interner pendant quelque temps le jeune Jean Joss dans la colonie pénitentiaire d'Aarbourg, et le fit ensuite conduire aux autorités bernoises.

36. Un fonctionnaire de l'administration fédérale des douanes s'est refusé à payer la taxe qui lui était réclamée par la ville de St-Gall pour son permis d'établissement. A l'appui de son refus, il se référait à l'article 6 de la loi fédérale sur les garanties politiques et de police en faveur de la Confédération, du 23 décembre 1851 (Rec. off., III. 33), qui dit que « les fonctionnaires fédéraux de l'administration centrale ne peuvent à ce titre, être tenus d'avoir un permis d'établissement dans l'endroit où ils exercent leurs fonctions. » Nous nous sommes prononcés en ce sens que seuls les fonctionnaires de l'administration centrale sont au bénéfice de cette disposition de la loi. Or, par fonctionnaires de l'administration centrale, on n'entend que les fonctionnaires des départements du conseil fédéral et des directions départementales, à l'exclusion de ceux des administrations d'arrondissement et des fonctionnaires des arrondissements des postes et des douanes.

37. En 1894, les fameuses lettres d'Espagne, au moyen desquelles leurs auteurs, de soi-disant prisonniers militaires ou prêtres, etc., cherchent à extorquer l'argent des gens crédules, ont fait de nouveau, plus que jamais, irruption en Suisse. Comme notre consulat général à Madrid nous l'a fait savoir, on a bien arrêté en Espagne quelques-uns des coupables, mais cela ne permet malheureusement pas d'espérer une amélioration, par le motif que les lettres dont il s'agit sont expédiées des pénitenciers eux-mêmes. On ne peut donc que mettre de nouveau le public en garde contre les agissements de ces escrocs. Voir à ce sujet



les publications que nous avons faites dans la feuille fédérale (1894, II. 1035, 1264, et IV. 742).

38. La méthode imaginée par M. le Dr Alphonse Bertillon pour identifier d'une façon simple et pratique les récidivistes, appelée le signalement anthropométrique, a été inauguré en France il y a plus de 10 ans. Ce système consiste, abstraction faite des indications descriptives d'un caractère général, à mesurer les parties du corps qui ne sont sujettes, chez les adultes, qu'à des variations insignifiantes, ou qui n'en subissent plus du tout, de telle sorte qu'un signalement pris de cette façon offre une sécurité absolue. Il a obtenu en France un succès éclatant et a justifié les espérances qu'il avait fait naître. L'anthropométrie comme procédé d'identification a été introduite aussi dans plusieurs autres pays notamment en Belgique, en Russie, en Algérie, en Tunisie et dans quelques états de l'Amérique du Nord et du Sud, ainsi qu'au Japon. Il n'y a d'ailleurs qu'à gagner à son extension et à l'échange régulier des signalements anthropométriques, qui permettent d'identifier partout, avec une sécurité absolue, les malfaiteurs d'habitude. La Suisse a un intérêt majeur à ce que ce système de mensuration soit inauguré dans tous les cantons. Jusqu'ici, il n'y a que les cantons de Genève et de Berne qui l'aient organisé, tandis que Vaud s'occupe actuellement de son introduction.

Afin d'en faciliter aussi l'étude aux cantons allemands, nous avons obtenu, en souscrivant à un certain nombre d'exemplaires, la publication d'une traduction allemande de l'ouvrage de M. le Dr Alphonse Bertillon, à Paris, dans lequel celui-ci a exposé et décrit son système. Dès que ce travail aura vu le jour, nous céderons l'ouvrage au prix de revient aux administrations cantonales qui en feront la demande.

## C. Ministère public de la Confédération

### I. DROIT PÉNAL FÉDÉRAL.

1. Dans notre dernier rapport, nous avons dit que J. Gribi, ancien chef de gare à Munchenbuchsee, avait été condamné par la chambre de police du canton de Berne, en raison de l'accident de chemin de fer survenu à Zollikofen en 1891, à 60 jours de prison, à 100 francs d'amende et à une partie des frais, pour avoir, par négligence, été la cause de cet accident. Gribi a recouru en grâce auprès de l'assemblée fédérale. Vous avez fait droit à sa demande, en admettant toutes les conclusions du pétitionnaire.

2. En 1894, nous avons eu à nous occuper de 136 délits de chemins de fer, dont 5 relatifs à l'exploitation des tramways.

De ces 136 cas, 2 furent reconnus n'impliquer qu'une simple contravention à la loi fédérale sur la police des chemins de fer. Nous les avons renvoyés aux autorités cantonales, pour être jugés en vertu de cette loi.

Dans 42 cas, le droit fédéral n'était pas applicable, soit que personne ne pût être accusé (13 cas), soit qu'il n'y ait pas eu, pour l'exploitation des chemins de fer, danger grave, dans le sens de l'article 67 du code pénal fédéral (29 cas).

Dans un cas, il n'y avait pas lieu à poursuite, le coupable ayant trouvé la mort dans l'accident causé par sa négligence.

Les 91 autres cas ont tous été renvoyés aux tribunaux cantonaux, pour être jugés en vertu du code pénal fédéral.

Dans 28 cas, le ou les accusés ont été condamnés. Dans 24, ils ont été acquittés. Dans 23 cas, l'enquête a été suspendue, dans la plupart parce que le ou les coupables n'ont pu être découverts. A la fin de l'année, 16 cas attendent encore une solution.

3. Dans 58 cas, il s'agissait de délits de chemins de fer commis par imprudence ou négligence imputable dans la plupart à des employés de chemins de fer. Dans 33 cas, le délit avait été commis intentionnellement.

Dans 21 cas, l'enquête a dû être abandonnée, les auteurs du délit étant restés inconnus. Dans 9, le ou les coupables ont été condamnés. 3 cas sont reportés à 1895.

Dans la plupart des cas, les délits commis avec intention l'ont été au moyen de pierres, de blocs de bois ou autres objets placés sur les rails et de pierres ou autres projectiles lancés contre des trains en marche.

Dans 5 cas, la sécurité de l'exploitation a été mise en péril par le fait que les aiguilles ont été déplacées ou calées dans les gares. Dans 2 cas, des voyageurs ont cherché à jeter des employés de chemins de fer hors d'un train en marche.

4. Parmi les délits contre la sécurité des chemins de fer commis intentionnellement, nous citons les cas suivants :

Les habitants d'Herrliberg étaient mécontents de ce que, lors de la construction du chemin de fer de la rive droite du lac de Zurich, on n'ait pas tenu compte de leurs vœux touchant l'emplacement de la gare.

A l'inauguration de la ligne, qui eut lieu le 14 mars 1894, quelques-uns d'entre eux arborèrent des drapeaux noirs à leurs fenêtres et dressèrent, à proximité immédiate de la ligne, deux mannequins qui devaient tirer la langue au passage du train d'honneur, en signe de mécontentement de la population.

Le train faisait le trajet de Zurich à Rapperswyl. A son passage audit endroit, quelques-unes des personnes qui s'y trouvaient auraient également tiré la langue et fait le pied de nez aux habitants d'Herrliberg, massés autour des mannequins.

A la nuit tombante, les deux mannequins furent illuminés. Malheureusement, au retour du train d'honneur, les manifestants se laissèrent aller à des voies de fait : de l'emplacement des mannequins, des morceaux de tourbe allumés et des pierres furent lancés contre le train ; les vitres de plusieurs wagons furent mises en pièces.

Un peu plus loin, des pierres avaient été mises sur les rails et la locomotive fut assaillie à coups de pierres.

Personne ne fut blessé, il n'y a pas eu non plus dommage considérable. Les accusés ont été condamnés à deux mois d'emprisonnement.

5. Le même jour, le nommé F.-A. M..., manœuvre, qui avait travaillé à la construction du chemin de fer du lac de Zurich, rive droite, roulait de grosses pierres sur les rails, entre les stations de Meilen et d'Ueti-

kon. Par ce fait le train d'honneur, qui faisait le parcours de Zurich à Rapperswyl, avait été exposé à un danger grave. Renvoyé devant les tribunaux, M... prétendit avoir agi sous l'empire de la boisson. Il était d'ailleurs fâché, a-t-il dit, de ce que l'entreprise des travaux n'eût pas mis des saucisses à la disposition des ouvriers, en même temps que la bière offerte gratuitement lors de l'inauguration. M... a été condamné pour ce fait à un an de prison.

6. Dans la nuit du 3 au 4 avril 1894, à la gare de Döttingen, l'aiguille d'entrée a été calée au moyen d'une pierre.

L'auteur de ce délit fut découvert en la personne du nommé J. Sch. Il fut condamné par les tribunaux argoviens, pour délit de chemin de fer commis intentionnellement, à 3 ans d'emprisonnement et à la privation des droits civiques pendant 4 ans, à partir de l'expiration de la peine.

7. En 1894, nous avons eu à nous occuper de 2 cas dans lesquels la sécurité des bateaux à vapeur avait été mise en péril.

Nous en avons renvoyé un aux autorités du canton intéressé, qui était celui de Zurich, pour être jugé en vertu du code pénal cantonal.

L'autre cas concernant le nommé J. E... mécanicien au service de la compagnie de navigation sur le lac de Zurich.

Le 9 décembre 1893, E... était de service sur le bateau à vapeur « Bendlikon ». Après s'être fait remarquer par sa conduite grossière envers le capitaine et les passagers, il fit, sur le commandement de « arrière », battre, à la station de Kussnacht, machine en avant au lieu de reculer. Le bateau vint heurter avec une violence extrême contre le poteau de sûreté, qu'il mit en pièces, et contre l'escalier en pierres du débarcadère. Sa proue fut courbée et fortement endommagée, si bien qu'il ne put continuer sa route.

E... fut condamné de ce chef, en vertu du code pénal fédéral à 3 mois de prison.

8. En 1894, nous avons eu à nous occuper de 14 cas de perturbations dans le service des télégraphes et téléphones, consistant en bris d'isolateurs, fils coupés, poteaux endommagés ou renversés.

Dans un cas, le coupable n'avait pas encore atteint l'âge de 12 ans lorsqu'il s'était rendu coupable du fait incriminé et, dans un autre, il y avait absence de culpabilité. Ces 2 cas n'ont pas été renvoyés aux tribunaux.

Dans un cas, nous avons renvoyé le coupable aux autorités cantonales, pour être jugé et puni en vertu du code pénal cantonal (dommage causé à la propriété) et, dans un autre, l'enquête a été suspendue.

9 cas ont été liquidés par jugement (5 condamnations et 4 acquittements),

Un cas est reporté à 1895.

9. Un tribunal cantonal avait considéré le bris d'isolateurs comme simple dommage causé à la propriété et non comme perturbation apportée dans le service des télégraphes. Nous avons fait observer au canton intéressé que le bris d'isolateurs devait être considéré comme un acte de

nature à troubler et, suivant les circonstances, à empêcher le service télégraphique. En d'autres termes, ce délit tombait sous le coup de l'article 66 du code pénal fédéral.

10. En 1894, il y a eu 5 cas de falsification de documents fédéraux.

Dans 4 cas, les coupables avaient raturé ou altéré, dans leur livret de service militaire, les notes pédagogiques ou les autres inscriptions qui y figuraient.

Dans un autre cas, c'est un acquit de douane qui avait été falsifié.

Dans 2 cas, les accusés ont été condamnés et, dans un, l'enquête a été suspendue. 2 cas sont reportés à 1895.

11. En 1894, nous avons eu à nous occuper, dans 12 cas, de délits commis par des employés postaux dans l'exercice de leurs fonctions (violation du secret des lettres, fausses inscriptions dans les registres, suppression de lettres et de plis).

Dans un cas, on dut reconnaître que les faits incriminés n'avaient pas été commis.

Dans les 11 autres cas, nous avons déféré les coupables aux tribunaux cantonaux, pour être jugés en vertu du code pénal fédéral. Dans 7, les accusés ont été condamnés et, dans un, acquittés.

A la fin de l'année, 3 cas attendaient encore une solution.

12. Un citoyen s'était installé, sans en avoir le droit, sur la voiture postale de Bienne à Tauffelen. Malgré les avertissements du postillon, il refusa d'abandonner sa place. Plainte fut portée contre lui. Mais le fait ne tombait sous le coup d'aucune loi fédérale. Nous avons fait observer que l'affaire devait être transmise au gouvernement bernois, en le priant de faire punir le délinquant conformément aux lois de police cantonales.

13. En fait de participation induite à des élections et votations fédérales, il y a eu 3 cas en 1894. Nous les avons renvoyés aux tribunaux cantonaux, pour être jugés en application du code pénal fédéral. Dans 2 cas, les accusés ont été condamnés, tandis que, dans le troisième, le jugement n'était pas encore intervenu à la fin de l'année.

## II. CONTRAVENTIONS AUX LOIS FISCALES DE LA CONFÉDÉRATION

14. En 1894, 32 cas de contravention à la loi fédérale sur les douanes, dont 19 provenant du canton de Genève, ont été soumis au ministère public de la Confédération, pour intenter action devant les tribunaux et suivre au procès.

Dans 29 cas, la plainte a été portée devant le tribunal cantonal compétent.

Dans 26, les accusés ont été condamnés soit en première, soit, lorsqu'ils s'étaient pourvus en appel, en seconde instance, au paiement du droit fraudé, ainsi qu'à l'amende infligée par l'administration ou déterminée par le tribunal. 3 cas sont reportés à 1895.

Enfin, dans 3 cas, nous avons renvoyé l'affaire directement au tribunal fédéral.



15. Dans un cas, la cour pénale fédérale a admis en principe que les amendes en matière de contraventions douanières ne peuvent, comme les peines en général, frapper que des personnes physiques et non des personnes juridiques. Les autorités administratives avaient jusqu'ici procédé différemment.

16. Un recours en cassation a été interjeté contre le jugement que la cour pénale fédérale avait rendu dans une affaire de contravention à la loi fédérale sur les douanes. La cour fédérale de cassation l'a écarté comme mal fondé.

17. On a intenté des poursuites à 3 témoins, suspects d'avoir fait de fausses déclarations devant la cour pénale fédérale, mais on a ensuite abandonné l'affaire, du consentement du juge d'instruction et du procureur général de la Confédération.

18. Dans 2 cas, où il s'agissait de contraventions à la loi fédérale sur les spiritueux, nous avons renvoyé l'affaire au jugement des tribunaux cantonaux. Dans un, l'accusé a été condamné et, dans l'autre, le jugement n'était pas encore intervenu à la fin de l'année.

19. A propos d'un recours en grâce, l'assemblée fédérale a décidé en principe, contrairement à la manière de voir du conseil fédéral, que le droit de grâce lui appartenait aussi dans les cas de contravention aux lois fiscales de la Confédération (F. féd. 1893, III, 667).

### III. POLICE POLITIQUE

En 1894, nous avons de nouveau été obligés, en application de l'article 70 de la Constitution fédérale, d'ordonner l'expulsion d'étrangers hors du territoire suisse.

20. Dans le rapport de gestion de 1893, nous avons dit qu'on avait ouvert à Zurich une enquête contre les socialistes dits indépendants, qui s'étaient signalés à l'attention des autorités. On avait d'ailleurs cru devoir s'en tenir à un avertissement donné au comité de la société.

A l'instigation d'ouvriers italiens, agissant de concert avec ces indépendants, de nationalité allemande, une assemblée populaire s'est réunie à l'auberge du Soleil, à Ausersihl, le dimanche 28 janvier 1894, pour discuter des mouvements insurrectionnels qui étaient survenus en Italie. Après plusieurs discours violents, recommandant de recourir aux moyens révolutionnaires et à l'emploi de la force, on décida de traverser la ville de Zurich en cortège. Les manifestants chantèrent la *Marseillaise des Travailleurs*, précédés qu'ils étaient d'un drapeau rouge voilé de crêpe et d'un écriteau portant : « Lutto pei fratelli siciliani ». Arrivés devant le consulat d'Italie, ils fixèrent le drapeau rouge et l'écriteau à l'écusson de ce dernier, en criant : « abasso il consolato. » A ce moment, la police intervint et mit fin au scandale.

Grâce à l'enquête instruite, pour ainsi dire séance tenante, on put découvrir les instigateurs de cette manifestation. 13 d'entre eux furent expulsés de Suisse par arrêté du conseil fédéral du 10 février 1894 (F. féd. 1894, I. 196).

21. En 1893 et 1894, plusieurs attentats furent commis à l'étranger, notamment au théâtre du Lycée à Barcelone, le 7 novembre 1893, à la Chambre française au Palais-Bourbon, à Paris, le 9 décembre 1893, et l'assassinat du président Carnot, commis par Caserio, à Lyon, le 24 juin 1894.

Ces attentats ont engagé les gouvernements étrangers à prendre des mesures sévères contre les anarchistes. Ensuite de ces mesures, un grand nombre d'expulsés, ou d'individus qui ne se sentaient plus en sûreté au lieu de leur domicile, se réfugièrent en Suisse.

Nous avons donné asile à ces étrangers, même lorsqu'ils étaient signalés par la police comme anarchistes, aussi longtemps que leur conduite n'a pas fourni matière à intervention. Par contre, nous n'avons pu tolérer qu'ils recommencent sur notre territoire leurs menées anarchistes et cherchent à compromettre nos rapports internationaux.

Aussi sommes-nous intervenus toutes les fois que des étrangers ont abusé de leur séjour en Suisse pour faire de la propagande révolutionnaire et avons-nous ordonné leur expulsion (voir F. féd., pages 473 et 1136 du volume 2 et pages 83, 95, 96, 98, 119, 218, 257 et 397 du volume 3 de 1894).

22. Il y avait longtemps déjà que des Italiens obligés de quitter leur pays à la suite de mesures prises par le gouvernement italien s'étaient réfugiés dans le canton du Tessin, notamment à Lugano.

Quelques-uns d'entre eux s'unirent en association sous la présidence de l'avocat Gori et du nommé Edoardo Milano, connus tous deux comme anarchistes militants.

D'après les rapports que la police nous a transmis, la plupart des membres de cette association étaient sans travail et tiraient leurs moyens d'existence on ne savait d'où.

Le jour, ils fréquentaient les établissements publics ou se faisaient réciproquement des visites à domicile. La nuit, ils se réunissaient en comité secret et faisaient de la propagande anarchiste. Ils entretenaient d'ailleurs évidemment des rapports suivis avec leurs corégionnaires politiques en Italie.

On constata un va-et-vient continuel, l'apparition et la disparition de nouveaux personnages, et tout portait à croire que ces réfugiés abusaient de leur séjour en Suisse pour faire de la propagande révolutionnaire contre le gouvernement de leur pays.

Gori et autres furent avertis par la police, mais sans succès.

Par arrêté du 11 décembre 1894, nous avons expulsé l'anarchiste Giuseppe Locatelli. Cet individu se vantait publiquement d'être un des anarchistes les plus résolus et déclarait ne désirer qu'une chose, pouvoir se distinguer un jour par une action d'éclat, à l'instar de Caserio (F. féd. 1894. IV. 548).

On pensait que ce renvoi exercerait une salubre influence sur la conduite des autres réfugiés; mais c'était à tort. Ils ne voulurent pas saisir la portée de cet avertissement et, comme les rapports de la police nous le disaient, ils continuèrent à se comporter comme avant.

Enfin, on constata que des imprimés anarchistes, et notamment un manifeste imprimé en italien sur papier rouge, avaient été introduits clandestinement de Lugano en Italie.

Ainsi que cela résulte des passages suivants, le manifeste invitait le peuple italien à prendre les armes et à renverser le gouvernement et l'ordre établis.

« Peuple foulé aux pieds par une police imbécile et brutale, rebelle-toi contre les infâmes qui te tiennent le pied sur la gorge. . . . .

« Peuple affligé par mille injustices, déshonoré par mille abus, souffleté par mille lâchetés, dresse-toi et prends les armes contre les tyrans. . . . .

« Insurge-toi ! Insurge-toi ! . . . . .

« Donne courageusement l'assaut aux bastilles du capitalisme spoliateur, du constitutionnalisme hypocrite, du parlementarisme corrompu et vil. Ton 1889 est venu . . . . .

« Agis toi-même et pour toi ! . . . . .

« Combats et marche à la liberté, renversant le gouvernement qui t'écrase. . . . .

« Combats et marche à l'égalité en expropriant les richesses volées à ton travail. . . . .

« Peuple d'Italie !

« Nous, voués à la mort pour ton bien être et le nôtre, pour ta liberté et pour la nôtre, nous te conjurons, si tu n'es pas lâche, de ne pas nous laisser seuls, abandonnés à cette heure suprême de la lutte . . . . .

« Que notre cri de protestation armée et de rébellion t'entraîne à la rescousse, te conduise à la victoire sous le comble des misères humaines. . . . .

« L'heure de la justice a sonné ! . . . . .

« Ecris, ô peuple, écris avec le sang la page la plus éclatante de ton histoire, en exterminant les tyrans et les exploiters d'Italie. . . . .

« Aux armes, peuple d'Italie !

« Vive la révolution sociale ! »

Signé : I socialisti anarchici.

« Il n'y avait pas à en douter, ce manifeste émanait de l'association déjà mentionnée, association dont les membres étaient suffisamment connus de la police, et nos obligations internationales nous commandaient de mettre fin à de semblables menées.

Par arrêtés des 29 janvier et 15 février 1895, nous avons ordonné l'expulsion, hors du territoire suisse, des individus compromis dans cette affaire (F. féd. 1895, I. 120 et 294)

## QUATRIÈME PARTIE

---

### CHRONIQUE

---

#### FRANCE

##### L'Incident de la Guyane.

Le ministère des colonies a communiqué la nouvelle suivante :

Les territoires contestés depuis plus d'un siècle entre la Guyane française et le Brésil, et où se sont établis, en l'absence d'autorité régulière des aventuriers de toutes nationalités, mais principalement d'origine brésilienne, viennent d'être le théâtre d'un odieux attentat, immédiatement suivi d'une répression exemplaire.

Un télégramme du gouverneur de la Guyane, en date du 10 mai, arrivé seulement à Paris le 23, par suite d'une interruption du câble, avait informé M. Chaumont, ministre des colonies, qu'un Français, le nommé Trajane, depuis longtemps installé sur le territoire contesté, avait été fait prisonnier par des aventuriers brésiliens, et que plusieurs de nos nationaux avaient été violentés et dépouillés de l'or recueilli par eux dans le Carawene. Le gouverneur avait envoyé l'avis stationnaire le *Bengali* avec une compagnie d'infanterie de marine pour parer à la situation.

Un nouveau télégramme du gouverneur M. Charvein, arrivé hier, apporte les graves nouvelles suivantes :

« Parti de Cayenne le 11 mai, le *Bengali* relâcha d'abord à Counani, pour constater les conditions dans lesquelles Trajane avait été capturé. Il fit ensuite route sur Mapa, où il arriva dans la matinée du 15 mai. Les embarcations montées par une section de débarquement du *Bengali* et par une compagnie d'infanterie de marine gagnèrent le village situé sur un cours d'eau, à 15 milles environ dans l'intérieur.

« Le capitaine d'infanterie de marine Lunier s'avança en parlementaire avec un elairon et son fourrier, pour réclamer la mise en liberté de Trajane. Il était à peine en présence du chef des aventuriers, Cabral, que celui-ci fit feu sur lui et donna l'ordre aux partisans armés qui l'entouraient de tirer sur les fusiliers marins restés près des embarcations. En même temps, de toutes les maisons du village partait une fusillade générale. Au bruit de l'action, le lieutenant Destoup accourut à la tête de la compagnie d'infanterie de marine et réussit à dégager les fusiliers marins. Un combat violent s'en suivit, qui se termina au bout de deux heures par la destruction complète du village. Les partisans de Cabral laissaient 60 morts sur le terrain sans compter ceux qui avaient été tués dans l'intérieur des maisons ou qui avaient pu s'enfuir, bien que grièvement blessés. Il est probable que Cabral lui-même a été tué. De notre côté, nous avions 5 morts, dont le capitaine Lunier, et 20 blessés.

« Le *Bengali* est rentré à Cayenne où les obsèques du capitaine Lunier et des quatre marins du *Bengali* ont été célébrées le 17 mai. La ville entière a suivi le convoi conduit par le gouverneur. Le commandant des troupes, le



commandant du *Bengali*, le maire de Cayenne ont prononcé quelques paroles sur les tombes des victimes. »

Dès la réception de ce télégramme, dont la publicité a été quelque peu retardée pour permettre au ministre de la marine de prévenir les parents des victimes, le ministre des colonies s'est concerté avec le gouverneur de la Guyane en vue des mesures que comporte la situation.

### Les Extraditions en 1892.

En 1892, il a été accordé à la France 161 extraditions, et 171 ont été autorisées par la France. En tout 332. La Belgique (70 et 74), la Suisse (36 et 37), l'Italie (7 et 32), l'Espagne (24 et 6), l'Allemagne (8 et 14), et l'Angleterre (14 et 2), sont les pays qui ont donné lieu aux extraditions les plus nombreuses.

L'usage de cette mesure, par laquelle s'affirme la solidarité internationale en matière de répression pénale, va en diminuant : le nombre des extraditions, qui était de 427 en 1880, et qui, en 1888, était encore de 410, est descendu à 357 en 1889 et à 343 en 1891, avant d'arriver au chiffre actuel.

(Extrait du compte-rendu de l'administration de la justice criminelle pour 1892, publié dans le *Journal officiel* du 16 mai)

— M. Ribot, président du conseil, ministre des finances, a prononcé, le 11 mai, un important discours politique à Bordeaux, dans un banquet qui lui était offert par les groupes et les cercles républicains. Nous extrayons de ce discours ce qui a trait à la politique extérieure :

Messieurs, la politique extérieure n'est pas moins importante pour ce pays, à certains jours, que le ménagement de ses intérêts domestiques. Vous me permettrez de dire deux mots, avec la sobriété qui convient, des résolutions que nous avons dû prendre.

Nous sommes engagés en ce moment dans une expédition à Madagascar, que le pays suit avec le plus vif intérêt; il suffit de voir quel cortège a été fait à nos soldats qui allaient porter là-bas l'honneur du drapeau. Nous avons eu raison de faire cette expédition, de l'entreprendre avec résolution, car nos droits et notre dignité y étaient engagés. J'espère que, sous la conduite d'un général aussi prudent qu'habile, nous arriverons vite à une solution. Le lendemain nous ferons tous nos efforts pour empêcher que cette colonie conquise pour la France ne devienne une colonie pour les fonctionnaires, et nous vous demanderons, messieurs, de nous venir en aide.

Le rôle de l'Etat n'est pas de coloniser à lui seul, il ne le peut pas; si puissant que soit l'Etat, il y a beaucoup de tâches qui sont au-dessus de ses forces et en dehors de sa compétence. Ce que nous pouvons, c'est ouvrir des territoires à la colonisation, c'est y planter solidement le drapeau de la France, c'est protéger les efforts de l'initiative individuelle; mais rien ne remplace cet esprit d'initiative, cet effort de l'individu ou de l'association libre dont vous parliez tout à l'heure, et ce n'est pas dans une grande ville comme Bordeaux que ce langage a besoin d'être développé pour être compris.

Où, il faut que, si nous plantons notre drapeau sur ces territoires lointains, ce ne soit pas pour ajouter une page aux annales de notre armée ou, comme je vous le disais tout à l'heure, pour étendre les cadres de notre administration. C'est pour que la jeunesse qui ici n'a peut-être pas un emploi suffisant de toute son énergie et de sa vigueur, puisse aller là-bas avec tous les capitaux qui trouvent si difficilement chez nous leur rémunération, puisse aller ainsi créer une France nouvelle et vous préparer plus sûrement — permettez-moi de vous le dire, mon cher président — que toutes les législations douanières quelconques, des relations, des débouchés et une source de richesse nouvelle pour la vieille France qui a besoin de s'étendre au dehors.

Je fais pour cela appel à toutes les énergies individuelles, à l'esprit d'initiative, à toutes les grandes villes de France, et je leur demande de nous aider dans cette tâche patriotique et nécessaire.

Messieurs, quoique nous soyons engagés dans cette expédition, nous avons eu dans ces temps derniers à prendre des résolutions qui pouvaient avoir leur gravité, que nous avons crues nécessaires. Vous savez les événements qui se sont passés en Extrême-Orient. Nous pouvions assurément nous en désintéresser. La Chine est si loin de nous ! Mais un pays comme le nôtre qui oublierait la place qu'il a toujours exercée dans ces mers lointaines et qui laisserait se régler en dehors de lui les questions qui s'élèvent à la suite de la guerre récente, perdrait quelque chose de son autorité et de son patrimoine moral.

La question est de savoir si une grande démocratie comme la nôtre peut et doit avoir une politique étrangère. Cette question, nos adversaires l'ont souvent traitée, en nous disant : « La République, où aura-t-elle des alliances ? Comment aura-t-elle une action morale dans le monde ? Qu'elle vive chez elle ! Qu'elle fasse modestement son ménage quotidien, mais qu'elle n'en sorte pas et n'espère pas faire figure en Europe ni dans les conseils des gouvernements ! » Eh bien, messieurs, la démocratie donne à ces prétentions pessimistes et intéressées un éclatant démenti. Il se trouve que la démocratie française est précisément capable de nouer les alliances les plus solides et les plus durables, d'avoir une politique étrangère, de la suivre avec la ténacité et la continuité nécessaires à toute politique extérieure ; et c'est parce que nous avons ce sentiment très profondément dans notre cœur et dans nos esprits que nous n'avons pas hésité ces jours derniers à faire ce qui nous semblait être dans la nécessité de notre situation et dans l'intérêt de notre grand pays de France. Nous nous sommes unis à d'autres puissances pour parler dans ces mers de l'Extrême-Orient, et il a suffi que nous parussions à côté de ces autres puissances pour qu'immédiatement le résultat fût obtenu sans que la paix fût troublée.

Eh bien ! c'est quelque chose, cela. C'est ce résultat dont nous avons raison d'être satisfaits, parce que, d'une part, cela nous a permis de constater l'autorité dont nous jouissons dans le monde et en même temps a fortifié les liens qui nous unissent à la nation amie depuis 1891. Tout le monde a compris que l'action commune des deux puissances alliées, en quelque point du globe qu'elle s'exerce, est une garantie pour la paix et pour la sécurité de la patrie. Nous avons donc, messieurs, je le dis avec modestie, mais avec confiance, le droit de nous dire à nous mêmes en abordant la session nouvelle que, soit au dehors, soit au dedans, nous n'avons pas pratiqué une politique d'effacement et d'abandon et que nous avons rempli tous les devoirs d'un gouvernement républicain.

### **Rattachement des pays de protectorat au Ministère des Colonies.**

La question, discutée dans la commission du budget de 1895, a fait l'objet d'une proposition de loi spéciale présentée par M. Couchard, député, dans la séance du 16 mai.

Voici l'exposé des motifs de cette proposition :

Messieurs, dans l'important discours qu'il prononçait récemment à Bordeaux, M. le président du conseil, faisant allusion à l'expédition de Madagascar et manifestant l'espoir d'une prompt solution, s'exprimait en ces termes : « Le lendemain, nous ferons tous nos efforts pour empêcher que cette colonie conquise pour la France ne devienne une colonie pour les fonctionnaires » ; et précisant ce qu'il considère comme le devoir du Gouvernement en matière de colonisation, l'honorable M. Ribot ajoutait :

« Le rôle de l'Etat n'est pas de coloniser à lui seul, il ne le peut pas ; si puissant que soit l'Etat, il y a beaucoup de tâches qui sont au-dessus de ses forces et en dehors de sa compétence. Ce que nous pouvons, c'est ouvrir des territoires à la colonisation, c'est y planter solidement le drapeau de la France, c'est protéger les efforts de l'initiative individuelle... »

Or, nous pensons qu'il serait singulièrement imprévoyant d'attendre, pour s'occuper de l'organisation définitive de notre établissement de Madagascar,

que l'expédition militaire soit terminée. La sagesse commande au contraire de profiter des quelques mois qui vont être consacrés aux opérations de guerre pour permettre aux pouvoirs publics d'étudier mûrement, sans hâte ni improvisation, les questions multiples qui se rattachent au protectorat français sur Madagascar, à la veille du jour où le système de protectorat va devenir effectif, réel, et par extension aux protectorats déjà constitués.

On ignore pas en effet que, par une anomalie qui s'est maintenue dans notre administration sans qu'on en puisse imaginer une raison saine, les pays de protectorat où s'exerce l'influence française rattachent pour partie au département des colonies (Annam et Tonkin, Cambodge, les Camarons, etc.), pour partie au département des affaires étrangères (Tunisie et Madagascar).

Ce paradoxe même, à la rigueur, s'en explique, du moins se comprend dans la première période, la période d'organisation, et aussi quand l'administration des colonies a été en principe sous secretariat d'Etat, régulièrement balancée entre le ministère de la marine et le ministère du commerce. L'extension qu'a prise dans ces dernières années notre domaine colonial, l'intérêt chaque jour grandissant qui s'y rattache, ayant amené la transmutation du sous-secretariat en ministère, il semble naturel, logique, que le ministère des colonies ait sous sa dépendance tout notre domaine colonial, et chacun sait que tous les pays de protectorat ne sont pas autre chose que des pays de colonisation.

Le personnel du ministère des affaires étrangères, jusqu'à ce jour délégué à l'administration d'une partie des protectorats, est certes du personnel de tous points remarquable. Mais il convient d'observer que par esprit de carrière, par devoir professionnel même, ces fonctionnaires sont tenus à beaucoup de circonspection, de réserve, de prudence, toutes qualités toutes précieuses sur le terrain propre, mais qui sont, précisément le contraire des qualités d'action nécessaires dans les pays neufs qui s'agit de mettre en exploitation après les avoir soumis. Leur développement, cette qualité individuelle dont parlait M. le président au conseil dans son discours à Bordeaux, et sans laquelle il reconnaissait lui-même que le rôle de l'Etat était tout à fait impuissant en matière de colonisation, est-il permis de compter sur un personnel très actif, très efficace de fonctionnaires par état et par formation d'esprit nécessairement formalistes, souvent aussi retenus par lui sous l'exagération de l'absence même des textes? Ce sont surtout des qualités d'initiative que l'intérêt des colonies comme du Gouvernement ou de ses représentants, de l'indépendance, de la rigueur et surtout de la promptitude dans les décisions.

Il serait puéril de nous opposer l'exemple de la Tunisie. La Tunisie, en effet, est située aux portes de la France, elle est, au moment où le travail maritime a fléchi sur la méditerranée, dans un état de civilisation singulièrement plus avancée que des pays similaires. Pour dire même, par suite de sa situation géographique, du rôle de la France dans les pays méditerranéens, l'on peut invoquer en faveur du système actuel des considérations d'ordre politique devant lesquelles on a dû s'incliner. Mais nous laissons là tout ce qui, au long point de vue de l'organisation administrative, juridique et politique, l'organisation du protectorat de la Tunisie a été dirigée par les fonctionnaires des affaires étrangères d'une main très ferme, très sûre et très prompte, peut-être pourrait-on se montrer plus réservé à l'égard de ce qui concerne l'impulsion donnée au commerce et aux travaux publics.

N'écrivait-on pas tout récemment en avoir assez que l'affaire des rhénans de fer limitait en fait le mouvement des activités de l'administration française aux colonies, puisqu'il avait une quarantaine ans depuis notre prise de possession de la Tunisie pour conserver de kilomètres de vides lencées?

Sans nous attarder sur cette question de principe, nous nous résignons en affirmant que dans l'émulation constante que pourrait porter l'administration, à cet du plus grand intérêt de stimuler et d'entraîner le régime qui a le cas où qu'il n'a plus sa raison d'être et de restituer au ministère des colonies tout ce qui



concerne la colonisation, c'est-à-dire les colonies proprement dites et les pays de protectorat.

**Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement, à l'égard des jeunes Français établis hors de France, en Europe.**

(Renvoyée à la Commission de l'armée.)

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs,

La présente proposition de loi a pour objet, non point d'accorder une faveur à une certaine catégorie de citoyens, mais, au contraire, de procurer à l'armée un nombre important de recrues qui lui font chaque année défaut, et de conserver à la patrie française plusieurs milliers de ses enfants, qui se trouvent, dans l'état actuel de la loi, contraints, par la force des circonstances, d'abandonner leur nationalité.

De courtes explications suffiront à faire comprendre l'intérêt de notre proposition.

L'article 50 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée est ainsi conçu :

« En temps de paix, les jeunes gens qui, avant l'âge de dix-neuf ans révolus, ont établi leur résidence à l'étranger, *hors d'Europe*, et qui occuperont une situation régulière, pourront, sur l'avis du consul de France, être dispensés du service militaire pendant la durée de leur séjour à l'étranger. Ils devront justifier de leur situation chaque année.

« S'ils rentrent en France avant l'âge de trente ans, ils devront accomplir le service actif prescrit par la présente loi, sans toutefois pouvoir être retenus sous les drapeaux au-delà de l'âge de trente ans. Ils sont ensuite soumis à toutes les obligations de la classe à laquelle ils appartiennent.

« S'ils rentrent après l'âge de trente ans, ils ne seront soumis qu'aux obligations de leur classe.

« Pendant la durée de leur établissement à l'étranger, ils ne pourront séjourner accidentellement en France plus de trois mois et sous la réserve d'aviser le consul de leur absence ».

Cet article constitue la seule exception de la loi de 1889 au principe absolu de l'obligation du service militaire. « Il se justifie, dit très judicieusement, dans ses commentaires, M. Daniel Mérillon, par cette considération personnelle que la situation des jeunes gens qu'il vise est telle, le plus souvent, que l'obligation du service militaire les mettrait dans la nécessité de perdre la qualité de Français, et par cette considération générale que la France a un intérêt primordial à étendre au dehors son influence, sa langue et ses relations commerciales ».

La loi de 1889 n'a admis au bénéfice de cet article que les jeunes gens établis *hors d'Europe*. Elle a considéré que ceux qui sont établis *en Europe* ne se trouvent pas dans des conditions d'existence et d'éloignement telles qu'ils ne puissent venir accomplir sur le sol français leur temps de service militaire.

Mais cette manière de voir s'est trouvée démentie par les faits. L'expérience a prouvé, en effet, que des raisons identiques militent en faveur des uns et des autres : les services rendus au pays au point de vue de l'extension commerciale, les difficultés qui proviennent des dépenses à effectuer, du séjour prolongé loin de leur famille ou de leurs affaires, sont les mêmes, et la seule distance à parcourir pour se rendre du lieu de résidence étranger jusqu'à la métropole, — qui est égale pour les uns et pour les autres dans certains cas, — ne suffit pas à établir une distinction équitable.

Bien plus. Non seulement les jeunes gens habitant à l'étranger, en Europe, ne bénéficient à aucun titre des avantages accordés par la loi à ceux qui sont



établis hors d'Europe, mais ils ne profitent même pas des dispositions bienveillantes de cette même loi à l'égard des jeunes gens qui résident en France. Ceux-ci, grâce à l'obtention de certains diplômes, peuvent ne passer qu'une année sous les drapeaux, alors que les jeunes gens qui ont acquis leur instruction dans certaines écoles des pays étrangers, et ont obtenu dans ces pays des diplômes impliquant des connaissances équivalentes à celles de nos écoles privilégiées, n'ont droit à aucune diminution de leur temps de service militaire.

Qui n'aperçoit le danger d'une telle situation ? Tandis que nous traitons nos jeunes nationaux établis à l'étranger, en Europe, avec une rigueur que nous n'appliquons pas aux jeunes Français demeurés dans leur patrie, les pays étrangers, au contraire, leur offrent des avantages très positifs, très tentants, au point de vue du service militaire. Ces avantages, mis en parallèle avec les difficultés que notre loi de recrutement impose à ces jeunes gens, provoquent un véritable conflit entre leurs intérêts matériels et leurs sentiments patriotiques. Beaucoup d'entre eux (1), pressés par la nécessité, faiblissent et se font naturaliser étrangers, quand ils ne deviennent pas purement et simplement réfractaires. Dans l'un et l'autre cas, ce n'en est pas moins une perte réelle pour notre pays ; et ce n'est pas au moment où nous envisageons avec appréhension la diminution ou la faiblesse de la natalité en France, où l'insuffisance de nos contingents militaires n'apparaît pas sans péril, que nous devons, par une regrettable et injuste anomalie, nous priver de concours non moins précieux au point de vue militaire que pour l'extension des intérêts français à l'étranger.

C'est en s'inspirant de ces considérations patriotiques que la plupart des Chambres de commerce françaises en Europe (2) ont émis des vœux en faveur d'une modification, dans un sens plus libéral, de la loi du 15 juillet 1889.

Elles demandent, non l'assimilation pure et simple de nos jeunes nationaux établis en Europe à ceux qui sont actuellement visés par l'article 50, c'est-à-dire l'exonération complète du service militaire, mais une modération dans l'application de la loi. En d'autres termes, elles réclament pour cette catégorie de jeunes gens la faveur de n'être appelés sous les drapeaux que pour une seule année.

(1) On peut évaluer le nombre des jeunes gens établis à l'étranger, en Europe, et qui ne répondent pas à l'appel, à 50, 60, et certains renseignements disent même 80 p. 0/0.

Le service du recrutement ne possède pas de renseignements statistiques sur le nombre des jeunes gens établis à l'étranger et qui, d'après l'article 13 de la loi du 15 juillet 1889, doivent prendre part au tirage au sort dans le canton du domicile de leur père, mère ou tuteur.

On connaît seulement le nombre des jeunes gens résidant hors d'Europe dispensés du service militaire en vertu de l'article 50 de la loi du 15 juillet. Ce nombre a été :

|                       |     |
|-----------------------|-----|
| En 1891, de . . . . . | 431 |
| En 1892, de . . . . . | 465 |
| En 1893, de . . . . . | 638 |

Le nombre total des réfractaires, calculé d'après les listes générales de recrutement, s'est élevé :

|                      |       |
|----------------------|-------|
| En 1891, à . . . . . | 2.502 |
| En 1892, à . . . . . | 2.496 |
| En 1893, à . . . . . | 2.162 |

(2) Ont émis des vœux dans ce sens :

Les Chambres de commerce françaises de Milan, Rome, Madrid, Amsterdam, Genève, Bruxelles, Charleroi, Barcelone, Valencia (Espagne), Constantinople, Athènes-Pirée, Londres ; la Chambre de commerce française de Portugal, la Fédération des Sociétés françaises en Suisse, le Comité permanent de la colonie française de Bâle, la colonie française de Turin, la colonie française du littoral d'Autriche-Hongrie, les colonies françaises de l'ouïlle, de Venise, de Florence ; enfin le troisième Congrès (22 juin 1893) des Chambres syndicales de France et des Chambres de commerce françaises à l'étranger. — (En résumé, toutes les Chambres de commerce françaises d'Europe, moins une, celle de Naples, très peu importante, ont émis des vœux en faveur de la modification proposée.

On a objecté que l'application de cette mesure pourrait avoir pour conséquence le départ et l'établissement à l'étranger pour quelques années d'un certain nombre de jeunes gens désireux de profiter des avantages ainsi accordés par la loi, tout en se perfectionnant dans l'étude des langues étrangères et en étudiant les questions commerciales ou industrielles chez nos voisins.

Nous estimons qu'il n'y a pas lieu d'envisager avec appréhension une semblable hypothèse. En admettant que cette considération pousse une certaine catégorie de jeunes gens, dont le nombre resterait d'ailleurs forcément restreint, à aller s'établir à l'étranger *pour une période d'au moins dix années*, on reconnaîtra que les avantages qu'y trouverait notre expansion commerciale compenserait suffisamment l'exemption partielle de service qui serait consentie à ces jeunes gens, surtout si l'on ne perd pas de vue qu'ils auraient reçu pendant une année leur instruction militaire et qu'ils n'en compteraient pas moins dans notre effectif de guerre. Quant à envisager le cas où des jeunes gens, n'appartenant à aucune branche du commerce et de l'industrie, iraient s'établir à l'étranger pendant dix années dans l'unique but de se soustraire à une partie de leurs devoirs de citoyens, nous nous y refusons. Il faudrait, si de tels faits étaient démontrés, désespérer de la patrie. Mais rien de semblable n'est à craindre, et l'expérience prouve qu'aucun des jeunes appelés n'a jamais songé, à l'exception de ceux qui y sont contraints par leur situation antérieure, à bénéficier de l'article 50 en s'expatriant hors d'Europe.

Comme conséquence naturelle de cette nouvelle disposition de la loi, les jeunes Français résidant hors de France, en Europe, et qui sont actuellement sous les drapeaux pour y accomplir trois années de service, devraient être libérés par anticipation, soit immédiatement s'ils ont déjà accompli une année complète de service, soit aussitôt après qu'ils l'auront accomplie.

Le départ du contingent serait fixé pour l'étranger à la même époque que celui de la métropole (actuellement un sursis de deux mois est accordé aux appelés résidant en Europe). Enfin, une amnistie serait accordée aux réfractaires des classes précédentes, à condition qu'ils se mettent, dans les délais déterminés, à la disposition de l'autorité militaire pour accomplir leur année de service.

#### PROPOSITION DE LOI

Article unique. — En temps de paix, les jeunes gens qui, avant l'âge de dix-neuf ans révolus, ont établi leur résidence à l'étranger, en Europe, et qui y occuperont une situation régulière, seront, après un an de présence sous les drapeaux, renvoyés en congé jusqu'à la date de leur passage dans la réserve, sur leur demande et sur avis conforme du consul de France. Ils devront justifier de leur situation chaque année.

S'ils rentrent en France avant l'âge de trente ans, ils devront accomplir le temps de service actif dont ils auront été dispensés conditionnellement, sans toutefois pouvoir être retenus sous les drapeaux au-delà de l'âge de trente ans. Ils seront ensuite soumis à toutes les obligations de la classe à laquelle ils appartiennent.

S'ils rentrent après l'âge de trente ans, ils ne seront soumis qu'aux obligations de leur classe.

Pendant la durée de leur établissement à l'étranger, ils ne pourront séjourner accidentellement en France plus de trois mois et sous la réserve d'aviser le Consul de leur absence.

#### La statistique des naufrages.

M. Fabre, administrateur de l'Établissement de la caisse des invalides, vient d'adresser au ministre de la marine son rapport sur la statistique des naufrages et autres accidents de mer survenus pendant l'année 1893 sur les côtes de France,

d'Algérie et des colonies françaises, ainsi que de ceux survenus aux bâtiments français sur les côtes des pays étrangers.

M. Fabre constate tout d'abord que l'année 1893 peut être considérée comme normale tant pour le nombre des naufrages que pour celui des victimes ; on relève, en effet, pendant son cours, 319 naufrages et échouements et 835 pertes d'hommes ; si les premiers sont un peu plus nombreux, par contre, les pertes d'hommes ne dépassent pas 13,51 0/0 des équipages et passagers naufragés, et sur une période de six années une seule a été inférieure à cette moyenne.

Les 835 morts constatées se décomposent ainsi : 417 par suite de naufrages et d'échouements et 418 par suite d'accidents en dehors des naufrages.

Sur les 319 bâtiments naufragés, échoués ou disparus, on compte 283 français et 36 étrangers. 226 sont survenus sur les côtes de France et d'Algérie, dont 194 ont affecté la marine du commerce, 1 la marine de guerre et 31 des marines étrangères ; 39 ont eu lieu sur les côtes de nos colonies ou pays de protectorat ; sur ce nombre on compte 33 bâtiments du commerce, 1 bâtiment de guerre et 5 navires étrangers.

Enfin, sur les côtes des pays étrangers, nos bâtiments ont éprouvé 51 accidents dont un seul intéressant la marine de l'Etat.

L'importance des dommages subis par suite de ces naufrages est de 71 000. En effet, on compte seulement 97 bâtiments qui ont pu être réparés, tandis que 222 ont été complètement brisés.

On compte parmi ces derniers 41 navires perdus corps et biens.

Les pertes de matériel et d'hommes se répartissent ainsi suivant le genre de navigation : long-cours : 34 bâtiments, 101 hommes ; grande pêche : 22 bâtiments, 42 hommes ; cabotage : 96 bâtiments, 73 hommes ; bornage : 40 bâtiments, 13 hommes ; pilotage : 1 bateau, 1 homme ; petite pêche : 117 bateaux, 151 hommes ; plaisance : 6 bateaux, 9 hommes, et Etat : 3 bateaux, 23 hommes.

Si l'on recherche la nature et les causes de ces sinistres, on observe qu'ils peuvent se grouper de la façon suivante :

Navires perdus, sombrés ou brisés :

|                                                    |     |
|----------------------------------------------------|-----|
| Disparus corps et biens ou trouvés épaves. . . . . | 41  |
| Par suite de voies d'eau. . . . .                  | 25  |
| Par suite d'échouement avec bris. . . . .          | 103 |
| Par submersion. . . . .                            | 28  |
| Par abordage. . . . .                              | 23  |
| Par incendie. . . . .                              | 2   |
| Ensemble. . . . .                                  | 222 |

Navires avariés ou échoués sans bris :

|                                                                           |    |
|---------------------------------------------------------------------------|----|
| A la voile ou sous vapeur par mauvais temps. . . . .                      | 49 |
| A la voile ou sous vapeur par beau temps (dont 11 pour abordage). . . . . | 23 |
| A la voile ou sous vapeur par brume ou neige. . . . .                     | 9  |
| A la voile ou sous vapeur par suite de la violence des courants. . . . .  | 7  |
| A la voile ou sous vapeur par suite de voies d'eau. . . . .               | 3  |
| Au mouillage, ayant chassé sur leurs ancres. . . . .                      | 3  |
| Au mouillage, ayant brisé leurs chaînes. . . . .                          | 3  |
| Ensemble. . . . .                                                         | 97 |

En totalisant :

|                                                                                            |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Navires disparus, sombrés ou brisés, et, en définitive, perdus pour la navigation. . . . . | 222 |
| Navires avariés ou échoués sans bris, ayant pu reprendre la mer. . . . .                   | 97  |
| Total égal. . . . .                                                                        | 319 |

La grande majorité des accidents est due à des circonstances de force majeure ; toutefois, dans la nomenclature des naufrages, on en relève 55 pouvant mettre en jeu la responsabilité des équipages ou de leurs chefs, soit pour négligence ou fausses manœuvres, soit erreurs de feux ou de route et enfin

abordages. Dans cette dernière catégorie on constate que, sur 34 bâtiments entrés en collision, 23 ont été détruits et 11 seulement ont pu être remis à flot. Le total des victimes dans ces circonstances a été de 45.

Les pertes d'existences en dehors des naufrages se sont élevées à 418, ainsi qu'il est dit plus haut ; les causes s'en subdivisent ainsi :

|                                             |     |
|---------------------------------------------|-----|
| Submersions . . . . .                       | 229 |
| Accidents autres que submersion . . . . .   | 42  |
| Décès survenus à bord par maladie . . . . . | 147 |

Comme les années précédentes, la sollicitude des pouvoirs publics s'est efforcée d'atténuer les infortunes causées par les sinistres, et la caisse des invalides a distribué pendant l'année pour environ 35,000 francs de secours dits d'urgence aux familles des marins naufragés ; cette somme a été triplée par des distributions complémentaires faites au début de l'année 1894. Le montant total, 104,800 fr., a été réparti sur 925 personnes, dont 5 veuves de capitaines au long cours, 18 veuves de maîtres au cabotage, 1 ascendant de maître au cabotage, 226 veuves de marins, 201 ascendants de marins, et 474 enfants au-dessous de seize ans.

Les faits de sauvetage n'ont été ni moins nombreux ni moins brillants qu'à l'ordinaire. Le département de la marine en a récompensé 205 accomplis par nos seuls nationaux en 1893. Il a décerné 4 médaille d'or de 1<sup>re</sup> classe, 5 médailles d'argent de 1<sup>re</sup> classe, 51 médailles d'argent de 2<sup>e</sup> classe et 148 témoignages officiels de satisfaction.

La Société centrale de sauvetage des naufragés a dirigé pendant l'année 1893 77 sorties de canots et a sauvé 250 personnes et 23 navires.

## JAPON.

### Les conséquences de la guerre avec la Chine.

M. Klobukowski, consul général de France au Japon, vient d'adresser au ministre du commerce un rapport intéressant sur l'influence que la guerre sino-japonaise, commencée le 1<sup>er</sup> août dernier, paraît avoir exercée sur la situation économique du Japon. Nous extrayons de ce rapport les renseignements qui suivent :

#### *La situation économique avant l'ouverture des hostilités.*

L'année s'annonçait fort bien au double point de vue commercial et industriel. Au temps d'arrêt qui s'était manifesté durant les premiers mois de 1893, succédait une période d'activité d'excellent augure. La baisse de l'argent, s'accroissant de plus en plus, déterminait l'affluence des capitaux jusque-là accumulés dans les banques et qui trouvaient leur emploi dans des entreprises de tout genre dont l'abaissement correspondant du taux de l'intérêt favorisait également le développement. Au 15 février, on comptait un millier de sociétés nouvelles créées en moins de six mois au capital total d'environ 100,000,000 de yen (280 millions de francs environ, le yen valant au pair 5 fr. 16). Ce chiffre déjà très élevé avait plus que doublé en juin par la formation d'autres sociétés. De grands travaux se préparaient, car, cette année, on devait commencer à exécuter de nombreux projets dus tant à l'initiative du gouvernement qu'à celle des particuliers et qui, la plupart, avaient pour but l'augmentation du réseau de lignes ferrées sillonnant déjà l'Empire du nord au sud.

Les chemins de fer ont toujours été ici d'un très fructueux rapport ; les obligations et actions des compagnies d'exploitation sont peut-être les seules valeurs qui n'aient pas subi de dépréciation sensible à l'époque des plus fortes crises ; elles offrent la même sécurité que les valeurs d'Etat. Tracées avec soin et en vue de répondre à des besoins réels et bien constatés, les lignes ferrées



réalisent presque toutes de sérieux bénéfices que ne viennent pas grever des frais exagérés d'administration. Il convient, à la vérité, de noter que le prix de la main-d'œuvre étant peu élevé, la dépense de construction est bien plus faible qu'en Europe; d'autre part, la vie indigène est fort bon marché, le salaire des agents de tous grades très bas par conséquent. Enfin, la clientèle n'est pas exigeante; elle est encore dans la phase où, par comparaison aux anciens moyens de transport, charrettes, palaches, porteurs, le moindre tramway, si défectueux qu'il soit, constitue un progrès, une amélioration dont elle se montre ravie. Aussi, est-ce du côté de ces entreprises rémunératrices que se tournent les capitalistes au risque de négliger d'autres affaires aussi lucratives et certainement moins aléatoires.

C'est ainsi qu'on ne semblait pas, au commencement de l'année, se préoccuper de l'arrêt qui s'était produit un instant dans le commerce des soies à Yokohama, où le stock d'approvisionnement atteignait le chiffre énorme de 30.000 balles dont l'écoulement aurait procuré des avantages certains et immédiatement réalisables.

### *Situation économique après l'ouverture des hostilités.*

La nouvelle des premières hostilités eut, comme effet prévu, l'abandon à peu près complet des entreprises naissantes et la suspension des transactions commerciales; les transports par terre et surtout par mer devinrent des plus difficiles; les capitaux ayant été retirés, le taux de l'intérêt haussa subitement. Les denrées renchérirent sensiblement; le prix du riz particulièrement s'est élevé à la suite des envois de vivres aux corps expéditionnaires. Le coût du charbon de terre a subi une augmentation de 50 0/0.

Cet article n'avait pas été déclaré comme contrebande de guerre. Cependant les négociants japonais, se faisant un point d'honneur d'en pas approvisionner les ports chinois, s'étaient d'eux-mêmes abstenus de tout envoi. Mais en dépit de la grande consommation des bâtiments japonais, les dépôts étaient encombrés; d'un autre côté, le charbon d'Australie qui, précédemment, n'avait pu tenir devant la concurrence japonaise, commençait à se créer un important débouché en Chine. Le gouvernement a jugé que, dans ces conditions, il y avait lieu d'encourager l'exportation du charbon japonais et il a réussi, sans grande peine d'ailleurs, à dissiper les scrupules de ses sujets.

### *Premier emprunt national.*

De juin à août, l'inquiétude du commerce, déjà assez vive au début, s'est accentuée; mais cette gêne, conséquence d'une alarme passagère, s'est dissipée plus vite qu'on ne l'aurait cru. Les dépenses de guerre, bien que considérables immédiatement, n'étaient encore prélevées que sur les fonds de réserve du Trésor s'élevant à 26.000.000 de yen (environ 73 millions de francs) sans que la circulation en ait été affectée. Mais, la guerre menaçant d'être longue et nécessitant de grands préparatifs, le gouvernement du mikado s'est décidé enfin à contracter un premier emprunt national de 30.000.000 de yen (environ 84 millions de francs) au taux de 5 0 0.

Cet emprunt a été très rapidement couvert plus de deux fois; les souscriptions ont atteint en effet le chiffre de 76.949.000 yen (215 millions de francs environ).

### *Budget de la guerre et 2<sup>e</sup> emprunt.*

Le Parlement convoqué en septembre en session extraordinaire à Hiroshima, a siégé quelques jours seulement. Il s'est borné à voter en cinq minutes, à l'unanimité, sans examen, sans discussion, les yeux fermés pour ainsi dire, les crédits demandés par le gouvernement pour la continuation de la guerre.

Il est à remarquer qu'au milieu des graves événements que traverse la nation japonaise les dissentiments politiques tendent sinon à disparaître, du moins à ne plus se faire jour. Un même élan patriotique semble unir tous les esprits et tous les cœurs.

Les crédits demandés par le gouvernement comprenaient les 30.000.000 de yen, montant des premières obligations émises d'office par lui en raison de l'urgence, et les 100 millions de yen obligations à émettre dans la suite au fur et à mesure des besoins.

Les dépenses déjà effectuées s'élevaient à 44 millions de yen pour l'armée de terre et à 16 millions pour l'armée de mer. Les dépenses à effectuer s'élevaient à 90 millions de yen. Ce qui représentait au total 420.000.000 de francs environ.

La deuxième émission d'obligations s'élevant à 50.000.000 de yen (140.000.000 de francs environ) a été décidée en décembre. La mise à prix des nouvelles obligations, toujours à 5 0/0, a été, à la différence du précédent, de 95 yen par titre de 100 yen. C'était aux souscripteurs à enchérir. Ils ont, d'ailleurs, comme la première fois, répondu à l'appel du gouvernement, et ce nouvel emprunt a été également couvert près de deux fois. Sur les 90.274.730 yen, montant total des souscriptions, 22.102.030 yen ont été le résultat des chiffres offerts par les enchérisseurs.

Les versements effectués partiellement au Trésor, tant pour les obligations de la première émission que pour les obligations de la deuxième, étaient au 31 décembre de 14 millions 500.000 yen (40.600.000 fr. environ). Ceux à effectuer dans la suite étaient répartis comme suit :

31 janvier, 3.000.000 de yen ; 28 février, 8.000.000 ; 31 mars, 11.000.000 ; 30 avril, 13.000.000 ; 31 mai, 13.000.000 ; 30 juin, 13.000.000.

#### *Commerce extérieur.*

Le commerce extérieur pendant 1894 a été des plus satisfaisants : 113 millions de yen pour les exportations au lieu de 89 millions en 1893 ; 117 millions de yen pour les importations au lieu de 88 en 1893.

Les principaux articles exportés sont la soie, le thé, le cnivre, le charbon, le riz, les mouchoirs de soie, les allumettes. Les principaux articles importés sont : coton brut (19 millions de yen), coton filé (8 millions), mousseline de laine (3 millions), drap italien (1 million 700.000), sucre (13 millions), pétrole (5 millions), riz (8 millions), pois, haricots (2 millions).

Le commerce japonais a donné une preuve certaine de sa vitalité en ne périlant pas, alors que la majeure partie des ressources du pays étaient absorbées par les complications les plus graves.

#### *Situation financière.*

L'année 1894 a été entre toutes celle qui a présenté le plus de péripéties au point de vue financier. Dans la première partie, nous voyons se succéder des entreprises de toute nature qui absorbaient des capitaux considérables ; dans la deuxième, la guerre prend des proportions plus étendues et nécessite l'emploi de capitaux encore plus grands. Si le pays a pu faire face, sans panique, aux dépenses de l'expédition, il faut l'attribuer, ainsi que nous l'avons dit, à l'abandon des entreprises naissantes et à l'arrêt des affaires qui, du jour au lendemain, ont laissé les capitaux disponibles. D'autre part, les fonds de réserve constitués avec les économies du gouvernement, l'avaient mis à même de payer les premiers frais, en attendant la réalisation des emprunts. Les souscriptions volontaires et spontanées ont grossi dans une certaine mesure le trésor de guerre.

Mais tout cet argent, qui, en temps normal, trouve des placements productifs et profitables au commerce et à l'industrie et aurait entretenu la prospérité du pays et le bien-être général, a été affecté à des dépenses dont a bénéficié une minorité au détriment du plus grand nombre.

Les billets, émis par la Banque du Japon au fur et à mesure des exigences des marchés, étaient aussitôt retirés de la circulation pour solder les dépenses de plus en plus pressantes de guerre. C'est ainsi que cette banque, qui, seule, est autorisée aujourd'hui à émettre du papier-monnaie, avait déjà, en décembre dernier, mis en circulation le chiffre maximum des billets que pouvaient

garantir ses réserves métalliques. Malheureusement, ses émissions ne se sont pas arrêtées là; les besoins des marchés, ayant repris dans les derniers mois de l'année une activité croissante, l'ont décidée à prendre une mesure extraordinaire qui consistait à faire une nouvelle émission portant un impôt de 3 0/0 et s'élevant à 3.000 000 de yen (8.400.000 fr.).

A côté de cette rapide augmentation du papier-monnaie en cours, il convient de signaler la situation de l'encaisse métallique de la Banque qui accusait au 31 décembre une différence en moins de 3 270 000 yen (au taux moyen de 2 fr. 80, 9.136 009 fr.) sur celle du commencement de l'année. A ce chiffre vient s'ajouter celui de 10.000.000 de yen (28.000 000 de fr.) sortis en réalité de sa caisse; le déficit a été comblé, nominalement du moins, au moyen de la nouvelle conversion d'après laquelle 1 yen or de ses fonds de réserve est évalué maintenant, non pas à 1 yen 30 comme par le passé, mais à 1 yen 80 de l'argent, en raison de la baisse extrême de ce métal. Il y a lieu toutefois de noter que le nouveau mode de conversion adopté par la Banque du Japon n'a rien de juste; 1 yen or vaut, en effet, à l'heure actuelle, plus de 2 yen argent.

### Conclusions.

Ce rapide coup d'œil sur la situation économique de l'année précédente conduit M. Klobukowski aux conclusions suivantes :

Par le fait de la guerre, de lourdes charges pèsent sur le Japon. Jusqu'à ce jour, il les supporte avec courage, avec une énergie pleine d'entrain et d'abnégation.

Quelles que soient les difficultés provoquées par son intervention belliqueuse, on peut être assuré qu'il essaiera d'y faire face sans que son patriotisme, son esprit de sacrifices et sa confiance dans le succès final faiblissent un seul instant. Mais, si à l'effort qu'il vient d'accomplir et que les victoires de Ping-Yang, du Yalou, de Port-Arthur et de Wei-Hai-Wei ont couronné, succédaient de nouvelles opérations, il est évident que ses ressources, suffisantes à l'heure actuelle, ne tarderaient pas à s'épuiser. Ses dépenses de guerre se chiffrent à la fin de chaque journée par près de 3 millions de francs. Pour peu que la campagne dure quelques mois encore, c'est une somme d'au moins 3 à 400 millions qu'il faudra réaliser. Un troisième emprunt national la fournira-t-il ? Il est permis d'en douter. Or, si avec ses seuls moyens, le gouvernement japonais se trouvait dans l'impossibilité d'atteindre le but qu'il se propose, il serait obligé, engagé comme il l'est, de faire appel aux capitaux étrangers, ce à quoi il ne veut se résoudre qu'à la toute dernière extrémité.

En 1891, dans une de mes communications, j'étais amené à constater la grande vitalité de ce pays et je disais ceci : « Sa force de résistance est considérable, car elle est faite des éléments les plus féconds : la richesse de son sol, l'accroissement de sa population et l'esprit d'entreprise. Les catastrophes d'ordre physique, les crises économiques et politiques peuvent troubler momentanément cet empire et pour quelque temps retarder sa marche; elles ne le détourneront pas de la voie qu'il suit avec tant de persistance depuis vingt ans. »

Ce que j'écrivais à cette époque est, sans y changer un mot, d'une application actuelle, mais à la condition que, dans le chemin qu'il parcourt avec une assurance et une fermeté dignes d'éloges, le Japon sache s'arrêter à temps, à la condition que, résistant sagement à un entraînement légitime, il n'assume pas une responsabilité peut-être au-dessus de ses forces, et qu'il regretterait, dans un avenir prochain, de n'avoir pas évitée.

## PARAGUAY

Il paraît, à l'Assomption, sous les auspices du Consulat de France, un *Bulletin mensuel du Comité consultatif du commerce français au Paraguay*. Cette publication, très utile et très intéressante, donne l'aperçu suivant sur les relations internationales du Paraguay :



Nous croyons, au point de vue commercial, pouvoir nous étendre sur ce chapitre intéressant. La conclusion d'un traité de limites entre le Paraguay et la Bolivie préoccupe le monde diplomatique et commercial de l'Amérique du Sud. Nous en ferons l'historique en deux mots.

Il y a trente années que les deux Républiques se disputaient la possession de terrains du Chaco, habités par des tribus indiennes.

En 1863, la Bolivie envoyait sa première légation au Paraguay. Son titulaire, Aniceto Arce, avec une nombreuse escorte, vint à l'Asuncion par le Rio Bermejo, après avoir subi les plus grandes fatigues et les plus grands dangers.

Le tyran Lopez, trop occupé de ses préparatifs belliqueux pour la guerre de la triple alliance, laissait partir l'ambassade sans étudier ses propositions en vue d'une communication entre la Bolivie et le Haut Paraguay.

C'est en 1879 que les Plénipotentiaires A. Quijarro et J. Segundo Decoud signèrent le premier traité. Il fut approuvé en 1881 par la Convention nationale de La Paz, mais les Chambres paraguayennes refusèrent leur sanction.

En 1887, la Bolivie déléguait Isaac Tamayo, qui, le 16 février de la même année, signait, avec le ministre paraguayen des relations extérieures, docteur Benjamin Acebal, un nouveau traité.

La zone, réclamée par la Bolivie, devait être soumise à un jugement arbitral.

La Convention Nationale bolivienne, réunie à Sucre, approuvait ce traité, en 1888.

C'est en 1883 qu'une expédition bolivienne, dont notre compatriote Arthur Thouar faisait partie, traversait le Chaco, à la hauteur du Pilcomayo.

Une compagnie, à laquelle nos géomètres français d'Asuncion prêtèrent leur concours, commençait également une route à Puerto Pacheco, compris dans la zone litigieuse. L'occupation militaire de ce point, par le Paraguay, fit cesser les travaux et rompre toutes les négociations.

En 1894, la Bolivie envoyait de nouveau un Plénipotentiaire, le docteur Telmo Ichazo. Après de nombreuses conférences, le 23 novembre courant, le ministre paraguayen Gregorio Benitez acceptait un *traité de limites et de commerce* reconnaissant à la Bolivie la zone comprise dans le 21°, c'est-à-dire depuis deux lieues et 400 mètres, au-dessus de Fort Olimpo jusqu'à Bahia Negra, avec obligation de respecter les propriétés particulières vendues ou cédées par le Paraguay.

La Bolivie aura donc une sortie sur le Rio Paraguay, d'environ 22 lieues de côtes, sur la rive droite du fleuve.

Le fort Olimpo est une position stratégique élevée par le dictateur Francia et à laquelle il sera facile de rendre son ancienne importance.

L'opinion générale est que ces deux pays méditerranéens doivent obtenir de grands bénéfices de la sanction définitive de la question des limites.

De plus, le traité de commerce stipule le libre échange des produits entre les deux nations.

Au dire de personnes autorisées, le Paraguay doit être le centre commercial des communications avec la Bolivie, le dépôt de ses marchandises, le point d'escale obligatoire pour sa navigation. L'Asuncion doit être pour le commerce bolivien ce que Montevideo fut au commerce du Rio de la Plata.

Le commerce de Oruro, Cochabamba, La Paz, Santa Cruz, etc., pourra réaliser l'idée d'établir une compagnie de navigation avec l'Europe, arrivant à l'Asuncion, et transbordant par annexes à Bahia Negra, que la voie ferrée reliera à ces divers points.

La presse uruguayenne, sous l'inspiration de l'actif consul général paraguayen à Montevideo, docteur Mathias Alonso Criado, voit dans l'arrangement de la question des limites une évolution économique de la plus haute importance pour le commerce du Rio de la Plata.

Nous en acceptons l'augure.



## RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

La situation commerciale, industrielle et financière de cette République en 1894 est exposée de la manière la plus intéressante par un rapport de M. Aubert, Consul de France à Pretoria. Nous allons en donner quelques extraits.

Prise dans son ensemble, la situation commerciale, industrielle et financière, de la République sud-africaine a été des plus favorables pendant l'année 1894. Le commerce a fait des progrès notables ; la production des mines a atteint un chiffre inconnu jusqu'à ce jour ; les cours des valeurs minières se sont relevés, grâce surtout aux achats importants faits par la France ; les faillites ont été rares ; les revenus publics donnent un excédent constant ; le pays est désormais en communication directe par chemin de fer avec les ports de la colonie du Cap au sud, avec la baie Delagoa à l'est et sera prochainement relié par voie ferrée avec Durban, dans la colonie de Natal. On trouve donc réunis dans la République sud-africaine tous les éléments qui pourraient en assurer la prospérité et le développement, sous un gouvernement sage, prévoyant, attentif aux besoins du pays, prêt à les satisfaire et même à les devancer.

### Commerce.

Les importations dans la République sud-africaine ont atteint, en 1894, une valeur de 161 055.375 francs, tandis qu'elles n'avaient été que de 134.292.525 fr. en 1893 et d'environ 100 millions en 1892, en tenant compte de la valeur des marchandises importées en franchise, ne figurant pas aux tableaux de cette dernière année. Le commerce a donc régulièrement augmenté de plus de 25 millions de francs pendant ces trois dernières années.

L'ouverture du chemin de fer entre le Cap et le Transvaal a, sans doute, contribué dans une large mesure à ce développement du commerce avec l'étranger, plus particulièrement par la colonie du Cap.

Les marchandises importées par cette voie, en 1894, représentaient une valeur de 112 598.325 fr. contre 87.645.175 fr. en 1893, lorsque le chemin de fer s'était rapproché, et 40.583.550 fr. en 1892, alors que les transports par bœufs étaient encore les seuls usités.

Les importations par Natal ont continué à diminuer. Elles n'ont été que de 25.435.100 fr. en 1894, tandis qu'elles atteignaient le chiffre de 28.908.000 fr. en 1893 et 40.216.000 fr. en 1892.

La République d'Orange jouit également du bénéfice d'être reliée par chemin de fer avec la République sud-africaine. Elle y a importé, en 1894, pour 11.351.725 fr. de marchandises, soit pour 3.776.725 fr. de plus qu'en 1893 et pour 7.433.725 fr. de plus qu'en 1892. Grâce au chemin de fer, le trafic entre les deux pays a donc triplé en trois ans.

Les relations par Delagoa bay n'indiquent qu'un très léger progrès : 11 millions 620.225 fr. en 1894 et 10.163.000 fr. en 1893. Il est vrai que le chemin de fer entre ce port et Pretoria n'a été ouvert au trafic qu'au mois de décembre dernier. Le résultat n'en pourra donc être apprécié qu'en 1895.

Les importations en 1894 sont réparties comme suit, d'après leur provenance et la voie qu'elles ont suivie :

| Provenance         | Voie               |                   |                   | République<br>d'Orange | Total<br>en francs |
|--------------------|--------------------|-------------------|-------------------|------------------------|--------------------|
|                    | Le Cap             | Natal             | Delagoabay        |                        |                    |
| Europe.....        | 82.684.450         | 8.231.575         | 7.539.325         | »                      | 98.455.350         |
| Colonie du Cap..   | 28.383.050         | »                 | »                 | »                      | 28.383.050         |
| Natal.....         | »                  | 16.907.100        | »                 | »                      | 16.907.100         |
| Delagoa bay.....   | »                  | »                 | 3.933.325         | »                      | 3.933.325          |
| Républ. d'Orange   | »                  | »                 | »                 | 11.351.725             | 11.351.725         |
| Autres pays.....   | 1 530.825          | 296.425           | 147.575           | »                      | 1.974.825          |
| <b>Totaux.....</b> | <b>112.598.325</b> | <b>25.435.100</b> | <b>11.620.225</b> | <b>11.351.725</b>      | <b>161.005.375</b> |

La colonie du Cap a conséquemment bénéficié des importations du Transvaal en 1894, comparativement à 1893.

Dans les importations du Cap sont comprises nombre de marchandises de provenance européenne tirées des entrepôts de Port-Elisabeth et d'East-London.

Le reste des importations de cette colonie se compose de vins, d'alcools, consommés à l'état naturel ou transformés en whisky, des fruits, des semences, des produits agricoles, des voitures.

La colonie de Natal importe surtout des thés, des sucres, des bois ouvrés, des fruits.

La République d'Orange écoule en Transvaal la plus grande partie de sa production agricole : blés, orges, maïs, avoines, légumes, du gibier, de la volaille, des bêtes de boucherie.

Delagoa bay, n'étant un centre ni industriel ni agricole, ne peut importer que des marchandises d'origine européenne. Tirées de ses entrepôts, et, en outre, des fruits et une petite quantité d'alcools.

L'Amérique envoie au Transvaal des machines industrielles et agricoles, des outils, de la quincaillerie et une grande quantité de meubles à bon marché en bois peint, commodes, armoires, tables, chaises, qui sont expédiées démontées et paient ainsi bien moins de transport.

L'Australie importe des farines, des bois de charpente et des mines.

Quant aux importations d'Europe, elles comprennent tous les produits industriels et commerciaux imaginables.

Le produit des donanes a de nouveau subi une augmentation considérable.

Il a été, en 1894, de 20.304.325 francs ;

Il n'était, en 1893, que de 17.320.775 fr. ;

En 1892, de 11.035.096 fr. ;

Et en 1891, de 7.916.500 fr.

L'industrie et le commerce français se sont bornés, comme d'habitude, à quelques timides tentatives pour augmenter leurs relations ou s'en créer de nouvelles. On m'a envoyé nombre de prospectus et de prix-courants, en français bien entendu ; il ne pouvait pas en résulter un courant d'affaires important. Nos négociants désireraient que nous remplissions le rôle de distributeurs de prospectus, de placiers, de commis-voyageurs, fonctions fort honorables sans doute, mais qui ne donnent de résultats que si elles sont exercées au profit d'une seule maison ou de quelques maisons de diverses spécialités, qu'on connaît, dont on peut faire apprécier les produits, recommander l'exactitude et l'honorabilité, et dont on cherche exclusivement à favoriser les intérêts.

Il nous faudrait, au contraire, dans les consulats, rendre ces services à des centaines de maisons de Bordeaux, de Cognac, par exemple, qui s'adressent à nous pour avoir des correspondants ou des agents.

Or, comment pourrions-nous les satisfaire, sinon toutes, du moins même plusieurs d'entre elles ? D'abord le nombre des agents est restreint (il n'y en a même pas au Transvaal) ; ensuite combien de fois n'arrive-t-il pas qu'après avoir trouvé un agent, celui-ci vient nous dire, quelque temps après, que la maison est de troisième ou quatrième ordre et qu'il ne peut rien faire pour elle !

Je crois donc, et cette opinion est partagée par tous ceux qui se sont occupés de la question des consulats, non pas au point de vue individuel, mais au point de vue des intérêts généraux, je crois donc, dis-je, que le rôle des consuls doit se borner à éclairer le commerce sur les ressources de leur résidence, sur les débouchés qu'elle peut offrir aux produits français, sur les voies de communication et les frais de transport, sur le régime des douanes et sur toutes les questions qui intéressent le commerce et l'industrie en général. C'est ensuite à l'initiative privée à profiter de leurs informations.

C'est malheureusement cette initiative privée qui fait généralement défaut chez nous. Pour n'en donner qu'un exemple, j'ai établi à grand-peine, dans

mes rapports pour 1891 et 1892, la liste des maisons françaises dont les produits se vendent couramment, par des intermédiaires anglais, dans la République sud-africaine. Ces maisons ont-elles jamais lu le *Moniteur officiel du commerce*? Il faut croire que non, car jamais aucune d'elles n'a envoyé un représentant dans le pays pour y nouer des relations directes ou étendre celles existantes.

Une seule maison française de Bordeaux est représentée dans le pays. Elle a envoyé un large stock de marchandises à son agent, qui lui a fait faire pour 800.000 fr. d'affaires en moins de deux ans.

Ce même agent est aujourd'hui en France pour engager quelques négociants à se syndiquer, dans le but de fonder à Johannesburg un entrepôt des produits français courants dans le pays, et dont il croit le succès assuré. Johannesburg est, en effet, le centre commercial le plus important du Transvaal et c'est là surtout qu'il importe de nous faire connaître et apprécier.

### Industrie.

*Distilleries.* — La distillerie d'eau-de-vie de grains « De Eerste Fabricken » près de Prétoria, continue à cacher avec un soin jaloux le chiffre de sa production. On dit, cependant, que ses whiskies peuvent rivaliser avec ceux des meilleures marques d'Ecosse et d'Irlande.

Depuis quelque temps, de nombreuses distilleries d'eau-de-vie de sucre s'étaient établies dans le pays. Elles étaient même très florissantes, paraît-il, mais un droit de consommation de 2 francs environ par litre ayant été imposé à leurs produits, elles sont maintenant en pleine décadence.

*Brasseries.* — Les cinq brasseries de Johannesburg livrent à la consommation environ 5.000 gallons (22.500 litres) de bière par jour; les deux de Prétoria, plus modestes, n'en brassent pas la vingtième partie.

La fabrique de ciment, près de Prétoria, a subi des améliorations importantes et vient de reprendre le travail.

La fabrique de dynamite a livré au commerce 55.384 caisses d'explosifs en 1894. La compagnie qui exploite le monopole est occupée à construire, sur la ligne de Johannesburg, une usine qui fabriquera les acides dont elle aura besoin et devra pouvoir fournir dix mille caisses d'explosifs par mois.

Les projets d'établissement de fabriques de sucre et de tissus de laine, dont j'ai parlé dans mon dernier rapport, ne sont pas encore réalisés.

Une fabrique de conserves de fruits a été montée récemment à Prétoria. Elle n'en est encore qu'à son début.

### Chemin de fer.

Le grand événement de l'année a été, en décembre dernier, l'ouverture aux voyageurs et au trafic des marchandises de la ligne Delagoa bay-Prétoria.

La capitale de la République sud-africaine se trouve donc, désormais, en communication par voie ferrée avec :

|                                  |       |             |
|----------------------------------|-------|-------------|
| La ville du Cap (colonie du Cap) | 1.674 | kilomètres. |
| Port-Elisabeth                   | —     | 1.191 —     |
| East-London                      | —     | 1.114 —     |
| Lourenço-Marqués (Delagoa bay)   | 593   | —           |

Le projet si longtemps caressé par M. Krüger, président de la République sud-africaine, s'est donc enfin réalisé, malgré toutes les difficultés politiques, financières et matérielles, qui l'ont entravé. La République sud-africaine est maintenant affranchie du joug que n'a cessé de faire peser sur elle la colonie du Cap qui croyait détenir à jamais et sans compétition possible les clefs du centre de l'Afrique et plus particulièrement celles du Transvaal.

Le trafic va, en conséquence, subir un déplacement notable, au détriment des ports de cette colonie, en raison de l'abréviation du trajet, par terre et des facilités que l'on rencontre à Lourenço-Marqués. L'aménagement du port et son outillage ne répondent pas encore aux besoins d'un trafic important; mais on espère que, leur intérêt aidant, les Portugais sortiront de l'apathie qui les caractérise et sauront profiter des avantages de leur position géographique.

La construction de la ligne de Charlestown à Johannesburg, devant relier cette ville au réseau de Natal, et que l'administration de cette colonie a entrepris de construire, fait des progrès rapides. Cette nouvelle voie sera certainement livrée au service bien avant le terme fixé par le contrat dont j'ai donné les principales conditions dans mon rapport de l'année dernière. Son achèvement est une question vitale pour le Natal, qui a vus ses exportations pour le Transvaal tomber de 40 millions de francs, en 1892, à 25 millions, en 1894.

Les travaux de la ligne du Silali ont fait peu de progrès dans le courant de l'année. Ils ont été retardés par les inondations et par des difficultés avec le gouvernement. La ligne de Barberton n'avance également que très lentement.

Il n'a pas encore été donné suite aux autres projets de chemins de fer.

### Industrie des Mines.

*Mines de charbon.* — L'exploitation des mines de charbon a pris un développement considérable pendant l'année dernière.

Voici quelle a été la production des différentes compagnies houillères :

|                                                     | Tonnes        |
|-----------------------------------------------------|---------------|
| Transvaal coal trust. . . . .                       | 284.432       |
| Cassel colliery. . . . .                            | 135.169       |
| Wishan coal Min Co. . . . .                         | 14.732        |
| South Wales collieries. . . . .                     | 20.523        |
| Bokburg collieries. . . . .                         | 20.404        |
| Victoria et Phoenix. . . . .                        | 26.162        |
| S. A. et O. F. S. coal et min. association. . . . . | 177.915       |
| Vogelfontein environ. . . . .                       | 12.000        |
| Springs . . . . .                                   | 60.000        |
|                                                     | <hr/> 751.337 |

non compris le rendement des mines de Middelburg, dont l'exploitation régulière n'a commencé que depuis l'ouverture de la ligne Prétoria-Middelburg-Delagoa bay.

Le *Transvaal coal Trust*, qui alimente de combustible les compagnies aurifères du Witwatersrand, a donné 7 1/2 0/0 de dividende en 1894.

La *Cassel Colliery Co*, qui approvisionne également les mines d'or, a donné un dividende de 10 0/0.

La *South african et Orange free state coal and mining association*, dont es mines sont sur le Vaal, vend presque tous ses charbons à l'administration des chemins de fer de la Colonie du Cap, à raison de 12 fr. 50 par tonne.

Les mines des *Springs* appartiennent à la Compagnie du chemin de fer et sont exploitées par elle pour son usage presque exclusif.

La production des autres mines est vendue aux environs de Johannesburg.

### Mines d'or.

La production des mines d'or de la République sud-africaine a été, en 1894, de 2.265.853 onces (70.448 kilos), soit une augmentation de 651.609 onces (20.237 kilos) sur le rendement de l'année précédente. La production par district a été comme suit :

|                                      | Onces           | Kilos        |
|--------------------------------------|-----------------|--------------|
| Witwatersrand. . . . .               | 2.024.164       | 62.934       |
| Vallée du Kaap. . . . .              | 92.577          | 2.878        |
| Lydenburg. . . . .                   | 60.273          | 1.874        |
| Klerksdorp et Potchefstroom. . . . . | 77.714          | 2.416        |
| Zoutpansberg . . . . .               | 10.629          | 331          |
| Malmani. . . . .                     | 494             | 10           |
|                                      | <hr/> 2.265.853 | <hr/> 70.448 |



## BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

## Revue des Deux-Mondes.

1<sup>er</sup> mai. — *Lacordaire intime. L'ami et le prêtre*, d'après des lettres inédites, par le comte d'Haussonville. — *Terre d'Espagne : Lisbonne, Cordoue, Grenade, Gibraltar*, par René Bazin. — *Bonaparte à Toulon* (fragment des mémoires de Barras). — *La moralité de la doctrine évolutive*, par F. Brunetière. — *Souvenirs de la vie malgache*, par Robert Dameray. — *Le Havre et la Seine maritime*, par J. Fleury. — *Un négociateur français à Rome : Le Cardinal d'Ossat*, par le vicomte de Vogüé (à propos d'une publication récente).

15. — *De Léoben à Campo-Formio : La question des limites et le Coup d'Etat*, par Albert Sorel. — *Le règne de l'argent : Les Sociétés par actions, le patronage et le progrès social*, par An. Leroy Beaulieu. — *La crise de la métaphysique en Allemagne*, par Lévy-Bruhl. — *Le pèlerinage de la Mecque et la propagation des épidémies*, par le professeur Proust. (Exposé d'un homme particulièrement compétent qui a représenté la France dans les différentes Conférences sanitaires internationales. Il montre bien les difficultés du règlement des questions de salubrité et d'hygiène qui touchent à cet exode annuel du monde musulman vers les villes saintes ; la bonne volonté des autorités ottomanes elles-mêmes sera souvent exposée à échouer devant l'ignorance et le fanatisme de la foule qui ne veut souffrir aucune atteinte aux traditions qu'elle vénère et aux usages séculaires qu'elle est habituée à observer. En 1893, on savait, un mois avant les fêtes, que le choléra sévissait à la Mecque ; 2,000 à 3,000 pèlerins, qui attendaient à Suez, n'en sont pas moins partis ; il paraît qu'en les arrêtant, on eût commis un véritable sacrilège. Il est politiquement et matériellement impossible d'empêcher le pèlerinage. Du moins, les Puissances doivent-elles veiller à ce que les pèlerins soient placés, à l'aller et au retour, dans les meilleures conditions possibles. Plus on fera pour le pèlerin et moins on aura à faire contre lui.) — *Les chemins de fer aux Etats-Unis*, par Louis Paul-Dubois. — *Le Tasse, son centenaire et sa légende*, par G. Valbert. — *La philosophie de M. Balfour*, par T. de Wyzewa (analyse de l'ouvrage récent de l'éminent homme politique sur les fondements de la croyance). — *Le moyen de parvenir*, à propos d'une nouvelle édition des mémoires de Gourville, par René Doumic.

## Le Correspondant.

10 mai. — *Le duc de Bourgogne et Beauvilliers*, par le marquis de Vogüé. (Très intéressante étude d'après de nombreuses lettres inédites du duc de Bourgogne). — *A la veille des élections italiennes*, par Eug. Boeglin (très rude critique du Gouvernement italien et apologie du parti catholique à raison de sa non participation aux élections). — *Souvenirs et correspondances*, par M<sup>me</sup> Octave Feuillet (lettres de son mari, écrites pendant la guerre de 1870). — *Berryer intime*, par Ch. de Lacombe. — *Impressions de deux voyageurs* (Pierre Loti et Paul Bourget) : *Palestine et Amérique*, par Henry Bordeaux.

25. — *La première croisade prêchée à Clermont*, par H. de Lacombe. — *M. l'abbé de Broglie*, par Mgr d'Hulst. — *Souvenirs et correspondances*, par M<sup>me</sup> Octave Feuillet. — *L'alliance autrichienne sous Louis XV*, par L. de Lanzac de Laborie (à propos du livre publié sous ce titre par le duc de Broglie). — *La mission française de Brazzaville*, par Mgr Augouard.

## Revue politique et littéraire.

16 mars. — *Pétition d'électeur qu'on empêche de voter*, par Paul Laffitte. — *Madagascar sous la Restauration*, par G. Isambert. (C'est la période qui a

été, jusqu'à présent, le moins étudiée, qui offre cependant un certain intérêt, parce qu'on y trouve l'origine de toutes les difficultés qui nous ont été créées depuis lors.) — *Un précurseur de Karl Marx : La « théorie des loix » de Linguet*, par Jean Cruppi (chapitre de l'ouvrage publié sous le titre de : *Un avocat journaliste au XVIII<sup>e</sup> siècle*). — *Comment les Anglais civilisent l'Égypte*, par H. Pensa.

23. — *La Société française contemporaine : Le noble*, par de Rivalière (portrait peu flatté). — *Madagascar sous la Restauration* (fin), par G. Isambert. — *M. Trarieux*, par Pierre Puget. — *La diplomatie au temps de Machiavel*, par Eug. Müntz (compte-rendu de l'important ouvrage de M. de Maulde). — *Napoléon III intime*, par Paul Monceaux (à propos de diverses publications récentes).

30. — *Lettres inédites de Napoléon I<sup>er</sup> au duc de Vicence* (1808-1809), avec une introduction et des notes, par Albert Vandal. (Ces lettres ont été écrites alors que Caulaincourt représentait Napoléon à Saint-Petersbourg, c'est-à-dire à l'époque où l'alliance russe était le pivot de la politique napoléonienne; elles offrent donc un intérêt exceptionnel.) — *La société française contemporaine : Le noble* (fin), par de Rivalière. — *Paul Bourget moraliste*, par Georges Pellissier.

6 avril. — *Lettres inédites de Napoléon I<sup>er</sup> au duc de Vicence* (2<sup>e</sup> partie). — *L'anniversaire du prince de Bismarck*, par F. Amouretti.

13. — *Le centenaire de l'Ecole normale, la promotion de 1872*, par Georges Duruy; *l'instruction militaire à l'école*, par Lalande. — *Les associations de malfaiteurs en Tunisie*, par Pierre Mille (situation particulière des Italiens, détails curieux spirituellement présents). — *Outre-Mer, les Etats-Unis d'après M. Paul Bourget*, par Em. Faguet.

20. — *Les budgets de l'avenir*, par Paul Laffitte. — *L'Ecole normale et la Revue bleue*, par Fr. Sarcey. — *Lettres de Napoléon I<sup>er</sup> au duc de Vicence* (fin de cette très intéressante publication). — *L'esprit normilien*, par Paul Monceaux.

27. — *Le sens véritable des évangiles*, par le comte Tolstoï. — *Ma compagnie. Notes d'un capitaine*, par Georges de Lys. — *L'armée Hova*, par le commandant d'Equilly.

4 mai. — *Balzac, d'après sa correspondance*, par G. Lanson. — *Balzac et la France*, par Jean Heimweh (réponse à un récent opuscule de M. Franz Wirth, président de la Société des Amis de la Paix de Francfort).

11. — *L'éducation et la société en Angleterre*, par H. Marion (à propos des ouvrages de M. Max Leclerc). — *La littérature bourgeoise en Allemagne : Gustave Freytag*, par Conrad Alberti. — *Les chansons madécasses de Parny*, par Henri Potez.

18. — *Les dernières années du maréchal de Ségur*, par le comte Pierre de Ségur. — *L'Eglise et l'Etat, premiers conflits*, d'après les discours de Jules Ferry, par Alfred Rambaud. — *L'Espagne et Cuba*, par H. Pensa.

25. — *Les journées de février et de juin 1848*, racontées par deux Allemands. — *Les Bourbons franc-maçons*, par H. Mouin. — *L'Afrique romaine*, par Alfred Rambaud. — *Lettres inédites de Mazzini*, par Paul Monceaux.

### La Revue de Paris.

1<sup>er</sup> mai. — *Barras et les grandes journées de la Révolution*, par Georges Duruy. (Les réflexions de l'auteur sur le récit de ces journées par Barras sont du plus grand intérêt.) — *En Terre-Sainte*, par Paul Bourget. — *Napoléon III et M. Drouyn de Lhuys en 1855*, par L. Thouvenel.

15. — *Europe et Japon*. (Article anonyme daté du Japon, dont la conclusion est que le conflit sino-japonais est le début d'une évolution très grave à coup sûr, menaçante peut-être pour le monde entier. — *Joséphine avant Bonaparte. Son premier mariage*, par Frédéric Masson. — *L'alimentation de Paris*, par Th. Funck-Brentano. (Détails curieux empruntés à des ouvrages

récents. La conclusion, très bien amenée, est la suivante : de même que, si l'alimentation de Paris était livrée à une liberté sans ordre, les habitants ne tarderaient pas à mourir, les uns de famine, les autres de maladies pestilentielles, de même une nation dont les hommes d'Etat ont foi dans le principe de la liberté absolue est menacée d'une de-agrégation sociale et d'une ruine complète. La liberté doit être ordonnée, soit par les traditions et les coutumes, ainsi qu'elle le fut dans la vieille France, soit par des lois et des mesures administratives capables de détruire les abus, d'entraver les excès, de sauvegarder la liberté et l'indépendance de chacun.) — *Une crise ministérielle sous Louis XVI*, par le comte Pierre de Segur. (Il s'agit du remplacement, au ministère de la guerre, du prince de Montbarrey par le marquis de Segur.)

### Bibliothèque universelle et Revue Suisse.

Mai. — *La question du Maroc*, par Pierre Martel (exposé d'ensemble). — *L'assurance obligatoire et les caisses libres*, par Numa Droz (seconde et dernière partie d'un travail où l'éminent homme d'Etat donne les conseils les plus sensés et les plus courageux). — *A la poursuite des grands fauves américains*, par Abel Veuglaire.

### Revue des Revues.

1<sup>er</sup> avril. — *Le droit de mourir*, par le professeur Enrico Ferri. (Il ne s'agit pas seulement du droit de mourir, mais aussi du droit de tuer : dans quelle mesure le concours au suicide est-il licite ? Nombreuses hypothèses et distinctions.) — *Socialisme et darwinisme*, par A. Chiapelli (analyse d'un article de la *nuova antologia*). — *Maître et serviteur*, par le comte Léon Tolstoï. (Traduction de la dernière œuvre du célèbre écrivain). — *Les saints du dernier jour*, par A. Dingelsledt (exposé de la situation actuelle du mormonisme par un écrivain russe qui a séjourné à Utah). — *Les coulisses du Coup d'Etat* (d'après une revue américaine). — *La révolution orthographique* (programme d'une association constituée en Algérie).

15. — *La Russie vagabonde*. — *Les Pruls du Soudan*, par le lieutenant-colonel Monteil. — *M. de Bismarck au tribunal de l'opinion* (opinions de divers écrivains célèbres). — *Les villages contre les grandes villes* (programme d'un publiciste américain pour permettre aux villages de lutter contre l'influence absorbante des villes).

4<sup>er</sup> mai. — *Sommes-nous plus fous que nos pères ?* par le professeur César Lombroso. — *La Nouvelle-Guinée*, par le Dr Meyners d'Estrey. — *La femme dans la société contemporaine : Les femmes dans les Universités européennes et la femme américaine* (deux articles intéressants). — *Les mendiants américains* (analyse du travail d'un journaliste américain qui s'est fait pendant plusieurs mois vagabond et mendiant pour étudier les mœurs qu'il décrit). — *Les Japonais intimes* (impressions d'un Russe qui a séjourné 10 ans au Japon).

15. — *La folie du Tasse*, par le Dr Cabanès. — *La ruine de l'Angleterre* (analyse d'une étude publiée dans la *Quarterly Review*). — *La Russie, la Mongolie et la Chine*, par Elisée Reclus (traduction d'un article publié dans la *Contemporary Review*).

### Le droit d'auteur.

15 avril. — *La première revision partielle de la loi américaine sur le Copyright du 3 mars 1891*. — *Le conflit anglo-canadien relativement à la loi canadienne de 1889 concernant le droit d'auteur* (exposé détaillé). — Lettre de M. Darras sur diverses questions de propriété littéraire ou artistique s'étant présentées récemment devant les tribunaux (propriété des œuvres photographiques, conférences publiques, reproduction de documents officiels, cessions des œuvres intellectuelles). — Circulaire de l'association littéraire



internationale concernant la création d'un *Répertoire universel bibliographique* (conclusion dans ce but d'une convention analogue aux conventions postales, des chemins de fer) — *Quand expire en France le droit exclusif de traduction appartenant à l'auteur d'ouvrages publiés en Allemagne, en Angleterre, en Espagne et aux Etats-Unis?* Question très délicate, au moins pour l'Allemagne et l'Angleterre, posée très nettement.

13 mai. — *Loi des Etats-Unis du 2 mars 1895* revisant la loi du 3 mars 1891 sur le « international Copyright ». — *La question des instruments de musique mécaniques* (étude doctrinale intéressante suivie de décisions judiciaires). — *Projet du Japon d'accéder à l'Union internationale*. — *Programme du Congrès de Dresde de l'Association littéraire internationale*.

### La propriété industrielle.

30 avril. — *Les brevets espagnols de cinq ans*. — *La protection des marques de fabrique en Tunisie*. — La question de la solidarité des brevets aux Etats-Unis (décision récente de la Cour suprême). — Situation des marques françaises en Autriche-Hongrie. — Tentative faite aux Pays-Bas en faveur des brevets d'invention. — Nouvelle législation japonaise sur les brevets, et perspective de l'accession du Japon à l'Union de la propriété industrielle. — Statistique de la propriété industrielle en Grande-Bretagne pour 1893.

31 mai. — *La propriété industrielle en Portugal*. — Lettre intéressante d'Eug. Pouillet sur une question s'étant élevée à propos de l'indication de provenance (vin récolté en Champagne et ayant subi la dernière préparation en Allemagne). — *Projet de loi modifiant la législation britannique sur les brevets*. — Statistique de la propriété industrielle en Suisse pour 1894.

### Bulletin de la Société de législation comparée.

Avril-Mai. — *Etude sur la question de l'assurance contre les accidents dans les divers pays*, par Maurice Bellom, ingénieur des mines. (A la suite est résumée une intéressante discussion à laquelle cette étude a donné lieu.) — *Etude de M. Gaulis, avocat à Lausanne, sur les projets suisses de lois sur les assurances en cas d'accidents et de maladies*. — *Note du baron J. d'Anethan sur la réglementation du travail en Belgique*. — *Traduction d'une loi bulgare sur la tutelle* (27 novembre 1889), avec des références au Code civil français et au Code civil italien.

### Revue algérienne et tunisienne.

Avril. — *La condition de la femme musulmane dans l'Afrique septentrionale*, par Ernest Mercier.

Mai. — *Terre arch. Quel en est, quel en doit être le juge?* par M. Eyssautier, conseiller à la Cour d'Alger. (Etude approfondie d'une question très importante au point de vue juridique et politique. L'auteur conclut au point de vue législatif qu'il devrait y avoir une seule classe de la propriété privée, la terre libre avec le pouvoir judiciaire seul compétent. Il indique en quelques mots les principes à formuler en projet de loi.)

### Le Mémorial diplomatique.

30 mars. — *L'anniversaire du prince de Bismarck*. — *L'armée italienne*, par A. Pierrier.

6 avril. — *La situation politique en Danemark à la veille des élections*.

13. — *La France et le Venezuela* (lettre d'un ancien consul au sujet des incidents qui ont amené la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays). — Lettre intéressante des Etats-Unis sur le règlement du différend territorial entre le Brésil et la République Argentine par l'arbitrage du président Cleveland.



20. — *Les perfidies de M. de Bismarck*, par Memor. — *La question de l'Etat du Congo*, par le chevalier Mac Swiney (exposé général). — *Les alliances de Napoléon III en 1870* (lettre du duc de Grammont, en date de 1873, dont la publication est motivée par l'article du comte Nigra sur l'attitude de l'Italie, en 1870).

27. — *L'Eglise grecque et la situation actuelle : Grecs, catholiques et protestants en présence, la réconciliation et l'union des Eglises*, par Lucien Leuwen.

4 mai. — *L'Europe en Extrême-Orient. — L'armée espagnole. — La Colombie* (renseignements divers).

11. — *La Colombie* (suite).

18. — *Les élections italiennes. — Ancienneté de la baisse de l'intérêt de l'argent*, par Ch. Gomel (à propos du livre de M. d'Avenel sur la fortune privée à travers sept siècles).

25. — *L'insurrection cubaine*, par Em. de Molènes. — Lettre de Belgique sur la question congolaise.

---

**Recueil des Instructions données aux Ambassadeurs et Ministres de France** depuis les traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française, publié sous les auspices de la Commission des Archives diplomatiques du Ministère des Affaires étrangères.

**Espagne**, avec une introduction et des notes, par A. Morel-Fatio avec la collaboration de M. H. Léonardon. Un fort vol. gr. in 8°. Paris, 1894, Félix Alcan, éditeur.

Ce volume, le 11<sup>e</sup> de la collection, continue brillamment la série du *Recueil des Instructions*, dont la publication est confiée à des historiens et à des hommes politiques de premier ordre. Les Instructions d'Espagne se composeront de deux volumes : Le premier, qui vient de paraître, s'arrête à la fin du xvii<sup>e</sup> siècle, à l'avènement du duc d'Anjou sur le trône qui lui fut légué par le dernier prince espagnol de la maison d'Autriche.

Aucun chapitre de l'histoire diplomatique des Etats modernes n'est plus intéressant que celui qui concerne les négociations entre la France et l'Espagne, depuis le traité des Pyrénées jusqu'au testament de Charles II. Aujourd'hui la lumière est faite sur tous les épisodes de ce long drame qui se noue en 1659, et a sa catastrophe en 1700. Le livre de MM. Morel Fatio et Léonardon fournit des documents authentiques et inédits sur cette histoire de la succession d'Espagne qui attribua la monarchie catholique au petit-fils de Louis XIV. On trouvera en outre dans cet ouvrage de nombreuses notices identifiant exactement les personnages espagnols dont il est question, des documents où sont recensés et décrits le monde politique et la Cour d'Espagne, et enfin un appendice contenant des notices individuelles sur les ambassadeurs, envoyés et chargés d'affaires espagnols en France ; elles sont, en quelque sorte, la contre-partie de celles consacrées à nos agents français.

---

*Le Gérant : Gaston DUJARRIC.*

---

Arcis-sur-Aube. — Imp. LÉON FREMONT.

# ARCHIVES

# DIPLOMATIQUES

---

## PREMIÈRE PARTIE

---

### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

---

#### ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO — LIBÉRIA

##### Traité d'extradition.

21 novembre 1894 (1).

Sa Majesté le Roi des Belges, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo,

Et Son Excellence le Président de la République de Libéria,

Ayant jugé opportun, afin de mieux assurer l'administration de la justice et la répression des crimes dans leurs territoires respectifs, de se livrer réciproquement, sous certaines conditions, les personnes accusées ou condamnées du chef des crimes ci-après énumérés et qui auraient fui la justice de leur pays,

Ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, à l'effet de conclure un traité dans ce but, savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo, M. Edmond Van Eetvelde, Secrétaire d'Etat de l'Etat Indépendant du Congo, etc. ;

Son Excellence le Président de la République de Libéria, le Baron de Stein, Grand Cordon de l'Ordre de la Rédemption Africaine, etc., etc., Commissaire et Plénipotentiaire spécial de son Gouvernement ;

Lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, dans les circonstances et les conditions établies par le présent traité, les individus qui, étant poursuivis ou condamnés pour un crime ou un délit commis sur le territoire de la partie requé-

(1) Les ratifications ont été échangées le 1<sup>er</sup> avril 1895.

rante, seront trouvés sur le territoire de l'autre partie, pour autant que ces individus soient trouvés dans les parties du territoire de la partie requise soumises à une administration régulière.

Néanmoins, lorsque le crime ou le délit donnant lieu à la demande d'extradition aura été commis hors du territoire des deux Parties contractantes, il ne pourra être donné suite à cette demande que si la législation du pays requis autorise la poursuite des mêmes infractions commises hors de son territoire.

Art. 2. — Les crimes et délits, donnant lieu à extradition, sont les suivants :

1° Meurtre (y compris l'assassinat, le parricide, l'infanticide et l'empoisonnement), tentative de meurtre, complot en vue de meurtre dans les cas prévus simultanément par la législation des deux pays ;

2° Homicide commis sans préméditation ou guet-apens ;

3° Coups portés et blessures faites volontairement avec préméditation ou ayant causé une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente de travail personnel, la perte de l'usage absolu d'un organe, une mutilation grave ou la mort sans l'intention de la donner ;

4° Contrefaçon ou altération de monnaie ainsi que mise en circulation de la monnaie contrefaite ou altérée ;

5° Contrefaçon ou falsification des poinçons, coins ou carrés destinés à la fabrication des monnaies ;

6° Faux, contrefaçon ou altération ou mise en circulation de ce qui est falsifié, contrefait ou altéré ;

7° Soustraction frauduleuse ou vol ;

8° Destruction ou dégradation de constructions, machines, plantations, récoltes, instruments d'agriculture, appareils télégraphiques, ouvrages d'art, navires, tombeaux, dommages causés volontairement au bétail et à la propriété mobilière, délits qui sont réprimés dans la République de Libéria sous le nom de « Malicious injuries to property » ;

9° Escroquerie d'argent, marchandises ou valeurs sous de faux prétextes ;

10° Recèlement frauduleux d'argent, valeurs ou objets mobiliers provenant d'escroquerie, de vol ou de détournement ;

11° Crimes de banqueroutiers frauduleux prévus par la loi des deux pays ;

12° Détournement ou dissipation frauduleux au préjudice d'autrui, d'effets, deniers, marchandises, quittances, écrits de toute nature contenant ou opérant obligation ou décharge et qui avaient été remis à condition de les rendre ou d'en faire un usage déterminé ;

13° Faux serment, faux témoignage et subornation de témoins ;

14° Bigamie ;

15° Viol ;

16° Attentat à la pudeur sans violence ni menaces sur des enfants de l'un ou de l'autre sexe âgés de moins de 14 ans ;

17° Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur des personnes de l'un ou de l'autre sexe ;

18° Administration de drogues ou usage d'instruments en vue de provoquer l'avortement ;

19° Enlèvement de mineurs ;

20° Enlèvement d'enfants ;

21° Délaissement, exposition ou recel d'enfants ;

- 22° Attentat à la liberté individuelle commis par des particuliers ;
- 23° Vol avec effraction ou escalade ;
- 24° Incendie ;
- 25° Vol avec violence (comprenant l'intimidation) ;
- 26° Tout acte punissable commis avec l'intention méchante de mettre en danger des personnes se trouvant dans un train de chemin de fer ;
- 27° Menaces d'attentat punissables d'une peine criminelle ;
- 28° Prise d'un navire par les marins ou passagers par fraude ou violences envers le capitaine ;
- 29° Echouement, perte, destruction ou tentative d'échouement, de perte ou de destruction d'un navire à la mer par le capitaine ou les officiers et gens de l'équipage ;
- 30° Attaque ou résistance à bord d'un navire en haute mer et voies de fait envers le capitaine par plus d'un tiers de l'équipage ;
- 31° Révolte ou complot de révolte par deux ou plusieurs personnes à bord d'un navire en haute mer contre l'autorité du capitaine ;
- 32° Traite des esclaves dans les cas prévus par la législation des deux pays ;
- 33° Résistance de la part des capitaines et gens de l'équipage aux ordres des officiers des navires de guerre agissant en vertu des art. 42 et suivants de l'Acte Général de la Conférence de Bruxelles du 2 juillet 1890 ;

34° Infraction aux défenses concernant les armes à feu et les munitions, prévues par les art. 8 et 9 dudit Acte Général.

Sont comprises dans les qualifications qui précèdent, la complicité et la tentative, lorsqu'elles sont punissables d'après les lois des deux Etats.

Art. 3. — Chaque Gouvernement est libre de refuser de livrer ses propres sujets à l'autre Gouvernement.

Art. 4. — L'extradition n'aura pas lieu si la personne réclamée par le Gouvernement de l'Etat Indépendant du Congo a été poursuivie et mise hors de cause, ou est encore poursuivie, ou a déjà été punie dans la République de Libéria, ou si la personne réclamée par le Gouvernement de la République de Libéria a été poursuivie et mise hors de cause ou est encore poursuivie ou a déjà été punie dans l'Etat Indépendant du Congo pour le même acte punissable qui est cause de la demande d'extradition.

Si la personne réclamée est poursuivie ou subit une peine pour une autre infraction que celle qui a donné lieu à la demande d'extradition, son extradition sera différée jusqu'après la fin de la poursuite dans le pays auquel l'extradition est demandée, et, en cas de condamnation, jusqu'après qu'elle aura subi sa peine ou qu'elle aura été libérée.

Art. 5. — L'extradition n'aura pas lieu si, depuis les faits imputés, le dernier acte des poursuites ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise, d'après les lois du pays où le prévenu s'est réfugié, au moment où la remise pourrait avoir lieu.

Art. 6. — Aucune personne accusée ou condamnée ne sera extradée si le délit pour lequel extradition est demandée, est considéré par la partie requise comme un délit politique ou un fait connexe à un pareil délit, ou si la personne prouve que la demande d'extradition a été faite en réalité dans le but de la poursuivre ou de la punir pour un pareil délit, ou si la personne prouve que la demande d'extradition a été faite



en réalité dans le but de la poursuivre ou de la punir pour un délit d'un caractère politique.

Ne sera pas réputé délit politique ni fait connexe à un semblable délit, l'attentat contre la personne du chef d'un Gouvernement étranger ou contre celle des membres de sa famille, lorsque cet attentat constitue le fait, soit de meurtre, soit d'assassinat, soit d'empoisonnement.

Art. 7. — La personne extradée pourra toutefois être poursuivie ou punie contradictoirement dans les cas suivants, pour une infraction autre que celle qui a motivé l'extradition :

1° Si elle a demandé à être jugée ou à subir sa peine, auquel cas sa demande sera communiquée au Gouvernement qui l'a livrée ;

2° Si elle n'a pas quitté, pendant le mois qui suit son élargissement définitif, le pays auquel elle a été livrée ;

3° Si l'infraction est comprise dans la Convention et si le Gouvernement auquel elle a été livrée a obtenu préalablement l'adhésion du Gouvernement qui a accordé l'extradition. Ce dernier pourra, s'il le juge convenable, exiger la production de l'un des documents mentionnés dans l'art. 9 de la présente Convention.

Art. 8. — Les demandes d'extradition doivent être faites par la voie diplomatique ou consulaire.

Néanmoins, en cas d'urgence, elles peuvent être échangées directement entre le Gouverneur Général au Congo, agissant au nom de Sa Majesté le Roi-Souverain de l'Etat Indépendant du Congo, et Son Excellence le Président de la République de Libéria.

Art. 9. — Lorsque la personne dont l'extradition est réclamée aura été condamnée à raison du crime ou du délit qu'elle a commis, la demande d'extradition sera accompagnée d'une expédition authentique de l'arrêt de la Cour ou du jugement du Tribunal qui aura prononcé la sentence, munie du sceau de cette juridiction.

La signature devra être légalisée par l'autorité compétente.

Quand le fugitif sera simplement prévenu d'un crime ou d'un délit, la réquisition devra être accompagnée d'une copie authentique du mandat d'arrêt, rendu à sa charge dans le pays où le crime a été commis, et des dépositions sur lesquelles ce mandat a été décerné.

L'agent compétent dans l'Etat Indépendant du Congo ou le Président de Libéria peut alors requérir l'arrestation du fugitif, afin d'examiner devant l'autorité judiciaire compétente. S'il est décidé qu'il y a lieu à extradition en présence du texte de la loi et des pièces produites, le fugitif peut être livré suivant les formes légales usitées en pareil cas.

Art. 10. — En cas d'urgence, l'arrestation provisoire sera effectuée sur avis, transmis par la poste ou le télégraphe, de l'existence d'un mandat d'arrêt, sous la condition toutefois que cette information sera régulièrement donnée par l'une des voies indiquées à l'art. 8.

L'arrestation provisoire aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation du Gouvernement requis ; elle cessera d'être maintenue, si dans le délai de trois mois à partir du moment où elle aura été effectuée, l'inculpé n'a pas reçu communication de l'un des documents mentionnés à l'art. 9 de la présente Convention.

Art. 11. — Tout objet trouvé en la possession de l'individu réclamé au moment de son arrestation, sera, si l'autorité compétente en a ainsi ordonné, saisi pour être livré avec sa personne lorsque l'extradition aura lieu. Cette remise ne sera pas limitée aux objets acquis par vol ou

banqueroute frauduleuse, mais elle s'étendra à toute chose qui pourrait servir de pièce à conviction.

Elle se fera même si l'extradition, après avoir été accordée, ne peut s'accomplir par suite de l'évasion ou de la mort de l'individu réclamé.

Sont cependant réservés les droits des tiers sur les objets susmentionnés.

Art. 12. — Toutes les dépenses relatives à l'extradition seront supportées par l'Etat requérant.

Art. 13. — Le présent traité entrera en vigueur trois mois après l'échange des ratifications.

Chaque partie peut, en tout temps, mettre fin au traité en donnant à l'autre, six mois à l'avance, avis de son intention.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Bruxelles, le plus tôt possible.

En foi de quoi, les Plénipotentaires respectifs ont signé ce même traité et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Bruxelles, le vingt-et-unième jour du mois de novembre de l'an de grâce mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

(s.) BARON DE STEIN.

(s.) EDMOND VAN EETVELDE.



## DEUXIÈME PARTIE

---

# CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

---

## PÊCHERIES DE BEHRING

---

**Mémoire présenté par le Gouvernement des Etats-Unis au tribunal d'arbitrage (1).**

### PRÉAMBULE

Le 29 février 1892, les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne ont signé un traité ayant pour objet « le règlement amiable des questions litigieuses soulevées par leurs Gouvernements respectifs à propos des droits de juridiction des Etats-Unis dans les eaux de la mer de Behring, de la conservation du phoque à fourrure habitant ou fréquentant habituellement la dite mer, et du droit que possèdent les citoyens et sujets de l'un et de l'autre pays de capturer le phoque à fourrure habitant ou fréquentant habituellement les dites eaux » ; et, par ce traité, ils ont décidé « de soumettre à l'arbitrage les points en litige ».

Les cinq premiers articles du traité visent l'organisation du Tribunal d'arbitrage, la préparation des Mémoires des Gouvernements respectifs et leur présentation au Tribunal. Les articles qui établissent les questions soumises à l'arbitrage sont les suivants :

Art. 6. — « En déterminant les questions soumises aux Arbitres, il est convenu de leur déléguer les cinq points suivants, afin que leur décision puisse comprendre un verdict distinct sur chacun de ces points, à savoir :

« 1. Quels étaient, antérieurement et jusqu'au moment de la cession de l'Alaska aux Etats-Unis, la juridiction exclusive sur la mer actuellement connue sous le nom de mer de Behring et les droits à la chasse du phoque dans la dite mer, revendiqués et exercés par la Russie ?

« 2. Dans quelle mesure ces prétentions de juridiction à l'égard de la chasse du phoque ont-elles été reconnues et admises par la Grande-Bretagne ?

« 3. L'étendue d'eau actuellement connue sous le nom de mer de Behring était-elle comprise dans la dénomination d' « Océan Pacifique ».

(1) Pour le mémoire de la Grande-Bretagne, V. *Archives*, 1893, I, p. 269 ; II, p. 31 et 133.



employée dans le traité de 1825 entre la Grande-Bretagne et la Russie ; et quels droits sur la mer de Behring, en admettant qu'elle en possédât, avaient été conférés à la Russie par le dit traité et étaient exercés d'une façon exclusive en vertu de ses dispositions ?

« 4. Le traité du 30 mars 1867, entre les Etats-Unis et la Russie, n'a-t-il pas transmis aux Etats-Unis, dans toute leur intégrité, tous les droits appartenant à la Russie à l'est de la limite établie dans la mer de Behring par le dit traité en ce qui concerne et la juridiction et la chasse du phoque ?

« 5. Les Etats-Unis possèdent-ils un droit quelconque de protection ou de propriété à l'égard des phoques à fourrure fréquentant les îles appartenant aux Etats-Unis dans la mer de Behring, lorsque les dits phoques se trouvent en dehors de la zone-limite habituelle de trois milles, et, si oui, quel est ce droit ? »

Art. 7. — « Dans le cas où la solution des questions ci-dessus, relatives à la juridiction exclusive des Etats-Unis, serait telle que le concours de la Grande-Bretagne soit nécessaire à l'institution de règlements en vue de la protection efficace et de la conservation des phoques à fourrure habitant ou fréquentant habituellement la mer de Behring, les Arbitres décideront quels règlements communs il conviendrait d'établir en dehors des limites de la juridiction des Gouvernements respectifs, et à quelles eaux il conviendrait d'appliquer ces règlements ; en outre, en vue d'éclairer le Tribunal, une Commission mixte, nommée par les deux Gouvernements intéressés, dressera un rapport qui sera soumis aux Arbitres, avec toutes autres pièces à l'appui de sa cause que chacun des dits Gouvernements croira devoir fournir.

« Les Hautes Parties contractantes s'engagent en outre à unir leurs efforts en vue d'obtenir l'adhésion des autres puissances aux dits règlements. »

Art. 8. — « Les Hautes Parties contractantes, n'ayant pu s'entendre au sujet d'un article visant la responsabilité de l'une en raison des dommages prétendus avoir été subis par l'autre, ou par ses citoyens, à propos des réclamations soumises et présentées par elle, et désirant que cette question subsidiaire ne puisse faire interrompre ou remettre à plus tard l'examen et le règlement des questions principales, sont convenues que chacune d'elles pourra soumettre aux Arbitres toute question de fait se rattachant aux dites réclamations et la faire trancher par décision spéciale ; la question de responsabilité de l'un ou de l'autre des Gouvernements contractants, en raison des faits établis, devant former le sujet de nouveaux débats. »

Le 18 avril 1892, les Gouvernements des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne ont conclu un autre traité connu sous le nom de *modus vivendi*, aux termes duquel il a été décidé que, pendant tout le cours de l'arbitrage, le Gouvernement Britannique interdirait à ses sujets de se livrer à la destruction du phoque dans la partie orientale de la mer de Behring, et que, de leur côté, les Etats-Unis ne tueraient pas plus de sept mille cinq cents phoques dans les îles Pribilof ; en outre, l'article 5 du *modus vivendi* a réglé de la façon suivante la question d'indemnité à soumettre aux Arbitres :

Art. 5. — « Dans le cas où la décision des Arbitres affirmerait le droit

des chasseurs britanniques de prendre des phoques en deçà de la partie de la mer de Behring revendiquée par les Etats-Unis, conformément à l'acquisition qu'ils ont faite de la Russie, les Etats-Unis s'engagent à verser à la Grande-Bretagne (au profit de ses sujets) une indemnité en échange de l'abstention par cette puissance de l'exercice du droit ci-dessus pendant tout le cours de l'arbitrage ; la dite indemnité devant être calculée sur le nombre déterminé des prises qui, dans l'opinion des Arbitres, n'aurait pas diminué d'une façon anormale les troupeaux de phoques ; d'un autre côté, dans le cas où la décision des Arbitres infirmerait le droit des chasseurs britanniques de prendre des phoques dans les dites eaux, la Grande-Bretagne s'engage à verser aux Etats-Unis ( pour eux-mêmes, leurs citoyens et concessionnaires), en considération de l'engagement qu'ils prennent de restreindre à sept mille cinq cents phoques par saison, les prises dans les îles, une indemnité calculée sur la différence existant entre ce nombre de phoques et celui plus élevé qui, dans l'opinion des Arbitres, aurait pu être pris sans diminuer d'une façon anormale les troupeaux de phoques.

« Le montant de l'indemnité accordée, dans le cas où les Arbitres décideraient d'en accorder une, sera fixé de façon à être juste et équitable, eu égard à toutes les circonstances, et devra être versé promptement. »

Conformément aux dispositions de l'article 3 du traité du 29 février 1892, le Gouvernement des Etats-Unis a l'honneur de soumettre aux Arbitres, dûment institués en vertu de l'article 1<sup>er</sup> du dit traité, le présent Mémoire imprimé des Etats-Unis, auquel sont joints les documents, correspondance officielle et autres pièces justificatives, sur lesquels repose cette cause.

Le fond du Mémoire est divisé en deux parties. La première de ces parties embrasse l'examen des quatre premières questions contenues dans l'article 6 du traité, et est précédée d'une notice géographique et historique succincte sur la mer de Behring et les côtes des îles adjacentes.

La seconde partie a trait principalement à la cinquième question de l'article 6 et à l'article 7, et comprend l'examen du droit de protection et de propriété à l'égard des phoques à fourrure fréquentant les îles Pribilof, lorsqu'ils se trouvent au-delà de la zone habituelle de trois milles. C'est là un sujet qui nécessitera des renseignements quelque peu détaillés sur la vie et les habitudes du phoque, ainsi que sur l'industrie à laquelle il donne lieu.

Puis viendra l'examen succinct de la question d'indemnité soumise au Tribunal d'arbitrage.

Le Traité du 29 février 1892 a arrêté la nouvelle disposition suivante :

Art. 9. — « Les Hautes Parties contractantes ayant décidé de désigner deux Commissaires de la part de chaque Gouvernement, en vue de procéder conjointement à l'étude et de dresser le rapport prévus par l'article 7 précédent, et d'incorporer à la présente convention les termes et conditions de l'accord précité, afin que les divers rapports et propositions collectifs ou séparés des dits Commissaires puissent, au cas où cela deviendrait nécessaire, être dûment soumis aux Arbitres, le dit accord est, en conséquence, incorporé à la présente convention ainsi qu'il suit :

« Chaque Gouvernement désignera deux Commissaires pour étudier, de concert avec les Commissaires de l'autre Gouvernement, tous les faits qui se rapportent à la vie et aux habitudes du phoque dans la mer de Behring,

ainsi que les mesures les plus propres à assurer sa protection efficace et sa conservation.

« Les quatre Commissaires adresseront à chacun des deux Gouvernements un rapport collectif sur les questions au sujet desquelles ils seront tombés d'accord ; ils adresseront également à chaque Gouvernement un rapport collectif ou séparé au sujet de toute question à propos de laquelle ils ne seraient pas parvenus à s'entendre.

« Ces rapports ne seront pas rendus publics avant d'avoir été soumis aux Arbitres, à moins qu'il paraisse improbable que ces derniers doivent les utiliser. »

Les quatre Commissaires nommés par les deux Gouvernements ont rédigé un rapport collectif sur certains points examinés par eux et au sujet desquels ils sont tombés d'accord. Des différences de vues s'étant élevées à propos d'autres points examinés en commun au cours de leurs conférences, les deux Commissaires des Etats-Unis ont adressé un rapport collectif à leur propre Gouvernement. Le rapport rédigé en commun par les quatre Commissaires, ainsi que le rapport distinct des deux Commissaires américains, sont annexés ici pour éclairer le Tribunal d'Arbitrage et être soumis à son appréciation.

Les documents, correspondance officielle et autres pièces justificatives soumis, avec ce Mémoire imprimé, à l'examen du Tribunal, sont contenus dans deux volumes imprimés et un portefeuille de cartes terrestres et marines dont l'ensemble constitue l'Appendice. Toute référence aux volumes sera libellée de la manière suivante : « Vol. 1, p. 1 » ; quant aux cartes terrestres et marines, les références s'y rapportant seront indiquées par le numéro inscrit sur chacune d'elles. Les dessins lithographiques seront désignés par les pages de l'Appendice qui les précèdent.

Le Gouvernement des Etats-Unis croit néanmoins comprendre que, conformément aux termes du traité, il a la faculté de fournir, ultérieurement, « des documents, correspondance et pièces justificatives supplémentaires, » et il se réserve le droit d'user de cette faculté.

## PREMIÈRE PARTIE. — HISTORIQUE ET JURIDICTION.

### Esquisse géographique de la mer de Behring.

La mer de Behring est l'étendue d'eau comprise entre l'Océan Arctique et la partie septentrionale de l'Océan Pacifique. Elle se déverse dans le premier par le détroit de Behring, et dans le second principalement par le bras de mer situé entre la plus occidentale des îles Aléoutiennes et la presqu'île du Kamchatka. On la désigne quelquefois sous le nom de grande mer intérieure (1).

On peut dire qu'elle forme un triangle dont le sommet serait situé au détroit de Behring, dont le côté oriental serait limité par le continent d'Alaska, le nord et l'ouest par la Sibérie et la presqu'île du Kamchatka, et la face méridionale par la presqu'île d'Alaska, l'archipel des îles Aléoutiennes et leur prolongement jusqu'au Kamchatka.

(1) « Findlay's North Pacific Directory », 2<sup>e</sup> édit., Londres, 1870, p. 517.



Elle a une superficie d'environ 873,128 milles carrés (1). Du détroit de Behring à sa limite méridionale dans l'archipel des Aléoutiennes, la distance est d'environ 1,078 milles ; quant à sa plus grande largeur de l'est à l'ouest, elle est d'environ 1,437 milles.

Au nord, se trouve le détroit de Behring, dont la largeur est de cinquante-huit milles. Dans sa partie la plus étroite se trouvent situées les deux îles Diomède. De chaque côté du détroit les côtes se composent de rochers à pic.

La limite orientale de la mer de Behring est située auprès d'une haute montagne, au cap du Prince de Galles, qui forme lui-même la limite occidentale du détroit de Behring. Du cap du Prince de Galles, la côte américaine s'étend au sud en une ligne brisée principalement par les larges échancrures de la sonde de Norton et de la baie de Bristol, entre lesquelles se trouvent le cap Romanzof, la baie de Kuskoquim et le cap Newenham. La côte est, en général, basse et marécageuse, et l'on n'y remarque aucune montagne d'une élévation considérable. Au sud de la baie de Bristol, la côte se dirige au sud-ouest vers la longue et étroite presqu'île d'Alaska, et atteint presque, à l'ouest, la longitude du cap du Prince de Galles. Les fleuves principaux qui tombent dans cette partie de la mer de Behring sont le Yukon et le Kuskoquim.

Les limites septentrionale et occidentale de la mer de Behring offrent un contraste frappant avec sa limite orientale. Les côtes en sont partout raboteuses, les montagnes gagnant en élévation au fur et à mesure que leur chaîne, qui forme la partie principale de la presqu'île, s'étend au sud. On y voit plusieurs échancrures au nombre desquelles il convient de citer le golfe d'Anadyr, dans lequel se déverse le fleuve du même nom.

La presqu'île d'Alaska, qui constitue une partie de la limite méridionale de la mer de Behring, a quatre cent cinquante-six milles de long sur environ cinquante de large et présente un sol plus ou moins plat avec, çà ou là, un pic isolé ou une réunion de pics. Entre ces pics, principalement vers l'extrémité occidentale de la presqu'île, se trouvent de profondes dépressions de terrain formant marécage, que les indigènes utilisent comme chaussées pour transporter leurs embarcations de l'Océan Pacifique à la baie de Bristol (2).

L'archipel des îles aléoutiennes, qui complète la limite méridionale de la mer de Behring, comprend environ une quarantaine d'îles principales et un nombre considérable d'îlots et de rochers. Ces îles s'étendent de la presqu'île d'Alaska en une courbe, dont la convexité regarde le sud, et suit une direction méridionale et occidentale sur un parcours de mille soixante-treize milles jusqu'à l'île d'Attu, puis tourne au nord et à l'ouest sur une distance de deux cent cinq milles jusqu'aux îles du Commandant (*Commander Islands*), que certains géographes considèrent comme faisant partie du même archipel (3). Des îles du commandant à la côte asiatique la distance est de cent dix milles.

Les plus grandes des îles Aléoutiennes sont Unimak, Unalaska et Unmak ; les deux premières ont environ soixante-quinze milles de long.

(1) A moins d'indications contraires, toutes les mesures sont données en milles anglais, dont 69 1/4 font un degré.

(2) Reclus, « Nouvelle Géographie universelle », vol. XV, p. 201.

(3) Vivien de Saint-Martin, « Nouveau dictionnaire de géographie universelle », Paris, 1879, vol. I, p. 416 ; « Encyclopædia of Geography », édition revue et corrigée, Philadelphia, 1838, vol. III, p. 344.



Les détroits ou passes qui séparent ces îles sont de différentes largeurs ; ceux qui sont situés dans la moitié orientale sont en général étroits, et peu d'entre eux sont navigables. Les plus importants sont la passe d'Unimak, qui a onze milles de large, et celle d'Amukta ou *Seventy-two Pass*, qui en compte quarante-deux. L'archipel entier est d'origine volcanique et la plupart des îles possèdent des pics élevés. En Alaska ou dans les îles Aléoutiennes, il y a presque constamment quelque volcan en activité. Plus de trente volcans ont été remarqués en activité à différentes époques, et, depuis la découverte du pays par les Russes, de nouvelles îles d'origine volcanique ont surgi (1).

Les principales îles de la mer de Behring sont celles de Saint-Laurent, Saint-Mathieu, Nunivak, Karaginski et Pribilof.

La vaste étendue des bancs de sondage que l'on rencontre sur une distance de plus de deux cent cinquante milles au large de la côte américaine est la cause du peu de profondeur de la partie orientale de la mer de Behring, dont elle constitue une particularité remarquable (2). Les cartes marines établissent que, sur un tiers de cette mer, la profondeur des eaux ne dépasse généralement pas cinquante brasses, et que la profondeur moyenne de toute la mer de Behring est considérablement inférieure à celle de l'océan voisin (3).

Les côtes de la mer de Behring sont fort peu peuplées ; celles qui appartiennent maintenant aux Etats-Unis ont pour indigènes des Esquimaux et des Aléoutiens (4). La flore des côtes de la mer de Behring consiste principalement en herbages grossiers et, dans les parties les plus méridionales, en aunes et en saules. Bien que les vallées intérieures présentent une végétation luxuriante, le pays n'est remarquable par aucun produit agricole (5). Les principaux articles de commerce de la mer et des côtes consistent en animaux à fourrure et en morues.

### Esquisse géographique des îles Pribilof.

Le groupe d'îles connues sous le nom d'îles Pribilof est situé dans la partie peu profonde de la mer de Behring, par, à peu près, 57° de latitude nord et 170° de longitude ouest. Il est d'origine volcanique (6) et fort éloigné des autres terres, dont les plus rapprochées sont l'île d'Unalaska, située à deux cent quatorze milles au sud, le cap Newenham, sur la presqu'île d'Alaska, à trois cent neuf milles à l'est, et l'île Saint-Mathieu, à deux cent vingt milles au nord.

Ce groupe comprend, par ordre de grandeur, les îles Saint-Paul, Saint-Georges, de la Loutre (*Otter island*) et du Morse (*Walrus island*). Les deux premières sont distantes de quarante milles l'une de l'autre ; quant aux deux autres, elles sont situées à six milles de Saint-Paul.

La plus grande de ces îles est l'île Saint-Paul, située par 57° 10' de

(1) Reclus, vol. XV, p. 202 ; « North Pacific Directory », p. 498 et suivantes.

(2) Voir « North Pacific Directory », pp. 517, 567.

(3) Voir aussi « Wallace's Island Life », New-York, 1881, p. 298, carte.

(4) Reclus, vol. XV, p. 225.

(5) « North Pacific Directory », p. 510 ; « Encyclopædia of Geography », vol. III, p. 344 ; « Wappaus, Handbuch der allgemeinen Geographie und Statistik », Leipzig, 1855, vol. I, part. I, p. 298.

(6) Reclus, vol. XV, p. 203.

latitude nord et 170° 20' de longitude ouest. Elle mesure treize milles de long du nord-est au sud-ouest et six milles dans sa plus grande largeur. Sa superficie est d'environ quarante-deux milles carrés, et l'étendue de ses côtes de quarante-deux milles. Sa plus haute montagne s'élève à une altitude de six cent trente-trois pieds ; trois autres dépassent cinq cents pieds. Elle comprend des plateaux rocailleux, des montagnes escarpées et de larges vallées, qui alternent avec de vastes landes où croissent des mousses et des bruyères et dont quelques-unes renferment des étangs d'eau douce. La plus grande partie de ses côtes se compose de rochers ; néanmoins, quelques-unes de ses baies sont entourées de vastes plages sablonneuses. Les photographies jointes à ce Mémoire permettront au Tribunal de se faire une idée de l'escarpement des côtes, ainsi que de la façon irrégulière et confuse dont sont distribués les blocs de lave qui les couvrent. L'altitude moyenne de ses plateaux ne dépasse pas cent cinquante pieds ; pourtant, on y remarque trois petits pics, dont un particulièrement ayant l'apparence d'un cratère, qui atteignent une hauteur de près de six cents pieds.

A environ quarante milles au sud est de Saint-Paul, se trouve l'île de Saint-Georges, par 56° 35' de latitude nord et 169° 30' de longitude ouest. Sa longueur est de dix milles, et sa plus grande largeur de quatre milles et demi. Sa superficie est de trente-quatre milles carrés, et le développement de ses côtes de trente milles. A Saint-Georges, les côtes consistent en falaises à pic ; on y trouve à peine six ou huit milles de côtes basses et pas plus d'un mille de plage sablonneuse, alors qu'à Saint-Paul une grande partie des côtes est de cette dernière catégorie. Saint-Georges contient deux montagnes de plus de neuf cents pieds, réunies par des terres d'une altitude modérée. L'altitude générale de l'île est environ trois fois plus grande que celle de Saint-Paul.

L'île de la Loutre (*Otter island*) se trouve située à six milles au sud de Saint-Paul. C'est la seule de ce groupe qui présente des traces de récente action volcanique. Elle est longue d'environ trois quarts de mille et large de moitié. Sa côte septentrionale est basse et consiste en une plage parsemée de rochers ; ses autres côtes se composent de falaises escarpées qui ne dépassent toutefois pas trois cents pieds.

L'île du Morse (*Walrus island*) est située à sept milles à l'est de Saint-Paul. Elle se compose d'une étroite couche de lave d'environ un demi-mille de long, si basse qu'en temps d'orage et de tempête elle est couverte par les vagues.

Aucune de ces îles ne possède de rade, bien qu'à Saint-Paul et à Saint-Georges il existe des mouillages que les vaisseaux de petit tonnage peuvent utiliser lorsque le temps est relativement calme. Cependant, lorsque certains vents soufflent, il est impossible de procéder avec sécurité au chargement ou au déchargement des navires. Des récifs existent dans le voisinage de ces deux îles.

Il n'y a, en réalité, que deux saisons aux îles Pribilof : l'été qui commence vers la fin d'avril, et l'hiver en novembre ; la transition de l'un à l'autre y est des plus rapides. Pendant tout l'été, le climat y est humide et désagréable. D'épais rideaux de brouillard enveloppent ces îles, le ciel y est presque toujours bas et le soleil y brille rarement. Les brouillards sont tellement épais qu'il est fort dangereux de naviguer dans les parages de ces îles, et souvent impossible d'apercevoir ces dernières. Il est même

probable que ce sont ces brouillards (1) qui ont retardé leur découverte. La température estivale varie entre 40° et 42° Fahrenheit et atteint son apogée au mois d'août. Vers la fin d'octobre, des vents froids soufflent sur ces îles et en chassent l'humidité. Ces vents persistent pendant une grande partie de l'hiver, ce qui rend le climat des plus désagréables. La température hivernale varie entre 22° et 26° Fahrenheit. La mer qui entoure ces îles gèle généralement en hiver et reste congelée jusque vers la fin d'avril, époque à laquelle les glaces disparaissent rapidement. Le peu de profondeur de la portion orientale de la mer de Behring s'oppose à ce qu'aucune banquise atteigne les îles Pribilof. Des détails complémentaires sur le climat de ces îles seront fournis au cours de ce Mémoire, lorsqu'il sera question des habitudes du phoque à fourrure.

Les principaux mammifères qui habitent ces îles sont les phoques à fourrure, les lions marins et les phoques communs (*hair-seals*). La loutre marine (*sea-otter*) et le morse abondaient jadis dans ces parages, mais la chasse aveugle qui leur a été faite les a exterminés. Le renard bleu est répandu dans les deux îles principales. Quant au lemming, il abonde à Saint-Georges. Des myriades d'oiseaux habitent les rochers et les falaises élevés de ces îles.

Ce groupe était inhabité lors de sa découverte, mais fut bientôt colonisé par les indigènes d'Unalaska et autres îles de l'archipel Aléoutien. En 1890, Saint-Paul comptait une population de deux cent quarante-quatre âmes, dont vingt-deux blancs ; à Saint-Georges, il y avait, à la même époque, quatre-vingt-treize habitants, dont huit blancs ; ce qui portait à trois cent trente-sept personnes la population totale du groupe. La chair de phoque est aujourd'hui la principale nourriture des indigènes.

La flore des îles Pribilof se rapproche de celle des îles Aléoutiennes en ce qu'elle ne comprend aucune espèce d'arbre. Elle consiste en de nombreuses variétés d'herbes d'un vert intense et en une quantité d'espèces de fleurs sauvages qui y croissent en abondance.

### Découverte et occupation des côtes et des îles de la mer de Behring.

L'exploration de la mer de Behring ainsi que des côtes et îles américaines qui l'entourent ou y sont situées, fut la conséquence et le résultat direct de l'occupation (2) de la Sibérie orientale et de la presqu'île de Kamchatka par les Russes au dix-septième siècle. Dès 1648, il est question d'un navire russe ayant été de l'océan Arctique au Kamchatka par le détroit de Behring (3) ; ce n'est cependant que sous Pierre le Grand que l'on songea sérieusement à explorer les régions inconnues de cette mer. La mort du Czar vint interrompre l'exécution de ces plans, qui fut reprise

(1) Ces conditions climatiques ne s'appliquent pas exclusivement aux îles Pribilof, mais s'observent dans une grande partie de la mer de Behring. C'est là un fait connu de tous. Voir « Beechy's Narrative of a Voyage to the Pacific Ocean and Behring Straits », Londres, 1831, vol. I, p. 241 ; « North Pacific Directory », p. 534 ; « Wappatits », p. 298.

(2) « Voyage to the Pacific Ocean under the direction of Capt. Cook and others », Londres, 1784, vol. III, pp. 359-383 ; « Coxe's Russian Discoveries between Asia and America », Londres, 1804, p. 317 et suivantes ; Muller, « Voyages from Asia to America, translated by Jeffries », Londres, 1764, 2<sup>e</sup> éd., pp. 1-44.

(3) Consultez la carte de la collection des *Voyages* de Muller ; Cook, vol. III, p. 261, et « Burney's History of Northeastern voyages of discovery and of the Early Eastern navigation of the Russians », Londres, 1819, pp. 60 et suivantes.



par son successeur, l'impératrice Catherine. La première expédition, commandée par Vitus Behring, fit voile du Kamchatka, en 1728, se dirigeant vers le nord-est. Après avoir découvert l'île Saint-Laurent, l'expédition franchit le détroit connu depuis sous le nom du grand navigateur (1). Une partie de cette expédition atteignit le continent américain par environ 65° de latitude, dans le voisinage de l'embouchure du fleuve Yukon (2).

En 1741, Behring entreprit son second voyage dans ces régions à la tête de deux expéditions distinctes, chacune desquelles découvrit le continent américain. A son retour, Behring débarqua aux îles d'umagin, aperçut une grande partie des îles Aléoutiennes, et fit enfin naufrage sur les îles du Commandant. Il mourut sur celle qui plus tard porta son nom (3).

Cette dernière expédition dévoila les précieux trésors de fourrures des îles du Commandant, et rapporta en Sibérie de grandes quantités de peaux de loutres marines, de phoques à fourrure et de renards. Dès lors, de nombreuses expéditions furent organisées par des particuliers, et l'on raconte que, de 1743 à 1749, un certain aventurier du nom de Bossof fit, dans ces îles, un butin de fourrures représentant une valeur d'au moins un demi-million de dollars (4). Les voyages d'exploration de ces régions deviennent de plus en plus fréquents à cette époque, et dénotent une grande activité dans l'archipel Aléoutien, découvert île par île par des aventuriers russes, agissant soit pour leur propre compte, soit pour celui de particuliers (5). L'exploration de ces nouveaux territoires et leur soumission à la Russie marchèrent de concert avec les opérations commerciales, les riches marchands de Moscou défrayant en grande partie les frais de ces voyages de découverte. En 1784, Cook écrivait qu'à cette époque les Russes avaient déjà conquis les îles Aléoutiennes et les avaient rendues tributaires (6). Plusieurs expéditions dans la mer de Behring furent également organisées sous les auspices du gouvernement russe, et elles explorèrent différentes parties des côtes ; mais ce n'est qu'en 1786 qu'eut lieu la plus importante des découvertes dans la mer de Behring : celle des îles Pribilof. Comme toutes les autres découvertes dans ces régions, elle est due à l'appât des fourrures. Les Russes connaissaient déjà les phoques à fourrure des îles du Commandant. Ils avaient déjà remarqué, à son passage bi-annuel dans les détroits des îles Aléoutiennes, la variété de phoques que l'on désigne aujourd'hui sous le nom de troupeau de Pribilof (*Pribilof herd*) ; or, les loutres marines devenant rares, ils s'efforcèrent de rechercher quels étaient les rivages fréquentés par ces phoques. On perdit beaucoup de temps à les suivre dans leurs pérégrinations au nord et au sud. Enfin, en 1785, Gerassim Pribilof, qui depuis cinq ans était au service d'une des principales compagnies faisant le commerce des fourrures et était regardé comme un des meilleurs navigateurs de cette région, entreprit de les poursuivre une dernière fois et de découvrir leur repaire.

(1) Muller, p. 48. Ce nom fut donné au détroit par Cook en 1778 : « Greenhow's Memoir on the Northwest coast of America, Senate Doc. n° 174, Twenty-sixth Congress, first session », p. 82.

(2) Muller, p. 55 et carte (frontispice) ; Burney, p. 130.

(3) Muller, pp. 93-97 et carte (frontispice) ; Cook, vol. III, p. 372 ; Burney, p. 176.

(4) Berg, « Histoire chronologique de la découverte des îles Aléoutiennes, ou les Exploits des marchands russes, ainsi qu'une Revue historique du commerce des fourrures », Saint-Petersbourg, 1823, p. 1 et suivantes.

(5) Burney, pp. 183-185 ; Coxe, pp. 86-110.

(6) Cook, vol. III, p. 372.



Pendant trois semaines, il louvoya par d'épais brouillards dans les parages du groupe des Pribilof, sans parvenir à les découvrir. « Enfin, rapporte Veniaminof, le destin fut fléchi, il céda aux patients efforts de cet homme entreprenant, et, soulevant le rideau de brumes, lui permit d'apercevoir la partie orientale de l'île la plus rapprochée de l'archipel des Aléoutiennes... (1) ». Cette île reçut le nom de Saint-Georges. L'île Saint-Paul fut découverte l'année suivante.

En 1778, le capitaine Cook, le célèbre navigateur anglais, s'était présenté dans les eaux de l'Alaska, de concert avec une expédition envoyée dans la baie de Baffin par l'amirauté britannique dans l'espoir de découvrir un passage septentrional allant du Pacifique à l'Atlantique (2). Après avoir visité certaines parties de la côte d'Alaska sur le Pacifique, Cook entra dans la mer de Behring et longea la côte orientale jusqu'au détroit de Behring, donnant des noms à différents endroits, entre autres à la baie de Bristol et à la sonde de Norton. Sur plusieurs points de la côte qu'il visita, il releva des traces évidentes de l'influence et des coutumes des Russes et confirma de la façon la plus expresse leurs premières découvertes. Sa visite ne fut jamais suivie d'aucune tentative d'établissement et ne donna lieu à aucune acquisition ni à aucune revendication territoriale de la part de son gouvernement (3).

En 1791, une expédition envoyée par Catherine II gagna, par les îles Aléoutiennes, les parties septentrionales de la mer de Behring, y compris l'île Saint-Laurent et le cap Rodney, et revint le long de la côte d'Asie. D'autres expéditions suivirent à différentes époques, parmi lesquelles la plus importante fut celle de Korasakovsky, qui, en 1818, explora avec le plus grand soin une grande partie de la côte orientale de la mer et établit un fort à l'embouchure de la Nushagak (4).

La grande source de richesses offerte par les animaux à fourrure amena la fondation de colonies permanentes, la soumission des tribus indigènes, l'érection de forts et l'établissement de comptoirs et de factoreries par les Russes dans plusieurs des îles Aléoutiennes, aux îles Pribilof et sur les rives orientales de la mer de Behring pendant la seconde moitié du dix-huitième siècle et les premières années du dix-neuvième. Ainsi, par la raison que les Russes furent les premiers à les découvrir, à les occuper et à s'y établir d'une façon permanente, les côtes et les îles de la mer de Behring, l'archipel des Aléoutiennes et la presque île d'Alaska devinrent, probablement dès l'année 1800, portions incontestées du territoire de l'empire russe (5).

### Prétentions sur la côte Nord-Ouest d'Amérique.

Alors que les droits de la Russie au territoire situé au nord et à l'ouest

(1) « Notes de Veniaminof sur les îles du district d'Unalaska », Saint-Petersbourg, 1840, 1<sup>re</sup> partie, p. 271.

(2) Burney, pp. 219-220.

(3) Au contraire, cette visite servit beaucoup les intérêts de la Russie au sujet de laquelle Cook écrit : « Elle tirera sans doute le meilleur parti possible des avantages que nous leur avons apportés par la découverte du petit bras de mer connu sous le nom de rivière de Cook (*Cook's inlet*). » (Cook, vol. III, p. 373). Voir également Cox, p. 206.

(4) Par l'ukase de 1799, dont il sera parlé plus longuement ci-après, la Russie avait déjà élevé des prétentions sur la totalité de cette côte ainsi que sur d'autres territoires. Consulter en général Vivien de Saint-Martin, vol. « Alaska », pp. 56, 57, pour tout ce qui se rapporte à cette question.

(5) Voir « Russia's Early Title to parts of the Coast of America, Vol. I, p. 12. »

de la presqu'île d'Alaska, et comprenant cette dernière, étaient universellement reconnus, ses prétentions sur la côte nord-ouest du continent américain, c'est-à-dire sur celle qui s'étend de la sonde du Prince Guillaume (*Prince William Sound*) à l'embouchure du fleuve Colombie étaient sérieusement contestées par plusieurs grandes puissances. Vers la fin du siècle dernier et pendant la première partie de ce siècle-ci, la Grande-Bretagne, l'Espagne et les Etats-Unis luttèrent avec la Russie au moyen de leurs explorations, de leurs entreprises commerciales et de leurs tentatives de colonisation pour la possession de la côte nord-ouest d'Amérique.

Dès 1741, Tcherikof, capitaine russe sous les ordres de Behring, visita la partie de la côte située par environ 55° de latitude nord (1), mais ce n'est qu'en 1784 que Shelikof (2), marchand russe entreprenant, établit un comptoir permanent à l'île Kadiak, à l'est de l'archipel Aléoutien, puis jeta les fondements de la Compagnie de l'Amérique russe. Une factorerie, des maisons d'habitation et une école furent construites et des fortifications furent élevées pour leur protection. Plus tard, des expéditions partirent de Kadiak pour visiter les îles adjacentes et le continent, et des croisières furent organisées dans *Cook's Inlet*, la sonde du Prince Guillaume et la baie de Yakutat (3). L'influence exercée par la colonie de Kadiak sur le continent est ainsi décrite par Coxe : « La colonie fondée par Shelikof dans l'île de Kadiak a plus contribué à l'extension du commerce et de la puissance russes dans le nord de l'Océan Pacifique qu'aucune des expéditions précédentes. Il envoya des détachements fonder des établissements dans différentes parties du continent américain et maintenir les indigènes dans l'obéissance (4). » Au cours d'une de ces croisières dirigée par Shelikof en personne, le continent fut atteint près de la sonde du Prince Guillaume, et les côtes orientale et méridionale furent longées et explorées avec soin au-delà du 50<sup>m</sup> degré de latitude. Parlant des négociants qui organisèrent cette expédition, Coxe s'exprime ainsi : « En comparant leurs récits avec les relations de Cook, de Portlok, de Meares et de Vancouver, nous avons pu déterminer la plupart des rades et autres lieux où ils abordèrent, et la conformité qui existe d'une façon générale entre leurs rapports et ceux des navigateurs anglais est une preuve de leur sincérité (5). » Au mois de juin 1788, à Yakutat, ils prirent officiellement possession du pays et reçurent du chef indigène les gages de sa soumission à la domination russe (6). Une nouvelle preuve de l'occupation par la Russie de la côte nord-ouest du continent est le lancement d'un vaisseau sur les rives de la sonde du Prince Guillaume, en 1794, fait enregistré par les historiens. C'est là le premier navire qui ait jamais été construit en Alaska (7).

Mais la mesure la plus importante prise par la Russie pour établir son autorité sur les îles et rivages adjacents de la côte nord-ouest du continent fut, au commencement de ce siècle, la fondation de la Nouvelle-Archangel

(1) « Voyages de Müller, » carte (frontispice).

(2) Coxe, p. 207 et suivantes.

(3) Coxe, p. 232.

(4) Coxe, p. 264. Voir aussi le même, pp. 268, 269, 273.

(5) Voir Coxe, p. 232.

(6) Voir Coxe, pp. 240-254.

(7) Tirkhmenief, « Historique du développement de la Compagnie de l'Amérique russe et de ses opérations jusqu'à ce jour, » Saint-Pétersbourg, 1871, vol. I, p. 40.

(depuis Sitka) (1), qui devint bientôt une forteresse, le principal comptoir et le siège du gouverneur des possessions russes en Amérique. De Kadiak d'abord, puis de Sitka, les marchands russes continuèrent à étendre leur trafic avec les indigènes tout le long du continent vers le fleuve Colombie, et, en 1812, ils avaient même établi une colonie, nommée l'ort Ross, sur la côte de Californie (2), à quelques milles au nord de la baie de San-Francisco. Dès 1810, la Russie en était même arrivée à faire connaître aux Etats-Unis ses prétentions sur la côte jusqu'au fleuve Colombie (3).

D'un autre côté, la Grande-Bretagne émit de bonne heure des prétentions sur différentes parties de cette même côte nord-ouest. Certains auteurs prétendent qu'au cours de ses découvertes, en 1579, Drake toucha cette côte (4). Le capitaine Cook, le fameux navigateur anglais, s'y présenta en 1778, visita la sonde du Prince Guillaume et *Cook's Inlet*, et, ainsi qu'il a déjà été dit, passa dans la mer de Behring. Les voyages de Cook furent suivis de ceux de Portlock, de Dixon, de Meares et de Vancouver. Les négociants anglais, et notamment la puissante Compagnie du Nord-Ouest, qui, en 18-1, se fonda avec la Compagnie de la baie d'Hudson, étendaient rapidement leurs opérations sur la côte, entre le fleuve Colombie et le 56<sup>me</sup> degré de latitude nord, entrant ainsi en concurrence et en conflit avec les marchands et commerçants d'autres pays, y compris les Russes.

De son côté, l'Espagne aussi, poursuivant l'occupation de la Californie, commença, vers le milieu du dix-huitième siècle, à former des plans pour l'occupation complète de toute la côte occidentale d'Amérique, baignée par les eaux de l'Océan Pacifique, et la principale raison qui la poussait vers la réalisation de ce projet était le fait que les Russes poursuivaient le même but (5). Antérieurement à 1768, les navigateurs espagnols avaient exploré la côte jusqu'au 43<sup>me</sup> degré de latitude, et, pendant les années 1774, 1775 et 1779, ils en visitèrent les différentes parties septentrionales jusqu'à la sonde du Prince Guillaume et prirent possession d'une partie du pays au nom de leur souverain. Un examen des cartes actuelles de ces contrées atteste d'ailleurs, par les noms géographiques, la présence antérieure des explorateurs espagnols (6). Jusqu'en 1790, l'Espagne a affirmé ses droits sur la côte nord-ouest jusqu'au 60<sup>me</sup> degré de latitude nord (7).

Certaines de ces prétentions espagnoles furent réglées en 1789, lors de la solution du différend de la sonde de Nootka (*Nootka Sound*) : le premier qui soit survenu entre nations européennes au sujet d'un territoire quelconque de la zone qui s'étend de San-Francisco à la sonde du Prince Guillaume. La sonde de Nootka est située sur la côte occidentale de l'île de Vancouver, par environ 50° de latitude nord (8). En 1789, le gouvernement espagnol ayant appris que la Russie avait l'intention de l'occuper, y dépêcha deux vaisseaux de guerre avec ordre de l'y devancer et d'en chasser tous les étrangers. Ces mesures ne donnèrent lieu à aucune difficulté avec la Rus-

(1) Vivien de Saint-Martin, vol. I, p. 56. L'année 1802 est généralement considérée comme celle de la fondation de Sitka.

(2) « Greenhow's Memoir, pp. 9-148; Vivien de Saint-Martin, vol. I, p. 56.

(3) « American States Memoir, Foreign Relations, vol. V, p. 442 ». Voir aussi d'une façon générale, « Russia's Early Title to the coast of America, » Vol I, p. 12.

(4) Burney's, « History of Discoveries in the South Sea » Londres, 1803, vol. I, p. 356; Voir aussi « Greenhow's Memoir, » p. 37.

(5) « Greenhow's Memoir, » pp. 52-96.

(6) Vivien de Saint-Martin, vol. I, p. 56; « Greenhow's Memoir; p. 57 et chap. IV.

(7) « London Quarterly Review, vol. xxvi, pp. 344-347.

(8) Cette sonde paraît avoir été découverte et nommée par Cook en 1788. « Greenhow's Memoir, p. 82.



sie (1) ; mais le commandant des forces navales espagnoles s'étant emparé de deux navires occupés à faire du commerce dans ces parages, ainsi que de certaines habitations et de certaines terres que le Gouvernement Britannique prétendit être la propriété de certains de ses sujets, cette saisie fut vengée d'une façon éclatante, et, comme résultat d'un différend des plus animés, le traité de 1790 fut signé entre la Grande-Bretagne et l'Espagne (2).

L'article 3 de ce traité est, en partie, ainsi conçu : « Il est convenu que les sujets respectifs (des deux Hautes Parties contractantes) ne subiront aucun dommage ni empêchement, soit qu'ils naviguent simplement ou qu'ils se livrent à la pêche dans l'Océan Pacifique ou dans les mers du Sud, soit qu'ils débarquent sur les rivages de ces mers dans des lieux non déjà occupés, en vue de se livrer à leur commerce avec les indigènes ou de fonder des établissements dans le pays ; exception faite, toutefois, pour les restrictions prévues et spécifiées dans les trois articles suivants. »

Cette stipulation est d'une importance capitale, car elle a servi de base aux arrangements intervenus entre la Russie et les Etats-Unis, et avec la Grande-Bretagne en 1825, au sujet de la navigation dans l'Océan Pacifique et de conflits ayant trait à la possession du territoire de la côte nord ouest.

L'exploration partielle du fleuve Colombie par le capitaine Gray, navigateur américain, en 1792, les expéditions de Lewis et de Clarke, à travers les Montagnes Rocheuses, de 1803 à 1805 (3), ainsi que la fondation de la Compagnie de fourrures du Pacifique, sur la côte du Pacifique au commencement de ce siècle, établirent les Etats-Unis d'un façon permanente sur la côte nord-ouest et fournirent à cette puissance le moyen de lutter activement pour la souveraineté et le droit au commerce d'une partie considérable des côtes et des eaux du Pacifique (4). Le différend qui, au commencement de ce siècle, survit entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne au sujet de la possession de ces côtes, ne fut pas tranché par le traité de Gand, qui suivit la guerre de 1812 ; et, en 1818, n'ayant pas encore réussi à se mettre d'accord, les deux puissances intéressées convinrent que, pendant une période dix années, tout le territoire contesté revendiqué par l'une et par l'autre et s'étendant des Montagnes Rocheuses à l'Océan Pacifique serait, ainsi que ses ports, baies et rivières, franc et ouvert aux navires et aux citoyens de chacune d'elles (5) ; et ce n'est qu'en 1846 que leurs droits territoriaux respectifs sur la côte nord-ouest furent définitivement réglés par traité. Par le traité de 1819, les droits de l'Espagne sur ces pays avaient été transférés aux Etats-Unis (6).

Ainsi, il ressort de cette esquisse historique que, alors que les prétentions de la Russie sur le territoire comprenant les îles Aléoutiennes, la presqu'île d'Alaska ainsi que les côtes et îles de la mer de Behring, ne donnèrent lieu à aucune contestation, les côtes et îles adjacentes du continent américain au sud du 60<sup>me</sup> degré de latitude et s'étendant jusqu'à la Californie furent, pendant la dernière partie du dix-huitième siècle et le premier quart de ce siècle-ci, le sujet de différends interminables entre la

(1) American State Papers, Foreign Relations, vol. V, p. 444.

(2) Vol. I, p. 32. Voir Greenhow's Memoir, chap. VI.

(3) « Greenhow's Memoir, p. 126 et suivantes, p. 149.

(4) « Greenhow's Memoir, pp. 152-158.

(5) Traité de 1818 entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, Vol. I p. 34.

(6) Vol. p. 34.



Russie, la Grande-Bretagne, l'Espagne et les Etats-Unis. Cet état de choses indiquait que, tôt ou tard, un conflit international devait probablement surgir, ce que prévoyait un article inséré dans la *London Quarterly Review* de 1814, dans lequel il est dit : « Nous n'avons pas la prétention de résoudre la question de savoir pour combien de temps encore le continent américain peut fournir des peaux et des fourrures aux commerçants rivaux de l'Angleterre, de la Russie et des Etats-Unis ; mais nous croyons que, depuis quelque temps, chacun d'eux éprouve certaine difficulté à approvisionner le marché des variétés les plus recherchées. Si la disette augmente, elle ne peut manquer d'amener un conflit d'intérêts et des discussions, qui, d'un moment à l'autre, se termineront probablement par une guerre » (1).

### La Compagnie de l'Amérique Russe.

Après ce résumé succinct de la situation politique des territoires baignés par la mer de Behring et de la côte nord-ouest d'Amérique, au commencement de ce siècle, il est tout naturel, avant de passer en revue les importants événements internationaux qui suivent, de parler de l'organisation et des débuts historiques de la Compagnie de l'Amérique russe qui, pendant plus de soixante ans, a dirigé le commerce et le gouvernement de la plupart de ces pays. Comme importance et comme variété, les opérations de cette Compagnie ne le cédaient en rien à celles de la Compagnie des Indes orientales ni à celles de la Compagnie de la baie d'Hudson ; quant à son histoire, elle est aussi celle de la partie du globe sur laquelle on appelle l'attention du Tribunal d'arbitrage.

La Compagnie de l'Amérique russe fut le résultat des nombreuses associations commerciales (2) qui, bientôt après les découvertes de 1741, se mirent à exploiter le lucratif commerce des fourrures dans les îles Aléoutiennes et dans la mer de Behring. La rivalité et la concurrence qui ne tardèrent pas à s'élever entre elles eurent des résultats désastreux (3) et finirent par placer le commerce des fourrures des colonies sous le contrôle d'une administration unique et puissamment organisée (4). Cette mesure fut prise en 1799, époque à laquelle un ukase fut rendu, créant la « Compagnie de l'Amérique russe » et lui octroyant sa première charte (5).

Cet ukase lui conféra pour une période de vingt ans des privilèges spéciaux et exclusifs sur les côtes du nord-ouest de l'Amérique situées entre le 55° degré de latitude nord et le détroit de Behring, ainsi que sur les îles Aléoutiennes, les Kouriles et les îles de la mer « orientale du Nord » ou mer de Behring. La propriété exclusive de tous les produits de la chasse et de la pêche ainsi que des articles de commerce de ces régions lui fut exclusivement réservée, et elle fut spécialement autorisée à prendre possession, au nom du gouvernement impérial, des nouvelles contrées qui pourraient être découvertes, soit au nord, soit au sud du 55° degré de latitude, sur la côte d'Amérique. Elle fut en outre autorisée à fonder des agences dans tout l'empire ainsi qu'à l'étranger, et à se servir d'un sceau et d'un pavillon aux armes impériales. Le siège de cette Com-

(1) « *London Quarterly Review*, vol XI, p. 292.

(2) Pour l'histoire détaillée de ces compagnies, voir Berg, p. 1 et suivantes.

(3) Tikhmenief, vol. 1, p. 61.

(4) Vivien de Saint-Martin, vol I, p. 56.

(5) Vol. I, p. 14.

pagnie, qui, au début, se trouvait à Irkoutsk, fut bientôt transféré à Saint-Petersbourg, et parmi les actionnaires, qui, tous sans exception, devaient justifier de la nationalité russe, on comptait des membres de la famille impériale et de la haute noblesse.

En échange des privilèges considérables que lui conférait sa charte d'institution, la Compagnie eut à subir de lourdes obligations. Elle fut tenue de défrayer les frais du gouvernement des pays auxquels s'appliquaient ses privilèges, d'entretenir des tribunaux, de payer le clergé de ces colonies, d'entretenir également une petite armée et, plus tard, de tenir prêts, sur différents points de la côte, des approvisionnements et des subsistances pouvant, en cas de besoin, être utilisés par les équipages de la flotte ou par les troupes du gouvernement russe.

Le gouverneur chargé d'administrer la colonie était choisi conjointement par le gouvernement impérial et par les directeurs de la Compagnie ; il résidait à Sitka, et, de bonne heure, le candidat à ces fonctions dut être un officier supérieur de la marine. Il possédait des pouvoirs illimités sur tout le territoire soumis à la juridiction de la Compagnie. Des administrateurs, des inspecteurs et autres agents subalternes étaient placés sous ses ordres. Le compte-rendu des opérations de la société fut soumis, au début, au ministre de l'intérieur, et plus tard au ministre des Finances.

A partir de l'année 1802, des officiers de la marine impériale furent constamment au service de la Compagnie. Tant que cette dernière entretenait à ses frais des forces de terre et de mer aux colonies, ces troupes furent entièrement à la disposition du gouverneur, qui eut le privilège d'en choisir les soldats et les marins parmi les troupes ou les équipages de n'importe quelle garnison ou station navale de Sibérie. Ceux-là mêmes des officiers des vaisseaux qui, bien que n'étant pas entretenus aux frais de la Compagnie, se trouvaient envoyés aux colonies par le gouvernement impérial étaient généralement tenus d'obéir aux ordres du gouverneur : or, il ressort de la lecture de certains documents, qui seront cités plus loin, que ces ordres étaient donnés assez fréquemment.

La charte de la Compagnie ne lui imposait le paiement d'aucune redevance ou annuité au gouvernement ; mais, comme son commerce consistait principalement dans l'échange de fourrures contre du thé à la frontière chinoise, le gouvernement touchait des sommes considérables au moyen des droits de douane perçus sur ce thé.

Bref, la Compagnie dirigeait seule le gouvernement et le commerce des territoires placés sous son contrôle (1).

### L'Ukase de 1821.

Le 4 septembre 1821, ce célèbre ukase fut publié, et neuf jours plus tard l'empereur renouvela, pour une nouvelle période de vingt années, avec certains avantages supplémentaires, la charte et les privilèges accordés en 1799 à la Compagnie de l'Amérique russe. Le texte complet de cet ukase ainsi que celui de la nouvelle charte sont annexés à l'Appendice (2).

(1) Voir à propos de tout ce qui a été dit au sujet des droits, obligations et administration de la Compagnie de l'Amérique russe : « Règlements de la Compagnie américaine réunie », Tikhmeniet, vol. I, appendice, pp. 1-19 ; « Charte de 1799 », vol. I, p. 14 ; « Ukase et Charte de 1821 », vol. I, pp. 16-24 ; « Additional facts relating to the Russian American Company », vol. I, p. 9 ; Tikhmeniet, vol. II, appendice, pp. 17-63.

(2) Vol. I, pp. 16-24.

L'objet que la promulgation de cet ukase avait en vue se trouve indiqué dans l'exposé des motifs qui le précède et qui est ainsi conçu : « Ayant appris par les rapports qui nous ont été soumis qu'un trafic occulte et illicite apporte trouble et empêchement au libre exercice du commerce de nos sujets dans les îles Aléoutiennes ainsi que sur la côte nord-ouest d'Amérique appartenant à la Russie, et ayant observé que la principale cause de cet état de choses provient de l'absence de règlements établissant les limites de ces côtes et l'ordre dans lequel doivent avoir lieu les communications navales aussi bien dans les régions précitées que tout le long de la côte orientale de Sibérie et aux îles Kouriles, nous avons jugé nécessaire de déterminer ces communications au moyen de règlements spéciaux ci-après annexés ».

Le titre et les deux premiers paragraphes de l'ukase sont ainsi libellés :

« Règlements fixant les limites de la navigation et l'ordre des communications le long de la côte de la Sibérie orientale, de la côte nord-ouest d'Amérique, des Aléoutiennes, des Kouriles et autres îles.

« § 1. L'exercice du commerce de la pêche de la baleine et de toutes autres pêches ainsi que de toute espèce d'industrie dans toutes les îles, ports et golfes, y compris toute la côte nord-ouest d'Amérique qui s'étend du détroit de Behring au 51<sup>e</sup> degré de latitude nord, et depuis les îles Aléoutiennes jusqu'à la côte orientale de Sibérie, et enfin le long des îles Kouriles, du détroit de Behring au cap méridional de l'île d'Urup, soit par 45° 50' de latitude nord, est exclusivement réservé aux sujets russes.

§ 2. Il est donc interdit à tout navire étranger, non seulement d'atterrir sur les côtes et îles ci-dessus énumérées appartenant à la Russie, mais aussi d'en approcher de moins de cent milles italiens (1). Le délinquant encourrait la confiscation de son navire et de toute sa cargaison ».

La raison pour laquelle on fixa une limite de cent milles se trouve indiquée dans une lettre écrite à la date du 8 août 1822 par M. Middleton, ministre des Etats-Unis à Saint-Petersbourg, au secrétaire d'Etat (à Washington), dans laquelle ce diplomate rendait compte d'une entrevue qu'il avait eue avec le gouverneur général de la Sibérie, un des membres de la Commission qui avait proposé cette mesure. Ce fonctionnaire avait dit au représentant des Etats-Unis que l'on cherchait à établir « pour la juridiction maritime des côtes des limites telles qu'elles assurassent à la Compagnie des fourrures de l'Amérique russe le monopole exclusif du commerce si lucratif auquel elle se livrait. Dans ce but, on avait recherché un précédent et remarqué que la distance de trente lieues, mentionnée au traité d'Utrecht, et qui peut être évaluée à environ cent milles italiens, était suffisante à tous égards (2) ». On aurait également pu citer un précédent semblable et plus récent, bien qu'il ne consacre pas une juridiction maritime aussi étendue : l'article IV de la convention de la sonde de Nootka entre la Grande-Bretagne et l'Espagne, dont il a déjà été question et aux termes duquel la première de ces puissances reconnaissait la juridiction maritime de la seconde sur une étendue de dix lieues au large de toutes les côtes déjà occupées par l'Espagne (3).

Les îles Pribilof, pays d'origine de la variété de phoque connue sous le nom de phoque d'Alaska, sont situées à moins de deux cents milles ita-

(1) Le mille italien équivaut au mille géographique ; il y en a soixante au degré.

(2) M. Middleton à M. Adams, 8 août 1822, vol. I, p. 135.

(3) Vol. I, p. 32.



liens au nord de l'archipel Aléoutien ; l'ukase s'appliquait donc à une partie suffisante de la moitié orientale de la mer de Behring pour permettre à la Russie de protéger les troupeaux de phoques pendant leur séjour dans ces parages (1).

. . . . .

En ce qui concerne les côtes et les eaux de la mer de Behring, l'ukase de 1821 énonçait simplement des droits préexistants de juridiction exclusive à l'égard du commerce, et qui étaient appliqués depuis nombre d'années. L'ukase de 1799, qui réclamait pour la Russie le droit exclusif de juridiction dans le sud jusqu'au 55° degré de latitude, ne souleva de protestation de la part d'aucune puissance, et aucune opposition ne fut faite à l'exclusion des navires étrangers de tout commerce avec les indigènes ainsi qu'à l'interdiction à eux faite de prendre ou chasser des animaux à fourrure dans les eaux de la mer de Behring et aux îles Aléoutiennes, comme résultat de cet ukase et des privilèges exclusifs accordés à la Compagnie de l'Amérique russe. Ce fut seulement lorsque l'ukase de 1821 chercha à étendre les prétentions russes au sud vers le 51° degré de latitude du continent américain, et à placer les côtes et les eaux de l'océan qui baigne ces régions sous le contrôle exclusif de la Compagnie de l'Amérique russe, que les Gouvernements des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne firent entendre d'énergiques protestations. La correspondance à laquelle donnèrent lieu ces réclamations (2) établit qu'elles étaient inspirées par la prétention à la juridiction de portions considérables de l'Océan Pacifique (cette dernière expression étant entièrement distincte de celle de mer de Behring) et par les prétentions opposées des trois puissances à la possession de la côte sur laquelle la Russie cherchait à étendre son autorité exclusive. Longtemps avant la publication de cet ukase, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne rivalisaient d'efforts pour s'assurer le commerce et la possession de la côte et des îles situées entre le 51° et le 55° degré de latitude, dans les contrées connues sous le nom de côte Nord-Ouest, et leurs citoyens et sujets se livraient depuis nombre d'années à la pêche, à la chasse et au commerce dans ces eaux et sur ces rivages ; il était donc naturel qu'ils protestassent énergiquement contre toute tentative de la Russie tendant à les en expulser. D'un autre côté, il n'existe aucune trace qu'ils aient jamais tenté de se livrer à la pêche, à la chasse ou au commerce dans la mer de Behring. L'histoire de l'époque et du pays, les débats qui suivirent l'ukase et les traités qui résultèrent de ces débats sont la preuve que l'objet des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, en rejetant les prétentions de la Russie, était de maintenir leurs réclamations respectives à l'égard des territoires en question, de sauvegarder leur important commerce avec les indigènes de la côte nord-ouest et de jouir librement du droit de navigation sur le Grand Océan, qui baigne cette côte (3).

(1) Il existe ici une omission de plusieurs pages : elle provient de la traduction erronée de certains documents en langue russe qui s'y trouvaient cités et commentés. Cette omission a été expliquée dans les notes des 2 et 19 novembre 1892 (avec pièces annexées), adressées par l'Agent des Etats-Unis à l'Agent de la Grande-Bretagne, et dont des copies ont été remises aux Arbitres. Des omissions de même nature se trouvent indiquées aux pages suivantes. (Note du traducteur.)

(2) Vol. I, pp. 132-152. On ne donne que la partie de la correspondance entre la Grande-Bretagne et la Russie contenue dans la note de lord Salisbury à sir Julian Pauncefote, en date du 2 août 1890, vol. I, p. 242.

(3) Voir Vivien de Saint-Martin, vol. I, p. 56.



## Traités de 1824 et de 1825.

La controverse qui suivit la promulgation de l'ukase de 1821 eut pour résultat la conclusion de traités entre les Etats-Unis et la Russie en 1824 (1), et entre la Grande-Bretagne et la Russie en 1825 (2). Ces deux traités terminèrent le double différend soulevé par l'ukase : 1<sup>o</sup> ils mirent fin au conflit maritime ; 2<sup>o</sup> ils réglèrent le différend concernant la côte nord-ouest.

Les premiers articles des traités visaient la question maritime. Cette partie du traité avec l'Angleterre fut, à la requête des négociateurs britanniques (3), copiée, presque textuellement, sur l'article correspondant du traité avec les Etats-Unis ; quant à ce dernier, il fut basé sur l'article III de la convention de 1790, entre la Grande-Bretagne et l'Espagne (4).

De l'examen des cartes terrestres et marines, des écrits des navigateurs (5) contemporains de l'époque à laquelle ces traités ont été négociés et conclus, ou antérieurs à cette époque, il ressort que le terme « Grand Océan, appelé communément Océan Pacifique ou Mer du Sud », employé dans l'article 1<sup>er</sup> du traité de 1824 avec les Etats-Unis, et le terme « Océan, appelé communément Océan Pacifique », employé dans l'article 1<sup>er</sup> du traité de 1825 avec la Grande-Bretagne, ne s'appliquaient pas à la mer de Behring. Une liste de ces cartes terrestres et marines est jointe à ce Mémoire (6), et les Arbitres sont priés de vouloir bien les examiner avec la plus grande attention. Ils y verront que, de tout temps, les meilleurs géographes ont distingué cette mer de l'océan situé au sud et l'ont désignée sous un nom spécial, dans la plupart des cas sous celui de mer de Kamchatka, de mer de Behring, de mer du Nord-Est ou d'Océan Oriental (7).

Peu de temps après la conclusion du traité de 1824 avec les Etats-Unis, les directeurs de la Compagnie de l'Amérique russe s'adressèrent au gouvernement impérial pour en obtenir l'interprétation exacte. Une commission spéciale, composée des plus hauts dignitaires de l'empire, fut nommée, et, le 21 juillet 1824, son rapport fut signé du comte Nesselrode et des autres commissaires (8). Le septième paragraphe de ce rapport est ainsi conçu : « Considérant que la souveraineté de la Russie sur les riva-

(1) Vol. I, p. 35.

(2) Vol. I, p. 39.

(3) Lettre de G. Canning à S. Canning, en date du 8 décembre 1824, vol. I, p. 260.

(4) Vol. I, p. 32.

(5) Burney, parlant de la « ligne frontière que la nature semble avoir tracée pour cette grande mer », s'exprime ainsi : « Les limites septentrionales sont marquées par la continuation de la côte américaine du Mont Saint-Elie vers l'ouest par le groupe d'îles connu sous le nom de Fox et par les îles Aléoutiennes ». (Burney's « Chronological History of the discoveries in the South Sea or Pacific Ocean », Londres, 1803, vol. I, p. 2).

(6) Vol. I, p. 287.

(7) Pour ceux de « Mer du Kamchatka » et de « Mer de Behring », voir plus loin l'extrait d'une lettre adressée le 18 juillet 1822 par le Ministre des Finances de Russie au Conseil d'administration ; pour celui de « Mer du Nord-Est », voir la première et la troisième charte de la Compagnie, vol. I, pp. 14-28 ; quant à celui « d'Océan Oriental », voir Coxe, carte (frontispice).

Omission de deux paragraphes pour les raisons indiquées dans la note page 279. (Tracteur.)

(8) Le Ministre des Finances de Russie au Conseil d'administration de la Compagnie de l'Amérique russe (lettre du 4 septembre 1824), avec rapport y annexé, vol. I, pp. 67-71.

ges de la Sibérie, ainsi que sur les îles Aléoutiennes est, depuis longtemps, reconnue par toutes les puissances, les côtes et îles susnommées ne sauraient avoir été visées par la convention précitée, laquelle ne se rapporte qu'au territoire disputé sur la côte nord-ouest d'Amérique et aux îles adjacentes, et que, même en supposant le contraire, la Russie, pleinement convaincue de la légitimité de ses droits incontestés, s'étant depuis longtemps établie d'une façon permanente sur la côte de Sibérie, ainsi que dans l'archipel des îles Aléoutiennes, les sujets américains ne sauraient avoir débarqué sur la côte, ou s'être livrés à la pêche ou à la chasse, en vertu de l'article II de la convention du 5-17 avril, sans l'autorisation de nos commandants et gouverneurs. Ces côtes de la Sibérie, ainsi que des îles Aléoutiennes, ne sont pas baignées par l'Océan Méridional ou Pacifique, mentionné à l'article 1<sup>er</sup> de la Convention, mais par l'Océan Arctique et par les mers du Kamchatka et d'Okotsk, lesquelles ne sont indiquées sur aucune carte authentique ni sur aucune géographie comme faisant partie de l'Océan méridional ou Pacifique (1).

Pour comprendre toute l'importance de la déclaration précédente, il convient de se rappeler que non seulement elle fut écrite en réponse à une demande d'interprétation du traité passé avec l'Amérique, adressée au Gouvernement par la Compagnie de l'Amérique russe, mais ce qui est plus grave, qu'elle fut faite peu de temps avant la signature du traité avec la Grande Bretagne, dans lequel, en conséquence, les négociateurs russes ne jugèrent pas utile (pas plus, d'ailleurs, qu'ils ne l'avaient fait pour le traité avec les Etats-Unis) de déclarer que la mer de Behring ne formait pas partie de l'Océan Pacifique, où le droit de pêche était admis.

Ainsi, loin de révoquer ou de restreindre la juridiction précédemment exercée par la Russie sur la mer de Behring, les termes de ces traités, ainsi que les négociations qui les ont précédés, attestent d'une façon évidente que les Hautes Parties contractantes n'ont, en aucune façon, eu en vue, concédé ou obtenu la restriction de ladite juridiction. La Russie ne fut pas longue à reconnaître que ses prétentions au contrôle des eaux du nord de l'Océan Pacifique étaient insoutenables, et sa décision à cet égard fit l'objet des premiers articles des deux traités en question. Mais, ni dans les protestations des puissances, ni dans les négociations, ni, enfin, dans les traités eux-mêmes, aucune allusion n'est faite à la mer de Behring, et on ne saurait mettre en doute qu'il ressort de l'examen de ces documents, ainsi que de la connaissance des événements subséquents, que la question de droit de juridiction sur ses eaux fut laissée intacte par les traités, et bien plus que, grâce à ces derniers, l'exercice de ces droits par la Russie obtint la reconnaissance implicite de deux grandes puissances ; car, alors que, par l'ukase de 1821, la Russie avait ouvertement revendiqué certaine juridiction extraordinaire, tant sur la mer de Behring que sur une partie de l'Océan Pacifique, les traités qui suivirent et qui constituaient le règlement complet de tous différends soulevés par cet ukase, ne contiennent aucune allusion à cette juridiction en ce qui concerne la mer de Behring, tandis que

(1) La note explicative remise le 6 décembre 1824 par le baron de Tüyl à M. Adams à laquelle il est fait allusion dans la note adressée le 17 décembre 1890 par M. Blaine à Lord Salisbury (Vol. I, pp. 263-276) est un résultat du rapport dont le paragraphe ci-dessus est un extrait ; et ce même paragraphe a évidemment servi de base à la note explicative.

(2) N° 8 des procès-verbaux de la conférence, Vol 1, p. 68.

cette juridiction s'y trouve expressément énoncée et que renonciation y est formellement faite en ce qui touche l'Océan Pacifique.

C'est donc à la Grande-Bretagne qu'incombe le devoir de démontrer que cette juridiction, reconnue comme existant en 1825, se trouve périmée. On ne prétend pas qu'elle ait été exercée dans tous les cas. La Russie n'a jamais cherché à empêcher les navires de passer la mer de Behring pour se rendre dans l'Océan Arctique : elle ne s'est pas non plus toujours opposée d'une façon rigoureuse à la pêche à la baleine en deçà de la zone de cent milles de ses côtes ; mais, en ce qui concerne les phoques à fourrure, on démontrera plus loin que la juridiction en question a toujours été exercée pour leur protection.

A propos de ce que l'on peut appeler le différend territorial, il appert de l'examen de la correspondance et des traités que la limite méridionale des territoires russes fut fixée par 54° 40' nord de latitude, la Russie abandonnant ainsi une grande partie de la côte nord-ouest qu'elle revendiquait par l'ukase de 1821, et que les côtes, eaux intérieures, etc., sur lesquelles les Etats-Unis et la Grande-Bretagne furent autorisés à faire librement le commerce pendant une période de dix années, se trouvaient limitées à l'ouest par la baie de Yakutat et le Mont-Saint-Elie ; c'est-à-dire que ce détroit fut restreint à la seule partie de la côte, au sujet de la possession de laquelle quelque contestation était possible (1). Les clauses spéciales du traité de 1825 avec la Grande-Bretagne concernant la portion de la côte et des eaux où le droit de faire du commerce et d'accéder librement fut ainsi concédé, ne laisse aucun doute à l'égard de l'identité de cette côte ; quant à la question de savoir si la Russie avait ainsi compris la délimitation des territoires, elle est résolue affirmativement dans la dépêche précitée, adressée, le 4 septembre 1824, par le Ministre des Finances du gouvernement impérial.

Il n'est pas sans intérêt de faire observer ici qu'à l'expiration de la période de dix ans prévue par cette clause, les Etats-Unis et l'Angleterre s'efforcèrent vainement d'obtenir son renouvellement (2). Les Etats-Unis reconnurent d'une façon expresse qu'après 1834 cette clause ne pouvait plus être invoquée, ainsi que l'établit non seulement leur attitude dans l'affaire du *Loriot* (3), mais particulièrement le fait qu'en 1843, à la requête du gouvernement russe, ils firent publier un avis (4), informant les propriétaires de navires américains de l'interdiction faite par la Russie à tous étrangers de se livrer au commerce sur la côte en question (5).

#### Cession de l'Alaska aux Etats-Unis par le traité de 1867.

Le 30 mars 1867, les gouvernements américain et russe conclurent un traité aux termes duquel toutes les possessions de la Russie sur le continent américain et dans les eaux de la mer de Behring étaient cédées et transférées aux Etats-Unis (6). Ce traité qui, avant d'être définitivement

(1) Article IV du traité de 1824 et article VII du traité de 1825. Comparer l'article III du traité de 1818 entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, Vol. I, p. 34.

(2) La correspondance échangée entre les Etats-Unis et la Russie à ce sujet est contenue dans les documents annexés au message adressé au Congrès le 3 décembre 1838 par le Président des Etats-Unis, ainsi que dans le « Senate Ex. Doc., N° 186, pp. 224-246.

(3) Note adressée le 30 juin 1890 par M. Blaine à sir Julian Pauncefote, Vol. I, p. 224.

(4) Vol. I, p. 91.

(5) Lacune d'une dizaine de pages (Traducteur).

(6) Vol. I p. 43.



consommé, avait été discuté au Sénat des Etats-Unis (1) et dans la presse, fut l'affirmation par deux grandes puissances des prétentions antérieures de la Russie à la souveraineté de la mer de Behring et la proclamation de la cession d'une portion de cette dernière aux Etats-Unis. Cette proclamation n'a jamais soulevé d'objection.

L'article 1<sup>er</sup> de ce traité fixe les limites du territoire cédé. Il prend pour frontière orientale la ligne de démarcation entre les possessions russes et les possessions britanniques de l'Amérique du Nord, telle qu'elle a été établie par le traité anglo-russe de 1825 (2). A l'ouest, la ligne de démarcation est ainsi indiquée :

« La limite occidentale des territoires cédés passe par un point au détroit de Behring sous le parallèle du 65<sup>me</sup> degré 30 minutes de latitude nord à son intersection par le méridien qui sépare à distance égale les îles Krusensten ou Ignalook et l'île Ratmanow ou Noonarbook, et remonte en ligne directe, sans limitation, vers le nord, jusqu'à ce qu'elle se perde dans la mer glaciale. Commencant au même point de départ, cette limite occidentale suit de là un cours presque sud-ouest, à travers le détroit de Behring et la mer de Behring de manière à passer à distance égale entre le point nord-ouest de l'île Saint-Laurent et le point sud-est du cap Choukotski jusqu'au méridien 172<sup>me</sup> de longitude ouest ; de ce point, à partir de l'intersection de ce méridien, cette limite suit une direction sud-ouest, de manière à passer à distance égale entre l'île d'Attu et l'île Copper du groupe d'îlots Komandorski, dans l'Océan Pacifique septentrional, jusqu'au méridien de 192 degrés de longitude ouest, de manière à enclaver dans le territoire cédé toutes les îles Aléoutes situées à l'est de ce méridien. »

L'article 5 contient la clause suivante (3) : « La cession du territoire avec droit de souveraineté faite par cette convention est déclarée libre et dégagée de toutes réservations, privilèges, franchises ou possessions par des compagnies russes ou toute autre, légalement constituées ou autrement, ou par des associations, sauf simplement des propriétaires possédant des biens privés individuels, et la cession ainsi faite transfère tous les droits, franchises et privilèges appartenant actuellement à la Russie dans le dit territoire et ses dépendances. »

La simple lecture de ce document amène inévitablement à conclure que tous les droits de la Russie concernant la juridiction et la chasse du phoque dans la mer de Behring, à l'est de la frontière maritime établie par le traité du 20 mars 1867, passèrent intégralement aux Etats-Unis conformément à ce traité. Le fait est que le Gouvernement Britannique a annoncé qu'il était tout disposé à accepter cette conclusion sans aucune discussion (4).

La juridiction exercée par la Russie sur la mer de Behring pendant le siècle qui précéda la date de la cession aux Etats-Unis d'une partie de ses côtes et de ses eaux a été si clairement exposée que point n'est besoin d'y revenir. L'esquisse historique précédente met également en relief le besoin de contrôle qui a inspiré l'exercice de cette juridiction. Cette esquisse a montré la Compagnie de l'Amérique russe possédant le monopole du commerce sur tous les territoires russes en Amérique, et chargée, en outre, sous la direction du gouvernement impérial, de l'administration politique

(1) « House Ex. Doc., N° 177, fortieth Congress, second session, p. 124 et suivantes.

(2) Vol. I, p. 39.

(3) Ces deux citations ont été copiées sur le traité original (Traducteur).

(4) Dépêche de lord Salisbury à M. Blaine, en date du 21 février 1891, vol I, p. 294.



des dits territoires. Enfin, il a été pleinement démontré que la principale source de richesses pour la Compagnie de l'Amérique russe était fournie par les phoques à fourrure des îles Pribilof, dans la mer de Behring (1).

Une autorité incontestable en la matière estime à environ trente-cinq millions de dollars (2) la valeur des fourrures (principalement de phoques) vendues par les Russes jusqu'en 1823 ; la même autorité prétend que le nombre des animaux à fourrure tués qui ont été perdus, soit en mer, soit autrement, pendant la même période, dépasse celui des animaux dont les peaux ont été livrées sur un marché quelconque. L'évêque russe Veniaminof, dans son ouvrage sur les îles Pribilof, les appelle « îles dorées », en raison des richesses que rapportent annuellement les fourrures qu'on y trouve (3). Les tables que l'on trouvera à l'Appendice (4) établissent la grande quantité de fourrures exportées des colonies pendant la période de l'occupation russe, et de combien cette exportation a surpassé toutes les autres sources de revenus de la Compagnie de l'Amérique russe.

Les négociateurs américains du traité de 1867 étaient bien pénétrés de la valeur de ces fourrures, et bien qu'il faille admettre que certaines considérations politiques ne furent pas étrangères à la conclusion de ce traité, un examen attentif des incidents qui se rattachent au transfert de la souveraineté de la Russie sur ces territoires prouve que, comme source de revenus pour le Gouvernement et de profit immédiat pour les citoyens américains, l'industrie des fourrures fut la principale raison qui décida les Etats-Unis à payer la somme de sept millions deux cent mille dollars requise par la Russie en échange de ses droits de souveraineté et de propriété.

Au cours de la session du 5<sup>me</sup> Congrès, une Commission de la Chambre des Représentants fut chargée de faire une longue et sérieuse enquête sur tous les faits se rapportant à l'industrie des fourrures de phoques et autres intérêts de l'Alaska, y compris l'histoire de l'achat de ce pays à la Russie. Dans son rapport, cette commission fit la déclaration suivante : « Si l'on se reporte aux débats (du Congrès) à propos de l'achat de l'Alaska, et aux discussions auxquelles cette acquisition donna lieu à l'époque dans la presse américaine, on peut se rendre compte que la perspective de la propriété des produits de la mer de Behring, de ses animaux à fourrure et de ses pêcheries, fut, sinon la principale, du moins une des principales considérations qui poussèrent à cette acquisition (5).

En outre, la Commission cita la déclaration faite par l'honorable Charles Sumner, président de la Commission sénatoriale des affaires étrangères, au cours du discours qu'il prononça pour défendre le traité de 1867 ; elle est ainsi conçue : « Le phoque, animal amphibie polygame et intelligent comme

(1) Omission de quelques lignes. (Traducteur.)

(2) Berg, p. 168.

(3) Veniaminof, vol. I, p. 277. : « On peut donner à ces îles le nom d'« îles dorées » en raison de la valeur considérable des fourrures de phoques et de loutres marines qu'on y a recueillies depuis leur découverte jusqu'à nos jours et qui laisse concevoir de grandes espérances pour l'avenir... Quels immenses capitaux sont représentés par les fourrures produites par ces îles, et quelle source considérable de richesses elles laissent entrevoir pour l'avenir, même en l'état restreint actuel de cette industrie ! Il y peu de pays au monde produisant autant de richesses dans un espace aussi limité et en échange d'aussi peu d'efforts de la part de l'homme. »

(4) Vol I, p. 125 et suivantes.

(5) « House Ex. Doc., No 3883 fiftieth Congress, second session, p. xviii.

le castor, a toujours fourni la plus grande partie des fourrures de la Compagnie de l'Amérique russe (1). »

Après avoir cité différents extraits de sources officielles et autres, la commission du Congrès ajoute dans son rapport la déclaration suivante : « La Commission est d'avis que l'on doit reconnaître que, par l'achat du territoire d'Alaska, les Etats-Unis acquéraient un droit exclusif de propriété et de juridiction dans la mer de Behring, y compris ses produits, phoques, loutres marines, morses, baleines, morues, saumons et autres ; car c'est en considération de la valeur de ces produits que les crédits destinés à l'acquisition ont été proposés.

« Les extraits précités concernant ces produits se trouvent confirmés d'une façon éclatante par le fait que la chasse du phoque a déjà, à elle seule, rapporté au Gouvernement une somme supérieure à la totalité du prix payé pour le territoire.

« Il semble clair à la Commission que, si les eaux de la mer de Behring faisaient partie de la « haute mer », nos pêcheurs et chasseurs de phoques auraient, tout comme les Russes, eu le droit de s'emparer des produits précités, et, dans ce cas, il n'y avait, sous ce rapport, aucune raison de faire l'acquisition. Or, il était bien compris que ces eaux se trouvaient placées sous le contrôle de la Russie ; que ses navires de guerre y croisaient, s'emparant et confisquant tous vaisseaux étrangers coupables d'infraction aux règlements établis par la Russie à leur égard ; et l'argument en faveur de l'acquisition était que, grâce à la cession du continent, des îles et des eaux de l'Alaska, nous deviendrions les maîtres de ces richesses et posséderions le droit de les protéger (2) ».

Comme preuve de la grande valeur de l'industrie des fourrures de phoques achetée à la Russie, la Commission, dans son rapport ci-dessus, mentionnait ce fait que cette industrie avait déjà rapporté au Gouvernement une somme supérieure au prix total payé pour le territoire. Les tables contenues dans l'Appendice (3) établissent que, de 1870 à 1891, les concessionnaires des îles Pribilof ont versé directement au trésor des Etats-Unis une somme de 6 226 239 dollars, et que les peaux et fourrures tirées de ces îles ont produit, après avoir été préparées et teintées à Londres, une nouvelle somme d'environ 5 000 000 de dollars, comme droits d'importation ; ce qui fait que les sommes totales versées à la Trésorerie des Etats-Unis, par l'industrie des peaux de phoques à fourrure des îles Pribilof, se sont élevées à environ 11 000 000 de dollars. Les tables annexées (4) établissent aussi que les peaux de phoques à fourrure entrent pour plus de moitié dans la valeur totale de tous les produits tirés de l'Alaska, depuis l'époque de son acquisition, en 1867, jusqu'en 1890. Il est donc évident que l'évaluation élevée des phoques à fourrure, faite à l'époque de la cession et de la vente par la Russie, n'était pas sans fondement.

### Mesures prises par les Etats-Unis en Alaska depuis la cession.

Un coup d'œil sur la législation adoptée par le Congrès aussitôt après le

(1) *Ibid.* On trouvera ce discours dans le « House Ex. Doc., No 177, fortieth Congress, second session, p. 124.

(2) « House Ex. Doc., No 3883, fiftieth Congress, second session, p. 19.

(3) Vol. I, p. 130.

(4) « Notes sur l'industrie des fourrures, » etc., dernier paragraphe, Vol. I, p. 125.

transfert du territoire cédé par la Russie, conformément au traité de 1867, sur les mesures prises par le pouvoir exécutif pour l'application de cette législation, et sur les décisions des tribunaux des Etats-Unis à leur égard, fait ressortir d'une façon plus évidente encore la connaissance qu'avait le Gouvernement des Etats-Unis de la valeur de l'industrie des fourrures de phoques et de son droit de la protéger dans toute l'étendue du dit territoire.

Le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'acte du Congrès, en date du 27 juillet 1868, établissait « que les lois des Etats-Unis en matière de douane, de commerce et de navigation, sont et demeurent étendues par le présent acte à tout le continent, à toutes les îles et eaux faisant partie du territoire cédé aux Etats-Unis par l'empereur de Russie, en vertu du traité conclu à Washington le trentième jour de mars de l'an mil huit cent soixante-sept de Notre-Seigneur, en tant qu'elles peuvent leur être appliquées. »

Le paragraphe 6 du même acte établissait :

« Qu'il sera interdit à toutes personnes ou personnes de tuer ni loutre, ni vison, ni martre, ni zibeline, ni phoque à fourrure ou autre animal à fourrure, dans les limites ou dans les eaux du dit territoire... (1) »

Il ressort non seulement du texte du traité lui-même, mais de la définition qui en a été fournie publiquement par M. Sumner devant le Sénat des Etats-Unis, que les eaux sus-mentionnées n'étaient autres que celles de la moitié orientale de la mer de Behring. Dans sa description de la ligne de démarcation établie par le traité pour la mer de Behring, M. Sumner, dans le discours déjà cité, en parle comme faisant de la frontière occidentale de notre pays, la ligne de séparation entre l'Asie et l'Amérique ; quant aux eaux situées en deçà de cette limite, il les désigne sous le nom de « notre portion de la mer de Behring (2). »

Par acte du 3 mars 1869, le Congrès établissait « que les îles de Saint-Paul et de Saint-Georges sont et demeurent déclarées territoires réservés du Gouvernement (2) » enfin, le 1<sup>er</sup> juillet 1870, fut promulgué un acte du Congrès intitulé : « Acte destiné à prévenir l'extermination des animaux à fourrure en Alaska (4), » et contenant une allusion spéciale aux phoques à fourrures des îles Pribilof.

(1) Les paragraphes ci-dessus ont été annexés aux statuts révisés des Etats-Unis sous les paragraphes 1955 et 1954, Vol. I, p. 95.

(2) « House Ex. Doc., N° 177, fortieth Congress, second session », p. 125. Voici des extraits de ce discours : « Partant de l'Océan Glacial, la frontière occidentale descend le détroit de Behring, à mi-chemin entre les deux îles de Krusenstern et de Ratmanof, jusqu'au parallèle de 65 degrés 30 minutes, précisément au-dessous du point où les continents asiatique et américain se rapprochent le plus ; de là, elle suit une direction presque sud-ouest à travers le détroit de Behring, à mi-chemin entre l'île de Saint-Laurent et le cap Choukotski, au méridien de 172 degrés de longitude ouest : elle se dirige enfin au sud-ouest, traverse la mer de Behring à mi-chemin entre l'île d'Attu à l'est et l'île du Cuivre à l'ouest, au méridien de 193 degrés de longitude ouest, laissant la prolongation du groupe des Aléoutiennes au nombre des possessions actuellement cédées aux Etats-Unis, et faisant de la frontière occidentale de notre pays la ligne de démarcation séparant l'Asie de l'Amérique. »

« Notre partie de la mer de Behring contient cinq îles de dimensions considérables, dont la plus grande est l'île de Saint-Laurent, qui a plus de quatre-vingt-seize-milles de long. »

(3) Vol. I, p. 22 (15 Stat., 348).

(4) Vol I, p. 92 (16 Stat., 180).



En employant l'expression « en Alaska » dans les deux actes précédents, le Congrès reconnaissait clairement le fait que la mer de Behring formait une partie du territoire de l'Alaska, car les îles auxquelles il est fait allusion se trouvent situées à une distance de deux cents milles du continent.

En appliquant la législation précédente du Congrès, le pouvoir exécutif des Etats-Unis a maintenu d'une façon uniforme le droit que possèdent les Etats-Unis de protéger leurs intérêts à l'égard de la chasse du phoque dans toute l'étendue de la portion de la mer de Behring située en deçà de la frontière occidentale fixée par le traité de 1867.

Le 12 mars 1881, le département de la Trésorerie interpréta la loi en ce sens dans une lettre adressée à M. D.-A. Ancona, receveur des douanes à San-Francisco (1). Cette lettre contient le passage suivant au sujet de la frontière occidentale : « Toutes les eaux situées en deçà de cette frontière, à l'extrémité occidentale de l'archipel et du groupe des îles Aléoutiennes, sont considérées comme faisant partie des eaux territoriales d'Alaska. Toutes les peines édictées par la loi contre la destruction des animaux à fourrure devront donc s'appliquer à toute infraction commise dans les limites précitées. »

Le département de la Trésorerie confirma cette décision le 4 avril 1881 et, de nouveau, le 6 mars 1886. A cette dernière date, le secrétaire de la Trésorerie écrivit une lettre contenant le passage suivant : « L'attention de votre prédécesseur a été appelée sur ce point le 4 avril 1881. Mon département ayant eu connaissance que certaines personnes de votre port se proposent d'organiser des expéditions dans le but de chasser le phoque à fourrure dans ces eaux, je vous adresse les instructions ci-dessus, et vous prie de leur donner la plus grande publicité, afin que ces personnes puissent être informées de l'interprétation donnée par mon département à la disposition précitée de la loi (2) ».

A partir de l'année 1867, à une seule exception près, le département de la Trésorerie a envoyé chaque année un ou plusieurs garde-côtes dans la mer de Behring (3) pour y surveiller les intérêts des Etats-Unis et y protéger les phoques à fourrure contre les infractions à la loi qui les concerne, et le fait qu'en 1886, époque avant laquelle peu de navires étaient entrés dans la mer de Behring dans le but de pratiquer la chasse pélagique du phoque, quatre navires, dont trois anglais, furent saisis dans ces eaux, et que l'année suivante quinze navires, dont six anglais, y furent également saisis, prouve que cette loi n'est pas restée lettre morte. A une seule exception près, les navires saisis se trouvaient à plus de trois milles de la terre (4).

En 1888, des assurances officieuses furent données au Gouvernement Britannique qu'aucune saisie nouvelle ne serait faite, car, à cette époque, des pourparlers étaient engagés en vue d'arriver à un arrangement amiable du différend qui avait surgi à propos de la mer de Behring (5).

Par acte du 3 mars 1889 (6), le Congrès ratifia, en effet, l'interprétation adoptée jusque-là par le pouvoir exécutif concernant la frontière des Etats-

(1) Vol. I, p. 102.

(2) Vol. I, p. 103.

(3) Lettre du secrétaire de la Trésorerie au secrétaire d'Etat, en date du 15 juillet 1892, vol. I, p. 110.

(4) Liste des navires saisis dans la mer de Behring, vol. I, p. 108.

(5) E. Edwards à M. Blaine, vol. I, p. 199.

(6) Vol. I, p. 99.



Unis dans la mer de Behring, ainsi que les saisies de navires opérées par ses ordres au cours des années 1886 et 1887. La preuve de cette ratification se trouve dans le texte même de l'acte, ainsi que dans les débats qui précéderent son adoption. Le troisième paragraphe de cet acte est conçu en ces termes : « Le paragraphe 1956 des statuts révisés des Etats-Unis est déclaré par le présent comprendre et s'appliquer à toutes les possessions des Etats-Unis dans les eaux de la mer de Behring ; en outre, le Président des Etats-Unis devra chaque année adresser, en temps opportun, une proclamation et donner des ordres pour qu'elle soit publiée pendant au moins un mois dans chacun des ports d'entrée des Etats-Unis sur la côte du Pacifique où un journal est publié. Cette proclamation devra prévenir toutes personnes d'avoir à s'abstenir de pénétrer dans lesdites eaux avec l'intention d'enfreindre les dispositions dudit paragraphe. Enfin, le Président devra aussi veiller à ce que des ordres soient donnés à un ou plusieurs vaisseaux de la marine des Etats-Unis de croiser diligemment dans lesdites eaux, d'arrêter toutes personnes et de saisir tous navires commettant ou ayant notoirement commis une infraction quelconque aux lois des Etats-Unis concernant ces parages ».

Tous les ans, depuis la promulgation de cette loi, le Président des Etats-Unis a publié le message requis par elle (1), et, dans le courant de l'année 1889, les garde-côtes des douanes ont de nouveau saisi les navires surpris en contravention ; ils en ont ainsi capturé six, dont cinq anglais (2).

Au mois de juin 1891, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont accepté le *modus vivendi* (3), aux termes duquel les deux Gouvernements se sont engagés à protéger le phoque dans les eaux de la mer de Behring, et, au mois de mai 1892, cette convention a été renouvelée pour la saison de 1892 (4).

Bref, toutes les fois que la question leur a été soumise, les tribunaux des Etats-Unis se sont refusés à entrer en conflit avec le pouvoir exécutif au sujet de l'interprétation par lui donnée au traité de 1867 et aux lois votées par le Congrès au sujet des droits et territoires acquis par les Etats-Unis en vertu de ce traité. La question de la légalité de la capture de navires britanniques effectuée par les garde-côtes des douanes des Etats-Unis pendant l'année 1887, en deçà de la partie orientale de la mer de Behring, et à une distance supérieure à trois milles de toute terre, fut soumise au jugement de M. Dawson, juge au tribunal des Etats-Unis du district d'Alaska. La décision fut rendue le 11 octobre 1887, et est reproduite en entier à l'Appendice (5). En s'y référant, on verra que le tribunal était d'avis que le Gouvernement des Etats-Unis a le droit de protéger le phoque dans toute l'étendue de la partie orientale de la mer de Behring, y compris celle qui est désignée sous le nom de ligne-frontière occidentale dans le traité de 1867. D'autres décisions dans ce sens sont contenues dans l'Appendice.

Le but des renseignements ci-dessus est de démontrer : 1<sup>o</sup> qu'à l'époque de l'achat et de la cession de l'Alaska, les Etats-Unis n'ignoraient ni l'étendue ni les effets de la juridiction exercée par la Russie dans les eaux de

(1) Vol. I, p. 412.

(2) Liste des navires saisis dans la mer de Behring, vol. I, p. 408.

(3) Vol. I, p. 347.

(4) Vol. I, p. 6.

(5) Vol. I, p. 415.

la mer de Behring, et qu'ils se rendaient parfaitement compte de l'augmentation de valeur apportée par cette juridiction au troupeau de phoques à fourrure des îles Pribilof ; 2° que, depuis l'achat, les Etats-Unis ont continué d'exercer la même juridiction en vue de protéger le troupeau. Mais, en déterminant quel droit de protection ou de propriété le Gouvernement des Etats-Unis possède à l'égard des phoques à fourrure fréquentant les îles appartenant aux Etats-Unis dans la mer de Behring, lorsque lesdits phoques se trouvent en dehors de la limite ordinaire de trois milles, ledit Gouvernement n'est point obligé et n'a pas l'intention de baser uniquement sa cause sur la juridiction établie ou exercée par la Russie dans la mer de Behring antérieurement et au moment de la cession de l'Alaska. Il soutient qu'indépendamment de cette juridiction, il possède un droit de protection et de propriété à l'égard des phoques à fourrure fréquentant les îles Pribilof, lorsque ces animaux se trouvent en dehors de la limite ordinaire de trois milles, et base ce droit sur les principes fondamentaux du droit commun et du droit civil, sur l'usage des nations, sur les lois de l'histoire naturelle et sur les intérêts communs de l'humanité.

Afin de présenter clairement cette prétention au droit de protection et de propriété, il sera nécessaire d'examiner avec quelques détails les habitudes du phoque à fourrure aux îles Pribilof et ailleurs, et de passer en revue les intérêts divers mis en jeu par l'industrie à laquelle il donne lieu.

## SECONDE PARTIE

*Habitudes, conservation et valeur du troupeau de phoques d'Alaska.  
Droit de propriété des Etats-Unis à l'égard de ce troupeau.*

### Habitudes du phoque d'Alaska.

#### *Les îles Pribilof.*

*Nota.* — Les personnes citées ici sont celles dont les dépositions se trouvent consignées à l'Appendice.

Les îles Pribilof sont le pays du phoque à fourrure d'Alaska (*Callorhinus ursinus*). Par suite de leur situation isolée et de leur climat, ces îles sont particulièrement favorables à l'existence du phoque, et c'est là, sans doute, la raison qui l'a poussé à s'y établir (1). Sous ce rapport elles ne laissent, en effet, rien à désirer. Sur terre, le phoque a besoin d'un climat frais, humide et brumeux ; le soleil et la chaleur exercent un effet désastreux sur cet animal (2). Ces éléments indispensables à l'existence du phoque se rencontrent aux îles Pribilof et nulle autre part dans la mer de Behring ou dans l'Océan Pacifique septentrional, si ce n'est aux îles du Commandant (Komandorski) (3).

De mai à novembre inclusivement (époque à laquelle la majorité des phoques sont à terre), la température moyenne varie entre 41° et 42° Fahrenheit (4) ; pendant le mois d'août, qui est le plus chaud de l'année, la

(1) Charles Bryant, vol. II, p. 4 ; Samuel Falconer, vol. II, p. 164 ; T.-F. Morgan, vol. II, p. 61 ; C.-M. Scammon, vol. II, p. 475 ; Daniel Webster, vol. II, p. 180 ; J.-C. Redpath, vol. II, p. 148.

(2) Samuel Falconer, vol. II, p. 164.

(3) Charles Bryant, vol. II, p. 4.

(4) Samuel Falconer, vol. II, p. 164 ; T.-F. Morgan, vol. II, p. 61 ; « Tables du Bureau météorologique », vol. I, p. 591.

moyenne est de 47<sup>°</sup><sub>2</sub> Fahrenheit (1) ; durant les mois de juin, de juillet et d'août, qui sont les mois chauds, la plus haute température a été de 62<sup>°</sup>, et ce maximum n'a été atteint qu'une seule fois en huit ans ; quant à la température la plus basse, elle n'a jamais été inférieure à 28<sup>°</sup>, et même cette gelée ne s'est produite qu'une seule fois pendant le même espace de temps (2). A cette uniformité de température viennent s'ajouter l'absence de soleil et la présence presque continuelle de brumes, de brouillards ou d'une pluie fine (3). Dans l'espace de huit ans, la proportion moyenne des jours nuageux a été de 92 pour cent (4) pendant les mois de juin, juillet et août ; durant cette période de sept cent trente-six jours, il n'y a eu en effet que huit jours de beau temps, et cela pas une fois au mois d'août (5). Des conditions climatiques analogues ont été observées sur les côtes et dans les îles antarctiques jadis fréquentées par de vastes troupeaux de phoques à fourrure (6).

Les phoques d'Alaska considèrent évidemment les îles Pribilof comme leur pays, car, lorsqu'ils se trouvent sur ces îles ou dans leur voisinage, ils témoignent beaucoup moins de crainte et de timidité que lorsqu'on les rencontre en mer, le long des côtes d'Amérique (7).

Le capitaine C.-N. Cox, patron de la goëlette *E.-B. Marvin*, interrogé en 1892 par le receveur Milne, du port de Victoria, dans la Colombie britannique, fit la déclaration suivante : « Ils (les phoques) semblent être ici tout à fait chez eux (dans les eaux environnant les îles) et paraissent plus tranquilles (8) ».

Les deux îles Saint-Paul et Saint-Georges sont les deux seules du groupe Pribilof où abordent les phoques reproducteurs. Les animaux occupent des portions relativement restreintes du rivage, appelées *rookeries* (repaires). Les *rookeries* se divisent en *breeding grounds* et en *hauling grounds* (9).

Les *breeding grounds* ou *breeding rookeries* (espaces occupés par les phoques reproducteurs et leur progéniture) sont des terrains rocailleux situés au bord de la mer et couverts de débris de lave, de forme et de grandeur différentes ; ceux de ces morceaux de lave qui se trouvent le plus rapprochés de la mer ont été arrondis par l'action des vagues et des glaces. On rencontre parfois entre les rochers des espaces plats et unis, dont l'étendue varie considérablement mais n'atteint jamais de grandes dimensions. Si les plages inégales et rocailleuses sont choisies comme terrains d'élevage et de reproduction, c'est sans doute parce que les galets protègent les phoques nouveau-nés contre le ressac et les tempêtes (10), et aussi parce que les endroits plats et unis que l'on rencontre parmi ces rochers constituent des lieux de repos convenables pour les femelles prêtes à mettre bas (11).

(1) « Tables du Bureau météorologique », vol. I, p. 591.

(2) *Ibid.*, vol. I, p. 592.

(3) Charles Bryant, vol. II, p. 4 ; Samuel Falconer, vol. II, p. 164 ; T.-F. Morgan, vol. II, p. 61 ; J. Stanley Brown, vol. II, p. 12.

(4) « Tables du Bureau météorologique », vol. I, p. 593.

(5) *Ibid.*, vol. II, p. 592.

(6) James W. Budington, vol. II, p. 594.

(7) Samuel Falconer, vol. II, p. 165 ; Daniel Webster, vol. II, p. 182.

(8) « Livre bleu anglais », États-Unis n° 3 (1892), C. 6635, p. 176.

(9) J. Stanley Brown, vol. II, p. 12.

(10) S.-N. Buynitsky, vol. II, p. 21.

(11) J. Stanley Brown, vol. II, p. 15.



Les *hauling grounds* (espaces occupés par les phoques non-reproducteurs) sont des plages sablonneuses, situées à côté des plages d'élevage ou des terrains plats et unis que l'on rencontre en arrière et dans le voisinage immédiat des endroits où sont installés les phoques reproducteurs (1). Les espaces que les *rookeries* occupent sur chaque île varient considérablement ; ils sont dans la proportion de sept ou huit à Saint-Paul contre un à Saint-Georges. La première de ces îles est beaucoup plus basse que la seconde, ses plages sont plus étendues et offrent aux phoques une plus grande quantité de terrains convenables, ce qui explique, dans une certaine mesure, la disproportion existant entre la population amphibie de ces deux îles (2). Saint-Paul comprend dix *rookeries* dont la plus importante est celle de *Northeast Point* ; quant à Saint-Georges, elle n'en compte que cinq (3).

En raison de la nature du terrain occupé par les phoques reproducteurs, il est impossible d'évaluer, même approximativement, le nombre de ces animaux sur les îles (4). Le sol rocailleux des *breeding grounds* ne permet pas de calculer le nombre d'animaux installés sur un point donné, de façon à obtenir une règle qui puisse s'appliquer à d'autres *rookeries* ou aux dépendances de la même *rookery* dans l'évaluation de leur population. Le nombre des phoques varie selon l'étendue et la quantité des masses rocheuses, et ce qui peut être une règle exacte pour une localité serait complètement erroné pour une autre. En outre, les phoques sont toujours en mouvement, les femelles ne faisant qu'aller et venir de la mer à la terre, de sorte que les *breeding grounds* sont sans cesse occupés par de nouveaux arrivants (5). Par suite de ces circonstances, il est évident que toute évaluation ayant pour but de fixer le nombre réel des phoques est si incertaine, qu'elle ne saurait servir de base à aucun calcul présent ou futur (6).

D'un autre côté, toute personne familière avec les *rookeries* peut de suite se rendre compte de toute augmentation ou diminution considérable survenue dans le nombre des phoques installés sur les îles. Les espaces occupés par les phoques reproducteurs peuvent être mesurés exactement (7). S'il y a augmentation du nombre des phoques, les espaces occupés précédemment seront remplis et une nouvelle surface de terrain sera couverte, car les phoques se serrent les uns contre les autres sur les *breeding grounds*, autant que le permet la nature du terrain (8). Ainsi donc, toute augmentation de la surface couverte par les phoques reproducteurs est le signe infailible de l'augmentation du troupeau.

(1) J. Stanley Brown, vol. II, p. 12 ; Samuel Falconer, vol. II, p. 164.

(2) J. Stanley Brown, vol. II, p. 11.

(3) J. Stanley Brown, vol. II, p. 13.

(4) W.-B. Taylor, vol. II, p. 176 ; J.-H. Moulton, vol. II, p. 71 ; B.-F. Scribner, vol. II, p. 89 ; H.-A. Glidden, vol. II, p. 110 ; H.-H. McIntyre, vol. II, p. 48 ; H.-N. Clark, vol. II, p. 159 ; Daniel Webster, vol. II, p. 181.

(5) W.-B. Taylor, vol. II, p. 176 ; H.-A. Glidden, vol. II, p. 110 ; Daniel Webster, vol. II, p. 181.

(6) W.-B. Taylor, vol. II, p. 176 ; J.-H. Moulton, vol. II, p. 71 ; B.-F. Scribner, vol. II, p. 89 ; H.-A. Glidden, vol. II, p. 110.

(7) W.-B. Taylor, vol. II, p. 177 ; J.-H. Moulton, vol. II, p. 71 ; B.-F. Scribner, vol. II, p. 89.

(8) J.-H. Moulton, vol. II, p. 71 ; Daniel Webster, vol. II, p. 181.



*Le troupeau de phoques d'Alaska.*

Les deux grands troupeaux de phoques à fourrure qui fréquentent la mer de Behring et l'Océan Pacifique septentrional et s'établissent respectivement aux îles Pribilof et aux îles du Commandant (Komandorski), sont absolument distincts l'un de l'autre. La différence qui existe entre ces deux troupeaux est si marquée qu'un expert, rien qu'en touchant et en triant des peaux de phoques, peut invariablement distinguer une peau d'Alaska d'une peau des îles du Commandant (1). M. Walter-E. Martin, chef de la maison C.-W. Martin et Cie de Londres, qui, pendant nombre d'années, s'est livré à l'apprêtage et à la teinture des peaux de phoques, décrit la différence ainsi qu'il suit :

« Les peaux provenant de l'île de Cuivre — du groupe des îles du Commandant — attestent que l'animal est plus étroit au cou et à la queue que le phoque d'Alaska, que sa fourrure est moins longue, particulièrement sous les nageoires, et que son poil a une nuance plus jaune que celui des phoques d'Alaska (2). Cette assertion se trouve confirmée par Sneigeroff, chef indigène des îles du Commandant, ayant jadis résidé aux îles Pribilof (3). C.-W. Price, qui a été pendant vingt ans apprêteur et vérificateur de peaux de phoques brutes, estime que la fourrure des peaux provenant des îles du Commandant est un peu plus sombre que celle des peaux d'Alaska (4). Ces dernières sont plus poreuses et moins difficiles à épiler (5). En outre, la différence existant entre ces deux sortes de peaux a été établie par les personnes qui s'occupent de l'industrie des peaux de phoques, au moyen de l'écart qui existe entre leur valeur marchande (6), les peaux d'Alaska se vendent toujours de 20 à 30 pour cent plus cher que les *Coppers* ou peaux provenant des îles du Commandant (7). Le gouvernement russe a lui-même reconnu cette différence de valeur (8).

Ces deux troupeaux de phoques à fourrure ne s'entremêlent point (9). Chacun garde son côté de la mer de Behring et de l'Océan Pacifique et suit son itinéraire particulier au cours de ses migrations (10). Le docteur J. A. Allen, conservateur du Muséum américain d'histoire naturelle et dont les études sur les pinnipèdes font autorité (11), dit : « Le troupeau des îles du

(1) W.-E. Martin, vol. II, p. 569 ; C.-W. Price, vol. II, p. 181 ; George Bantle, vol. II, p. 508 ; George Rice, vol. II, p. 573 ; Alfred Fraser, vol. II, p. 557.

(2) W.-E. Martin, vol. II, p. 569.

(3) T.-F. Morgan, vol. II, p. 201.

(4) C.-W. Price, vol. II, p. 521 ; George Bantle, vol. II, p. 508.

(5) John J. Phelan, vol. II, p. 520.

(6) C.-A. Williams, vol. II, p. 537 ; W.-E. Martin, vol. II, p. 569 ; C.-W. Price, vol. II, p. 521 ; George Bantle, vol. II, p. 508.

(7) C.-A. Williams, vol. 2, p. 537 ; William C.-B. Stamp, vol. 2, p. 575.

(8) C.-A. Williams, vol. 2, p. 537.

(9) Rapport des commissaires américains de la mer de Behring, p. 323. Nota. — Tous les numéros des pages ayant trait soit au rapport des Commissaires américains, soit à celui de la Commission mixte, se rapportent au volume contenant le Mémoire des États-Unis en anglais.) J. Stanley Brown, Vol II, p. 42 ; Charles Bryant, Vol. II, p. 4 ; C. A. Williams, Vol. II, p. 537 ; Gustave Niebaum, Vol. II, p. 78 ; Arthur Niwman, Vol. II, p. 210 ; C. H. Anderson, Vol II, p. 205.

(10) H. H. Mac Intyre, Vol II, p. 42 ; C. M. Scammon, Vol. II, p. 474 ; John P. Bair, Vol. II, p. 194.

(11) Sur la demande du département d'Etat, le docteur Allen a préparé un travail sur les pinnipèdes, la chasse au phoque dans les régions antarctiques, le troupeau de phoques d'Alaska et la chasse en mer ou pélagique. Ce travail est contenu dans le Volume I, pp. 365-410, et on y appelle tout particulièrement l'attention du Tribunal d'arbitrage.

Commandant est évidemment distinct et complètement différent de celui des îles Pribilof. Supposer que les deux troupeaux se mêlent et que le même animal puisse, à un moment donné, faire partie d'un troupeau, puis rejoindre l'autre, est contraire à tout ce que nous savons des mœurs des animaux migrateurs en général (1).

Le capitaine Charles J. Hague, qui, depuis 1878, a fait environ vingt voyages le long des îles Aléoutiennes, d'Unalaska à Attu, la plupart du temps au printemps et à l'automne, déclare qu'il ne se souvient pas d'avoir jamais vu de phoques à fourrure en mer entre les îles des Quatre-Montagnes et l'île d'Attu (2). On voit rarement des phoques entre le 174° degré de longitude ouest et le 173° degré de longitude est, et, dans le voisinage de l'île d'Attu, à de longs intervalles, on en rencontre seulement quelques-uns d'isolés, qui, vraisemblablement, d'après la direction qu'ils suivent, font partie du troupeau des îles du Commandant (3). Pud Zaotchnoi, un des chefs indigènes des Aléoutiens de l'île d'Atka, dit : « On voit rarement le phoque à fourrure dans ces parages ; de temps en temps, durant les mois de septembre, d'octobre et de novembre, on en rencontre quelques-uns d'isolés se dirigeant du nord au sud, à travers les passes situées entre les îles d'Atka et d'Amlia. Ce sont toujours de tout jeunes phoques encore gris ; on les voit généralement apparaître après un fort grain du nord-est. Le plus que j'en ai vu dans une même année est d'environ une douzaine. Je n'ai jamais vu de grands mâles adultes en pleine vigueur dans ces parages (4). » Ces jeunes phoques gris sont les petits nés dans la saison, qui, ayant quitté les îles à l'automne, n'ont pas, comme les phoques plus âgés, la force de lutter contre les lames et sont chassés de leur route par les tempêtes. Enfin, comme nouvelle preuve que les phoques ne fréquentent pas les eaux situées entre les degrés de longitude sus-mentionnés, on peut citer ce fait que les navires qui se livrent à la chasse du phoque sont rarement vus dans ces régions et n'y restent jamais longtemps (5).

Pour faciliter l'étude des mœurs du phoque d'Alaska, le troupeau a été divisé en quatre classes, d'après l'âge et le sexe de ses membres :

1° Les veaux (*pups*) ou jeunes phoques de l'un et de l'autre sexe, au-dessous d'un an ;

2° Les *bulls* (mâles reproducteurs) ou « sekatchié », c'est-à-dire les phoques mâles âgés de six ou sept ans et plus, qui sont capables de se défendre sur les *breeding grounds* ;

3° Les vaches (*cows*) ou « matkie », c'est-à-dire les femelles âgées de plus d'un an ;

4° Les célibataires (*bachelors*) ou « holluschuckie », ce sont les phoques mâles non reproducteurs, âgés d'un à cinq ou six ans.

A moins d'indications contraires, tous les renseignements suivants relatifs au phoque, se rapportent au phoque à fourrure d'Alaska, et toute mention de *rookeries* a trait exclusivement à celles qui sont situées dans les îles Saint-Paul et Saint-Georges du groupe Pribilof.

(1) Article du docteur Allen, 3<sup>e</sup> partie, Vol. I, p. 506 ; Voir aussi le rapport des Commissaires américains, de la mer de Behring, p. 323.

(2) Charles J. Hague, Vol. II, p. 207.

(3) Eliah Prokopief, Vol. II, p. 215 ; Filaret Prokopief, Vol. II, p. 216 ; Samuel Kahoorof, Vol. II, p. 214.

(4) Vol. II, p. 213 ; Kassian Gorloi, Vol. II, p. 212.

(5) Elia Prokopief, Vol. II, p. 215 ; Kassian Gorloi, Vol. II, p. 212.

*Les Veaux (Pups)*

Le veau ou *pup* naît sur les *breeding grounds* au mois de juin ou juillet (1). Sa naissance a généralement lieu un jour ou deux, et souvent quelques heures (2) seulement, après l'arrivée de la mère sur les îles (3). A sa naissance, le jeune phoque pèse de six à huit livres ; sa tête est d'une grosseur anormale pour son corps (4) ; sa couleur est presque noire, et il est couvert de poils courts qui prennent une nuance gris-argenté après que le jeune phoque a appris à nager (5). A ces deux phases de leur développement, on désigne les petits phoques sous les noms respectifs de « veaux noirs » (*black pups*) et de « veaux gris » (*gray pups*). Ces poils constituent leur seule protection contre le froid, les jeunes phoques ne possédant pas encore la robe de fourrure que l'on rencontre sous le poil des adultes (6).

Pendant les six ou huit premières semaines de son existence, le jeune phoque est incapable de nager et ne quitte pas les *breeding grounds* (7). M. Thomas F. Morgan, qui, pendant près de vingt ans, a habité une des îles Pribilof comme agent des concessionnaires, déclare qu'il a souvent vu des phoques nouveau-nés emportés par les vagues et noyés (8). Le docteur W. S. Hereford, qui, pendant plusieurs années, a exercé la médecine aux îles Pribilof, rapporte qu'un petit phoque, ayant perdu sa mère, fut placé au bord de l'eau afin qu'il pût gagner une des *rookeries* voisines et, peut-être, y retrouver sa mère. « Jour par jour », poursuit le docteur, « on le surveilla, mais il ne fit aucun effort pour gagner l'eau, et sa mère ne revint pas. Plusieurs jours s'étaient ainsi écoulés, quand un nouvel employé, ne connaissant absolument rien de son service, et ignorant complètement les mœurs du phoque à fourrure, vint à passer par là, et, apercevant le petit phoque dans l'herbe, le crut égaré, le prit et le jeta à l'eau afin de lui permettre de regagner son gîte à la nage. Ce fut là un acte de bienveillance bien maladroit, car le pauvre animal se noya sur le champ » (9). Le docteur H. H. McIntyre, qui, pendant vingt ans, a habité les îles comme surintendant de la Compagnie commerciale d'Alaska (*Alaska Commercial Company*) et qui, toute sa vie, a étudié les mœurs du phoque et l'industrie à laquelle il donne lieu, déclare « qu'on ne doit pas oublier qu'ils (les phoques nouveau-nés) ne deviennent amphibies que plusieurs semaines après leur naissance (10). » M. J. H. Moulton, qui, pendant sept ans, a habité les îles comme agent auxiliaire de la Trésorerie, dit « qu'il a vu des phoques nouveau-nés jetés à l'eau ; que leur tête s'enfonçait sur le champ, et que, s'ils n'avaient pas été secourus, ils se seraient infailliblement noyés (11). » L'effroi que l'eau inspire aux tout jeunes phoques est une nouvelle preuve qu'ils sont incapables de nager. A cet égard, M. J. Stanley Brown, savant

(1) T. F. Morgan, Vol. II, p. 61 ; Samuel Falconer, Vol. II, p. 164.

(2) Charles Bryant, Vol. II, p. 4 ; J. Stanley Brown, Vol. II, p. 13 ; Anton Melovedoff, Vol. II, p. 144 ; J. C. Redpath, Vol. II, p. 148.

(3) Charles Bryant, Vol. II, p. 4.

(4) Daniel Webster, Vol. II, p. 180.

(5) Samuel Falconer, Vol. II, p. 164.

(6) J. H. Moulton, Vol. II, p. 72.

(7) Anton Melovedoff, Vol. II, p. 144 ; Aggie Kushin, Vol. II, p. 129 ; Karp Buterin, Vol. II, p. 104 ; John Fratis, Vol. II, p. 108 ; Article du docteur Allen, 3<sup>e</sup> partie, Vol. I, p. 407 ; Daniel Webster, Vol. II, p. 180.

(8) Vol. II, p. 61.

(9) Vol. II, p. 34.

(10) Vol. II, p. 41.

(11) Vol. II, p. 72.



naturaliste chargé par le Gouvernement des Etats-Unis d'étudier sur les lieux les mœurs du phoque des îles Pribilof, dit : « Les phoques nouveaux ont peur de l'eau ; ils n'apprennent à nager qu'au prix de mille efforts, et même, lorsqu'ils sont arrivés à se maintenir sur l'eau, quand elle est calme, ils se sauvent pleins d'effroi avec un empressement comique chaque fois qu'une vague approche (1). » Le capitaine Bryant, agent de la Trésorerie aux îles Pribilof, de 1869 à 1877, et qui, antérieurement commandait une baleinière dans la mer de Behring, s'exprime ainsi sur le même sujet : « Ils reculent terrifiés chaque fois qu'une vague arrive (2). » Cette déclaration est corroborée par M. Samuel Falconer (3), par le général Scribner (4), et par M. Wardam, qui tous ont été agents de la Trésorerie aux îles Pribilof. Le dernier de ces témoins ajoute : « L'homme ne peut pas contraindre les phoques nouveaux à prendre l'eau, et chaque fois que j'ai essayé de le faire avant qu'ils eussent appris à nager, ils se sont invariablement sauvés de l'eau sur-le-champ (5). »

En raison des circonstances précédentes, il est clair qu'il est impossible que le phoque puisse naître dans l'eau et y vivre pendant les premiers temps qui suivent sa naissance ; cette assertion est confirmée par les témoignages de toutes les personnes que leurs études ou leurs occupations ont rendues familières avec les habitudes de cet animal (6) ; c'est là, d'ailleurs, une particularité commune à tous les pinnipèdes (7). Le professeur W. H. Dall, dont l'autorité est reconnue pour toutes les questions qui se rattachent à l'Alaska, est d'avis qu'un phoque naissant dans ces conditions doit infailliblement périr ; et, plus loin, il ajoute que, « alors que c'est l'habitude d'un animal de donner naissance à ses petits sur terre, il est contraire aux notions de la biologie et à tout sens commun de supposer qu'il puisse réussir à les mettre bas dans l'eau (8) ». A ce sujet, M. Stanley Brown s'exprime ainsi : « Même en admettant que, par leurs organes de reproduction, ainsi que par les différents incidents de la procréation, les phoques ne soient pas des animaux essentiellement terrestres, le fait que, pendant vingt-quatre heures et même davantage après la naissance, le placenta demeure attaché au phoque nouveau-né par le cordon ombilical suffirait à établir l'impossibilité d'une naissance aquatique. J'ai vu des phoques nouveau-nés traînant après eux le délivre trois jours après leur naissance. En admettant que le petit phoque puisse résister à l'action des vagues, il serait infailliblement entraîné sous l'eau par le poids de cette ancre d'un nouveau genre. Il est donc évident qu'aucun phoque ne saurait naître dans l'eau et vivre (9). » A ces témoignages unanimes d'experts et de savants viennent s'ajouter ceux d'un grand nombre d'Indiens et de chasseurs de phoques tout le long de la côte américaine (10).

Ces déclarations se rapportent également à l'impossibilité pour le pho-

(1) Vol. 2, p. 16.

(2) Vol. 2 p. 5.

(3) Vol. 2. p. 164.

(4) Vol. 2, p. 89.

(5) Vol. 2, p. 178

(6) T. F. Morgan, vol. 2, p. 62 ; Charles Bryant, vol. 2, p. 5 ; Kerrick Artomanof, vol. 2, p. 109.

(7) Appendice C. Rapport des Commissaires américains de la mer de Behring, p. 327.

(8) Vol. 2, p. 23.

(9) Vol. 2, p. 15 ; Article du docteur Allen, 3<sup>e</sup> partie, vol. 1, p. 403.

(10) Omission de trois paragraphes. (Traducteur).



que de naître sur un lit de caillotis (1), car il périrait sûrement, emporté par les vagues. Andrew Laing, chasseur de phoques d'une grande expérience, interrogé par M. F.-L. Milne, receveur des douanes du port de Victoria, dans la Colombie britannique, dit : « J'ai aussi beaucoup entendu parler de femelles mettant bas sur le caillotis, mais je n'en crois rien. Quelques chasseurs prétendent avoir vu des phoques nouveau-nés devant l'île de Middleton ; quant à moi, je pense que cela est impossible ». Ce témoin a déclaré, en outre, qu'il ne croyait pas que, dans le cas où la mère les mettrait bas dans l'eau, ces animaux y pussent continuer à vivre (2).

Lorsque les jeunes phoques sont âgés de quatre à six semaines, ils se réunissent sur les *breeding grounds*, en groupes que l'on appelle *pods* (3). Ce groupement est connu sous le nom de *podding*. Ces groupes se dirigent petit à petit vers le rivage, et les jeunes phoques commencent à faire usage de leurs nageoires (4). Jusque-là ces derniers n'ont servi uniquement que comme moyen de locomotion terrestre.

On a décrit de différentes façons la manière dont le tout jeune phoque se transporte d'un endroit à un autre ; on l'a comparée à la locomotion d'un jeune terre-neuve (5) ou d'un jeune chat (6). La différence entre la locomotion du tout jeune phoque et celle de ses congénères plus âgés a été bien décrite par M. J.-H. Moulton. Il dit « qu'il (le jeune phoque) se sert de ses nageoires de derrière comme de pieds, et s'en aide pour courir à peu près de la même façon que les autres animaux terrestres, tandis qu'un phoque qui a appris à nager tire après lui ses nageoires de derrière et ne se sert que de celles de devant pour se traîner (7) ».

Le jeune phoque apprend à nager de deux manières : un groupe de jeunes phoques se rend au bord de l'eau, et, après bien des efforts, chaque individu parvient à se servir de ses nageoires (8). Andrew Laing, déjà cité comme un des chasseurs de phoques dont le témoignage a été recueilli par M. Milne, receveur des douanes du port de Victoria, dans la Colombie britannique, dit encore à ce sujet : « Ils (les jeunes phoques) ne prennent jamais l'eau volontiers avant l'âge de six semaines ou de deux mois (9) ». Dans l'autre méthode, la mère prend son petit dans sa gueule, le porte à la mer, et, après des épreuves successives, le jeune phoque parvient à se maintenir sur l'eau (10).

Lorsqu'il a appris à nager, le jeune phoque passe son temps sur terre et dans l'eau, principalement sur terre (11), jusqu'au moment de l'exode

(1) Bancs de soude provenant de la décomposition des varechs et algues marines. (Traducteur.)

(2) « Livre bleu anglais », Etats-Unis, n° 3 (1892), C. 6335, p. 184.

(3) Rapport des Commissaires américains de la mer de Behring, p. 327 ; J. Stanley Brown, vol. 2, p. 16 ; H.-H. Mc Intyre, vol. 2, p. 41 ; Charles Bryant, vol. 2, p. 5 ; H.-H. Mc Intyre, vol. 2, p. 136 ; J.-C. Redpath, vol. 2, p. 148.

(4) J. Stanley Brown, vol. II, p. 16 ; H.-H. Mc Intyre, vol. II, p. 41 ; Charles Bryant, vol. 2, p. 5.

(5) J. Stanley Brown, vol. II, p. 15.

(6) Samuel Falconer, vol. II, p. 164.

(7) Vol. II, p. 72.

(8) H.-H. Mc Intyre, vol. II, p. 41 ; J. Stanley Brown, vol. II, p. 16 ; T.-F. Morgan, vol. II, p. 62.

(9) « Livre bleu anglais », Etats-Unis, n° 3 (1892), C. 6635, p. 184.

(10) Samuel Falconer, vol. II, pp. 164-165 ; Charles Bryant, vol. II, p. 5.

(11) Charles Bryant, vol. II, p. 5 ; H.-H. Mc Intyre, vol. II, p. 41 ; T.-F. Morgan, vol. II, p. 62 ; Anton Melovedoff, vol. II, p. 144 ; Daniel Webster, vol. II, p. 180.

final, qui a lieu environ vers le milieu de novembre (1), quoique cette date ne soit pas fixe et dépende en grande partie du temps (2).

Pendant tout le temps que les jeunes phoques demeurent sur les îles, ils dépendent entièrement de leurs mères pour leur nourriture (3). Le professeur Dall dit que les « jeunes phoques ont besoin de l'alimentation maternelle pendant au moins les trois ou quatre premiers mois qui suivent leur naissance, et périraient s'ils en étaient privés (4) ». D'autres personnes fixent l'âge de quatre mois comme moment du sevrage (5). D'autres encore prétendent que la femelle nourrit son petit tout le temps que ce dernier passe sur les îles (6). Tout le monde s'accorde à reconnaître que, sans cette nourriture, le jeune phoque mourrait de faim, et le docteur Hereford rapporte une tentative infructueuse qu'il fit en vue d'élever à la main un petit phoque dont la mère était morte ou avait disparu ; le pauvre animal ne tarda pas à mourir (7).

En dépit de ce fait que le jeune phoque est complètement dépendant de sa mère pour sa nourriture, il peut vivre plusieurs jours sans prendre aucune espèce d'aliment (8), ce qui démontre la vitalité merveilleuse de l'espèce.

### *Les « Bulls » (Mâles reproducteurs).*

Les *bulls* sont les phoques mâles reproducteurs, âgés de cinq ou six ans à vingt ans (9) ; ils pèsent de quatre à sept cents livres (10).

Ils arrivent sur les *breeding grounds* vers la fin d'avril ou les premiers jours de mai (11) ; mais cette époque dépend dans une certaine mesure de la disparition de la glace autour des îles (12). Lorsque ce n'est pas la première fois qu'il met le pied sur les *breeding grounds*, le *bull* s'efforce d'aborder dans la même *rookery* qu'il a occupée les années précédentes (13), et, dans plusieurs cas, on a remarqué que le même *bull* occupait la même plage (généralement un gros rocher) (14) dans la même *rookery* pendant plusieurs années successives (15). Or, une place ne s'obtient qu'à la suite de plusieurs combats sanglants entre les *bulls* rivaux, désireux de s'approprier les places les plus recherchées situées auprès de l'eau (16).

(1) H.-H. Mc Intyre, vol. II, p. 41 ; Charles Bryant, vol. II, p. 5 ; Aggie Kushin, vol. II, p. 130 ; C.-L. Fowler, vol. II, p. 25.

(2) H.-H. Mc Intyre, vol. II, p. 41 ; Charles Bryant, vol. II, p. 5 ; Anton Melovedoff, vol. II, pp. 144-145 ; John Fratis, vol. II, p. 108.

(3) J.-C. Redpath, vol. II, p. 148.

(4) Vol. II, p. 23.

(5) J. Stanley Brown, vol. II, p. 16 ; J.-A. Moulton, vol. II, p. 72.

(6) Samuel Falconer, vol. II, p. 165 ; Charles Bryant, vol. II, p. 5.

(7) Vol. II, p. 33.

(8) W.-S. Hereford, vol. II, p. 33 ; Nicoli Kruckoff, vol. II, p. 133 ; Kerrick Artoma-noff, vol. II, p. 100.

(9) H.-H. Mc Intyre, vol. II, p. 43 ; Charles Bryant, vol. II, p. 6.

(10) Rapport des Commissaires américains de la mer de Behring, p. 325 ; Samuel Falconer, p. 166 ; H.-H. Mc Intyre, vol. II, p. 58.

(11) Appendice B, rapport des Commissaires américains de la mer de Behring, p. 385 ; J. Stanley Brown, vol. II, p. 13 ; Nicoli Kruckoff, vol. II, p. 133 ; John Fratis, vol. II, p. 108 ; J.-C. Redpath, vol. II, p. 148 ; C.-L. Fowler, vol. II, p. 25.

(12) Daniel Webster, vol. II, p. 180.

(13) Daniel Webster, vol. II, p. 180.

(14) Rapport des Commissaires américains de la mer de Behring, p. 325.

(15) J.-C. Redpath, vol. II, p. 148.

(16) Rapport des Commissaires américains de la mer de Behring, p. 325 ; H.-H. Mc Intyre, vol. II, p. 43.

Vers la fin de mai ou le commencement de juin, les femelles (*cows*) commencent à se montrer dans les eaux qui environnent les îles, et elles se dirigent immédiatement vers les *breeding grounds* (1). Néanmoins, le plus grand nombre n'aborde pas avant la fin de juin (2), et de nouvelles femelles continuent d'arriver jusqu'au milieu de juillet (3).

Les *bulls* étant polygames, chacun d'entre eux réunit autour de lui autant de femelles qu'il peut (4). Le nombre de femelles dans un « harem » (c'est ainsi qu'on désigne chaque *bull* et ses femelles) dépend de la force du mâle, de la position qu'il occupe et du nombre relatif des sexes dans le troupeau. On fixe généralement la moyenne entre quinze et vingt-cinq (5). M. W.-B. Taylor, agent auxiliaire de la Trésorerie, qui résidait à l'île Saint-Georges en 1881, rapporte qu'il a vu quarante femelles dans un harem et que le mâle s'efforçait constamment d'en augmenter le nombre (6).

C'est là une des preuves de la grande puissance de fécondation possédée par le phoque mâle. M. Taylor déclare en outre que, dans son opinion, un *bull* peut servir plus de cent femelles au cours de chaque saison (7); le capitaine Bryant dit de soixante-quinze à cent (8); quant au général Scribner, il pense qu'un *bull* peut féconder cent femelles et même davantage (9); cette dernière opinion est confirmée par le capitaine Daniel Webster, qui, comme agent des concessionnaires, a résidé aux îles pendant plus de vingt-deux ans, et qui, avant cela, se livrait activement à l'industrie de la chasse au phoque (10). Le docteur Allen est d'avis qu'un *bull* peut servir de quarante à soixante femelles (11). M. Samuel Falconer déclare qu'au début un *bull* est capable de féconder six à huit femelles par jour (12).

Le coût, qui, en raison de la conformation des organes génitaux, est semblable à celui des autres mammifères (13), a lieu sur terre. Cet acte, chez le phoque, est d'un caractère brutal et sa consommation prend de cinq à huit minutes (14). M. Stanley Brown, le docteur Mc Intyre et d'autres personnes affirment que la copulation est impossible dans l'eau (15). Le premier base son opinion sur l'observation attentive et sur ce fait que la femelle, étant de beaucoup plus petite que le mâle (une femelle pèse de soixante-quinze à cent vingt livres), serait entièrement submergée et forcée de rester sous l'eau beaucoup plus de temps qu'elle ne le pourrait. L'assertion du docteur Mc Intyre est fondée sur vingt années d'étude consciencieuse des mœurs du phoque, faite dans les circonstances les plus

(1) Anton Melovedoff, vol. II, p. 144; Aggie Kushin, vol. II, p. 129; Nicoli Krukoff, vol. II, p. 133; John Fratis, vol. II, p. 108; C.-L. Fowler, vol. II, p. 25.

(2) J. Stanley Brown, vol. II, p. 13.

(3) Anton Melovedoff, vol. II, p. 144.

(4) J. Stanley Brown, vol. II, p. 14; T.-F. Morgan, vol. II, p. 36.

(5) J. Stanley Brown, vol. II, p. 14; Charles Bryant, vol. II, p. 6.

(6) Vol. II, p. 177.

(7) Vol. II, p. 177.

(8) Vol. II, p. 6.

(9) Vol. II, p. 89.

(10) Vol. II, p. 183.

(11) Article du docteur Allen, 3<sup>e</sup> partie, vol. I, p. 407.

(12) Vol. II, p. 166.

(13) Rapport des Commissaires américains de la mer de Behring, p. 327; J. Stanley Brown, vol. II, p. 14.

(14) Rapport des Commissaires américains de la mer de Behring, p. 325; J. Stanley Brown, vol. II, p. 14.

(15) Vol. II, p. 14; vol. II, p. 42; J.-M. Morton, vol. II, p. 67.

favorables. Sans doute, la loutre marine, dont les habitudes de coït pélagique sont bien connues, a souvent été prise pour le phoque à fourrure, ce qui a donné lieu à la croyance erronée, partagée par beaucoup de gens, que ce dernier copule dans l'eau (1). Sans affirmer que l'acte de la reproduction soit impossible dans l'eau, M. Falconer déclare qu'il ne croit pas qu'il puisse être efficace, et que, dans tous les cas, il serait absolument contraire à la nature (2). Examinant cette question, le Dr Allen, après avoir rendu compte de la surveillance jalouse que le *bull* exerce sur son harem, dit : « Si la délivrance et la copulation pouvaient avoir lieu en mer, l'exercice de toute tyrannie de cette nature, de la part des mâles sur les femelles, serait impossible, et le système du sérail, si bien établi, non seulement chez cette espèce, mais aussi chez toutes ses variétés, ne constituerait plus le trait le plus frappant de l'économie sexuelle des membres de la famille des otaridés ou phoques à oreilles (*eared seals*), quelle que soit la latitude qu'ils habitent (3) ».

Pendant toute la période du rut, qui est d'au moins trois mois, les *bulls* demeurent constamment sur les *breeding grounds* ; ils ne quittent plus leur place, ne boivent plus, ne mangent plus et dorment fort peu (4).

Quand toutes les vaches sont fécondées et que les jeunes phoques commencent à se grouper, l'ordre qui, jusque-là, existait sur les plages de reproduction, fait place au désordre. Les *bulls* ne contrôlent plus les mouvements des vaches, et les *rookeries* se désorganisent (5).

A cette époque, vers le 1<sup>er</sup> août, quelques *bulls* quittent les îles, et leur exode se continue jusqu'au commencement d'octobre (6). Ils sont maigres et décharnés après leur long jeûne ; mais, au mois de mai suivant, ils reviennent aux *rookeries* aussi gras et aussi vigoureux qu'ils l'étaient à la saison précédente (7).

Le phoque mâle doit nécessairement posséder une dose incroyable de vitalité et de virilité pour pouvoir rester si longtemps sans prendre aucune espèce de nourriture, et être encore capable, en dépit de son jeûne prolongé, de féconder un si grand nombre de femelles.

### Les Vaches (Cows).

Les vaches ou femelles reproductrices du phoque sont beaucoup plus petites que les *bulls* ; leur poids moyen est inférieur à cent livres. Elles prennent le mâle probablement à l'âge de deux ans (8).

On ne peut que conjecturer l'âge qu'atteint la vache ; toutefois, des examens microscopiques faits sous la direction du capitaine Bryant, il ressort que quelques-unes des plus vieilles femelles avaient eu de onze à

(1) Article du docteur Allen, 3<sup>e</sup> partie, vol. 1, p. 407 ; J. Stanley Brown, vol. 2, p. 15.

(2) Vol. 2, p. 165.

(3) Article du docteur Allen, 3<sup>e</sup> partie, vol. 1, p. 407.

(4) T.-F. Morgan, vol. 2, p. 63 ; Charles Bryant, vol. 2, p. 6.

(5) J. Stanley Brown, vol. 2, p. 16 ; T.-F. Morgan, vol. 2, p. 63 ; Aggie Kushin, vol. 2, p. 130 ; John Fratis, vol. 2, p. 108.

(6) H.-H. McIntyre, vol. 2, p. 42 ; Samuel Falconer, vol. 2, p. 166 ; Anton Melovodoff, vol. 2, p. 144 ; Aggie Kushin, vol. 2, p. 129.

(7) T.-F. Morgan, vol. 2, p. 63 ; H.-H. McIntyre, vol. 2, p. 43 ; J.-C. Redpath, vol. 2, p. 148.

(8) H.-H. McIntyre, vol. 2, p. 42 ; Samuel Falconer, vol. 2, p. 165.



treize portées au moins (1). Il est donc permis d'assurer qu'une femelle vit au moins jusqu'à quinze ans.

Aussitôt qu'une vache s'est installée dans les *rookeries* et a mis bas sa progéniture, elle est jalousement surveillée par le *bull* au harem duquel elle appartient, jusqu'à ce qu'elle soit de nouveau fécondée (2), ce qui lui arrive probablement dans les deux semaines qui suivent sa délivrance (3). La durée exacte de la gestation n'est pas connue d'une façon précise, mais on croit qu'elle est d'environ cinquante semaines (4).

La femelle du phoque ne porte qu'un petit (5), et M. Falconer ajoute, dans sa déposition, qu'il est aussi rare de lui voir mettre bas deux petits que de voir une vache avoir deux veaux : pendant toute une expérience de sept ans, il n'a jamais entendu parler de ce fait qu'une fois (6). Il y a à peu près égalité entre les sexes à la naissance (7).

Aussitôt que la mère a mis bas son petit, elle commence à l'allaiter (8). L'allaitement a lieu sur terre et jamais dans l'eau (9) ; en outre, la femelle du phoque n'allait que son propre petit. C'est un fait qui a été vérifié par tous ceux qui ont étudié les mœurs des phoques ou qui en ont eu l'expérience pendant leur séjour aux îles (10). M. Morgan dit à ce sujet : « Le petit ne paraît pas reconnaître sa mère, et cherche à téter n'importe quelle vache qui peut se trouver auprès de lui ; mais la mère reconnaît de suite sa progéniture et ne permet à aucune autre femelle de l'allaiter. J'ai souvent, en effet, observé une femelle repoussant des petits qui s'approchaient d'elle, et cherchant le sien parmi eux ; je pense qu'elle le reconnaît par son odeur et par son cri (11) ». M. Falconer dit : « La mère reconnaît de suite son petit par son cri ; elle se traîne au milieu d'un millier de petits phoques bêlant (car leur cri se rapproche de celui de l'agneau) pour atteindre le sien et repoussera tous les autres, excepté ce dernier (12) ». Ces faits ont été vérifiés par beaucoup d'autres personnes qui connaissent par expérience les habitudes de ces animaux (13).

Cette habitude chez la vache du phoque est une nouvelle preuve que le phoque nouveau-né dépend absolument de sa mère. A cet égard, le capitaine Bryant s'exprime ainsi : « Je suis persuadé que, lorsqu'une femelle est tuée, son petit est inévitablement destiné à périr de faim. Comme preuve de ce que j'affirme, je citerai ce fait : que j'ai pris des petits, privés de leur mère, que l'on avait trouvés errant à l'aventure sur le sable de la plage, que je les ai placés dans les *breeding rookeries* à côté de femelles

(1) Vol. 2, p. 6.

(2) J. Stanley Brown, vol. 2, p. 15.

(3) Samuel Falconer, vol. 2, p. 155.

(4) Rapport des Commissaires américains de la mer de Behring, p. 326.

(5) W.-H. Dall, vol. 2, p. 24 ; T.-F. Morgan, vol. 2, p. 63 ; H.-W. Mc Intyre, vol. 2, p. 136 ; Kerrick Artomanoff, vol. 2, p. 100.

(6) Vol. 2, p. 165.

(7) Rapport des Commissaires américains de la mer de Behring, p. 326.

(8) J. Stanley Brown, vol. 2, p. 15.

(9) Rapport des Commissaires américains de la mer de Behring, p. 326. Voir aussi l'appendice C du même, p. 387.

(10) W.-H. Dall, vol. 2, p. 23 ; H.-H. Mc Intyre, vol. 2, p. 41 ; Karp Buterin, vol. 2, p. 104.

(11) Vol. 2, p. 62.

(12) Vol. 2, p. 164.

(13) J.-H. Moulton, vol. 2, p. 71 ; W.-S. Hereford, vol. 2, p. 33 ; Nicoli Krukoff, vol. 2, p. 133 ; John Fratis, vol. 2, p. 108 ; Daniel Webster, vol. 2, p. 180 ; J.-C. Redpath, vol. 2, p. 148.

qui allaitaient, et que, dans chaque cas, les pauvres créatures ont fini par mourir de faim (1). De nombreux témoignages de personnes expérimentées confirment pleinement le fait que rapporte le capitaine Bryant, à savoir que la destruction de la mère entraîne inévitablement la mort de son petit (2).

Après avoir nourri son petit pendant quelques jours, la mère est naturellement obligée de chercher de la nourriture pour elle-même, afin de subvenir à l'alimentation de sa progéniture (3). Peu de temps après le coût, elle laisse son petit à la *rookery* et gagne la mer (4), et, au fur et à mesure que le jeune phoque prend de l'âge et des forces, elle prolonge ses excursions en proportion, et en arrive souvent à s'absenter une semaine entière à la fois (5).

La nourriture de toutes les variétés de phoques à fourrure consiste en calmars, poissons, crustacés et mollusques (6); mais les calmars semblent être leur principale nourriture, ce qui prouve que les phoques cherchent leur pâture à la surface de l'eau (7). Vu le grand nombre de phoques installés sur les îles, le poisson est très rare dans les eaux environnantes (8); c'est pour cette raison que les femelles sont obligées de faire de longs voyages en quête de nourriture.

Il n'y a pas de doute qu'elles s'éloignent souvent de cent et deux cents milles des *rookeries*, au cours de ces excursions (9). Ce fait est avéré par le témoignage de nombreux chasseurs de phoques de grande expérience, qui se sont emparés de femelles-nourrices à cent milles et davantage des îles (10). Le capitaine Olsen, de la goëlette mixte *Annz Leck*, a fait la déclaration suivante (publiée dans le *Victoria Daily Colonist* du 6 août 1887, et citée dans le *Livre bleu anglais*, 1890, C. 6131, p. 84): « Qui-conque a la moindre notion de la chasse au phoque ne peut ignorer qu'une semblable accusation (avoir pris des phoques à trois lieues des côtes dans les eaux d'Alaska) est ridicule, puisque nous ne cherchons jamais de phoques à moins de vingt milles des côtes. On les prend toujours à une distance de terre qui varie entre vingt et cent cinquante milles ». Le capitaine Dyer, commandant de la goëlette *Alfred Adams*, affectée à la chasse au phoque, et qui avait été saisie, confirme la déclaration précédente en ces termes: « Nous n'avions jamais pris un phoque dans un rayon de soixante milles d'Unalaska, ni à moins de soixante milles au sud de Saint-Paul (11) ». Plusieurs des témoins interrogés par M. A.-R. Milne, receveur des douanes du port de Victoria, dans la Colombie britannique, éta-

(1) Vol. 2, p. 5.

(2) W.-H. Dall, vol. 2, p. 23; George Wardman, vol. 2, p. 178.

(3) J. Stanley Brown, vol. 2, p. 15; Daniel Webster, vol. 2, p. 180.

(4) Rapport des Commissaires américains de la mer de Behring, p. 329; H.-H. McIntyre, vol. 2, p. 42; Samuel Falconer, vol. 2, p. 166; article du docteur Allen, 3<sup>e</sup> partie, vol. 1, p. 407; H.-W. McIntyre, vol. 2, p. 136.

(5) Nicoli Krukoff, vol. 2, p. 133; John Fratis, vol. 2, p. 108; Kerrick Artomanoff, vol. 2, p. 100.

(6) Rapport des Commissaires américains de la mer de Behring, Appendice E, p. 393; W.-H. Dall, vol. 2, p. 23; T.-F. Morgan, vol. 2, p. 62.

(7) Rapport des Commissaires américains de la mer de Behring, Appendice E, p. 396.

(8) S.-N. Buynitsky, vol. 2, p. 21.

(9) Rapport des Commissaires américains de la mer de Behring, p. 329.

(10) Michael White, vol. 2, p. 490; Alfred Irving, vol. 2, p. 386; James Sloan, vol. 2, p. 477; Martin Hannon, vol. 2, p. 445; Chad George, vol. 2, p. 366; Wilton C. Bennett, vol. 2, p. 357; Victor Jakobson, vol. 2, p. 328.

(11) « Livre bleu anglais », États-Unis, n° 2 (1890), C. 6131, p. 108.

blissent, dans leurs dépositions, quelle est, dans la mer de Behring, la distance des îles Pribiloff à laquelle on se livre habituellement à la chasse au phoque. Le capitaine William Petit, actuellement patron et co-propriétaire du vapeur *Mischief*, estime que cette distance varie entre soixante et cent milles, et déclare que partout, à cette distance des terres, on trouve le phoque en abondance (1). Le capitaine Wentworth Evelyn Baker, patron de la goélette canadienne *C.-H. Tupper*, et commandant précédemment la goélette *Viva*, dit que la distance des côtes (à laquelle il se livrait à la chasse au phoque) était de trente à cent milles, mais, le plus souvent, de soixante seulement (2). Enfin, le capitaine William Cox, patron de la goélette *Sapphire*, dit que le principal lieu de chasse se trouve à cent milles des îles Saint-Georges et Saint-Paul (3).

Le capitaine L.-G. Shepard, des douanes maritimes américaines, qui s'empara de plusieurs navires qui, en 1887 et en 1889, se livraient à la chasse au phoque dans la mer de Behring, dit : « J'ai vu le lait s'écouler de cadavres de phoques-femelles étalés sur les ponts de navires affectés à leur chasse, alors que ces derniers se trouvaient à plus de cent milles des îles Pribiloff ». Le même témoin ajoute, en outre, que, pendant l'été, il a aperçu des phoques en mer à plus de cent cinquante milles des îles (4). L'itinéraire suivi par les navires affectés à la chasse du phoque, ainsi que le chiffre de leurs prises journalières, établissent également que la majorité des phoques capturés dans la mer de Behring l'est à plus de cent milles des îles Pribiloff (5).

La distance à laquelle les phoques s'éloignent des îles l'été, à la recherche de nourriture, est clairement établie par la « carte des pérégrinations du phoque » dressée d'après les observations recueillies par les navires de la marine américaine au cours de leurs croisières dans la mer de Behring pendant les mois de juillet, août et septembre 1891 (6).

Le grand éloignement des lieux où le phoque va chercher sa subsistance n'a rien de bien remarquable, car cet animal nage rapidement et supporte aisément la fatigue (7). M. Thomas Mowat, inspecteur des pêcheries de la Colombie britannique, fait la déclaration suivante, consignée à la page 267 du compte-rendu annuel publié, en 1836, par l'administration des pêcheries du Canada, et qui corrobore les renseignements ci-dessus : « Le capitaine Donald Mc Lean, un de nos plus heureux chasseurs de phoques et un des premiers à se livrer à la poursuite de ces animaux de la Californie à la mer de Behring, m'apprend qu'il est à sa connaissance que les troupes de phoques ont parcouru de cent à deux cents milles par jour, mangeant et dormant une partie du temps. » Le capitaine Bryant, qui possède une grande expérience comme patron de baleinière, dépose qu'il est convaincu qu'un phoque peut nager avec une plus grande rapidité que n'importe quelle espèce de poisson ; en outre, selon lui, une femelle peut quitter les îles, se rendre aux endroits poissonneux, éloignés de cent milles, et en revenir le même jour (8). » Or, même dans le cas où ces

(1) « Livre bleu anglais », Etats-Unis, n° 3 (1892), C. 6635, p. 171.

(2) « Livre bleu anglais », Etats-Unis, n° 3 (1892), C. 6635, p. 173.

(3) *Ibidem*, p. 191.

(4) L.-G. Shepard, vol. 2, p. 139.

(5) Journaux de bord (*logs*) des navires saisis comme se livrant illégalement à la chasse au phoque, vol. 1, p. 525.

(6) « Seal Chart », dans le portefeuille des cartes terrestres et marines.

(7) Charles Bryant, vol. 2, p. 6 ; W. S. Hereford, vol. 2, p. 35.

(8) Vol. 2, p. 6.



excursions nécessiteraient une plus longue absence, la constitution particulière du jeune phoque lui permettrait de vivre plusieurs jours sans nourriture (1).

La période de temps ci-dessus indiquée, pendant laquelle le jeune phoque dépend de sa mère, oblige celle-ci à prolonger son séjour aux îles jusque vers le milieu de novembre ; à cette époque, le petit est en état de se subvenir à lui-même, et le froid et les tempêtes déterminent le départ de la mère.

### *Les célibataires (Bachelors)*

Les phoques célibataires ou mâles non reproducteurs, dont l'âge varie de un à cinq ou six ans, commencent à se montrer dans les parages des îles peu après que les *bulls* se sont installés dans les *rookeries* (2) ; cependant, la plupart d'entre eux n'arrivent que vers la fin de mai (3). Ils essaient de débarquer sur les *breeding grounds*, mais ils en sont chassés par les *bulls* (4) et obligés de se contenter des *hauling grounds* (5).

C'est parmi les phoques non reproducteurs de deux à cinq ans (6) que l'on choisit les animaux à abattre ; ce sont leurs peaux qui servent à alimenter l'industrie de la fourrure pendant leur séjour dans les *hauling grounds*. Les phoques célibataires passent leur temps à dormir, à errer de droite et de gauche et à faire de temps à autre des excursions en mer (7). Les plus âgés d'entre eux restent dans l'eau une bonne partie du temps, leur instinct les poussant à se rapprocher des *breeding grounds* (8). M. Falconer dit que, lorsqu'une femelle est autorisée à quitter le harem dont elle faisait partie et à gagner la mer, elle est toujours poursuivie par les plus âgés des phoques célibataires, mais les refuse toujours (9). La raison de ce refus provient de ce que la femelle est toujours fécondée lorsqu'elle est autorisée à reprendre la mer (10).

Le capitaine Bryant et M. Morgan sont tous les deux d'avis que, pendant son séjour aux îles, le phoque célibataire mange fort peu (11). M. Glid-den déclare « que les phoques célibataires prennent la mer de temps à autre, mais ne quittent pas le voisinage des îles (12). » Anton Melovedoff, qui, pendant sept ans (de 1884 à 1891), a été chef indigène de l'île Saint-Paul, déclare qu'il a remarqué que les phoques tués en mai et au commencement de juin étaient gras et que leur estomac était plein de nourriture, principalement de morues, tandis que, plus tard dans la saison, ils sont décharnés et n'ont rien dans l'estomac » ; et il ajoute que, dans son opinion, « seules, les vaches vont en mer y chercher leur pâture, pendant que les troupeaux habitent les îles (13). » Cette opinion est corroborée par

(1) W. S. Hereford, vol. 2, p. 33 ; H. H. Mac Intyre, vol. 2, p. 41.

(2) J. Stanley Brown, vol. 2, p. 13 ; H. H. Mc Intyre, vol. 2, p. 53 ; Anton Melovedoff, vol. 2, p. 144 ; J. C. Redpath, vol. 2, p. 149.

(3) S. N. Buynitsky, vol. 2, p. 21.

(4) Louis Kimmel, vol. 2, p. 73 ; Aggie Kushia, vol. 2, p. 129.

(5) J. C. Redpath, vol. 2, p. 149 ; Kerrick Artomanoff, vol. 2, p. 190.

(6) S. N. Buynitsky, vol. 2, p. 21 ; Samuel Falconer, vol. 2, p. 166.

(7) H. H. Mc Intyre, vol. 2, p. 42.

(8) H. H. Mc Intyre, vol. 2, p. 43.

(9) vol. 2, p. 165.

(10) Voir ci-dessus, p. 102.

(11) Vol. 2, p. 6 ; vol. 2, p. 63.

(12) Vol. 2, p. 100.

(13) Vol. 2, p. 144.



le témoignage des indigènes et des blancs qui ont longtemps résidé aux îles Pribiloff (1).

Au moment de la dislocation des *rookeries*, les ocellaires, ne craignant plus les *birds*, qui, pendant la saison du rut, sont d'une grande féroce et ne reculent même pas devant l'homme (2), descendent sur les *breeding grounds* et se mêlent indistinctement aux jeunes phoques et aux mères (3).

Ils y restent jusqu'à l'instant de leur départ, qui a généralement lieu au moment où les femelles (4) et leurs petits quittent les îles ; néanmoins, on trouve toujours quelques phoques ocellaires après cette époque (5).

(A suivre).

(1) Karp Butera, vol. 2, p. 100 ; Nicol Kukul, vol. 2, p. 130 ; Jean Vauis, vol. 2, p. 108 ; Daniel Webster, vol. 2, p. 120 ; J. C. Stephens, vol. 2, p. 143 ; Robert Adams, vol. 2, p. 100.

(2) J. Stanley Brown, vol. 2, p. 14.

(3) J. Stanley Brown, vol. 2, p. 10.

(4) H. B. Mayre, vol. 2, p. 40.

(5) « Table of killing on St. Paul Island, » vol. 2, p. 114.

## TROISIEME PARTIE

---

# LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

---

### ETAT INDÉPENDANT DU CONGO

#### Rapport au Roi sur les mesures prises en exécution de l'Acte de Bruxelles.

24 décembre 1894 (1).

Sire,

Il y a cinq ans qu'étaient soumis à Votre Majesté des rapports sur les mesures que l'Etat Indépendant du Congo avait prises, ou comptait prendre, tant dans le domaine législatif que dans l'ordre politique et militaire, pour amener, dans ses territoires, conformément aux prescriptions de l'Acte de Berlin, la suppression de l'esclavage et de la traite des noirs.

Le Gouvernement ne dissimulait pas à cette époque les difficultés de la tâche, ni la grandeur du péril, ni l'importance des ennemis contre lesquels la civilisation avait à lutter.

Ceux-ci avaient en effet pris possession de toutes les provinces orientales et ils exerçaient leurs déprédations jusque vers le centre de l'Etat.

C'est à ce moment que, l'Europe s'étant émue des horreurs de la traite africaine, une Conférence diplomatique s'ouvrit à Bruxelles, qui adopta, après de mûres délibérations, l'Acte général du 2 juillet 1890.

L'objet de ce rapport est d'exposer à Votre Majesté comment l'Etat du Congo a entendu réaliser, pour sa part, les prescriptions de l'Acte de Bruxelles.

Le premier moyen que préconisait l'article premier pour combattre efficacement la traite à l'intérieur de l'Afrique, était l'organisation progressive des services administratifs, judiciaires, religieux et militaires. Sous ce rapport, l'Etat n'avait qu'à persévérer dans la voie des initiatives dont nous avons fait l'exposé au Roi, dans notre rapport du 16 juillet 1891.

Je n'ai pas besoin de faire ressortir les progrès considérables qui ont été accomplis par l'Etat dans cet ordre d'idées depuis cinq ans. Alors que les points extrêmes occupés à cette date étaient les Stanley-Palis et Lusambo, l'action politique et militaire de l'Etat s'étend maintenant par plusieurs chaînes de postes, le long de l'Oubé, de l'Aruwimi, à travers le Manyéma et le Katanga, jusqu'aux frontières les plus éloignées de ses possessions. Les camps de Basoko et de Lusambo ont été dépla-

(1) *Bulletin officiel de l'Etat du Congo*, avril-mai 1895.

cés vers l'est, et c'est aujourd'hui que sont établies, au cœur même des régions ravagées autrefois par les chasseurs d'hommes, les stations fortement occupées, afin d'y assurer l'extinction définitive du fléau.

L'administration judiciaire a suivi parallèlement une marche progressive. Au début, l'action de la justice régulière se bornait aux districts du Bas-Congo ; actuellement, des magistrats ont le siège de leur juridiction dans le Haut-Congo, notamment à Léopoldville et à Nouvelle-Anvers.

En ce qui concerne les services religieux, l'Etat a poursuivi sa politique de protection et de sympathie active à l'égard des œuvres des missions. Il lui a été ainsi donné de contribuer ces derniers temps à l'installation, sur ses territoires, des Pères Jésuites, des Trappistes et des Sœurs de Notre Dame qui collaborent aujourd'hui, avec les missionnaires de la Congrégation de Scheut et les Sœurs de la Charité, à l'œuvre de propagande et d'instruction religieuse entreprise par les Belges au Congo. Plusieurs établissements ont été créés ces dernières années à Nouvelle-Anvers, à Boma, aux environs de Léopoldville et à Lulua-bourg où l'on recueille et élève les enfants libérés.

La Conférence de Bruxelles a signalé le rapport étroit qui rattache, en Afrique, au commerce des esclaves, le trafic des armes et des spiritueux. Déjà en 1888 et 1889, il avait été donné à l'Etat du Congo de prendre en ces matières des mesures prohibitives ou restrictives dont la Conférence de Bruxelles a cru pouvoir s'inspirer.

L'importation des armes perfectionnées et de leurs munitions avait été interdite dans la totalité des territoires ; l'introduction de toutes armes quelconques était défendue dans le Haut-Congo et ses affluents en amont du confluent de l'Ubangi et dans le bassin du Kassai. Ce système a été repris par l'Acte de Bruxelles qui a consacré, dans la zone qu'il détermine, l'interdiction de l'importation des armes et munitions, sauf des fusils à silex non rayés et des poudres de traite destinées à des régions non atteintes par la traite. Il nous a suffi, pour mettre notre législation en complète harmonie avec l'Acte de Bruxelles, d'organiser sévèrement le régime d'entreposage qu'il édictait. Ce fut l'objet du décret du 10 mars 1892 et de ses arrêtés d'exécution, et nous pouvons constater que l'introduction des armes par nos ports a été efficacement contrôlée, et n'a pas, en règle générale, dépassé les limites des districts où elle est autorisée. Les armes perfectionnées que les particuliers ont été autorisés à importer, ne constituent que des exceptions : les relevés statistiques transmis au bureau international constatent un chiffre de 1,800 armes pour un laps de temps de près de deux ans et demi. Si la contrebande n'a pas toujours pu être enrayée sur nos limites intérieures, la cause en est dans les difficultés d'une surveillance efficace sur le grand développement de nos frontières, difficultés auxquelles n'échappent pas nos voisins.

Le Gouvernement n'a pas moins cherché à réprimer les abus du commerce des spiritueux. La Conférence de Bruxelles avait prescrit la prohibition complète des boissons distillées dans les régions où l'usage n'en existait pas ou ne s'en était pas développé. En dehors de cette zone, elle avait frappé les spiritueux d'un droit de 15 fr. par hectolitre à 50° centigrades. Depuis 1887 déjà, nous avions visé à prévenir les abus de ce trafic en le soumettant dans le territoire de l'Etat au delà de l'Inkissi, d'abord à des droits de licence élevés, puis même à une prohibition absolue, la libre importation n'étant plus ainsi autorisée que dans une

région côtière très circonscrite, où les nécessités du commerce n'en permettaient pas la suppression radicale. Ce régime fut complété par l'établissement des droits d'entrée auxquels l'Acte de Bruxelles avait soumis les spiritueux. En l'absence de données statistiques sur l'importation des alcools, antérieurement à l'établissement de ces droits, le Gouvernement ne pourrait évaluer la diminution actuelle de cette importation. Il estime toutefois que dans la zone, d'ailleurs restreinte, où la consommation des spiritueux est tolérée, ce commerce n'a pas été enravé sérieusement et que des droits plus élevés seraient nécessaires pour atteindre ce fléau dans le Bas-Congo. Je crois devoir faire remarquer à Votre Majesté que ces droits seront majorés le 2 avril prochain en vertu de l'Acte de Bruxelles.

La situation actuelle se résume donc en ce que tout le Haut-Congo a pu être prémuni contre les abus de l'alcoolisme par les lois sévères édictées par l'Etat en quelque sorte au lendemain de sa fondation ; dans le Bas-Congo, le mal n'est pas entravé, et au cas même où les obligations internationales autoriseraient l'établissement d'un régime prohibitif, il serait peut-être difficile d'y recourir sans bouleverser le commerce et faire naître des difficultés.

L'art. 5 de l'Acte de la Conférence, imposant l'obligation d'édicter une loi pénale applicable aux faits de traite, a reçu également son exécution par la promulgation du décret du 1<sup>er</sup> juillet 1891 qui réprime la capture, le convoiement et la traite, le transport ou le recel des esclaves, l'association formée dans un but de traite, les attentats contre les libérés, les mutilations, etc., etc. Ce décret a, de la sorte, complété les dispositions de notre Code pénal garantissant la liberté individuelle. Applicable dans tout le territoire de l'Etat, c'est en exécution de ses articles que les conseils de guerre, dans le Haut-Congo, ont eu à juger et à condamner à la peine capitale certains chefs de bandes convaincus d'avoir dirigé de multiples opérations de traite.

La crainte des sévérités de la loi pénale n'eût pu, à elle seule, impressionner les chefs esclavagistes. Il fallait de plus leur inspirer le sentiment que l'Etat était assez fort pour leur imposer sa loi, châtier leurs crimes et protéger les populations. Sous ce rapport, l'extension graduelle de son occupation leur était déjà un avertissement. Ses stations se multipliaient et se renforçaient ; de nouveaux postes étaient fondés sur les rives du Congo, sur la Mongalla, l'Itimbiri, la Lulu, l'Arawimi, le Bomu, le Sankuru et ses affluents. La flottille de l'Etat était augmentée : en 1889, elle comprenait onze vapeurs, elle en compte aujourd'hui douze sur le Haut-Congo et sept sur le bas fleuve. L'on s'occupe d'installer, dans des conditions appropriées, des embarcations sur le Haut-Ubangi, sur le bief de Kibonge à Nyangwe, le Sankuru et le Kwango, de manière à relier les postes par des communications ininterrompues et à en assurer le prompt ravitaillement. La construction du chemin de fer entre Matadi et Stanley-Pool se continue dans des conditions qui permettent de prévoir son complet achèvement et d'escompter les multiples avantages d'ordre économique qui en seront la conséquence : accès facile aux régions intérieures, substitution d'un mode de transport rapide au portage par l'homme, modifications nécessaires dans les conditions actuelles du commerce ; toutes circonstances appelées à exercer leur influence sur l'extinction définitive de l'esclavage et de la traite. Dans ce même ordre d'idées, le Gouvernement a pris les premières



mesures en vue de l'établissement de lignes télégraphiques, établissement que la Conférence de Bruxelles avait préconisé comme un moyen propre à combattre la traite. Une ligne télégraphique a été décrétée entre Boma et le lac Tanganika, et les travaux sont entrepris pour la première section de cette ligne, le long du chemin de fer jusqu'à Léopoldville.

Entre-temps, des expéditions étaient organisées et dirigées vers les régions les plus menacées par la traite. Les camps étaient approvisionnés d'hommes et de munitions, et, conformément à leurs instructions, groupaient sous leur protection les populations indigènes et les rassemblaient en noyaux compacts. Les plus grands efforts étaient faits pour se préparer, si c'était nécessaire, à une lutte décisive contre les bandes esclavagistes.

Le Gouvernement ne voulut pas cependant arriver à cette extrémité tant qu'il conservait un espoir de ramener les Arabes esclavagistes dans les voies de la civilisation et du commerce honnête. Sa politique fut d'abord, à leur égard, toute de conciliation et d'expectative. Il chercha d'abord à les empêcher d'entrer dans de nouvelles régions et assigna, pour limite de leur occupation, le cours du Lomami et de l'Aruwimi. Ses instructions de l'époque recommandaient aux agents d'entraver l'expansion arabe dans de nouvelles zones et de montrer aux populations indigènes, chaque fois que l'occasion s'en présentait, que l'Etat entendait être le seul et véritable maître du pays. Ils devaient éviter une conflagration générale tout en s'attachant à établir et à maintenir notre prestige par la repression des actes de violence que les esclavagistes commettraient en dehors des limites qui leur étaient assignées.

Les faits vinrent malheureusement ruiner l'espoir caressé de voir les bandes arabes limiter leurs mouvements. Des points de contact, pour ainsi dire inévitables, furent pris entre elles et nos forces. Il résultait d'ailleurs des rapports de nos agents que les Arabes sortant en bandes armées de la zone imposée prenaient pied chez les Bassongos entre le Lomami et le Sankura, et tentaient de se rapprocher de la rivière Lukémi : le chef Gongo-Lutété avait notamment poussé à l'Ouest, jusque vers le Sankura, après avoir détruit tous les villages de la grande forêt que traverse le Lubéfu. On constatait aussi la présence des Arabes sur le cours supérieur de la Maringa, sur l'Uellé jusque chez Djabbir et sur l'Umbiri.

C'est pendant cette période de temporisation que se placent les premiers engagements entre les troupes et les bandes d'Arabes esclavagistes. Vers le Sakeru, M. Descamps, commandant intérimaire du camp, en vient aux prises avec les hommes de Gongo-Lutété qu'il met en déroute. Sur l'Umbiri, M. Duvivier, que les Arabes essayaient d'affamer, attaque leur poste et l'enlève. Sur le Bomokandi, enfin, M. Ponthier est amené à prendre l'offensive contre un gros d'Arabes envahisseurs et les disperse.

Mais, déjà le Gouvernement avait cru indispensable, pour déterminer en toute connaissance de cause la politique définitive à employer vis-à-vis des Arabes esclavagistes, de faire procéder à une enquête générale sur leurs tendances, leurs vues et leurs projets, leur système de domination et leurs procédés vis-à-vis des populations indigènes. Ce n'est pas seulement qu'il voulait ajouter un témoignage officiel à tous ceux qui, depuis Livingstone, avaient dénoncé leurs pratiques. La mission

qu'il confia à un fonctionnaire de l'ordre judiciaire, avait pour objectif de réunir toutes les données de nature à caractériser l'action de ces bandes.

Les résultats de cette enquête devaient malheureusement enlever toute illusion. Elle s'adressait à toutes les sources d'information : agents de l'Etat, agents commerciaux, Arabes eux-mêmes, anciens esclaves libérés. Elle établit d'abord qu'on se leurrerait en espérant que les Arabes esclavagistes reconnaîtraient, autrement qu'en paroles, l'autorité de l'Etat. Non seulement ils n'avaient pas cessé un instant de violer les engagements pris de ne pas dépasser en bandes armées les limites qu'ils avaient acceptées, mais ils n'avaient pas discontinué de ruiner auprès des indigènes l'influence de l'Etat. Au nord de l'Aruwimi, ils avaient dirigé leurs expéditions jusque l'Itimbiri qu'ils avaient dépassé en plusieurs points. Ils avaient envahi la vallée de l'Uellé et de ses affluents, la M'bima et le Bomokandi, atteignant même les tribus A-Sandé ; vers l'ouest, ils avaient ravagé les rives du Loporé. Ils faisaient des razzias jusque vers le lac Matumba et au delà de la Loubilasch. On ne pouvait se dissimuler qu'ils étendaient chaque jour davantage le théâtre de leurs déprédations.

Il était de plus démontré que les méfaits mis à leur charge n'avaient pas été exagérés.

Leur œuvre de destruction et de violence était méthodique, leurs modes de procéder, uniformes. Toutes les dépositions recueillies dans l'enquête sont concordantes. Elles donnent un tableau saisissant de leur système :

« Lorsque les chefs esclavagistes sont sûrs de leur supériorité, ils entourent de toutes parts le village convoité, la nuit le plus souvent, attaquent vivement et font le plus de prisonniers possible. Au contraire, si la bande s'estime trop faible pour s'emparer de vive force du village, elle essaye de nouer avec les indigènes des relations d'amitié, et à la première occasion, elle attaque à l'improviste le village où elle reçoit l'hospitalité. »

Les massacres qui accompagnent ces attaques sont chose horrible : « J'ai vu, dit un témoin, des quantités énormes de cadavres jetés dans le fleuve et emportés par le courant. D'ordinaire, dit un autre, on tue à coups de fusils ; mais, lorsqu'il n'y a pas beaucoup de poudre, les hommes, les femmes sont attachés les uns aux autres comme une longue chaîne et jetés à l'eau ; les enfants sont aussi formés en chaîne, mais la corde au cou et pendus. »

En règle générale, toutefois, « on ne tue que les hommes adultes, les enfants et les femmes sont emmenés comme esclaves » et « sont dirigés sur les points où opèrent d'autres bandes, qui les utilisent comme valeur d'échange. » C'est ainsi que « lors de l'affaire du Bomokandi, l'on y trouva un grand nombre de captifs étrangers au pays et de races les plus diverses. »

« Les prisonniers sont d'habitude attachés deux par deux par des anneaux en fer fermés au marteau et réunis par une barre de fer. A peine nourris, ils sont torturés avec des raffinements de cruauté ; les chefs ont recours au supplice du feu et de la mèche à poudre ; ils coupent aux prisonniers les oreilles ou les poignets ou leur font subir d'autres mutilations. Dans la vallée du Bomokandi, on ne rencontre plus que des manchots. » Ce fut un lugubre défilé que celui des indi-

gènes estropiés et mutilés, que le magistrat instructeur interrogea, preuves vivantes d'atrocités sans nom ; les uns privés de tel ou tel membre, les autres affreusement martyrisés. C'était un horrible spectacle de troncs sans bras et de têtes sans oreilles.

Il semblait vraiment que leur esprit de destruction ne pût jamais être satisfait : « Il est merveilleux, disent les témoins oculaires, avec quel art « consommé ces brigands savent dévaster ; rien, absolument rien de ce « qui peut servir aux indigènes ne demeure debout, pas même les bois « utiles dans les forêts ; les villages sont incendiés, les plantations et les « bananeraies sont détruites ; les arbres à étoffes, coupés. C'est un système ; ils réduisent les indigènes par la ruine complète, la misère et la « faim et les obligent ainsi à se mettre à leur merci. »

Et si, par exception, ils jugeaient utile au succès de leurs expéditions, d'épargner certaines tribus qu'ils avaient terrorisées, leur influence était toute démoralisatrice favorisant les coutumes de cannibalisme et d'anthropophagie en nourrissant les indigènes de chair humaine, leur donnant l'exemple du mépris de la femme en violant les captives, leur enseignant la haine des blancs, en les menaçant de représailles s'ils avaient ou conservaient des relations avec les Européens.

C'était, en effet, une de leurs tactiques de simuler, vis-à-vis des agents de l'Etat, une certaine correction de procédés, en même temps qu'ils cherchaient, par la menace et la contrainte, à détacher d'eux les indigènes. Ils se montraient paisibles dans les environs immédiats de nos postes, tels que Ibembo, Basoko, les Falls, Lusambo et ce n'était que vers les régions intérieures, loin des regards des Européens, qu'ils donnaient libre cours à leurs violences. Et « ils faisaient circuler le bruit « dans le pays qu'ils allaient tuer les blancs et massacraient les populations qui leur resteraient fidèles, comme ils l'avaient fait en 1886 aux « Falls. » A maintes reprises, ils attaquèrent des villages indigènes sous prétexte « qu'ils étaient amis des blancs ».

Telles furent les données de cette enquête, menée sur place à Basoko, aux Stanley-Falls et sur les rives du fleuve.

« Tous les indigènes, chefs de villages, d'origines diverses et étrangers « les uns aux autres, ou esclaves venus de partout et recueillis dans nos « stations, tous, dit le rapport du magistrat, nous apportent les mêmes « renseignements : on pourrait recueillir des centaines de témoignages « semblables. »

Les conclusions de l'enquête judiciaire étaient corroborées par les rapports de nos agents administratifs et militaires. Ils abondaient en preuves de la duplicité et de la mauvaise foi des Arabes esclavagistes, qui considéraient les Européens comme des ennemis implacables et subissaient leur joug avec impatience, alors seulement que leur intérêt ou leur faiblesse le leur commandait.

L'épreuve était faite, et il fallut désormais agir et asseoir la domination de l'Etat dans les régions exposées aux chasseurs d'hommes.

Au reste, les événements se précipitaient. En mai 1892, le chef arabe Gongo-Lutété s'avancant de nouveau vers le Saukuru. Dhanis repoussait ses bandes à Mona-Kialo et à Balubenghé. Au même moment se plaçait entre Riba-Riba et Béna-Kamba le massacre de l'expédition Hodister. Michiels et Noblesse étaient tués à Riba-Riba. A Kassongo, deux agents de l'Etat, MM. Lippens et De Bruyne, étaient mis en capti-



tivité et Emin Pacha était assassiné par les Arabes. Ceux-ci jetaient le masque et entraient ouvertement en révolte. Enserres de toutes parts, acculés dans leurs derniers retranchements, sentant leur domination compromise, obligés de choisir entre une soumission à l'Etat, cette fois loyale et complète, et la rébellion déclarée, ils prenaient ce dernier parti.

Les faits militaires de la campagne arabe sont encore présents à la mémoire de tous. Elle débute par la sommation adressée aux agents de l'Etat, par Séfu et Moharra, les chefs arabes de Kassongo et de Nyangwé, d'avoir à évacuer tout le territoire entre le Lomami et le San-kuru, et c'est alors que Dhanis, usant d'une initiative à laquelle on ne saurait trop rendre hommage, et devançant l'arrivée de l'ordre de marche, prit lui-même l'offensive. Grâce à la garnison du camp de Lusambo, aux renforts que lui amenèrent le lieutenant Michaux et le sergent Cassart, à l'appoint que lui fournit Gongo-Lutété devenu son allié, le commandant Dhanis disposait, en troupes régulières et en milices indigènes, d'une force considérable. Sans entrer dans les détails de sa campagne militaire, il nous suffira de marquer ici sa marche victorieuse en avant. Il bat successivement, le 19 novembre 1892, Séfu à Angoi sur la rive gauche du Lomami; le 28 décembre, Munié Pemba, fils de Munié Moharra, entre le Lomami et le Lualaba, et le 9 janvier 1893, Munié Moharra lui-même à N'Goi Kapoka où celui-ci est tué. Ce triomphe est assombri par la nouvelle de la mort de Lippens et de De Bruyne, qu'après sa défaite Séfu fait assassiner à Kassongo; le châtimement ne se fit pas attendre. A la fin de janvier 1893, le commandant Dhanis était devant Nyangwé qui tombait entre ses mains le 4 mars; le 22 avril, il s'emparait de Kassongo.

Entre temps, les forces du camp de Basoko étaient entrées en scène. Le capitaine Chaltin, remontant le Lomami, put constater la débandade des Arabes qui avaient évacué Yanga et Béna-Kamba et s'étaient concentrés au camp du Chari, entre Béna-Kamba et Lhomo. Il suffit de l'apparition de l'expédition (avril 1893) pour que les Arabes évacuassent ce camp qui fut détruit. Le 26 avril, la colonne débouchait devant Ikamba où avait péri Hodister et atteignait Iomé où le gros des Arabes s'était de nouveau réuni. Le succès des armes fut encore favorable à nos troupes admirablement servies par l'artillerie. La déroute de l'ennemi fut complète. Bientôt Riba-Riba, que le chef Mserrerra avait abandonné, fut à son tour occupé.

Les événements qui se passaient aux Falls arrêtaient la marche triomphante de Chaltin. Le 4 avril, Rachid avait donné sa démission de Vali des Falls. Des renforts lui arrivaient, notamment de Kibongé. Le 14 mai, M. Tobback, en présence des démonstrations armées des troupes de Rachid se fortifiait sur la rive gauche du fleuve. Du 15 au 17 mai, se succédèrent quelques engagements où M. Tobback se défendit brillamment contre des troupes supérieures en nombre; le 18, l'arrivée de Chaltin, avec 360 hommes et deux canons, décide définitivement de la victoire. Rachid prit la fuite. A la même époque, l'Inspecteur d'Etat Fivé délogeait les Arabes des positions qui leur restaient sur le Congo, en aval des Falls, à Isanghi, Yououami et à la Romée.

Il restait à expurger les deux rives du fleuve depuis les Falls jusqu'à Nyangwé. Ce fut la tâche du capitaine Ponthier. Parti le 28 juin des Falls, Ponthier se dirigea vers Kirundu, où il parvint le 8 juillet, après



une première escarmouche à Kwebe et un engagement plus sérieux à Mabaŋga, où Rachid fut de nouveau défait et mis en fuite. Ponthier entre à Kirundu évacué et, pour empêcher les forces de Kibongé de se reconstituer, se met à leur poursuite. Il les rejoignit le 10 juillet à Kima-Kima et, après une rencontre indécise, parvint à s'emparer de leur camp; 19 chefs arabes furent passés par les armes. Quelques jours après, le 6 avril 1893, le commandant infligeait à Kibongé et à Rachid une nouvelle défaite non loin de la Lowa. Puis il prenait le chemin de Kassongo où il opérait le 25 septembre sa jonction avec Dhanis.

Un dernier adversaire surgissait menaçant : c'était Rumaliza, le chef d'Udjiji, qui, traversant le Tanganika et ralliant les débris des forces arabes, s'était fortement retranché à Kabambarré. Vers le milieu d'octobre quelques rencontres eurent lieu vers la Luama dont l'une coûta la vie au vaillant Ponthier. L'ennemi, harcelé, transporte son camp sur la rive droite de la Lulindi où il ne tarde pas à être bloqué par Gillain, Lange, Lothaire et de Wouters. Le 14 janvier 1894, le boma était bombardé et incendié et nombre d'Arabes y trouvèrent la mort. Lothaire et de Wouters mettaient à profit ce succès en marchant à étapes forcées sur Kabambarré qui se rendait à merci (25 janvier 1894). Quinze jours plus tard, les deux officiers rejoignaient, sur le Tanganika, les agents de la Société antiesclavagiste.

A cette dernière revient l'honneur d'avoir maintenu au fond de l'Afrique des postes avancés, seuls représentants de la civilisation, au moment où toute la région était submergée par le flot envahissant des esclavagistes. Les expéditions qui furent envoyées successivement au Tanganika, avec Jacques, Long et Descamps, ont bien mérité de la noble cause qu'ils ont défendue et de l'Etat dont ils ont servi de grands intérêts. Si les ressources dont elles disposaient n'ont pas permis de s'opposer à l'envahissement des bandes venues de la rive occidentale des lacs, elles ont tout au moins consolidé les postes de la rive gauche, forcé l'ennemi à diviser ses forces et maintenu la tranquillité dans le voisinage immédiat des stations. Leur action contre les esclavagistes a été marquée de plus d'un fait d'armes heureux, notamment de l'enlèvement du boma que les Arabes avaient établi en face d'Albertville.

Le Gouvernement n'a fait qu'accomplir les prescriptions de l'Acte de Bruxelles et se conformer à ses devoirs en donnant à la Société antiesclavagiste des témoignages d'une active sympathie qu'elle n'a pas cessé de mériter et en lui assurant son aide en argent et en hommes, lorsque les circonstances le permettaient. Les renforts amenés au lac par les troupes de l'Etat Indépendant ont imprimé un nouvel essor aux opérations antiesclavagistes; l'occupation de la partie septentrionale du lac a été complétée; les communications entre Albertville et Kabambarré ont été assurées par une série de trois postes échelonnés.

Des résultats non moins considérables ont été obtenus par les expéditions que l'Etat a dirigées vers le Nord-Est de ses possessions. Le péril qu'il importait avant tout d'éviter dans ces parages, c'était la jonction des Arabes venus du Sud avec les bandes madhistes agissant dans le Nord. Ce fut l'objet principal des instructions données aux officiers opérant dans cette région et ce but fut heureusement atteint, grâce à l'habile direction de Van Kerckhoven, Ponthier et Baert. Les communications y furent d'abord assurées entre l'Itimbiri et l'Uellé et un poste retranché fut installé à Ibembo, servant à la fois de point d'appui pour les

expéditions et de dépôt pour le ravitaillement. En même temps que des succès militaires assuraient le prestige de nos armes, d'habiles négociations nous ralliaient les puissants sultans du Nord, tels que Djabbir, Rapaï et Semio, dont la fidélité ne se démentit pas un instant et dont le concours fut précieux par l'appoint des forces indigènes considérables qu'ils apportèrent à nos troupes régulières. Les rives de l'Uellé furent expurgées des hordes esclavagistes qui s'y étaient installées et qui furent rejetées au delà de l'Aruwimi ; et rappelons que c'est au cours de cette campagne que fut livré ce combat du Bomokandi, au confluent de cette rivière et du Mokongo, qui datera dans la carrière militaire de Ponthier. Il put alors être procédé, sur l'Uellé, à l'établissement de toute une série de postes militaires, Bomokandi, Amadis, Dongu, rendant définitivement impossibles les points de contact entre Arabes et Derviches. Une tentative de ces derniers a été repoussée au mois de mars dernier, à Mundu, par le commandant Delanghe.

La campagne était terminée et l'on peut dire que ses résultats dépassent les espérances les plus optimistes. Il semble, cette fois, que la puissance des chasseurs d'hommes est définitivement anéantie et qu'il serait impossible qu'elle se relevât encore. Les chefs ont disparu, sont morts ou en fuite. Sefu, Munié Moharra, Mserrerra ont péri dans la tourmente. Rachid est gardé prisonnier dans le Kassai ; la plupart des autres chefs ou sous-chefs arabes ont reçu le châtiment de leurs forfaits. Sans guides, les bandes arabes, décimées par de multiples défaites, chercheraient en vain à se ravitailler depuis que leurs anciennes positions les Falls, Riba-Riba, Bena-Kamba et surtout Nyangwé et Kassongo, ces boulevards de l'esclavagisme, sont détruites ou aux mains de l'Etat. Sans ressources assurées, car les populations natives qu'ils terrorisaient jadis, se sont naturellement tournées vers leurs libérateurs, sans communications entre eux, sans approvisionnements d'armes ni de munitions, il leur sera difficile de se réorganiser et de reprendre l'offensive.

Toutefois, si les bandes esclavagistes, en tant que force coalisée, ne sont plus à redouter, il est certain qu'il y en a encore quelques-unes, sans importance, qui, fuyant devant nos troupes, se sont réfugiées dans l'intérieur des terres, à l'abri des poursuites. Elles ont tout naturellement cherché asile dans cette région, entre Lualaba et le lac Albert-Edouard et Albert-Nyanza, que la récente guerre n'a pas eue pour théâtre. Celles-là restent encore à ramener à l'Etat, soit par la persuasion, soit par la contrainte. Il reste aussi à continuer l'organisation administrative et militaire des territoires du Haut-Lualaba et du Haut-Lomami jusqu'au Tanganika méridional. Vers le Sud, consolider nos victoires par une surveillance incessante et une vigilance toujours en éveil ; vers le Nord-Est, déloger de leurs derniers repaires les esclavagistes qui chercheraient à reconquérir leur influence perdue : tel est le programme qu'imposent les événements et dont la réalisation rendra entièrement féconds les résultats déjà acquis.

Ces résultats, la Belgique peut le dire avec un légitime orgueil, c'est à la bravoure et au courage de ses officiers qu'ils sont dus. Il n'en est pas un qui, pendant cette pénible campagne, n'ait été digne d'elle. Tous ont bien mérité de leur patrie, et ont fait preuve, chacun dans sa sphère, d'un égal dévouement et d'une même vaillance : ce sera l'honneur de l'armée belge de compter ces braves dans ses rangs et d'avoir prouvé qu'en toutes circonstances le pays peut se fier à elle.

Le Gouvernement du Congo est heureux de pouvoir lui donner ici un public témoignage de ses hauts faits. Il rend un hommage ému à ceux qui ont payé de leur vie leur collaboration à la cause sacrée : aux Van Kerckhoven, Ponthier, de Heusch, Michiels, De Bruyne, Lippens, de Wouters d'Oplinter, Vritoff.

L'exposé qui précède m'autorise à dire à Votre Majesté que, dans les divers ordres d'idées préconisés par l'Acte de Bruxelles, les résultats atteints par l'Etat ont été considérables. Sa tâche cependant n'est pas complètement terminée. Comme je l'ai fait remarquer plus haut à Votre Majesté, il lui reste à consolider son pouvoir politique dans les régions de l'Est et à soumettre définitivement les dernières bandes qui pourraient s'y être installées. Dans ce but, il est indispensable que ces provinces restent soumises à une police sévère et à une étroite surveillance ; il sera possible d'y parvenir, grâce aux camps fortement occupés qui exercent leur action au centre même de nos possessions, à Kassongo et à Kabambaré, et, sur l'Ouellé, à Dangu, actuellement la citadelle de la civilisation dans le Nord. Les chaînes de postes aujourd'hui échelonnées jusqu'aux limites orientales des territoires devront être conservées, en vue à la fois de prévenir de nouvelles incursions des bandes esclavagistes et de mettre fin à l'infiltration d'armes et de munitions de ce côté.

Cette tâche est relativement aisée et son accomplissement se concilie avec l'exécution des mesures qui ont pour but la formation de l'armée nationale et comme conséquence, la réduction des dépenses publiques. Votre Majesté peut compter que tous ceux qui ont l'honneur de La servir continueront avec la même persévérance, le même dévouement et la même énergie, à réaliser les vues humilitaires qui sont l'objet de Ses constantes préoccupations.

Je suis, avec le plus profond respect, Sire, de Votre Majesté, le très dévoué et très obéissant serviteur.

Edm. VAN EETVELDE.

## FRANCE

**Loi modifiant les conditions dans lesquelles le ministre de la guerre peut interdire l'exportation des armes, pièces d'armes et munitions de toute espèce.**

13 avril 1893.

Article premier. — Est abrogé l'article 11 de la loi du 14 août 1885.

Art. 2. — Des décrets rendus sur la proposition du ministre de la guerre et sur l'avis conforme du ministre du commerce et du ministre des finances peuvent interdire l'exportation des armes, pièces d'armes et munitions de toute espèce.

Des exceptions à la prohibition de sortie pourront être accordées, en raison des destinations, par le ministre de la guerre.

A l'égard des exportations qui seraient ainsi exceptionnellement autorisées, l'arrivée des marchandises à destination sera garantie par des acquits-à-caution délivrés conformément aux prescriptions de l'article 4, titre III, de la loi des 6-22 août 1791 et qui seront déchargés par les agents consulaires de France.



**Décret réglant l'exportation des armes de guerre.**

21 avril 1895.

Le Président de la République française,

Vu la loi du 14 août 1885 ;

Vu la loi du 13 avril 1895 ;

Vu l'article 4, titre III, de la loi des 6-22 août 1791 ;

Sur la proposition du ministre de la guerre et l'avis conforme du ministre des affaires étrangères, du ministre de l'intérieur, du ministre du commerce et du ministre des finances,

**Décète :**

Article premier. — La faculté d'exporter les armes et munitions de guerre, accordée par la loi du 14 août 1885, sera exercée, pendant la durée des opérations militaires à Madagascar, dans les conditions indiquées ci-après.

Art. 2. — Est prohibée, pendant la même durée, la sortie de France et d'Algérie de toutes armes de guerre, pièces d'armes de guerre finies et munitions de guerre à destination de Madagascar.

Art. 3. — L'exportation des objets visés ci-dessus pour toutes autres destinations restera autorisée dans les conditions fixées par la loi du 14 août 1885, mais sous les restrictions indiquées ci-après.

Art. 4. — L'exportateur devra justifier auprès du préfet de sa résidence qu'il est Français, résidant en France, ou, s'il est étranger, qu'il a été régulièrement autorisé à résider en France et qu'il y réside en effet.

Art. 5. — Il devra faire devant le même préfet une déclaration portant que les objets par lui exportés ne sont destinés à être expédiés à Madagascar, ni directement par lui, ni par acquéreur interposé.

La déclaration indiquera les nom, prénoms et domicile de l'exportateur, la nature, le modèle et le nombre ou poids des objets à exporter ; le bureau de douane par lequel ils doivent sortir de France ; leur lieu de destination ainsi que les nom, prénoms et domicile du destinataire.

Art. 6. — Comme garantie de ladite déclaration, l'exportateur souscrira un acquit-à-caution, délivré conformément aux prescriptions de l'article 4, titre III, de la loi des 6-22 août 1791.

Art. 7. — Lesdits acquits seront déchargés par les agents consulaires de France, trois mois après l'arrivée des objets exportés, si ces objets se trouvent encore dans le pays où ils ont été primitivement expédiés par l'exportateur, ou s'il n'est pas à la connaissance de l'agent consulaire qu'ils en soient sortis pour être réexpédiés à Madagascar.

Art. 8. — Si il est à la connaissance de l'agent consulaire que certains objets sont sortis pour être expédiés à Madagascar, il refusera de décharger l'acquit pour ces objets et en donnera avis au ministre des finances, qui, après enquête et l'exportateur entendu, décidera s'il y a lieu de poursuivre la rentrée du montant de l'acquit non déchargé.

Art. 9. — Les ministres des affaires étrangères, de l'intérieur, du commerce et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

— Voici le rapport adressé au Président de la République par le Ministre de la guerre pour motiver le décret qui précède :



La loi qui vient d'être votée par le Parlement a donné au Président de la République le droit d'interdire l'exportation des armes et munitions de guerre en raison des opérations militaires engagées à Madagascar.

Le devoir du Gouvernement est de prendre des mesures pour que cette interdiction, tout en atteignant d'une manière certaine le but proposé, n'apporte que la moindre gêne possible à l'industrie de la fabrication des armes et munitions de guerre, si importante et si utile au pays par le grand nombre d'ouvriers qu'elle fait vivre.

Tel est l'esprit dans lequel a été étudié le projet de décret que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute approbation, après avoir pris l'avis des ministres des affaires étrangères, de l'intérieur, du commerce et des finances.

Les circonstances actuelles rendent la publication de ce décret particulièrement urgente.

## FRANCE

### Décret portant réorganisation de l'administration judiciaire de la Cochinchine et du Cambodge.

17 mai 1895 (1).

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 17 juin 1889, portant réorganisation de la magistrature de l'Indo-Chine ;

Vu les décrets du 13 janvier 1894, portant création d'une cour d'ap-

(1) *Journal officiel* du 19 mai 1895. — Ce décret est précédé du rapport suivant du ministre des colonies :

Monsieur le Président,

Le décret du 17 juin 1889, qui a créé l'organisation actuelle de l'administration de la justice en Cochinchine et au Cambodge, a réparti le territoire de ces deux colonies entre seize tribunaux de première instance, composés tous, sauf celui de Saïgon, d'un seul juge-président et d'un procureur de la République.

Malgré le zèle apporté par tous ces magistrats à l'exercice de leurs fonctions, l'expérience de ces dernières années a démontré les graves dangers que présentent des tribunaux aussi réduits.

En dépit des meilleures dispositions, les erreurs y sont plus fréquentes, le juge ainsi isolé n'ayant pas, comme dans la métropole, le concours de ses collègues pour l'éclairer au besoin.

Il m'a donc paru nécessaire de substituer à ces multiples juridictions simplifiées une organisation de tribunaux moins nombreux, qui formeront des centres judiciaires solidement organisés.

Ces tribunaux, au nombre de neuf pour la Cochinchine, comprendront tous au moins un juge-président, un lieutenant de juge, un juge suppléant et un procureur de la République.

En outre, une justice de paix à compétence étendue est créée à Tay-Ninh, le tribunal de première instance qui fonctionnait dans cette localité étant considéré comme superflu, vu le chiffre restreint des affaires qui y sont solutionnées.

La réduction du nombre des tribunaux ne rendra pas l'accès de la justice plus difficile aux particuliers ; le ressort de chacun des centres judiciaires maintenus a été calculé en vue de permettre à tous de se rendre à son siège sans grandes dépenses.

Enfin, la constitution de tribunaux plus fortement organisés permettra d'introduire dans la procédure d'importantes réformes, de donner plus de garantie aux plaideurs, d'identifier davantage la justice cochinchinoise avec la justice métropolitaine.

pel spéciale pour l'Annam et le Tonkin et fixant la compétence des tribunaux du Tonkin ;

Vu le décret du 21 avril 1891 sur les pouvoirs et attributions du gouverneur général de l'Indo-Chine,

Décète :

#### TITRE I<sup>er</sup>. — DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

Article premier. — Dans les possessions françaises de la Cochinchine et au Cambodge, la justice est rendue par des justices de paix, par des tribunaux de première instance et de commerce, par une cour d'appel siégeant à Saïgon, par des cours criminelles et par des tribunaux de résidence.

Art. 2. — Les audiences sont publiques en matière civile et criminelle. à moins que cette publicité ne soit dangereuse pour l'ordre et pour les mœurs, et, dans ce cas, la cour ou le tribunal le déclare par un jugement ou arrêt préalable.

Dans tous les cas, les arrêts ou jugements sont prononcés publiquement et doivent être motivés, à peine de nullité.

#### TITRE II. — JUSTICES DE PAIX.

Art. 3. — Le ressort de la justice de paix de Saïgon comprend le territoire des villes de Saïgon et de Cholon et les arrondissements de Cholon et de Giadinh.

Art. 4. — Le tribunal de paix de Saïgon est composé d'un juge de paix, d'un suppléant, d'un greffier et, si les besoins du service l'exigent, d'un commis-greffier assermenté.

Art. 5. — La compétence et le fonctionnement du tribunal de paix de Saïgon sont déterminés conformément aux règles qui régissent les justices de paix en France.

Art. 6. — Dans le district de Tay-Ninh, la justice est rendue par un tribunal de paix à compétence étendue, composé :

1<sup>o</sup> D'un juge de paix ;

2<sup>o</sup> D'un suppléant de juge de paix ;

3<sup>o</sup> D'un greffier et, s'il y a lieu, de commis greffiers.

Art. 7. — En matière civile, le tribunal de paix à compétence étendue de Tay-Ninh connaît en premier et dernier ressort de toutes actions personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 1,500 francs en principal et des actions immobilières jusqu'à 100 francs de revenu déterminé par la déclaration des parties ou, en cas de désaccord, par l'estimation faite sans frais par le chef de canton du lieu de la situation des immeubles litigieux, à charge d'appel de toutes autres actions.

En matière commerciale, sa compétence est la même que celle du tribunal de commerce de Saïgon.

En matière correctionnelle, il connaît à charge d'appel de tous les délits correctionnels.

En matière de simple police, il connaît en dernier ressort de toutes les contraventions.

Art. 8. — Le juge de paix de Tay-Ninh est investi de toutes les attributions conférées aux présidents des tribunaux de première instance.

Il est en outre chargé de l'instruction.

Il peut être désigné pour siéger à la cour criminelle de son ressort.

Art. 9. — Les fonctions du ministère public près la justice de paix de Tay-Ninh sont remplies par un agent de l'administration désigné annuellement par le gouverneur général, sur la présentation du procureur général.

Art. 10. — Le droit de se porter partie principale en matière civile, dans le cas où il est dévolu par la loi au ministère public, est réservé devant le tribunal de paix de Tay-Ninh au procureur de la République de Saïgon.

Ce droit peut être exercé par voie de requête et de conclusions écrites, sans nécessiter la présence à l'audience du représentant du ministère public.

### TITRE III. — DES TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE.

Art. 11. — Le nombre des tribunaux de première instance chargés d'assurer le service de la justice en Cochinchine est réduit à neuf. Ils sont composés ainsi qu'il suit :

#### I. — *Tribunal de Saïgon.*

Un président ;  
 Un vice-président ;  
 Trois juges ;  
 Deux juges suppléants ;  
 Un procureur de la République ;  
 Un substitut du procureur de la République ;  
 Un greffier ;  
 Un ou plusieurs commis-greffiers, dont le nombre est déterminé selon les besoins par le procureur général.

#### II. — *Tribunaux de Mytho, Vinh-Long, Bentré, Cantho, Chaudoc, Soctrang, Travinh et Bien-Hoa.*

Un juge-président ;  
 Un lieutenant de juge ;  
 Un juge suppléant ;  
 Un procureur de la République ;  
 Un greffier.

Art. 12. — Les tribunaux de Sadec, Long-Xuyen, Baclicu et Tananh sont supprimés.

Les territoires desservis par ces tribunaux sont rattachés au ressort des juridictions maintenues dans les conditions suivantes :

1° Les districts soumis à la juridiction du tribunal de Sadec entrent dans le ressort du tribunal de Vinh-Long ;

2° Les districts soumis à la juridiction du tribunal de Long-Xuyen entrent dans le ressort du tribunal de Cantho ;

3° Les districts soumis à la juridiction du tribunal de Baclicu entrent dans le ressort du tribunal de Soctrang ;

4° Les districts soumis à la juridiction du tribunal de Tananh entrent dans le ressort du tribunal de Mytho.

Art. 13. — Dans le tribunal de Saïgon, le vice-président remplace de droit le président absent ou empêché. Il est remplacé lui-même, dans le même cas, par le plus ancien des juges du tribunal.

Les fonctions de juge d'instruction sont remplies par un juge désigné par décret.

Art. 14. — Dans les tribunaux de l'intérieur, le lieutenant de juge remplace le juge-président en cas d'absence ou d'empêchement.

Il remplit, en outre, les fonctions attribuées au juge d'instruction par le code d'instruction criminelle.

Art. 15. — Dans les tribunaux de Mytho et de Vinh-Long, de même que dans les tribunaux de Saïgon, les juges suppléants sont plus spécialement destinés à remplir les fonctions du ministère public en cas d'empêchement du titulaire, mais ils peuvent néanmoins être appelés à remplacer les autres magistrats absents ou empêchés.

Art. 16. — Le tribunal de Saïgon comprend deux chambres :

La première, composée du président et de deux juges, connaîtra des affaires européennes, sur lesquelles le tribunal ne pourra prononcer qu'au nombre de trois juges au moins ;

La deuxième chambre, à laquelle seront réservées les affaires indigènes, sera composée du vice-président jugeant seul.

Art. 17. — Le fonctionnaire investi des attributions de chef de service à Poulo-Condor a, dans ces îles, la juridiction attribuée aux juges de paix à compétence étendue.

## CHAPITRE II. — *Compétence des tribunaux de 1<sup>re</sup> instance.*

### 1<sup>re</sup> section.

Art. 18. — La loi annamite règle toutes les conventions et toutes les contestations civiles et commerciales entre indigènes et Asiatiques. Toutefois, la déclaration faite dans un acte par lesdits indigènes ou Asiatiques qu'ils entendent contracter sous l'empire de la loi française entraîne l'application de cette loi.

Art. 19. — La loi française régit toutes les conventions et toutes les contestations civiles ou commerciales entre Européens ou entre Européens et indigènes ou assimilés.

Art. 20. — La compétence des tribunaux de première instance en matières civile, commerciale ou correctionnelle est déterminée par les lois métropolitaines relatives à la compétence des tribunaux d'arrondissement ou de commerce.

Art. 21. — Les tribunaux de première instance de l'intérieur ont, en outre, en matières civiles et de simple police, la connaissance des affaires relevant, dans la métropole, de la juridiction des juges de paix.

## TITRE IV. — DE LA COUR D'APPEL.

Art. 22. — La cour d'appel de Saïgon est composée d'un président, d'un vice-président, de sept conseillers.

La cour comprend en outre un greffier et des commis-greffiers assermentés, dont le nombre est déterminé, suivant les besoins, par le procureur général.

Art. 23. — Les fonctions du ministère public sont remplies près la cour d'appel de Saïgon par le procureur général, assisté d'un avocat général et de deux substituts.

Art. 24. — La cour comprend deux chambres.

Les affaires sont réparties entre les deux chambres d'après la distribution qui en est faite par le président.



La deuxième chambre est plus spécialement chargée des affaires civiles et commerciales entre indigènes et assimilés.

Une chambre des mises en accusation statue sur les affaires indiquées à l'article 65.

Le service de la chambre correctionnelle et de la chambre des mises en accusation ne dispense pas du service des chambres civiles.

Art. 25. — En matières civile et commerciale, la cour connaît :

1<sup>o</sup> Des appels formés contre les jugements rendus en premier ressort par les tribunaux de première instance et de commerce de la Cochinchine et du Cambodge ;

2<sup>o</sup> Des appels formés contre les jugements rendus en premier ressort par les juridictions françaises établies en Extrême-Orient et dans les pays soumis au protectorat de la France autres que l'Annam et le Tonkin et dans les consulats français.

Art. 26. — En matière correctionnelle, la cour connaît des appels des jugements rendus par les tribunaux correctionnels de la Cochinchine et du Cambodge.

Art. 27. — Conformément à la loi du 28 avril 1869, la cour d'appel de Saïgon connaît :

1<sup>o</sup> Des appels des jugements rendus en matières civile, commerciale et de police correctionnelle par les tribunaux consulaires français en Chine, dans le royaume de Siam et au Japon ;

2<sup>o</sup> Des crimes commis dans les mêmes contrées par des sujets français.

Art. 28. — Les jugements rendus en dernier ressort par les tribunaux de simple police et les tribunaux de première instance jugeant en matière indigène peuvent être attaqués devant la cour d'appel par la voie d'annulation dans les formes et conditions déterminées ci-après.

L'amende que toute partie qui se sera pourvue en annulation devra consigner en exécution de l'article 8 du décret du 25 juin 1879 est fixée à 15 piastres si le jugement a été contradictoire, et à la moitié de cette somme s'il a été rendu par défaut.

Sont applicables aux arrêts de la cour statuant en matière indigène les dispositions de l'article 5, paragraphe 1<sup>er</sup>, du décret du 7 mars 1868 et celles du titre II du décret du 25 juin 1879, concernant le recours en cassation.

Art. 29. — Les causes de police correctionnelle, dans les cas prévus par les articles 479 et suivants du Code d'instruction criminelle et par l'article 10 de la loi du 20 avril 1810, seront portées à la chambre civile présidée par le président de la cour.

Art. 30. — Les chambres civiles, la chambre des appels de police correctionnelle et la chambre des mises en accusation ne peuvent rendre arrêt qu'au nombre de trois juges au moins.

Lorsque la cour statue sur les appels formés contre les jugements de la première chambre du tribunal de Saïgon, elle doit être composée de cinq membres au moins.

En audience solennelle, les arrêts doivent être rendus par sept membres au moins. Les demandes en annulation sont portées en audience solennelle.

Art. 31. — L'assemblée générale de la cour se compose de tous les membres de la cour. Les décisions ne sont prises qu'au nombre de cinq

magistrats au moins, et à la simple majorité; en cas de partage, le conseiller le moins ancien doit se retirer.

Art. 32. — L'assemblée générale de la cour se tient en chambre du conseil — et à huis clos — et n'a lieu que sur la convocation du président, faite d'accord avec le procureur général ou sur les réquisitions du procureur général, ou sur l'ordre du gouverneur général.

Art. 33. — Le greffier de la cour assiste aux assemblées générales et y tient la plume.

Art. 34. — Dans la dernière quinzaine du mois de décembre de chaque année, le président de la cour fixe le roulement des conseillers dans les chambres de la cour.

Art. 35. — Le président préside les chambres assemblées et les audiences solennelles. Il préside habituellement la première chambre; il préside aussi les autres chambres, quand il le juge convenable.

Les audiences solennelles se tiennent dans la chambre présidée par le président.

#### CHAPITRE II. — *Des cours criminelles.*

Art. 36. — Les crimes commis sur le territoire de la Cochinchine sont déférés à des cours criminelles siégeant à Saïgon, Mytho, Vinh-Long.

Art. 37. — Les crimes commis par des Français ou autres Européens et assimilés au Cambodge ou par des sujets asiatiques français au préjudice soit des Français ou autres Européens et assimilés, soit d'Asiatiques sujets français, sont déférés à la cour criminelle de Saïgon.

Art. 38. — Le ressort de la cour criminelle de Saïgon comprend les villes de Saïgon et de Cholon, les arrondissements de Cholon, Giadinh, Tay-Ninh, Bien-Hoa, Baria et les îles de Poulo-Condor.

Le ressort de la cour criminelle de Mytho comprend les arrondissements de Mytho, Tananh, Gocong, Bentré et Travinh.

Art. 39. — La cour criminelle de Saïgon se compose, indépendamment du greffier de la cour ou d'un de ses commis-greffiers assermentés, comme suit :

1° De trois conseillers à la cour, dont l'un remplit les fonctions de président; toutefois, et au cas où les besoins du service l'exigent, le gouverneur général pourra exceptionnellement, sur la proposition du procureur général, désigner un magistrat de première instance au lieu et place de l'un des deux conseillers assesseurs;

2° De deux assesseurs désignés par la voie du sort sur une liste de vingt notables français domiciliés en Cochinchine, lorsqu'il s'agira d'accusés européens ou assimilés.

Les assesseurs seront indigènes lorsqu'il s'agira de juger des accusés annamites ou asiatiques et assimilés.

Trois voix seront nécessaires pour qu'il y ait condamnation.

Art. 40. — La liste des assesseurs européens sera dressée chaque année, dans la seconde quinzaine de décembre, par une commission composée du lieutenant gouverneur de Cochinchine, président; du président du tribunal de première instance de Saïgon, d'un membre du conseil colonial et d'un membre du conseil municipal désignés par ces assemblées.

En cas de partage, le président aura voix prépondérante.

Art. 41. — La liste des assesseurs indigènes sera dressée chaque année, à la même époque, par le lieutenant gouverneur de la Cochinchine en conseil privé, sur la proposition du procureur général.

Art. 42. — Une liste complémentaire de dix notables pour chaque catégorie d'accusés sera dressée dans les mêmes conditions.

En cas d'insuffisance des notables de la liste principale par suite de décès, d'incapacité ou d'absence de la colonie, le président de la cour criminelle pourvoit à leur remplacement par simple ordonnance.

Il complète la liste des vingt notables en suivant l'ordre d'inscription sur la liste complémentaire.

Art. 43. — Les mêmes membres peuvent être indéfiniment inscrits sur les listes dressées chaque année. Nul ne peut être inscrit sur la liste des notables s'il ne jouit de ses droits civils et politiques.

Art. 44. — Les fonctions d'assesseur sont incompatibles avec celles de membre du conseil privé, de membre de l'ordre judiciaire, de ministre d'un culte quelconque et de militaire en activité de service dans les armées de terre et de mer.

Art. 45. — Dans les ressorts autres que celui de la cour criminelle de Saïgon, la cour criminelle est composée :

1° D'un conseiller à la cour d'appel, président ;

2° Du juge président ou juge du siège de la cour criminelle ;

3° D'un magistrat désigné par le président de la cour d'appel, pris parmi les juges-présidents, les juges, les lieutenants de juges ou juges suppléants ;

4° De deux assesseurs choisis par la voie du sort sur une liste de vingt notables indigènes dressée comme il est dit aux articles 41 et 42 ci-dessus ;

5° Du greffier du tribunal siège de la cour criminelle ou d'un de ses commis assermentés.

Art. 46. — Les fonctions du ministère public près les cours criminelles seront remplies :

1° A Saïgon, par le procureur général, l'avocat général ou les substituts du procureur général ;

2° Dans l'intérieur, par le procureur général ou un de ses substituts, et, à défaut, par les procureurs de la République près les tribunaux de première instance du ressort de la cour criminelle.

Art. 47. — La cour criminelle siège tous les trois mois dans chacun des chefs-lieux judiciaires indiqués à l'article 36.

Art. 48. — Le gouverneur général, sur la proposition du procureur général, peut ordonner que la cour criminelle siégera dans un lieu autre que celui où elle siège habituellement ; il peut également ordonner la réunion extraordinaire des cours criminelles.

Art. 49. — Des arrêtés du gouverneur général, sur la proposition du procureur général, fixent les époques où se tiennent les sessions trimestrielles.

Art. 50. — Le président de la cour d'appel nomme, sur la proposition du procureur général, pour chaque session criminelle, le conseiller président et les conseillers ou juges assesseurs.

Le juge d'instruction peut être membre de la cour criminelle.

## TITRE V. — DE LA PROCÉDURE.

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Procédure civile.*

Art. 51. — Toutes les instances sont dispensées du préliminaire de conciliation ; néanmoins, pour toutes les affaires qui, en France, sont soumises à ce préliminaire, le juge pourra inviter les parties à comparaître en personne sur simple avertissement et sans frais.

Art. 52. — La forme de procéder en matières civile et commerciale dans les affaires européennes est celle suivie en France devant les tribunaux de commerce.

Art. 53. — Le délai pour interjeter appel en matières civile et commerciale est de deux mois à partir de la signification du jugement à la personne ou au domicile réel ou d'élection.

Ce délai est augmenté, à raison des distances, dans les conditions qui seront déterminées par des arrêtés du gouverneur général rendus sur la proposition du procureur général.

À l'égard des incapables, ce délai ne courra que du jour de la signification à la personne ou au domicile de ceux qui sont chargés de l'exercice de leurs droits.

Dans aucun cas, l'appel ne sera reçu, ni contre les jugements par défaut, ni contre les jugements préparatoires, avant le jugement définitif.

Art. 54. — La procédure de défaut et celle du défaut profit joint sont aussi obligatoires pour le juge en matière indigène. Il en est de même de la voie de la requête civile, qui est ouverte en matière indigène conformément aux dispositions du titre II du livre IV du Code de procédure civile, sauf les modifications suivantes aux articles 494 et 495 de ce code :

« Art. 494. — En matière indigène, la requête civile d'aucune partie autre que celle qui stipule les intérêts de l'Etat ne sera reçue si, avant que la requête ait été présentée, il n'a été consigné une somme de trente (30) piastres pour amende et quinze (15) piastres pour les dommages-intérêts de la partie, sans préjudice de plus amples dommages-intérêts, s'il y a lieu ; la consignation sera de moitié si le jugement est par défaut ou par forclusion et du quart s'il s'agit d'un jugement rendu par les tribunaux de première instance.

« Art. 495. — La quittance du receveur et du percepteur sera signifiée en tête de la demande, ainsi qu'une consultation de trois avocats-défenseurs exerçant près un des tribunaux du ressort de la cour d'appel dans lequel le jugement est rendu, pris parmi les plus anciens dans l'ordre du tableau.

« La consultation contiendra déclaration qu'ils approuvent la requête civile et elle en énoncera aussi les ouvertures, sinon la requête ne sera pas reçue ».

Seront en outre observées, devant la cour d'appel statuant en matière indigène, les dispositions des articles 464 et 466 du code de procédure civile de la métropole.

Art. 55. — Les parties qui veulent se défendre par elles-mêmes et sans avoir recours au ministère des avocats-défenseurs doivent déposer dans les délais légaux, au greffe du tribunal, tous les actes nécessaires à l'instruction des causes civiles et commerciales et à l'exécution des jugements et arrêts. Le greffier prendra note de ce dépôt sur un regis-



tre spécial et devra en donner avis sans délai, sous sa responsabilité, à la partie adverse.

## CHAPITRE II. — *De l'instruction criminelle*

### 1<sup>re</sup> section.

Art. 56. — Les crimes ou délits commis par les indigènes ou Asiatiques sont régis par le Code pénal modifié, rendu applicable aux Annamites et aux Asiatiques assimilés par les décrets des 16 mars 1880, 28 février 1887 et 10 mai 1889, sauf ce qui est dit à l'article 57 ci-dessous.

Art. 57. — Les crimes et délits commis par les Européens ou assimilés, de complicité avec des Européens ou par des indigènes ou Asiatiques assimilés, au préjudice d'Européens sont régis par le code pénal métropolitain.

Art. 58. — Devant le tribunal de première instance de Saïgon et devant les tribunaux de Cochinchine et du Cambodge, la forme de procéder en matières correctionnelle et de simple police, ainsi que les formes de l'opposition et de l'appel, sont réglées par les dispositions du Code d'instruction criminelle relatives à la procédure devant les tribunaux correctionnels et de simple police.

Art. 59. — Ces tribunaux sont saisis des délits de leur compétence, conformément aux dispositions de l'article 182 du Code d'instruction criminelle.

Art. 60. — Le lieutenant de juge remplit en matière correctionnelle les fonctions attribuées par le code d'instruction criminelle au juge d'instruction. Les attributions du procureur de la République au correctionnel sont également réglées d'après les lois métropolitaines.

Art. 61. — Le procureur de la République a qualité pour se pourvoir en annulation dans le délai et dans les formes ordinaires contre les jugements des tribunaux statuant en matière de simple police.

Art. 62. — Dans les cas de crimes et de délits, les procureurs de la République se conforment aux dispositions des articles 45 et 47 du code d'instruction criminelle et les lieutenants de juge procèdent à l'instruction dans les formes et d'après les règles prescrites par ledit code.

Aussitôt que la procédure sera terminée, ils procéderont ainsi qu'il est prescrit au chapitre 9 du livre 1<sup>er</sup> du code d'instruction criminelle.

Art. 63. — Le procureur général, dans les quinze jours de la réception des pièces qui lui auront été transmises en exécution des articles 133, 135 du code d'instruction criminelle, 62 du présent décret, sera tenu de mettre l'affaire en état et de faire son rapport dans les cinq jours suivants au plus tard. Pendant ce temps, la partie civile et le prévenu pourront fournir tels mémoires qu'ils estimeront utile, sans que le rapport puisse être retardé.

### 2<sup>e</sup> section. — De la chambre d'accusation.

Art. 64. — La chambre des mises en accusation est composée de trois membres de la cour ; le plus ancien la préside.

Les membres de la cour appelés à siéger à la chambre des mises en accusation sont désignés tous les six mois par le président.

Les magistrats qui auront statué sur la mise en accusation ne pourront faire partie de la cour criminelle.

Art. 65. — La chambre des mises en accusation connaît :

1° Des instructions relatives aux affaires qui sont de la compétence des cours criminelles de la Cochinchine ;

2° Des affaires criminelles provenant des juridictions françaises établies dans les consulats du Siam, de la Chine et du Japon ;

3° Des oppositions formées aux ordonnances rendues par les juges d'instruction ;

4° Des demandes de réhabilitation.

Art. 66. — Seront observées devant la chambre des mises en accusation les dispositions des articles 221 à 234 inclusivement du code d'instruction criminelle et des articles 246 à 250 inclusivement du même code.

Art. 67. — La chambre des mises en accusation est tenue de se réunir sur la convocation de son président et sur la demande du procureur général toutes les fois qu'il sera nécessaire pour entendre le rapport de ce magistrat et statuer sur ses réquisitions. A défaut de demande expresse du procureur général, elle se réunit au moins une fois par semaine.

Art. 68. — Le président de la cour d'appel peut présider la chambre des mises en accusation toutes les fois qu'il le juge convenable. Dans ce cas, le conseiller le moins ancien doit se retirer.

Art. 69. — Les arrêts de renvoi de la chambre des mises en accusation peuvent être attaqués devant la cour de cassation. Les formes et conditions de ces pourvois sont les mêmes que celles qu'a déterminées le décret du 25 juin 1879.

6<sup>e</sup> section. — De la procédure devant les cours criminelles.

Art. 70. — Dans le cas de renvoi devant la cour criminelle, le procureur général dressera l'acte d'accusation qui est signifié avec l'arrêt de renvoi à l'accusé.

Toutes les pièces du procès seront déposées au greffe de la cour criminelle cinq jours au moins avant l'ouverture des débats. Les pièces à conviction seront également déposées au greffe avant l'ouverture des débats.

Art. 71. — Après la signification de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation, l'accusé sera transféré de la maison d'arrêt dans la maison de justice établie près la cour où il doit être jugé.

Art. 72. — Si l'accusé ne peut être saisi ou ne se présente point, on procédera contre lui par défaut, ainsi qu'il sera réglé aux articles 110 et 111.

Art. 73. — Aussitôt après la remise des pièces au greffe et l'arrivée de l'accusé dans la maison de justice, celui-ci est interrogé par le président de la cour criminelle ou par le juge qu'il a désigné.

Art. 74. — L'accusé est interpellé de déclarer le choix qu'il a fait d'un conseil pour l'aider dans sa défense ; sinon le juge lui en désigne un, à peine de nullité de tout ce qui suivra.

Art. 75. — Le conseil de l'accusé est choisi par lui ou désigné par le juge parmi les avocats-défenseurs, ou, à défaut de ces derniers, parmi les personnes parlant le français et jouissant de leurs droits civils et politiques.

Le président de la cour criminelle peut, en outre, l'autoriser à prendre pour conseil l'un de ses parents ou amis, à condition qu'il parle français.

Art. 76. — Le conseil peut communiquer avec l'accusé après son interrogatoire. Il peut aussi prendre connaissance de toutes les pièces sans déplacement.

Art. 77. — Les conseils des accusés peuvent prendre ou faire prendre copie de telle pièce du procès qu'ils jugeront utile à leur défense.

Art. 78. — Trois jours au moins avant l'ouverture de la cour criminelle, il est procédé par le président de ladite cour ou par le juge qu'il a délégué à cet effet au tirage au sort des assesseurs.

Art. 79. — Le jour du tirage au sort des assesseurs est fixé par une ordonnance du président de la cour criminelle, sur la réquisition du procureur général ou de ses substituts.

Art. 80. — Le tirage se fait en chambre du conseil, en présence du ministère public, du greffier, des accusés et de leurs conseils.

A cet effet, le juge chargé du tirage dépose un à un dans une urne, après les avoir lus à haute et intelligible voix, les noms de vingt notables portés sur la liste des assesseurs et écrits sur des bulletins.

Le procureur général pourra assister au tirage par lui-même ou par un de ses substituts ou par le magistrat qu'il aura délégué.

Art. 81. — Cette première opération terminée, le président ou le juge délégué retire successivement chaque bulletin de l'urne et lit le nom qui s'y trouve inscrit. Les accusés, quel que soit leur nombre, ont la faculté d'exercer deux récusations péremptoires.

Le ministère public jouit de la même faculté. Lorsque les accusés ne se sont point concertés pour exercer leurs récusations, l'ordre des récusations s'établit entre eux d'après la gravité de l'accusation.

Dans le cas d'accusation de crime de même gravité contre divers individus, l'ordre des récusations est déterminé par la voie du sort.

Art. 82. — La liste des assesseurs est définitivement formée lorsque le magistrat chargé du tirage a obtenu par le sort le nombre d'assesseurs nécessaire au service de la session sans qu'il y ait eu de récusation ou lorsque les récusations ont été épuisées.

Les deux assesseurs ainsi désignés font partie de la cour criminelle pour le jugement de toutes les affaires inscrites au rôle de la session.

Il est tiré également au sort de la même manière deux assesseurs supplémentaires pour remplacer, le cas échéant, les assesseurs titulaires.

Art. 83. — Les empêchements résultant pour les juges de leur parenté ou de leur alliance, soit entre eux, soit avec les accusés ou la partie civile, sont applicables aux assesseurs, soit entre eux, soit entre eux et les juges, soit entre eux et les accusés et la partie civile.

Art. 84. — Nul ne peut être assesseur dans la même affaire où il a été officier de police judiciaire, témoin, interprète, expert ou partie.

Art. 85. — Les récusations fondées sur une des causes prévues aux deux articles qui précèdent sont jugées sur simple requête par la cour criminelle, qui ordonne, s'il y a lieu, que l'assesseur récusé soit remplacé par un des assesseurs supplémentaires, en suivant l'ordre du tirage au sort.

Art. 86. — Les accusés qui ne sont arrivés dans la maison de justice qu'après le tirage des assesseurs ou l'ouverture des assises ne pourront y être jugés que lorsque le procureur général l'aura requis, lorsque l'accusé y aura consenti et lorsque le président l'aura ordonné. En ce cas,



le procureur général et les accusés seront considérés comme ayant accepté la composition de la cour criminelle.

Art. 87. — Tout assesseur qui ne sera pas rendu à son poste sur la citation qui lui aura été notifiée sera condamné par la cour criminelle à une amende, laquelle sera :

Pour la première fois, de 200 fr. au moins et de 500 fr. au plus ;

Pour la deuxième fois, de 500 fr. au moins et de 1,000 fr. au plus ;

Pour la troisième fois, de 1,000 fr. au moins et de 2,000 fr. au plus.

Cette dernière fois, il sera de plus déclaré incapable d'exercer à l'avenir les fonctions d'assesseur.

Art. 88. — Seront excusés ceux qui justifieront qu'ils étaient dans l'impossibilité de se rendre au jour indiqué.

La cour prononcera sur la validité de l'excuse.

Art. 89. — Les peines portées en l'article 87 sont applicables à tout assesseur qui, même s'étant rendu à son poste, se retirerait avant l'expiration de ses fonctions, sans une excuse valable qui sera également jugée par la cour.

Art. 90. — Au jour fixé pour l'ouverture de la session, la cour ayant pris séance, les assesseurs se placent à ses côtés dans l'ordre désigné par le sort.

Art. 91. — Le président a la police de l'audience. Il est investi d'un pouvoir discrétionnaire en vertu duquel il peut prendre et ordonner toutes mesures qu'il croit utiles à la découverte de la vérité, et la loi charge son honneur et sa conscience d'employer tous ses efforts pour en favoriser la manifestation.

Il peut, dans le cours des débats, appeler même par mandat d'amener et entendre toutes personnes ou se faire apporter toutes nouvelles pièces qui lui paraîtraient, d'après les nouveaux développements donnés à l'audience, soit par les accusés, soit par les témoins, pouvoir répandre un jour utile sur le fait contesté. Les témoins ainsi appelés ne prêtent point serment et leurs déclarations ne sont considérées que comme renseignements.

Le président doit rejeter tout ce qui tendrait à allonger les débats sans donner lieu d'espérer plus de certitude dans les résultats.

Art. 92. — L'accusé comparait libre et seulement accompagné de gardes pour l'empêcher de s'évader.

Le président lui demande son nom, ses prénoms, son âge, sa profession, sa demeure et le lieu de sa naissance.

Art. 93. — Le président avertit le conseil de l'accusé qu'il ne peut rien dire contre sa conscience ou contre le respect dû aux lois et qu'il doit s'exprimer avec décence et modération.

Art. 94. — A la première audience de chaque session d'assises, le président fait prêter aux assesseurs debout et découverts le serment suivant dont il prononce la formule en ces termes :

« Je jure et promets devant Dieu et devant les hommes d'examiner avec l'attention la plus scrupuleuse les affaires qui me seront soumises pendant le cours de la présente session, de ne trahir ni les intérêts de l'accusé, ni ceux de la Société, de n'écouter ni la haine ni la méchanceté, ni la crainte ou l'affection et de ne me décider que d'après les charges et les moyens de défense, suivant ma conscience et mon intime conviction avec l'impartialité et la fermeté qui conviennent à un homme probe et libre ».



Chacun des assesseurs appelé individuellement par le président répondra en levant la main droite : « Je le jure », à peine de nullité.

Art. 95. — Immédiatement après, le président avertit l'accusé d'être attentif à ce qu'il va entendre. Il ordonne au greffier de lire l'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation.

Le greffier fait cette lecture à haute et intelligible voix.

Art. 96. — Le procureur général expose le sujet de l'accusation et présente ensuite la liste des témoins qui doivent être entendus, soit à la requête de la partie civile, soit à celle de l'accusé.

Cette liste est lue à haute voix par le greffier.

Art. 97. — Le président ordonne aux témoins de se retirer dans la chambre qui leur aura été destinée ; ils n'en sortiront que pour déposer. Le président prend des précautions, s'il en est besoin, pour empêcher les témoins de conférer entre eux avant leur déposition.

Art. 98. — Les témoins font à l'audience, sous peine de nullité, le serment de dire toute la vérité, rien que la vérité, et le greffier en tient note ainsi que de leurs noms, prénoms, âges, professions et demeures.

Sont en outre observées les dispositions des articles 156, 157, 158, 319, 325, 326, 327 et 329 du code d'instruction criminelle.

Art. 99. — Si d'après les débats, la déposition d'un témoin paraît fautive, le président peut, sur la réquisition, soit du procureur général, soit de l'accusé et même d'office, faire sur-le-champ mettre le témoin en état d'arrestation.

Le procureur général, le président ou l'un des juges par lui commis remplissent à son égard :

Le premier, les fonctions d'officier de police judiciaire ;

Le second, celles de juge d'instruction.

Art. 100. — Dans le cas de l'article précédent, le procureur général, la partie civile ou l'accusé peuvent immédiatement requérir et la cour ordonner d'office le renvoi de l'affaire à la prochaine session.

Art. 101. — Si l'accusé, les témoins ou l'un d'eux ne parlent pas le même langage ou le même idiome, ou si l'accusé est sourd et muet et ne sait écrire, le président doit se conformer aux prescriptions des articles 332 et 333 du code d'instruction criminelle.

Art. 102. — Le président détermine celui des accusés qui doit être le premier soumis aux débats en commençant par le principal accusé s'il y en a un.

Il se fait ensuite un débat particulier sur chacun des accusés.

Art. 103. — A la suite des dépositions des témoins et des dires respectifs auxquels elles auront donné lieu, la partie civile ou son conseil et le procureur général sont entendus et développent les moyens qui appuient l'accusation.

L'accusé ou son conseil peut leur répondre.

La réplique est permise à la partie civile et au procureur général, mais l'accusé ou son conseil a toujours la parole le dernier.

Le président déclare ensuite que les débats sont terminés.

Art. 104. — Le président pose les questions de l'acte d'accusation en ces termes :

« L'accusé est-il coupable d'avoir commis tel meurtre, tel vol ou tel autre crime avec toutes les circonstances comprises dans le résumé de l'acte d'accusation ? »

Il observe pour le surplus les dispositions des articles 338, 339 et 340 du code d'instruction criminelle.

Art. 105. — En toute matière criminelle, même en cas de récidive, le président, après avoir posé les questions résultant de l'acte d'accusation et des débats, pose la question des circonstances atténuantes.

Art. 106. — Après la lecture des questions par le président, l'accusé, son conseil, la partie civile et le procureur général peuvent faire sur la position de ces questions telles observations qu'ils jugent convenables.

Si le procureur général ou l'accusé s'opposent à la position des questions telles qu'elles ont été présentées, il est statué par la cour sur le mérite de cette opposition.

Art. 107. — Le président fait ensuite retirer l'accusé de l'auditoire et la cour se rend avec les assesseurs dans la chambre du conseil pour délibérer sur la solution des questions.

Art. 108. — La cour criminelle avec les assesseurs rentre ensuite en séance, et, le président, après avoir fait comparaître l'accusé, donne lecture de la délibération qui est signée par les membres de la cour, les assesseurs et le greffier.

Art. 109. — La cour, sans la participation des assesseurs, délibère sur l'application de la peine.

Sont observées pour le surplus les dispositions des articles 191, 358 à 368, 195 et 371 du code d'instruction criminelle.

Art. 110. — Si l'accusé ne comparait pas, il est jugé par défaut par la cour criminelle, sans le concours des assesseurs.

La condamnation par défaut sera comme non avenue si, dans les cinq jours de la signification qui en aura été faite au prévenu ou à son domicile, outre un jour par cinq myriamètres, celui-ci forme opposition à l'exécution de l'arrêt et notifie son opposition tant au ministère public qu'à la partie civile.

Les frais de l'expédition de la signification de l'arrêt par défaut et de l'opposition pourront être laissés à la charge de l'accusé.

Toutefois, si la signification n'a pas été faite à personne ou s'il ne résulte pas d'actes d'exécution de l'arrêt que l'accusé en a eu connaissance, l'opposition sera recevable jusqu'à l'expiration des délais de la prescription de la peine.

Art. 111. — L'opposition emportera de droit citation à la première audience de la plus prochaine session de la cour criminelle, elle sera non avenue si l'opposant ne comparait pas et l'arrêt que la cour criminelle aura rendu sur l'opposition ne pourra être attaqué par la partie qui l'aura formée, si ce n'est par le pourvoi en cassation.

#### 4<sup>e</sup> section. — De la mise en liberté provisoire et du cautionnement.

Art. 112. — Seront observées les lois, les dispositions du chapitre 8 du livre 1<sup>er</sup> du code d'instruction criminelle.

En ce qui concerne les Annamites et les Asiatiques assimilés, la mise en liberté provisoire ne pourra être accordée qu'après le versement par la personne ou par un tiers d'un cautionnement en espèces.

L'ordonnance de mise en liberté ne sera exécutée que sur le vu du récépissé délivré par le receveur de l'enregistrement ou par le greffier du tribunal dans l'intérieur, chargé de recevoir la somme fixée par le juge.

## TITRE VI. — DU MINISTÈRE PUBLIC.

Art. 113. — Le procureur général, comme représentant de l'action publique, veille dans la limite de sa compétence à l'exécution des lois, ordonnances, décrets et règlements en vigueur ; il fait toutes réquisitions nécessaires, poursuit d'office l'exécution des jugements et arrêts dans les dispositions qui intéressent l'ordre public.

Il signale au gouverneur général les arrêts ou jugements en dernier ressort qui lui paraissent susceptibles d'être attaqués par voie d'annulation ou de cassation dans l'intérêt de la loi.

Il requiert la force publique dans le cas et suivant les ormes déterminées par les lois et décrets.

Art. 114. — Le procureur général veille au maintien de l'ordre et de la discipline dans tous les tribunaux.

Il a droit d'avertissement sur tout le personnel judiciaire et provoque, le cas échéant, les décisions du gouverneur général sur les actes qui seraient contraires à la discipline.

Il a la surveillance de tous les officiers de police judiciaire et des officiers ministériels.

Art. 115. Le procureur général veille à ce que les lois et règlements soient exécutés dans les tribunaux. et, lorsqu'il y aura des observations à faire à cet égard, le président de la cour ou le président du tribunal de première instance sera tenu, sur sa demande, de convoquer une assemblée générale de la cour ou du tribunal.

Art. 116. Le procureur général n'assiste pas aux délibérations des juges lorsqu'ils se retirent dans la chambre du conseil pour les jugements, mais il assiste à toutes les délibérations qui regardent l'ordre, le service intérieur et les avis à donner ou qui sont relatives à des avis ou décisions en matière de discipline. Tous les membres du parquet seront admis à l'assemblée, ils délibéreront et voteront chacun comme les autres membres de la cour ou du tribunal.

Le procureur général a le droit de faire inscrire sur les registres de la cour ou des tribunaux les réquisitions qu'il juge à propos de faire.

Art. 117. — Dans les affaires qui intéressent le Gouvernement, le procureur général est tenu, lorsqu'il en est requis par le gouverneur général, de faire, conformément aux instructions qu'il en reçoit, les actes nécessaires pour saisir les tribunaux.

Il examine les plaintes qui peuvent s'élever de la part des prévenus et en rend compte au gouverneur général.

Il a l'inspection des actes judiciaires et des registres des greffes, des registres constatant l'état civil et de ceux des curateurs aux successions vacantes.

Il est chargé de réunir pour être envoyés au ministère des colonies, les doubles registres, doubles minutes et documents divers destinés aux dépôts des archives coloniales.

Art. 118. — Le procureur général prépare et soumet au conseil privé, d'après les ordres du gouverneur général :

1<sup>o</sup> Les projets de décrets, d'arrêtés, de règlements et d'instructions sur les matières judiciaires ;

2<sup>o</sup> Les rapports concernant :

Les recours en grâce ;

Les mesures à prendre à l'égard des fonctionnaires attachés à l'ordre judiciaire ;

Les contestations entre les membres des tribunaux, relativement à leurs fonctions, rang et prérogatives ;

Enfin toutes les autres affaires concernant son service et qui doivent être portées au conseil privé.

Art. 119. — Le procureur général a dans ses attributions :

1<sup>o</sup> La surveillance et la bonne tenue des lieux où se rend la justice ;

2<sup>o</sup> La surveillance de la curatelle aux successions vacantes, telle qu'elle est déterminée par les ordonnances et décrets ;

3<sup>o</sup> La censure des écrits en matière judiciaire destinés à l'impression ;

4<sup>o</sup> La préparation du budget des dépenses relatives à la justice ;

5<sup>o</sup> La vérification et le visa de toutes les pièces nécessaires à la justification et à la liquidation des frais de justice à la charge des divers services ;

6<sup>o</sup> Le contreseing des arrêtés, règlements, décisions du gouverneur général et autres actes de l'autorité locale en ce qui concerne l'administration de la justice ;

7<sup>o</sup> L'expédition et le contreseing des provisions, commissions et congés délivrés par le gouverneur général aux membres de l'ordre judiciaire ainsi que des commissions de notaires, avocats-défenseurs et autres officiers ministériels ;

8<sup>o</sup> La proposition et le contreseing des arrêtés de nomination, licenciement, révocation ou destitution concernant les fonctionnaires, officiers ministériels et agents du service judiciaire dont la nomination, le licenciement, la destitution et la révocation appartiennent au gouverneur général ;

9<sup>o</sup> L'enregistrement, partout où besoin est, des commissions et autres actes qu'il expédie et contresigne ;

10<sup>o</sup> La répartition entre les divers tribunaux et services de son administration des commis-greffiers, des interprètes assermentés, des secrétaires, des expéditionnaires et des agents attachés au service de la justice.

Art. 120. — Il exerce directement la discipline sur les notaires, les avocats-défenseurs et les autres officiers ministériels, prononce contre eux après les avoir entendus et, sauf les exceptions prévues par les décrets spéciaux concernant l'organisation des corps auxquels ils appartiennent, le rappel à l'ordre, la censure simple, la censure avec réprimande, et leur donne tout avertissement qu'il juge convenable.

A l'égard des peines plus graves, telles que la suspension, le remplacement pour défaut de résidence ou la destitution, il fait d'office ou sur la réclamation des parties les propositions qu'il juge nécessaires, et le gouverneur général statue après avoir pris l'avis des tribunaux, qui entendent en chambre du conseil le fonctionnaire inculpé.

Art. 121. — Il prépare et présente les rapports sur les demandes en dispense et en autorisation de mariage.

Art. 122. — Il se fait remettre et adresse au gouverneur général, après en avoir fait la vérification, les doubles minutes des actes qui doivent être envoyés au dépôt des chartes coloniales en France.

Art. 123. — Il prend les ordres généraux du gouverneur général sur toutes les parties du service qui lui est confié, dirige et surveille leur exécution en se conformant aux lois, décrets, règlements et décisions



ministériels, et rend compte au gouverneur général, périodiquement et toutes les fois qu'il l'exige, des actes et des résultats de son administration.

Il l'informe immédiatement de tous les cas extraordinaires et circonstances imprévues qui intéressent son service.

Art. 124. — Le procureur général travaille et correspond seul avec le gouverneur général sur les matières de ses attributions.

Seul il reçoit et transmet ses ordres pour tout ce qui est relatif au service qu'il dirige.

Il présente au gouverneur général, toutes les fois qu'il en est requis, les registres des ordres qu'il a donnés et de sa correspondance officielle.

Il porte à la connaissance du gouverneur général, sans attendre ses ordres, les rapports qui lui sont faits par ses subordonnés sur les abus à réformer, les améliorations à introduire dans les parties qui lui sont confiées.

Art. 125. — Le procureur général prépare et propose, en ce qui concerne le service qu'il dirige :

Les ordres généraux de service ;

Les rapports et lettres destinés au gouvernement métropolitain ou aux gouvernements étrangers.

Et tous autres travaux dont le gouverneur général juge à propos de le charger.

Il tient enregistrement de la correspondance générale du gouverneur général relative à son service.

Art. 126. — Il correspond avec tous les fonctionnaires et agents du Gouvernement dans la colonie et les requiert au besoin, de concourir au bien du service qu'il dirige.

Art. 127. — Le procureur général est personnellement responsable de tous les actes de son administration, hors le cas où il justifie, soit avoir agi en vertu d'ordres formels du gouverneur général et lui avoir fait sur ces ordres des représentations qui n'ont pas été accueillies, soit avoir proposé au gouverneur général des mesures qui n'ont pas été adoptées.

Art. 128. — Lorsque le procureur général est remplacé dans ses fonctions, il est tenu de remettre à son successeur, en ce qui concerne son service, les pièces et documents mentionnés ci-dessous :

1° Un mémoire détaillé faisant connaître les opérations commencées ou projetées pendant son administration et la situation des différentes parties du service ;

2° Des renseignements par écrit sur tous les magistrats, fonctionnaires et employés du Gouvernement relevant de son service dans la colonie ;

3° Enfin, et sur inventaire, ses registres de correspondance et toutes les lettres et pièces officielles relatives à son administration, sans pouvoir en retirer aucune, à l'exception de ses registres de correspondance confidentielle et secrète.

Art. 129. — Toutes les fonctions du ministère public sont personnellement et spécialement confiées au procureur général. Il porte la parole, s'il le juge convenable, aux audiences de la cour, toutes chambres assemblées, aux audiences solennelles de la cour et aux audiences des chambres de la cour, ainsi qu'aux audiences des cours criminelles.

Art. 130. — Les avocats généraux et les substituts du procureur géné-

ral participent à l'action du ministère public sous les ordres et sous la direction du procureur général, qui les attache à la chambre à laquelle il croit leur service le plus utile.

Toutes les fois qu'ils en sont requis par le procureur général, ils sont tenus de lui communiquer les conclusions qu'ils se proposent de donner.

En cas de dissentiment, le procureur général prend la parole.

En cas d'absence ou d'empêchement du procureur général, la direction du parquet est confiée à l'avocat général que délèguera à cet effet le procureur général.

Art. 131. — Les procureurs de la République remplissent près de leurs tribunaux respectifs les fonctions du ministère public et participent, sous la direction du procureur général, à l'exercice des autres fonctions énoncées au présent titre.

Ils sont placés sous les ordres du procureur général.

## TITRE VII. — DES MEMBRES DE L'ORDRE JUDICIAIRE.

### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Composition du corps judiciaire en Cochinchine*

Art. 132. — Les magistrats et les greffiers de la cour d'appel et des tribunaux sont nommés par le Président de la République.

Le greffier de la justice de paix de Saigon est nommé par le ministre des colonies, sur la proposition du procureur général.

Les commis-greffiers sont nommés par le gouverneur général, sur la proposition du procureur général.

Les commis-greffiers auxiliaires sont nommés par décision du procureur général en vertu des délégations spéciales du gouverneur général.

### CHAPITRE II. — *Conditions d'âge et de capacité.*

Art. 133. — Les conditions d'âge et de capacité exigées des magistrats et greffiers dans le corps judiciaire de la Cochinchine et du Cambodge sont réglées conformément aux dispositions des articles 122, 123, 124, 125 et 126 du décret du 17 juin 1889.

### CHAPITRE III. — *De la résidence et des congés.*

Art. 134. — Les membres de la cour et des tribunaux, ainsi que les greffiers et commis-greffiers, sont tenus, à défaut d'une autorisation spéciale, de résider dans le lieu même où siègent la cour et les tribunaux dont ils font partie.

Art. 135. — Les magistrats ne peuvent s'absenter sans congé, si ce n'est pour cause de service. Le magistrat qui s'absente sans un congé délivré d'après les dispositions du règlement, est privé de son traitement pendant le temps qu'a duré son absence.

Si cette absence excède quinze jours, il lui est enjoint par le procureur général de se rendre à son poste. Faute par lui d'obtempérer à cette injonction dans le même délai, il en est rendu compte au gouverneur général qui, suivant les circonstances, et de l'avis du conseil privé, peut, après avoir entendu le magistrat ou du moins l'avoir appelé, le suspendre provisoirement de ses fonctions pendant trois mois au plus et même provoquer sa destitution.

La disposition ci-dessus est applicable à tout magistrat qui n'aura pas repris ses fonctions à l'expiration de son congé ou qui ne résiderait pas dans le lieu qui lui est assigné par ses fonctions.

CHAPITRE IV. — *De la discipline.*

Art. 136. — La cour d'appel a le droit de surveillance sur ses membres autres que les officiers du ministère public ainsi que sur les juges des tribunaux de première instance et de commerce.

Elle a la connaissance des crimes et des délits prévus par le chapitre 3, titre IV, livre II du code d'instruction criminelle, dans tous les cas où la connaissance en est déferée aux cours d'appel de France.

Le président de la cour avertit d'office ou sur la réquisition du ministère public tout juge qui manquerait aux devoirs de son état.

Art. 137. — Si l'avertissement reste sans effet ou si le fait reproché au magistrat est de nature à compromettre la dignité de son caractère, le président ou le procureur général provoque contre ce magistrat, par forme de discipline, l'application d'une des peines suivantes :

La censure simple ;

La censure avec réprimande ;

La suspension provisoire.

Art. 138. — La censure avec réprimande emporte, de droit, privation pendant un mois de la totalité du traitement.

La suspension provisoire emporte aussi, pendant le temps de sa durée, la privation du traitement, sans que, dans aucun cas, la durée de cette privation puisse être moindre de deux mois.

Art. 139. — L'application des peines déterminées par l'article 137 est faite par la cour en chambre du conseil, sur les conclusions écrites du procureur général, après toutefois que le magistrat inculpé a été entendu ou dûment appelé.

Art. 140. — Tout magistrat qui se trouve sous le coup d'un mandat d'arrêt, de dépôt ou d'une ordonnance de prise de corps, est suspendu de ses fonctions.

En cas de condamnation correctionnelle emportant emprisonnement, la suspension a lieu à dater du jour de la condamnation jusqu'à celui où il aura subi sa peine, sans préjudice des mesures de discipline qui pourraient être prises contre lui, et même de la révocation, s'il y a lieu.

Art. 141. — Il est rendu compte par le procureur général au gouverneur général des décisions prises par la cour.

Lorsque la censure avec réprimande ou la suspension provisoire aura été prononcée, ces mesures ne seront exécutées qu'autant qu'elles auront été approuvées par le gouverneur général après avis du conseil privé de la Cochinchine.

Néanmoins, en cas de suspension, le magistrat sera tenu de s'abstenir de ses fonctions jusqu'à ce que le gouverneur général ait prononcé.

Le gouverneur général rendra compte au ministre des colonies des décisions prises à cet égard.

Art. 142. — Le gouverneur général pourra toujours, quand il le jugera convenable, mander devant lui les membres de l'ordre judiciaire pour en obtenir des explications sur les faits qui leur seraient imputés et les déférer ensuite, s'il y a lieu, à la cour, qui statuera ce qu'il appartiendra.

Art. 143. — Les officiers du ministère public qui manqueraient aux convenances de leur état ou qui compromettraient la dignité de leur caractère seront rappelés à leur devoir par le procureur général.

Il en rendra compte au gouverneur général, qui, suivant la gravité des circonstances, leur fera faire par le procureur général les injonctions qu'il jugera nécessaires ou pourra leur appliquer l'une des peines



disciplinaires prévues par l'article 137, après, toutefois, que le magistrat inculpé aura été dûment appelé et après avis du conseil privé de la Cochinchine.

Le gouverneur général rendra compte au ministre des colonies des décisions qui auront été prises à cet égard.

Art. 144. — Les greffiers seront avertis ou réprimandés, savoir :

Celui de la cour, par le président ;

Ceux des tribunaux de première instance, par le président du tribunal et le juge.

Le procureur général et les procureurs de la République auront à l'égard des greffiers les mêmes droits d'avertissement et de réprimande.

Le procureur général les dénoncera, s'il y a lieu, au gouverneur général.

Art. 145. — Les commis-greffiers titulaires pourront être révoqués par le gouverneur général, sur la proposition du procureur général.

Art. 146. — Les décisions de la cour d'appel en matière de discipline ne peuvent être rendues que par cinq magistrats. Elles ne seront pas susceptibles de recours en cassation.

Art. 147. — Le ministre des colonies exerce, avec le concours du garde des sceaux, ministre de la justice, le pouvoir disciplinaire à l'égard des membres de l'ordre judiciaire de la colonie.

Après avoir pris connaissance des explications du magistrat inculpé, ils statuent définitivement sur l'action disciplinaire.

#### TITRE VIII. — DISPOSITIONS DIVERSES.

Art. 148. — En cas d'empêchement de l'un des magistrats désignés ci dessus, il sera pourvu à son remplacement par le gouverneur général, sur la proposition du procureur général.

Les personnes désignées à cet effet pourront être dispensées des conditions d'âge et de capacité exigées des titulaires. Leur situation, au point de vue de la solde, sera réglée conformément aux dispositions de l'article 7 du décret du 24 janvier 1890.

Art. 149. — Le rang et les préséances des magistrats de la cour d'appel et des tribunaux de première instance de l'Indo Chine sont déterminés d'après les lois et règlements en vigueur dans la métropole.

Art. 150. — Lorsque la cour d'appel de Saïgon, en cas d'absence ou d'empêchement momentané de l'un ou de plusieurs de ses membres, ne pourra se constituer pour le jugement des affaires civiles et commerciales, correctionnelles, criminelles et d'annulation, le président du tribunal de première instance et, à son défaut, le vice-président ou le magistrat qui occupe ses fonctions, ou le juge le plus ancien parmi ceux qui résident à Saïgon, pourront être appelés par le président pour la composition de la cour. Il en sera de même pour la composition de la chambre des mises en accusations.

Art. 151. — Chaque juge sera tenu, avant l'heure fixée pour l'audience, de se faire inscrire sur le registre de pointe. Ce registre sera, avant de commencer l'audience, arrêté et signé par le président de la chambre ou par le juge qui le remplacera.

Art. 152. — La cour pourra proposer au gouverneur général des règlements pour la plus prompte expédition des affaires et pour la fixation du nombre et de la durée de ses audiences et de celles des tribunaux de première instance.



Ces règlements ne seront exécutés qu'après avoir été arrêtés par le gouverneur général ; ils ne deviendront définitifs que lorsqu'ils seront revêtus de l'approbation du ministre des colonies.

Art. 153. — L'organisation des commis-greffiers, secrétaires, fonctionnaires et agents attachés sera réglée par arrêté du gouverneur général, sur la proposition du procureur général.

Art. 154. — Dans un délai de deux mois à compter de l'insertion du présent décret au *Journal Officiel* de la colonie, les archives des tribunaux supprimés en vertu des dispositions des articles 11 et 12 devront être versées aux greffes des tribunaux dans le ressort desquels rentrent les districts soumis à la juridiction des tribunaux supprimés. Dans ce même délai de deux mois, la nouvelle organisation résultant du présent décret devra entrer en vigueur.

Art. 155. — Le tribunal de Pnom-Penh conserve son organisation actuelle. Néanmoins, il lui est adjoint un juge suppléant.

Il n'est rien changé à la compétence des tribunaux de résidence du Cambodge.

Art. 156. — La présence d'un officier du ministère public n'est pas obligatoire devant les tribunaux de résidence du Cambodge.

Art. 157. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

Art. 158. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal Officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 17 mai 1895.

FÉLIX FAURE.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

CHAUTEMPS.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
TRARIEUX.

---

## QUATRIÈME PARTIE

---

### CHRONIQUE

---

#### ALLEMAGNE

##### Inauguration du canal de la Baltique.

Au banquet donné à Hambourg le 19 juin, le bourgmestre Lehmann a dit que l'achèvement du canal de Kiel était dû à l'empereur et à l'empire, ajoutant que l'empereur, en désérant au désir exprimé par le Sénat et en choisissant Hambourg comme point de départ des fêtes, avait ainsi fait grand honneur à la ville de Hambourg.

Le bourgmestre a souhaité ensuite la bienvenue à tous les princes et hauts personnages qui honorent la ville de leur présence. Ce jour, a-t-il dit, marquera dans l'histoire de la ville de Hambourg. Notre cité est d'autant plus reconnaissante de l'œuvre accomplie que l'artère dont dépend sa vie aura désormais, pour ainsi dire, une seconde embouchure dans une autre mer, et que les eaux de la Baltique et de la mer du Nord se mêleront désormais sur nos rivages. Le bénéfice de cette œuvre ne s'étend pas seulement aux côtes allemandes, il est international, ainsi qu'en témoigne ici la présence des représentants de la plupart des nations maritimes.

Aussi remercions-nous tous les créateurs de cette entreprise magnifique. Nous remercions l'empereur et l'empire. Puissent toutes les espérances que nous fondons sur cette nouvelle voie nationale et internationale se réaliser!

En souhaitant à nos hôtes honorés une bonne traversée du canal et d'agréables fêtes à Kiel, nous espérons que S. M. l'impératrice dont nous regrettons l'absence ici aujourd'hui, pourra aussi y prendre part en bonne santé.

Le bourgmestre a terminé en rappelant que l'œuvre que l'on se prépare à inaugurer est une œuvre allemande. C'est pourquoi il invite les assistants à pousser un « hoch ! » à l'empereur, à l'impératrice et aux alliés illustres de l'empereur et roi.

Guillaume II a répondu par le discours suivant :

Mon cher bourgmestre,

Je suis profondément ému des paroles que je viens d'entendre : je suis surtout profondément ému de la réception que la ville de Hambourg vient de me faire et qui est telle que j'ai rarement vu quelque chose de pareil.

Les manifestations dont j'ai été témoin n'avaient rien d'artificiel ; la joie qui m'entourait dans la ville était comparable à une tempête. Je n'ignore point que ce serait de la présomption de ma part que de supposer que cet enthousiasme s'adressait à ma personne seule ; j'y reconnais, au contraire, l'émanation des sentiments de la nation allemande tout entière, qui est fière de voir l'empire allemand nouvellement unifié représenté par ses princes et d'autres hautes personnalités.

Recevez mes remerciements les plus cordiaux et veuillez être l'interprète de ma reconnaissance vis-à-vis des habitants de Hambourg.

Des moments pareils, à l'heure actuelle, éveillent en nous des souvenirs multiples.

Il nous faut nous rappeler avec gratitude et regret le grand empereur qui a disparu et son admirable fils sous le règne desquels l'œuvre dont vous venez de parler est née. Nous avons tous présent à l'esprit l'enthousiasme qui régnait lors de la dernière visite de feu mon grand-père.

Nous réunissons deux mers et nos pensées se tournent vers la mer, le symbole de l'éternité.

Les mers ne séparent pas, elles réunissent, et les mers seront à leur tour réunies par cette voie nouvelle qui servira la cause de la paix parmi les peuples.

Les puissants bâtiments cuirassés qui sont rassemblés dans le port de Kiel présentent en même temps une image de la paix, de la collaboration de toutes les nations civilisées, dans le but de maintenir la mission de civilisation qui incombe à l'Europe.

Après avoir contemplé la mer éternelle, tournons nos yeux vers la mer des peuples.

Les regards de tous les peuples sont dirigés vers cet endroit et nous interrogent. Les peuples désirent et demandent la paix. Ce n'est qu'en temps de paix que le commerce du monde peut se développer, ce n'est que par la paix qu'il peut prospérer et c'est la paix que nous voulons maintenir et que nous maintiendrons.

Puisse le commerce de Hambourg fleurir et prospérer également dans cette paix !

La protection de l'aigle impériale le suivra partout où il se dirigera dans le monde. Levons tous nos verres et buvons à la prospérité de notre chère ville hanséatique de Hambourg.

Hoch ! hoch !

Et pour la troisième fois, hoch !

Au moment de la pose de la pierre de fondation, à Holtenau, le 21 juin, l'empereur a prononcé les paroles suivantes :

« En souvenir de l'empereur Guillaume le Grand, je donne au canal le nom de canal de l'Empereur-Guillaume ».

L'empereur a donné ensuite trois coups de marteau, en disant : « Au nom du Dieu en trois personnes, en l'honneur de l'empereur Guillaume, pour la prospérité de l'Allemagne et pour le bien des peuples ».

A huit heures du soir a eu lieu un banquet dans la salle des fêtes, sur la rive sud du canal.

L'empereur a prononcé le discours suivant :

« C'est avec joie et fierté que je contemple cette brillante assemblée.

« Au nom de mes illustres alliés, je vous salue la bienvenue, à vous tous, les hôtes de l'empire. Nous vous exprimons notre sincère gratitude pour la part que vous prenez à l'accomplissement de l'œuvre qui, projetée en paix, construite en paix, a été livrée aujourd'hui au commerce.

« Ce n'est pas de nos jours qu'est née l'idée de relier la mer du Nord à la mer Baltique par un canal. Dans un passé lointain, en plein moyen âge, des propositions et des projets se sont produits en vue d'exécuter cette entreprise et dans le courant du siècle dernier on a construit le canal de l'Eider qui constitue un témoignage glorieux de ce qu'on avait accompli en ce temps-là. Toutefois, ce canal n'était destiné qu'à de petits navires et ne pouvait suffire aux besoins grandissants de notre temps.

« Il était réservé au nouvel empire allemand d'amener la solution satisfaisante de cette grande tâche.

« C'est feu mon grand-père, l'empereur Guillaume le Grand, qui, reconnaissant l'importance du canal au point de vue du développement du bien-être

national et de notre force armée, ne cessait de suivre avec une sympathie efficace le projet de la construction d'une grande voie entre la mer du Nord et la Baltique en s'appliquant à écarter toutes les difficultés qui s'opposaient à son exécution.

« Les gouvernements confédérés de l'empire ainsi que le Reichstag ont suivi avec joie et confiance l'initiative de l'empereur. Il y a huit jours, on s'est mis vaillamment à l'œuvre. A mesure qu'il progressait, le canal éveillait de plus l'intérêt général. Tout ce que la science technique, arrivée à un haut développement, pouvait produire, tout ce qu'un zèle incessant pouvait créer, tout ce que, conformément aux principes humanitaires de la politique sociale de l'empire, pouvait exiger le soin de protéger les nombreux ouvriers occupés à la construction du canal, a été accompli à propos de cette œuvre. C'est pourquoi notre patrie peut, de concert avec moi et mes hauts alliés, se réjouir de la tâche accomplie.

« Mais nous n'avons pas travaillé uniquement pour les intérêts de notre pays. Fidèles à la grande tâche civilisatrice qui incombe au peuple allemand, nous ouvrons les écluses du canal au commerce pacifique des nations. Nous éprouverons une satisfaction joyeuse si la fréquentation croissante de cette voie témoigne que les visées auxquelles nous avons obéi, non seulement ont été comprises, mais encore ont contribué à accroître le bien-être des peuples.

« Je salue avec d'autant plus de plaisir la participation à notre tâche des puissances dont nous voyons parmi nous les représentants et dont nous avons admiré aujourd'hui les superbes navires, que j'ai le droit d'y voir la preuve que nos tentatives en vue du maintien de la paix ont été appréciées à leur juste mérite.

« L'Allemagne mettra l'œuvre inaugurée aujourd'hui au service de la paix et s'estimera heureuse si le canal de l'Empereur-Guillaume contribue toujours à développer et à consolider nos rapports amicaux avec les autres puissances.

« Je suis mon verre à la santé des souverains amis et à la prospérité des puissances amies ».

## AUTRICHE-HONGRIE

Les délégations se sont réunies à Vienne le 6 juin.

L'allocution adressée à l'empereur par le comte Alador Andrássy, président de la Délégation hongroise, contient les passages suivants :

« Les membres de la Délégation hongroise se présentent devant Votre Majesté avec un profond respect pour déposer au pied du trône de notre bien-aimé souverain le tribut de la fidélité et de l'attachement que le cœur de tout sujet hongrois éprouve avec un enthousiasme traditionnel.

« En examinant les projets de lois, nous ne pourrions, cette fois aussi, ne nous inspirer que du principe d'après lequel nous devons, tout en épargnant le plus possible nos ressources matérielles, tenir compte des besoins provenant du développement continu de nos forces militaires, rendu nécessaire par notre situation de grande puissance et par nos alliances, et nous efforcer de maintenir pour la monarchie et, en particulier pour notre patrie, non seulement les bienfaits de la paix, mais aussi les moyens de développer pacifiquement nos institutions. »

Le président de la Délégation a ensuite fait allusion à la grande fête nationale qui rappellera au monde la glorieuse période de mille années qu'a déjà parcourue l'Etat hongrois.

Il a déclaré que la Hongrie devait à la sollicitude du souverain cette longue ère de prospérité et de paix et envisageait l'avenir avec calme, parce qu'elle était convaincue que le souverain, soutenu par l'amour de ses peuples et par la force de l'armée, saurait sauvegarder la situation que la monarchie



occupe comme grande puissance, tout en maintenant la politique pacifique suivie jusqu'à présent.

Le comte Andrassy a terminé en adressant au souverain les souhaits de prospérité les plus chaleureux, qui ont été accueillis par les bruyants vivats de l'assemblée.

L'Empereur a répondu :

« L'assurance de votre fidélité et de votre dévouement, que vous venez de m'exprimer, me remplit d'une sincère satisfaction. Je puis constater avec un vif contentement que, depuis la dernière session des Délégations la situation extérieure de la monarchie est demeurée très favorable à tous les points de vue.

« Les relations amicales que l'Autriche-Hongrie a réussi à entretenir avec toutes les puissances européennes ont beaucoup contribué à tranquilliser les esprits et à consolider la paix générale. En maintenant les bases éprouvées sur lesquelles s'est appuyée jusqu'à présent la politique de la monarchie, mon gouvernement continuera de faire des efforts pour consolider cette situation satisfaisante au point de vue de nos intérêts et des intérêts communs à toute l'Europe.

« Les augmentations de crédits demandées par l'administration de la guerre restent dans les limites du budget de l'année dernière ; elles proviennent de la nécessité de développer encore l'organisation et l'armement donnés à la flotte, grâce aux sacrifices faits par les peuples, et de maintenir ces deux parties de la force armée à la hauteur de leur tâche. En fixant ces augmentations de crédit, on a le plus possible tenu compte de l'état économique et financier de la monarchie.

« La situation de la Bosnie et de l'Herzégovine continue à se développer d'une façon satisfaisante, tant au point de vue économique qu'aux autres points de vue, et ces pays seront aussi en 1896 en état de subvenir à leurs besoins avec leurs propres ressources.

« En recommandant à votre zèle patriotique et à votre sagesse éprouvée les projets de lois qui vous sont soumis, je fais des vœux pour que vos travaux aient le plus grand succès, et je vous souhaite cordialement la bienvenue. »

Le prince de Lobkowitz, président de la Délégation autrichienne, a prononcé une allocution dans laquelle il a présenté ses très respectueux hommages au souverain et a exprimé les sentiments de deuil et de sympathie causés par la perte douloureuse que l'empereur et tout l'empire ont faite en la personne de l'archiduc Albert.

Il a dit que la Délégation autrichienne examinerait les projets de lois en tenant toujours compte des besoins, du prestige et de la situation de grande puissance de la monarchie, mais en prenant aussi en considération les charges déjà très lourdes qui sont imposées aux populations au point de vue des impôts.

Le prince de Lobkowitz a constaté ensuite que, depuis la dernière réunion de la Délégation, les relations de la monarchie avec les puissances voisines n'avaient pas cessé d'être excellentes.

Dieu veuille, a-t-il ajouté, que l'esprit pacifique dont toute l'Europe est indubitablement animée aujourd'hui continue de régner et conserve toute sa bienfaisante influence ! »

Le président de la Délégation autrichienne a terminé en adressant au souverain des souhaits de prospérité, ainsi que des vivats, qui ont été répétés avec enthousiasme par l'assemblée.

L'empereur, répondant à l'allocution du président de la Délégation autrichienne, a prononcé identiquement les paroles qu'il avait adressées au président de la Délégation hongroise.

La commission des affaires étrangères de la Délégation hongroise a tenu, le 11 juin, sa première séance.

M. Koloman Tisza, président, rappelle la retraite du comte Kalnoky ; il fait ressortir les services que cet homme d'Etat a rendus à la cause de la paix et de la triple alliance et souhaite la bienvenue au comte Goluchowski, son successeur.

Le comte Goluchowski, ministre des affaires étrangères, prononce ensuite le discours suivant :

« C'est pour moi un honneur tout particulier que d'avoir été choisi comme successeur de l'éminent homme d'Etat qui a dirigé pendant près de quatorze ans les affaires extérieures de la monarchie avec autant de bonheur que d'habileté, et sous lequel la politique que nous devons certainement considérer comme la plus convenable et la plus conforme à nos intérêts a pris de si profondes racines.

« Cette politique, dont j'ai été toujours le partisan fidèle et convaincu, peut être résumée en ces quelques mots : maintien absolu des bases établies par l'alliance pacifique des trois puissances de l'Europe centrale, ce qui, non seulement ne nous empêche pas d'entretenir les relations les plus amicales avec toutes les autres puissances sans exception, mais précisément nous permet d'atteindre ce but.

« Les relations amicales que nous entretenons actuellement avec toutes les puissances répondent donc d'une façon si absolue au but et aux tendances de notre alliance avec l'Allemagne et l'Italie, que le devoir nous oblige formellement à les maintenir et à les développer, et soyez convaincus, messieurs, que je n'omettrai rien de ce que je dois faire pour remplir cette tâche.

« Vous pouvez voir, par les déclarations que je viens de faire, que, malgré le changement de personne qui a eu lieu au ministère des affaires étrangères, il ne peut pas du tout être question d'une modification de l'orientation de notre politique extérieure et encore moins d'un changement de système.

« Les résultats que nous avons obtenus par la politique que nous avons suivie jusqu'à présent, sont tellement satisfaisants que nous ne pouvons désirer mieux, et nous le pouvons d'autant moins que la situation créée par cette politique répond le plus fidèlement aux traditions et aux aspirations de la monarchie austro-hongroise, qui est tout à fait éloignée des tendances agressives, et qui s'est toujours efforcée de chercher son bien-être et sa satisfaction dans le développement de ses relations internationales, dans l'augmentation de son prestige et de sa puissance à l'extérieur et dans le progrès et la prospérité de ses peuples. »

Le comte Goluchowski a terminé son discours de la manière suivante :

« Depuis la réunion des dernières Délégations, la situation politique favorable que je viens d'avoir l'honneur de vous signaler n'a subi aucun changement et je ne vois à l'horizon aucun nuage sérieux qui soit de nature à me faire craindre que cet état de choses puisse être troublé dans un prochain avenir.

« Vu cette situation tranquille, je crois devoir consacrer d'abord une activité spéciale à développer graduellement notre politique commerciale et à rendre plus rationnelle l'organisation de certaines branches de notre représentation diplomatique et consulaire, organisation avec laquelle le développement de notre politique commerciale a une étroite connexité.

« Pour atteindre ce but, je me propose de vous présenter l'an prochain des

projets qui impliqueront, il est vrai, de nouveaux sacrifices, mais dont la réalisation est nécessaire par suite des changements produits dans l'Extrême-Orient par les récents événements.

« Permettez-moi, messieurs, de m'abstenir cette fois de vous fournir de plus amples explications. Je suis depuis trop peu de temps à mon poste et trop peu au courant des différentes questions de détail de mon ressort pour vous présenter des exposés approfondis. Il ne me reste plus qu'à me recommander à votre bienveillance et à vous prier de croire que je ne négligerai rien de ce que je dois faire pour jouir aussi de votre confiance à l'avenir ; car je n'ai pas besoin de vous assurer que j'ai entièrement à cœur non seulement les intérêts de la monarchie en général, mais aussi ceux de chaque partie de la monarchie et, par conséquent, ceux de la Hongrie, et que je m'efforcerai toujours de les soutenir de la façon la plus sérieuse et la plus consciencieuse. »

Les paroles du ministre des affaires étrangères ont été accueillies par de bruyants vivats.

Après le discours du comte Goluchowski, le rapporteur, M. Max Falk, a dit que la commission pouvait dès aujourd'hui exprimer son approbation des déclarations faites par le ministre, à savoir qu'il entendait maintenir pour l'avenir la ligne de conduite suivie depuis des années avec la sanction générale dans la direction des affaires étrangères ; et que la commission pouvait également affirmer que la Délégation hongroise accompagnerait de ses sympathies les plus sincères l'application que ferait de ces principes le ministre des affaires étrangères.

Le comte Apponyi a approuvé également les déclarations de principes faites par le ministre en ce qui regarde la conduite des affaires étrangères ; il a fait remarquer cependant qu'en ce qui concerne la question d'Orient qui touche de si près l'Autriche-Hongrie, un autre principe fondamental, observé du reste par le comte Kalnoky, doit guider la conduite du ministre, à savoir de veiller à ce que le développement national des Etats des Balkans se fasse de par leurs propres forces et à empêcher qu'aucun protectorat ou aucune influence d'une puissance unique ne puisse être exercée dans ces Etats.

M. Abranyi a exprimé le souhait, considérant l'agitation roumaine, qu'on érigeât des forteresses dans la Transylvanie.

M. Reglevitch a déclaré que ce souhait ne répondait ni aux désirs de la Délégation, ni au sentiment public de la Hongrie.

La commission a adopté ensuite les articles et l'ensemble du budget du ministère des affaires étrangères.

## FRANCE

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — Séance du 10 juin.

### Discussion sur la politique extérieure.

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion des interpellations : 1° De MM. Rouanet et Millerand sur l'accord intervenu entre la Russie, l'Allemagne et la France, au sujet du traité sino-japonais ; 2° de M. Le Senne, au sujet de la visite de notre escadre à l'inauguration du canal de Kiel.

M. Millerand. — Messieurs, jamais, je le sens, je n'ai eu besoin davantage



de la bienveillante attention de la Chambre qu'au moment d'aborder un débat à la fois si délicat et si grave. Peut-être, ai-je d'ailleurs quelque droit, à la lui réclamer.

Je ne monte pas à la tribune pour discuter les intentions du Gouvernement. Personne moins que moi ne doute que le ministre qui a la charge et la responsabilité de nos affaires extérieures n'ait été constamment inspiré dans leur gestion par le souci exclusif du bien public et de la grandeur du pays.

Ce n'est point à cette heure un député de l'opposition qui vient combattre un Gouvernement dont il méditerait la chute ; non, nettement non ! C'est un Français qui croit de l'intérêt du pays de convier d'autres Français à examiner ensemble, d'un commun accord, dans un même esprit, la question la plus importante et la plus haute : Quelle est la politique extérieure à laquelle il convient que nous nous tenions attachés, la meilleure et la plus profitable aux intérêts et à la dignité de la France républicaine ?

Messieurs, d'accord avec l'Allemagne et la Russie, la France est intervenue dans la solution du conflit sino-japonais. Son intervention, aux termes des déclarations de M. le ministre des affaires étrangères au Sénat, a eu un caractère tout amical. Je ne le conteste pas. Mais aurait-elle gardé ce caractère si, moins habile, le vainqueur avait fait montre de moins de modération ? Assurément non. Notre action diplomatique eût dû faire place à une action d'un autre genre. Côte à côte avec les navires allemands et russes, la flotte française eût dû, pour le moins, effectuer le blocus des ports du Japon.

Pourquoi, en l'absence des Chambres, le Gouvernement a-t-il cru devoir prendre une initiative qui l'exposait à un tel risque ? Pourquoi sommes-nous allés au Japon ?

En écoutant au Sénat les explications qu'y fournissait M. le ministre des affaires étrangères, j'attendais qu'il donnât de notre intervention un motif, qui est, celui-là, dans les traditions de la France et qui était, je crois, dans son intérêt. Il ne se passe pas sur la surface du globe un événement de quelque importance, il ne se commet pas sur un point du monde une injustice, un abus de la force, que toutes les nations n'en soient, directement ou non, à une échéance plus ou moins lointaine, atteintes et lésées dans leurs intérêts propres.

J'aurais souhaité que ce fût au nom de cet intérêt supérieur et commun qu'ont toutes les nations à ne pas permettre que nulle part la force prime le droit, que notre diplomatie justifiait notre intervention. Peut-être, dans un avenir plus ou moins rapproché, eût-elle pu, à son tour, invoquer ce précédent sur les rives du Nil ou sur les bords du Rhin.

Si j'en juge d'après les explications qu'a fournies jusqu'à présent M. le ministre, notre diplomatie ou a méconnu ou a dédaigné cette raison.

Si nous sommes allés au Japon, ce serait d'abord parce que les intérêts que nous avons au Tonkin ne nous permettaient pas de laisser porter atteinte à l'intégrité de la Chine.

Il sera permis, messieurs, de n'attacher à ce motif que la valeur d'un prétexte. Si la Chine avait été pour nous, au Tonkin, le voisin que nous avions le droit d'espérer, si elle avait maintenu sur nos frontières une police exacte, si elle avait prévenu ou réprimé les incursions de ses miliciens, on aurait pu comprendre que notre intérêt nous commandât de ne pas laisser molester ce bon voisin et surtout de ne pas laisser porter atteinte à son régime intérieur et par là même mettre en péril les bonnes relations que nous entretenions avec lui.

Il n'en est rien et, à vrai dire, avant même que M. le ministre n'y fit dans son discours, au Sénat, une légère allusion, tout le monde, messieurs, avait bien compris la véritable raison de notre intervention là-bas.

Cette raison, vous la connaissez. Depuis 1891, il existe entre la France et la Russie un accord, une entente, sur les conditions et la portée de laquelle le Parlement n'a pas encore été officiellement renseigné,

Nous en savons, comme tout le monde, ce qu'on a pu apprendre par les



événements qui se sont publiquement déroulés. J'en citerai impartialement deux qui ont été les résultats les plus visibles, au point de vue de chacune des deux parties de cette entente : d'une part, le relèvement de la France attesté et pour ainsi dire consacré devant le monde par les fêtes de Cronstadt ; d'autre part, les milliards de l'épargne française tombant dans les caisses russes et donnant à la Russie le concours financier dont elle avait besoin. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

Quels que soient les résultats encore indéterminés que la France doive recueillir de cette entente, je comprends, quant à moi, que le Gouvernement, en l'absence des Chambres, n'ait pas cru devoir prendre sur lui, n'ait pas cru pouvoir assumer la responsabilité de ruiner ou seulement de compromettre un accord qui était né et qui — le socialiste Engel le prédisait dès septembre 1870 — devait fatalement naître de l'écrasement de la France par l'Allemagne. Je comprends que le Gouvernement n'ait pas voulu permettre à une autre puissance de substituer ses bons avis aux nôtres auprès de la Russie.

La Russie avait un intérêt évident, considérable, à ne pas permettre que le Japon s'installât en maître dans la presqu'île de Liao-Tung et à Port-Arthur. Le Gouvernement français a avisé la Russie qu'elle pouvait, dans cette circonstance, compter sur son concours.

A la même heure, de son côté, mu par des mobiles qu'il n'est pas difficile de discerner, le Gouvernement impérial allemand faisait parvenir au Gouvernement russe les mêmes assurances. Ainsi, messieurs, s'est trouvée assurée l'entente qui nous a menés au Japon.

Nous sommes au Japon, pour combien de temps ?

On dit que le Japon n'occupe que provisoirement certains points du territoire chinois ; on ajoute qu'il doit les évacuer lorsque aura été réglée l'indemnité de guerre.

Un délai a-t-il été fixé pour le paiement de cette indemnité ? Avons-nous l'assurance que ce délai sera respecté ? S'il ne l'est pas, que se passera-t-il ? Si la Russie, si l'Allemagne ont exigé des compensations, si elles ont fixé leur part, qu'a fait, de son côté, le Gouvernement de la République ?

Ce sont là autant de questions précises auxquelles je crois qu'il serait intéressant que M. le ministre des affaires étrangères pût donner des réponses également précises.

Mais, quels que puissent être les résultats postérieurs de notre intervention au Japon, elle a produit déjà un résultat considérable qui touche à toute notre politique extérieure et sur lequel il convient maintenant que je m'explique avec toute la réserve, mais avec toute la netteté désirable.

Notre action commune avec l'Allemagne et la Russie a souligné subitement et mis en un singulier relief l'acceptation antérieure de notre Gouvernement à participer aux fêtes de Kiel. Au moment même où cette acceptation s'était produite, il en était résulté en France une légitime surprise et, je puis le dire sans forcer la note, une assez grande émotion. La surprise, je la trouve légitime parce qu'il me semble que rien n'était plus aisé que de décliner courtoisement une pareille invitation. Il s'agit d'une fête, et l'on ne peut, par conséquent, sans altérer manifestement la réalité des faits, essayer, comme l'a tenté M. le ministre des affaires étrangères au Sénat, de rapprocher de cette manifestation d'autres manifestations internationales où il était non seulement du droit, mais du devoir étroit de la France d'être représentée, parce que ses intérêts y étaient directement mis en cause : je veux parler du Congrès de Berlin, en 1878, après la guerre russo-turque ; de la Conférence de 1885, pour le Congo, et même de la Conférence sociale de 1890.

La manifestation actuelle n'avait rien de comparable, et d'ailleurs — ce qui n'est pas, je crois, sans importance lorsqu'il s'agit de diplomatie — nous pouvions invoquer un précédent.

Si le Gouvernement de la République française ne s'est ni ému ni même formalisé que le Gouvernement impérial allemand s'autorisât de souvenirs dynastiques ou de scrupules monarchiques pour refuser de participer en

1889 à la commémoration pacifique du Centenaire de notre grande Révolution, comment le Gouvernement impérial allemand eût-il pu s'étonner seulement que la France mutilée, saignant encore de sa blessure, se dérobat à l'invitation qui lui était faite d'aller, sur un territoire ravi lui-même à d'autres vaincus (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à droite*), fêter l'inauguration d'un canal dont l'ouverture seule est une menace tournée contre nous ?

Le Gouvernement ne l'a pas pensé ainsi ; mais si les raisons de courtoisie, et de politesse internationales ne suffisent pas, comme j'ai essayé de le prouver, à expliquer cette décision, nous ignorons encore quels sont les motifs impérieux qui ont dicté au Gouvernement son attitude.

Quoi qu'il en soit, de ces deux faits, notre action commune au Japon et notre participation aux fêtes de Kiel, est résultée une impression faussée peut-être, mais certaine. Il a paru que notre politique extérieure se trouvait modifiée dans son orientation et que l'entente franco-russe se doublait — « se compliquait » serait plus exact — d'une entente franco-allemande.

On a protesté déjà, on protestera encore tout à l'heure contre cette interprétation ; mais ce n'est pas aux hommes politiques qui sont devant moi que j'ai besoin de rappeler qu'ils n'ont pas le droit de faire fi des apparences.

Et puis, il y a quelqu'un dans le monde qui a tout fait pour créer ces apparences et pour provoquer cet état d'esprit.

Faut-il rappeler, messieurs, avec quelle persévérance, avec quelle suite dans ses idées, l'Empereur allemand s'est appliqué à se rapprocher de nous, avec quel soin, avec quel art il a saisi toutes les occasions d'apaiser, d'endormir notre méfiance et notre hostilité ?

Notre présence à Kiel est, pour cette politique, le plus récent et le plus éclatant des succès. (*Très bien ! à l'extrême gauche.*) Qu'elle serve d'ailleurs les intérêts du Gouvernement impérial allemand, c'est trop évident.

C'est dans le même esprit, mû par des considérations analogues, qu'il y a longtemps déjà, en 1878, M. de Bismarck montrait à nos représentants l'Afrique comme une proie offerte à nos légitimes ambitions. Tout ce qui tend à faire entrer dans le domaine des faits accomplis et acceptés les événements de 1870 est de toute évidence pour la politique allemande une victoire dont elle a raison de triompher.

Mais, messieurs, avons-nous raison, nous, d'obéir à ces suggestions ?

Il y a d'excellents Français, de très bons patriotes, qui ont écouté les tentations que M. de Bismarck leur adressait en 1878. Ils ont cru que le meilleur moyen de préparer les réparations de l'avenir, d'accroître notre prestige, de renforcer notre puissance, était une large expansion coloniale. J'estime avec beaucoup d'autres Français, qui ne sont pas de moins bons patriotes, que nous avons cédé au plus décevant des mirages, que, le jour du péril continental venu, nous regretterions amèrement les millions et les hommes qu'avec une prodigalité imprévoyante nous avons semés aux quatre coins du monde.

Mais, au moins jusqu'ici, il n'a été possible à personne de prétendre seulement que nous oublions, que nous reléguons au second plan la mémoire de l'iniquité subie et des devoirs qu'elle nous impose.

Messieurs, je sens plus que personne combien ce point est douloureux ; je me ferais scrupule d'y insister ; et je suis sûr d'ailleurs que, là-dessus, tout le monde est d'accord...

M. René Goblet. — Très bien !

M. Millerand. — ... Je suis sûr qu'il ne peut entrer dans l'esprit de personne que la France renonce jamais à la fidélité qu'elle a vouée aux provinces qui lui ont été ravies (*Applaudissements prolongés sur un grand nombre de bancs.*) Mais encore faut-il que nous ne permettions à personne de paraître pouvoir se tromper sur les apparences, sur nos intentions et notre volonté.

En prenant cette attitude, en tenant ce langage, nous entendons ne laisser prise à aucune équivoque sur notre pensée. La France veut la paix ; elle y est passionnément attachée, et il ne sera permis de dire — s'il était possible sur une telle matière de faire parmi les Français une distinction — que ceux-là surtout en souhaitent le maintien d'une ardeur particulière qui, comme nous, violemment épris des réformes sociales, savent bien que la guerre serait pour la réalisation de leur idéal le plus redoutable des périls..

*(Applaudissements à l'extrême gauche.)*

Nous voulons la paix ; mais dans la paix elle-même, il est permis, il est possible, par notre habileté, par notre sagesse, de hâter le moment des réparations nécessaires auxquelles travaillent pour nous et le temps et la justice immanente des choses.

Nous avons, parmi les peuples, de précieuses et de sincères sympathies ; il en est qui se sont affirmées dans les circonstances les plus terribles de notre histoire ; et je crois que, sans méconnaître aucun des devoirs de courtoisie et de réserve qui sont imposés au Gouvernement de la République vis-à-vis des gouvernements étrangers, il est possible, il est nécessaire de ne pas négliger ces obligations d'une autre nature dont le respect, à mon avis, importe essentiellement à la grandeur et à la sécurité même du pays.

Laissez-moi, messieurs, à ce propos, invoquer un souvenir.

En décembre 1870, Gambetta, qui fut jusqu'à sa mort comme l'incarnation des souvenirs et des espérances des provinces perdues, faisait adresser, par un de nos représentants à l'étranger, une lettre — dont je demande à la Chambre la permission de lui replacer le texte sous les yeux — aux socialistes héroïques qui, en pleine fièvre guerrière, n'avaient pas craint, eux Allemands, de protester contre le crime que le gouvernement de l'Allemagne préméditait contre nous :

« Au nom de la République française, dont le gouvernement m'a accrédité comme son représentant spécial auprès de la démocratie socialiste allemande, je crois de mon devoir de vous remercier pour les nobles paroles que vous avez prononcées au milieu d'une assemblée fanatisée par l'esprit de conquête et l'ivresse du militarisme. Le courage dont vous avez fait preuve à cette occasion a attiré sur vous l'attention de l'Europe entière et vous a conquis une place glorieuse parmi les champions de la liberté.

« L'esprit de liberté et d'humanité, comme vous l'avez si éloquemment exposé, subit en ce moment en Allemagne une éclipse pareille à celle que nous avons nous-mêmes éprouvée pendant le Premier Empire, et on va au-devant des mêmes déceptions. Une rage de domination brutale s'est emparée des esprits les plus éclairés. Des penseurs qui, il n'y a pas longtemps, répandaient leurs lumières sur le monde, sont devenus, sous l'impulsion de M. de Bismarck, les apôtres du meurtre et de l'écrasement de toute une nation.

« C'est vous, messieurs, vous et votre parti qui, dans cette défaillance générale, avez maintenu la grande tradition allemande. Vous êtes à nos yeux les grands représentants d'une nation allemande que nous avons aimée d'un amour vraiment maternel et que nous n'avons pas cessé d'estimer. La France vous salue, messieurs, et vous remercie, car elle voit en vous l'avenir de l'Allemagne et l'espoir d'une réconciliation entre les deux pays. » *(Applaudissements à l'extrême gauche.)*

J'ai cru qu'il n'était pas inutile de rappeler à des hommes politiques qui se disent souvent, avec raison, je veux le croire, les héritiers de Gambetta, comment il entendait, lui, que la France accomplît ses devoirs vis-à-vis de la grande clientèle qu'elle a dans le monde. J'ai cru qu'il était nécessaire de le rappeler, quelques mois après que le chancelier de Caprivi, dans une interview avec un journaliste français qui n'a été démentie par personne et que les faits ont malheureusement trop confirmée, exprimait l'espérance que le gouvernement impérial allemand pût nouer avec le gouvernement de la



République les nœuds de plus en plus étroits d'une politique qui, laissant de côté la question de l'Alsace-Lorraine...

M. René Goblet. — C'est cela !

M. Millerand. — ... Porterait son effort contre les espérances et l'action de la démocratie socialiste.

J'ai cru qu'il était utile de le rappeler au lendemain du jour où, par une injustifiable aberration, le cabinet qui est sur ces bancs, n'a pas craint de livrer à M. Crispi des socialistes italiens qui, sur la foi de l'hospitalité française, avaient cherché un refuge sur notre territoire. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche.*)

Nous croyons, messieurs, nous rattachant sur ce point aux doctrines les plus sûres du parti républicain tout entier, qu'il est de l'intérêt de ce pays, de sa grandeur, de sa sécurité, de ne pas désertier les traditions de la démocratie française. Nous sommes décidés — je le disais tout à l'heure, et je ne saurais trop le répéter — à faire tout ce qui dépendra de nous pour que la paix ne soit pas troublée ; mais nous croyons précisément — et c'est par cette considération, que je sou mets à la Chambre tout entière, que je veux terminer ces observations — que pour assurer le maintien de la paix il faut s'écarter avec un égal scrupule et d'une politique de provocation dont nous ne voulons à aucun prix et d'une politique de résignation qui n'est pas moins redoutable.

Une politique qui n'aurait que les apparences mêmes de la résignation entraînerait ce double et contradictoire péril ou bien d'énerver jusqu'à l'épuisement le sentiment de la dignité nationale et de faire de ce pays une proie toute prête pour l'ennemi (*Vives protestations au centre. — Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche*) ou, au contraire, ce qui est dans ce pays un danger autrement vraisemblable, mais non moins redoutable, d'exalter le sentiment national, de creuser entre la nation et son Gouvernement un fossé infranchissable et de nous livrer un jour aux hasards d'une manifestation populaire que personne n'aurait pu prévenir, que personne ne pourrait réprimer (*Bruit au centre. — Applaudissements à l'extrême gauche*), et qui serait peut-être le prélude et le prétexte des plus redoutables catastrophes. (*Interruptions.*)

On peut nier ce péril, on en a nié bien d'autres, et avec plus d'énergie que vous n'en apportez à ce moment, et l'heure venue ils n'en ont pas moins fondu sur ce pays. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche*)

Je ne voudrais pas que le même aveuglement nous préparât les mêmes dangers. Je signale en ce moment un péril qu'aucun homme de sang-froid et de bonne foi ne peut nier, et je vous dis, faisant appel en ce moment non pas à un parti, mais à tous les partis, je vous dis qu'il dépend de nous — et c'est pour cela que je suis monté à la tribune — qu'il dépend de nous tous de faire ici une manifestation dont je vous offre l'occasion par l'ordre du jour que je dépose, convaincu que les termes en sont assez généraux pour que tout le monde ici puisse l'accepter, assez nets pour que personne au dehors ne puisse se méprendre sur sa signification. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. Le Senne. — Je comprends le sentiment que la Chambre paraît manifester après les paroles qui viennent d'être prononcées. Les deux interpellations paraissent en effet se confondre. Il n'en est rien, cependant ; mais que la Chambre se rassure ! Comme le précédent orateur, je ne veux, en effet, présenter que de très rapides observations et je saurai le faire avec toute la réserve qui s'impose.

Je dois dire immédiatement que je m'associe pleinement aux déclarations que faisait M. Millerand, au début de son discours.

Il pourrait sembler que toute explication soit devenue maintenant inutile,



que de nouvelles déclarations sur ce sujet si délicat et si grave soient presque sans objet. Mais, je dois dire à la Chambre que dès longtemps déjà, dès avant même l'heure où M. Millerand a demandé à interpeller le Gouvernement sur la politique générale extérieure, j'avais sollicité du même Gouvernement des explications plus spéciales ; j'avais demandé à M. le ministre des affaires étrangères de vouloir bien faire connaître à la France, du haut de cette tribune, les raisons graves, les motifs indiscutables qui avaient déterminé, en dehors de toute consultation du Parlement, notre Gouvernement à envoyer l'escadre française dans les eaux de Kiel.

Depuis le jour où cette décision a été connue, nous avons entendu autour de nous, dans la France entière et dans ce noble Paris où les souvenirs ne s'éteignent pas, de véritables clameurs s'élever contre l'attitude du Gouvernement.

Nous hésitions presque à croire ; il nous semblait que peut-être le Gouvernement avait des raisons particulières pour en agir de la sorte. Nous attendions, pensant que dans son attitude il y avait une orientation nouvelle de sa politique vis-à-vis de nos voisins et parce qu'il nous semblait qu'il était impossible au Gouvernement de réaliser une telle détermination si, au moment voulu, il n'était pas en état de nous éclairer et de dire les véritables et sincères motifs de sa conduite et de son attitude, en un mot de nous rassurer.

Nous avons attendu avec impatience l'heure des révélations, jusqu'au jour où devant le Sénat, répondant à une interpellation toute spéciale comme celle que je soutiens à cette tribune, M. le ministre des affaires étrangères s'est contenté en des termes purement diplomatiques, et à mots couverts, de répondre : « C'est une erreur : Il n'y a pas dans notre pensée l'idée d'une politique nouvelle ni d'une orientation nouvelle quelconque dans nos relations vis-à-vis de l'Allemagne ; nous faisons simplement un acte de courtoisie ; c'est une pure politesse internationale. La France, comme les autres nations maritimes, a été invitée à inaugurer le canal de la Baltique, à se mêler aux fêtes qui vont avoir lieu le 20 juin prochain ; il eût été discourtois de ne pas accepter cette invitation. »

M. le ministre des affaires étrangères, au nom du Gouvernement tout entier, a donné ainsi des affirmations devant lesquelles, j'ai le devoir de le dire, nous n'avons pas le droit de nous incliner.

Politesse internationale, nous dit-on, et non pas acte politique.

Eh bien ! permettez-moi de vous répondre que si, dans les assemblées délibérantes, il y a des choses qui peuvent se discuter à mots couverts, il n'en est pas de même dans la masse du peuple français. Il ne peut entrer dans l'esprit de qui que ce soit, — vous entendez bien, — qu'après les désastres de 1870, après vingt-cinq années de sacrifices et d'espérances, il suffise que l'Allemagne vous adresse une invitation pour que vous puissiez l'accepter purement et simplement. Ce que le peuple ne peut admettre, c'est qu'on oublie si facilement les malheurs de l'Année terrible ; ce que le peuple ne comprend pas, c'est que l'on fasse si bon marché de nos souvenirs patriotiques.

Je demande à M. le ministre des affaires étrangères pourquoi, s'il obéit aujourd'hui à un acte de pure courtoisie, en 1889 les Allemands ont refusé l'invitation que nous leur faisions d'assister à notre Exposition.

C'était cependant, messieurs, la fête de la fraternité, la fête de l'industrie et de la paix que la France célébrait à cette époque. On n'a pas répondu à l'invitation que nous faisions, parce qu'on a compris de l'autre côté de nos frontières que ce n'était pas un simple acte de politesse qui serait accompli par les Allemands, mais un acte incontestable de politique.

Aussi, ai-je le droit de demander à M. le ministre des affaires étrangères, dont j'ai encore les paroles présentes à la mémoire, s'il s'est contenté, lui, à l'heure où il a reçu cette invitation, de considérer que c'était un acte de

courtoisie qu'on allait accomplir vis-à-vis de la France. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

Je lui demande quelles sont les instructions qu'il a données à notre ambassadeur, et si, rappelant au souverain même de l'Allemagne ce que nous avons souffert en 1870, il a tenté de lui faire comprendre quelle réserve nous était imposée et combien pourrait en souffrir le sentiment national français.

J'ai promis à la Chambre de ne pas insister outre mesure ; mais il convient, pour le pays tout entier, que le Gouvernement donne ici des explications qu'il lui doit plus complètes, plus nettes que celles qui ont été fournies devant le Sénat. Il ne peut pas nous convenir de croire que demain, lorsque le Gouvernement tout entier inaugurerait le monument pour lequel il nous a demandé, il y a peu de jours, des crédits, il sera dans la nécessité, lui aussi, d'inviter les Allemands à participer à cette inauguration. Ce serait la moindre logique.

Nous avons le droit, messieurs les ministres, de vous demander le véritable mobile qui a dirigé votre conduite.

Il y aurait eu un moyen bien simple d'éviter toute espèce d'explications publiques : c'eût été de faire ce que vous faisiez l'autre jour pour un autre sujet, ce que vous avez fait à différentes reprises depuis plusieurs années, c'eût été de publier dans le Livre Jaune les documents où figure cette invitation : Nous saurions ainsi les véritables causes qui vous l'ont fait accepter.

Nous avons le droit de vous demander si vous vous êtes préoccupés de savoir à quel point nos marins, nos officiers qui iront figurer à cette fête seront blessés, lorsqu'ils seront obligés de hisser ce pavillon dont on a tant parlé dans les journaux, ce drapeau qui porte la date fatale de 1870, date glorieuse pour nos adversaires, sinistre pour nous : 1870, c'est Reischoffen, Sedan, Metz et Strasbourg. Nous avons le droit de vous demander si vous êtes sûrs que nos glorieux marins sauront conserver leur sang-froid lorsqu'ils seront en face de ces souvenirs terribles.

Je sollicite en toute loyauté, en toute bonne foi, le Gouvernement de s'expliquer.

Oh ! je l'assume, comme le précédent orateur, je ne monte pas à cette tribune avec une arrière-pensée. Mes amis et moi, nous ne nous occupons pas de savoir si le sort du Gouvernement dépend de notre interpellation. Nous voulons voir et nous visons plus haut.

Peu nous importe la destinée d'un ministère ou d'un autre.

La question qui se pose entre le Gouvernement et nous est celle-ci : Nous voulons vivre dans la paix comme nous y avons vécu depuis vingt-cinq années ; mais nous ne voulons pas perdre nos espérances, nous ne voulons surtout pas perdre nos souvenirs.

Nous ne pouvons pas oublier que s'il y a un drapeau au sommet des forteresses de Metz et de Strasbourg, ce n'est pas un drapeau français, et nous avons le droit, messieurs les ministres, de vous demander compte de la conduite que vous avez tenue. Nous avons le droit de vous demander si c'est bien avec nous que vous marchez. Nous demandons également à la Chambre si telle est sa pensée, en votant un ordre du jour par lequel nous la sollicitons d'affirmer son patriotisme.

Messieurs, je parle à cette tribune en Français, en patriote désireux de faire entendre la protestation qui s'élève de toute part dans le pays. Vous êtes les gardiens de l'honneur de la nation, les dépositaires de l'honneur de notre drapeau. Au nom de la Patrie mutilée, au nom de l'Alsace et de la Lorraine, je vous supplie de ne pas faillir à votre devoir. (*Applaudissements sur plusieurs bancs à l'extrême gauche*)

M. le Président. — La parole est à M. Ernest Roche.

M. Ernest Roche. — Messieurs, je ne puis croire, quant à moi, qu'en envoyant nos vaisseaux, nos marins, nos officiers, c'est-à-dire la France,

participer aux fêtes de Kiel, le Gouvernement ait réfléchi aux conséquences que pourrait avoir cette acceptation.

Il dit : « Nous avons répondu à une politesse par une autre politesse. »

C'est le langage qui a été tenu au Sénat et qui sera certainement répété à la Chambre. Et c'est là toute l'argumentation, toute la défense, toute la logique du Gouvernement. De sorte qu'il suffit qu'après nous avoir vaincus, démembres, dépouillés, volés, notre ennemi nous fasse risette, nous accorde l'aumône d'une politesse pour que nous nous croyions obligés d'aller fraterniser avec lui ? (*Applaudissements sur quelques bancs à l'extrême gauche.*)

Cette raison-là est pitoyable. Ou plutôt ce n'en est pas une. Ce que vous ne dites pas, ce que vous n'oserez pas dire à cette tribune, les organes gouvernementaux ne se gênent pas pour l'apprendre au public. A côté du fameux motif de politesse invoqué par vous, ces journaux insinuent adroitement ou avouent formellement que notre refus aurait pu prêter à de fâcheuses interprétations et, qui sait ? nous créer des difficultés qui pourraient n'être que la préface d'un conflit. Ce conflit, il faut l'éviter, et coûte que coûte, au prix des plus lamentables et des plus douloureuses concessions. (*Rumeurs au centre et à gauche.*)

Le voyage à Kiel est une de ces douloureuses concessions.

Serait-ce vrai cela ?

Si cela s'imprime dans les organes agréables au Gouvernement, qu'on ait au moins le courage de le répéter ici. Serait-il vrai que nous fussions descendus si bas ? Quoi ! après les sacrifices énormes, les sacrifices héroïques que la France fait chaque année depuis 1871 pour le relèvement et le maintien de sa force militaire ; après les admirables résultats obtenus, grâce à ces sacrifices, nous en serions réduits à ne pas oser décliner l'invitation à une parade humiliante par crainte de déplaire à qui ne cesse chaque jour de nous insulter ! (*Applaudissements à l'extrême gauche. — Interruptions.*)

Si c'était vrai, ce ne serait vraiment pas la peine de nous être saignés aux quatre veines, comme nous l'avons fait depuis vingt-cinq ans, et de fournir tant d'hommes et tant de milliards à la défense nationale, s'il ne devait pas en résulter un accroissement de sécurité, un relèvement de dignité, de fierté incompatible avec l'acte que vous allez commettre.

Par politesse, dites-vous ? Allons donc ! Où avez-vous vu que la politesse exigeait qu'on acceptât toutes les invitations, d'où qu'elles vinssent et de quelque nature qu'elles fussent ?

Est-ce que, comme vous le rappelait tout à l'heure mon excellent ami Le Senne, les Allemands ont accepté de venir à notre Exposition internationale de 1889 ? Non. Ils ont donné comme prétexte que la date de 1889, commémorative de la grande Révolution française, les gênait. Il n'y avait pas à insister, et nous n'avons pas insisté. Ils étaient dans leur droit et dans leur rôle. Vous n'avez pas songé un moment à les taxer d'impolitesse pour leur conduite.

De quoi s'agissait-il alors ? Il s'agissait d'une exposition, c'est-à-dire de mettre en contact les éléments les moins belliqueux et les moins susceptibles : des artisans, des commerçants, des industriels, des inventeurs.

Aujourd'hui, c'est tout autre chose. Aujourd'hui, ces mêmes Allemands, qui ont refusé de participer à notre exposition, creusent chez eux un canal qui doit augmenter leur force défensive. Ce canal est une œuvre de guerre. Il est en partie creusé avec nos dépouilles ; Bismarck l'avouait l'autre jour.

L'Empereur croit l'occasion bonne de faire parader aux fêtes d'inauguration de ce canal les puissances maritimes, et parce que nous avons reçu la même invitation que les autres puissances, vous soutenez que nous n'aurions pas pu trouver dans notre situation spéciale, exceptionnelle vis-à-vis d'eux, une raison suffisante et suffisamment légitime pour décliner cette invitation sans offenser personne ?

L'idée d'offenser la France en acceptant, ne devait-elle pas vous venir la première ?



Et qui donc eût trouvé à redire à cette réponse que vous pouviez et que vous deviez faire à la chancellerie allemande : « La France vous remercie de votre invitation, mais elle ne peut l'accepter pour cause de deuil. » (*Mouvements divers*.) Oui, pour cause de deuil, car nous sommes de ceux qui n'oublient pas, de ceux qui ne sont point encore consolés de leurs enfants morts, de leurs provinces arrachées, de l'affront subi et de leurs industries râlantes sous le traité de Francfort !

Quel est le barbare qui n'eût pas compris le caractère sacré du sentiment qui aurait inspiré une pareille réponse ?

Et d'ailleurs, compris ou non, je soutiens, encore une fois, que dans ces questions d'honneur, la France n'a à prendre conseil que d'elle-même sans autre préoccupation que le souci de sa dignité.

Cette dignité n'a pas été sauvegardée. Vous n'avez pas le droit d'en disposer à la légère comme vous l'avez fait. On vous a tendu un piège et vous y avez donné tête baissée. Maintenant, vous mettez le pays et vous mettez la Chambre en présence d'un fait accompli ; et que ce soit par faiblesse, par politesse, par pusillanimité, par inconscience ou par calcul que vous ayez agi, l'acceptation est aujourd'hui définitive, il faut boire le calice jusqu'à la lie. Nous avons le pied dans l'engrenage et nous y passerons jusqu'à la tête.

Mais, avez-vous mesuré toutes les conséquences ? Ah ! je pense que vous n'y avez pas songé, car vous auriez reculé avant d'aller là-bas. Et pourtant on dit en style parlementaire que gouverner c'est prévoir.

Ces conséquences peuvent être de deux sortes, et elles ne peuvent être que de deux sortes diamétralement opposées.

Ou c'est la paix, la paix obligatoire, la paix imposée, définitive, émergeant d'un ordre de rapports nouveaux résultant de politesses et de cordialités échangées dont nous ne sommes qu'au début ; la paix impliquant pour la France — entendez-le bien — le renoncement à toute espèce de compensation et de revendication ; voilà le but, voilà le piège. Ou c'est la guerre soudaine déchaînée par un incident qu'il n'appartient à aucune prudence d'empêcher ou de prévenir, parce que tout maintenant va dépendre d'événements qui ne sont plus entre ses mains.

Voilà la situation.

Oui, si les choses se passent normalement, comme il entre dans le calcul de ceux qui vous ont invités, nos navires et nos marins iront à Kiel et participeront à toutes les solennités, à toutes les fêtes, à tous les honneurs, à toutes les distractions qui ne manqueront pas d'être magnifiquement offerts à tous les hôtes de l'Empereur allemand. J'incline même à penser qu'on aura pour nos officiers des attentions spéciales.

Il y aura visite du souverain au vaisseau amiral qui arborera pour la circonstance l'étendard impérial — mais avouez-le donc ! — cet étendard orné de la terrible date 1870. Il y aura des compliments d'une part, des hurrahs et des vivats de l'autre. Enfin, on se séparera tout imprégnés de cordialités échangées, la mémoire pleine du souvenir d'heures délicieusement vécues. Est-ce cela votre programme ? Tenons-le donc pour réalisé selon vos désirs.

Mais vous n'échapperez pas aux conséquences.

J'espère bien qu'après, et par politesse toujours, puisque la politesse est désormais la raison d'Etat, j'espère bien que vous ne ferez rien pour éviter la réciprocité, c'est-à-dire la visite de l'escadre allemande dans l'un de nos ports, et les fêtes obligatoires en l'honneur de cette visite. Après Cronstadt, vous avez eu Toulon. Après Kiel, naturellement, vous ne pouvez pas manquer d'avoir Charbourg ou Brest ! Est-ce que vous vous disposez à faire venir les marins allemands à Paris, comme vous avez fait venir les marins russes ? Il faudrait le savoir. (*Rumeurs au centre.*)

Pardon ! les murmures ne signifient rien. Je reste sur votre propre terrain. Une cordialité en appelle une autre, une politesse exige la réciprocité. Vous n'empêcherez rien, parce que tout s'enchaîne.



Si les choses se passent ainsi, et elles doivent se passer ainsi, sauf accident — les accidents, nous les envisagerons tout à l'heure, — si les choses se passent ainsi, quoi que vous disiez et quoi que vous prétendiez, c'est une orientation nouvelle de notre politique extérieure, c'est un changement d'attitude imposé à la France vis-à-vis de l'Allemagne. Pour dire toute ma pensée, c'est l'éponge passée aussi bien sur nos cuisants souvenirs que sur nos chères espérances.

En un mot, si les choses se passent comme elles sont au programme, sans accident, tel que vous devez le souhaiter, c'est l'avenir fermé, c'est la France vaincue une seconde fois, sans coup férir, sans avoir essayé l'ombre d'une résistance.

Restent les accidents qui peuvent surgir. Car cette route que vous avez ouverte et que vous voyez toute unie, est pleine de périls.

Vous avez oublié sans doute que les soldats que vous allez envoyer là-bas n'ont peut-être pas leur idéal borné à l'horizon ministériel. Ces hommes, ces officiers, qui ont choisi la carrière des armes, ne se sont pas déterminés à ce choix, — sur tant d'autres professions qui leur offraient de plus grands avantages, — sans une raison puissante, impérieuse, telle qu'un profond sentiment patriotique.

Nos malheurs et nos défaites de 1870-1871 ont réveillé dans ce pays un vigoureux élan de militarisme qui n'aurait pas eu sa raison d'être sans cela. Le vieux parti républicain, Victor Hugo en tête, tous ceux qui, sous l'Empire, inclinaient vers l'idée de fraternité universelle, d'embrassement et de réconciliation des peuples, de suppression des armées permanentes — c'était dans le programme républicain sous l'Empire ; Jules Ferry lui-même l'avait signé ; — ce parti républicain, dis-je, après nos désastres, s'est retourné subitement, et Victor Hugo écrivait en tête de l'*Année terrible* :

Une dernière guerre, hélas ! il la faut. Oui !

Et, alors, beaucoup de jeunes hommes, fruits de cette génération, n'ont eu en perspective, en se vouant au métier militaire, que de venger la France vaincue, que de l'aider à reconquérir ses provinces, son rang, son honneur. Ils se sont faits soldats pour cela, rien que pour cela.

Et ce sont ces hommes qui iront à Kiel, avec l'ordre formel de se soumettre aux exigences de la « politesse internationale », avec l'ordre formel de saluer le drapeau de l'Empereur, de crier : Vivat, sur le passage de celui-ci et de vider peut-être des coupes de champagne en l'honneur de celui qu'ils se sont donné la mission intime et sacrée de haïr, de combattre, de vaincre ! (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

Et vous ne craignez pas, malgré le respect de nos soldats et de nos officiers pour la discipline, de soumettre leur patriotisme à une trop rude épreuve ?

Savez-vous d'avance jusqu'où cette épreuve peut aller ? Vous ne savez pas plus cela que le reste. Vous ne savez rien. Vous vous êtes livrés au hasard des événements.

Et à supposer que le voyage de Kiel, qui sera réglé comme un papier de musique, je veux bien le croire, se passe sans encombre, pensez-vous que la visite de l'escadre allemande dans un des ports français — car vous ne l'éviterez pas, je vous le répète — ne donne lieu à aucune manifestation hostile, sinon de nos marins, stylés par leurs supérieurs, mais des municipalités et des populations sur lesquelles fort heureusement vous n'avez pas le même empire ? Est-ce que vous vous apprêtez à répondre par des lettres d'excuses aux remontrances de la chancellerie allemande sur les incidents de cette nature qui ne manqueront pas de se produire ?

Et si, par le plus grand des hasards, vous évitez tous ces obstacles, il en est un que vous n'éviterez pas et qui fatalement nous conduira aux extrêmes les plus terribles ; c'est la participation de l'Allemagne à l'Exposition de 1900 ; c'est la visite de l'Empereur allemand à Paris, à Paris qui vous défie

— entendez-vous bien ? — qui vous défie de lui imposer cette suprême humiliation. (*Bruit.*)

Ah ! je sais bien la raison qui vous fait envisager tout cela d'un cœur léger. D'ici là, vous dites-vous, il y aura beau temps que nous ne serons plus ministres ; nous aurons déchargé nos épaules et repassé à d'autres le poids des lourdes responsabilités. (*Interruptions.*)

Ce qui prouve une fois de plus qu'en fait de responsabilités les ministres n'en ont aucune, et la meilleure preuve, c'est ce qui arrive aujourd'hui. Oui, quoi qu'il advienne de cette aventure dans laquelle vous nous avez lancés, que ce soit la déchéance paisible, la honte buée goutte à goutte, sans protestation et sans révolte, ou que ce soit la guerre meurtrière, ce n'est pas vous qui en supporterez les terribles conséquences ; c'est lui, toujours lui, l'éternel sacrifié, l'éternelle dupe, le peuple enfin, le peuple que vous n'avez pas consulté, qui sera blessé dans son honneur ou qui payera de son or et de son sang vos criminelles fantaisies.

C'est aux représentants directs de ce peuple que je m'adresse, aux patriotes, aux républicains. Je leur dis : Vous ne pouvez pas tolérer une pareille attitude sans complicité. Je vous propose cet ordre du jour, qui sauvegarde à la fois votre honneur, votre dignité et votre responsabilité... (*Applaudissements à l'extrême gauche*)

M. le Président. — Veuillez me remettre, monsieur Roche, votre ordre du jour, dont je donnerai connaissance à la Chambre.

La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères. — Messieurs, le Gouvernement avait accepté un débat général sur sa politique extérieure. Il s'attendait à ce qu'on vint, à cette tribune, non seulement exposer les griefs dont on fait si grand bruit au dehors, mais encore indiquer avec précision quelle conduite aurait dû nous inspirer, dans de récentes circonstances, une entente plus avisée des intérêts du pays.

La discussion n'a pas répondu à cette attente. On ne nous a point, il est vrai, ménagé les critiques ; mais ces critiques portent plutôt, ici comme au Sénat, sur des points spéciaux de notre action diplomatique.

On a, d'autre part, exposé devant vous les doctrines du parti socialiste en matière de politique extérieure. Mais c'est là encore un point de vue bien particulier, et, si je m'attardais à réfuter ces théories, la Chambre pourrait, à bon droit, m'accuser de détourner le débat de son véritable objet.

M. Flourens. — Je demande la parole.

M. le ministre. — Cependant, messieurs, parmi les observations de nature si diverse qui vous ont été présentées, je relève une appréciation d'ordre général portée sur notre politique extérieure par les orateurs que vous venez d'entendre.

On a prétendu qu'une évolution s'était produite dans la politique étrangère du Gouvernement actuel.

Messieurs, je ne puis accepter ni cette appréciation ni ce blâme ; car, en réalité, cette évolution n'existe pas. Nous l'avons déjà dit, nous n'hésitons pas à le répéter : dans aucun de ses actes, le Gouvernement actuel ne s'est écarté des lignes générales de la politique extérieure, suivie par la France depuis 1871.

Il est resté fidèle à cette politique dont, à plusieurs reprises, on a vainement essayé de dénaturer le caractère et les intentions.

Cette politique, elle n'est, d'ailleurs, l'œuvre d'aucun parti. Elle s'est dégagée, pour ainsi dire, fatalement, des circonstances mêmes de notre histoire

Elle n'a eu, elle ne pouvait avoir qu'un but ; elle n'a visé qu'un résultat qui — atteint aujourd'hui en partie — permet de mesurer le chemin parcouru. Elle a poursuivi le relèvement du pays, abattu par de si cruels revers ; — son relèvement graduel, non par l'obstination dans l'isolement, mais par un constant labeur du pays sur lui-même, par une attention soutenue, consacrée à la défense de ses intérêts et de ses droits, par une surveillance vigilante des circonstances favorables qui, en faisant rentrer la France dans le concert des puissances européennes, lui permettaient de prouver à tous, non seulement son autorité reconquise, mais aussi la nécessité de son existence et de sa force, pour l'équilibre de l'Europe et du monde. (*Vifs applaudissements à gauche et au centre. — Interruptions et bruit à l'extrême gauche.*)

Le Gouvernement qui est sur ces bancs a-t-il manqué aux devoirs que lui imposait cette direction générale de notre politique ? Etes-vous en présence, comme on l'a dit, d'une politique de résignation ? Telle est la vraie question. Il n'y en a pas d'autre à débattre.

Messieurs, je ne m'illusionne pas sur la part de justice qu'un Gouvernement peut réclamer de ses adversaires. Depuis le Congrès de Berlin, en 1878, chaque acte important de notre politique extérieure a été l'objet des mêmes attaques et des mêmes reproches, si souvent démentis par la suite des événements.

Comme on l'a déjà fait à maintes reprises, on s'empare aujourd'hui des sentiments si naturels à un pays prompt, vif et loyal ; on s'adresse à toutes ses passions (*Très bien ! très bien ! à gauche et au centre*) ; on les excite toutes à la fois, même celles qui se contredisent, et on enferme ceux qui ont la lourde charge des intérêts de la France au dehors dans le reproche alternatif ou de l'imprudence s'ils agissent, ou, s'ils s'abstiennent, de la pusillanimité. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Messieurs, dans une circonstance récente et qui se rapporte d'une façon saisissante au débat actuel, nous avons entendu l'opposition s'exprimer en termes aussi excessifs que ceux qu'on emploie aujourd'hui, comme si le sentiment de la mesure devait désormais être banni du langage politique dans un pays pourtant si sage et si pondéré. (*Interruptions à l'extrême gauche. — Très bien ! très bien ! à gauche et au centre.*)

M. Millerand. — Vous n'avez pas le droit de m'adresser ce reproche. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

*A l'extrême gauche. — C'est de la provocation !*

M. le ministre. — J'ai dit au milieu du bruit que je ne visais nullement les orateurs qui avaient pris la parole, mais la campagne qui était menée au dehors en ce moment contre les intentions du Gouvernement.

Messieurs, c'était en 1890. La France avait été invitée par le Gouvernement allemand à prendre part à la Conférence relative aux questions intéressant la classe ouvrière. M. Laur, M. Millevoye, d'autres orateurs montent à la tribune ; à cette époque comme aujourd'hui, il semble que l'honneur et le salut du pays soient en jeu. Les arguments employés, les critiques, les oburgations sont les mêmes : « Vous allez faire bafouer la France, » disait-on au Gouvernement, et on ajoutait : « Il se produit dans notre pays un changement d'orientation politique au point de vue extérieur. A une politique qu'on a caractérisée de deux mots : Allemagne et Tonkin, vous en substituez une autre qui n'en est que la paraphrase : Allemagne et Dahomey. » La conclusion, toutefois, différait sur un point : « Hélas ! s'écriait-on, vous n'êtes plus partisans de l'alliance russe ! »

Messieurs, le Parlement d'alors ne se laissa pas émouvoir ; il se rendit aux raisons qui avaient déterminé le Gouvernement. La mission française alla à Berlin. Elle y fut traitée avec tous les égards dus aux hommes considérables qui la composaient ; elle prit une part importante aux débats de la Confé-



rence; elle vit la chute du prince de Bismarck, et, en dépit des pronostics fâcheux, elle revint en France sans que rien ait été compromis, ni de nos intérêts, ni de nos droits, ni de notre dignité. Nous pouvons, à l'heure présente, considérer de sang-froid les débats si passionnés qui eurent lieu dans la séance du 6 mars 1890. Je vous le demande, que reste-t-il de tant d'accusations injustes et de tant de vaines déclamations? (*Très bien! très bien!*)

Aujourd'hui, c'est encore d'une invitation qu'il s'agit. Cette invitation nous a été adressée en même temps qu'à toutes les puissances maritimes. Elle avait un double caractère, pacifique et international. Le monde eût-il compris que la France, seule, l'interprêtât autrement et vint jeter dans ce concert la note discordante de son abstention? Non, messieurs, à une politesse qui nous était faite, nous avons répondu par une politesse. (*Mouvements divers.*)

Deux de nos bâtiments iront à Kiel, un de nos avisos traversera le canal. Nos navires lèveront l'ancre, le 21, pour revenir dans les eaux de la France, où les rappelle l'anniversaire d'un deuil national.

Messieurs, nos marins vont à Kiel représenter non une France résignée et abattue, mais une France libre et forte, assez sûre d'elle-même pour être calme, assez fière et assez riche de gloire pour ne craindre aucune comparaison, pour ne désavouer aucun souvenir. (*Applaudissements.*)

En quoi — et je m'adresse ici à votre bonne foi — en quoi cette France sera-t-elle diminuée dans son prestige, dans son autorité, dans ses intérêts, parce que ses vaisseaux assisteront à une cérémonie internationale où ils rencontreront, parmi cent autres, les vaisseaux d'une nation amie qui a répondu, dans les mêmes conditions que nous, à la même invitation? Aussi, messieurs, nos adversaires ne s'en tiennent-ils pas à ce grief spécial. Dans leur désir d'incriminer la politique extérieure du Gouvernement, ils nous adressent un autre reproche. Au moment où ils blâment notre faiblesse d'avoir accepté l'invitation de Kiel, ils nous taxent de témérité dans l'affaire sino-japonaise.

On nous demande quel était, dans cette affaire, l'intérêt de la France, et si, en intervenant, nous avons obéi à une préoccupation autre que de seconder les vues de la Russie.

Je déclare immédiatement qu'alors même que les intérêts particuliers de la France eussent été, dans cette occasion, moins sérieux et moins pressants qu'ils ne l'ont paru au Gouvernement, nous aurions encore considéré comme un devoir impérieux de ne pas nous désintéresser de l'équilibre des forces en Extrême-Orient, au moment où il risquait d'être rompu au détriment de la Russie. (*Applaudissements.*)

Et qui donc pourrait fermer les yeux sur les inconvénients, sur les dangers d'une politique contraire à celle que nous avons suivie, d'une politique qui, refusant à la Russie l'appui et le concours de notre diplomatie dans cette phase délicate, l'aurait laissée aux prises, en Extrême-Orient, avec des difficultés qui n'eussent pas manqué de peser lourdement sur sa politique générale? (*Nouveaux applaudissements.*)

Messieurs, la condition essentielle de toute politique étrangère est certainement la continuité dans les desseins et dans l'action. (*Très bien! très bien!*) Or, qui ne se fût étonné des incertitudes et de l'inconstance d'une nation qui, après avoir orienté avec éclat sa politique vers une combinaison dont les effets s'exercent heureusement sur tant de points, après avoir multiplié les manifestations où se confondaient les sentiments de confiance et d'amitié de deux grands peuples, eût, tout à coup, désavoué cette politique et se fût dérobée, par une abstention inexplicable, à l'appui qu'on lui demandait? (*Très bien! très bien!*)

On peut nous adresser d'autres critiques, nous n'en aurons point, du moins, encouru ce reproche. Nous sommes restés fidèles à nous-mêmes, et le ministre des affaires étrangères qui est devant vous croit avoir été l'interprète sincère des sentiments du pays, lorsque, au cours d'un télégramme adressé à



notre ambassadeur à Saint-Petersbourg, il s'est exprimé en ces termes : « La France met au premier rang de ses préoccupations la considération de ses alliances... Nous sommes donc disposés à appuyer, avec toute l'efficacité possible, les vues du Gouvernement impérial concernant les conditions de la paix entre la Chine et le Japon. » (*Applaudissements.*)

Mais, messieurs, si l'intérêt général de notre politique extérieure devait nous conduire à la décision prise par nous, en était-il autrement de notre intérêt particulier en Extrême-Orient ? Ce point de vue spécial a fait l'objet de nos mûres délibérations.

Nous avons observé, durant la guerre sino japonaise, la plus stricte neutralité. Nous avons, avec d'autres puissances, conseillé l'armistice. La paix de Simonosaki venait d'être édictée par le Japon. Toutefois, certaines conditions de cette paix menaçaient, d'une manière permanente, l'existence et l'indépendance du grand Empire qui est notre voisin sur une si grande étendue de frontières, et dont trois provinces, — peuplées de cent millions d'habitants, — offrent un vaste champ à la pénétration économique de notre colonie indo-chinoise.

Le danger de voir s'effondrer, ou même se diviser l'Empire chinois pouvait-il nous laisser indifférents ? L'anarchie qui le menaçait ne constituait pas seulement un péril pour tous les intérêts de la civilisation en Extrême-Orient ; elle risquait de créer, à proximité de notre possession du Tonkin, un foyer permanent d'agitation redoutable ; ou bien encore elle pouvait entraîner la constitution, dans le Sud et sur la frontière de notre colonie, de principautés autonomes, dégagées du contrepoids des provinces septentrionales, et dont le voisinage dangereux nous eût peut-être contraints à la politique d'intervention armée dont la charge a déjà été si lourde pour nous dans ces régions.

Le Japon avait imposé des conditions rigoureuses à la Chine, — non peut-être sans l'arrière-pensée de les modérer au besoin. C'est ce qu'il fit, en effet, alors que quatre puissances européennes, agissant, les unes et les autres, selon leur intérêt propre dans la question, mais combinant leurs efforts, lui eurent donné le conseil amical de renoncer à s'établir à titre définitif sur le continent asiatique.

Ce conseil a été suivi. On nous dit que nous nous sommes exposés en le donnant. Je ne puis mieux répondre que par les faits. Dans cette circonstance, nous avons prêté à la Russie le concours qu'elle attendait de nous ; nous avons contribué à maintenir l'équilibre nécessaire en Extrême-Orient, et cependant nos bonnes relations traditionnelles avec le Japon n'en sont point altérées.

Le succès si prompt de l'intervention des puissances, les ménagements qui l'ont entourée, la situation morale qui en est résultée pour nous dans cette partie du monde, ne peuvent-ils pas être mis en balance avec les avantages problématiques d'une abstention qu'on préconise sans essayer de la définir, et dont l'effet eût été probablement de prolonger le conflit et de diminuer en même temps l'autorité de la France, pour le jour où les événements l'eussent contrainte peut-être à une intervention plus directe ? (*Applaudissements.*)

D'autre part, messieurs, peut-il être indifférent pour nous de nous assurer avec la Chine des relations de bon voisinage ?

A cet égard, pour ceux qui, plus exigeants, nous demandent si nous n'avons pas su obtenir certains avantages, en raison de l'aide que nous apportons, j'ajouterai que notre diplomatie n'est pas restée inactive à Pékin, et qu'elle n'a pas laissé échapper l'occasion de s'assurer les garanties nécessaires au développement économique et à la pleine sécurité de notre colonie du Tonkin.

Cette politique d'abstention et de recueillement, dont on nous parle sans cesse, j'en vois bien la tendance générale ; mais comment parviendrait-elle à se préciser autrement que par des négations stériles ? En est-il d'une grande

nation autrement que des individus et peut-elle, en pleine force et en pleine maturité, s'asseoir sur le bord de la route et s'attarder dans le repos, parmi l'activité de la vie universelle ? (*Applaudissements.*)

Cette politique, messieurs, elle a été, par une sorte de surprise, pratiquée à une heure importante de notre histoire. C'était en 1881, Gambetta était au pouvoir. Par une appréciation extraordinairement juste des nécessités de notre situation, il avait prévu l'importance de l'affaire d'Egypte. Il avait amené l'Angleterre à nous demander notre intervention. Que craignait-on ? On n'avait devant soi qu'un révolté sans force et sans prestige. Et pourtant on accusa Gambetta de pousser le pays à une aventure, et ce grief ne fut pas étranger à sa chute si prompte. On ne lui laissa pas le temps de prouver que son attitude, parce qu'elle était la plus résolue, était la plus sage. La doctrine de l'abstention prévalut et laissa s'ouvrir cette question d'Egypte toujours pendante, que l'action de notre diplomatie eût facilement réglée, d'accord avec l'Angleterre elle-même, si on eût fait une confiance plus grande à l'homme qui, par tant de nobles services, l'avait si largement méritée. (*Vifs applaudissements à gauche et au centre.*)

Heureusement, messieurs, cet exemple mémorable servit désormais d'avertissement au Parlement et au pays. Malgré des défaillances passagères, ils accompagnèrent désormais de leur concours ceux qui, sur d'autres points, surent défendre le patrimoine de la France, soutenir l'honneur du drapeau engagé, et prévoir de loin les bénéfices qu'une action énergique et prompte sait assurer au pays.

Quelles que soient les appréciations portées sur d'autres conséquences de cette politique d'activité et d'expansion, qui peut nier cependant qu'elle a relevé la France aux yeux du monde ? (*Très bien ! très bien !*)

Ne nous a-t-elle pas permis de régler, en Afrique et en Asie, bien des problèmes posés de longue date sur lesquels le Parlement lui-même n'a cessé d'attirer l'attention du Gouvernement ?

En Europe, pas de question importante qui soit réglée sans que notre avis soit demandé et notre concours souvent sollicité.

M. René Goblet. — Il y en a une qui n'est pas réglée.

M. le ministre. — Enfin, messieurs, niera-t-on que notre autorité, ainsi reconquise, ait exercé son influence et produit ses effets jusque dans cette combinaison nouvelle des forces européennes qui nous a fait sortir de notre isolement et qui nous a donné le point d'appui qui nous manquait depuis si longtemps ? Deux grandes puissances, portées l'une vers l'autre par l'attraction de leurs sentiments et de leurs intérêts respectifs, se sont donné la main. Elles ont noué une entente qui les rapproche naturellement dans le travail incessant de la politique courante, et qui, toujours pacifique, leur garantit une sécurité réciproque.

Si c'est cette politique que l'on incrimine, messieurs, nous en acceptons hautement la responsabilité (*Applaudissements*) ; nous nous en déclarons les partisans résolus. Le pays, d'ailleurs, la connaît, il lui a donné son approbation. (*Très bien ! très bien !*)

M. Julien Dumas. — Personne ne le conteste !

M. le ministre. — Cependant, dans les circonstances présentes, il se peut, messieurs, que nos efforts vous semblent imprudents, que notre vigilance vous paraisse en défaut. En ce cas, dites-le nettement. Notre force vient de vous ; si vous êtes divisés, l'autorité de ceux qui vous représentent ne peut être qu'affaiblie et impuissante. Mais si vous restez unis, la France, reconstituée par plus de vingt années de paix, défendue par une armée et une marine pour lesquelles elle multiplie avec raison les plus larges sacrifices, servie par un Gouvernement sûr de votre appui, pourra poursuivre avec

méthode et sang-froid les grandes tâches qui lui restent à accomplir. (*Applaudissements prolongés.*)

M. le Président. — La parole est à M. Flourens.

M. Flourens. — Messieurs, toutes les assemblées délibérantes, toutes les Chambres qui se sont succédé depuis 1870, ont observé, en matière de politique extérieure, une prudence et une réserve que l'on a pu louer à certains moments, blâmer et critiquer dans d'autres, taxer même de faiblesse ou de pusillanimité, mais qu'en aucun cas personne ne pourrait nier ni contester.

Je ne viens pas demander à la Chambre actuelle de se départir de la tradition que lui ont transmise ses devancières. Loin de là ; j'estime que l'intérêt du pays nous commande, aujourd'hui plus que jamais, le calme et le sang-froid.

Je viens seulement dire à la Chambre et m'efforcer de lui démontrer qu'une certaine contradiction qui me semble exister entre les actes et les paroles du Gouvernement, qu'une certaine incohérence, qui me semble apparaître dans ses actes, sont de nature, si je ne me trompe, à compromettre les résultats acquis par la circonspection de nos devanciers et à faire perdre peut-être à la France les avantages qu'elle serait en droit de retirer dans les circonstances présentes d'un trésor de 25 ans de sagesse accumulée.

Sans pressentir ni préparer l'opinion publique, sans prévenir ni consulter l'une ou l'autre des Chambres qui composent le Parlement, le Gouvernement a cru devoir décider l'envoi d'une escadre à Kiel. En d'autres termes, il a décidé d'associer les félicitations de la France aux félicitations que les autres puissances européennes adressent à l'Allemagne à l'occasion d'une nouvelle et grandiose expansion de sa force militaire, maritime et commerciale.

Ce pouvait être une politique, et à ceux qui se récrieraient je dirai qu'elle a été celle d'un homme d'Etat auquel, sans attendre le verdict de la postérité, on a déjà élevé une statue.

Cet homme d'Etat a non seulement pratiqué cette politique, mais il l'a léguée à ses successeurs, et c'est une part de son héritage qu'il leur est plus facile de dissimuler que de répudier, en poussant la France à la création d'un vaste empire colonial en Extrême-Orient où elle devait nécessairement se heurter aux intransigeantes jalousies de l'Angleterre, aux susceptibilités et aux appréhensions de la Chine, en nous lançant simultanément dans une expansion coloniale presque indéfinie dans le Centre africain, où nous devions rencontrer encore, non moins fatalement, cette même Angleterre et contrecarrer ses prétentions à l'hégémonie.

Cette politique a rendu pour la France infiniment souhaitable — et même dans certains cas qu'il faut savoir prévoir, parce qu'ils se peuvent présenter — presque indispensable, si nous ne voulons pas laisser compromettre les résultats de longs et coûteux efforts, une entente, un concours avec les grandes puissances maritimes continentales de l'Europe, et parmi les grandes puissances maritimes continentales figure en première ligne incontestablement l'Allemagne.

Je ne veux pas, en ce moment, examiner cette politique, la critiquer, la blâmer ou l'improver. Je sortirais ainsi du cadre que je me suis tracé et dont j'entends ne pas m'écarter ; mais si la Chambre veut bien me conserver quelques instants encore sa bienveillante attention (*Parlez ! parlez !*), je lui dirai dans quelles conditions, à mon sens, cette politique pourrait être utilement et fructueusement suivie par la France. Je me borne, à l'heure actuelle, à constater des faits indéniables et à rechercher quelle est, en présence de ces faits, l'attitude qu'observe notre Gouvernement.

Je lui en demande pardon, mais il me semble que cette attitude consiste principalement, et consiste trop à chercher à décliner la responsabilité de l'acte qu'il a posé. Après avoir retardé pendant longtemps des explications justement réclamées par l'opinion publique, acculé et forcé dans ses derniers



retranchements, quel langage le Gouvernement nous a-t-il tenu ? Il nous a dit : « Je n'ai eu aucune arrière-pensée politique. »

Je dis, moi, qu'il est bien difficile d'admettre que dans un acte de cette nature, que dans ces matières, que dans ces circonstances, notre Gouvernement n'ait eu aucune arrière-pensée politique, qu'il n'ait entendu accomplir qu'un simple acte de politesse sans portée et sans conséquence.

Je dis que ce langage me paraît choquer la vraisemblance, qu'il me paraît contraire à l'évidence et à la matérialité des faits, et ce qui me confirme encore dans cette appréciation, c'est la politique que le Gouvernement a suivie dans l'incident sino-japonais.

Examinons, en effet, quelles sont les explications que le Gouvernement nous a fournies tout à l'heure pour expliquer son intervention dans le règlement du conflit sino-japonais.

Il est certain que, nous plaçant au point de vue exclusivement français, le triomphe du Japon n'était pas fait pour nous déplaire et que, du moment que nous n'étions pas absolument résolus à nous opposer, même par la force, à l'installation des Japonais dans des positions stratégiques de premier ordre comme Formose, comme les Pescadores, qui dominent les mers du Tonkin et les côtes de nos nouvelles possessions indo-chinoises, notre intérêt nous commandait, nous imposait, avec une clarté aussi manifeste que la lumière du jour, de faire tout ce qui pouvait dépendre de nous pour nous attacher les Japonais par les liens d'une amitié aussi étroite que possible, et tout au moins pour prévenir et rendre irréalisable dans l'avenir l'éventualité menaçante d'une coalition des grands empires asiatiques contre nos situations en Extrême-Orient.

Eh bien ! cette politique est-elle celle que le Gouvernement a suivie ? En aucune façon ! Il en a adopté une tout opposée ; il a adopté une politique qui a pu servir grandement les intérêts de l'Allemagne, qui a servi surtout et beaucoup plus efficacement les intérêts de la Russie, mais qui a fait totalement abnégation des intérêts de la France. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Quant à moi, j'estime que cette politique russo-allemande pouvait parfaitement s'expliquer et se défendre par de très sérieux arguments, et je m'attendais à voir M. le ministre des affaires étrangères nous apporter à cette tribune des déclarations qui auraient entraîné notre adhésion et l'adhésion du pays tout entier. C'était mon vœu, mon désir et mon espoir.

Je pensais que M. le ministre des affaires étrangères allait nous dire : Oui, dans cette affaire du règlement du conflit sino-japonais, j'ai fait momentanément abandon des intérêts du pays ; mais je n'ai pas fait cet abandon sans obtenir de légitimes, d'équitables et d'équivalentes compensations.

Oui, par mon intervention, j'ai promis à deux grandes puissances européennes de terminer à leur avantage, sans lutte et sans effusion de sang, ce conflit qui, sans moi, aurait pu se prolonger et devenir gros pour elles de difficultés, mais je leur ai tenu, au nom de l'intérêt de la France, un langage qui a été entendu et compris par ces puissances. J'ai dit notamment à la Russie : Vous m'avez promis, il y a quelques années, de ne pas me laisser attaquer et, en échange de cette promesse, je vous ai rendu d'inappréciables services, je vous ai ouvert largement et sans compter les sources fécondes de mon épargne nationale (*Mouvements divers*) ; je vous ai, en toute occasion et en toute circonstance, donné un appui d'une valeur inappréciable pour la Russie autocratique : l'appui de la France démocratique et libérale. Aujourd'hui, vous venez me demander davantage, vous me demandez d'intervenir dans un conflit auquel je suis absolument étranger, de me lancer dans une intervention qui peut devenir pour moi, dans l'avenir, la cause de complications, et vous me demandez cela dans un intérêt de premier ordre pour vous, dans un intérêt vital ; vous me le demandez pour assurer votre prédominance dans tout le nord du continent asiatique et pour ouvrir plus largement à vos escadres et à votre commerce les ports de l'océan Pacifique ;



vous devez m'accorder des avantages équivalents. (*Bruit sur divers bancs.*) Vous devez reconnaître que s'il est d'un intérêt capital pour vous que la Chine, dans ses provinces continentales du Nord, ne reste pas démembrée au profit du Japon, il est d'un intérêt non moins capital que la France ne reste pas sous le coup de la mutilation dont elle a été victime en 1870. Je ne vous demande aucune rupture avec l'Allemagne; je ne vous demande aucune action immédiate. Je vous demande seulement de me promettre et de me garantir que, lorsque cette question se posera devant l'Europe, — et cela arrivera nécessairement un jour, — vous m'assurerez le concours moral et le concours matériel de vos forces pour la défense de mes légitimes revendications. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

Voilà le langage que, certes, on aurait pu faire entendre à Saint-Petersbourg, parce qu'à Saint-Petersbourg on comprend très bien que ces graves difficultés, dans l'Extrême-Orient, ne sont pas à leur déclin, mais à leur début, et que, pour les trancher conformément à l'intérêt de la Russie, la coopération de la France est indispensable. Voilà un langage qui aurait été compris et applaudi par tous les Français.

Mais ce n'est pas précisément ce langage que le Gouvernement nous a tenu. Il nous a dit : Comme voisin de la Chine, je suis intéressé à ce qu'il ne soit pas procédé au démembrement de l'Empire chinois.

Est-ce que nous allons nous ériger en gardiens de l'intégrité de l'Empire chinois? Nous avons déjà assumé, messieurs, la lourde responsabilité de figurer au nombre des garants de l'intégrité de l'Empire ottoman, et c'est, par parenthèse, une mission dont nous ne nous acquittons que d'une façon fort incomplète, car nous laissons actuellement l'Angleterre et l'Italie dépecer les provinces africaines ou égyptiennes de cet empire. Devons-nous encore assumer l'énorme responsabilité de garantir l'intégrité de l'Empire chinois?

J'estime, quant à moi, que les Chinois sont assez nombreux pour se garantir eux-mêmes contre tout démembrement des provinces continentales de leur empire (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs*), le jour où ils consentiront à faire ce qu'ont fait les Japonais, à se soumettre aux exigences de la science militaire moderne, et que nous n'avons ni un soldat ni un vaisseau dont nous puissions disposer pour un peuple qui n'est vaincu que parce qu'il refuse de marcher dans la voie du progrès. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Mais je proteste surtout contre cette exagération, contre cet exclusivisme des préoccupations coloniales.

A entendre M. le ministre des affaires étrangères, il semblerait, en vérité, que la France n'a plus d'intérêts à débattre qu'en Asie et en Afrique.

La France est avant tout — et doit rester avant tout — une puissance continentale : C'est sur le continent européen que sont ses intérêts vitaux, c'est là que se sont jouées et que se joueront ses destinées. Et il ne faudrait pas, par un amour immodéré pour une expansion coloniale dont les résultats sont encore trop problématiques, laisser compromettre les intérêts essentiels de la mère-patrie. (*Très bien ! très bien !*)

Si l'Allemagne, si la Russie, pour développer leur expansion commerciale, maritime, politique, industrielle et financière, dans ces vastes et riches pays de l'Extrême-Orient, ont besoin du concours de la France, — et elles en ont besoin, — je suis, quant à moi, d'avis de le leur donner, mais à la seule condition qu'elles nous permettront de le leur donner en pleine sécurité et que pour cela nous ne laisserons pas nos frontières de l'Est ouvertes sous la menace perpétuelle d'une invasion imminente. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

Sans doute, la France ne doit pas renfermer exclusivement ses regards dans le cercle des affaires continentales européennes; mais si nous voulons nous préoccuper d'autres intérêts en dehors de l'Europe, nous en aurions qui nous touchent beaucoup plus directement que les intérêts de la Chine.

Notre diplomatie vient encore de rendre à la Russie un autre service signalé dont ne nous a pas parlé M. le ministre des affaires étrangères.

En Arménie, grâce à notre diplomatie, les efforts de l'Angleterre ont échoué. Nous avons, par notre intervention, contribué à faire avorter des convoitises et des visées ambitieuses qui auraient abouti à un nouveau démembrement partiel de l'Empire ottoman, démembrement qui aurait été éminemment opposé aux intérêts moscovites.

Eh bien ! ne sommes-nous pas en droit de dire à la Russie : « Il est une autre portion de l'Empire ottoman qui rentre dans la sphère d'action de la Russie, dans laquelle nos intérêts, nos traditions, notre honneur, sont directement engagés et où une occupation étrangère, perpétuée en violation des traités, en violation d'engagements pris, répétés et multipliés à la face de l'Europe et du monde entier, fait peser actuellement les terreurs de l'état de siège et entrave le développement de la prospérité publique. » (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

Ne pouvons-nous pas demander à la Russie de nous rendre, en coopérant avec nous à la libération de l'Egypte, le service que nous lui avons rendu en Arménie ? (*Applaudissements sur divers bancs.*)

C'est à ces conditions, et à ces conditions seulement, que nous pourrions aller à Kiel en pleine dignité, parce qu'alors nos vaisseaux, en quittant les côtes de France pour se rendre en Allemagne, emporteraient dans les plis de leurs drapeaux les germes féconds de la réparation d'un passé que nous ne pouvons consentir à oublier qu'à la condition que toutes les puissances comprendront comme nous que les traces doivent en être effacées.

Voilà une politique qui aurait été simple et facile à comprendre pour tout le monde. Mais je crains que la politique du Gouvernement ne présente au pays l'aspect de fréquentes contradictions.

Et si cette contradiction existait seulement entre ses actes et ses paroles, nous pourrions lui faire crédit, nous dire que des circonstances graves, que des circonstances que nous ignorons, l'obligent à nous dissimuler en ce moment tout ou partie de la vérité. Mais cette contradiction n'existe pas seulement entre les actes et les paroles du cabinet. Si nous comparons les actes entre eux, nous trouvons une antinomie non moins frappante.

Ainsi, il y a quelques jours, l'honorable M. Castelin, agissant tant en son nom personnel qu'au nom d'un certain nombre de ses collègues, déposait sur le bureau de la Chambre une proposition de loi tendant à ouvrir des crédits pour couler en bronze la statue de la ville de Strasbourg, conformément aux prescriptions d'un décret du Gouvernement de la Défense nationale qui était resté oublié depuis vingt-cinq ans dans les cartons des ministères.

Je ne suis pas le confident de M. Castelin, je n'ai pas qualité pour me faire ici l'interprète de sa pensée, pas plus que de celle d'aucun de ses collègues, mais je ne surprendrai personne en disant que leur proposition de loi a été interprétée comme une protestation contre les actes récents de la politique extérieure du Gouvernement.

Eh bien, comment le Gouvernement a-t-il répondu à cette protestation ? Il y a répondu en protestant plus haut et plus fort que les protestataires. (*Applaudissements et rires ironiques à l'extrême gauche.*) Il a dit : Vous voulez couler en bronze la statue de Strasbourg ? Ce n'est pas assez pour répondre aux légitimes susceptibilités du patriotisme français que je reconnais être froissées par les actes que vous avez en vue en ce moment ; il faut en outre ériger un monument aux victimes de la guerre de 1870.

C'est la première fois, depuis 1870, qu'un Gouvernement éprouve le besoin, par une évocation retentissante d'un sanglant passé, de raviver des douleurs non éteintes et, en arrachant à la paix du tombeau les ombres non vengées de nos frères, de faire renaître invinciblement dans nos âmes cette pensée qu'il y aurait une autre manière, et une meilleure manière, de les honorer que de leur ériger des monuments en marbre ou en pierre.

Et c'est au moment où cette pensée angoisse nos âmes et étreint nos cœurs que l'on nous apprend que le Gouvernement interdirait, le jour où nos vassaux iraient dans les eaux allemandes, de déposer au pied de la statue de Strasbourg quelques couronnes comme hommage expiatoire !

Comment voulez-vous que l'opinion publique vous suive et vous comprenne ? Dans un pays comme le nôtre, aucun Gouvernement ne peut espérer faire marcher le pays dans un sens contraire à ses convictions et à ses aspirations

Et le plus grand danger peut-être qui puisse se présenter pour le Gouvernement, c'est de laisser paraître des contradictions trop absolues entre les manifestations du sentiment public qu'il est impossible d'étouffer et les directions officiellement imprimées à nos relations extérieures.

Tout le monde comprend qu'en cette matière tout malentendu pourrait être sujet à de fâcheuses complications. Aussi, le premier devoir du Gouvernement me paraît-il devoir être en ce moment d'expliquer d'une façon plus nette, plus simple et plus compréhensible, les bases qui servent de fondement, les lignes qui servent de direction à sa politique.

En présence de vos explications vagues et embarrassées, le pays ne semble guère pouvoir percevoir que ceci : une certaine sensation que les mains qui dirigent sa politique extérieure manqueraient de la fermeté nécessaire pour lui donner la direction unique et conséquente avec elle-même qui serait nécessaire pour atteindre le but conforme aux intérêts du pays.

Quant à moi, je suis convaincu que l'incohérence et la contradiction sont, en matière de politique extérieure, les plus graves dangers ; je crois remarquer cette contradiction entre certaines paroles et certains actes du Gouvernement, et entre certains actes du Gouvernement entre eux, et j'appelle sur ce point l'attention de la Chambre (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. René Goblet. — Messieurs, je pensais que le Gouvernement croirait nécessaire de répondre aux questions très précises qui viennent de lui être posées par l'honorable M. Flourens. Puisqu'il n'en juge pas ainsi, au moins à cette heure de la discussion, je demande à la Chambre quelques moments de son attention. (*Parlez ! parlez !*)

Ce n'est pas nous qui avons soulevé ce débat. J'ai eu l'occasion récemment, en dehors de cette enceinte, de dire pourquoi, quant à moi, je ne prendrais pas une semblable initiative ; mais, puisque le débat a été ouvert par des amis d'un groupe voisin du nôtre, je crois qu'en ce moment surtout il est indispensable que nous intervenions.

Les majorités ont le droit de se grouper silencieusement derrière les Gouvernements qui ont leur confiance ; c'est au contraire le devoir des oppositions, même quand elles n'ont pas, — et c'est le cas ici, — la prétention de faire acte d'hostilité contre le ministère, de dire ce qu'elles pensent et d'expliquer leur attitude.

Je dis tout de suite quelle est la nôtre. Elle était, avant cette séance, celle de la réserve la plus absolue et elle ne peut que rester telle après les explications, suivant moi très insuffisantes, qui nous ont été fournies tout à l'heure par M. le ministre des affaires étrangères. Je demande donc la permission d'insister ; la Chambre peut être assurée d'ailleurs que je ne prononcerai aucune parole irritante sur le double objet de cette interpellation, soit qu'il s'agisse du voyage de Kiel, ou de notre intervention dans le conflit sino-japonais.

En ce qui concerne le voyage à Kiel, c'est presque un fait accompli, il va s'accomplir. Je ne le jugerai pas ; je n'examinerai pas les motifs qui nous ont été apportés ici tout à l'heure ; je me borne à constater que cet acte a profondément froissé le sentiment national dans ce qu'il a de plus respectable.

A l'heure actuelle, nous ne pouvons faire qu'une chose.



Le Gouvernement a pris ce parti sans avoir à aucun degré consulté le Parlement. Nous ne pouvons que lui en laisser la responsabilité pleine et entière en regrettant qu'il n'ait pas su nous y soustraire.

Quant à l'affaire sino-japonaise, je n'ai plus besoin d'en rechercher les motifs. M. le ministre des affaires étrangères nous les a dits tout à l'heure avec une clarté parfaite. Il est certain désormais, de par la déclaration que vous avez entendue, que nous sommes intervenus dans le conflit sino-japonais beaucoup moins pour y défendre nos propres intérêts — des intérêts bien lointains et, dans tous les cas, à très longue échéance — que pour y seconder l'action de la Russie et pour cimenter ainsi notre alliance avec cette puissance. (*Très bien ! très bien !*)

Cela est très bien, soit ! Mais quelles conséquences nous réserve cette intervention ? On a parlé devant le Sénat et on a répété aujourd'hui qu'il s'agissait d'une intervention, d'une démarche purement amicale. Cependant nous avons envoyé là-bas des vaisseaux, nous y avons envoyé une force navale et militaire.

On dit — et M. le président du conseil le déclarait dernièrement — qu'il a suffi que nous fussions partie dans ce concours de puissances pour que le Japon cédât. Le Japon a cédé en ce sens qu'il a déclaré qu'il ne conserverait pas définitivement les provinces qu'il avait conquises. Il y est encore, si je ne me trompe, et nous ne savons point quand il en sortira ; nous ne savons pas davantage à quelles complications peut donner lieu le payement de cette indemnité qui est la condition essentielle de l'évacuation.

Mais ce que nous n'avons pas prévu surtout, — j'aime à croire que le Gouvernement ne l'avait pas prévu lui-même, — c'est que cette association avec la Russie nous conduirait au contact avec l'Allemagne qui a très habilement profité de l'occasion qui s'offrait de se joindre à nous sous le patronage de la Russie.

Messieurs, est-ce que vous vous étonnez qu'il y ait eu une profonde surprise dans l'opinion publique en France quand on a vu des vaisseaux français se joindre aux vaisseaux allemands non plus seulement pour saluer le souverain allemand dans le canal de la Baltique, mais pour aller défendre en Extrême Orient des intérêts soi-disant communs ? (*Très bien ! très bien ! sur les mêmes bancs.*) On a été tout naturellement conduit à penser qu'il y avait quelque chose de changé dans la politique française, et, je l'avoue, c'est avec un grand étonnement que j'ai entendu M. le ministre des affaires étrangères nous dire, — et c'est à ce moment que j'ai demandé la parole : — « Il n'y a là que des traditions constantes, et la continuation de la politique suivie depuis 1870. »

Non ! M. le ministre des affaires étrangères a beau nous dire qu'il n'y a pas d'orientation nouvelle, que cette direction a été constamment suivie et, pour répéter textuellement ses propres paroles, au Sénat, que « notre politique est restée fidèle à une direction générale parfaitement déterminée et consacrée d'ailleurs par l'assentiment du Parlement et au pays » ; ce que nous demandons aujourd'hui, ce que voulait savoir l'honorable M. Millerand, je suppose, dans l'interpellation qu'il a développée tout à l'heure, c'est précisément quelle est cette politique, et c'est ce qui ne nous a pas été dit.

Les honorables interpellateurs ont profité de cette occasion pour faire connaître la leur, à laquelle nous ne pouvons nous associer qu'avec certaines réserves que vous avez déjà devinées et de là aussi la nécessité d'une explication de notre part.

Mais ce que nous désirons savoir, c'est la politique du Gouvernement, et je déclare que je ne la connais pas après les explications que nous avons entendues. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

Je voudrais m'expliquer avec la mesure nécessaire, mais très franchement et très délibérément, sur notre situation. Nous sommes tous d'accord pour reconnaître, n'est-il pas vrai ? que, pendant vingt et quelques années, à la

suite de ses désastres, la France a dû se recueillir, se replier sur elle-même, et poursuivre silencieusement, en même temps que l'organisation de son nouveau régime intérieur, la reconstitution de ses forces militaires. Elle y a travaillé, et avant même que ce but fût atteint, elle avait à sauvegarder la fierté qui convient au vaincu et à faire au besoin respecter sa dignité et ses droits. J'ose dire qu'elle y a réussi. (*Très bien ! très bien !*)

Cette œuvre a été faite, la reconstitution a été accomplie. Alors deux partis se sont présentés devant la France : Ou bien elle pouvait conserver la même attitude, et je suis convaincu qu'on serait venu la chercher chez elle. Quand une nation, après d'aussi cruelles épreuves, a donné l'exemple d'une telle vitalité, elle n'est pas longtemps dédaignée par les autres. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs à gauche.*) Je suis persuadé que plus d'une autre puissance n'aurait pas tardé à venir solliciter son concours. (*Très bien ! très bien !*)

Mais je comprends aussi qu'une autre politique pouvait être parfaitement soutenue et acceptée. On pouvait se dire, comme le faisait il y a un instant M. le ministre des affaires étrangères en un langage qui n'est pas diplomatique, mais qui n'en est pas moins excellent : « On ne peut pas rester éternellement assis au bord de la route, et il faut un jour se mêler à l'action. » On a pu penser qu'au point où elle en était arrivée, la France avait à jouer un rôle plus actif dans le monde et à se mêler de nouveau au mouvement des affaires internationales.

Ce moment a semblé venu il y a cinq ou six ans, au lendemain du grand succès de l'Exposition de 1889 et des élections qui avaient suivi, affirmant le triomphe définitif de la République à l'intérieur.

Il est clair que pour exercer cette action au dehors, le premier devoir du Gouvernement était de s'assurer des alliés ; et c'est alors, en effet, que nous avons vu les rapports excellents qui existaient auparavant entre la France et la Russie prendre à partir de ce moment — 1890-1891 — le caractère d'un rapprochement plus étroit. Ce qui jusqu'à présent nous avait inquiétés, c'était de ne pas savoir jusqu'où allait ce rapprochement ; car il est incontestable que cette union, quelle qu'elle soit, nous a été grandement profitable et que nous devons en garder à la Russie une sincère reconnaissance, même après les sacrifices très larges que nous avons faits. (*Très bien ! très bien !*)

Mais enfin qu'était-ce que cette entente ? Elle nous apparaissait assurément comme très précieuse pour nous garantir contre une agression, si elle venait à se produire, agression à laquelle, personnellement, je n'ai guère cru ; mais elle ne pouvait suffire à nous permettre d'exercer une action efficace à l'extérieur, si en effet nous pensions que le moment d'agir était venu.

Tout à l'heure j'ai surpris dans le discours de M. le ministre des affaires étrangères, — discours qui n'était pas une improvisation, il nous l'a dit, — un mot que j'ai relevé et sur lequel il faudra bien que lui-même ou le chef du cabinet nous donne une explication. Pour la première fois depuis cinq ou six ans, on a parlé aujourd'hui non pas simplement d'une entente, mais on a prononcé le mot « alliance ». S'il y a alliance, dites-le ! (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Nous sommes assez forts, au moins je le suppose, à cette heure, pour connaître et pour dire la vérité. Si vous avez une alliance, publiez-la ! L'Allemagne l'a fait. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Je vois M. le président du conseil me faire des gestes d'étonnement et de dénégation. Et pourquoi pas, s'il vous plaît ? Est-ce que l'Allemagne a hésité à publier le traité d'alliance de la Triplice ?

M. le président du conseil. — Il n'a jamais été publié.

M. René Goblet. — Je vous demande pardon !

M. Aynard. — Où l'avez-vous lu ? Faites-le nous connaître !

M. Gustave Rouanet. — On l'a affirmé vingt fois à la tribune du Reichstag.

M. René Goblet. — J'ai le souvenir très exact, — et je le justifierai, non pas à l'heure qu'il est, mais demain, s'il le faut, — que l'Allemagne a publié le renouvellement du traité avec l'Italie.

M. le président du conseil. — Il n'a jamais été publié.

M. René Goblet. — Laissons la question de publication de côté. S'il y a une alliance, je demande qu'on nous le dise et je demande à dire, de plus, ce que, suivant moi, l'on doit en faire.

N' imaginez pas, messieurs, que je sois, plus que l'honorable auteur de l'interpellation, porté vers des velléités belliqueuses ! Je pense à cet égard comme vous tous. La paix est le premier besoin du monde. Mais je demande si c'est la paix que nous avons, cet état d'attente anxieuse, tourmentée, où les peuples d'Europe se regardent les uns les autres, les armes chargées, épuisant leurs trésors à accroître sans cesse leurs armements, épiaut l'étincelle qui peut un jour allumer l'incendie ? (*Applaudissements sur divers bancs à gauche.*)

M. d'Hulst. — Chargez-vous de proposer le désarmement !

M. René Goblet. — Et si M. le ministre des affaires étrangères a, en effet, une politique très nette et très déterminée, comme il le disait au Sénat et comme il l'a répété aujourd'hui, je lui demande si cette politique ne doit pas tendre avant tout à faire disparaître un état de choses aussi contraire à la prospérité, au développement des peuples et à leurs relations.

Messieurs, tout à l'heure l'honorable M. Millerand, au nom des socialistes, est venu vous expliquer quelle était à cet égard sa politique, et M. le ministre des affaires étrangères m'a paru avoir singulièrement exagéré les déclarations de M. Millerand en disant qu'il avait soutenu ici, en matière étrangère, une politique exclusivement socialiste. Si j'ai bien compris, M. Millerand a dit qu'il y avait pour le parti socialiste des amis en Allemagne vers lesquels il fallait regarder. J'accorde, moi aussi, qu'une grande démocratie comme la nôtre doit porter ses regards et ses sympathies surtout vers les populations ; encore est-il vrai de dire qu'il n'y a pas de distinction à faire et que ce n'est pas seulement à cette partie numériquement inférieure encore de la population qui s'appelle le parti socialiste, que nos sympathies doivent s'adresser ; mais aussi je pense qu'au temps où nous sommes, dans les circonstances que nous traversons, — et l'honorable M. Millerand certainement n'a pas pu l'oublier — ce n'est pas avec les populations, mais avec les Gouvernements que se traitent les affaires internationales et que se fait la diplomatie.

Or, l'œuvre de la diplomatie doit être précisément de dissiper, de détruire autant qu'elle le peut entre les nations européennes, ces germes de guerre auxquelles elles finiraient par ne plus pouvoir échapper.

*Au centre.* — Le moyen ?

M. René Goblet. — C'est ici que j'insisterai, si vous le permettez, sur les observations qui vous étaient présentées tout à l'heure par l'honorable M. Flourens. Puisque vous n'avez pas cru devoir y répondre après lui, peut-être le croirez-vous nécessaire lorsque je les aurai développées en y insistant.

Encore une fois, il ne s'agit ici dans mon esprit d'aucune pensée de revanche. J'estime qu'un peuple n'a pas le droit de se plaindre d'avoir été vaincu.

M. Jaurès. — C'est la vraie fierté !

M. René Goblet. — Je prétends qu'un peuple n'a pas le droit de reprocher



à son vainqueur de l'avoir vaincu ; il paye sa propre faute, soit qu'il ait provoqué ou accepté imprudemment une guerre sans préparation suffisante et sans motifs impérieux, soit qu'il ait trop complaisamment toléré un Gouvernement incapable qui l'a conduit à la défaite. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche.*)

Mais ce qui constitue un juste grief, c'est le droit violé. Et il y a violation du droit dans les principes de la justice internationale moderne, quand des populations civilisées sont arrachées par la force à la patrie à laquelle les attachent des liens séculaires, et leurs nouvelles destinées ne peuvent être définitivement et légitimement consacrées qu'autant qu'elles les ont ratifiées par leur libre consentement. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

Je demande si la question ainsi envisagée ne peut pas être résolue par des moyens pacifiques ; mais ce que j'affirme, en outre, c'est que tant que cette question, celle dont je disais tout à l'heure : Il y a une question en Europe qui n'est pas réglée, monsieur le ministre, — tant que cette question ne sera pas réglée, sans doute, nous devrons continuer à vivre dans des rapports courtois avec notre vainqueur de 1870, mais jamais l'opinion publique ne comprendra un rapprochement avec lui. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Voilà pourquoi l'on demande à M. le ministre des explications. C'est qu'en effet il semble résulter de certains faits récents qu'il y a entre l'Allemagne et nous un rapprochement assurément très inattendu. Comment ce rapprochement est-il possible si, en même temps que vous vous alliez à l'Allemagne pour l'opération lointaine dont vous nous avez entretenus aujourd'hui, vous n'avez pas songé que cette question restait, à laquelle il faut une solution pacifique, je l'espère, je le souhaite, et je pense que le devoir est d'y travailler.

M. le ministre nous a dit : Vous oubliez que la France, cependant, a reconquis sa puissance dans le monde, et je me rappelle que M. le président du conseil tenait le même langage, il y a déjà quelques années, alors qu'il était à la tête du cabinet pour la première fois.

La France a reconquis sa puissance dans le monde, et il est de son intérêt de prendre sa part désormais dans toutes les grandes affaires internationales. Oui, depuis ces quelques années, la France est sortie en effet de cette inaction dont on a parlé.

Elle le pouvait alors, à une époque postérieure à cette date de 1881 qu'on a rappelée. Quand M. le ministre a cru devoir citer ici ce qui s'était passé à propos de l'Egypte, il ne faisait pas, je suppose, allusion au ministère qui a suivi celui de Gambetta, car ce ministère avait proposé à la Chambre de voter des crédits qui devaient lui permettre d'exercer, de concert avec l'Angleterre, son action en Egypte. L'honorable M. Ribot était, je crois, le rapporteur de ce projet.

M. le président du conseil. — Non, mais j'ai été de ceux qui l'ont voté.

M. René Goblet. — Vous avez soutenu tout au moins les premiers crédits ; vous en étiez le rapporteur.

M. le président du conseil. — Je n'ai rien à regretter !

M. René Goblet. — Je dis que dans ces dernières années on a cru pouvoir sortir de la politique d'inaction où nous avions dû rester. C'est alors que la France s'est aventurée, beaucoup, un peu trop peut-être à notre gré, car je ne vais pas aussi loin que certains des orateurs qui m'ont précédé à cette tribune dans ce qu'on a appelé la politique d'expansion coloniale. Peut-être y avait-il quelque imprudence à le faire, alors que d'autres graves questions, notamment celle dont je parlais tout à l'heure, restaient pendantes. Dans tous les cas, vous me permettrez de dire que si l'on avait commencé par

celle-là, nous n'aurions pas rencontré dans les questions coloniales les difficultés que nous avons eu à vaincre.

M. Marcel Habert. — Il faudra pourtant bien la régler un jour ou l'autre !

M. René Goblet. — Si vous y renoncez, je comprends que vous portiez vos efforts ailleurs.

M. Marcel Habert. — Pas un Français n'y renonce !

M. René Goblet. — Si, au contraire, vous pensez que la France ne peut pas l'oublier, alors je suis dans le vrai quand je prétends qu'il y avait peut-être quelque imprudence dans cette expansion démesurée.

M. Adolphe Turrel. — Il fallait alors, quand vous étiez ministre, proposer l'évacuation des colonies, du Tonkin et du reste. Pourquoi ne l'avez-vous pas fait ? (*Très bien ! très bien ! au centre.*)

M. René Goblet. — Je connais cet argument ; c'est le seul dont vous disposiez quand je suis à la tribune.

M. Adolphe Turrel. — Mon argument est très fort, puisqu'il vous embarrasse .

M. René Goblet. — Permettez-moi de vous répondre que je n'ai pas été au pouvoir depuis l'époque que je rappelais tout à l'heure, et où l'on a pu considérer que la force de la France était véritablement reconstituée ; que j'y ai été au moment où cette reconstitution s'achevait, et je crois avoir énergiquement défendu à cette époque les intérêts, les droits et la dignité de la France. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*) Ce n'est que plus tard que la France a reconquis sa puissance militaire — et le discours de M. le président du conseil auquel je faisais allusion il y a un instant remonte à 1891 ou 1890, si je ne me trompe. Depuis ce temps-là, monsieur Turrel, vos amis sont au pouvoir, mais je n'y ai pas été. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Ce que je demande, messieurs, c'est que, tandis que nous nous laissons entraîner si facilement à aller régler de concert avec l'Angleterre les affaires d'Arménie, et, de concert avec l'Allemagne, les conflits de l'Extrême-Orient, nous ne nous donnions pas l'apparence d'oublier la question capitale, les questions capitales, celles qui nous touchent de plus près en Europe ou sur la Méditerranée, et sur lesquelles la France ne peut pas permettre que l'oubli se fasse sans qu'elle y perde son nom !

Voilà ce que j'avais à cœur de dire au nom de mes amis. Et, maintenant, il faut une conclusion à ce débat. Laquelle ?

J'ai dit que je n'apportais pas ici une pensée d'hostilité contre le cabinet.

Je sais tout ce qu'il y a de grave et de délicat dans le maniement de la politique étrangère. Je suis le premier, d'ailleurs, à rendre hommage non pas seulement aux intentions et au talent de M. le ministre des affaires étrangères, mais aux succès qu'il a obtenus sur certains points de nos possessions coloniales.

Mais quand des questions comme celles qui ont fait l'objet de ce débat se posent ici, infiniment plus graves pour le pays et pleines peut-être de conséquences, nous avons le droit de demander davantage, et je déclare que nous ne l'avons pas obtenu.

Et alors, si je ne veux pas émettre un vote d'hostilité contre le cabinet, je ne puis cependant pas lui donner un vote d'approbation. Ce débat ne me paraît pouvoir se terminer pour nous que par un ordre du jour qui, en affirmant nos propres idées politiques, soit en même temps un ordre du jour

de réserve pour le présent et d'avertissement pour l'avenir. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.*)

M. le président. — La parole est à M. le président du conseil.

M. Ribot, président du conseil, ministre des finances. — Après les explications si complètes qu'a données à cette tribune M. le ministre des affaires étrangères, la Chambre n'attend pas de moi un discours.

Un des orateurs qui ont succédé à M. le ministre des affaires étrangères a rappelé le temps où tous, d'un commun accord et dans un sentiment patriotique, nous évitions de multiplier à cette tribune les questions concernant la politique extérieure.

Je ne me plains pas, pour ma part, que l'on vienne demander au Gouvernement de s'expliquer sur ces intérêts si graves dont il a la garde. Le Gouvernement voudrait partager sa responsabilité avec la Chambre tout entière. Il met au-dessus de son propre intérêt l'intérêt du pays lui-même. Jamais il n'apportera ici, pour se dégager de certaines critiques ou de certaines attaques, une parole qui compromettrait les intérêts mêmes qui lui sont confiés. (*Applaudissements au centre.*)

Tous les gouvernements qui se sont succédé en France ont eu, comme le rappelait M. le ministre des affaires étrangères, la même politique et les mêmes pensées. Si tous n'ont pas pu suivre, à travers les incidents divers, la même conduite, tous ont eu au moins la même inspiration patriotique.

Le gouvernement actuel, comme les autres, n'a rien changé dans l'orientation de la politique française. M. le ministre des affaires étrangères l'a dit avec force et éloquence et je le répète après lui.

C'est à ceux qui nous attaquent de montrer que la politique française a en effet dévié de la direction qu'elle doit suivre. Ont-ils fait ou même tenté de faire cette preuve ? Car enfin quel est le reproche que l'on nous fait ? Est-ce que, dans le règlement des questions auxquelles a donné naissance en Extrême-Orient une guerre à laquelle nous n'avons pas pris part, nous devons nous désintéresser, rester inactifs, laisser la Russie et l'Allemagne prendre leurs positions, à l'exemple de l'Angleterre, nous condamner nous-mêmes à l'abstention, à l'inaction, au désintéressement ?

*Un membre à gauche.* — Qui a dit cela ?

M. le président du conseil. — Si ce n'est pas ce reproche que vous nous faites, je vous demande de préciser. (*Interruption à l'extrême gauche.*)

Où vos critiques n'ont aucun sens, ou je les résume avec exactitude ; car, de deux chose l'une : ou bien vous trouvez que nous avons eu raison de ne pas nous désintéresser et de ne pas laisser la Russie seule avec l'Allemagne intervenir dans ces affaires. Et alors, pourquoi nous attaquez-vous ? Ou bien vous pensez que nous devons rester inactifs, laisser de côté nos traditions, notre dignité et nos intérêts. . (*Interruption à l'extrême gauche.*)

M. René Goblet. — Voulez-vous me permettre un mot, monsieur le président du conseil ?

M. le président du conseil. — Volontiers !

M. René Goblet. — J'ai dit que je ne comprenais pas que la France acceptât une alliance avec l'Allemagne.

M. le président du conseil. — Il n'y a pas d'alliance !

M. René Goblet... une action commune, si vous voulez, en Extrême-Orient, en ayant l'air d'oublier d'autres questions qui nous intéressent plus particulièrement en Europe. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)



M. le président du conseil. — Je laisse à la Chambre le soin d'apprécier si les explications qui viennent d'être données changent le terrain sur lequel je m'étais placé. Il ne doit pas y avoir d'équivoque.

M. René Goblet. — Assurément.

M. le président du conseil. — Est-ce que vous nous reprochez d'être sortis de l'inaction et d'avoir, avec la Russie...

*A l'extrême gauche.* — Avec l'Allemagne !

M. le président du conseil... en Extrême-Orient, dit notre mot sur le règlement des affaires sino-japonaises ? Ayez donc alors le courage de le déclarer à la tribune !

Je répète, moi, après M. le ministre des affaires étrangères, que c'eût été une faute grave de notre part de rester indifférents, et que si nous avions commis, en effet, cette faute de nous réfugier dans l'abstention pour éviter certaines critiques secondaires, nous aurions mérité toutes vos sévérités. (*Applaudissements à gauche et au centre.*)

Tout nous commandait en effet de prendre les responsabilités que nous avons prises. M. le ministre des affaires étrangères vous montrait tout à l'heure que l'intérêt français, que l'intérêt de notre pays nous commandait de ne pas nous désintéresser dans le règlement de ces questions ; que la situation considérable que nous nous sommes créée dans ces pays lointains nous en faisait un devoir. Si nous avions dit que nous n'avions rien à faire dans ces mers ; que l'Allemagne pouvait y aller, mais que, en dépit de nos traditions et de nos intérêts, nous pouvions nous réfugier dans l'inaction, qu'auriez-vous dit, je vous le demande ?

M. Camille Pelletan. — Personne ne vous l'a demandé.

M. le président du conseil. — Je vous défie de dire à cette tribune que nous avons eu tort. Il faut savoir prendre les responsabilités, et nous les prenons hautement et nettement devant le pays. Oui, c'était l'intérêt de la France ; je le dis, je l'affirme.

Mais nous n'avons pas contesté qu'en même temps que nous défendions notre intérêt, nous avions un dessein de politique générale. Cela est parfaitement vrai. Et quel reproche allez-vous donc nous faire ? Est-ce que vous allez contester à une grande nation comme la nôtre, parce qu'elle est une démocratie et un gouvernement d'opinion, le droit, le devoir et les moyens d'avoir une politique générale étrangère ? (*Vifs applaudissements.*)

On l'a fait quelquefois, et avec une souveraine injustice. Oui, on déclarait ce pays incapable, s'il ne renonçait pas à la forme républicaine, de trouver les sécurités que peut seul donner à une grande nation un dessein continu, suivi avec persévérance ; et vous nous reprochiez d'avoir donné un démenti à ces attaques inconsidérées, d'avoir assuré à ce pays une politique étrangère et d'y rester constamment et attentivement fidèles ?

Eh bien ! oui, je ne m'en défends pas, et je revendique, pour le Gouvernement dont je fais partie, comme un honneur — oui, comme un honneur — d'être resté fidèle à cette politique.

M. Camille Pelletan. — Aujourd'hui, vous l'abandonnez !

M. le président du conseil. — Vous savez quelle est cette politique.

M. René Goblet. — Non.

M. le président du conseil. — Vous seriez le seul dans ce pays, monsieur Goblet, qui ne sauriez pas ce qu'elle est et ce que nous y avons déjà trouvé

de sécurité et de dignité. (*Protestations à l'extrême gauche. — Très bien ! très bien ! à gauche et au centre.*)

*A l'extrême gauche.* — C'est la politique de l'abaissement !

M. le président. — Messieurs, vous voulez donc rendre tout débat impossible ? Vos orateurs ont été écoutés et vous ne permettez pas qu'on leur réponde !

M. le président du conseil. — J'aurais le droit de m'étonner qu'un débat ouvert sur de si graves intérêts puisse donner lieu à ces mouvements, à cette agitation.

Je m'explique dans des termes qui ne sont pas de nature à provoquer de pareilles interruptions.

Oui, nous avons allié aux intérêts d'une grande nation les intérêts de la France ; nous l'avons fait pour la sauvegarde de la paix et le maintien de l'équilibre de l'Europe. Et s'il n'y a rien de changé dans les aspirations, dans la direction supérieure, dans le but suprême de notre politique, il y a pourtant quelque chose de changé en Europe depuis 1891. (*Applaudissements.*)

Vous avez connu, monsieur Goblet, le ministère des affaires étrangères à une époque difficile et ce n'est pas moi qui vous reprocherai aucun acte de la politique que vous avez suivie. J'ai toujours rendu justice à mes prédécesseurs : ils ont tous été des patriotes sincères, ils ont fait ce qu'ils ont pu, mais vous étiez dans une période difficile et vous n'aviez pas la sécurité que nous avons puisée dans cette alliance qui est et doit rester la garantie de la paix du monde. (*Vifs applaudissements à gauche et au centre.*)

Cette politique a été ratifiée non seulement par les Chambres, permettez-moi de le dire, mais par le sentiment général et universel de ce pays.

Nous avons fait notre devoir en 1891, nous l'avons fait plus récemment, en patriotes, ayant les yeux exclusivement fixés sur l'intérêt du pays, ne nous préoccupant pas des attaques, si injustes qu'elles soient, qui pourraient nous assaillir. On n'est digne de participer au gouvernement de son pays qu'à la condition de mettre sous ses pieds ces considérations secondaires et subalternes. (*Applaudissements.*)

Nous faisons appel à la justice de la Chambre et du pays tout entier. Nous n'avons rien à regretter ; nous avons fait notre devoir. Si vous pensez le contraire, ne vous réfugiez pas dans ces formules vagues et dans des réticences. A la politique que nous avons pratiquée, que nous pratiquons, dont nous revendiquons ici toute la responsabilité, opposez la politique que vous feriez demain si vous étiez au Gouvernement. Dites-nous ce qu'est cette politique ; dites-nous où serait son point d'appui, quels sont les résultats que vous en attendez pour l'honneur et la grandeur du pays. (*Applaudissements au centre et à gauche.*)

Vous avez tenu le langage d'une opposition qui n'ose pas aller jusqu'au bout de son opinion. Si vous apportiez une politique en face de la nôtre, je gage qu'elle y ressemblerait tellement que vous-mêmes reculerez devant la nécessité de vous expliquer avec sincérité et avec clarté...

M. Carnaud. — Nous n'irions pas à Kiel !

M. le président du conseil. — Nous avons fait notre devoir, je l'affirme. Je demande à la Chambre de dire si elle est d'accord avec nous, si elle a confiance dans la ligne de conduite que nous suivons.

Et maintenant, je ne m'attarderai pas à répondre aux autres reproches que l'on nous adresse.

J'ai entendu tout à l'heure un ancien ministre des affaires étrangères dire

à cette tribune qu'il y avait une contradiction — il a même dit, je crois, une incohérence — dans notre politique.

Messieurs, je ne veux pas — la tâche serait trop facile, mais elle est indigne de moi — aller rechercher dans son passé quels services il a pu rendre à son pays.

Mais j'ai le droit de lui dire qu'il a une singulière notion du patriotisme et de la dignité nationale s'il ne comprend pas que l'on peut garder au fond du cœur tous les souvenirs et toutes les espérances, et en même temps remplir avec fierté et avec dignité un devoir de courtoisie internationale. Si vous ne comprenez pas cela, je vous plains. (*Mouvement.*)

Nous avons le cœur plus haut, et nous ne croyons pas que la France abdique quoi que ce soit des souvenirs qu'il faut garder, que tous les hommes de ma génération gardent au fond du cœur et qu'ils transmettent fidèlement aux jeunes générations. Nous pensons qu'on peut garder tous ces souvenirs, tous ces enseignements du passé et en même temps remplir comme il convient en pleine paix un simple devoir de courtoisie qui n'implique aucun abandon, ni de la politique suivie jusqu'à ce jour, ni d'aucun des sentiments les plus respectables de notre conscience. (*Applaudissements.*)

Vous pouvez sentir autrement que nous ; mais, pour moi, je ne me sentirai nullement humilié le jour où le *Hoche*, dont le nom nous rappelle de si glorieux souvenirs...

M. Gauthier (de Clagny). — Le général Hoche, lui, a vaincu les Allemands à Froeschwiller, à Reichshofen et à Wissembourg.

M. le président du conseil... entrera à Kiel avec le drapeau national.

Je ne m'attarderai pas à discuter plus longtemps ! Si vous croyez que nous avons eu tort, dites-le, et prenez la responsabilité de l'acte que vous ferez. Je ne m'abaisserai pas, quant à moi, à des apologies ou à des excuses ; nous avons agi comme nous l'avons fait, parce que nous avons cru que tel était l'intérêt de la France ; je n'ai pas d'autre réponse à vous faire. Si elle ne vous suffit pas, dites-le, dites-le nettement. (*Applaudissements prolongés et répétés.* — *M. le président du conseil, en retournant au banc du Gouvernement, reçoit des félicitations.*)

M. René Goblet. — Messieurs, je ne remonterais pas à la tribune si M. le président du conseil ne m'avait, à diverses reprises, directement interpellé. Il m'a mis en quelque sorte, dans ses dernières observations, en demeure de lui succéder au pouvoir.

Je n'ai rien dit ni rien fait dans cette discussion qui puisse légitimer une pareille sommation. J'ai dit, et c'est la vérité, que ce n'est pas nous qui avons soulevé ce débat. (*Interruptions sur les mêmes bancs.*)

J'ai dit, et c'est la vérité absolue, je l'avais déjà déclaré ailleurs, que j'estimais, pour ma part, qu'il valait mieux qu'il ne fût pas soulevé. Mais, en même temps, j'ai pensé que du moment où un débat avait lieu, il n'était pas possible que les divers partis de cette Chambre n'intervinssent pas pour faire connaître leur sentiment.

Je suis intervenu pour demander au Gouvernement de nous faire savoir quelles vues de politique générale pouvaient expliquer les deux incidents qui font l'objet de l'interpellation. Eh bien, j'en atteste la Chambre : ni M. le ministre des affaires étrangères ni M. le président du conseil n'ont répondu à M. Millerand, à M. Flourens ou à moi.

Vous nous avez dit, monsieur le président du conseil : Nous n'avons pas été à Kiel ni en Extrême-Orient sans qu'il y ait là un dessein de politique générale, mais vous ne nous avez pas indiqué ce dessein. (*Interruptions.*)

J'ai indiqué, quant à moi, ce qu'il devrait être dans notre pensée et



comment il se rattache nécessairement à toute idée de rapprochement et d'entente avec l'Allemagne.

Si nous ne connaissons pas le but que vous avez poursuivi par le rapprochement que vous venez d'opérer, comment voulez-vous que j'apprecie votre politique ? comment voulez-vous que je la blâme ou que je l'approuve ? Je ne puis que rester dans la même attitude de réserve et, répétant ce que j'ai déjà dit, vous en laisser toute la responsabilité. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs à gauche.*)

— La discussion est close. Par 262 voix contre 103, la Chambre vote un ordre du jour ainsi conçu :

« La Chambre, approuvant les déclarations du Gouvernement, passe à l'ordre du jour ».

— Le 17 juin, à deux heures, a eu lieu, au palais de l'Elysée, la remise de l'Ordre de Saint-André au Président de la République.

En remettant au Président les insignes de l'Ordre de Saint-André et des autres Ordres russes, l'ambassadeur, S. Exc. le baron de Mohrenheim, a prononcé l'allocution suivante :

Monsieur le Président,

Au nom de l'Empereur, mon Auguste Maître, j'ai l'extrême honneur de remettre à Votre Excellence les insignes des Ordres Impériaux que Sa Majesté vous prie d'accepter comme témoignage de sa haute amitié.

Vous voudrez bien y reconnaître, Monsieur le Président, un nouveau gage des sentiments dont Sa Majesté est invariablement animée pour la France et pour le Chef vénéré qui personnifie avec tant d'autorité et d'élévation le caractère généreux et l'esprit pacifique de la grande Nation qui l'a investi de ses pouvoirs.

Je m'estime heureux, Monsieur le Président, d'avoir à constater en cette mémorable circonstance la continuité des relations si heureusement établies entre nos deux pays.

Le Président a répondu :

Monsieur l'Ambassadeur,

Je suis très heureux de recevoir de vos mains le gracieux message de S. M. l'Empereur et les insignes des Ordres Impériaux.

Je vous prie d'être auprès de Sa Majesté l'interprète des sentiments que m'inspire ce nouveau et précieux gage des sympathies dont, à l'exemple de son glorieux père, Elle est animée pour mon pays, et de l'amitié si heureusement existante entre les deux Nations.

Je tiens, de mon côté, à vous renouveler aujourd'hui l'expression des vœux que je forme avec toute la France pour le bonheur et le long règne de votre Auguste Souverain, ainsi que pour la prospérité de l'Empire dont les destinées sont confiées à sa haute sagesse.

**PROPOSITION DE LOI** tendant à n'admettre aux fonctions publiques, comme agents du Gouvernement ou dépositaires de l'autorité, que des Français issus de parents français ou naturalisés, présentée par MM. de Montfort, de Mahy, Le Gavrian, Julien Dumas, Samary, d'Aillières, Charles Saint, de Ramel, Cabart-Danneville, Tailliandier, Berger, Camille Fouquet, de la Ferronnays, Dubief, E. de Cazenove de Pradine, Brincart, Georges Berry, E. Loyer, Plichon, Desjardins, Henry Cochin, Denys Cochin, Sonnery-Martin, Loup, Emile Villiers, députés (déposée dans la séance du 23 mai 1895).

*Exposé des motifs.* — Messieurs, la proposition que nous avons l'honneur de vous soumettre n'est en réalité qu'un amendement aux deux propositions analogues précédemment déposées, par M. de Pontbriand d'abord, et ensuite par MM. Michelin, Argeliès, Cluseret et Paulin-Méry.

Mais comme les dispositions présentées par nous diffèrent sensiblement de celles proposées par nos honorables collègues, il nous a paru nécessaire d'en exposer les motifs, et c'est pour cette seule raison que nous avons cru devoir adopter la forme d'une proposition de loi.

La question de la naturalisation des étrangers et de ses conséquences au point de vue social est, en effet, l'une des plus sérieuses et des plus complexes de notre temps.

L'obsession de la loi du nombre, le sentiment irraisonné peut-être, qui, en présence de la faible natalité de notre race, nous pousse à augmenter sans cesse et par des naturalisations hâtives, le chiffre de notre population, toutes ces causes ont eu pour résultat, depuis quelques années, des mesures législatives qui ont rendu trop facile aux étrangers de toutes races l'obtention de la qualité de Français.

Aujourd'hui, en présence d'une invasion véritable dont les inconvénients et les dangers éclatent à tous les yeux, le législateur a dû examiner s'il ne serait pas prudent de modifier ces lois, en rendant plus difficiles et plus rigoureuses les conditions de cette naturalisation.

Et, par voie de conséquence, on s'est demandé s'il était plus longtemps acceptable que des étrangers naturalisés d'hier, et qui n'ont pas dans les veines une seule goutte de sang français, puissent être, par le seul fait de cette naturalisation, immédiatement investis du droit d'occuper les charges et les emplois les plus importants, qui devraient être, semble-t-il, réservés aux seuls Français d'origine.

Il y a donc, messieurs, évidemment, dans cette question, deux points de vue distincts et qu'il importe de ne pas confondre : la naturalisation, et l'étendue des droits qu'elle peut conférer.

Sur le premier point, nous ne croyons pas qu'il y ait lieu de modifier, en ce moment du moins, et pour la métropole, les conditions actuelles de la naturalisation ; nous pensons que ce serait peut-être priver notre pays de ressources utiles pour l'avenir.

Et, d'ailleurs, il nous paraît vraiment équitable d'admettre que tout homme né en France, ou y résidant sous certaines conditions, soit soumis aux devoirs et aux obligations des Français ; puisqu'il supporte les charges, il doit jouir de certains avantages, et il est naturel qu'il puisse acquérir, par là même, la qualité de Français.

Mais il ne saurait en découler logiquement, à notre avis du moins, que cette sorte d'adoption puisse lui conférer immédiatement la plénitude de tous les droits du Français, droit au conseil, à la direction, au commandement.

La loi, et, il faut le dire aussi, le gouvernement et les mœurs ne protègent pas suffisamment la sécurité du pays, lorsqu'ils admettent que parce qu'un étranger, de race ou de nationalité quelconque, résidant en France pendant un certain temps, doit le service militaire comme soldat et l'impôt comme citoyen, il doit aussi, d'emblée, avoir le droit de siéger dans nos Assemblées électives, d'accéder aux fonctions les plus élevées et de devenir dépositaire de l'autorité publique ou même chef de nos forces nationales.

Il est véritablement inouï que le fils d'un étranger, né en France par hasard, puisse avoir à sa majorité, non seulement le droit — que de bons esprits trouvent exorbitant — de choisir sa nationalité, mais surtout que cette option, basée presque toujours exclusivement sur des considérations d'avantages personnels, puisse lui donner en même temps, par la seule faveur gouvernementale, le droit d'occuper dans la direction du pays les plus hautes dignités.

Il serait malheureusement facile de citer, à cet égard, des exemples connus de tous, et sans viser particulièrement aucune race ou aucun pays, c'est là le point précis et grave auquel il importe, croyons-nous, de porter promptement et énergiquement remède.

Nous voulons donc, messieurs, d'accord sur ce point avec les auteurs des

propositions antérieures, rétablir dans nos lois ce principe ancien, qui nous paraît incontestablement juste et rationnel « qu'il faut être Français d'origine, et non pas seulement par naturalisation; pour exercer certaines fonctions publiques et commander à des Français » (1).

Exiger, comme le proposent nos honorables collègues, quatre ou seulement trois générations, nous semble excessif et, dans tous les cas, d'une réalisation bien difficile au seul point de vue de la preuve à établir.

Mais la formule que nous croyons devoir vous proposer nous paraît un minimum nécessaire, et, sous le bénéfice des observations qui précèdent, nous avons l'honneur de vous demander, messieurs, d'adopter le texte suivant :

*Proposition de loi.* — Art. 1<sup>er</sup>. — Nul ne peut être agent du Gouvernement, ou dépositaire de l'autorité publique, ou membre d'une Assemblée élective, s'il n'est Français, né lui-même de père ou de mère français ou naturalisés (2).

Art. 2. — Les étrangers naturalisés, tout en restant soumis à l'obligation du service militaire légal, ne peuvent être admis au grade d'officier, au titre français, dans les armées de terre ou de mer, à l'exception toutefois de ceux qui auront acquis leur naturalisation par le service volontaire dans l'armée française.

Art. 3. — Il peut être dérogé par une loi spéciale aux dispositions des articles 1 et 2 en faveur de ceux qui auraient rendu un service signalé à la France.

Art. 4. — La présente loi n'aura pas d'effet rétroactif quant aux droits acquis avant sa promulgation.

## GRANDE-BRETAGNE

### Chute du ministère Rosebery.

Dans la séance de la Chambre des Communes du 24 juin, Sir William Harcourt, au milieu d'un silence profond, annonce d'une voix émue que, à la suite du vote de blâme dirigé le vendredi 21, contre M. Campbell-Bannermann, le gouvernement a présenté sa démission à la reine, qui l'a acceptée.

Sir William Harcourt déclare que jamais il n'y a eu de ministre de la guerre plus habile, plus respecté et plus populaire que M. Campbell-Bannermann.

Le gouvernement s'est associé à la responsabilité qui incombait au ministre de la guerre et à l'administration militaire.

Le gouvernement ne restera au pouvoir que jusqu'à la nomination du nouveau cabinet.

Dans ces circonstances, il ne reste qu'à demander l'ajournement de la Chambre.

Mais comme il y a un projet de loi au sujet des pêcheries de phoques dans la mer de Behring, projet qui doit être adopté avant le 1<sup>er</sup> juillet, le gou-

(1) Des dispositions analogues existent dans nos anciennes ordonnances, notamment celles de 1499, de 1523, article, 92, etc.

On retrouve la même idée aux articles organiques adjoints au Concordat, qu'exigent, pour être évêque, qu'on soit Français d'origine et non pas seulement par naturalisation. (Article 16 de la loi du 18 germinal an X.) — Dalloz, n° 329. — Béquet, n° 636.

(2) Le sens et la portée du terme « agent de Gouvernement » qui se rencontre dans plusieurs textes de lois, ont été précisés et délimités par la jurisprudence. (Dalloz, *Jurispr. génér.*, n° 56.)

Les « dépositaires de l'autorité publique » sont désignés par les articles 222 et suivants du code pénal.



vernement propose la lecture de ce bill, après laquelle seulement la Chambre s'ajournera.

Sir Willam Harcourt conclut en remerciant avec une profonde émotion les partisans du gouvernement de l'appui qu'ils lui ont donné en sa qualité de leader de la Chambre, et il remercie l'opposition de la courtoisie invariable qu'elle lui a témoignée.

Le projet de loi sur les pêcheries de phoques dans la mer de Behring est adopté en 3<sup>e</sup> lecture.

La séance est levée.

Dans la séance de la Chambre des Lords du même jour, Lord Rosebery se lève au milieu d'un silence profond et annonce qu'il désire faire une déclaration très brève, déclaration déjà faite sans doute à cette heure devant la Chambre des communes. Après le vote de vendredi, à la Chambre des communes, vote qui a été en fait un vote de censure à l'adresse du ministère de la guerre et de son département, sur une question de défense nationale, alors qu'on venait de soumettre à la Chambre un grand projet d'organisation militaire, le gouvernement a cru devoir donner sa démission. La reine l'a acceptée et le gouvernement reste en fonctions jusqu'à la nomination des membres du gouvernement qui lui succèdera.

Lord Cranbrook déclare être autorisé par lord Salisbury à exprimer le désir que la Chambre soit ajournée jusqu'à demain.

Lord Rosebery donne son assentiment à cette proposition. Toutefois, il y a un bill important concernant la pêche des phoques dans la mer de Behring qui doit être avant tout adopté.

La Chambre des lords adopte ce bill en 1<sup>re</sup> lecture, ainsi que le bill relatif aux modifications à la loi d'extradition en 3<sup>e</sup> lecture, et la séance est levée.

Voici les principales nominations du nouveau Cabinet :

Lord Salisbury, président du Conseil et ministre des affaires étrangères (M. Curzon, sous secrétaire d'Etat) ;

Lord Devonshire, président du Conseil privé ;

M. Chamberlain, ministre des colonies ;

Lord-chancelier : lord Halsbury ;

Lord du sceau privé : le vicomte Cross ;

Chancelier du duché de Lancastre : sir Henry James ;

Ministre de l'intérieur : sir Matthew White Rieley ;

Ministre de la guerre : marquis de Lansdowne ;

Secrétaire pour les Indes : lord George Hamilton ;

Président du Board of Trade : M. Ritchie ;

Lord-chancelier d'Irlande : lord Ashbourne ;

Secrétaire d'Etat pour l'Ecosse : lord Balfour de Burleigh.

— Dans la séance de la Chambre des lords du 27 juin, lord Salisbury a déclaré qu'il ne veut pas expliquer sa ligne politique actuelle. Le moment n'est pas encore venu. D'ailleurs, une seule politique se recommande à son parti : c'est la dissolution du Parlement aussitôt que possible. Il fera de son mieux pour hâter la décision que doit rendre le pays ; elle seule tracera la ligne politique à suivre.

---

## PARAGUAY

Voici, d'après le *Courrier français*, journal de Buenos-Ayres, la traduction de l'étrange décret rendu par le Président de la République du Paraguay pour retirer l'exequatur au consul de France à l'Assomption :

Etant donné l'attitude prise par M. Ch. François, consul de France au Paraguay et considérant :

Que ledit agent consulaire a, par des moyens privés, persuadé aux colons appartenant à sa nationalité d'abandonner le pays, ainsi qu'il résulte des communications faites par lui à certains d'entre eux ;

Que le consul de France a adopté cette manière de faire, bien qu'il sût positivement que les colons induits par lui à passer à l'étranger au moyen de promesses exagérées avaient reçu du gouvernement de la République des avantages de toute sorte, avantages plus grands encore que ceux qui avaient été offerts ; que ledit consul savait, en outre, que ces colons étaient les débiteurs du gouvernement et des établissements officiels pour des sommes considérables, sommes qui leur avaient été avancées pour les aider ;

Que le consul de France, n'ignorant pas que le Pouvoir exécutif avait donné des ordres contraires, ne s'est pas contenté de ce qu'il avait déjà fait ; qu'il a envoyé un délégué avec un train spécial pour faire sortir de la « Colonia Nacional » ses compatriotes qui ont accueilli ses insinuations ;

Qu'un procédé de cette sorte, aussi injuste qu'imprudent, ne peut être toléré à cause du manque de respect commis envers la République et aussi pour les périls qui peuvent résulter de ce procédé par rapport aux bonnes relations que le Paraguay entretient avec la nation française ; que ce procédé implique, par conséquent, la nécessité de le châtier immédiatement.

Le Président de la République, en Conseil général des Ministres, arrête et décrète :

Art. 1. — Soit retiré l'exequatur concédé d'après la lettre-patente présentée par M. François et l'accréditant en qualité de Consul de France : que, par conséquent, les prérogatives et immunités inhérentes à cette charge, soient annulées.

Art. 2. — Le Ministre des Relations extérieures communiquera officiellement au ministre de la République française, accrédité auprès de ce Gouvernement, les motifs graves dont on a tenu compte pour adopter cette résolution.

Art. 3. — Soit communiqué, publié et donné au registre officiel.

Assomption, 20 mars 1895.

Signé : EGUZQUIZA,  
Agustin CANETE.

— Le Gouvernement français a retiré l'exequatur de tous les consuls et agents consulaires du Paraguay en France.

## RUSSIE

Le *Journal officiel* de l'empire du 8 juin, publie un ukase impérial créant une légation permanente auprès du Vatican.

La légation comprendra un ministre résident et un secrétaire de légation.

Les dépenses annuelles s'élèveront à 16,000 roubles or.

## RENSEIGNEMENTS DIVERS

L'Association littéraire et artistique internationale doit tenir à Dresde, du 21 au 28 septembre, son XVII<sup>e</sup> Congrès sous le haut patronage du roi Albert de Saxe.

Voici la circulaire par laquelle ceux qui s'intéressent aux questions de propriété littéraire et artistique, sont invités à prendre part aux travaux du Congrès :

Leipzig, le 25 mai 1895.

Monsieur,

L'Association Littéraire et Artistique Internationale de Paris composée d'écrivains, artistes, compositeurs, jurisconsultes et éditeurs de tous les pays, a pour objet toutes les recherches scientifiques auxquelles peuvent donner lieu le droit d'auteur et les droits connexes, ainsi que la propagation et le développement de la protection des mêmes droits au point de vue national et international. L'Association Littéraire et Artistique Internationale a déjà vu ses efforts couronnés de succès ; et en effet, c'est grâce à son instigation que s'est fondée l'Union de Berne, qui a placé sur le même pied la protection de la propriété intellectuelle chez la plupart des nations européennes.

Fondée en 1878, l'Association Littéraire et Artistique Internationale se réunira cette année pour la première fois en Allemagne, où le Gouvernement de Saxe et la Ville de Dresde lui réservent le plus chaleureux accueil. Pour organiser les travaux du Congrès, il s'est formé une commission préparatoire, dont MM. Brahms, Brockhaus, Heyse, Menzel, Schilling et Walloï ont bien voulu accepter d'être présidents d'honneur.

D'accord avec l'Association, le Comité a provisoirement fixé l'ordre du jour tel qu'il est annexé à la présente. Cet ordre du jour comprend de nombreuses questions qui sont de la plus haute importance pour toutes les professions intéressées aux droits des auteurs ou éditeurs. Il faut certainement s'attendre à ce que les discussions qui se produiront au Congrès donneront un nouvel élan et apporteront une nouvelle lumière à ces matières ; le résultat des délibérations amènera un succès d'autant plus éclatant que le concours des sommités littéraires et artistiques de tous les pays sera plus actif.

Nous serions d'autant plus heureux de votre acceptation que le Congrès de Dresde, en donnant lieu à un échange d'idées fécondes et progressives, resserrera les liens de confraternité entre les écrivains et les artistes du monde entier.

#### ORDRE DU JOUR :

##### I. Convention de Berne.

A. — Rapport sur l'état des travaux de révision de la Convention. Rapporteur, M. Léon Poincard, Berne.

B. — Rapport sur la cession des Œuvres d'art. Rapporteur, M. Albert Vaunois, Paris.

C. — Voies et moyens pour obtenir de nouvelles adhésions à la Convention de Berne.

a. Etats-Unis. Rapporteur, M. Alcide Darras, Paris.

b. Autriche-Hongrie. Rapporteur, M. Heinrich Schuster, Prague.

c. Russie. Rapporteur, M. Halpérine-Kaminsky, Paris.

d. Suède. Rapporteur, M. Carl Snoilsky, Stockholm.

e. Norvège. Rapporteur, M. Carl Baetzmann, Christiania.

f. Danemark. Rapporteur, M. Carl Torp, Copenhague.

g. Pays-Bas. Rapporteur, M. J.-H. Hora-Siccama, La Haye.

h. Pays hispano-américains. Rapporteurs, MM. Alcide Darras et Ernest Eisenmann, Paris.

II. Etude sur les Sociétés de protection des Œuvres littéraires et artistiques. Rapporteur M. Emilio Daura, Barcelone.

III. Création d'un Répertoire universel. Rapporteur, M. Jules Lermina, Paris.

IV. Etude sur les principes qui pourraient servir de base à une unification de législation sur le droit d'auteur dans les pays de l'Union de Berne. Rapporteur, M. Georges Maillard, Paris.



V. Etude sur les différences entre les dispositions de la Convention de Berne et les législations des pays de l'Union de Berne. Rapporteurs, MM. Paul Schmidt, Leipzig, et E. Rœthlisberger, Berne.

VI. — A. Etude des principes de droit international privé qui doivent régir les conflits des lois en matière de droit d'auteur. Rapporteur, M. Albert Osterrieth, Heidelberg.

B. Rapport sur l'état des conventions conclues entre la France et les différents pays d'Allemagne. Rapporteur, M. Alcide Darras, Paris.

VII. — Des relations entre les auteurs et les éditeurs :

A. Note historique sur les travaux de l'Association. Rapporteur, M. Armand Ocampo, Paris.

B. Etude sur les desiderata des auteurs. Rapporteur, M. Martin Hildebrandt, Berlin.

C. Etude sur les desiderata des éditeurs. Rapporteur, M. Robert Voigtländer, Leipzig.

D. Résumé de la discussion. Rapporteur, M. Ernest Eisenmann, Paris.

VIII. De la concurrence déloyale en matière d'œuvres intellectuelles et en matière de librairie. Rapporteur, M. Oskar von Hase, Leipzig.

IX. Des œuvres anonymes. Rapporteur, M. Frédéric Mettetal, Paris.

X. Des œuvres posthumes. Rapporteur, M. Frédéric Mettetal, Paris.

XI. Des œuvres collectives. Rapporteur, M. Maurice Maunoury, Paris.

XII. Des droits des collaborateurs. Rapporteur, M. Georges Harmand, Paris.

XIII. Du droit de copie des œuvres d'art appartenant aux collections publiques. Rapporteur, M. Lucien Layus, Paris.

XIV. Questions diverses.

## BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

### Revue des Deux-Mondes.

1<sup>er</sup> juin. — *Mehemet-Ali durant ses dernières années*, par le comte Benedetti. (Souvenirs intéressants d'un diplomate connu surtout pour sa mission à Berlin pendant les années antérieures à la guerre de 1870 et qui débuta dans la carrière diplomatique en passant plusieurs années en Egypte où, étant chargé, à diverses reprises, de gérer le consulat général, il a eu l'occasion de voir de très près Mehemet-Ali. Il signale rapidement les grands bienfaits rendus par celui-ci au pays). — *Terre d'Espagne : Tanger, Cadix, Séville, retour à Madrid*, par René Bazin (impressions de voyage d'un enthousiaste, essai de réhabilitation ou mieux d'explication des combats de taureaux). — *De Leoben à Campo-Formio : Le traité de paix*, par Albert Sorel. (Détails curieux sur la conclusion de ce traité dont l'éminent historien donne l'idée suivante : Par le caractère de la négociation qui l'a précédé, par la nature des transactions qui en forment le fond, il se rattache aux traités de l'ancien régime. Il est l'application par la République, au profit de la France et en faveur de l'émancipation graduelle de l'Italie, du système des compensations appliqué naguère contre la France et pratiqué constamment par les Cours de l'Europe. Mais, en même temps, ce traité se rattache à la

politique napoléonienne ; il noue le lien entre cette politique et celle de la Révolution ; il est gros de guerres qui doivent entraîner ou l'assujettissement de l'Europe ou le recul de la France vers ses anciennes limites. L'extermination de l'Angleterre demeure la condition à la fois nécessaire et inexécutable de la paix.) — *Les finances de l'Italie*, par Adrien Dubief.

15. — *Le théâtre anglais contemporain*, par Augustin Filon. (Coup d'œil rétrospectif sur la période comprise entre 1820 et 1865). — *Les magasins d'alimentation*, par le vicomte d'Avenel. — *Croiseurs et éclaireurs* (article anonyme). — *Notes de voyage en Asie centrale*, de E. Blanc.

---

### Le Correspondant.

10 juin. — *Souvenirs et correspondances* (fin), par Mme Octave Feuillet. — *Barras et ses mémoires*, par de Lanzac de Laborie. — *M. Jules Lemaitre*, par Henry Bordeaux.

25. — *La jeunesse de Montalembert : L'Allemagne catholique en 1834*, par le père Lecanuet, de l'Oratoire (nombreux extraits du *Journal* inédit de Montalembert. — *De Brunsbüttel à Kiel à bord du Papillon* (impressions d'un voyage fait quelques mois avant l'inauguration du canal). — *Le conflit suédo-norvégien*, par le comte de Lagrèze (exposé intéressant favorable à la Suède). — *Les sœurs françaises à Madagascar*, par J. Latappy (d'après de nombreuses lettres). — *Un duel politique pendant la Révolution. Castries et Lameth*, par Pierre de Croze. — *La loi des pauvres en Angleterre et ses conséquences*, par An. Langlois (à propos d'un ouvrage récent). — *Une semaine au Mont-Athos*, par Jean Artaud (particularités curieuses).

---

### Revue politique et littéraire.

1<sup>er</sup> juin. — *Jules Lemaitre*, par Ch. Recolin. — *Les années de jeunesse de Guillaume de Humboldt*. (Extraits de diverses lettres écrites par G. de Humboldt en sa première jeunesse (1788-1790) ; ces lettres sont très singulières par elles-mêmes, par l'état d'esprit qu'elles révèlent, par les personnalités en jeu. Les femmes dont il s'agit appartient à l'histoire des mœurs et de la société littéraire.) — *L'échec de l'expédition Monteil*, par M. Rouire (court exposé assez peu rassurant). — *Le prince Eugène de Beauharnais*, par Léon Béclard (à propos d'un livre récent, *Le roman du prince Eugène*).

8. — *M. Costa de Beauregard*, par H. Bordeaux (portrait élogieux de l'auteur de divers livres d'histoire fort attrayants, tels que : *Un homme d'autrefois*, *Le roman d'un royaliste sous la Révolution*, *La jeunesse et les dernières années de Charles-Albert*). — *Souvenirs d'un diplomate anglais*, par G. Depping. (A propos des *Diplomatic Reminiscences of Lord Loftus*, ouvrage publié à Londres, de 1892 à 1894 ; détails curieux sur sa carrière en Allemagne, surtout sur ses rapports avec M. de Bismarck, avec M. de Moltke. D'après l'ambassadeur anglais, ce dernier était très religieux, très humain, et, pendant la guerre avec la France, il a souvent contrecarré la sévérité et la dureté du comte de Bismarck. Suivant lord Loftus, ce serait M. de Moltke qui se serait opposé à ce qu'on fusillât tous les individus qu'on prenait venant par ballons, comme le voulait M. de Bismarck.) — *A la Guyane : Les événements de Counani* (détails sur les tristes événements qui se sont passés le 15 mai sur le *Territoire contesté* entre la France et le Brésil).

15. — *L'Exposition de 1900*, par Paul Strauss. (Critique du projet officiel, surtout en ce qu'il s'agit de jeter cent millions et plus dans le gouffre du budget pour un avantage incertain, en vue d'un profit passager, au prix des beautés permanentes de Paris.) — *Mémoires d'Eugène Delacroix*, par Em. Faguet. — *La France en 1802*, d'après quelques voyageurs anglais, par Pierre Mille (piquant tableau composé d'après les impressions de divers Anglais qui se précipitèrent sur la France après la paix d'Amiens, très

curieux de voir le pays où s'étaient passés de si grands événements). — *Les fêtes universitaires de Lille*, par MM. Picavet et Georges Lyon.

22. — *La liberté de l'empoisonnement*, par Paul Laffitte (question de l'alcool). — *Questions sociologiques*, par Lévy-Bruhl. (L'auteur s'est proposé de dégager quelques-unes des directions principales du courant sociologique en caractérisant un certain nombre d'ouvrages récents.) — *M. Jean Jaurès*, par Pierre Puget. (La conclusion de l'étude prestement enlevée est que, si le parti socialiste venait à triompher, ses amis d'aujourd'hui chasseraient M. Jaurès de leur cité, comme rêveur trop candide et bavard un peu encombrant.) — *L'état-major de la couture*, par Louis Morin (curieux chapitre). — *Les mémoires de Barras*, par Paul Monceaux. (Suivant le critique, ces mémoires, entrepris dans une pensée d'apologie par un vantard aigri, ne pouvaient que tourner au pamphlet. Mais l'auteur n'en est pas moins sincère. Son cynisme nous en est garant.)

29. — *Immortels d'aujourd'hui et de demain*, par Em. Faguet (quelques aperçus rapides). — *La misère et le bagne*, par Paul Mimande. — *Fénelon et la critique*, par Maurice Wolff (critique de l'appréciation trop sévère de M. Crouslé).

### Bibliothèque universelle et Revue Suisse.

Juin. — *La question du Maroc*, par Pierre Martel. (Cette partie du travail va jusqu'à la mort du sultan Mouley-Hassan). — *A travers les villes du Nouveau-Monde*, par Louis Wuarin (impression d'ensemble).

### Bulletin de la Société de législation comparée.

Juin-Juillet. — *Etude sur le barreau allemand*, par A. Osterrieth (travail étendu). — *Etude sur le fonctionnement de la justice française en Tunisie*, par S. Berge, vice-président du Tribunal de Tunis. (Exposé approfondi des points suivants : 1° Organisation de la juridiction française ; 2° Circonstances et règles qui limitent son rayon d'action ; 3° Conflits de lois soulevés par son exercice ; beaucoup de questions intéressantes de droit international sont examinées dans cette troisième partie.) — Chronique législative : *Chambres suédoises* (session de 1894).

### Revue du droit public et de la science politique.

Mars-Avril. — *Les immunités constitutionnelles*, par M. Orban (étude spécialement écrite au point de vue du droit constitutionnel belge). — *Le régime fiscal des dons et legs faits à l'Etat, aux départements, aux communes, aux établissements publics ou d'utilité publique*, par M. Wahl. — *La constitution et l'administration des colonies allemandes*, par M. Von Stengel, professeur à l'Université de Munich. (Exposé très utile, dû à un auteur qui s'est le premier et le plus complètement occupé des questions soulevées par l'expansion coloniale de l'Allemagne.) — *De l'abordage des navires suivant le droit international*, par P. Fiore. (L'auteur expose les règles qui doivent, suivant lui, être admises et les résume sous forme d'articles qui pourraient servir de bases à un accord.) — Chronique internationale, par Piédelièvre. (Conflits et différends internationaux en 1894.) — Chronique politique : *France* (octobre 1894-mars 1895) ; *Australie* (le contrôle impérial et les colonies australiennes, l'application de la constitution anglaise en Australie, les rapports entre les colonies australiennes) ; *Autriche* (la succession du comte Taaffe, les affaires de Bohême) ; *Suède* (les questions d'Union).

### Revue de droit international et de législation comparée.

1895-III. — *Le bimétallisme et la récente ordonnance monétaire de l'Inde britannique*, étude d'économie politique internationale, par J.-H. Ferguson,



ancien ministre des Pays-Bas en Chine. — *Le canal de Panama et le droit international*, par A. de Bustamente (examen raisonné de la question). — *Le chapitre du divorce* dans le protocole final de la Conférence de La Haye, par G. Fleischlen. — *L'Etat Indépendant du Congo et les Indigènes*, par F. Cattier. — *David Dudley Field*, par Albéric Rolin.

---

### Revue politique et parlementaire.

Juin. — *L'impôt sur la rente*, par Léon Say. — *Le projet de budget de 1896*, par Paul Delombre. — *La suppression des octrois et l'expérience de Lyon*, par H. Berthelemy, adjoint au maire de Lyon. — *Projet d'entente monétaire internationale*, par Claudius Cayla. — *La question des accidents du travail devant le Parlement français*, par Paul Pic. — *Le canal des Deux-Mers*, par H. Pensa. — *De la division du travail social*, par Th. Ferneuil (à propos de l'ouvrage de M. Durkheim). — *Vagabondage et mendicité*, par Ferd. Dreyfus. — La vie politique et parlementaire à l'étranger : Suisse, par Numa Droz; Grèce, par Philaretos, député.

---

### Bulletin des transports internationaux par chemins de fer.

Juin. — Règlement général pour le transport par chemins de fer dans les Pays-Bas. — *Le programme de la prochaine Conférence pour la revision de la Convention internationale* (analyse d'un article publié dans une Revue allemande).

---

### La propriété industrielle.

30 juin. — Lettre des Etats-Unis sur la procédure d'interférence et les retards apportés à la délivrance des brevets. — *De la déchéance des brevets pour cause de non exploitation*, par E. Bosio. — Statistique des brevets en Autriche et aux Etats-Unis.

---

### Le droit d'auteur.

13 juin. — *De l'extension du droit exclusif de traduction dans l'Union* (Genève et portée des dispositions de la convention, régime intérieur des pays unionistes). — Le nouveau projet de loi russe en matière de propriété littéraire et artistique. (Ce projet a pour but de faciliter l'adhésion de la Russie à l'Union de Berne).

---

### Annales de droit commercial français, étranger et international.

Avril-Juin. — *Etude sur l'histoire des Sociétés en commandite* (suite), par R. Salelles. — Chroniques de législation, de doctrine et de jurisprudence : Pays scandinaves, Suisse.

---

### Revue algérienne et tunisienne.

Juin. — *La condition de la femme musulmane dans l'Afrique septentrionale* (suite), par Ernest Mercier (traits de mœurs fort curieux).

---

### Le Mémorial diplomatique.

2 juin. — *M. de Burlet*, président du conseil et ministre des affaires étrangères de Belgique (portrait flatté). — *L'Eglise grecque et la situation actuelle*, par Lucien Leuwen (points de dissidence des Eglises).

9. — *La question arménienne*. — *Le Guatemala*, par D. Estrida (exposé général de la situation du pays).

16. — *La politique extérieure de la France* (à propos de la discussion parlementaire sur la participation aux fêtes de Kiel).

23. — *L'inauguration du canal de la Baltique* (correspondance).

30. — *Le cabinet Salisbury. — Les guerres de religion (1559-1648)* (Comptendu du 5<sup>e</sup> volume de l'*histoire générale*, publiée sous la direction de MM. Lavissee et Rambaud).

---

### Bulletin de statistique et de législation comparée.

Avril. — *France* : le budget de l'exercice 1895 ; recettes et dépenses comparées des exercices 1882 à 1893 ; les recettes des Chemins de fer en 1894 et 1893 ; le budget de la ville de Paris pour 1895 ; les opérations de la Chambre de compensation des banquiers de Paris depuis 1872 (dans la dernière année elles ont dépassé 6 milliards, ce qui est bien peu de chose relativement aux opérations du *Clearing-House* de Londres). — *Le rendement de l'impôt sur le tabac dans les principaux pays* (c'est en France que le rendement est le plus élevé, il dépasse 300 millions de francs, puis viennent la Grande-Bretagne avec 249 millions, l'Italie avec 152 millions). — *Les droits de douane sur les sucres dans les principaux pays. — Situation des principales banques d'émission à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre de 1895. — Les résultats financiers du service postal dans l'Union postale universelle en 1893. — Allemagne* : la Banque de l'Empire. — *Italie* : le Commerce extérieur en 1894.

Mai. — *France* : Statistique générale des Contributions directes ; la situation financière des départements en 1892. — *Le monnayage des principaux pays. — Production des métaux précieux. — La circulation monétaire dans les principaux pays. — Angleterre* : l'exposé budgétaire du chancelier de l'échiquier. — *Autriche-Hongrie* : le Commerce extérieur de 1878 à 1894. — *Espagne* : les résultats du buget de Cuba en 1893-94.

Juin. — *France* : le projet de budget pour 1896. — *Angleterre* : le commerce extérieur du Royaume-Uni pendant les trois premiers mois de 1895. — *Allemagne* : les réformes douanières (loi du 18 mai 1895). — *Italie* : exposé financier du Ministre du Trésor (séance de la Chambre des députés du 13 juin).

---



# TABLE DES MATIÈRES

## PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

---

Pages

1893

|   |   |                                                                                          |           |
|---|---|------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| — | — | Grande-Bretagne. Mémoire présenté au Tribunal arbitral des pêcheries de Behring. . . . . | 31 et 133 |
| — | — | Etats-Unis. Mémoire présenté au Tribunal arbitral des pêcheries de Behring. . . . .      | 263       |

1894

|                |    |                                                                                                                              |     |
|----------------|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Février . . .  | 15 | Belgique — Paraguay. Convention de commerce et de navigation. . . . .                                                        | 131 |
| —              | 20 | Déclaration concernant la communication réciproque des renseignements fournis par les recensements de la population. . . . . | 132 |
| Mars. . . . .  | 17 | Chine — Etats-Unis. Convention relative à l'immigration chinoise aux Etats-Unis. . . . .                                     | 129 |
| Novembre . . . | 20 | Nicaragua. Décret de réincorporation de Indiens Mosquites à la République. . . . .                                           | 122 |
| —              | 21 | Etat du Congo — Libéria. Traité d'extradition. . . . .                                                                       | 257 |
| Décembre . . . | 24 | Etat du Congo. Rapport au Roi sur les mesures prises en exécution de l'Acte de Bruxelles. . . . .                            | 205 |

1895

|                |    |                                                                                                                                       |     |
|----------------|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Février . . .  | 25 | Egypte. Décret instituant un Tribunal spécial pour connaître des crimes commis par des indigènes contre l'armée d'occupation. . . . . | 193 |
| Mars. . . . .  | 21 | Egypte — Grèce. Convention commerciale. . . . .                                                                                       | 5   |
| —              | —  | Correspondance relative à cette Convention . . . . .                                                                                  | 13  |
| —              | —  | Egypte. Règlement douanier. . . . .                                                                                                   | 17  |
| —              | —  | Suisse. Compte de gestion du Conseil fédéral pour 1894 : département des affaires étrangères. . . . .                                 | 57  |
| —              | —  | Département de justice et police. . . . .                                                                                             | 194 |
| Avril. . . . . | 13 | France. Loi sur l'exportation des armes de guerre. . . . .                                                                            | 314 |
| —              | 21 | Décret réglant l'exportation des armes de guerre. . . . .                                                                             | 315 |
| Mai . . . . .  | 17 | Décret réorganisant l'administration judiciaire de la Cochinchine et du Cambodge. . . . .                                             | 316 |

---

Le Gérant : Gaston DUJARRIC

---

Arcis-sur-Aube. — Imp. LÉON FREMONT.



